

Thèse de Doctorat

Marion FROMENTIN LIBOUTHET

*Mémoire présenté en vue de l'obtention du
grade de Docteur de l'Université de Nantes
sous le label de L'Université Nantes Angers Le Mans*

École doctorale : 496-Sociétés, Cultures, Echanges

Discipline : CNU 22

Unité de recherche : CRHIA

Soutenue le 17 octobre 2013

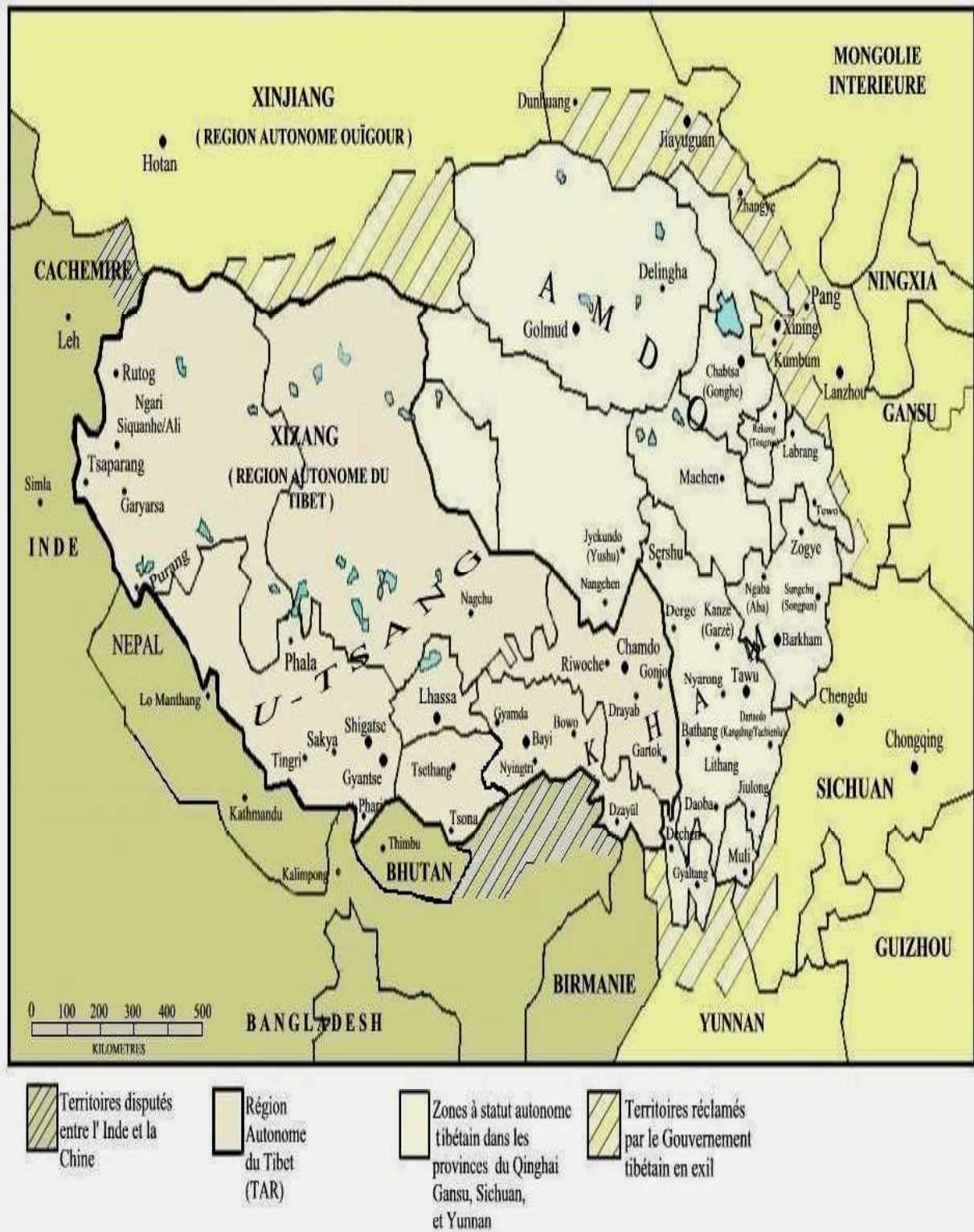
Le Tibet dans les relations internationales (1950-1971)

JURY

Rapporteurs :	Marianne BASTID-BRUGUIERE, Membre de l'Institut, directeur de recherche émérite au CNRS Françoise ROBIN, Professeur, INALCO
Examineurs :	Stanislas JEANNESON, Professeur, Université de Nantes
Directeur de Thèse :	Jacques WEBER, Professeur émérite, Université de Nantes

Remerciements

Je remercie M. Jacques Weber pour son soutien et ses encouragements, mais aussi pour ses précieux conseils. Mes remerciements vont également à Mme Marianne Bastid-Bruguière, M. Stanislas Jeanneson et Mme Françoise Robin, pour avoir accepté d'être membres de mon jury. Je remercie enfin M. Guy Saupin pour son appui logistique ainsi que ma famille pour son soutien.



Source: BARNETT, R. (Ed.), *Resistance and reform in Tibet*, Londres, Hurst, 1994.

« The real point to be made is that it is not right for any country to talk about its sovereignty or suzerainty over an area outside its own immediate range. That is to say, since Tibet is not the same as China, it should ultimately be the wishes of the people of Tibet that should prevail and not any legal or constitutional arguments. That, I think, is a valid point. Whether the people of Tibet are strong enough to assert their rights or not, is another matter. Whether we are strong enough or any other country is strong enough to see that this is done is also another matter. But it is a right and proper thing to say and I see no difficulty in saying to the Chinese Government that whether they have suzerainty over Tibet or sovereignty over Tibet, surely, according to any principles, the principles they proclaim and the principles I uphold, the last voice in regard to Tibet should be the voice of the people of Tibet and of nobody else.»¹

¹ "Debate in Indian Parliament, December 1950", Nehru's reply in SHARMA, S. K., Usha, *Encyclopaedia of Tibet*, New Delhi, Anmol Publications Pvt Ltd, 1996, vol. VI, p. 118.

Introduction

« Quel est donc le charme redoutable de ce pays étrange où toujours sont retournés ceux qui l'avaient une fois entrevu ? Pour retrouver ses montagnes et ses hommes, on repasse la mer, on traverse des royaumes entiers, toute la Chine, au pas lent des chameaux ou des mules.

On arrive alors dans des déserts glacés, si hauts qu'ils ne semblent plus appartenir à la terre ; on escalade des montagnes affreuses, chaos d'abîmes noirs et de sommets blancs qui baignent dans le froid absolu du ciel. On y voit des maisons pareilles à des donjons massifs, toutes bourdonnantes de prières et qui sentent le beurre rance et l'encens. Ce pays est le Tibet, pays de pasteurs et de moines, interdit aux étrangers, isolé du monde et si voisin du ciel que l'occupation naturelle de ses habitants est la prière. »²

Comme beaucoup de voyageurs avant, mais aussi après lui, l'explorateur et tibétologue français Jacques Bacot est littéralement envoûté par le Tibet. Ces quelques lignes écrites en 1909 dans le récit de son voyage dans les marches tibétaines en témoignent parfaitement. Aujourd'hui encore, la fascination des Occidentaux pour le Pays des neiges, mais aussi de la plupart des pays où le bouddhisme tibétain s'est propagé, est intacte. Peut-être même est-elle encore plus forte en ce début de XXI^e siècle, où le Tibet semble jouer auprès d'un Occident désenchanté, le rôle de dernier bastion du sacré et de l'innocence.

Hélas ! L'heureux Tibet décrit par Jacques Bacot n'est plus. Le 7 octobre 1950, Mao Zedong ordonne aux troupes de l'Armée populaire de Libération de marcher sur le Toit du monde. Moins d'un an après, le 23 mai 1951, l'Accord en 17 points signé à Pékin sous la contrainte entre les délégués tibétains et les communistes chinois met officiellement fin à l'existence du Tibet en tant que nation indépendante. Devenu une simple « Région

² BACOT, Jacques, *Le Tibet révolté. Vers Népémakö, la Terre promise des Tibétains, 1909-1910*, Paris, Editions Phébus, 1997, (réédition), p. 27.

autonome »³ de la République populaire de Chine en 1965, le Tibet vit désormais au rythme des réformes imposées par la Chine communiste, qui semble bel et bien n'avoir fait de la légende «qu'une bouchée.»⁴ Pour s'en convaincre, il suffit de lire cet article de l'hebdomadaire *L'Express*, qui le 7 décembre 1994 constate avec regret : « Les Dieux depuis longtemps, ne parlent plus au soleil ! Envahi, humilié, amputé, le Tibet souffre aujourd'hui dans son âme. Après quarante-quatre ans d'occupation et de répression chinoises, le Pays des Neiges semble frappé par un mal beaucoup plus insidieux que les ravages planifiés par Pékin : l'érosion de sa propre culture.»⁵

La quiétude, quelque peu idéalisée, d'un pays isolé tout entier consacré au Dharma est bien loin. Le Tibet est aujourd'hui menacé dans son identité même. Le bouddhisme tibétain, aspect le plus important de la culture du Toit du monde et qui est de loin celui qui fascine le plus les Occidentaux, ne survit que très difficilement dans l'actuelle Région autonome du Tibet. Après les ravages opérés par la révolution culturelle, les politiques du Parti à l'égard de la religion ont beaucoup fluctué, selon les circonstances, entre répression et libéralisme. Si depuis le début des années 1980, la liberté religieuse est officiellement garantie par la Constitution,⁶ c'est un bouddhisme étroitement encadré et contrôlé par l'Etat, vidé de ses aspects considérés comme les plus subversifs, telle l'exécution des rituels dédiés aux divinités protectrices du Tibet, qui est toléré.⁷ Mais le but ultime de la Chine communiste semble bel et bien être de parvenir à l'élimination progressive du fondement du nationalisme tibétain, la religion, et d'amener les Tibétains à adhérer aux valeurs du socialisme. La lecture des discours officiels des dirigeants chinois ne laisse aucun doute à ce sujet.

Au cours d'une conférence de travail sur la religion tenue le 7 décembre 1990, le secrétaire général du Parti communiste Jiang Zemin s'interroge sur la difficulté de concilier les principes du marxisme-léninisme avec la liberté de religion. Comment encourager l'athéisme tout en respectant les croyances religieuses ? Pour Jiang Zemin, la prudence et la subtilité doivent prévaloir sur une attaque de front qui ne pourrait que menacer la stabilité du territoire national : « *To seek to destroy religion using legislative*

³ Voir carte en Annexes p. 515.

⁴ « Dans les montagnes magiques du Dieu-Roi », *Libération*, 22 décembre 1986.

⁵ « Lhassa la mort dans l'âme », *L'Express*, 7 décembre 1994.

⁶ WEI, Jing, *Le Tibet, 100 questions et réponses*, Beijing, Editions de Beijing Information, 1988, p. 60.

⁷ BLONDEAU, Anne-Marie, BUFFETRILLE, Katia, *Le Tibet est-il Chinois ?*, Paris, Albin Michel, p. 206-216.

methods or strong-arm tactics is doomed to failure »⁸, affirme le secrétaire général du Parti. Mais l'objectif final reste l'anéantissement progressif des « racines dont la religion dépend pour son existence. » Les autorités chinoises ont compris que la répression seule ne suffirait pas à mettre un terme au nationalisme tibétain et comptent désormais sur l'accélération de l'intégration économique du Tibet à la République populaire de Chine, qui en augmentant le progrès matériel, détournera les Tibétains de leurs pratiques culturelles qui sont assimilées à de la superstition :

*« Our fundamental route to solving the religious question can only be to develop socialist material and spiritual culture, and gradually wipe out the roots on which religion relies for its existence. In other words, if we want to ensure the influence of religion gradually diminishes [danhua], we must improve economic construction, we must raise people's scientific cultural level. »*⁹

La République populaire de Chine, qui n'a toujours pas renoncé à sa mission civilisatrice sur le Toit du monde, présente le développement économique du Tibet comme une entreprise généreuse dont le seul but est de faire passer le peuple tibétain « de l'état arriéré et de l'obscurantisme à la civilisation et au progrès » : « Dans la longue histoire de l'humanité, 50 ans ne représentent qu'une période extrêmement courte. Pourtant, des changements considérables se sont produits dans la région ancienne et mystérieuse du Tibet. Le Tibet n'est plus une société de servage féodal, pauvre, arriérée, inerte et fermée. Il est devenu une société de démocratie populaire moderne, avançant sans arrêt vers le progrès, la civilisation et l'ouverture. »¹⁰ Il est pourtant clair que l'intégration économique du Tibet à la République populaire de Chine, dont les bénéfices pour les Tibétains sont par ailleurs très

⁸ « Comrade Jiang Zemin's Speech During The Seminar with Some of the Delegates to the National Conference on Religious Work, 7 décembre 1990 », *Official Documents on Religious Policy : Jiang Zemin, in TIN Background Briefing Paper n° 26 : Documents and statements from Tibet*, Londres, 1995, p. 20.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Livre blanc, *La modernisation du Tibet*, novembre 2001. En ligne sur <http://www.french.xinhuanet.com/documents.htm>

contestés¹¹, est d'abord une stratégie politique devant permettre à terme de régler définitivement le « problème tibétain. »

Ainsi, de lourdes menaces semblent peser sur le Tibet chinois. Son intégration forcée à la Chine communiste et à son idéologie représente pour le Toit du monde l'épisode le plus tragique de son histoire. Pourtant, malgré le caractère apparemment soudain et brutal du conflit sino-tibétain, on aurait tort de ne voir dans la question tibétaine qu'un problème récent opposant la République populaire de Chine et le Tibet.

En 1909, au moment où Jacques Bacot parcourt le Kham oriental à la recherche du mystérieux petit royaume de Pomi, le « paisible » Tibet est déjà en proie aux ambitions territoriales de l'Empire chinois. Le Kham, région traditionnellement rattachée au Tibet et aujourd'hui intégrée aux provinces chinoises voisines du Tibet, est en effet le théâtre d'un conflit particulièrement âpre entre le Tibet et l'empire des Qing. Cherchant à renforcer son contrôle sur cette région, la Chine lance une expédition militaire sous la direction du gouverneur chinois de Xining, Zhao Erfeng, qui une fois établi dans le Kham oriental a immédiatement encouragé la venue de colons chinois et cherché à siniser le mode de vie des Tibétains.

Zhao Erfeng projette notamment de créer des écoles pour à la fois enlever le monopôle éducatif aux monastères, centre de la contestation politique, et vaincre la « barbarie » des Tibétains.¹² Quant au Tibet central- l'actuelle Région autonome du Tibet- s'il a pu jusqu'en 1950 maintenir son indépendance grâce au soutien des Britanniques, désireux d'établir face à la menace de l'impérialisme russe un Etat tampon stable au nord de leurs possessions, lui non plus n'est pas épargné par les ambitions de la Chine. Le XIII^e dalaï-lama, cinquante ans avant l'exil de son successeur, et après avoir fui une première fois de Lhassa en 1904 vers la Mongolie lorsque les troupes britanniques envahirent le Tibet, doit s'exiler en 1910, en Inde, peu avant que les troupes chinoises ne pénètrent à Lhassa. Les Tibétains, comme en 1950 au moment de l'invasion de la Chine communiste sont divisés politiquement et désorganisés. Ils ne peuvent opposer une résistance efficace à l'envahisseur. Mais écoutons plutôt Jacques Bacot évoquer sa réaction lorsqu'il apprend en 1910 la prise de Lhassa par les Chinois :

¹¹ A ce sujet, voir BLONDEAU, Anne-Marie, BUFFETRILLE, Katia, *Le Tibet est-il chinois ?*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 297-333.

¹² DESHAYES, Laurent, *Histoire du Tibet*, Paris, Fayard, 1997, p. 247.

« Quand le consul de Yunnan Sen m’annonça la prise de Lha-sa par les Chinois et la fuite du Talé Lama [*le Dalai Lama*] aux Indes, je refusais d’y croire, convaincu que la chose était impossible. [...] A la nouvelle de l’arrivée des troupes chinoises, les Tibétains de Lha-sa se soulèvent et brûlent la résidence des amban et les magasins de subsistance. La grande ville pouvait résister ; elle décide le massacre des Chinois. Mais les grandes lamaserie hors des murs ne sont pas unanimes ; elles sont trop menacées. L’une arme ses lamas et marche sur Lha-sa pour protéger les Chinois et mériter la bienveillance du vainqueur. Les autres vont à la rencontre de Tchong-Tong-Ling et se font battre. [...] Alors, c’est la panique. Le Talé Lama et sa horde de moines évacuent le Potala et prennent la route des Indes. [...] Si les Tibétains s’étaient ressaisis, avaient eu seulement conscience de leur nombre, la fortune devait changer. [...] Il leur manque l’organisation, l’unité de direction : chaque fief, chaque ville, chaque monastère se défend pour son propre compte.»

Et de conclure :

« Le Talé Lama arriva à Dardjeeling à la fin de février, escorté des peuples bhoutanais et sikhim accourus à son passage. L’histoire du vieux Tibet est peut-être finie, son treizième Talé Lama est peut-être le dernier, selon les prophéties, et la conquête déçue de la Terre promise, le dernier épisode d’un passé légendaire. Ou bien, ce que j’espère, il continuera à s’isoler dans sa contemplation, loin de la ronde affolée que le monde moderne mène autour de lui et, peuple qui a pour lui les siècles, quelques années de paix ne lui seront qu’une trêve dans une guerre de Cent Ans. »¹³

Témoin de la destruction des monastères et de l’exode forcé des populations, Jacques Bacot décrit aussi dans son récit la volonté farouche des habitants du Kham de défendre leur indépendance. Une volonté dont ils feront encore preuve cinquante ans plus tard face à la Chine communiste pour défendre leur identité.

¹³ BACOT, Jacques, *Le Tibet révolté. Vers Népémakö, la Terre promise des Tibétains, 1909-1910*, Paris, Phébus, 1997, (réédition), p. 287-289.

On l'aura compris, le conflit sino-tibétain n'est pas récent, et c'est bien à propos que Jacques Bacot utilise l'expression « guerre de Cent Ans » pour le décrire. Si le dernier épisode en date de cette « guerre » s'est soldé tragiquement pour le Tibet, un autre chapitre de l'histoire de ce pays, qui n'est pas refermé, s'est ouvert lorsqu'en 1959 à la suite des manifestations anti-chinoises de Lhassa du 10 mars, le quatorzième dalaï-lama, bientôt suivi par près de 80 000 de ses compatriotes, décide de prendre le chemin de l'exil vers le nord de l'Inde. Car les Tibétains, aussi bien à l'intérieur de la Région autonome du Tibet que dans l'exil, ne se sont pas résignés à être absorbés par la République populaire de Chine. Dès 1960, le chef spirituel et politique des Tibétains établit son gouvernement en exil à Dharamsala afin de s'occuper du flot de réfugiés et de permettre au Tibet de retrouver son indépendance.

Le Tibet de Jacques Bacot, et ce qui fait son identité, sa culture fondée sur le bouddhisme tibétain, ne sont pas morts. Il vivent désormais en exil, en Inde et au Népal, qui comptent les plus importantes communautés tibétaines exilées, mais aussi en Occident, en Europe et aux Etats-Unis où le message du bouddhisme tibétain a trouvé son auditoire, assurant ainsi la survie de la question tibétaine, qui rencontre depuis le début des années 1980 un écho international.

Le 22 avril 1992, en réponse aux nombreuses critiques émises par la communauté internationale à l'égard de sa politique au Tibet, le gouvernement chinois décide de publier un Livre blanc intitulé *Tibet-Its Ownership and Human Rights Situation*. Ce petit ouvrage destiné à « expliquer » au monde les grands progrès économiques et humains réalisés au Tibet depuis sa libération pacifique par l'Armée populaire de Libération, commence par évoquer les faits supposés prouver l'appartenance historique du Toit du monde à la Chine. La conclusion de cet ouvrage est claire et sans appel : le Tibet est historiquement une partie inaliénable du territoire de la Chine. Par conséquent, la souveraineté chinoise sur le

Pays des neiges ne saurait être contestée : « *In the mid-13th century, Tibet was officially incorporated into the territory of China's Yuan Dynasty. Since then, although China experienced several dynastic changes, Tibet has remained under the jurisdiction of the central government of China.* »¹⁴ Les affirmations de Pékin, qui tiennent plus de la propagande que de la démonstration scientifique, ont très vite fait réagir le gouvernement tibétain en exil. Peu après la parution du Livre blanc chinois, le département de l'Information et des Relations internationales de l'administration tibétaine en exil décide de contre-attaquer en publiant sa propre brochure, malicieusement intitulée *Tibet. Proving Truth From Facts* (Tibet, chercher la vérité dans les faits) en référence à la célèbre formule du dirigeant chinois Deng Xiaoping « rechercher la vérité dans les faits. »

Or, affirment les Tibétains, que montrent les faits ? Que le Tibet est au moment de son invasion en 1950 par la Chine communiste un Etat indépendant, mais qu'il est aujourd'hui victime d'une occupation illégale au regard du droit international : « *At the time of its invasion by troops of the People's Liberation Army of China in 1949, Tibet was an independent state in fact and at law. The military take-over constituted an aggression on a sovereign state and a violation of international law. Today's continued occupation of Tibet by China, with the help of several hundred thousand troops, represents an ongoing violation of international law and of the fundamental rights of the Tibetan people to independence.* »¹⁵

On l'aura compris, la question du Tibet est un sujet hautement polémique, à commencer pour ses deux principaux acteurs, la République populaire de Chine et le Tibet. L'histoire du Tibet est interprétée de façon radicalement différente selon qu'elle est écrite par les Tibétains ou par les Chinois. La charge passionnelle qui entoure le conflit sino-tibétain exclut bien souvent la nuance et l'objectivité pour laisser place à une polémique féroce. Les observateurs de la question tibétaine n'échappent pas à la règle et se rangent généralement de chaque côté d'une ligne idéologique infranchissable. Deux camps semblent être condamnés à devoir s'affronter : d'un côté, celui de la Chine communiste

¹⁴ Livre blanc, *Tibet- Its Ownership And Human Rights Situation*, Beijing, Information Office of the State Council of the People's Republic of China, septembre 1992, «Part one. I Ownership of Tibet. »

¹⁵ *Tibet. Proving Truth From Facts*, Dharamsala, The Department of Information and International Relations, Central Tibetan Administration, 1996, p. 8. (Première édition : 1993.)

qui n'a de cesse de rappeler que le Tibet est un territoire chinois, de l'autre, celui des Tibétains, qui dénoncent depuis plus de cinquante ans le joug oppressif que la Chine fait peser sur leur pays. Il faut dire que le sujet est sensible. L'enjeu qui est au cœur de ce débat historique est important, puisqu'il s'agit de savoir si l'intégration du Tibet à la Chine est légitime ou s'il s'agit au contraire de l'invasion puis de l'occupation d'un pays par un autre.

Les accusations du gouvernement tibétain en exil et de ses partisans, évidemment toujours démenties par les autorités chinoises, sont graves. L'occupation du Tibet par la Chine communiste est souvent décrite comme une véritable situation coloniale. Les chiffres sont impressionnants : plus de 1,2 millions de Tibétains¹⁶ seraient morts directement des suites de l'invasion puis de l'occupation chinoise du Tibet. Si ce chiffre donné par le gouvernement tibétain en exil est difficilement vérifiable, il est certain que les exécutions ainsi que les décès dus à la résistance des Khampas, à la famine lors de la période du Grand Bond en avant, et à la répression pendant la révolution culturelle ont été très importants. Pour le dalaï-lama et de nombreux observateurs, c'est un véritable génocide, au moins culturel, qui est perpétré contre le peuple tibétain par la Chine communiste.

Cependant, pour dramatiques qu'ils soient, ces aspects de la question tibétaine ne doivent pas faire oublier le véritable enjeu qui se cache derrière l'étude de l'histoire du Tibet : celui de la légitimité de son intégration à la République populaire de Chine, le droit, ou non, du peuple tibétain à l'indépendance, face à une Chine communiste qui se définit elle-même comme un pays pluriethnique et qui, pour des raisons idéologiques, politiques, économiques et stratégiques est prête à tout pour que le Tibet reste sous son contrôle.

Dans ce contexte, on comprend facilement que l'histoire du Tibet soit victime d'une tentative de récupération de la part des deux parties et de leurs sympathisants, les uns voulant légitimer par tous les moyens l'occupation chinoise du Tibet, les autres cherchant,

¹⁶ *Tibet. Proving Truth From Facts*, Dharamsala, The Department of Information and International Relations, Central Tibetan Administration, 1996, p. 53.

en simplifiant parfois des réalités fort complexes, à susciter la sympathie de l'opinion internationale afin de trouver l'appui nécessaire à la cause tibétaine.¹⁷

La seconde moitié du XX^e siècle voit ainsi fleurir les publications de toutes sortes sur le Tibet et son histoire. Et d'abord en Chine. Dès 1959, les autorités chinoises construisent un discours historique visant à démontrer l'appartenance du Tibet à leur pays. Mais c'est véritablement à la fin des années 1980, au moment où l'attention de l'opinion internationale se focalise à nouveau sur le Toit du monde, que la Chine, soucieuse de son image à l'étranger, multiplie les publications sur le Tibet dans lesquelles les invariables slogans de la propagande maoïste des années 1950 sur le Tibet sont toujours allégrement employés. Mais ils sont aujourd'hui accompagnés d'un effort de démonstration par les Tibétologues¹⁸ de Pékin, avec l'objectivité que l'on devine.

L'occupation de leur pays a suscité parmi les membres de la communauté tibétaine en exil, tel Jamyang Norbu, ancien membre de la guérilla tibétaine en lutte contre les communistes chinois jusqu'en 1974 et l'un des fondateurs du *Tibetan Youth Congress*¹⁹, le besoin d'écrire pour la première fois leur histoire sous un angle politique, rompant ainsi avec une tradition historique essentiellement fondée sur le bouddhisme tibétain. L'exemple le plus emblématique de cette nouvelle historiographie tibétaine est l'ouvrage publié en 1967 par l'ancien ministre des finances du gouvernement tibétain de 1939 à 1950, Tsepon Shakabpa. Intitulé *Tibet, a political history*, cet ouvrage retrace l'histoire du Tibet du VII^e siècle jusqu'à son invasion par la Chine communiste. Il montre que du point de vue tibétain, le lien qui a existé entre le Tibet et l'Empire chinois du XIII^e siècle jusqu'à la chute de la dynastie des Qing en 1911, est un lien essentiellement religieux, le

¹⁷ Pour une vision totalement idéalisée du Tibet avant son invasion par la République populaire de Chine, voir les mémoires de la tibétaine Richen Dolma Taring : TARING, Richen Dolma, *Daughter of Tibet*, Londres, John Murray, 1970. Pour une vision en conformité avec celle de Pékin, consulter par exemple les écrits du politologue américain Michaël PARENTI, et notamment son article *Le mythe du Tibet*, en ligne sur <http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2005-08-24%2011:39:05&log=invites>

¹⁸ Depuis le début des années 1970, la RPC cherche à des fins politiques à valoriser la culture du Tibet. Certains temples détruits pendant la révolution culturelle ont été reconstruits et de nombreux textes tibétains édités. Par exemple, le *Geser*, héros épique des Tibétains, a été édité plusieurs fois par Pékin. Le site officiel du gouvernement chinois sur le Tibet, *Tibet China Information Center*, présente le travail des tibétologues de Pékin et les nouvelles publications sur la culture du Tibet qui paraissent régulièrement. <http://www.tibetinfo.com.cn>

¹⁹ Fondé en 1970 le *Tibetan Youth Congress* est une organisation politique regroupant plus de 20 000 Tibétains exilés à travers le monde. Son but est d'obtenir l'indépendance complète du Tibet historique et culturel composé des trois provinces de l'U-Tsang, de l'Amdo et du Kham. Voir le site internet de l'organisation : <http://www.tibetanyouthcongress.org/>

choeyön.²⁰ Tsepon Shakabpa conclut qu'au vu de son histoire, le Tibet a toujours été un Etat souverain parfaitement distinct de la Chine.²¹

Quant à la recherche historique sur le Tibet, qui se développe après l'exil du dalaï-lama en 1959, avec un regain d'intérêt au début des années 1990, elle n'échappe pas toujours, elle non plus, à la partialité, certains auteurs comme l'historien américain Tom Grunfeld²² ayant tendance à adopter le point de vue de Pékin sans critiques. Il existe cependant des ouvrages menés avec rigueur et impartialité.

Notons d'ores et déjà que les historiens français se sont très peu intéressés au Tibet. Le seul ouvrage en langue française offrant une bonne synthèse de l'histoire du Tibet des origines à nos jours est l' *Histoire du Tibet* de l'historien Laurent Deshayes qui s'est également intéressé à une partie peu explorée de l'histoire du Tibet : celle des marches tibétaines. Cependant, la recherche historique sur le Tibet a pour l'essentiel été réalisée par des chercheurs anglo-saxons et indiens, ce qui ne doit pas susciter l'étonnement au regard des liens que le Tibet a entretenus, et continue de plus ou moins entretenir selon le cas, avec la Grande-Bretagne, l'Inde et les Etats-Unis.

Afin d'assurer la sécurité de la frontière nord des Indes Britanniques face à la poussée de l'impérialisme russe en Asie centrale, le vice-roi des Indes, Lord Curzon, envoie en 1904 une expédition militaire au Tibet placée sous les ordres du lieutenant-colonel Francis Younghusband. Cette expédition marque le début de la présence britannique sur le Toit du monde qui devait durer jusqu'en 1947. La présence des Britanniques au Tibet se traduit concrètement par l'envoi de représentants de la Couronne dans des agences dites « commerciales », à Gyantse, Yatung, et, à partir de 1936, à Lhassa, chargées en fait d'assurer les intérêts politiques de la Grande-Bretagne dans la région. Parmi ces officiers en poste au Tibet, l'un se démarque par le profond intérêt qu'il a porté au Toit du monde : Hugh Richardson. Sa fine connaissance du Tibet lui a permis

²⁰ La relation *choeyön*, littéralement « maître religieux-protecteur laïc » est une relation particulière établie entre les empereurs mongols et la lignée des Sakyapa au Tibet dans laquelle le maître religieux offre son enseignement spirituel en échange de la protection temporelle de l'empereur qui permet ainsi à la foi de s'épanouir.

²¹ SHAKABPA, W.D., *Tibet, a political history*, New Haven and London, Yale University Press, 1967, p. 323.

²² Pour cet ouvrage et les suivants, voir la bibliographie en fin de volume.

de rédiger plusieurs ouvrages sur la culture du Tibet ainsi que sur son histoire. L'un de ses principaux ouvrages publié en 1962, *Tibet and its History* a longtemps servi de base pour l'étude de la période britannique de l'histoire du Tibet, période qui a focalisé et continue de focaliser l'attention des chercheurs, et tout d'abord des historiens indiens.

L'invasion du Tibet par la République populaire de Chine et consécutivement sa disparition comme Etat tampon entre l'Inde et la Chine, modifie profondément l'équilibre régional. Très vite, la conteste la nouvelle frontière sino-indienne établie par les différents accords, dont la convention de Simla en 1914, passés entre le Tibet et les Indes britanniques. La présence de ce nouveau voisin sur la frontière septentrionale de l'Inde et la volonté de comprendre la genèse du conflit frontalier avec la Chine, a incité les historiens à partir des années 1960 à s'intéresser à l'histoire des relations diplomatiques entre le Tibet, la Chine, les Indes britanniques et, dans une moindre mesure, la Russie, dans le contexte de ce que Kipling appelle dans sa nouvelle *Kim* le « Grand Jeu. »



Hugh Richardson entouré de Tibétaines de la famille de Tsarong. [s.d.]

Source: LOWELL, Thomas, Jr., *Out of this world to Forbidden Tibet*, New York, Avon Publications, 1954.

Les manifestations indépendantistes de Lhassa à la fin des années 1980 et la remise du prix Nobel de la paix au dalaï-lama font ressurgir après une période d'oubli la question du Tibet sur la scène internationale. Le désir d'expliquer l'actuel conflit sino-tibétain amène les historien anglo-saxons, tel Alex MacKay, à centrer leurs travaux sur cette période clé de l'histoire tibétaine qu'est la période de la Chine républicaine, en se basant notamment sur les archives britanniques, désormais accessibles aux chercheurs pour cette époque. La référence en la matière est l'ouvrage de l'anthropologue américain Melvyn C. Goldstein qui retrace l'histoire du Tibet du début des négociations de la convention de Simla en 1913 jusqu'à l'invasion en 1950 de la République populaire de Chine.

Si la « période britannique » du Tibet est relativement bien couverte par les historiens, l'histoire du Tibet depuis son incorporation à la Chine a en revanche suscité peu de travaux sérieux, un peu comme si l'histoire du Pays des neiges s'était brutalement arrêtée au moment de l'entrée au Tibet de l'Armée populaire de Libération. Les historiens se sont en effet généralement détournés de la question tibétaine après 1950, laissant à la polémique ou aux journalistes le soin de combler, parfois avec succès, souvent avec inexactitude, le vide existant sur le sujet.

L'histoire du Tibet depuis 1950, réduite à une simple opposition Tibet/République populaire de Chine, est souvent présentée de façon simpliste, voire caricaturale, avec d'un côté le Tibet, décrit comme une victime passive sans défenses, jadis paisible et heureuse, et de l'autre la Chine, qui selon le point de vue a brutalement envahi le Tibet ou a au contraire libéré les Tibétains d'un véritable enfer féodal. De telles descriptions ont l'avantage d'être confortables. Mais elles ne rendent absolument pas compte de la complexité des réalités tibétaines et chinoises. Cependant, s'il est rare de voir évoquer l'histoire récente du Tibet avec objectivité, plusieurs historiens s'y sont lancés avec succès.

En 1993, afin d'apporter un éclairage scientifique sur les événements survenus au Tibet depuis 1987 en les remettant dans leur contexte historique, des universitaires organisent à Londres une conférence sur le Tibet intitulée *Forty Years On : Tibet 1950-90*,

où pour la première fois l'histoire du Tibet depuis son incorporation à la Chine est abordée.²³ Depuis, plusieurs travaux sur le Tibet chinois ont été publiés, tel l'excellent ouvrage de l'historien d'origine tibétaine Tsering Shakya intitulé *The Dragon in the Land of Snows. A History of Modern Tibet since 1947*. Citons également les travaux récents de Dawa Norbu et de Warren Smith qui abordent plusieurs thèmes tels que l'histoire des relations sino-tibétaines, le Tibet dans le système communiste chinois et réfléchissent, délaissant momentanément leur travail d'historien, sur les options permettant de résoudre le conflit sino-tibétain. L'historien indien d'origine tibétaine Dawa Norbu propose également dans son ouvrage un court chapitre résumant succinctement l'implication des Etats-Unis dans la question tibétaine de 1948 à 1998. Car on ne peut évoquer l'histoire du Tibet chinois sans parler, ne serait-ce qu'indirectement, du Tibet dans les relations internationales, sujet traité de façon ponctuelle dans les ouvrages consacrés à l'histoire du Tibet après son incorporation au sein de la Chine.

Si la question tibétaine dans les relations internationales est un sujet sensible, propre à la partialité et à susciter la polémique, son histoire peut et doit se faire. Or, il n'existe, à notre connaissance, aucune synthèse traitant de la question du Tibet dans les relations internationales de 1950 à 1971, dates que nous avons choisies pour délimiter notre étude. Mais pourquoi avoir choisi ces dates ?

L'année 1950 marque le début du processus qui conduit le Tibet à la perte de son indépendance, processus qui s'achève le 23 mai 1951 à Pékin lorsque les délégués tibétains signent l'Accord en 17 points. Son premier article ne laisse aucun doute sur l'avenir du Tibet : « [...] le peuple tibétain fera retour à la grande famille de la mère patrie : la République populaire de Chine. »²⁴ Deux événements particulièrement lourds d'implication pour le Tibet se succèdent en l'espace de trois années. Tout d'abord, le 15 août 1947, l'Inde proclame son indépendance. Tout au long de la première moitié du XX^e siècle, les Tibétains ont su profiter de la rivalité russo-britannique pour maintenir leur indépendance face aux ambitions chinoises. Mais avec le départ des Britanniques du sous-

²³ Cette conférence a été suivie par la publication d'un ouvrage sous la direction de Robert BARNETT, *Resistance and Reform in Tibet*, Londres, Hurst & Company, 1994.

²⁴ « Accord sur les mesures de libération pacifique du Tibet » in *La Question du Tibet et la Primauté de droit*, Commission internationale de Juristes, Genève, 1959, p. 157.

continent indien, c'est un équilibre régional particulièrement favorable au Tibet qui s'effondre. Un peu plus de deux ans après l'indépendance indienne, le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong fonde la République populaire de Chine : le Toit du monde doit désormais compter avec un pays plus déterminé que jamais à étendre les frontières de son territoire jusqu'à la chaîne himalayenne. Les événements s'accélérent lorsque le 7 octobre 1950 l'Armée populaire de libération met à exécution l'intention maintes fois répétée de la République populaire de Chine de « libérer » les Tibétains de l'impérialisme étranger.



Invasion du Tibet par l'Armée populaire de libération en 1951 : « avance triomphante de la division qui a vaincu la résistance tibétaine. »

Source : BLONDEAU, Anne-Marie, BUFFETRILLE, Katia, (Dir.) *Le Tibet est-il chinois ?*, Paris, Albin Michel, 2000.

L'accès aux sources primaires pour l'étude d'une telle question est limitée. Seuls quelques dépôts d'archives occidentaux sont ouverts aux chercheurs, souvent de façon très partielle. Le plus important d'entre eux est celui du *Foreign Office* qui conserve dans le *British Public Record Office* à Kew de nombreux documents tels que lettres, notes diplomatiques échangées avec l'Inde, les Etats-Unis, le Tibet et la Chine. Les représentants britanniques en Inde fournissent notamment de nombreux rapports provenant du gouvernement indien ou de la mission indienne présente à Lhassa, ce qui nous a permis de combler, en partie, les lacunes de notre documentation indienne. En effet, les Archives nationales de New Delhi nous ont catégoriquement refusé l'accès aux cartons ayant un lien avec le Tibet, qui est toujours un sujet sensible. Mais outre les archives occidentales comme celle du *Foreign Office*, la politique de l'Inde au sujet du Tibet peut être appréhendée grâce à la presse, aux mémoires des acteurs de cette période, mais aussi grâce aux nombreux documents, comme par exemple les Livres blancs, que le gouvernement indien a publié. Les débats parlementaires, consultables notamment à la *Teen Murti Bhavan*, mais aussi reproduits dans de nombreux ouvrages dédiés au Tibet, sont également une source précieuse d'informations. En outre, Nehru s'est largement exprimé sur la question du Tibet et plusieurs de ses lettres et de ses déclarations ont été publiées. Cela ne comble bien entendu pas l'absence des archives du gouvernement indien. Mais ces documents permettent de dégager un premier aperçu de la politique indienne à l'égard du Tibet.

Les Etats-Unis, qui sont le troisième acteur important de notre étude sont également très réticents à laisser consulter les cartons sur le Tibet conservés aux *National Archives and Record Administration*, NARA sur le site de College Park, dans le Maryland. Ainsi, presque toute la documentation de la CIA est encore classifiée et la plupart des documents, notamment ceux émanant du consulat américain de New Delhi dans les années 1950 ne sont pas consultables. Là encore, les fonds du *Foreign Office* britannique et les documents imprimés permettent de combler en partie ce manque. Les Britanniques et les Américains ont beaucoup correspondu sur le rôle que devait jouer le Tibet dans le cadre de la guerre froide, ce qui nous permet d'appréhender la position de Washington. La série *Foreign relations of the United States (FRUS)*, publiée par le service historique du Département d'Etat américain, regroupe les différentes publications de documents

officiels déclassifiés du Département d'Etat en matière de politique étrangère depuis 1861. Plusieurs documents reproduits concernent le Tibet. En revanche, presque tout ce qui concerne l'implication de la CIA au Tibet est classifié, à l'exception de quelques documents publiés récemment dans la série *FRUS*. De nombreux témoignages ont été publiés sur les opérations menées par la CIA au Tibet. Mais la plupart sont difficilement exploitables et peu crédibles. Nous nous sommes principalement appuyés sur l'ouvrage d'un ancien officier de la CIA, John Kenneth Knaus, qui a compilé de nombreux témoignages des résistants tibétains.

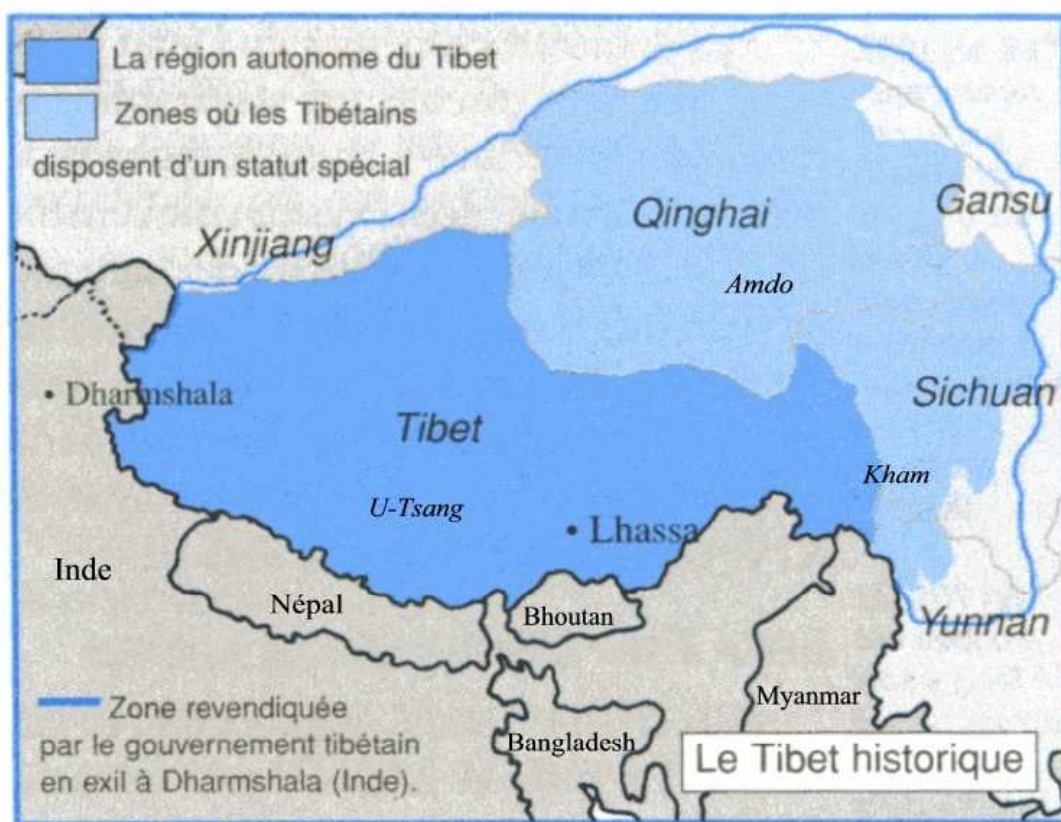
Nous avons également consulté les fonds de la bibliothèque Eisenhower, (*Eisenhower Library*) et ceux de la bibliothèque JF. Kennedy (*JFK Library*). Mais pratiquement aucun documents d'intérêt sur le Tibet n'est là encore accessible. Les archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères de Paris possède dans le fonds Pékin plusieurs dossiers traitant du Tibet (correspondance avec les missions britanniques à l'étranger, comptes-rendus de négociations internationales) qui se recoupent, voire sont identiques à celles conservées sur le site de Nantes. La question du Tibet est débattue en 1959, 1962 et 1965. Les archives de l'ONU, situées à New York, fournissent de nombreux documents sur le Tibet.

Les sources imprimées sont en revanche très nombreuses, mais très dispersées dans le monde. La presse internationale est une source précieuse d'information, tout comme les débats parlementaires, notamment indiens et britanniques. Les témoignages et mémoires des acteurs, Tibétains, Occidentaux ou Indiens sont également importants.

Le point de vue tibétain est cependant facilement accessible de façon indirecte à travers les nombreuses publications du gouvernement tibétain en exil, mais aussi les témoignages que certains tibétains exilés, à commencer par le dalaï-lama, ont donné, soit dans la presse, soit dans leurs mémoires. Les archives du *Foreign Office* renferment notamment de nombreuses correspondances échangées avec les Tibétains.

La République populaire de Chine a publié de nombreux documents soigneusement sélectionnés sur l'histoire du Tibet et les événements qui s'y sont déroulés depuis 1950. Depuis le début des années 1980 et surtout à partir des années 1990, conscientes de l'importance de la pression que peut exercer les opinions publiques dans les relations internationales, les autorités chinoises essaient de donner une légitimité scientifique à leurs déclarations en mobilisant leurs tibétologues pour faire taire la critique quant à leur politique au Tibet. Si ces publications ne se distinguent pas par leur originalité- l'argumentation de Pékin n'a pas changé depuis plus de cinquante ans- ni, on s'en doute, par leur impartialité, confrontées à la version des Tibétains en exil, elles n'en constituent pas moins une source précieuse sur la position de Pékin sur la question tibétaine et sur la façon dont elle perçoit ce problème dans ses relations avec la communauté internationale. La presse communiste chinoise en se faisant le relais de la position du parti communiste chinois, est également une source d'informations sur le Tibet. Il existe par ailleurs plusieurs recueils de documents consacré à Mao Zedong ou qui présentent les directives du parti sur le Tibet.

Mais de quel Tibet parlons-nous ? Outre le Tibet de l'exil, qui est essentiellement en Inde, il est important de faire la distinction entre la Région autonome du Tibet, c'est-à-dire le Tibet actuel tel qu'il a été défini et délimité par les autorités chinoises, et le Grand Tibet historique et culturel revendiqué par le gouvernement tibétain en exil et la diaspora tibétaine. Nous touchons là à une question déjà ancienne et délicate car lourde d'implications : celle des frontières sino-tibétaines.



Source : DUFOUR, Jean-François, *Géopolitique de la Chine*, Editions Complexe, Bruxelles, 1999.

Le Grand Tibet historique et culturel pour lequel les Tibétains en exil souhaitent une réelle autonomie voire, pour certains d'entre eux, l'indépendance, se compose des trois provinces ayant jadis été sous l'autorité des premiers rois tibétains, à savoir l'U-Tsang, le Kham et l'Amdo, appelés *Chol-kha gsum*²⁵ par les Tibétains.²⁶

²⁵ Voir aussi la carte présentée en début de volume.

²⁶ Lors de sa célèbre « proposition de Strasbourg » faite devant le Parlement européen le 15 juin 1988, le dalaï-lama affirme sa volonté de réunir tous les Tibétains au sein d'une même entité politique et administrative : « *The whole of Tibet know as Cholka-Sum (U-Tsang, Kham and Amdo) should become a self-governing democratic political entity founded on law by agreement of the people for the common good and the protection of themselves and their environment, in association with the People's Republic of China.* » « The Strasbourg Proposal », in His Holiness the Dalai Lama, *Speeches, statements, articles, interviews, 1987 to June 1995*, Dharamsala, Department of Information and International Relations, Central Tibetan Administration, 1995, p. 38.

L’U-Tsang, appelé souvent Tibet central, correspond véritablement au cœur politique du Tibet. En revanche, dans les provinces orientales du Kham et de l’Amdo, l’autorité effective de Lhassa a toujours été beaucoup plus fluctuante. Ces régions sont une véritable mosaïque politique et ethnique. Elles sont partagées entre des régions inféodées au Tibet par l’intermédiaire de grands monastères gélugpa, comme le monastère de Labrang, mais restant sous la juridiction de patrons laïcs mongols, mais aussi entre des « royautes », comme Nyarong ou les petits royaumes Hors, tantôt sous la juridiction de Lhassa, comme en 1865, tantôt indépendants, ou parfois sous juridiction chinoise. D’autres ethnies nomades ou sédentaires sont indépendantes. Certaines d’entre elles sont même franchement hostiles à Lhassa et rêvent d’un Etat khampa indépendant. Si les Tibétains en exil se réclament d’un Grand Tibet historique, la position des autorités chinoises est toute autre : seule la Région autonome du Tibet peut et doit être considérée comme le véritable Tibet.

Créée en 1965, la Région autonome du Tibet, l’une des cinq régions autonomes que compte la République populaire de Chine, correspond à l’ancienne province tibétaine de l’U-Tsang et à une infime partie de celle du Kham. Les deux provinces orientales du Tibet revendiquées par le gouvernement tibétain en exil, le Kham et l’Amdo, sont quant à elles réparties dans les quatre provinces chinoises du Qinghai, du Gansu, du Sichuan et du Yunnan, qui rassemblent à elles seules 54% des Tibétains de la République populaire de Chine.²⁷ Mais les populations de ces quatre provinces chinoises étant majoritairement tibétaines, du moins dans les années 1950, elles ont été réunies au sein des « préfectures autonomes tibétaines » créées successivement de 1951 à 1967 par Pékin.

Ainsi, moins d’un Tibétain sur deux de la Chine communiste vit dans la Région autonome du Tibet. Le découpage administratif effectué par les autorités chinoises est donc bien loin de reconstituer le grand Tibet historique et culturel revendiqué par le gouvernement tibétain en exil. Pour Pékin, l’idée d’un grand Tibet autonome est « irréaliste », non seulement d’un point de vue historique et économique, dans la mesure où le Kham et l’Amdo « n’ont jamais formé de circonscription administrative unifiée » et

²⁷ RONG, Ma, PAN, Naigu, « The Tibetan Population and Their Geographic Distribution in China » in KVAERNE, P. (ed.), *Tibetan Studies. Proceedings of the 6th Seminar of the International Association for Tibetan Studies*, Fagernes, 1992, vol. 1, Oslo, Institute for Comparative Research in Human Culture, p. 509. Pour la répartition au sein de la République populaire de Chine du groupe ethnolinguistique tibéto-birman, voir la carte en Annexes, p. 516.

n'ont « jamais été une circonscription économique unie »²⁸, mais aussi d'un point de vue pratique : le grand Tibet que souhaite reconstituer les Tibétains en exil serait trop grand pour être administré et développé de façon efficace.

Dans son ouvrage consacré au Tibet, l'officier britannique Charles Bell²⁹ fait la distinction entre un Tibet « politique » contrôlé par le gouvernement tibétain et les autorités tribales tibétaines, et un Tibet « ethnographique », constitué par les régions échappant au contrôle de Lhasa mais habitées par des Tibétains.³⁰ Cette distinction a d'abord été reprise par Hugh Richardson afin de bien différencier le statut du Tibet central de celui des anciennes provinces du Kham et de l'Amdo. Selon la définition proposée par l'ancien représentant britannique à Lhasa, le Tibet « politique » correspond à la province tibétaine de l'U-Tsang qui est le territoire sur lequel le gouvernement tibétain a exercé de façon continue son autorité. Le Tibet « ethnographique » s'étend quant à lui aux provinces du Kham et de l'Amdo, provinces certes majoritairement peuplées de Tibétains, mais où l'autorité de Lhasa s'y est souvent révélée être aléatoire :

*« In “political” Tibet the Tibetan government have ruled continuously from the earliest times down to 1951. The region beyond that to the north and east [c'est-à-dire la plus grande partie du Kham et de l'Amdo] [...] is its “ethnographic” extension which people of Tibetan race once inhabited exclusively and where there are still in the majority. In that wider area, “political” Tibet exercised jurisdiction only in certain places and at irregular intervals; for the most part, local lay or monastic chiefs were in control of districts of varying size. [...] But in whatever hands actual authority might lie, the religious influence of Lhasa was a long-standing and all-pervasive force and large donations of money and valuable goods were annually sent to the Dalai Lama [...]. »*³¹

²⁸ WEI, Jing, *Le Tibet, 100 questions et réponses*, Beijing, Beijing Information, 1988, p. 53.

²⁹ Ami du XIII^e Dalai Lama, Charles Bell a notamment été représentant de la Couronne à Lhasa en 1920-1921.

³⁰ BELL, Charles, *Tibet. Past and present*, Oxford, Clarendon Press, 1924, p. 5.

³¹ « Dans le Tibet “politique” le gouvernement tibétain a gouverné continuellement des premiers temps jusqu'à 1951. La région au-delà au nord et à l'est [c'est-à-dire la plus grande partie du Kham et de l'Amdo] [...] est son extension “ethnographique” qui est habitée par des individus de race tibétaine exclusivement et où ils sont encore la majorité. Dans cette région plus large, le Tibet “politique” exerça sa juridiction seulement à certains endroits et à intervalles irréguliers ; dans l'ensemble, le laïque local ou les chefs monastiques avaient le contrôle de régions de taille variable. [...] Mais quelles que soient les mains entre lesquelles l'actuelle autorité puisse se trouver, l'influence religieuse de Lhasa était une force de longue date et très pénétrante et

Cette distinction entre Tibet « politique » et Tibet « ethnographique » a depuis été utilisée par la plupart des auteurs.³² En réalité, la question des frontières politiques sino-tibétaines n'a jamais été véritablement réglée. Les marches tibétaines ont toujours été un espace contesté entre le Tibet et la Chine. Les revendications tibétaines d'un grand Tibet réunissant tous les Tibétains sont anciennes, même si l'invasion de la République populaire de Chine en 1950 et sa politique « assimilationniste », en créant un ennemi commun, ont certainement contribué au développement d'une véritable conscience nationale chez les Tibétains comme en témoigne cette remarque du Tibétain Tsepon Shakabpa dans la conclusion de son ouvrage consacré à l'histoire du Tibet :

*« Tibetan must not perpetuate provincialism or sectarianism. They should not be conscious of whether they come from Ü, Tsang, Kham, or Amdo; they must be conscious only of the fact that they are all Tibetans. They must be well organized and united to defend their rights; and they must strive to live and function under the leadership of the Dalai Lama in their struggle for a free, democratic state. »*³³

Quoi qu'il en soit, lorsque l'Armée populaire de libération envahit le Tibet en 1950, le Kham et l'Amdo ne sont pas sous le contrôle politique de Lhassa. Cependant, même si la Chine, à partir du XVIII^e siècle étend de plus en plus son influence dans les marches tibétaines, et notamment en y envoyant de nombreux colons, elle est loin d'exercer de manière effective son autorité dans la région : certains petits royaumes, jaloux de leur indépendance, bien que nominalement sous la juridiction de la Chine républicaine refusent l'autorité des Chinois et n'obéissaient qu'à leurs chefs locaux.³⁴

d'importants dons d'argent et des biens de valeur étaient annuellement envoyés au Dalai Lama.» in RICHARDSON, Hugh, *Tibet and its History*, Londres, Oxford University Press, 1962, p. 3.

³² Voir par exemple l'ouvrage de GOLDSTEIN, Melvyn, *The Snow Lion and the Dragon. China, Tibet and the Dalai Lama*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1997, p. xi.

³³ «Les Tibétains ne doivent pas perpétuer le provincialisme et le sectarisme. Ils ne devraient pas avoir conscience qu'ils viennent de l'Ü, du Tsang, du Kham ou de l'Amdo ; ils devraient seulement être conscients du fait qu'ils sont tous Tibétains. Ils doivent être bien organisés et unis pour défendre leurs droits; et ils doivent s'efforcer de vivre et de fonctionner sous la direction du Dalai Lama dans leur lutte pour un Tibet libre, démocratique.» in SHAKABPA, Tsepon, W.D., *Tibet, a political history*, New Haven and London, Yale University Press, 1967, p. 325.

³⁴ SHAKYA, Tsering, *The Dragon in the Land of Snows. A history of Modern Tibet since 1947*, Penguin Compass, 1999, p. 136.

La question des frontières sino-tibétaines est donc complexe³⁵ et reste en suspend. La distinction Tibet « politique »- Tibet « ethnographique », en séparant nettement l'ancienne province de l'U-Tsang de celle du Kham et de l'Amdo tend à simplifier un problème qui ne peut être résolu aisément.

Il est en tout cas important de ne pas perdre de vue que le terme « Tibet » désigne une réalité différente selon qu'il est employé par les Tibétains en exil ou par les autorités chinoises. Le gouvernement tibétain en exil fait en effet toujours référence dans ses publications au Grand Tibet historique constitué des trois provinces de l'U-Tsang, du Kham et de l'Amdo, un espace de 2,5 millions de kilomètres carrés, beaucoup plus étendu que la RAT, seul Tibet reconnu par la Chine, qui ne compte « que » 1,22 millions de kilomètres carrés.³⁶

Depuis ses origines, la question tibétaine, c'est-à-dire la question du statut politique du Tibet par rapport à la Chine, est liée à la position que certains pays ont adoptée à l'égard du conflit sino-tibétain. Lorsqu'en 1950 la République populaire de Chine envahit le Tibet, les réactions, ou plutôt l'absence de réactions des puissances sont déterminantes pour l'avenir de ce pays. Très vite, la question tibétaine prend une dimension internationale. Lorsque les autorités tibétaines comprennent, trop tardivement, que la Chine communiste a bel et bien l'intention d'envahir le Tibet, leur premier réflexe est de chercher à impliquer la communauté internationale afin d'obtenir son soutien. Après s'être tourné sans succès du côté de son ancien protecteur, la Grande-Bretagne, puis de celui de

³⁵ Voir notamment à ce sujet DESHAYES, Laurent, *La question tibétaine, 1914-1935*, mémoire de DEA sous la direction de Jacques Weber, Université de Nantes, octobre 1993.

³⁶ Cette divergence de vue sur les frontières du Tibet explique par exemple que l'on trouve parfois écrit que le Tibet a été envahi dès septembre 1949. (Voir : <http://www.tibetanyouthcongress.org/ttf.htm#hnlst>) Elle explique aussi, propagande mise à part, que les chiffres avancés par Pékin soient toujours très différents de ceux donnés par le gouvernement tibétain en exil. Ainsi, lorsque le dalaï-lama déclare que plus d'un million de Tibétains sont morts directement des suites de l'invasion puis de l'occupation chinoise, il tient compte des cinq à six millions de Tibétains vivant dans le Grand Tibet historique et culturel. Les autorités chinoises qui ne parlent que de l'actuelle RAT, jugent par conséquent cette accusation « extrêmement absurde » car le Tibet (la RAT) ne comptant que 1 270 000 habitants en 1953, cela signifierait, souligne Pékin, que « la presque totalité de la population aurait été massacrée. » WEI, Jing, *Le Tibet, 100 questions et réponses*, Beijing, Editions de Beijing Information, 1988, p. 42.

son successeur, l'Inde, le *Kashag*³⁷ décide le 7 novembre 1950 d'envoyer par l'intermédiaire de Shakabpa, son représentant à Kalimpong, un appel urgent à l'ONU.

Mais, si la communauté internationale se retrouve impliquée dans la question tibétaine, elle se serait pourtant bien passée de cet encombrant dossier, qui n'est toujours pas résolu, et qui pose avec insistance la question de son action ou plutôt de son inaction dans ce qui est de toute évidence l'agression d'un pays par un autre.³⁸ Nous pouvons dès lors nous interroger sur le rôle et l'action de la communauté internationale, bien souvent caractérisée par l'ambiguïté, dans un conflit qui plonge ses racines au cœur du XIXe siècle. Peut-on affirmer que le Tibet, au nom d'intérêts politiques et stratégiques qui le dépassent, est un pays sacrifié par la communauté internationale ?

Le Tibet, victime du jeu des puissances, se retrouve isolé en 1950 face à la République populaire de Chine. L'Inde, la Grande-Bretagne, et les Etats-Unis assistent en toute connaissance de cause à la disparition d'un Etat souverain. La cohabitation entre la Chine communiste et le Tibet prend brutalement fin en 1959 avec la fuite du dalaï-lama en Inde. Bien que celle-ci soit devenue le refuge de milliers de Tibétains fuyant leur pays, Nehru fait le choix de sacrifier le Tibet au nom de l'amitié sino-indienne. Le Toit du monde se retrouve alors au cœur de la grande croisade menée par Washington et ses alliées contre le communisme. Cette période, caractérisée par le double langage et l'ambiguïté prend fin en 1971, lorsque l'administration de Nixon décide de se rapprocher de Pékin. La fermeture du pays pendant la révolution culturelle aidant, l'opinion, d'abord ému par le sort du Pays des neiges, finit par se désintéresser de son sort et le laisse sombrer dans l'oubli.

³⁷ Terme désignant le Cabinet du gouvernement tibétain avant 1959, puis celui du gouvernement tibétain en exil établi à Dharamsala.

³⁸ Sur le statut juridique du Tibet voir par exemple les travaux de JULIEN, Agnès, *Le statut international du Tibet : évolutions ou permanence ?* Thèse de Doctorat de Droit public sous la direction de Pierre Bringuier, Université de Montpellier, 2002.

Première partie : La fin d'un Etat (1950-1951)

I. De l'indépendance à l'invasion chinoise.

A. Le Tibet est-il chinois ?

Le 2 septembre 1949, l'éditorial du journal communiste chinois *Hsin Hwa Pao* déclare à propos du Tibet : « L'Armée populaire de Libération doit libérer l'intégralité du territoire de la Chine, y compris le Tibet et le Sinkiang [...] Aucun centimètres du territoire chinois ne sera laissé en dehors de la juridiction de la République populaire de Chine. »³⁹ Dans un document destiné au secrétaire général de l'ONU en 1965, alors que Pékin a mis ses menaces à exécution en incorporant en 1950 le Pays des Neiges à la Chine, le gouvernement tibétain affirme de son côté que le Tibet est un pays indépendant : « *Tibet's boundary with China has varied from time to time, not her political status. Tibet has never been an integral part of China. China had no suzerainty over Tibet. Tibet has always been an independent country and was so as late as 1950.* »⁴⁰

Deux pays, deux versions différentes : pour l'un le Tibet est un Etat, pour l'autre, une simple partie du territoire chinois. Au delà de la polémique existant entre la Chine et le Tibet, c'est l'essence même de la question tibétaine qui se trouve définie ici. Le Tibet est-il un Etat ? Est-il une nation différente de la nation chinoise ? La réponse à ces questions est en effet centrale dans le conflit sino-tibétain. Soit le Tibet est un pays indépendant au moment de l'envoi des troupes de Pékin au Tibet en 1950, soit il est au contraire un territoire chinois et l'action de Pékin apparaît alors légitime, si l'on évacue la notion de non respect des droits de l'homme à l'égard des populations tibétaines.

³⁹SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000, p. 9.

⁴⁰United Nations Archives, S-0291-0013-14, Thubten Tharpa Lieshar, The Office of Tibet, *The independent status of Tibet*, October, 1965.

B. La Chine et le Tibet, « une guerre de Cent Ans. »

1. Une relation ancienne particulière, le *choeyön*.

Les relations entre la Chine et le Tibet sont à la fois anciennes et complexes. C'est au VII^e siècle que le roi tibétain Songtsen Gampo unifie le Tibet et crée un vaste empire puissant et respecté, qui s'étend du Turkestan au Népal. Un traité de paix entre la Chine et le Tibet expliquant que « les Tibétains seront heureux au pays du Tibet, et les Chinois au pays de Chine »⁴¹ est signé en 821.

Au XIII^e siècle, période à laquelle les communistes chinois font commencer l'incorporation du Tibet à la Chine, les Mongols sous l'égide de Gengis Khan poussent leurs conquêtes jusqu'au Tibet, qui à partir de 1207 doit payer un tribut à l'empire. En 1240, le successeur du fils de Gengis Khan, Godan, après avoir envahi le Tibet s'intéresse à l'ordre des Sakyapa, alors particulièrement renommé, et invite à sa cour son chef, Sakya Pandita. Arrivé à la cour des Mongols en 1244, Sakya Pandita décide de se soumettre à Godan qui lui confère le pouvoir temporel sur la province du U, la région de Lhassa, et du Tsang.⁴² Dans une lettre adressée aux Tibétains, le lama explique sa relation avec le chef mongol de la façon suivante :

*« The Prince has told me that if we Tibetans help the Mongols in matters of religion, they in turn will support us in temporal matters. In this way, we will be able to spread our religion far and wide. The Prince is just beginning to learn to understand our religion. [...] He tells me that it is in his hands to do good on Tibet and that it is in mine to do good for him. »*⁴³

Ainsi naissait la relation « maître religieux- protecteur-laïc », appelée *choeyön* par les Tibétains, qui allait caractériser les relations entre le Tibet et les empereurs de Chine jusqu'en 1911. Cette relation typiquement orientale est une relation personnelle, et non

⁴¹ «Sino-Tibetan Treaty, eighth century» in BELL, Charles, *Tibet, past and present*, Oxford, Oxford University Press, 1924, p. 272.

⁴² DESHAYES, Laurent, *Histoire du Tibet*, Paris, Fayard, 1997, p. 103.

⁴³ SHAKABPA, Tsepon W. D., *Tibet. A Political History*, New Haven, Yale University Press, 1967, p. 63.

pas étatique, qui peut être résumée de la façon suivante : en échange de la protection spirituelle et des enseignements religieux donnés par les lamas tibétains, les empereurs apportent à ces-derniers le soutien politique et militaire dont ils ont besoin pour assurer la direction de leur pays.

Les Tibétains ont eux même défini cette relation particulière en 1965 en soulignant l'incapacité des Occidentaux à trouver un concept équivalent en Occident : « *"Suzerainty" and « sovereignty » are inexact terms borrowed from Western political vocabulary to describe not a political relationship but the relationship between a High Priest and his disciple. This relationship is easily understood in Eastern countries but it is difficult for Westerners to appreciate the extent to which a faithful disciple will exert himself to serve his spiritual master.* » ⁴⁴

En 1279, le successeur de Godan, Khubilaï Khan fait la conquête de la Chine et fonde la dynastie des Yuan. Le successeur de Sakya Pandita, Phagpa, développe une relation privilégiée avec l'empereur mongol, désormais converti au bouddhisme tibétain, qui le nomme précepteur impérial, et lui confie l'autorité religieuse et politique sur les quatre provinces tibétaines de l'U, du Tsang, du Kham et de l'Amdo.⁴⁵ Le Tibet, redécoupé administrativement, passe alors sous la tutelle des Mongols, mais toujours dans le contexte de la relation *choeyön* dans laquelle l'élément religieux n'est pas soumis à l'élément politique. Khubilaï assure sa protection temporelle à la lignée des Sakyapa et lui leur donne les moyens politiques de gouverner le Tibet, à charge pour Phagpa de protéger et de propager les enseignements de Bouddha dans l'ensemble de l'empire des Mongols.

Les communistes chinois affirment par un raccourci historique que puisque les Mongols ont étendu leur domination sur le Tibet, la Chine, qui était alors elle-même intégrée à l'Empire mongol et qui ne jouissait pas du statut privilégié du Tibet, aurait repris à son compte sous les Ming les droits hérités des Yuan. Les Tibétains en exil font remarquer que d'une part, le lien personnel établi entre l'empereur mongol et les lamas tibétains ne peut être assimilé à un lien de souverain à sujet, et que d'autre part, la dynastie des Yuan a toujours été considérée par les Chinois comme une dynastie

⁴⁴ United Nations Archives, S-0291-0013-14, Thubten Tharpa Lieshar, The Office of Tibet, *The independent status of Tibet*, October , 1965.

⁴⁵ DESHAYES, Laurent, *op. cit.*, p. 105.

étrangère, et qu'ils ne peuvent donc, en toute logique, se prévaloir de droits historiques sur le Tibet hérités de cette période.⁴⁶

En 1368, la dynastie des Ming remplace celle des Yuan. Les relations se poursuivent entre le Tibet et les nouveaux empereurs de Chine qui confèrent aux dirigeants tibétains des titres honorifiques, mais qui n'exercent aucune autorité administrative sur le Tibet.⁴⁷ A partir du XVII^e siècle, une période particulièrement trouble commence pour le Tibet.

En 1644 la dynastie des Ming est remplacée par celle des Mandchous, qui invitent le cinquième dalaï-lama à venir visiter Pékin en 1656. Il est reçu avec beaucoup d'égards et nullement comme un tributaire de l'empereur.⁴⁸ Mais lorsque le cinquième dalaï-lama meurt en 1682, une période de régence caractérisée par des troubles politiques s'ouvre au Tibet. A la faveur d'une invasion des Mongols Dzungars en 1717, les Mandchous envoient une armée sur le Toit du monde. Désireux d'assurer la stabilité politique du Tibet pour la sécurité de ses frontières, l'empereur tente d'établir une sorte de protectorat sur le Tibet. Ainsi, une garnison mandchoue est installée à Lhassa, tandis que l'empereur cherche à renforcer son contrôle sur le Tibet en essayant d'imposer plusieurs réformes. Deux *amban*⁴⁹ chargés de contrôler les affaires militaires du Tibet sont par ailleurs dépêchés sur place.⁵⁰

2. Un contrôle politique de la Chine sur le Tibet très variable.

a. Le Tibet, une zone d'influence chinoise au XVIII^e siècle.

La tutelle chinoise reste la majeure partie du XVIII^e siècle symbolique, même après une tentative avortée de Qianlong [1736-1796] à la suite du massacre des deux *amban* par

⁴⁶ *Tibet...*, *op. cit.*, p. 22.

⁴⁷ GOLDSTEIN, Melvyn C., *The Snow Lion and the Dragon. China, Tibet, and the Dalai Lama*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 4.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 10.

⁴⁹ A partir de 1727, représentant des empereurs mandchous à Lhassa sous la dynastie des Qing. Le Treizième dalaï-lama congédie le dernier en 1913.

⁵⁰ DESHAYES, Laurent, *Histoire du Tibet...*, *op. cit.*, p. 169.

les Tibétains d'étendre son autorité au Tibet en donnant notamment aux nouveaux *amban* un droit de regard sur la nomination des chefs religieux et des fonctionnaires du pays.⁵¹

Mais l'invasion des Gourkhas au Népal en 1788 donne à l'empereur Qianlong, qui envoie une armée aider les soldats tibétains, l'occasion de renforcer sa tutelle, jusqu'alors théorique sur le Tibet, qui devient à partir de ce moment, en théorie du moins, un protectorat de l'empire. Un règlement en vingt-neuf articles définissant les rapports entre la Chine et le Tibet est promulgué, tandis que le frère de l'un des favoris de Qianlong est nommé *amban* de Lhassa. Le rôle de l'*amban*, jusque là simple représentant de l'empire est considérablement renforcé puisqu'il est désormais reconnu comme l'égal du dalaï lama et du panchen-lama⁵², peut nommer et destituer les notables de l'Etat et sert d'intermédiaire entre Pékin et les plus hautes autorités du Tibet. Autre innovation importante : le choix des dalaï-lamas et des panchen-lamas se fera désormais par tirage au sort. Cependant, la plupart des réformes que Qianlong tente d'imposer restent lettre morte.⁵³

L'empire, qui perçoit le Tibet comme une zone dont le contrôle est indispensable à sa sécurité, n'a en fait jamais cherché à en faire une province chinoise. Son but est d'abord de s'assurer que le Toit du Monde resterait sur sa frontière occidentale l'indispensable Etat tampon entre ses possessions et celles des Mongols, puis, à partir de la fin du XVIII^e siècle, avec celles des Anglais. Ainsi, le rôle des *amban* est avant tout confiné au contrôle des affaires extérieures du Tibet. Par ailleurs, l'empereur est toujours resté aux yeux des autorités tibétaines un bienfaiteur et non un souverain, tout comme le lien unissant le dalaï-lama à l'empereur a toujours été à la fois politique et religieux, sans que l'un de ces deux domaines prenne le pas sur l'autre. Même lorsque Qianlong, qui s'intéresse au bouddhisme tibétain, tente d'imposer des réformes au Tibet, dans l'optique du *choeyön*, son intervention n'est pas celle d'un souverain envers ses sujets, mais celle d'un protecteur qui veut agir pour le bien du Tibet et de la religion.⁵⁴

⁵¹ *Ibid.*, p. 174.

⁵² Le panchen-lama est après le dalaï-lama le plus haut chef spirituel du bouddhisme tibétain Guélougpa.

⁵³ *Ibid.*, p. 183- 188.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 187-188.

b. L'effondrement de l'influence des Qing au Tibet au XIX^e siècle.

Au XIX^e siècle, l'Empire mandchou doit affronter de graves troubles internes et externes. Tandis que la révolte des Taiping fait rage de 1848 à 1865, la Chine doit faire face aux incursions des puissances coloniales sur son territoire. Son influence s'effondre au Tibet et avec elle celle des *amban*. La période troublée que connaît la Chine au XIX^e siècle remet en cause le lien unissant le Tibet à l'empire qui devient incapable de jouer son rôle de protecteur du Tibet lorsque celui-ci est attaqué par les Dogras⁵⁵ qui envahissent le Ladakh avant de pénétrer dans le Tibet occidental. Le Tibet, qui doit désormais se défendre seul, signe en 1842 un traité confirmant l'amitié et les anciennes frontières entre Tibétains et Dogras,⁵⁶ sans que les Mandchous interviennent. De la même façon, lorsque les Gurkhas du Népal pénètrent au Tibet en 1855-1856, les Tibétains négocient directement avec eux. Si l'*amban* est présent, ce n'est qu'à titre d'observateur et il n'empêche pas le Tibet d'être contraint de verser un tribut au Népal, ce qu'il fera jusqu'en 1953, ni qu'un représentant népalais soit autorisé à venir s'installer à Lhassa.

L'influence de l'empire au Tibet n'est donc plus que nominale et la présence des *amban* symbolique : en 1897, deux ans après sa prise de pouvoir effective, le XIII^e dalaï-lama ne les consulte absolument pas pour la nomination des officiers importants, comme le règlement de 1792 le prévoit pourtant.⁵⁷ Mais l'entrée en scène à la fin du XIX^e siècle dans la région d'un nouvel acteur, la Grande-Bretagne, allait remettre en cause ce *statu quo* entre le Tibet, indépendant *de facto*, et la Chine.

⁵⁵ Groupe ethno-linguistique indo-aryen d'Asie du sud.

⁵⁶ Pour le contenu du traité, voir SHAKABPA, Tsepon W. D., *Tibet. A Political History* ..., *op. cit.*, p. 327-328.

⁵⁷ GOLDSTEIN, Melvyn, *A History of Modern Tibet...*, *op. cit.*, p. 21.

C. Le triangle Chine, Tibet, Indes britanniques

1. La Grande-Bretagne entre en scène

a. Le Tibet, un Etat-tampon pour les Indes britanniques.

Attirée par la possibilité d'établir des liens commerciaux entre les Indes britanniques et le Tibet, la Grande-Bretagne, persuadée que le Pays des Neiges était placé sous la souveraineté de la Chine, décide de signer plusieurs traités, en 1876, 1890 et 1893 avec les Mandchous, afin d'obtenir des avantages commerciaux sur le Toit du monde. Cependant, dès 1890, les Anglais prennent conscience du caractère purement nominal de la suzeraineté chinoise : le Tibet refuse de reconnaître un traité signé en 1890 entre les Britanniques et la Chine établissant un protectorat britannique sur le Sikkim qui est tributaire du Tibet. En 1893, ils dénoncent un autre traité anglo-chinois établissant sur le côté tibétain de la frontière entre eux et le Sikkim une agence commerciale à Yatung.

Lord Curzon, vice-roi des Indes de 1899 à 1905, a bien compris que le Tibet n'est en aucun cas une dépendance de Pékin. En 1903, il décrit au secrétaire d'Etat pour l'Inde le dalaï-lama en ces termes : le dalaï-lama n'est « ni un enfant ou une marionnette, mais un jeune homme, d'environ vingt-huit ans, que [...] nous croyons exercer un pouvoir personnel beaucoup plus grand que ses prédécesseurs, et être le souverain à la fois *de facto* et *de jure* du pays. »⁵⁸ Alarmé par les contacts pris entre le dalaï-lama et la Russie et ne pouvant entamer des négociations avec le chef spirituel des Tibétains, Lord Curzon envoie Younghusband qui atteint Lhassa en 1904. Le traité qui est alors signé entre les Britanniques et le Tibet ouvre deux comptoirs commerciaux à Gyantse et Gartok.⁵⁹ Le Tibet reconnaît par ailleurs la frontière du Sikkim et assure les Britanniques qu'il ne fera aucune concessions aux puissances étrangères. Mais à Londres, la volonté de ne pas irriter l'Empire chinois et surtout la Russie, pousse le gouvernement indien à renégocier la convention de 1904, mais cette fois avec la Chine. Le traité de 1904 est ainsi confirmé par une convention anglo-chinoise en 1906.⁶⁰ Le traité anglo-russe de 1907, qui régle les

⁵⁸ ADDY, Premen, *Tibet on the Imperial chessboard*, New-Delhi, Academic Publishers, 1984, p. 91.

⁵⁹ Voir en Annexes, p. 517.

⁶⁰ Voir en Annexes, p. 520.

contentieux entre les deux pays reconnaît la suzeraineté de la Chine sur le Tibet. Londres et Saint-Pétersbourg s'engagent à ne pas engager de négociations avec le Tibet.



Figure 1 : Yatung (Dromo en tibétain) en 1937. Source : http://tibet.prm.ox.ac.uk/photo_1998.131.103.html

Jusque là, l'Empire chinois, voulant seulement s'assurer que le Tibet resterait politiquement stable et ne s'allierait pas avec les Mongols, n'avait eu aucun intérêt à le conquérir ou à l'incorporer à son territoire. Mais l'irruption des Britanniques dans la région change totalement sa politique à l'égard du Toit du monde. Il semblait désormais clair à l'empire que s'il ne renforçait pas son contrôle sur le Tibet, il risque d'en être totalement écarté par la Grande-Bretagne. Ainsi, profitant de l'absence du dalaï-lama qui avait fui en Mongolie à l'approche des troupes britanniques en 1904, les Chinois lancent en 1909 une expédition militaire dans la région du Kham. Cette région passe rapidement sous le contrôle du gouverneur de Xining, Zhao Erfeng. En 1910, les troupes impériales entrent à Lhassa, tandis que le dalaï-lama reprend après un bref retour à Lhassa, le chemin de l'exil, mais cette fois vers l'Inde auprès de ses anciens ennemis.

b. Le Tibet proclame son indépendance.

La révolution de 1911 allait apporter un nouveau répit au Tibet. En effet, en octobre 1911, les Chinois nationalistes se révoltent contre la dynastie mandchoue et proclament la République. Les troupes stationnées à Lhassa se mutinent. Avec l'éviction des Mandchous et l'émergence d'un nouveau régime politique⁶¹, le *choeyön*, la relation personnelle ayant existé entre les dalaï-lamas et les empereurs mandchous, bien mise à mal depuis le XIX^e siècle, mais surtout depuis l'entrée des Britanniques au Tibet⁶², prend définitivement fin. Le XIII^e dalaï-lama, exilé au nord de l'Inde depuis 1910, met à profit la chute de l'empire pour reprendre le contrôle du Tibet. Tandis que tous les Chinois présents au Tibet sont expulsés en 1912, le chef spirituel et politique des Tibétains rentre triomphalement à Lhassa.

Cependant, la Chine républicaine, animée d'un fort sentiment national, n'entend pas renoncer aux régions périphériques. Le gouvernement républicain ayant proclamé sa souveraineté sur toutes les régions jadis soumises à l'empire mandchou. En 1913, le président Yuan Shih-kai déclare en 1913 que le Tibet est une province chinoise. La même année, le dalaï-lama proclame l'indépendance du Tibet⁶³ et annonce son intention « d'exercer à la fois le pouvoir temporel et ecclésiastique sur le Tibet. »⁶⁴

Comprenant la menace que les ambitions chinoises font peser sur son pays, le dalaï-lama cherche, avec le soutien des Britanniques, à trouver un accord avec les républicains. Les Chinois ne sont pas en mesure d'appliquer leurs ambitions et acceptent donc de négocier.⁶⁵ Le 24 décembre 1912, la Chine répond à une note des Britanniques demandant qu'un accord soit trouvé sur le Tibet dans laquelle elle affirme notamment qu'elle n'a

⁶¹ Les Mandchous sont étrangers à la Chine des Han. Les dynasties « nationales » fondées par les Han sont différenciées par l'historiographie chinoise des dynasties « barbares », toujours présentées de façon négative. Voir DUFOUR, Jean-François, *Géopolitique de la Chine*, Paris, Editions Complexe, 1999, p. 32.

⁶² La voyageuse Alexandra David-Néel qui parcourut le Tibet au début du XX^e siècle, écrit à ce propos : « Une forte animosité contre leur ancien suzerain était née chez les Tibétains. Ils reprochaient aux Chinois de ne pas les avoir défendus contre les envahisseurs Britanniques. Par tout le Tibet l'on racontait que les troupes chinoises avaient regardé, inactives, l'écrasement des Tibétains et que l'amban avait amicalement accueilli les officiers étrangers [...]. » in DAVID-NEEL, Alexandra, *Grand Tibet et vaste Chine*, Paris, Plon, Omnibus, 1994, p. 771.

⁶³ Voir en Annexes, p. 524.

⁶⁴ « [...] intended to exercise both temporal and ecclesiastic rule in Tibet. », in GOLDSTEIN, Melvyn, *A History of Modern Tibet...*, op. cit., p. 59-60.

⁶⁵ NA, Kew, FO 371/ 41587, Foreign Office Research Department, Whitehall, S.W.1., Tibet, RR VIII, b/37/I, 2nd August, 1944.

pas l'intention de convertir le Tibet en une province chinoise.⁶⁶ Sous la pression de la Grande-Bretagne, une convention tripartite réunit à Simla en 1913 Tibétains, Britanniques et Chinois afin de parvenir à un règlement définitif du conflit sino-tibétain. Mais il n'est pas dans l'intérêt des Britanniques, soucieux de ne pas offusquer la Russie et de préserver leurs intérêts économiques en Chine, de soutenir l'indépendance du Tibet. Les délégués britanniques recherchent avant tout un compromis entre les trois parties.

c. La convention de Simla, « une voie médiane. »

L'objectif de la Grande-Bretagne est un Tibet autonome avec lequel elle puisse entretenir des relations directes sans l'intermédiaire de la Chine, et capable de continuer à jouer le rôle d'Etat tampon entre d'une part les Indes britanniques et d'autre part la Russie et la Chine. Le 3 septembre 1912, Younghusband déclare au journal *The Times* que l'objectif essentiel de la Grande-Bretagne est d'avoir « la tranquillité au Tibet » : « *We have, then, to say to the Chinese that we do now, we always have, and we always will, recognize their suzerainty over Tibet, but that we never have and never will recognize their sovereignty (...). What we want in Tibet is tranquility.* » Et surtout la sécurité sur frontières. »⁶⁷

Cependant, les Britanniques ne peuvent ignorer les aspirations de la Chine à l'égard du Toit du monde. C'est pourquoi ils espèrent faire signer à la Chine et au Tibet un accord qui reconnaisse la suzeraineté de Pékin sur le Tibet, mais une suzeraineté, dans leur esprit, seulement nominale. Se dessinerait alors un Tibet « extérieur » autonome dans ses affaires intérieures et extérieures, qui serait séparé du territoire chinois par le « Tibet intérieur », une zone de peuplement tibétain dont la Chine aurait le contrôle absolu. Ainsi, Londres espère ménager les deux parties tout en préservant ses intérêts. En 1944, le *Foreign Office* explique sa position au représentant chinois à Lhassa, Shen. Fondée sur le concept de « voie médiane » pour résoudre le conflit sino-tibétain, elle est identique à celle qu'ils ont adoptée en 1914 :

⁶⁶«China and tibet», *The Scotsman*, 25th December 1912.

⁶⁷«The situation in Tibet», *The Scotsman*, 3rd September 1912.

*« The Chinese Government were inclined to speak of Tibet as a Province of China whereas the Tibetans, although they had acknowledged the suzerainty of the Manchu Empire, conceived themselves as having been independent since 1911 when the Chinese left Lhasa. The British and Indian conception was one of seeking a via media namely that the Tibetans should recognise Chinese suzerainty (a conveniently vague word which should satisfy all), while the Chinese on their part should admit Tibet's local autonomy. Mr. Shen thought that responsible Chinese did not really regard Tibet as just like a Province of China and said that he was anxious above all things to improve understanding with the Tibetans on such subjects when he got to Lhasa. »*⁶⁸

⁶⁸ NA, Kew, FO 371/41587, External Affairs Department, Ext. : 2903/44.



Le 13^e dalaï-lama avec le roi du Sikkim en 1911 à Darjeeling. Source : <http://www.goantiques.com/13th-dalai-lama-1117988>

Lors des négociations se déroulant à Simla, le gouvernement tibétain semble quant à lui fonder de grands espoirs sur l'issue de cette conférence. Pour les Tibétains, l'objectif premier est de faire reconnaître leur indépendance. Les instructions données à Shatra, le ministre tibétain délégué à Simla par le dalaï-lama, sont à ce sujet très claires : le Tibet souhaite pouvoir gérer « ses propres affaires intérieures », mais aussi « ses propres affaires extérieures, en s'entretenant avec les Britanniques pour les problèmes importants. » Par conséquent, il n'est plus question pour le Tibet d'avoir des « Amban chinois, ni d'autres officiels chinois », et encore moins des soldats chinois. Seuls les commerçants sont acceptés.⁶⁹ Le Pays des neiges désire que son indépendance de la République chinoise soit reconnue avec une frontière englobant toutes les populations de

⁶⁹Les instructions données à Shatra sont les suivantes : « 1. *Tibet to manage her own internal affairs.* 2. *To manage her own external affairs, consulting on important matters with the British.* 3. *To have no Chinese officials, and no Chinese soldiers in Tibet, but Chinese traders only.* 4. *Tibet to include Nya-rong, Der-ge, Ba-tang, Li-tang, and the country as far as Tachienlu.* », in BELL, Charles, *Tibet. Past and present*, Oxford, Clarendon Press, 1924, p. 152.

culture tibétaine qui s'étendrait de Sining au nord, jusqu'à l'est à Tachienlu, que la Chine considère comme son territoire.

Tout autre est l'objectif de la Chine. En effet, Pékin souhaite un Tibet confiné à un périmètre réduit autour de Lhassa, autonome de façon nominale mais soumis dans les faits à un contrôle aussi rigide que celui ayant pu exister au temps de la campagne de Zhao Erfeng.⁷⁰

Le 3 juillet 1914, est signée la convention de Simla⁷¹, qui distingue Tibet intérieur et Tibet extérieur. Le Tibet extérieur, la partie la plus orientale où se trouvent Lhassa, Shigatse et Chamdo est totalement autonome. La Chine accepte de s'abstenir de toute ingérence dans son administration mais un résident chinois est rétabli à Lhassa avec une escorte militaire n'excédant pas 300 hommes. Dans le Tibet intérieur (qui comprend Batang, Litang, et Tatsienlou), au contraire, bien que le Lhassa conserve ses droits antérieurs et plus particulièrement ses droits religieux, la Chine peut envoyer des garnisons, coloniser le territoire et appointer les officiels. La suzeraineté chinoise est reconnue sur l'ensemble du Tibet, mais la Chine s'engage à ne pas en faire une de ses provinces. Elle réclame par ailleurs tous les territoires conquis par Zhao Erfeng en 1909-1910 alors que les Tibétains souhaitent que toutes les zones de peuplement tibétain soient sous sa juridiction. La convention de Simla propose d'établir la frontière sur le Yangtse.

⁷⁰ NA, Kew, FO 371/84456, FT 10310/1, Foreign Office, Research Department, 2nd December 1949, Tibet, TIB/1/49.

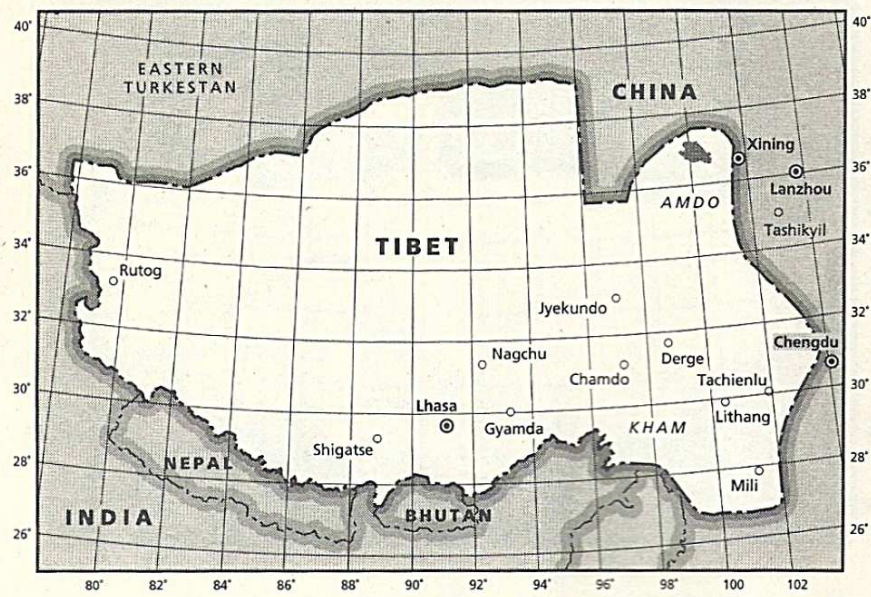
⁷¹ Voir en Annexes, p. 527.



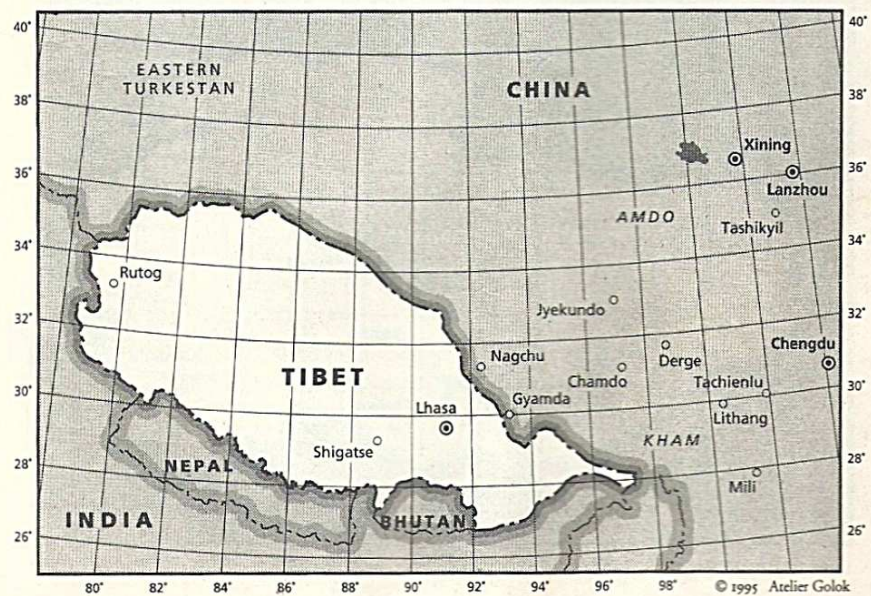
Representatives of Tibet, Great Britain, and China at the Simla Convention, 1914. Front row, from left: an assistant to Ivan Chen; Sekyong Tralku, Prince of Sikkim; Ivan Chen, Chinese Plenipotentiary; Sir Henry McMahon, British Plenipotentiary; Lonchen Satra, Tibetan Plenipotentiary; Teji Trimon, assistant; Nedon Khanchung, secretary.

Les délégués chinois, britanniques et tibétains lors de la convention de Simla. Source : BELL, Charles, *Tibet. Past and present*, Oxford, Clarendon Press, 1924.

Frontier of Tibet as claimed by Tibetans in 1914

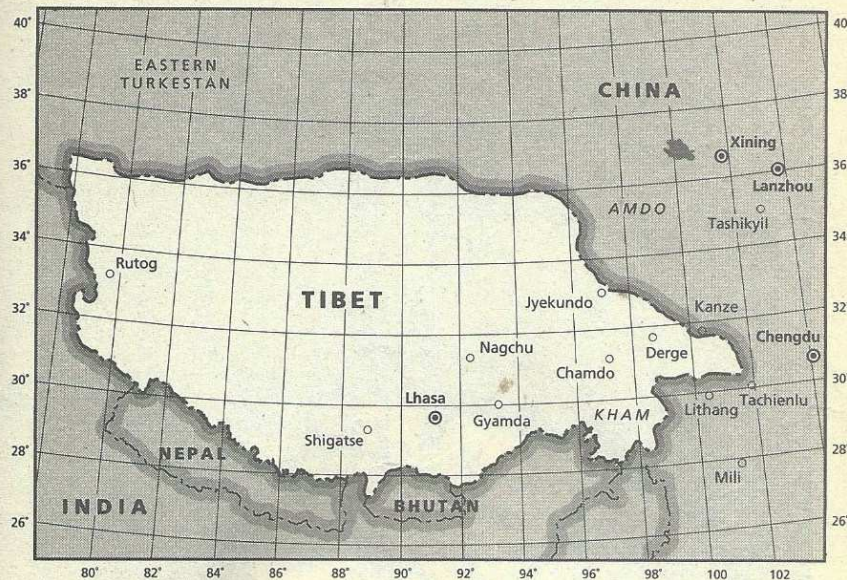


Frontier of Tibet as claimed by Nationalist Chinese in 1914



Frontières revendiquées par les Chinois et les Tibétains lors de la conférence de Simla en 1914. Source : SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000.

Frontier of Tibet as proposed at the Tripartite Simla Conference in 1914



Territories under the control of the Dalai Lama's Government (1918-1950)



Frontières du Tibet après la convention de Simla et territoires contrôlés par Lhassa. Source : SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000.

Pékin, qui n'admet pas ce tracé frontalier et pas davantage la ligne Mac Mahon entre l'Inde et le Tibet, refuse finalement de ratifier la convention, ce qu'ont prévu Britanniques et Tibétains, lesquels ont signé une convention stipulant notamment : « *We agree that so long as the Government of China withholds signature to the aforesaid Convention, she will be debarred from the enjoyment of all privileges accruing therefrom.* »⁷² La convention de Simla, loin de clarifier une situation complexe creuse au contraire un vide juridique entre Pékin et Lhassa. Outre le désaccord sur les clauses frontalières, il apparaît clairement que le terme de suzeraineté n'a pas pour la Chine le même sens que pour la Grande-Bretagne : le droit de suzerain entraîne nécessairement le contrôle du Pays des neiges pour Pékin. La convention de Simla est avant tout un moyen pour la Couronne britannique de maintenir un *statu quo* favorable à ses intérêts dans la région. C'est pour la Chine une tentative avortée de faire du Tibet sa chasse gardée. Les Tibétains évoquent de leur côté la pression exercée par les Britanniques pour les amener à accepter de signer un traité qui leur impose la suzeraineté de la Chine, même si celle-ci n'est que nominale, ainsi que le droit pour la Chine de maintenir une mission à Lhassa, même si celle-ci n'est pas autorisée à s'ingérer dans ses affaires intérieures ou extérieures.

Une « voie médiane » : c'est en ces termes que la Grande-Bretagne définit pour le représentant chinois à Lhassa en 1944 la convention de Simla qui est avant tout pensée comme une solution permettant de ménager à la fois la volonté d'indépendance des Tibétains et les ambitions de Pékin, mais qui apparaît vide de contenu :

« *The Chinese Government were inclined to speak of Tibet as a Province of China whereas the Tibetans, although they had acknowledged the suzerainty of the Manchu Empire, conceived themselves as having been independent since 1911 when the Chinese left Lhasa. The British and Indian conception was one of seeking a via media namely that the Tibetans should recognize Chinese suzerainty (a conveniently vague word which should satisfy all), while the Chinese on their part should admit Tibet's local autonomy. Mr. Shen thought that responsible Chinese did not really regard Tibet as just like a Province of China and said that he was anxious above all*

⁷² NA, Kew, FO 371/76317, F 17268/G, Policy towards Tibet.

*things to improve understanding with the Tibetans on such subjects when he got to Lhasa. »*⁷³

Après Simla, les Tibétains sont restés de fait indépendants car la Chine, qui attaque leur pays dès 1917, n'est pas en mesure d'imposer ses vues sur le Tibet et de le transformer en une province chinoise. En 1919, alors que la question des frontières sino-tibétaines n'est toujours pas réglée, les Chinois se disent prêts à rouvrir les négociations sur la base de la convention de Simla. En 1921, les Britanniques font savoir qu'il reconnaissent le Tibet comme un Etat autonome sous la suzeraineté de la Chine et que c'est sur cette base qu'ils traiteront désormais avec le Tibet. A partir de 1928, les Chinois accroissent leur pression et envoient plusieurs missions au Tibet. Par ailleurs les régions nouvellement créées en 1928 du Xikang et de Qinghai voient leurs frontières s'étendre de plus en plus sur le territoire tibétain. En 1931-32, les Chinois, de plus en plus prompts à exercer leur pression sur Lhasa, interviennent sous prétexte d'une dispute entre deux monastères à l'est de la frontière tibétaine et repoussent les forces tibétaines. Et en 1935, une mission chinoise est de nouveau présente dans la capitale tibétaine mais, comme le précise le représentant britannique à Lhasa Hugh Richardson, elle n'est que diplomatique : « *It is however clear that the Chinese officials in Tibet exercise no administrative or even advisory functions and are simply diplomats.* »⁷⁴

Pendant, la Seconde Guerre mondiale, le Tibet continue reste indépendant et refuse de laisser transiter les munitions des Alliés par son territoire tant pour des raisons religieuses que par volonté de rester isolé de l'extérieur. En 1943, les Britanniques envoient un *memorandum* aux Chinois précisant que bien que n'ayant pas d'ambitions territoriales au Tibet, ils souhaitent qu'un accord soit trouvé entre Tibétains et Chinois. A cette date, le différend sino-tibétain n'est toujours pas réglé, la Chine n'ayant toujours pas ratifié la convention de Simla. Or, les Britanniques s'inquiètent de ses ambitions, leur objectif étant toujours de maintenir un Tibet indépendant jouant le rôle d'un Etat-tampon sur la frontière nord des Indes.

⁷³ NA, Kew, FO 371/41587, External Affairs Department, Ext. : 2903/44.

⁷⁴ NA, Kew, DO 33/40, No. D3525-NEF/48, New Delhi, 5th October 1948, Ministry of External Affairs and Commonwealth Relations , copy jointe, 27(1).

En juin 1943, le *Dominion Office* rappelle que les Tibétains et les Chinois sont deux races totalement différentes qui ne partagent ni la même culture, ni la même religion, ni la même écriture. Non seulement la Chine n'a jamais absorbé culturellement le Tibet mais c'est souvent l'inverse qui s'est produit au cours des siècles précédents. Le Tibet et la Chine constituent deux nations différentes. Le *Dominion Office* rappelle que les Tibétains sont indépendants de la Chine depuis au moins une trentaine d'années et souhaitent le rester, comme le prouve l'expulsion, en juillet 1943, de la mission chinoise à Lhassa.

La défense des droits de la nation tibétaine n'est pas la seule préoccupation des Britanniques. Si les Chinois occupaient le Toit du monde, outre que les Indes elles-mêmes seraient directement exposées, une multitude de contentieux ne manqueraient pas d'éclater, au Tibet même, dont les populations ne tarderaient pas à se révolter contre une intolérable sujétion, mais également sur ses marges. Maîtres du Tibet, les dirigeants de Pékin revendiqueraient alors le Sikkim, le Bouthan, voire le Népal, qui fournit à l'armée des Indes britanniques quelques-uns de ses meilleurs défenseurs, les Gurkhas.⁷⁵

Ainsi, la relation maître religieux-protecteur laïc existant jusqu'à la fin du XIXe siècle entre le Tibet et la Chine est transformée par les Britanniques, désireux de préserver leurs intérêts politiques et économiques dans la région, en un lien de suzerain à vassal, un concept certes pratique pour eux, mais peu clair, et surtout bientôt anachronique en ce début de XXe siècle, pour expliquer les relations entre deux pays. Cependant, la Grande-Bretagne a cherché à définir de façon précise le concept de suzeraineté. Que signifie vraiment ce terme ? Signifie-t-il que le Tibet n'est plus un Etat indépendant mais une vague dépendance de Pékin ?

2. Le Tibet, Etat indépendant ou simple vassal de Pékin ?

a. Le Tibet est un Etat.

Lorsque les Britanniques décident de reconnaître la suzeraineté de la Chine sur le Tibet, ils ont en tête une façon bien précise d'envisager les relations entre les deux pays.

⁷⁵NA, Kew, FO 371/35756, F2870/253/G10Telegram n° 334 from D.O for Prime Minister, 4th June 1943.

La Grande-bretagne n'a en fait aucun doute sur l'indépendance du Tibet qui a toutes les caractéristiques d'un Etat.

En droit international, un Etat est un territoire délimité par des frontières établies. L'article 2 alinéa 4 de la Charte de l'ONU insiste d'ailleurs sur le respect par les États tiers de l'intégrité de tout territoire national et de ses frontières. Le Tibet correspond à ce premier critère. Ses frontières sont certes un objet de contestation avec la Chine. Mais de la même façon que l'Inde et la République populaire de Chine se disputent à propos de la ligne Mac Mahon dans les années 1950. Le deuxième critère pour considérer que l'on est en présence d'un Etat est le fait de trouver sur ce territoire une population soumise à un ensemble d'institutions et de lois communes. Ces dernières sont mises en place par une organisation politique : le gouvernement. Or, le Tibet, organisé autour du bouddhisme tibétain et de la personne du dalaï-lama possède un gouvernement. Reconnu comme le chef spirituel et politique légitime des Tibétains, le dalaï-lama a la capacité de faire appliquer les institutions politiques et religieuses mises en place au Tibet qui possède en outre d'une armée. Les institutions tibétaines, qualifiées de « féodales » par les Chinois, fonctionnent de façon efficace. Le Tibet possède même sa propre monnaie, ses propres timbres ainsi qu'un drapeau. De plus, les Tibétains, ce qui n'est pas toujours le cas de territoires pourtant reconnus comme des Etats, possèdent une unité certaine à travers leur langue, leur culture, leur écriture ainsi que leur histoire commune. Le Tibet forme une nation. En 1959, la preuve en est faite à travers la réaction du peuple tibétain qui refuse spontanément la domination chinoise. Le fameux « vouloir vivre collectif » est nettement présent chez les Tibétains.



Bundesarchiv, Bild 135-S-11-07-17
Foto: Schäfer, Ernst | 1938/1939

Parade militaire devant le Potala en 1938 avec le drapeau tibétain. Source : *German Federal Archives*.

Autre caractéristique d'un Etat : la capacité à entrer en relations avec d'autres Etats. Le Tibet a pleinement montré, et à de nombreuses reprises, qu'il entretenait des relations directes avec d'autres pays, à commencer par la Grande-Bretagne, mais aussi le Népal avec lesquels il a signé plusieurs traités, ainsi qu' avec les Etats-Unis. La Chine elle-même reconnaît le Tibet en tant qu'Etat puisqu'elle négocie avec lui l'Accord en 17 points.⁷⁶

La Grande Bretagne a souvent insisté sur le fait que le Tibet conduisait ses propres affaires extérieures avant l'invasion de la République populaire de Chine. L'idée que ses protectorats, qui contrairement au Tibet ne sont pas maître de leurs relations extérieures

⁷⁶ Voir p.189.

puissent faire un parallèle entre leur situation et celle du Tibet et revendiquer à leur tour leur indépendance, les a toujours beaucoup inquiété.



Timbre tibétain de 1934. Source : collection personnelle.



Billet du Tibet. Source : collection personnelle.

Du point de vue du droit international, il existe deux théories définissant un territoire comme étant un Etat. La théorie constitutive affirme qu'un territoire devient un sujet du droit international uniquement lorsque d'autres Etats le reconnaissent comme Etat souverain. Selon Lassa Oppenheim, le « droit international ne prétend pas qu'un Etat n'existe pas tant qu'il n'a pas été reconnu mais il n'en tient pas compte avant sa reconnaissance. C'est seulement et exclusivement par ce biais qu'un État devient une personne et un sujet du droit international. »⁷⁷ Le Tibet est clairement considéré comme un Etat par la Grande-Bretagne et c'est seulement par intérêt politique, nous l'avons vu, qu'elle a fait le choix de reconnaître à Pékin un droit de suzeraineté sur le Pays des neiges. Pourtant, le Tibet n'a jamais joui d'une reconnaissance publique de son indépendance de leur part et encore moins de la part des autres pays. La théorie déclarative affirme de son côté qu'une structure devient un Etat souverain lorsqu'elle remplit les quatre critères suivants, indépendamment de la reconnaissance par d'autres États : « être peuplé en permanence, contrôler un territoire défini, être doté d'un gouvernement et être apte à entrer en relation avec les autres États »⁷⁸ (Convention de Montevideo, art .1) Le Tibet réunit ces critères sans discussion possible.

Pour des raisons pratiques, le gouvernement britannique s'est très vite interrogé sur le réel statut légal du Tibet. Le 19 avril 1943, l'ambassade britannique à Washington affirme que le Tibet est un Etat indépendant avec toutes les prérogatives qui y sont attachées, parmi lesquelles celles de pouvoir négocier et d'avoir d'une façon plus générale des relations avec les autres Etats:

« The Government of India have always held that Tibet is a separate country in full enjoyment of local autonomy, entitled to exchange diplomatic representatives with other powers. The relationship between China and Tibet is not a matter which can be unilaterally decided by China, but one of which Tibet is entitled to negotiate, and

⁷⁷ CRAWFORD, James, *The Creation of States in International Law*, Oxford University Press, 2005, p. 15-24.

⁷⁸ BURNEY, Nathaniel, «International Law. A brief primer for informational purposes only. » in *Burney Law Firm*, 2007, section IV.

on which she, if necessary, count on the diplomatic support of the British Government (...).»⁷⁹

Certes, l'ambassade maintient l'ambiguïté en évoquant l'autonomie du Tibet mais tout en affirmant son indépendance. Alors que le débat autour de l'inscription ou non de la question du Tibet sur l'agenda de l'Assemblée générale à l'ONU bat son plein le 9 novembre 1950, les Britanniques parviennent encore une fois à la conclusion suivante : *« Since 1913, Tibet has not only enjoyed full control over her internal affairs but also has maintained direct relations with other states. She must therefore be regarded as a state to which Article 35 (2) of the Charter applies.»⁸⁰*

Ainsi, le Tibet réunit en 1950 toutes les caractéristiques d'un Etat. Pourtant, cette qualité ne lui est pas reconnue par les nations. La Grande-Bretagne, soucieuse de ménager Pékin, décide de qualifier la Chine de puissance suzeraine bien qu'aucune relations entre les deux pays n'existent plus depuis la fin du XIX^e siècle. Reste à savoir ce que signifie le terme suzeraineté et comment cette suzeraineté est envisagée par les Britanniques. Comment concilient-ils une telle notion qui implique une dépendance, avec leur affirmation de l'indépendance du Tibet ?

b. Le concept de suzeraineté selon les Britanniques.

Notons tout d'abord que la Grande-Bretagne fait bien la différence entre la notion de suzeraineté et celle de souveraineté. Pour les Britanniques, la suzeraineté de la Chine sur le Tibet n'est pas un concept exotique qui serait utilisé pour qualifier la souveraineté de la Chine sur le Tibet. Alors que la Chine ou l'Inde semble penser que les deux termes sont

79NA, Kew, FO 371/35756, F2964/40/10. Aide-Memoire, The British Embassy, Washington D.C., April 19th, 1943, FO 371/35756, .

80 NA, Kew, FO 371/92997, FT 10310/61, Telegram n° 2539 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 9th November, 1950, et NA, Kew, CO 537/5742, Telegram n° 2539 from South Asian Dept. to U.K High Commissioner in India, 9th November 1950.

identiques, le *Foreign Office* souligne le 16 août 1950 la différence qui existe à ses yeux entre ces deux concepts :

*« The term suzerainty is not capable of precise definition and the status of any particular territory under suzerainty depends in a large measure on the facts of the particular case. In this case, Tibet has enjoyed virtual independence since 1911, and indeed this has historically been the rule rather than the exception. The use of the word suzerainty may therefore be taken to imply no more than that Tibet is a state under Chinese protection. The word sovereignty on the other hand, to which India is now committed, tends to suggest that Tibet is to be regarded as part of Chinese territory.»*⁸¹

Dans la loi internationale la relation suzerain-vassal signifie qu'il existe une relation entre un Etat suzerain et un Etat vassal en vertu de laquelle l'Etat vassal est protégé et représenté internationalement en partie ou pleinement par l'Etat suzerain. L'Egypte est par exemple jusqu'en 1914 sous la suzeraineté de la Turquie, tout comme la Bulgarie ou certains Etats indiens comme Bahawalpur, qui étaient sous la suzeraineté britannique.⁸²

Afin de savoir si un Etat soumis à la suzeraineté d'un autre fait complètement partie de l'Etat suzerain, deux facteurs apparaissent déterminants. En premier lieu, les traités internationaux conclus par l'Etat suzerain doivent être *ipso facto* conclus pour le vassal. En second lieu, les guerres du suzerain sont *ipso facto* celles du vassal. Dans le cas du Tibet, rien de tel. Il n'existe aucun exemple de traités signés par la Chine et s'appliquant automatiquement au Tibet. En revanche, il y a beaucoup d'exemples où le Tibet est entré en négociations directement avec d'autres Etats, y compris avec la Chine, comme lors de la convention de Simla, ou avec le Népal au XIXe siècle, avec les Indes britanniques en 1848 ou bien encore en 1929 avec les Britanniques. Et pendant la Seconde Guerre mondiale, le Tibet refuse de prendre part au conflit alors que la Chine y participe.⁸³

81 NA, Kew, FO 371/ 84457, FT 10310/46, P.H Scott, Tibet, 31st October, 1950.

82 NA, Kew, FCO 21/1556, Kew; The meaning of « suzerainty .»

83 NA, Kew, FO 371/ 84458, FT 10310/ 87.P. H Scott, 2nd November 1950.

Le Tibet ne peut donc pas être considéré à proprement parlé comme un vassal de la Chine. La suzeraineté reconnue par la Grande-Bretagne de la Chine sur le Tibet obéit à des critères bien précis qui ne correspondent pas à la définition traditionnelle de la relation suzerain-vassal.

Si les Britanniques acceptent en 1914 de reconnaître la suzeraineté de la Chine c'est, nous le répétons, uniquement dans un cadre précis. Pour le *Foreign Office*, la suzeraineté chinoise ne s'entend qu'à la condition expresse que celle-ci respecte les conditions définies à Simla. Ainsi, le conseiller juridique Becket rappelle que le Tibet est jusqu'en 1911, voire jusqu'en 1913 du point de vue du droit international une partie de la Chine. C'est en tout cas ce que la Grande-Bretagne reconnaît à ce moment là. La situation change complètement en 1913 :

« In 1913 the Tibetans got rid of the Chinese completely and in fact established their independence. (...) But in 1914, as a result of British efforts, a Tripartite Convention was drawn up (...) and the first thing, I think, to notice about this Convention, is that Great Britain, China and Tibet all appear as equal contracting parties to it. As I see the position, Tibet, having recently achieved complete independence and separation from China, then accepted by this Convention Chinese suzerainty on the conditions set at but for British persuasion Tibet would have remained completely separated from, as forth in this Convention and on those only. In other words, China title to suzerainty over Tibet rests now entirely on this Convention and is subject to its condition.»⁸⁴

Bien qu'incapable de définir avec exactitude ce terme, la Grande-Bretagne lui donne en effet dans la convention de Simla des limites très précises qui témoignent du caractère en réalité symbolique de la suzeraineté chinoise sur le Tibet. Il ne s'agit pas, comme certains juristes ont pu l'avancer, du genre de relations qui existait alors entre la Grande-Bretagne et ses dominions, dont le contrôle des affaires extérieures étaient géré par les autorités britanniques :

⁸⁴NA, Kew, L02/566, Letter from Foreign Office(Eric Bekett) to Attorney, 25th November 1950.

« (...) the term « suzerainty » has frequently been a matter of international controversy. Sir Eric states, however, that “ all we ask is that the Chinese should recognise Tibet as an autonomous dominion, bearing the same relation to China as a British Dominion does to the United Kingdom.” Apart from changes in relationship between the United Kingdom and the Dominions, which have taken place since 1921, an analogous relationship between China and Tibet is difficult to conceive in the absence of the essential feature which exists in the case of the British Commonwealth, namely common allegiance to the crown. But it must be assumed that Sir Eric had in mind at least some Chinese control over Tibet’s foreign relations (...).»⁸⁵

En réalité, la suzeraineté accordée à Pékin telle que définie par la convention de Simla est avant tout nominale. Le Tibet, bien plus qu’un simple pays autonome, est considéré comme un Etat, le fait le plus remarquable étant qu’il garde le contrôle de ses affaires extérieures. Nous l’avons vu, le Tibet est en vertu de la convention de Simla divisé en un Tibet intérieur, dirigé par la Chine et sur lequel le dalaï-lama exerce une influence religieuse, et en un Tibet extérieur, qui est la zone gouvernée par le chef des Tibétains et qui est autonome. Fait notable, la Chine comme la Grande-Bretagne doivent respecter son intégrité territoriale et s’abstenir d’interférer dans son administration qui reste entre les mains du gouvernement de Lhassa (Article 2). L’Article 3 impose à la Chine de s’abstenir d’envoyer des troupes dans le Tibet extérieur et d’y stationner des officiers militaires ou civils. Le choix et la nomination de tous les officiers du Tibet extérieur reste entre les mains du gouvernement de Lhassa. Le Tibet extérieur n’est pas représenté au parlement chinois (Article 6.)

Le Tibet sous le contrôle du dalaï-lama non seulement a les attributs d’un Etat tels que définis plus haut, mais il n’est pas non plus soumis aux obligations d’un vassal envers son suzerain. La Chine pour sa part n’a aucune responsabilité particulière à l’égard du Tibet. La convention de Simla ne lui permet pas par exemple d’intervenir si le Tibet viole la frontière indienne.⁸⁶

⁸⁵ NA, Kew, FO 371/ 35755, F 1811, Ashley Clarke, From Foreign Office to India Office (Peel), 29th April, 1943.

⁸⁶ NA, Kew, LO2/ 566, Letter from Foreign Office(Eric Beckett) to Attorney, 25th November 1950.

En outre, même si la convention ne le dit pas explicitement, il est clair que le Tibet est libre de conduire ses affaires extérieures avec ses voisins et notamment avec les Indes britanniques, qui ont un représentant à Lhassa tout comme le Népal. Et de fait, le Tibet a conduit lui même le peu de relations extérieures dont il a eu besoin avec la Grande-Bretagne et les Indes britanniques. Il a envoyé des délégations en Inde, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, notamment en 1949 et en 1950. Le 25 novembre 1950, Bekett parvient à la conclusion que le Tibet doit être considéré comme un Etat si l'on s'en tient à la convention de Simla : « *Thus, as far as I can see you find Tibet under this Convention enjoying not merely internal autonomy but external autonomy as well, and these two would appear to make up all the attributes of statehood.* »⁸⁷

Bien que considéré comme un Etat à part entière, le Tibet se voit néanmoins imposer la suzeraineté de la Chine. Mais de quelle façon se manifeste cette suzeraineté ? L'article 4 de la convention indique la présence d'un haut officiel chinois à Lhassa avec une escorte n'excédant pas 300 hommes. Mais ceci n'est pas un privilège accordé uniquement de la Chine puisque les Britanniques ont aussi leur représentant et leur escorte. Il est notamment prévu que l'escorte de l'agent britannique ne représente pas plus de 75% de l'escorte chinoise. Par ailleurs, une fois le dalaï-lama sélectionné puis installé dans ses fonctions, processus au cours duquel les Chinois n'interviennent pas, les Tibétains doivent notifier au gouvernement chinois son installation. C'est alors lui qui donne symboliquement ses titres au chef des Tibétains et le confirme dans ses fonctions. L'essence même de la suzeraineté chinoise semble se concentrer dans cet acte qui apparaît comme un reliquat symbolique de la relation maître-religieux-protecteur-laïc de jadis.

Bien que la note 1 de la convention affirme que le Tibet est un territoire de la Chine. Vu la teneur des autres articles, le Tibet ne peut être considéré à proprement parler comme faisant partie de la Chine. Cette affirmation est avant tout symbolique. Laissons la parole au *Foreign Office* à ce sujet :

« *I find it rather difficult to give legal meaning to this note N°1. In any case, it clearly cannot mean anything which conflicts with the provisions for autonomy etc.*

⁸⁷ *Ibid.*

in the Convention and the other notes to which I have already drawn attention. In other words, just as the suzerainty of China seems to be purely nominal, so it would appear that Tibet must only be in a very nominal sense Chinese territory. As a member of the British Commonwealth we might perhaps be tempted to draw an analogy and say that the position of China in relation to Tibet might be somewhat similar to that of, say, the United Kingdom towards Canada, having regard to the fact that the King of the United Kingdom is king of Canada. Canada is undoubtedly a State notwithstanding that she has a common King with the United Kingdom.»⁸⁸

Ainsi, il apparaît à la lecture de la convention de Simla que le Tibet jouit en 1914 de son autonomie intérieure et extérieure et est alors considéré dans les faits comme un Etat tant par les Britanniques que par la Chine. La suzeraineté de la Chine est avant tout d'ordre symbolique et ne signifie nullement que le Tibet est une dépendance chinoise.

Le terme « suzeraineté » de l'aveu même des Britanniques, est un concept perçu comme un compromis visant à satisfaire à la fois la Grande-Bretagne, la Chine et le Tibet.⁸⁹ La Grande-Bretagne considère que le maintien d'une indépendance de fait des Tibétains qualifiée « d'autonomie » pour satisfaire Pékin, est important pour la sécurité de l'Inde et la tranquillité de sa frontière nord. Et peu importe s'il ne s'agit pas d'une indépendance *de jure*. Les Britanniques cherchèrent donc avant tout à maintenir l'autonomie, ou plutôt l'indépendance de fait du Tibet- les intérêts britanniques et tibétains convergent sur ce point- tout en tenant compte de la susceptibilité de Pékin. Ainsi naissait la formule « reconnaissance de la suzeraineté de Pékin sur le Tibet à condition que l'autonomie de ce dernier soit respectée. »

En 1914, le plénipotentiaire chinois demande lors de la convention de Simla que le terme suzeraineté soit défini sur une convention à part. Mais les Britanniques, incapables de donner une définition précise, lui répondent alors que le terme est trop vague et qu'il est impossible de lui répondre avec précision.⁹⁰ Et lorsque les Tibétains, en octobre 1943, demandent par l'intermédiaire de Surkhang Dzasa à la mission britannique à Lhassa la

88NA,Kew, FO 371/76317, Policy towards Tibet, F 17268/G

89 NA,Kew, FO 371/41587, External Affairs Department, Ext. : 2903/44

90 NA, Kew, FO 371/41585, External Affairs Department, New Delhi, 2nd December 1943, D.O n° 11585-X/43.

définition du terme « suzeraineté », la réponse reste évasive : « *Whatever may have been in the minds of the drafters of the Convention of 1914, the fact is that the word « suzerainty » has the virtue of recognising some (minimum) degree of Chinese overlordship and thus saving China's face, while not defining exactly what the relationship is.* »⁹¹ Les Britanniques avouent donc qu'il s'agit avant tout de « sauver la face » de la Chine en utilisant un terme qui peut lui laisser croire qu'elle possède un droit sur le Tibet. Mais ils poussent la prudence jusqu'à refuser de parler de la dépendance du Tibet et préfèrent évoquer ses « quelques degrés d'allégeance » à l'égard de Pékin. La Grande-Bretagne souhaite d'abord préserver un *statu quo* entre Pékin et Lhassa qui lui a jusque là été favorable. Le Britannique Ashley-Clarke résume parfaitement la situation : « *The fact is that we have use the word only in a vague way to save China's face without defining the relationship we had in mine.* »⁹²

Nous le voyons, la suzeraineté chinoise sur le Tibet est un concept pratiquement vide de sens et le Tibet était pleinement un Etat avant 1951, année au cours de laquelle le Toit du monde consent à mettre un terme à son indépendance en signant un accord avec la République populaire de Chine sur le point de l'envahir totalement. L'ordre donné par Mao Zedong aux troupes de l'Armée populaire de libération de marcher sur le Tibet en 1950 apparaît donc comme illégitime au regard de la convention de Simla.

3. La Chine est-elle légitime au Tibet ?

a. L'invasion de Pékin en 1950 : un acte illégitime.

La Chine refuse de ratifier la convention de Simla à cause de la question des frontières entre le Tibet intérieur et le Tibet extérieur mais accepte verbalement son contenu. Il n'est à ce moment là pas question pour celle-ci de faire du Tibet une province chinoise. Lorsque le 5 août 1943, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères britannique, Anthony Eden, s'adresse au ministre chinois des Affaires étrangères, Soong, pour trouver

91 NA, Kew, FO 371/41585, Ashley-Clarke to Peel, India Office, 17 January 1944, n° 146/38/10.

92 NA, Kew, FO 371/41585, Ashley-Clarke to Peel, India Office, 13th January 1944.

un accord sur le Tibet, il réaffirme avec force la position de Londres : la Grande-Bretagne reconnaît la suzeraineté de la Chine, définie par la convention de Simla, à condition que celle-ci respecte l'autonomie, qui est une indépendance de fait, du Tibet.⁹³ La Chine semble avoir accepté ce principe, les discussions entre les deux pays se focalisant sur la question des frontières entre la Chine et le Tibet qui apparaît être le seul point de litige, et non pas sur la question de l'autonomie qui conditionne la reconnaissance de la suzeraineté de Pékin par le gouvernement anglais.⁹⁴

Cependant, dans la mesure où la Chine n'a pas ratifié la convention, il apparaît clairement aux yeux des Britanniques que celle-ci a renoncé à tout droit de suzeraineté sur le Tibet : « (...) *she has no right whatever over Tibet, not even to a nominal suzerainty.*»⁹⁵ C'est ce que rappelle le gouvernement indien en 1946 dans un télégramme adressé aux Tibétains à propos d'un problème frontalier avec les Indes britanniques : si la Chine n'a pas signé le traité de 1914, ni la Grande-Bretagne, ni le Tibet ne sont tenus de le respecter.⁹⁶ Le *South Asian Department* ne dit pas autre chose le 9 novembre 1950 lorsqu'il s'adresse au haut-commissaire britannique en poste à New Delhi : « *It was made plain by this Convention that Tibet was entitled to conduct foreign relations directly and not through China. (...) If, therefore, China repudiates the Convention in its entirety, as her present actions clearly show she has done, she has no right whatsoever over Tibet, not even to a nominal suzerainty.*»⁹⁷

Par ailleurs, quand bien même le Tibet serait considéré comme le vassal de Pékin, cela ne signifie pas dans l'esprit des Britanniques la perte de son indépendance ou que la Chine est en droit de décider du destin du Pays des neiges. C'est ce que rappelle l'ambassade britannique à Washington le 19 avril 1943 : « *The Government of India have*

93NA, Kew, CO 537/5742, Telegram n° 2539 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 9th November, 1950, FT 10310/61, FO 371/92997, NA, Kew et Telegram n° 2539 from South Asian Dept. to U.K High Commissioner in India, 9th November 1950.

94 NA, Kew, FO 371/121149, FT 1081/1, Memorandum explaining British policy on Tibet, London, 5th August, 1943.

95NA, Kew, CO 531/5742, Telegram n° 2539 to High Commissioner in New Delhi from South Asian Dept. Department, 9 November 1950.

96 NA, Kew, FO 371/53613, Telegram n°193 from Government of India, External Affairs Department to Secretary of State for India, F 631.

97 NA, Kew, DO 35/3096, Telegram n° 2539 from South Asian Department to U.K High Commissioner, 9th November 1950.

always held that Tibet is a separate country in full enjoyment of local autonomy, entitled to exchange diplomatic representatives with other powers. The relationship between China and Tibet is not a matter which can be unilaterally decided by China, but one of which Tibet is entitled to negotiate, and on which she, if necessary, count on the diplomatic support of the British Government (...).»⁹⁸

La suzeraineté de Pékin est de toute façon envisagée par les Britanniques de façon purement nominale et telle que définie dans la convention de Simla. La Chine communiste n'est pas autorisée en 1950 à faire pénétrer ses troupes au Tibet car cela constituerait alors un acte d'aggression :

« In the present instance it does not appear that there are any treaty provisions governing the relations between China and Tibet or that China has exacted any tribute from her. Nor does it appear that China has in recent years exercised international rights in respect of Tibet. Indeed, H.M.G.'s recognition of Chinese's suzerainty over Tibet was made on the understanding that Tibet was to be regarded as an autonomous state (...) On the basis of these facts it could, I think, be argued that Chinese suzerainty should be regarded as of a nominal character and that China was not entitled to station troops in Tibet without her consent or, a fortiori, to invade her territory.»⁹⁹

La conclusion du juriste britannique Oppenheim en 1950 va dans le même sens. La suzeraineté de Pékin n'étant que nominale, la Chine n'est pas autorisée à occuper le Tibet:

« If, therefore, as would appear to be the case, Chinese suzerainty is largely nominal, we could probably maintain that China had no right to violate Tibetan territorial integrity.»¹⁰⁰ Et d'ajouter : « If there should be a Chinese invasion or occupation of Tibet, in my opinion, we should, if we are to make a

98 NA, Kew, FO 371/35756, F2964//40/10NA Aide-Memoire, The British Embassy, Washington D.C., April 19th, 1943.

99NA, Kew, FO 371/84456, FT 10310/15, Minute of R. S.B. Best, 16th August, 1950.

100 Ibid.

*good case for our right to protest, be able to show that the facts of Tibet 's recent history and present status prove reasonably conclusively that Tibet is clearly an autonomous state and that whatever rights of suzerainty China is justified in claiming, the right to interfere with Tibetan territorial integrity is not one of them.»*¹⁰¹

S'appuyant sur les rapports de ses conseillers juridiques concernant le statut légal du Tibet, le gouvernement britannique conclut à son tour en 1950 que la Chine n'est pas autorisée à stationner des troupes au Tibet et *a fortiori* à envahir son territoire.¹⁰² Et quand bien même la Chine serait liée au Tibet par la convention de Simla- après tout la Grande- Bretagne a reconnu la suzeraineté chinoise- la Chine perd sa qualité de suzeraine si elle ne respecte pas les dispositions de la convention. En 1951, le *South East Asian Department* rappelle ainsi à l'ambassade britannique de Rangoon que Pékin ne peut plus revendiquer sa suzeraineté sur le Tibet : (...) *legal opinion in favour of the right of Tibet to internal and external autonomy (...) does not depend on the Simla Convention as binding between the United Kingdom, Tibet and China, but on the events leading up to the convention and on the fact that if it is repudiated by China (as it was) or if it is violated by China (as it is being), then China has no legal claim to any special status in Tibet.»*¹⁰³ Les Tibétains affirment également de leur côté que la Chine en refusant de ratifier la convention les a libéré de tout lien de vassalité. Par conséquent le Tibet est un pays totalement indépendant.¹⁰⁴

b. ...mais un statut légal du Tibet flou ?

Le gouvernement britannique est officiellement favorable à ce qu'il considère comme un droit légitime pour le peuple tibétain : son indépendance. Officiellement seulement. La Grande-Bretagne est en effet soucieuse de préserver ses relations avec la

101 NA, Kew, FO 371/84456, FT 10310/15, Minute of R. S.B. Best, 16th August, 1950.

102 NA, Kew, FO 371/84457, FT 10310/50, Tibet. Secret.

103 NA, Kew, DO 35/2931, FT 10379/1, Foreign Office, S.W.1, 20 th February, 1951.

104NA, Kew, FO 371/35756, F2964//40/10, Aide-Memoire, The British Ebassy, Washington D.C., April 19th, 1943.

Chine pour des raisons politiques et économiques. De plus, elle craint qu'une reconnaissance publique de l'indépendance du Tibet donne l'idée à certaines de ses protectorats de rapprocher leur situation à celle du Tibet et ainsi demander leur indépendance à leur tour. Les Britanniques préfèrent donc parler d'autonomie pour le Tibet en précisant que celui-ci est maître de ses affaires extérieures, contrairement aux protectorats de la Grande-Bretagne.¹⁰⁵

La première déclaration publique des Britanniques sur leur position vis-à-vis du statut du Tibet est lue par Ernest Davies, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, le 6 novembre 1950 devant la Chambre des Communes :

*« On the transfer of power to India in 1947, all existing treaty rights and obligations of His Majesty's Government in the United Kingdom with regard to Tibet were assumed by the Government of India. When we informed the Tibetan Government of this change, we expressed our intention of continuing to take a friendly interest in the maintenance of Tibetan autonomy. That is still our attitude. We have over a long period recognized Chinese suzerainty over Tibet, but only on the understanding that Tibet is regarded as autonomous. For many years this Chinese suzerainty has been no more than nominal, and indeed, since 1911, Tibet has enjoyed de facto independence. »*¹⁰⁶

Le secrétaire d'Etat est prudent dans ses propos et s'en tient à la position officielle qui consiste à reconnaître la suzeraineté de la Chine sur le Tibet, mais une suzeraineté purement théorique conditionnée au respect de l'autonomie du Tibet.

Ainsi, le statut politique du Tibet, qu'il aurait pourtant été si important de définir avec précision, est volontairement négligé par la Grande-Bretagne qui se pose alors comme un arbitre entre le Pays des neiges et la Chine, dans un flou juridique qui laissera le champ

¹⁰⁵ NA, Kew, FO 371/92997, FT 10310/61, Telegram n° 2539 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 9th November, 1950, et Telegram n° 2539 from South Asian Dept. to U.K High Commissioner in India, 9th November 1950, CO 537/5742, NA, Kew.

¹⁰⁶ NA, Kew, FC021/967, Oral Answers, 6 november 1950.

libre aux ambitions de la Chine communiste en 1949. La décision de la Grande-Bretagne de ne pas reconnaître officiellement l'indépendance du Tibet est une décision lourde de conséquences pour le Toit du monde qui se retrouve dans la situation inconfortable de ne pas avoir d'existence juridique légale et dont le statut, comme le résume parfaitement *The Economist* en novembre 1950, nage dans un « nuage d'ambiguïté » volontairement entretenu par les Britanniques :

*« The legal position, however, is still somewhat obscure. No nation has hitherto recognized Tibet as a sovereign state, and china claims that its military operations there are a purely domestic affair. On the other hand, Tibet has in fact enjoyed complete independence from China for 38 years (...). Normally in international law so long a period of effective independent existence as a national state carries with it de jure recognition. In this case, however, the question of Tibet's international status was left wrapped in a cloud of ambiguity owing to the policy of the British Government (...). »*¹⁰⁷

Le journal ajoute à juste titre que le concept de suzeraineté n'a plus de sens en 1950 et n'aide pas à clarifier la situation du Tibet. Ou un Etat est indépendant, ou bien il ne l'est pas :

*« Britain invented the formula of Tibetan autonomy combined with Chinese "suzerainty" –not sovereignty-over the country. (...) The formula worked well enough as long as China was too weak or apathetic to enforce its claim on Tibet by military means. But now that China has both the strength and the will to do so, the formula is useless as a diplomatic instrument. "Suzerainty" is a concept outmoded in modern international law, which nowadays requires that a state either has or has not sovereign rights over a given territory. »*¹⁰⁸

L'article conclut cependant en faveur du Tibet en comparant son cas à celui de l'Indonésie : si deux ans d'indépendance effectives suffisent pour que l'Indonésie de

¹⁰⁷ "Tibet-The Legal Aspect", *The Economist*, 18th November, 1950.

¹⁰⁸ *Ibid.*

Sakarno obtienne la reconnaissance de son indépendance, trente-huit ans d'indépendance pour le Tibet semblent être largement suffisants.¹⁰⁹

Lorsqu'en 1950 la République populaire de Chine entreprend de le « libérer », le Tibet est un pays isolé et toujours considéré comme une vague dépendance de Pékin aux yeux du monde. Pour des raisons politiques, la Grande-Bretagne a donné à la Chine un droit de suzeraineté sur le Toit du monde faisant alors disparaître aux yeux des nations le caractère étatique qui le définissait pourtant pleinement. En cherchant à trouver une solution donnant satisfaction à chaque partie, la Grande-Bretagne a en réalité donné des arguments aux uns et aux autres sans clarifier la situation et tout en sachant parfaitement que le Tibet n'était pas chinois mais un Etat à part entière. Le statut juridique mal défini du Pays des neiges allait laisser le champ libre à la République populaire de Chine en 1949 et permettre aux puissances de manœuvrer dans leur propre intérêt.

D. Le Dragon chinois à l'assaut du Tibet

1. La Chine devient communiste.

Le 15 août 1947, l'Inde devient officiellement indépendante. Le départ des Britanniques du sous-continent indien signifie pour le Tibet la perte d'un protecteur face aux ambitions de sa voisine chinoise. Avec la remise en cause d'un équilibre régional qui lui avait été jusqu'à alors favorable, le Tibet allait-il réussir à maintenir son indépendance, établie *de facto* depuis au moins 1911 ? Si parmi les dirigeants tibétains certains sont convaincus que Nehru poursuivra « l'ancienne politique anglo-indienne en protégeant le Tibet contre le nationalisme chinois et le communisme agressif »¹¹⁰, d'autres, au contraire, doutent sérieusement de la capacité de l'Inde fraîchement indépendante à assumer la protection de leur pays. Mais un autre événement, et non des moindres, allait bientôt augmenter les inquiétudes de Lhassa : le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame triomphalement sur la place Tiananmen la fondation de la République populaire de Chine.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ RIENCOURT, Amaury (de), *Le Toit du monde*, Paris, Edition France Empire, 1955, p. 215.



Mao Zedong proclame le 1^{er} octobre la fondation de la République populaire de Chine.
Source : http://www.chinadaily.com.cn/china/2012cpc/2010-09/07/content_15811630_5.htm

Avant même leur arrivée au pouvoir, les communistes chinois avaient clairement exprimé leur intention de « libérer » le Tibet, qu'ils considèrent comme une partie inaliénable du territoire de la Chine. Les Tibétains, désormais rangés dans la catégorie des « minorités ethniques nationales », ne peuvent à leurs yeux rester plus longtemps en dehors de la « mère patrie. » Ainsi, le 24 septembre 1949, dans un discours adressé à la conférence politique consultative populaire réunie du 21 septembre au 30 septembre 1949 à l'initiative du Parti communiste chinois, le commandant en chef de l'Armée populaire de Libération, Zhu De, déclare : « [...] *the Common Programme demanded the waging of the revolutionary war to the very end and the liberation of all the territory of China, including Formosa, the Pescadores, Hainan Island and Tibet.* »¹¹¹ Et lorsque le 1^{er} janvier 1950 Radio-Pékin annonce que « les tâches que s'est assignées l'Armée de libération du peuple pour 1950, [...] sont la libération de Tai Wan (Formose), Hai Nan et du Tibet »¹¹², les doutes sur les intentions de la jeune République populaire de Chine, s'il en subsistait encore, ne sont alors plus permis.

Certes, les revendications de la Chine sur le Tibet ne sont pas récentes. Peu après son arrivée au pouvoir, le Guomindang cherche à restaurer l'influence de l'empire au Tibet. Par exemple, le président de la République Yuan Shikai, n'hésite pas à déclarer que le Tibet doit « être considéré sur un pied d'égalité avec les provinces de la Chine propre. »¹¹³ Le gouvernement nationaliste en 1944 déclare également dans le *National Herald* : « *Since the establishment of the Republic the various people of the Chinese nation have been considered as one in origin and placed on an equal footing, and the policy of the Central Government has been to unify the different peoples into a (...) Chinese State.* »¹¹⁴

Le but ultime des nationalistes est clairement la réunification de la Chine, pacifiquement si possible mais en dernier recours par la force. Le *Foreign Office* considère que la position du Tibet est semblable à celle de la Mongolie extérieure. Mais à

111 Summary of World Broadcasts (SWB), Part. V., 1949, n° 24, p. 22.

112 FORD, Robert, *Tibet rouge, l'invasion*, Paris, Hachette, 1958, p. 7.

113 « [...] Tibet was to be 'regarded as on an equal footing with the provinces of China proper.' » in BELL, Charles, *Tibet. Past and present*, Oxford, Clarendon Press, 1924, p. 148.

114 (Han, Mandchous, Mongols, Huis et Tibétains.) NA, Kew, FO 371/41585, F752/38/10, *National Herald*, Chungking, January 11th January, 1944, *Tibetan Loyalty*.

la différence du Tibet, celle-ci a une armée entraînée et un pouvoir fort pour la protéger. Les Britanniques craignent que Chiang Kai-shek après la guerre contre le Japon ne passe à l'offensive et ne mette le monde devant le fait accompli, avant même que la question du Tibet puisse être soulevée à une conférence de la paix après la guerre. En janvier 1944, la Grande-Bretagne s'interroge aussi sur la menace que la Chine fait peser sur le Tibet et sur sa propre capacité à prévenir une attaque par des moyens diplomatiques lorsque les nationalistes envoient un *ultimatum* en quatre points :

« 1. *The Tibetan Foreign Office to be closed and China to have the sole right of conducting Tibetan Foreign affairs.* 2. *Tibet to cooperate with China in the construction of a good motorable road between the two countries.*

3. *Tibet to provide China with good landing grounds.* 4. *Chinese to be allowed complete freedom of movement anywhere in Tibet.* »¹¹⁵

Mais les républicains n'ont pas véritablement les moyens de réunir les « cinq races »¹¹⁶ et de mettre ainsi en pratique leurs revendications territoriales sur le Tibet. L'arrivée au pouvoir en Chine des communistes remet en cause la relative sécurité des Tibétains. Ces derniers doivent désormais affronter une Chine nationaliste fortement centralisée, guidée par le marxisme-léninisme et sa théorie des nationalités, et bien déterminée à réunir le Tibet à la « mère patrie. » Car il ne s'agit plus en 1950 pour la Chine d'exercer son contrôle sur le Tibet par une présence symbolique comme dans le passé avec les *amban*.

Dés la fin de l'année 1949, la Chine nouvellement communiste fait comprendre de façon claire que le Tibet ne saurait rester en dehors du giron chinois. Le 24 novembre 1949, Radio Pékin annonce triomphalement :

« *The spiritual Head of Tibet, the Panchen Lama' had appealed to Mao Tse-tung, Chairman of the Chinese People's Government, to "liberate" Tibet. Mao, in reply,*

115 NA, Kew, FO 371/41587, E.T.D Lambert, Central Intelligence Officer, Assam, Tibetan Intelligence Report N°1 dated 23.11.43.

116« Presidential Mandate of 28 October 1912 », Government Gazette in TEICHMAN, Eric (Sir), *Travels of a consular officer in Eastern Tibet*, Cambridge, England, University Press, 1922, p. 17.

*invited the Tibetans to become members of the big family of unified, prosperous China' and added that the People's Liberation Army can surely satisfy the yearnings of the Tibetans to become members of the big family of unified, prosperous China' and added that 'the People's Liberation Army can surely satisfy the yearnings of the Tibetan people.»*¹¹⁷

Si les revendications de la République populaire de Chine ne constituent pas une véritable surprise pour les Tibétains, la nature communiste du nouveau régime ajoute une difficulté supplémentaire qu'ils ne soupçonnent pas. Mais en 1949, le Tibet n'en est pas encore à ces préoccupations et cherche seulement dans un premier temps à clarifier ses relations avec la Chine.

2. Le Tibet se prépare à l'invasion.

Les Tibétains se rendent rapidement compte que les communistes chinois vont gagner la guerre civile. Un contact doit être établi avec eux. Le 1^{er} novembre 1949, le gouvernement tibétain envoie ainsi une lettre à Mao Zedong dans laquelle ils rappellent que le Tibet est un pays indépendant. Il demande que soit respectée l'intégrité territoriale de leur pays mais aussi que lui soient restitués les territoires annexés par les nationalistes par le passé. Malgré les réticences de Dayal, le représentant indien à Lhassa, et de Richardson, le représentant britannique également à Lhassa, qui jugent la démarche des Tibétains maladroite, ces derniers font parvenir le message suivant à Pékin :

« Tibet is a peculiar country where the Buddhist religion is widely flourishing and which is predestined to be ruled by the Living Buddha of Mercy (...). As such, Tibet has, from the earliest times up to now, been an independant country whose political administration had never been taken over by any foreign Country (...) we would have the assurance that no Chinese troops would cross the Tibetan frontier

¹¹⁷ NA, Kew, FO 371/76317, 18343, Telegram from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, 2nd December 1949.

*from the Sino-Tibetan border, or any such Military action. (...) As regard those Tibetan territories annexed as part of Chinese territories some year back, the government of Tibet would desire to open negociation after the settlement of the Chinese Civil War.»*¹¹⁸

Le gouvernement tibétain ne reçut jamais de réponse à son message jugé « inutile et provoquant »¹¹⁹ par Bajpai, Premier secrétaire général du ministère des Affaires extérieures indien. Tout en cherchant à nouer des relations diplomatiques avec Pékin, les Tibétains décident de se préparer tant bien que mal à affronter les communistes chinois. Si d'une façon générale, peu de Tibétains semblent dans un premier temps vraiment conscients du danger grandissant que représente la République populaire de Chine, et ceci est particulièrement vrai parmi les bonzes, la situation va rapidement en s'aggravant. Nul au Tibet ne peut ignorer les communiqués radiophoniques que Pékin multiplie promettant la « libération » prochaine du Tibet. En effet, à partir du 22 mai 1950, Radio Peking commence à diffuser les lundi, mercredi et vendredi en tibétain le message suivant :

« We have heard that the Tibetan Government are mustering forces to fight us : Chiang-Kai-Shek did that and failed. What chances have the poor Tibetan troops against us ?

We have two objectives before us viz. the liberation of Tibet and of Formosa and we are determined to achieve both at any cost.

*We have heard that you have deputed your representatives to negotiate with us, but they have not arrived yet. Do not listen to what the Capitalists have to tell you. There is still time before you- it is not too late to mend matters by sending your representatives quickly.»*¹²⁰

Le gouvernement tibétain apparaît divisé sur l'action à mener face à la menace de la Chine communiste qui se précise. Faut-il résister ou au contraire coopérer ? Les Britanniques évoquent les dissensions internes du gouvernement tibétain et la nécessité pour les Américains de ne pas différer une intervention au Tibet :

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ NA, Kew, FO 371/84456, FT 10310/5, Latest Information from Tibet, Katmandu Letter N°1061/64/50, 13.7.50.

*« It appears there is a rapidly widening split in Tibet on the question of whether to fight the Communists or surrender to them. Those who are for fighting feel that this recent propaganda (sur la liberté religieuse) will go down well and reduce the ranks of those willing to fight. If America is interested in all anti-Communist possibilities, she will have to move quickly in Tibet before the opportunity goes for ever. Tibet is still in the balance which might be tilted yet in the democracies' favour, especially if they contemplate any action in West China.»*¹²¹

En juillet 1950, les communiqués radiophoniques de Pékin se multiplient et l'ambiance est lourde à Lhassa, comme en témoigne l'agent népalais présent dans cette ville :

*« Lhasa is bussing with rumours. Even the Gorship officers are guessing how long the dual courts will last. There is a defeatist mentality among the Tibetans, a majority of whom are in favour of ending the debacle by negotiation. On the other hand the Government of Tibet are determined to resort to arms and are enlisting new recruits and training them vigorously. They are also sending trained personnel to guard important points near the frontier of Eastern Tibet.»*¹²²

Malgré les dissensions existant au sein du gouvernement tibétain, le Pays des neiges prend la décision de résister coûte que coûte. A l'initiative des grands monastères, le *Kashag*, vote par exemple en septembre 1949 une résolution affirmant que toute invasion du Tibet doit être contrée par la force. Pour y parvenir, un nouveau bureau de mobilisation doit être ouvert afin d'organiser le recrutement des troupes tibétaines.¹²³

¹²¹ NA, Kew, FO 371/ 84450, FT 1015/14, E. H. Peck, 24th August 1950, Extracts from letter from Mr. G. N. Paterson.

¹²² NA, Kew, FO 371/84456, FT 10310/5 Latest Information from Tibet, Katmandu Letter N°1061/64/50, 13.7.50, Rapport de l'agent népalais présent à Lhassa.

¹²³ NA, Kew, FO 371/84456, FT 10310/1, TIB/1/49, Foreign Office, Research Department, 2nd December 1949, Tibet.



Bundesarchiv, Bild 135-S-13-11-31
Foto: Schäfer, Ernst | 1936/1938

Les quatre ministres du *Kashag* en 1938. Source : <http://www.bundesarchiv.de/index.html.de>

Les observateurs étrangers s'accordent pour souligner que l'armée tibétaine, en sous-effectif, peu entraînée, et sans munitions à sa disposition, ne peut faire le poids face à l'Armée populaire de libération. Le gouvernement tibétain avance le chiffre de 100 000 hommes prêts à combattre. Mais selon l'opérateur radio Reginald Fox¹²⁴ l'armée tibétaine compte officiellement en 1950 13 000 hommes et de 3 à 4000 nouvelles recrues.

Écoutons l'opérateur radio britannique, Robert Ford¹²⁵, en poste à Chamdo pour le compte du gouvernement tibétain, évoquer cette « armée d'opérette » :

« Il était absurde de rester à Tchangdo et de jouer mon va-tout sur cette armée d'opérette et un tas de drapeaux de prières. La ville avait une garnison de cinq cents hommes, plus deux cent cinquante autres qui constituaient la garde personnelle de Lhalu. Les effectifs qui défendaient le Yang Tse supérieur n'étaient guère plus nombreux. Comme armes lourdes, ils possédaient quatre fusils mitrailleurs et trois pièces d'artillerie de montagne, qui tiraient une fois l'an pour divertir le peuple. »¹²⁶

Il apparaît également que les officiers tibétains manquent cruellement de connaissance en matière de tactiques militaires. Quant aux soldats, leur entraînement ne se fait jamais avec de véritables munitions. Toujours selon Fox, la crainte de voir l'armée se retourner contre les monastères ne serait pas étrangère à cette situation.¹²⁷ De plus, les officiers supérieurs sont issus de famille nobles et sont généralement incompetents, sans entraînement, sans expérience et peu intéressés par leur tâche, note l'opérateur radio : « *They are all members of the higher noble families and have obtained their posts either as a result of bribery or feudal right; pleasant people but without training or aptitude for the position they have occupied. The Tibetans realize that their present high officers are*

124 Reginald Fox est un opérateur radio qui travaille au Tibet pour le compte de la Grande-Bretagne entre 1935 et 1950. Il est l'un des rares Occidentaux présents au Tibet au moment de l'invasion de la République populaire de Chine.

125 Robert W. Ford est d'abord opérateur radio pour le compte de la mission britannique à Lhassa en 1945 avant d'être nommé fonctionnaire du gouvernement du Tibet juste avant l'invasion de la Chine en 1950. Il est un témoin privilégié de la réalité de l'indépendance du Tibet mais aussi de l'invasion des communistes chinois.

125 Ford Robert, *Captured in Tibet*, London, Pan Books, LTD, 1958, p. 102.

126 *Ibid.*

127 NA, Kew, FO 371/84450, FT 1015/19, Information about Tibet given by Mr. R.N Fox, Calcutta, 14th October, 1950.

not suitable and would welcome American advisors. »¹²⁸ De plus en plus conscients de cette situation dangereuse pour leur pays, les Tibétains essayent malgré tout d'améliorer leur armée et notamment en augmentant la paye des soldats, mais celle-ci reste très faible. Sans aide extérieure, l'armée tibétaine reste peu efficace et bien fragile face à la menace chinoise.

S'interrogeant sur la réelle force militaire des Tibétains, le chargé d'affaires français en Chine Jean Daridan évoque l'article d'un certain Haï Ping intitulé « La situation militaire actuelle au Thibet » publié dans la revue *Guide pour la reconstruction de l'Armée*. Il donne notamment en exemple un exercice de tir des soldats tibétains auquel il a assisté : « Chaque soldat a tiré trois balles sur une cible placée à 50 mètres, mais personne n'a pu la toucher. L'exercice n'a pas été renouvelé comme top onéreux, chaque balle coûtant à Lhassa 2 roupies et demie. »¹²⁹

128NA, Kew, FO 371/84450, FT 1015/21, New Delhi, September 11, 1950, Enclosure N°1 to Despatch N° 661 dated September 21, 1950, American Embassy New Delhi, India, Impressions of military status of Tibet.

¹²⁹Ministère des Affaires étrangères, Paris, Chine Août 1944-novembre 1950, Asie-Océanie, 1944-1955, 363, Tchongking, le 25 août 1945, M. Jean Daridan, Charge d'Affaires de France en Chine a monsieur Le Ministre des Affaires étrangères (Direction d'Asie-Océanie).



Bundesarchiv, Bild 135-S-11-07-36
Foto: Schäfer, Ernst | 1938/1939

L'armée tibétaine en 1938. Source : *Sven-Hedin-Institut für Innerasienforschung (Bild 135)*

Pourtant, la détermination du Tibet à résister ne peut faire aucun doute, contrairement à ce que beaucoup d'observateurs étrangers ont affirmé. Les Tibétains veulent clairement sauver leur liberté et leurs institutions religieuses et politiques centrées autour de la personne du dalaï-lama. En 1949, les membres de la mission chinoise, suspectés d'être communistes, sont expulsés. Les Tibétains souhaitent clairement se débarrasser de la présence chinoise et affirmer avec force leur souveraineté.¹³⁰ *China New Agency* réagit violemment à l'expulsion de sa mission. Elle accuse les Américains et les Britanniques d'en être à l'origine afin de pouvoir annexer le « territoire chinois du Tibet » et l'empêcher d'être libéré. Le journal rappelle avec fermeté qu'il n'est pas question qu'« une once du territoire chinois ne pass(e) sous contrôle étranger. »¹³¹

130 NA, Kew, FO 371/76316, F11760, Telegram n° 1075 from acting U.K High Commissioner in India to CRO, New Delhi, 30th July 1949.

131 NA, Kew, FO 371/76316, F13600, Telegram n° 1453 from Nanking to Foreign Office, 9th September 1949.

3. Faut-il aider le Tibet ?

Les Tibétains sont longtemps restés volontairement coupés du monde extérieur. Peu au fait des relations internationales et divisées politiquement, les autorités tibétaines n'ont pas pris conscience suffisamment tôt que leur pays ne pouvait exister en tant qu'Etat indépendant que si la communauté internationale le reconnaissait comme tel. L'inexpérience des autorités tibétaines en matière de relations internationales a été soulignée par la plupart des observateurs étrangers. Robert Ford, opérateur radio employé par le gouvernement tibétain, rapporte dans son récit une conversation très significative avec le dignitaire tibétain Tharchi Tsendron, peu avant que le Tibet ne soit envahi par les communistes chinois :

- « "Comment pouvez-vous espérer de l'aide quand vous ne dites pas vous-même que vous voulez être aidés ? Dis-je à Tharchi Tsendron quand il me demanda si les Nations Unies viendraient au secours du Tibet. Vous n'avez même pas déclaré au monde que vous vous défendriez en cas d'attaque. Il n'est certainement pas surprenant que le monde pense que vous allez céder ?
- Nous ne céderons pas, dit-il. Mais nous voulons éviter la guerre, si cela est possible. Nous ne voulons pas provoquer les Chinois.
 - Si les communistes veulent attaquer, ils inventeront des provocations.
 - Alors, nous demanderons de l'aide.
 - Ce sera trop tard. Vous n'avez même pas dit au monde que vous vous considériez comme indépendants.
 - Nous l'avons bien montré quand nous avons expulsé les représentants chinois l'été dernier ?
 - Vous avez montré que vous entendiez rester neutres dans la guerre civile chinoise, c'est tout. Du moins, c'est comme cela que les autres pays l'ont interprété.
 - Mais est-ce que nous ne le montrons pas maintenant en refusant d'aller à Pékin ?
- J'essayai de trouver un équivalent en Tibétain de la locution «" ménager la chèvre et le chou "», mais je me ravisais.
- [...]
- « Que pensez-vous donc que nous devrions faire ? demanda-t-il.

- Il n’y a que deux choses que vous puissiez faire. Soit proclamer que vous êtes un Etat indépendant et décidés à le rester, soit aller à Pékin, et obtenir les meilleures conditions possibles. Tout vaut mieux que ne rien faire et attendre d’être dévoré.
- Mais sûrement, tout le monde sait que le Tibet est un Etat indépendant.»¹³²

« Tout le monde sait que le Tibet est un Etat indépendant » : cette phrase résume parfaitement le sentiment des Tibétains qui, à l’exception d’une petite minorité parfaitement au courant des réalités du monde extérieur, ne voyaient pas l’intérêt de nouer des relations diplomatiques avec les autres nations.

Ce n’est que lorsque les troupes communistes chinoises ont déjà envahi les provinces du Qinghai et du Xinjiang à la frontière du Tibet en novembre 1949 et que la menace semble se préciser de jour en jour, que Lhasa décide de développer sa diplomatie. Le gouvernement tibétain cherche alors par tous les moyens à obtenir le soutien des nations étrangères et à faire reconnaître son indépendance. C’est tout naturellement qu’ils se tournent d’abord vers leur ancienne alliée, la Grande-Bretagne, puis vers les Etats-Unis, champions de la liberté des peuples à disposer d’eux-mêmes et leader du bloc de l’Ouest anti-communiste. E. Reid, chef de la *General Electric Company*, à Lhasa témoigne de la volonté des Tibétains d’organiser la résistance diplomatique de leur pays face à la menace de Pékin :

« During the past three months or so, the Tibetan Government had suddenly awoken to the reality of the dangers which threatened it and is now regretting its past policy of keeping aloof from outside contacts. Tibetans now wish that they had raised more emphatically the question of their international status when the British left India in August, 1947.

*There was no question that the Tibetans would not fight in the event of China’s invasion. There are anxious for materiel help e.g., arms, from outside but are equally anxious to secure the moral and international support of the U.K and the U.S.A.»*¹³³

¹³² FORD, Robert, *Tibet rouge, l’invasion*, Paris, Hachette, 1958, p. 107-108.

¹³³ NA, Kew, FO 371/76317, Anderson, Conversation avec J.E Reid, 12 th January 1950.

. Les Tibétains décident donc de se tourner vers la Grande-Bretagne en envoyant un message à Bevin afin d'obtenir une aide matérielle.¹³⁴ Mais le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Ernest Bevin répond de façon évasive, tout en assurant les Tibétains de l'intérêt de la Grande-Bretagne pour leur pays.¹³⁵ Les Britanniques demandent surtout au représentant indien à Lhassa d'expliquer aux Tibétains que Londres ne veut pas agir indépendamment de l'Inde,¹³⁶ annonçant ainsi ce qui allait être l'une des bases de la politique des Britanniques à l'égard du Tibet : laisser l'Inde prendre l'initiative et se calquer sur sa position. Quant aux Etats-Unis, nous verrons plus loin qu'ils s'interrogent sur l'opportunité de soutenir le Tibet mais craignent de contrarier les nationalistes chinois qui considèrent le Tibet comme un territoire de la Chine.¹³⁷

Le bureau des Affaires étrangères tibétain décide le 22 décembre 1949 de faire parvenir à Ernest Bevin un message annonçant l'envoi d'une délégation à destination des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Inde. L'objectif est de sensibiliser ces trois pays à la menace que les communistes chinois font peser sur le Tibet et d'essayer d'en obtenir une aide concrète. Pékin proteste immédiatement en déclarant que le Tibet est une partie du territoire chinois et que cette mission est illégale et sans légitimité. Soucieux de ne pas irriter la Chine et d'éviter les accusations d'ingérence et d'impérialisme, les Britanniques décident de dissuader les Tibétains. Les Indiens, qui dévoilent déjà leur réticence à intervenir au Tibet, partagent cette position. Ils mettent en avant le fait que cela pourrait donner aux Tibétains une légitimité politique qu'ils n'ont pas et provoquer les Chinois inutilement.¹³⁸

L'espoir des Tibétains d'obtenir un soutien internationale s'amenuise. Pourtant, Lhassa compte beaucoup sur l'aide du gouvernement anglais pour faire connaître son

¹³⁴ NA, Kew, FO 371/76317, F 17443/1051/94, Telegram from Foreign Office to U.K High Commissioner in India and in Pakistan, 28 th November 1949.

¹³⁵ NA, Kew, FO 371/76317, F 17443/1051/94, Telegram from South East Asian Dept. to U.K High Commissioner in India, 28 th November 1949.

¹³⁶ NA, Kew, FO 371/76317, Telegram N° 3550 from South Asian Dept. to U.K High Commissioner in India, 8 th December 1949.

¹³⁷ NA, Kew, FO 371/ 76317, Telegram N° 5605 from Washington to Foreign Office, 1st December 1949, 18067.

¹³⁸ NA, Kew, FT1016/4, FO 371/ 84451, Telegram n° 108 from .K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, New Delhi, 9th January 1950.

statut au monde mais aussi lui apporter son soutien dans le cas où Pékin déciderait de passer à l'action.

a. Les Britanniques refusent d'intervenir.

La politique traditionnelle des Britanniques consistait à chercher à préserver l'autonomie du Tibet par tous les moyens, sans toutefois reconnaître publiquement son indépendance. Les Tibétains veulent que la Grande-Bretagne continue à jouer ce rôle malgré son départ de la région. Quant au *Foreign Office*, il compte à partir de 1943 sur le maintien du *statu quo* entre le Tibet et la Chine pour éviter d'avoir à prendre position sur le statut politique du Tibet. Londres souhaite ainsi s'en tenir à la reconnaissance de la suzeraineté nominale de la Chine sur le Tibet mais, nous l'avons vu, à condition que le Tibet soit autonome. Reste à savoir ce que serait l'attitude des Britanniques si la Chine décidait de ne plus respecter cette autonomie.

La Grande-Bretagne envisage dans les années 1940 de renoncer à reconnaître la suzeraineté chinoise sur le Tibet dans le cas où la Chine ne respecterait pas l'autonomie tibétaine. Il est alors envisagé de faire connaître au monde le véritable statut du Tibet. Mais l'*India Office* est reticent : « (...) *this question should be carefully examined by the General Staff, India, both in the light of the existing strategic situation and with regard to the limited military support by land and air which it might be possible to offer to Tibet in the event of her territory being threatened by unprovoked aggression by a Foreign Power.*»¹³⁹

Les Britanniques se sont souvent interrogés sur l'opportunité de reconnaître ou non l'indépendance du Tibet. En 1943, ils se demandent s'il ne serait pas opportun de reconnaître aux Tibétains leur indépendance de façon officielle voyant la Chine exercer une pression de plus en plus forte sur les frontières du Tibet : « (...) *if the Chinese Government contemplate the withdrawal of Tibetan autonomy H.M.G and the Government of India must ask themselves whether in the changed circumstances of today it would be right for them to continue to recognize even a theoretical status of*

¹³⁹ NA, Kew, FO 371/53613, Ext. 5925/45, F 585, India Office, Whitehall, 8th January 1946.

subservience for a people who desire to be free and have in fact maintained their freedom for more than 30 years.»¹⁴⁰ Mais, n'étant pas prêt à envisager une aide militaire d'envergure, l'idée resta lettre morte.

En 1946, le gouvernement britannique en Inde souhaite défendre un Tibet autonome, qui conduit ses affaires extérieures, tout en reconnaissant la suzeraineté chinoise par des cérémonies plus ou moins formelles afin de ne pas froisser Pékin. Le 2 février 1946, le *Far East Department* rappelle l'importance de défendre l'autonomie du Tibet : « (...) *we should support Tibetan autonomy by the strongest and most outspoken diplomatic pressure which, among other advantages, would satisfy Tibet that our action in the McMahon areas is in no way designed to break up the State of Tibet.*»¹⁴¹ La réponse du *Foreign Office* quant à la possibilité de soutenir diplomatiquement le Tibet pour conserver son autonomie ne se fait pas attendre. Lors d'un entretien avec le secrétaire d'Etat le 20 février sur la question du Tibet, il est décidé de « laisser les Tibétains s'occuper de la question de l'autonomie eux-mêmes avec les Chinois, s'ils le souhaitent »¹⁴² en raison des complications que cela pourrait faire apparaître avec les autres pays, et notamment la Russie.

En 1944, Basil Gould, alors officier politique au Tibet, au Népal et au Bouthan, avait pourtant promis au gouvernement tibétain que la Grande-Bretagne l'aiderait par tous les moyens diplomatiques possibles à conserver son autonomie.¹⁴³ Mais il apparaît très vite que les Britanniques ne souhaitent pas soutenir le Tibet si la situation avec la Chine devait se dégrader. Dans tous les cas, l'aide que pourrait éventuellement apporter Londres au Tibet ne pourrait être que diplomatique. Une aide militaire est en effet exclue car, ne l'oublions pas, la Chine nationaliste d'alors est une alliée que Londres ne peut négliger.¹⁴⁴ La Grande-Bretagne accepte seulement d'envoyer quelques armes et munitions si le Tibet en fait la demande. Mais, encore une fois, l'*India Office* ne souhaite pas apporter une aide militaire d'envergure : « (...) *this question should be carefully examined by the General*

¹⁴⁰ NA, Kew, FO 371/35756, F 2746, Foreign Office, July 1943.

¹⁴¹ NA, Kew, FO 371/53613, F 585, Far Eastern Department, Foreign Office, The Status of Tibet, February 2nd, 1946.

¹⁴² NA, Kew, FO 371/53613, February 20th 1946.

¹⁴³ NA, Kew, FO 371/53613, February 21st 1946.

¹⁴⁴ NA, Kew, Foreign Office, FO 371/84456, FT 10310/1, TIB/1/49, Research Department, 2nd December 1949, Tibet.

*Staff, India, both in the light of the existing strategic situation and with due regard to the limited military support by land and air which it might be possible to offer to Tibet in the event of her territory being threatened by unprovoked aggression by a Foreign Power.»*¹⁴⁵

Même après leur départ, la perspective d'un Tibet communiste ne peut pourtant laisser les Britanniques indifférents, ne serait-ce qu'en raison du danger que la présence chinoise fait courir à l'Inde et au Népal, non pas du point de vue militaire, pense alors le *Foreign Office*, mais du point de vue idéologique : l'infiltration d'agents communistes n'est pas exclue et pourrait se révéler très dangereuse. En outre, alors que la guerre froide bat son plein, laisser les communistes chinois s'installer au Tibet serait une victoire pour le camp de l'Est. Si la Grande-Bretagne ne s'oppose pas au moins en parole à l'agression chinoise au Tibet, son prestige en sera atteint et celui du camp communiste renforcé. Ainsi, s'il n'est pas question d'apporter un soutien d'envergure au Tibet, il n'est pas non plus question de garder totalement le silence sur ce sujet.

Le 10 novembre 1949, Londres a conscience que la Chine constitue un danger sérieux pour l'autonomie tibétaine. Les Britanniques s'interrogent alors sur l'intérêt d'empêcher les communistes chinois de s'emparer du Tibet et de l'aider à préserver son indépendance ou tout au moins son autonomie. En premier lieu, nous l'avons dit, les Britanniques craignent que l'établissement des communistes chinois sur le Toit du monde ne leur ouvre les portes du Népal et du nord-est de l'Inde avec toutes les conséquences que cela pourrait représenter pour la sécurité de cette-dernière. De plus, en cas de conflit, le Tibet pourrait servir de base d'attaque à Pékin contre ces deux pays. Le Tibet passe en outre pour un territoire riche en uranium et peut être même en or. Raison de plus pour qu'il ne tombe pas entre les mains des Chinois. Préserver l'autonomie du Tibet permettrait aussi de sauvegarder le commerce qui s'y pratique. Mais surtout, les Britanniques pensent qu'il est du devoir du camp occidental d'empêcher l'intrusion des maoïstes dans un pays dont les habitants sont pour des raisons religieuses totalement opposés à l'idéologie communiste.

¹⁴⁵NA, Kew, FO 371/53613, Ext. 5925/45, India Office, Whitehall, 8th January 1946.

Mais ces arguments sont bien vite balayés par le *Foreign Office* qui ne pense pas que le Tibet représente un réel intérêt du point de vue militaire ou économique. Benett ne partage cependant pas ce jugement et explique que pour les communistes, le Tibet ne sera certainement pas sans valeur. Il ajoute que l'on ne connaît pas ses ressources minières et que l'on ne peut affirmer que l'occupation du Tibet ne va pas représenter une menace militaire pour l'Inde, la Birmanie et indirectement l'Asie du Sud-est. De plus, l'extension du communisme sur de nouveaux territoires aurait un effet psychologique certain.

Le représentant britannique à Singapour rejoint Benett. Plus que pour des raisons économiques et militaires, il faut, selon lui, défendre le Tibet pour empêcher la contamination idéologique :

« Tibet is one of those "lost causes" in which it is difficult to stimulate real interest. And yet I feel that it deserves the more active attention of His Majesty's Government. It is one of those things which has been taken up from time to time, turned over and considered and put away again with the reflection that after all there is very little that we can effectively do about it. And the comforting thought has usually been added that Tibet has, so far as is known, no economic value and that its wild and rugged character and the nature of the mountain barrier between it and India make it negligible as a military factor even if it falls into Communist hands.

I have always felt considerable doubt whether this comfortable view is justified. I cannot believe that the Communists would find it valueless. [Il ajoute qu'on ne sait pas s'il n'y a pas de matières premières et on ne peut pas affirmer que cela ne constituera pas une nouvelle menace militaire, au moins aérienne vers l'Inde et la Birmanie.] Finally the mere addition of square mileage to the communist bloc has a psychological effect and we have reached the point where it is important to prevent the assimilation of any further territory by the Communists. »¹⁴⁶

Un débat au sein même du gouvernement britannique a lieu pour savoir quelle action est la plus judicieuse au Tibet. Cependant, toutes ces raisons n'ont pas semblé

146NA, Kew, FO 371/ 76317, FT 1061/15Telegram of the Office of the Commissioner- General for the United Kingdom in South East-Asia, Phoenix Park, Singapore, to R.H Scott, Foreign Office, 7th October 1950, 1263/79/50.

déterminantes, et même l'argument idéologique est battu en brèche, tant l'importance du Tibet est considérée comme mineure. Le *Foreign Office* affirme d'ailleurs regretter de ne pouvoir faire comprendre à l'Inde qu'en définitive Londres n'a plus « aucun intérêt sérieux dans la région. »¹⁴⁷

La Grande-Bretagne semble donc prête à accepter l'invasion du Tibet par la Chine communiste, contrairement aux Etats Unis qui craignent beaucoup plus la menace que fait peser Pékin sur cette région du monde.

b. L'attentisme des Etats-Unis

Les Américains n'ont pratiquement pas eu de contacts avec le Tibet sauf pendant la Seconde Guerre mondiale lorsque les Alliés essayent de trouver une nouvelle route passant par la Chine. L'image d'un Shangri-La idyllique décrit par le roman à succès *Lost Horizon* de James Hilton est à peu près tout ce que le public américain connaît sur le Toit du monde en 1950. Un rapport du *War Department* daté de mai 1943 se contentait de noter à propos de l'importance politique du Tibet : « *Its voice in world politics is insignificant but its position is vital as a barrier to conquest to communication, and trade it has no peer. It saves China from an attack on the west and India from an invasion on the north.* »¹⁴⁸

En 1949, les Etats-Unis ne veulent pas s'opposer à la Chine nationaliste qui est alors leur alliée. En effet, dans la guerre opposant les nationalistes aux communistes, les Etats-Unis soutiennent le Guomindang, à la fois pour des raisons idéologiques, et parce qu'il les a aidés pendant la guerre contre le Japon dans les années 30 et pendant la Seconde guerre mondiale. Ainsi, lorsqu'une mission tibétaine, officiellement commerciale, en réalité politique, arrive en juillet 1948 aux Etats-Unis, il lui est clairement fait comprendre qu'il n'est pas question de remettre en cause la suzeraineté de la Chine, comprise alors

147 NA, Kew, FO 371/ 76314, F 18828, Tibetan autonomy, 10 th November 1949.

148 Nara, RG 319 Records of the Army Staff. Reports and messages, 1918-1951, Office of Strategic Services. Box 120, War Department, Survey on Tibet, May 1943 RG 319 Records of the Army Staff. Reports and messages, 1918-1951, Office of Strategic Services. Box 120.

comme sa souveraineté, et que ses relations avec le gouvernement américain doivent être indirectes. L'ambassade chinoise se voit confirmer de son côté que les Etats-Unis n'ont pas l'intention de s'ingérer dans la souveraineté *de jure* de la Chine sur le Tibet.

Lorsque le gouvernement tibétain souhaite envoyer une mission à Washington en janvier 1949 pour demander l'aide du gouvernement américain face à la menace communiste, Acheson fait clairement comprendre qu'il ne souhaite pas que cette mission vienne aux Etats-Unis. La venue des Tibétains poserait en effet des questions sur le statut juridique du Pays des neiges auxquelles le gouvernement américain n'est pas prêt à répondre. Il craint également que cela ne précipite l'action des communistes chinois au Tibet, un argument récurrent chez les Britanniques et les Indiens. Le secrétaire d'Etat Acheson suggère que d'éventuelles discussions avec les Tibétains aient lieu à l'ambassade américaine de New Delhi. L'ambassadeur à New Delhi Henderson informe pour sa part la mission commerciale tibétaine que son gouvernement reconnaît la suzeraineté de la Chine sur le Tibet et que les relations entre le Tibet et les Etats-Unis doivent rester indirectes. Il souhaite également prendre en compte la position de l'Inde dans cette affaire, qui est la première concernée.¹⁴⁹

Krishna Menon, le futur ministre de la Défense de Nehru, soucieux de la réaction de Pékin, refuse pourtant que les discussions se déroulent à New-Delhi. Le gouvernement indien craint en effet que la Chine considère que l'Inde cherche à séparer le Tibet de la « mère-patrie » et qu'elle accélère ses plans contre le Tibet. Le gouvernement américain, souhaite pourtant rencontrer les Tibétains et demande où les négociations pourraient se passer. Mais Menon n'en a aucune idée. Les Tibétains informent dans le même temps la Grande-Bretagne que leur mission est en route. Tout comme Londres, Washington signifie aux Tibétains que leur mission n'apportera rien de concret. Ni la Grande-Bretagne ni les Etats-unis ne sont en mesure d'apporter une aide effective à leur pays. Le seul résultat de cette mission serait selon Washington d'apporter de l'eau au moulin de Pékin et d'ainsi

149The Secretary of State to the Embassy in India, Washington, January 12, 1950 in United States, Department of State, Foreign relations of the United States, 1950, East Asia and the Pacific, vol. VI, p. 276.

accélérer l'invasion. Henderson espère donc que la mission sera stoppée par le gouvernement tibétain.¹⁵⁰

Cependant, la question de savoir si Washington doit reconnaître l'indépendance du Tibet est à nouveau posée lorsque les menaces de Pékin sur le Tibet se font plus pressantes. L'ambassadeur américain à New Delhi Henderson, fervent supporteur de la cause tibétaine suggère en avril 1949 que le gouvernement revoit sa position : « (...) *if (...) the Communists succeed in controlling all of China or some equivalent far-reaching development takes place we should be prepared to treat Tibet as independent (...).* »¹⁵¹ La conquête de la Chine par les communistes ne peut laisser indifférents les théoriciens du *containment*. Désormais, la reconnaissance de l'indépendance du Pays des neiges apparaît pertinente à beaucoup de responsables américains.

Il apparaît de façon nette aux yeux de Washington que si les communistes prennent le contrôle de la Chine, « le Tibet sera l'un des derniers bastions non communiste restant en Asie continentale. » En effet, la Mongolie extérieure est déjà détachée et l'influence communiste est forte en Birmanie. Les communistes semblent également prêts à s'infiltrer au Xinjiang et en Mongolie intérieure. Le Tibet assurerait alors « une importance à la fois idéologique et stratégique » en tant que dernier bastion non communiste. Si le Tibet a la capacité de repousser l'infiltration communiste, il est alors dans l'intérêt des Etats-Unis de le reconnaître comme un Etat indépendant. Or, le gouvernement tibétain est stable et la population, conservatrice et religieuse par nature, est *a priori* disposée à résister au communisme qui est l'ennemi des religions. Washington observe enfin que les Tibétains essayent d'établir des relations commerciales et politiques avec le monde extérieur. Pour Washington, il est de l'intérêt des Etats-Unis que ces efforts soient orientés vers l'Ouest et non vers l'Est.

Par ailleurs, en vertu des arrangements prévus entre le Tibet et l'Inde, les Tibétains peuvent pénétrer en Inde sans documents spécifiques. Si le Tibet passe sous le contrôle de

150 The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, January 20, 1950, *Ibid.*, p. 284-285.

¹⁵¹ Memorandum by Miss Ruth E. Bacon of the Office of Far Eastern of the Division of Chinese Affairs (Sprouse), Washington, April 12, 1949, 693.0031, Tibet/1-549, in *Foreign relations of the United States, The Far East : China*, vol. IX, 1949, United States, Government Printing Office, Washington, 1974, p. 1065.

la Chine, il sera difficile d'empêcher l'infiltration d'agents communistes en Inde. C'est en tout cas l'opinion de l'ambassadeur Henderson qui met en garde contre le danger que représente un Tibet communiste pour ses voisins asiatiques : « *I feel that the extension of Communist control over Tibet would adversely affect the over-all position of the United States versus world Communism. In the first place, a Communist-controlled Tibet would constitute a serious threat to the non-Communist areas of Southern Asia and particularly to India.* »¹⁵² Les Indiens, poursuit l'ambassadeur, ne pourront pas empêcher des agents communistes de franchir l'immense frontière séparant l'Inde de la Chine. Enfin si les communistes chinois ont sous leur contrôle le dalaï-lama, c'est une grande partie de l'Asie centrale, la Mongolie, le Xinjiang et le nord-ouest de la Chine qui seront également sous leur contrôle. Il apparaît donc important à Henderson d'établir des contacts amicaux avec les Tibétains rapidement.¹⁵³

Cependant, la reconnaissance de l'indépendance du Tibet, bien que présentant des avantages politiques et idéologiques pour les Etats-Unis, ne serait pas sans poser certains problèmes et notamment celui de la nécessité de revoir dans ce cas la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Chine qui est notamment basée sur la reconnaissance de son intégrité territoriale : « *1. A decision to recognize Tibet involves a reconsideration not merely of our policy toward China. A basic principle of our policy toward China has been respect for China's territorial integrity. This principle has retarded while not entirely preventing the gradual dismemberment of China and it helped China emerge for World War II with the status of a great power.* »¹⁵⁴

De plus, les Etats-Unis ne veulent pas donner l'impression à leur alliée chinoise qu'ils ont changé d'attitude à propos du statut du Tibet : « *We have recently given renewed assurances to China of our recognition of China's de jure sovereignty or suzerainty over Tibet. Any decided change in our policy might give China cause for complaint, might necessitate embarrassing explanations, might stimulate Soviet efforts at*

¹⁵² The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, n° 302 New Delhi, April 12, 1949, 893.00, Tibet, /4-1249 in *Foreign relations of the United States, The Far East : China*, vol. IX, 1949, United States, Government Printing Office, Washington, 1974, p. 1072.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 1073.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 1072.

infiltration into Tibet and might not in itself be sufficient to hold Tibet to our side.»¹⁵⁵ En 1949, la politique menée à l'égard du Tibet consiste à maintenir une attitude amicale sans pour autant offenser la Chine et à encourager le Tibet à se tourner vers l'Ouest plutôt que vers l'Est.¹⁵⁶ Le gouvernement américain reconnaît publiquement la souveraineté de la Chine sur le Tibet dans le but de renforcer la position du gouvernement chinois qui est un gouvernement ami, mais également pour éviter la fragmentation de la Chine, ce qui ne manquerait pas d'arriver si le Tibet et le Xinjiang étaient reconnus comme des entités politiques séparées:

*« (...) the United States policy toward Tibet is defined as the recognition by the United States of Chinese sovereignty over the country. Unoubtedly, one of the reasons for the adoption of this policy was our desire to strengthen the Chinese Government, in view of the strong ties of friendship between the United States and China, and forestall in so far as it would be possible for us to do so the fragmentation of greater China which would result if Sinkiang and Tibet were to be recognized or treated as independent political units. »*¹⁵⁷

De plus, reconnaître l'indépendance du Tibet sans pouvoir lui apporter une aide concrète en raison de son isolement géographique pourrait avoir pour conséquence de précipiter l'absorption de cette zone par les communistes. Enfin, de façon très concrète, l'importance du Tibet à la fois du point de vue stratégique et idéologique est très limité aux yeux des Américains en raison de sa topographie, mais aussi du caractère « primitif » de son gouvernement et de sa société. La faiblesse de ses contacts avec le monde extérieur ajoute une difficulté supplémentaire. Par ailleurs, l'orientation du Tibet vers l'Ouest ne peut pas être considérée comme durable si en contre-partie aucune aide matérielle ne lui est apportée.¹⁵⁸

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ NARA, 693.0031, Tibet/1-549, Memorandum by Miss Ruth E. Bacon of the Office of Far Eastern of the Division of Chinese Affairs (Sprouse), Washington, April 12, 1949 in Foreign relations of the United States, The Far East : China, vol. IX, 1949, United States, Government Printing Office, Washington, 1974, p. 1067.

¹⁵⁷ *Foreign Relations of the United States, The Far East : China*, vol. IX, 1949, United States, Government Printing Office, Washington, 1974, The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, n° 302 New Delhi, April 12, 1949, 893.00, Tibet, /4-1249, p. 1072.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 1065-1066.

Le Tibet est également peu peuplé et les intérêts économiques des Etats-Unis y sont négligeables tandis que rien n'est connu de ses ressources naturelles. Bien que quelques minerais soient certainement présents sur le Toit du monde, « l'armée ne considère pas le Tibet comme étant de grande importance. » En effet, le pays ne peut pas être une base pour attaquer la Russie. En raison de l'opposition des populations qui n'admettraient pas le survol de leur pays, il n'est pas envisageable d'y établir des bases aériennes. Nous le voyons, le Tibet n'est pas considéré comme un territoire suffisamment intéressant par les Américains, tant sur le plan économique, stratégique ou idéologique, pour qu'une aide d'envergure lui soit apportée.

En outre, la décision de soutenir ou non le Tibet dépend de la position de l'Inde. En effet, cette dernière contrôle l'accès au Pays des neiges : « *If India cooperates with the West the importance of Tibet both ideologically and strategically will be considerably less. If India does not cooperate with the West the difficulties in the way of utilizing Tibet as a bastion for the West would be enormously magnified.* »¹⁵⁹

Les politiques américaines et britanniques se rejoignent sur l'idée qu'il est dans l'intérêt des deux pays de garder une politique flexible vis-à-vis du Tibet, sans évoquer la suzeraineté ou la souveraineté de la Chine sur le Pays des neiges. Au lendemain de l'invasion chinoise, l'ambassadeur américain à New Delhi Loyd Henderson explique lors d'une conférence de presse que si les Etats-Unis restent silencieux sur la question du Tibet, c'est en raison de l'absence de clarté de la situation qui impose la discrétion. Les Etats-Unis déplorent l'attaque chinoise et ne souhaitent pas envenimer la situation en ajoutant aux embarras de l'Inde.¹⁶⁰ Les Etats-Unis restent flous quant à leur attitude vis-à-vis du statut du Tibet et ne veulent visiblement pas prendre position immédiatement.

En décembre 1950, le gouvernement américain finit par adopter la position britannique qui leur semble être un bon compromis, à savoir la reconnaissance de la suzeraineté de la Chine sur le Tibet conditionnée au respect de son autonomie. Un aide-mémoire destiné à l'ambassade britannique et daté du 30 décembre 1950 précise leur

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ U.S interest in Tibet and Nepal, *Times of India*, 14th November, 1950.

position : « *The United States, which was one of the early supporters of the principle of self-determination of peoples, believes that the Tibetan people has the same inherent right as any other to have the determining voice in its political destiny. It is believed further that, should developments warrant, consideration could be given to recognition of Tibet as an independent State.* »¹⁶¹ Pour l'instant, cependant, le Département d'Etat ne souhaite pas formuler une position légale définitive mais simplement reconnaître l'autonomie *de facto* que le Tibet a exercé depuis la chute de la dynastie des Mandchoue et particulièrement depuis la convention de Simla et éventuellement reconsidérer sa position en fonction des évènements.

Victime des intérêts politiques de Londres et Washington, le Tibet se retrouve en 1950 isolé face à la République populaire de Chine. Tandis que l'aide apportée par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis apparaît plus que jamais incertaine, le gouvernement tibétain décide alors d'envoyer une délégation avec à sa tête le ministre des Finances tibétain, Tsepon Shakabpa, chargée de négocier avec les communistes chinois .

¹⁶¹ NA, Kew, Aide-Memoire, Department of State, Washington, December 30, 1950.



Tsepon Shakabpa. Source :
<http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Passeportshakabpa2.jpg>

4. Le Tibet au bord de l'invasion.

a. L'échec de la mission Shakabpa.

Une mission tibétaine quitte Lhassa pour la République populaire de Chine le 19 février 1950. Chacun de ses membres est muni d'un passeport spécialement préparé par le bureau des Affaires étrangères tibétain. Les instructions du gouvernement tibétain sont claires : toujours informer Lhassa avant toute décision et « tenter de s'arranger avec les Chinois afin que le Tibet conserve son indépendance actuelle. » Le *Kashag* demande à la mission d'obtenir une réponse à la lettre envoyée à Mao Zedong le 1^{er} novembre 1949, ainsi que des explications sur les messages radiophoniques diffusés par Pékin annonçant la libération prochaine du Tibet. La mission doit également avoir l'assurance que l'intégrité territoriale du Tibet ne sera pas violée et informer le gouvernement chinois que le gouvernement tibétain est indépendant et qu'il ne tolérera pas d'interférence chinoise dans la désignation des dalaï-lamas.¹⁶²

¹⁶² Shakabpa, W.D, *Tibet. A Political History*, Yale University Press, 1967, p. 300.

Le Tibet aurait souhaité que les pourparlers avec Pékin aient lieu à Hong Kong, afin que la mission ne subisse les pressions des Chinois. Les Tibétains caressent également l'espoir d'un appui diplomatique du gouvernement britannique. Arrivé en Inde, Shakabpa manifeste le souhait de partir pour Hong Kong le 4 juin 1950. Mais c'est sans compter les réticences du gouverneur de Hong Kong, peu désireux de voir les négociations entre la Chine et le Tibet se dérouler sur son territoire, au vu de l'importance des intérêts économiques existant ici avec la Chine communiste.

Le gouverneur est cependant prêt à accepter une rencontre à Hong Kong à condition que les Tibétains s'engagent à ne rester que deux semaines et à être traités comme des personnes privées. Le gouvernement indien aurait quant à lui préféré que les Tibétains négocient en Inde car il considère que les relations entre Pékin et New Delhi sont alors bien meilleures que celles existant entre la Chine et la Grande-Bretagne.¹⁶³ Shakabpa souligne auprès de l'ambassadeur britannique à New-Delhi que le refus de Londres d'accorder son visa sur les passeports tibétains risque de laisser penser Pékin que la Grande-Bretagne ne reconnaît pas la pleine indépendance du Tibet. Mais les Britanniques refusent d'accorder leur visa aux membres de la mission tibétaine par crainte d'irriter la République populaire de Chine.¹⁶⁴

Le 4 mai cependant, le gouvernement du Bengal occidental accorde « par erreur » leurs visas aux membres de la mission. Londres réagit immédiatement et les visas sont annulés. Le 4 juin deux membres de la mission tentent même de décoller de Calcutta mais ils en sont empêchés. Le gouvernement britannique propose donc que les négociations soient menées à New Delhi dès l'arrivée du représentant diplomatique chinois. Londres met en avant les mauvaises relations existant entre la Chine et la Grande-Bretagne qui feraient de Hong Kong un endroit défavorable à des négociation avec Pékin.¹⁶⁵ Le *Foreign Office* craint également que la mission tibétaine ne donne aux autorités chinoises l'occasion d'accuser les « imperialistes » anglo-saxons de s'ingérer dans ses affaires.

¹⁶³ NA, Kew, , FO 371/84468, FT 1621/25, Telegram n° 757 from Foreign Office to Peking, June 5th 1950.

¹⁶⁴ NA, Kew, FO 371/84468, FT 1621/28, Telegram n° 1616 from U.K High Commissioner in India to Secretary of State for Commonwealth Relations, 7th June 1950.

¹⁶⁵ NA, Kew, FO 371/84470.

Les Tibétains acceptent la proposition d'attendre à New Delhi l'Ambassadeur de Mao Zedong. Si la Chine souhaite que soit confirmée sa suzeraineté, c'est-à-dire dans son esprit sa souveraineté sur le Tibet, les Tibétains ne souhaitent rien moins que l'indépendance. Ils tentent également d'obtenir le soutien des Indiens en mettant en avant le rôle séculaire d'Etat tampon joué par le Tibet entre la Chine et l'Inde.¹⁶⁶ Les Chinois de leur côté insistent pour que les négociations aient lieu à Pékin.

Les négociations entre Pékin et Lhassa semblent jouées d'avance. Il apparaît que la Chine n'a, en dépit de ses déclarations rassurantes à l'Inde et aux Tibétains, jamais eu l'intention de véritablement négocier avec le gouvernement de Lhassa. En témoigne cette conversation entre le Premier ministre suédois et le chargé d'affaires chinois rapportée au haut-commissaire britannique en Inde en juillet 1950 :

«The Swedish Minister also told me that the Chinese Charge d'Affaires was very emphatic that Formosa and Tibet must both be liberated soon. When the Swedish Minister suggested that the Tibetans might perhaps come to some amicable arrangement with Peking which would render a war of liberation unnecessary, the Chinese Charge d'Affaires replied that this was quite out of the question (...).»¹⁶⁷

Après six mois de tergiversations, le secrétaire générale du ministère des Affaires extérieures indiennes, Bajpai, qui a reçu l'assurance des Chinois que l'autonomie du Tibet serait respectée, est d'avis à ce que les négociations aient lieu à Pékin. Bajpai considère que l'espoir pour la Chine d'obtenir un siège à l'ONU rend le moment particulièrement favorable à des négociations pour les Tibétains.¹⁶⁸ Finalement, le 16 septembre 1950, la mission tibétaine rencontre l'ambassadeur chinois à New Delhi. Celle-ci lui affirme qu'il n'y a pas d'influence impérialiste au Tibet et que la relation entre les deux pays est celle du *choeyon*. L'ambassadeur répond alors que la Chine ne peut accepter l'indépendance du Tibet et transmet aux Tibétains une proposition en trois points qu'ils devront soumettre à leur gouvernement : le Tibet est une partie du territoire chinois, la défense tibétaine est

¹⁶⁶ "Tibet offers Mao negotiation plan", The New York Times, July 30 1950.

¹⁶⁷ NA, Kew, DO 35/ 3097, Telegram from Peking N° 586, 26 march 1951.

¹⁶⁸ NA, Kew, FO 371/84470.

confiée à la Chine ainsi que toutes les relations du Tibet avec l'extérieur.¹⁶⁹ La Chine, avec cette proposition ne demande rien de moins que la fin de l'indépendance du Tibet.

Shakabpa informe le *Kashag* de la proposition des communistes chinois. Il suggère que la reconnaissance d'un Tibet chinois soit acceptée de façon symbolique. En revanche, Shakabpa pense que le stationnement des troupes chinoises au Tibet doit être refusé, mais que le Tibet doit accepté le principe de demander son aide à la Chine en cas d'aggression. Enfin, le dernier point n'est pour Shakabpa pas négociable. Nous le voyons, le chef de la mission tibétaine est toujours dans l'optique d'une relation maître-religieux protecteur laïc et ne semble pas comprendre que le Tibet doit désormais compter avec une Chine communiste puissante, centralisée et pour laquelle le vieux concept de *choeyon* n'est plus d'actualité. Shakabpa demande également l'autorisation de se rendre à Pékin pour commencer les négociations. Le *Kashag* refuse, avec l'espoir qu'une aide britannique et américaine puisse encore sauver le Tibet.

Tandis que les négociations avec Pékin s'embourbent, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Inde sont convaincus que Pékin cherche surtout à user psychologiquement les Tibétains et que son projet d'annexion du Tibet n'est pas sa priorité immédiate.

b. Le Tibet sera-t-il envahi ?

Face aux promesses répétées de la République populaire de Chine de bientôt « libérer » le Tibet, les Britanniques et les Américains s'interrogent en 1950 sur la capacité de la Chine à prendre le contrôle effectif du Toit du monde. La topographie du Tibet et l'absence de routes sont bien souvent vues comme autant d'obstacles à une invasion chinoise. Cependant, les observateurs avertis savent que le Tibet ne pourra pas faire face seul à la Chine communiste. Ainsi, le 11 septembre 1950, il ne fait aucun doute pour un

¹⁶⁹ SHAKYA, Tsering, *The Dragon in the Land of Snows...*, op. cit., p.31.

diplomate américain en poste à New Delhi que le Tibet ne résistera pas à une attaque chinoise :

*« Can the Chinese conquer Tibet ? Yes, they can. If they had struck against Tibet one year ago, Tibet would have collapsed like a punctured balloon. If they attempt to enter Tibet now, they will meet resistance but they should be in Lhasa by next spring. If they wait another year, a year in which we provide military aid to the Tibetans, it might take one or two years to enter Lhasa. Only if we provide air support to the Tibetans, is there a chance of the Tibetans holding the Chinese at bay. »*¹⁷⁰

Pourtant, Washington et Londres refusent d'imaginer une attaque imminente du Tibet. L'Inde, qui ne croit pas davantage à une invasion proche des communistes chinois, envisage plutôt un phénomène d'infiltration des communistes dans les sphères religieuses tibétaines. En 1943, elle envisageait déjà cette possibilité : « (...) *the Indian Political Officer in Sikkim believes that, even if the Communists are successful in obtaining control of the Chinese Government they will not in the near future attempt to invade Tibet. He believes that the Communists would at first attempt to extend their influence throughout the monasteries and among some of the most important key officials. (...) the Communists will probably not be able to consolidate their control of the areas of China bordering on Tibet in the near future.* »¹⁷¹

La Grande-Bretagne est encore moins alarmiste sur les intentions de la Chine communiste. En effet, pratiquement jusqu'au dernier moment, la possibilité d'une invasion immédiate apparaît peu probable aux observateurs britanniques qui sous-estiment largement les intentions de Pékin à l'égard du Tibet. Ainsi, le 30 octobre 1950, le haut-commissaire britannique en Inde écrit à propos de la menace chinoise : « *The whole thing is probably a threat to make the Tibetan Delegation to Peking toe the line. If invasion proper is contemplated it will not (? take) place before spring 1951.* »¹⁷² En octobre 1950,

170NARA, RG 319 Records of the Army Staff. Reports and messages, 1918-1951, Office of Strategic Services. Box 120, New Delhi, September 11, 1950, Enclosure N°1 to Despatch N° 661 dated September 21, 1950,

171NA, Kew, FO 371/84450, FT 1015/21, War Department, Survey on Tibet, American Embassy New Delhi, India, Impressions of military status of Tibet,

172 NA, Kew, FO 371/ 84457, FT 10310/40, Inward Telegram to Commonwealth Relations Office from U.K High Commissioner in India to War Office, London, New Delhi, 30th October 1950, N° 3029. Secret.

le gouvernement américain émet de son côté encore des doutes sur la réelle intention de Pékin d'envahir le Tibet à cause des conditions climatiques.¹⁷³

Pourtant, dès janvier 1950, le gouvernement chinois fait clairement part de ses intentions de « libérer » le Tibet coûte que coûte. Le *New York Times*, le 8 janvier 1950 se fait par exemple l'écho d'un communiqué de la radio communiste chinoise promettant la libération de Formose et du Tibet : « *General Liu (...) told his army that « from now on the work to be carried out in the military field is to liberate our compatriots in Tibet.»*¹⁷⁴ Et le 11 janvier 1950, la Radio de Pékin proclame que les prochaines missions de l'Armée populaire de libération seront la « libération » du Tibet, de Formose et de Hainan.¹⁷⁵

Cependant, les observateurs les plus lucides savent que l'invasion du Tibet par Pékin est inévitable et que la véritable question est de savoir quand. Ainsi le *Foreign Office* écrit le 21 août 1950 à propos des projets de la République populaire de Chine :

« *Our long-standing recognition of Chinese suzerainty over Tibet is conditional on Chinese acceptance of Tibetan autonomy. General Liu Po-cheng, chairman of the South-West Military and Administrative Committee, in stating on 8th August that the People's Liberation Army would soon march into Tibet, promised that China would preserve regional autonomy and religious freedom in Tibet after its "liberation" . China would probably make at least a pretence of carrying out this policy, but her propaganda against the "reactionary clique in Lhasa" leaves little doubt that her ultimate intention is to establish a puppet regime. Whether the Chinese do in fact intend to invade Tibet in the immediate future is difficult to assess, but no doubt their recent statements to this effect are designed partly at least as contributions to the war of nerves.»*¹⁷⁶

173 'U.S. aides doubt invasion of Tibet', The New York Times, October 26 1950.

174 "Communist Plans to 'liberate' Tibet", The New York Times, January 8, 1950.

175 Tibet "puppet" Government, The Scotsman, 12th January 1950.

¹⁷⁶ NA, Kew, CO 531/5742, From Foreign Office, n° 174, Intel, Tibet. Secret. 21st August, 1950.

Mais la République populaire de Chine allait bientôt mettre une fin aux interrogations des nations en décidant de lancer ses troupes à l'assaut du Toit du monde.

c. La Chine communiste « libère » le Tibet.

Le 7 octobre 1950, après avoir massé ses forces sur la frontière est et nord-est du Tibet, Mao Zedong met ses menaces à exécution en envoyant l'Armée populaire de Libération franchir le Yangtse supérieur afin de « libérer trois millions de Tibétains de l'oppression impérialiste et de consolider les défenses de la frontière ouest de la Chine. »¹⁷⁷ L'invasion chinoise a lieu au moment même où Shakabpa essaie de trouver un terrain d'entente avec la Chine en Inde.

Shakabpa, dans une interview à Calcutta, déclare que si la Chine a décidé de lancer ses troupes à l'assaut du Tibet alors que des négociations se profilaient, c'est à cause du refus des Britanniques d'accorder des visas pour Hong Kong, lequel refus a grandement retardé la délégation tibétaine.¹⁷⁸ C'est en tout cas cet argument que la Chine met en avant pour expliquer son attaque :

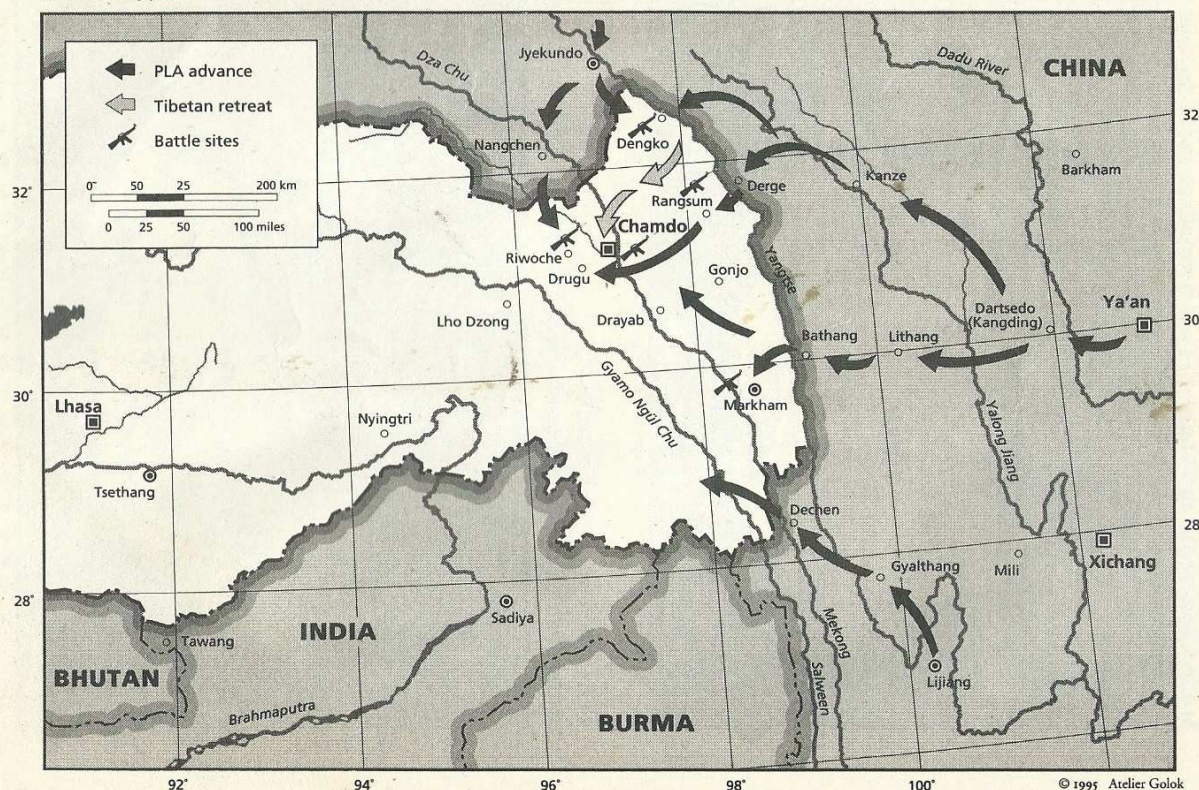
« The British government deliberately delayed issuing transit visas for Hong Kong to the Lhasa delegation, making it impossible for them to come to Peking. (...) It is obvious that the delay of the Lhasa delegation in coming to Peking to carry on peaceful talks is the result of instigation and obstruction from foreign states who must bear the responsibility for obstructing and sabotaging the peaceful talks. It is only necessary for the local Tibetan authorities to strive to correct their former errors and abandon the erroneous position on relying on foreign influences (...).»¹⁷⁹

177NA, Kew, DO 35/8981, Reference Division, Central Office of Information, Tibet (134).

178NA, Kew, FO 371/84469.

179 *People's Daily*, 17 th november 1950.

People's Liberation Army invasion of Tibet (October 1950)



Invasion du Tibet par l'Armée populaire de libération. Source : SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000.

C'est en fait en mai 1950 que la première incursion sérieuse de la Chine communiste a lieu lorsque Dengo est attaquée par une dizaine de soldats chinois. L'opérateur britannique Robert Ford présent à Chamdo à quelques kilomètres de Dengo, raconte dans son récit comment Lhalu, le commandant de Chamdo, organise avec calme la contre-attaque. Il demande au *Kashag* l'envoi de renforts et l'autorisation de pénétrer au Kham et de reprendre le contrôle d'une partie des territoires passés sous le contrôle de Pékin. Mais craignant une opération militaire d'envergure, le *Kashag* refuse et lui demande de se concentrer sur Dengo. Lhalu parvient à reprendre cette position. Le 29 juillet 1950, la radio de Pékin diffuse un communiqué annonçant la volonté des autorités chinoises de libérer le Tibet. L'attaque de la Chine est imminente.¹⁸⁰ Ngabo remplace peu après Lhalu. A ses yeux, une attitude offensive à l'égard des Chinois n'a pas de sens. Il craint notamment que les mesures défensives mises en place par son prédécesseur ne soient interprétées comme une provocation par Pékin. Mais il est déterminé à résister, comme en témoigne Robert Ford dans son récit : « *We shall not give the Chinese permission to send troops into Tibet. If they enter by force, we shall resist. (...) There will be no local surrender as long as I am in Chamdo.* »¹⁸¹

Le 17 août, le Guomindang affirme que les communistes chinois sont sur le point d'attaquer le Tibet. Pékin envoie à ce moment là plusieurs émissaires au Tibet pour tenter de le convaincre d'intégrer la « grande famille chinoise. » Mais les Tibétains refusent de les recevoir. Cependant, Shakabpa a pour instructions de rester en contact avec l'ambassade chinoise. Mais le *Kashag* reste fermement opposé à renoncer à l'indépendance du Tibet comme le souhaiterait Pékin et demande à Shakabpa de retarder au maximum sa réponse, espérant qu'une aide internationale arrive au secours du Tibet.

L'indécision du *Kashag* irrite Shakabpa qui doit fournir une réponse aux Chinois qui sont de plus en plus pressants. Le représentant des Tibétains prévient son gouvernement que les communistes chinois ne vont pas hésiter à utiliser la force pour parvenir à leur fin. Le 30 septembre, l'assemblée tibétaine répond qu'au vue de la situation internationale et des exigences de la Chine, il vaut mieux attendre avant de prendre une position

¹⁸⁰ *Summary of World Broadcast*, n° 69, 1950, p. 36.

définitive.¹⁸² Mais la situation internationale ne s'améliore pas. Le 25 juin 1950, l'armée nord-coréenne franchit le 38^e parallèle et pénètre en Corée du Sud. La Chine communiste prévient que si les Etats-Unis franchissent à leur tour le 38^e parallèle, elle interviendra aux côtés de la Corée du Nord. Alors que les yeux des nations sont rivés sur les deux Corées, Pékin décide de passer à l'attaque par surprise en envoyant 40 000 soldats commandés par Zhang Guohua franchir la rivière Driчу. Les troupes de l'armée populaire attaquent en trois points avec pour objectif de faire tomber Chamdo et d'empêcher les Tibétains de se replier sur Lhassa en les encerclant.

Ce n'est que le 11 octobre que Ngabo apprend que les Chinois se dirigent sur Chamdo. La panique est générale et Ngabo prévient immédiatement le *Kashag* qui ne réagit pas. Sans espoir de pouvoir retenir les troupes chinoises, Ngapo ordonne l'évacuation de Chamdo. C'est la débâcle. Le 19 octobre le gouverneur tibétain envoie deux messages informant les Chinois qu'il souhaite se rendre. Capturé avec d'autres officiels tibétains, le il est gardé prisonnier à Chamdo.

Pékin a décidé de frapper vite et fort pour montrer sa détermination à incorporer le Tibet à la « mère-patrie. » Ses armées auraient pu continuer leur avancée jusqu'à Lhassa. Cependant, son objectif est d'abord d'essayer de convaincre les Tibétains de coopérer et de rejoindre la « grande famille chinoise » sans opération militaire supplémentaire. Alors que les troupes de l'Armée populaire de libération marchent sur le Tibet, Chou En-laï déclare : « *The PLA is determined to march westward to liberate the Tibetan people and defend the frontiers of China. We are willing to undertake peaceful negotiations to bring about this step which is necessary for the security of our Motherland. The patriots in Tibet have expressed and welcomed this and we hope that the local authorities in Tibet will not hesitate to bring about a peaceful solution to the question.* »¹⁸³

Le gouvernement tibétain décide de ne faire aucune publicité de l'attaque chinoise pour éviter la panique à Lhassa. Shakabpa reçoit pour instructions de contacter l'ambassadeur chinois et de lui demander d'arrêter l'avancée de l'Armée populaire de libération au Tibet. Le 18 octobre, Yuan, l'ambassadeur chinois reçoit Shakabpa et lui

¹⁸² SHAKYA, Tsering, *The Dragon in the Land of Snows...*, op. cit., p.42.

¹⁸³ *Summary of World Broadcast*, n° 77, 1950, p. 39.

demande si les Tibétains se sont décidés à répondre à sa proposition en trois points. Le *Kashag* est divisé sur la conduite à tenir face à l'invasion. Mais Shakabpa finit par recevoir une réponse. Le gouvernement tibétain est d'accord pour entamer des négociations avec Pékin sur la base suivante : le Tibet accepte d'être une partie de la Chine, seulement de façon nominale et à condition que le dalaï-lama et la religion soient respectés. Le Tibet doit également pouvoir continuer à avoir des relations extérieures avec notamment l'Inde et le Népal. Les troupes chinoises doivent se retirer car elles menacent le système politique et religieux du Tibet. Enfin, la Chine doit s'engager à libérer tous les prisonniers faits à Chamdo.¹⁸⁴

Alors que Shakabpa s'apprête à donner la réponse du *Kashag* à Yuan, le dalaï-lama revient sur sa décision d'accepter la proposition chinoise. La situation devenant critique, le gouvernement de Lhassa décide que le dalaï-lama, alors âgé de seize ans, accède au trône, ce qui met fin à la régence. Tenzin Gyatso décrit ce moment dans ses mémoires : « *I hesitated but then the National Assembly met, and added its plea to the Cabinet's, and I saw that at such a serious moment in our history, I could not refuse my responsibilities.* »¹⁸⁵

Les autorités chinoises font parvenir à Lhassa le 7 décembre 1950 un *memorandum* qui énumère les points sur lesquels pourraient être basées les négociations :

(a) L'Union des cinq races de Chine d'une façon qui ne soit pas préjudiciable aux intérêts des races minoritaires.

(b) Le Tibet reste sous l'autorité du dalaï-lama.

(c) La religion tibétaine est protégée.

(d) La Chine aide le Tibet à réformer son armée pour devenir une force de défense.

(e) La Chine fournit au Tibet son expertise dans des domaines relatifs à l'agriculture, le commerce et l'industrie.

(f) Les réformes administratives au Tibet ne sont appliquées qu'après une concertation entre la Chine et le Tibet.

¹⁸⁴ SHAKYA, Tsering, *The Dragon in the Land of Snows...*, op. cit., p.47.

¹⁸⁵ Dalai Lama, *My Land et My People*, New York, Potala Corporation, 1985, p. 83.

(g) Les collaborateurs avec les intérêts américains, britanniques et du Guomindang ne seront pas persécutés.¹⁸⁶



Le dalaï-lama au Tibet juste avant l'invasion de la République populaire de Chine. Source : <http://www.telegraph.co.uk/news/picturegalleries/worldnews/8373477/The-Dalai-Lama-in-pictures.html?image=3>

¹⁸⁶NA, Kew, DO 35/3096, Memorandum N° 3(7)-L/50, Lhasa, Tibet, the 15th December, 1950, Monthly report of the Indian Mission, Lhasa, for the period ending 15th December, 1950.

Ces propositions sont prudentes et visent à ne pas effrayer les Tibétains mais au contraire à les rassurer en leur garantissant ce qui est le plus important à leur yeux : le maintien de l'autorité du dalaï-lama et la protection de la religion. La Chine souhaite avant tout apparaître comme un protecteur bienveillant pour le peuple tibétain et montre sa volonté de négocier afin que le conflit se résolve de façon rapide. La République populaire de Chine espère que le gouvernement tibétain envoie une délégation rapidement à Pékin.

Les Tibétains sont invités à répondre à cette missive pour le 16 décembre. Ils peuvent émettre des objections, pourvu que celles-ci ne « rentrent pas en contradiction avec les idéaux du communisme. » Cependant, malgré les propos rassurants de Pékin et une volonté en apparence de compromis, il apparaît que les communistes chinois ont très rapidement menacé le gouvernement tibétain de charger l'Armée populaire de libération de poursuivre l'occupation si ce-dernier refusait de « négocier ».

Les Tibétains ne sont pas dupes et ont bien conscience du but que cherche à atteindre Pékin, à savoir l'annexion pure et simple. Mais, se sentant isolé et en aucun cas de taille à défier seuls le Dragon chinois, ils pensent n'avoir d'autres choix que de chercher à négocier. Quoi qu'il en soit, leur impuissance est palpable. Il suffit de lire ce rapport de la mission indienne à Lhassa pour s'en convaincre : « *The Tibetan National Assembly which met on 11th December to discuss these terms regard them as tempting but no member of the Assembly trusts the Chinese to abide by their offer. The Chinese they say are trying to lure a fly with honey spread on a sharp knife. But in view of their present state of utter helplessness they have been advised to make a sincere effort for a negotiated peace.* »¹⁸⁷

Le 12 décembre 1950, le *Kashag*, bien que divisé, parvient tout de même à se mettre d'accord sur le fait qu'il est nécessaire d'entamer les négociations avec Pékin. La sécurité du dalaï-lama ne lui semble par ailleurs plus assurée. Tandis qu'une partie du Trésor est envoyée en Inde, dans la nuit du 16 décembre, le chef des Tibétains accompagné de deux membres de l'Assemblée tibétaine, quitte Lhassa pour Dromo. Le représentant indien à

¹⁸⁷ *Ibid.*

Lhassa informe New Delhi que l'esprit de résistance semble avoir quitté les Tibétains qui espèrent désormais empêcher l'invasion du pays par la négociation.¹⁸⁸

La nouvelle de l'invasion du Tibet, à l'exception notable de l'Inde que nous verrons plus loin, passe presque inaperçue dans la presse mondiale, trop préoccupée par les événements se déroulant en Corée. La marche de l'Armée populaire de libération sur le Tibet n'est d'ailleurs dévoilée que le 24 octobre 1950, les Tibétains ayant décidé de garder le silence dans un premier temps. Sans surprise, la nouvelle de la « libération » du Tibet est accueillie avec enthousiasme par l'URSS, en témoigne cet article du journal *Pravda* daté du 20 novembre 1950 :

*«The Chinese People under the leadership of the glorious Communist Party and its leader Mao Tse-tung, having smashed the Kuomintang regime and liberated its country from imperialist slavery, has set itself the task of reuniting all Chinese lands within the framework of People's Democratic China. (...) The news of the forthcoming liberation of Tibet was greeted with great satisfaction by all the peoples of China. Including the people of Tibet, which is eager to join the free life of the Chinese People which has started on a new historic path. This news met with the same favourable reaction among other peoples of Asia who are fighting for their (...) freedom, for the liberation of Tibet means a new contribution to the strengthening of Peace in the Far East.»*¹⁸⁹

L'annonce de l'invasion chinoise choque la presse américaine qui y voit une preuve de plus du caractère imperialiste et expansionniste du communisme mondial : « *They called it a liberation. That is another act of bald aggression will hardly be doubted in most of the world.* »¹⁹⁰ Mais c'est surtout en Grande-Bretagne que l'opinion est la plus sensible au sort des Tibétains, certainement en raison des liens historiques existants entre les deux pays. Dès 1950, des voix remettant en cause la politique traditionnelle du gouvernement britannique à l'égard du Tibet s'élèvent en Grande-Bretagne, et notamment au parlement

¹⁸⁸ *Foreign Relations of the United States...*, op. cit., vol. XII, 1951, p. 1507.

¹⁸⁹ NA, Kew, FO 371/ 84458, , FT 10310/86, The Chinese People Fights for the Liberation of Tibet, Traduction de la *Pravda*, 20th November 1950.

¹⁹⁰ "Invasion of Tibet", *The New York Times*, november 3 1950.

où le sujet est abordé en novembre 1950. Par exemple, le député Blackburn, en se basant sur le rapport du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Eden, qui affirme que la suzeraineté chinoise est conditionnée à l'autonomie du Tibet, affirme que la reconnaissance de la suzeraineté de Pékin sur le Pays des Neiges n'a plus lieu d'être : « *Surely it must be perfectly clear that that understanding has been broken by the Chinese Communist Government, who do not regard Tibet as autonomous but are treating Tibet as a satellite of the Chinese Government. It is perfectly plain, therefore, that our recognition of the suzerainty of China over Tibet falls to the ground.* »¹⁹¹ Un autre député, qui condamne l'inaction du gouvernement britannique dans l'affaire tibétaine, et l'accuse également de vouloir apaiser la Chine communiste, témoigne le 20 novembre 1950 de l'émotion suscité par l'invasion du Tibet : « *I submit that we have to face the fact that if we parley with the aggressors while the aggression continues we are responsible for a form of appeasement far worse than Munich. After all, at the time of Munich we were not arguing while Hitler's forces were invading Czechoslovakia. If His Majesty's Government now parley with the Chinese Communist Government they will be doing what Neville Chamberlain himself would never have done –parleying with the aggressors at the very moment that aggression is taking place.* »¹⁹²

D'un point de vue personnel, Eden déplore vivement l'invasion du Tibet et lance un vibrant appel pour la défense du Tibet :

« We all think that it is tragic that these people cannot be left alone to pursue their devotions and their ancient way of life. We think that the Chinese should go home and leave the Tibetans to carry on their own unique and contemplative way of life. How can one possibly credit that this religious community living in its ivory tower on the crest of the world could possibly resort to provocation or to non-peaceful methods ? It is sad to contemplate that the Chinese, with the culture and wisdom of centuries, should now disturb this peaceful haven of yesterday.

The sure way of avoiding war, as we have now learned is to resist aggression at the moment that it first occurs. The parallel of Manchukuo in 1931 has been repeated over and over again in this house in relation to Korea, but it must not be repeated

191 NA, Kew, DO 35/3096, Extract from Official Report of 20th November 1950, c 159 (232).

192*Ibid.*

only in relation to Korea : it must be repeated in relation to Tibet as well. Otherwise, principles are a farce. Otherwise, all our high sounding moral speeches from both Front Benches and from all parts of the House of Commons themselves become meaningless. (...) As a matter of fact there is even greater moral justification for giving aid to Tibet than there was for giving aid to South Korea. Let the Communists take over Tibet, and they are on the borders of India. Tibet (...) is an ideal area for the establishment of airports all of kinds. It is an ideal area from which to conduct a radio war to dominate India and Pakistan. On moral, strategic and political grounds, we cannot afford to let Tibet fall.»¹⁹³

Si l'opinion occidentale, bien que de façon confidentielle, est souvent choquée, la République populaire de Chine se félicite de l'entrée de ses troupes au Tibet. Elle promet un avenir radieux aux Tibétains : « *All the religious bodies and people of our Tibet should immediately unite to give the PLA every possible assistance, so that the imperialist influence may be driven out and allow the national regional autonomy in Tibet to be realized ; fraternal relationships of friendliness and mutual aid may be established with other nationalities in the country, so that a new Tibet within the new China may be built with their help.* »¹⁹⁴

E. Pourquoi envahir le Tibet ?

On ne peut comprendre le conflit sino-tibétain sans saisir les raisons qui ont poussé Pékin à incorporer le Tibet à son territoire. Il nous semble donc essentiel de présenter les arguments que la République populaire de Chine a avancés et continue de présenter, pour justifier aux yeux du monde l'invasion puis l'incorporation du Tibet à son territoire. Mais derrière la parade des mots, reste à déceler ses véritables intentions.

Le plus ancien argument développé par Pékin, est celui de l'appartenance historique du Tibet à la Chine. Séparé par les « impérialistes » américains et britanniques au XIX^e et

¹⁹³*Ibid.*

¹⁹⁴*Ibid.*

XX^e siècles de la « mère patrie », le Tibet serait en fait un territoire chinois. La Chine communiste puise dans ce présupposé sa principale source de légitimité pour expliquer sa présence sur le Toit du monde.

1. « Le Tibet, partie intégrante de la Chine » ?¹⁹⁵

La position de la République populaire de Chine à l'égard du statut du Tibet n'a pas changé depuis 1949 : « La région du Tibet est depuis des siècles partie inaliénable du territoire chinois. »¹⁹⁶ Les autorités chinoises éliminent d'emblé les termes du débat sur la question du Tibet et de son indépendance : à leurs yeux, cette question n'existe pas, dans la mesure où le Tibet n'est pas un pays mais un territoire de la Chine. Et Pékin n'hésite pas à rappeler que la communauté internationale, par son silence en 1950, l'a elle-même reconnu : « De nos jours il y a encore des gens qui cherchent par tous les moyens à donner à croire qu'il existe vraiment un problème d'indépendance du Tibet. Mais quel gouvernement au monde a-t-il reconnu l'indépendance du Tibet ? »¹⁹⁷ Ce qu'oublie de préciser Pékin, c'est que ce n'est pas parce que les puissances étaient convaincues de l'appartenance du Tibet à la RPC qu'elles n'ont pas reconnu en 1950 son indépendance, mais pour des raisons beaucoup plus complexes, allant de l'indifférence à l'opportunisme politique.

Quoi qu'il en soit, il est un fait acquis pour la Chine communiste que le Tibet est une de ses possessions légitimes et que toute action de la communauté internationale en contradiction avec ce principe doit invariablement être considérée comme une ingérence inacceptable dans ses affaires intérieures, comme « un prétexte pour diviser le pays et acquérir l' « indépendance du Tibet. »¹⁹⁸

¹⁹⁵ *La question du Tibet (Documents)*, Pékin, Editions en Langues Etrangères, 1959, p. 204.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 205.

¹⁹⁷ « L' Indépendance " du Tibet n'a aucun sens. » in *Pékin Information*, n° du 20 février 1989.

¹⁹⁸ WEI, JING, *Le Tibet, 100 questions et réponses*, Beijing, Editions de Beijing Information, 1988, p. 5.

Dans l'optique chinoise, parler de l'indépendance du Tibet n'a aucun sens, pas plus qu'il n'est fondé de qualifier son intervention sur le Toit du monde d' « invasion » ou d' « agression. » La Chine est en effet présentée comme un « Etat unitaire multinational », dans lequel l'ethnie des *Han*, ethnie dominante aussi bien du point de vue démographique que du point de vue politique, coexiste avec cinquante-cinq minorités nationales. Les Tibétains ne sont que l'une de ces minorités, au même titre que les Mongols ou les Ouïgours, et ne constituent en aucun cas un peuple indépendant. C'est ce que rappelle par exemple le préambule de l'Accord en 17 points [voir *infra* p. 189] : « La nation tibétaine est l'une des nationalités qui ont une longue histoire dans les frontières de la Chine, et comme beaucoup d'autres, elle a accompli son glorieux devoir au cours de la création et du développement de la grande Patrie. »¹⁹⁹

La Chine communiste a très vite construit un discours historique répondant à la nécessité de justifier sa présence au Tibet. Si les autorités chinoises ont dès 1950 affirmé que le Tibet était un territoire appartenant à la Chine, ce n'est qu'en 1959²⁰⁰, après la fuite du dalaï-lama et la médiatisation de la répression de la révolte populaire de Lhassa, que la Chine a créé tout un discours sur l'histoire du Tibet visant à légitimer son invasion armée. Au service d'une propagande destinée aussi bien à leurs concitoyens qu'à la communauté internationale, les tibétologues de Pékin se sont efforcés de démontrer par tous les moyens l'appartenance historique du Tibet à la Chine. Nous avons vu précédemment que les relations entre Lhassa et Pékin sont complexes mais les faits montrent clairement que le Tibet n'était pas chinois en 1950.

Le 25 octobre 1950, alors que les troupes de l'Armée populaire de Libération étaient déjà présentes au Tibet, Pékin annonçait triomphalement au monde que « des unités de l'Armée populaire [avaient] reçu l'ordre d'entrer au Tibet afin de libérer trois millions de Tibétains de l'oppression impérialiste [...]. »²⁰¹ Car tel est le deuxième argument avancé

¹⁹⁹Préambule de l' « Accord sur les mesures de libération pacifique du Tibet » (Accord en 17 points signé le 23 mai 1951.)

²⁰⁰C'est en 1959 que la RPC publie son premier ouvrage destiné à la communauté internationale afin de démentir la version des faits du dalaï-lama et des Tibétains ayant fui la répression de Pékin après la révolte de 1959 : *La question du Tibet (documents)*, Pékin, Edition en langues étrangères, 1959.

²⁰¹« *People's army units have been ordered to advance into Tibet to free three million Tibetans from the imperialist oppression [...].* » in SEN, Chanakya, *Tibet disappears. A Documentary History of Tibet's International Status, the Great Rebellion and Its Aftermath*, Londres, Asia Publishing House, 1960, p. 65.

par la Chine pour justifier son agression du Tibet : la libération du peuple tibétain de l' « impérialisme étranger. »

2. Les Tibétains victimes de l'impérialisme étranger ?

Le Tibet est en effet décrit par les communistes chinois comme totalement miné de l'intérieur par les forces impérialistes américaines et britanniques, forces pourtant des plus réduites si l'on en croit Heinrich Harrer. Présent à Lhassa peu de temps avant l'invasion du Tibet, le jeune alpiniste affirme que les étrangers pouvaient « se compt[er] sur les doigts de la main. » Avec lui et son compagnon Peter Aufschnaiter, les étrangers étaient au nombre de cinq : le Russe Nedbailof venu travailler avec Aufschnaiter sur un projet électrique, le missionnaire anglais Geoffrey Bull, le représentant britannique à Lhassa, Hugh Richardson ainsi que les deux opérateurs radio britanniques employés par le gouvernement tibétain, Reginald Fox et Robert Ford.²⁰² En octobre 1950, tous étaient partis à l'exception de Robert Ford, qui se décrit lui-même ironiquement dans son récit comme le « seul impérialiste étranger »²⁰³ susceptible d'être arrêté par les communistes chinois. Mais écoutons plutôt Nehru, évoquer dans sa célèbre allocution sur la situation du Tibet faite au parlement indien le 6 décembre 1950, la « menace impérialiste » au Tibet :

« [...] they always said that they would very much like to settle the question peacefully but that they were, in any event, going to liberate Tibet. From whom they were going to liberate Tibet is, however, not quite clear. [...] We have come to believe that the matter would be settled by peaceful negotiations and were shocked when we heard that the Chinese armies were marching into Tibet. Indeed, one can hardly talk about war between China and Tibet. Tibet is not threat to China. It is said that others countries might intrigue in Tibet. I cannot

²⁰² HARRER, Heinrich, *Sept ans d'aventures au Tibet*, Paris, Arthaud, 1997, p.7.

²⁰³ FORD, Robert, *Tibet rouge, l'invasion*, Paris, Hachette, 1958, p.13.

*say much about it because I do not know. It is certain, however, that there was no immediate threat.»*²⁰⁴

Le *Peiping Daily* évoque également l'impérialisme britannique et américain : « *British and American imperialists have been making energetic efforts to maintain control of Tibet so that it may be used as a continental base for the invasion of New China.* »²⁰⁵ Dans un article de la *Peking Review*, du 5 mai 1959, Pékin donnant une légitimation historique à ses revendications sur le Tibet, a un ennemi tout trouvé pour expliquer que le Tibet ait été séparé de la « mère-patrie » : le gouvernement britannique en Inde : « *The British used the tactics of buying over a handful of reactionnaires to act as their agents in Tibet. They were incited to fight the Ching government in the name of oppression, so as to divert the Tibetans from their struggle against imperialism to fighting against their own motherland.* »²⁰⁶

La crainte de voir la Chine tomber sous le joug de l'« impérialisme étranger » est un thème récurrent dans le discours de Pékin. La volonté de la Chine communiste de libérer son territoire de l'impérialisme étranger ne peut se comprendre sans rappeler l'obsession que la Chine a de reconstruire son territoire national en réparant les humiliations infligées par les puissances occidentales depuis la signature des « traités inégaux. » Les communistes chinois, tout comme le Guomindang avant eux, sont profondément nationalistes. Ils veulent construire une nation chinoise intégrant les peuples jadis tributaires ou ayant été dans la zone d'influence de l'empire. Et peu importe si ces peuples, comme le peuple tibétain, ont depuis longtemps fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas faire partie de la « grande famille chinoise. »

D'après Nehru, la peur que les États-Unis ne détruisent le nouveau régime chinois, pourrait expliquer son empressement à conquérir le Tibet.²⁰⁷ Le discours de Formose de MacArthur, le soutien à Chiang kai-shek et le franchissement du 38^{ème} parallèle par les

204SEN, Chanakya, *Tibet disappears...*, op. cit., p. 109.

205“ India hits Peiping on Tibet invasion”, *The New York Times*, November 3 1950.

206 “Tibet: An integral part of China,” *Peking Review*, 5 May 1959, p. 16. (International studies, Special issue on Tibet; vol. 10, n° 4, April 1969, Asia Publishing House, New Delhi, 1969, p. 545).

207 NA, Kew, FO 371/ 84457, FT10310/41, Inward Telegram to Commonwealth Relations Office from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, New Delhi, 31 st October 1950, N° 303.

troupes de l'ONU en Corée auraient renforcé cette idée dans l'esprit de Pékin. En outre explique Nehru, les autorités chinoises subissent l'influence de Moscou qui répète que les intrigues anglo-saxonnes visaient à faire du Tibet une zone d'influence imperialiste.²⁰⁸ Mais, reconnaît Nehru, les propos de Pékin sont sans fondements véritables : « *To repeat that Anglo-American intrigues are taking place in Tibet is to say something which has no foundation in fact. I have no doubt that both, U.K. and the USA , would like Tibet to keep outside the Chinese orbit, but liking is one thing and the capacity to do something about it is another. It is clear that neither the U.K nor the U.S.A can influence Tibet policy to any extent.* »²⁰⁹

Pour le député britannique Wakefield, en revanche l'invasion du Tibet est avant tout une démonstration de force : « *This new Communist Government is anxious as all newly established governments are, to make a display of its strength, its patriotism and its courage. It is prepared to be aggressive. I have no doubt myself that this Chinese aggression is a natural form of expressing a new-found authority of which advantage has been taken for sinister reasons, by a greater power.* »²¹⁰ Rétablir l'unité territoriale de la Chine dans ses frontières traditionnelles, en récupérant les territoires séparés de la « mère patrie » par les puissances coloniales, est une priorité pour les communistes chinois. Le Tibet, qui permet une remise en cause des frontières tracées par les « traités inégaux », est perçu par la Chine communiste comme un bastion essentiel pour assurer sa sécurité.

La présence des Britanniques aux XIX^e et XX^e siècles sur le Toit du monde a été interprétée par Pékin comme une conspiration « visant à créer l' "indépendance du Tibet" »²¹¹, comme une tentative des Occidentaux, et donc du camp impérialiste anti-démocratique mené par les Etats-Unis, pour séparer le Tibet du territoire national. Mais ce que refuse de voir la RPC, seulement intéressée par son propre désir impérialiste de contrôler le plateau tibétain, c'est que le Tibet n'était pas chinois au moment où les Britanniques ont commencé à s'y intéresser. Certes, les Indes britanniques avaient tout

²⁰⁸ *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 334.

²⁰⁹ Lettre à Panikkar, New Delhi, 25 octobre 1950, *Selected Works of Jawaharlal Nehru* volume 15, Part 1, 1 August-25 October 1950 Oxford University Press, 1993.p.440.

²¹⁰ NA, Kew, DO 35/3096, Extract from Official Report of 20th November 1950.

²¹¹ WEI, JING, *Le Tibet, 100 questions et réponses*, Beijing, Editions de Beijing Information, 1988, p. 31.

intérêt à ce que le Tibet préserve son indépendance afin qu'il soit en mesure de jouer son rôle d'Etat tampon entre ses possessions et la Russie. Mais les Tibétains n'ont pas attendu l'arrivée des Britanniques pour affirmer leur indépendance à l'égard de la Chine, qui ne jouait plus son rôle de protecteur vis-à-vis du Tibet. Du point de vue tibétain, la relation qui existait entre l'Empire chinois et le Tibet était une relation volontaire, dans laquelle chacune des parties comprenait parfaitement son rôle, et lorsque Pékin a voulu transformer la relation sino-tibétaine à son avantage en un lien de souveraineté, les Tibétains ont clairement fait comprendre qu'il ne souhaitaient pas que la Chine s'ingère dans leurs affaires intérieures.

Ainsi, les prétentions de la République populaire de Chine à « libérer » les Tibétains de l'impérialisme étranger s'apparentent d'abord à une tentative de justification de son coup de force militaire au Tibet et sont surtout la preuve de son propre impérialisme et de sa volonté d'intégrer, par la force si nécessaire, les territoires qu'elle juge être de son intérêt de revendiquer. Derrière sa lutte contre l'impérialisme au Tibet, qu'elle considère comme une partie de son territoire, la République populaire de Chine est en réalité toujours dans la logique d'un empire.

Mais si les Tibétains doivent être « libérés » de l'impérialisme étranger, ils doivent aussi l'être de leur propres structures sociales, qui conformément à la théorie marxiste du déterminisme économique, est une société arriérée, caractérisée par la « féodalité. » Cet argument a très vite été utilisé par Pékin pour justifier son coup de force au Tibet.

3. « Le régime obscurantiste, arriéré et cruel du servage au Tibet. »²¹²

Reprenant la vision traditionnelle de l'empire, qui se percevait comme le centre du monde civilisé et considérait les autres peuples comme des barbares, la Chine communiste a développé un discours que l'on pourrait qualifier de civilisateur sur les bienfaits de sa présence au Tibet. La Chine est en effet présentée comme un guide pour le peuple tibétain dont l'intérêt suprême est de rejoindre la « grande famille chinoise » afin d'être libéré de ses archaïsmes et de se voir enfin ouvrir le chemin du Progrès.

La « libération » du Tibet, affirme la Chine, est « un événement historique joyeux pour les Tibétains et les autres nationalités chinoises. »²¹³ Loin d'avoir agressé le peuple tibétain, la Chine communiste aurait en fait amené au Tibet les lumières du socialisme, seule doctrine à pouvoir lui apporter le bonheur : « *Without the Chinese Communist Party there would have been no New China-no prosperous and happy mother country ; without a socialist mother country there would not be a prosperous and happy new Tibet.* »²¹⁴

La société tibétaine traditionnelle, caractérisée par « l'Union du gouvernement et de la religion »²¹⁵, est présentée comme un véritable enfer féodal dans lequel la totalité des moyens de production était détenue par les seigneurs féodaux, groupe constitué par la noblesse, les monastères et le gouvernement tibétain. Face à ce groupe pourtant minoritaire- 5% de la population d'après les chiffres fournis par les autorités chinoises- se trouvait la majorité opprimée des serfs et des esclaves. A la merci de ses maîtres, pouvant être torturée, vendue, échangée, ou mise en gage, cette catégorie de la population tibétaine vivait dans un « enfer sans issue. »²¹⁶

²¹² *La question du Tibet (Documents)*, Pékin, Editions en Langues Etrangères, 1959, p. 235.

²¹³ JIAWEI, Wang, GYALTSAN, Nyima, *The Historical Status of China's Tibet*, Beijing, China Intercontinental Press, 1997, Préface chapitre VII.

²¹⁴ « Report of the Work Committee on Problems Relating to the Nationalities Policy », *Tibet Daily*, 15 octobre 1957, in *Tibet 1950-67*, Hong Kong, Union Research Institute, 1967, p. 222.

²¹⁵ WEI, Jing, *Le Tibet, 100 questions et réponses*, Beijing, Editions de Beijing Information, 1988, p. 41.

²¹⁶ *La question du Tibet (Documents)*, Pékin, Editions en Langues Etrangères, 1959, p. 238.

La propagande communiste offre de très nombreuses descriptions stéréotypées et particulièrement négatives de la société tibétaine pré-communiste, tel ce passage publié en 1959, juste après que le dalaï-lama a trouvé refuge en Inde :

« Les serfs ne jouissent d'aucune liberté. (...) Les domaines seigneuriaux sont généralement dotés de fusils, de fouets, de souffleteurs en cuir et d'autres instruments de torture, dont usent à leur gré les seigneurs et les intendants, à la merci desquels la vie des serfs est entièrement livrée. Ils peuvent aller jusqu'à leur couper le nez, leur arracher les yeux, leur amputer les membres ou les mettre à mort par des supplices les plus monstrueusement raffinés.»²¹⁷

La rhétorique de Pékin n'a pas varié depuis plus de cinquante ans. Dans un article du *Figaro* publié le 22 septembre 2000, l'Ambassadeur de Chine en France Wu Jianmin dénonce ce qu'il appelle les « mythes » entretenus par l'Occident sur le Tibet. Parmi ces « mythes », se trouve celui de la violation des droits de l'homme au Tibet :

« Deuxième mythe : « Les droits de l'homme sont bafoués au Tibet. » Pour certains, le gouvernement chinois est « vilain des vilains », tandis que le dalaï-lama est « saint des saints. » Quelle est la réalité ? Avant 1959, quand le dalaï-lama gouvernait le Tibet, le régime qu'il pratiquait était le servage, qui est pire que le régime du Moyen Age en Europe. Sous ce régime, les serfs, qui représentaient 95 % de la population tibétaine, n'étaient pas considérés comme des êtres humains, mais plutôt comme des bêtes de somme ayant tout simplement la faculté de la parole.»²¹⁸

Il est vrai que les structures traditionnelles de la société tibétaine peuvent être qualifiées, selon les normes occidentales, de « féodales. » Les paysans, qui devaient se soumettre à la corvée et payer un tribut, étaient asservis aux seigneurs laïques ou aux lignées religieuses qui possédaient avec l'Etat des domaines fonciers parfois immenses. Pour leur subsistance, les sujets se voyaient concéder un lot inaliénable et indivisible, transmis de façon héréditaire.²¹⁹ Mais ce qui nous importe ici n'est pas tant l'étude des structures de la société tibétaine traditionnelle, laquelle n'était certainement pas parfaite,

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ Wu Jianmin, « La Chine n'a rien à se reprocher », *Le Figaro*, 22 septembre 2000.

²¹⁹ DESHAYES, Laurent, *Histoire du Tibet*, Paris, Fayard, 1997, p. 34-38.

mais n'était pas l'enfer décrit par Pékin²²⁰, que la façon dont les autorités chinoises utilisent cet argument à des fins de propagande.

Le département de la Guerre américain déclarait ainsi en 1943 : « *Though undemocratic and often corrupt, the Government operates with reasonable efficiency, and the people are not overly oppressed, as compared with other countries.* »²²¹ Et selon l'anthropologue Frank Bessac, agent américain présent au Tibet en 1950, le niveau de vie des Tibétains est meilleur que dans le reste de la Chine :

*«There are no obvious signs of discontent among the common people of Tibet whose way of life has not been seriously upset. A few of the nobility are discontented because they do not think the country is being modernized fast enough. According to information given me by all English-speaking Tibetans and foreigners, except Hugh Richardson, Chief of the Indian Mission, there is very little unrest among the agrarian peasants or the nomadic herdsmen. Certainly the situation cannot be as tense as it was in China under the KMT. Tibet is not over-populated and therefore the standard of living in Tibet seems higher than in China. There seems to be food and clothing for all. Famines and the fear of possible famines do not drive the common people to revolution nor the intelligentsia to an attitude of aloofness like that of the Chinese Mandarin or the demand for martyrship like that of the Chinese Communists. In the nomadic areas and agrarian areas away from Lhasa, security against old age is provided by the community. »*²²²

Le chef de la mission britannique à Lhassa, Hugh Richardson, pense que le mécontentement prévaut chez les paysans car ils ne possèdent pas la terre qu'ils cultivent. Frank Bessac lui répond :

220 Le sujet, et notamment la question du servage sont encore en débat parmi les spécialistes. La plupart des chercheurs tel l'anthropologue Melvyn C. Goldstein s'accordent pour dire que le servage a bien existé au Tibet. Mais d'autres- nous pensons notamment aux travaux de Franz Michael- affirment que le terme « serf » est en fait impropre, dans la mesure où les Tibétains pouvaient changer de résidence en remboursant une partie de ce qu'ils devaient au seigneur. Et pour William Coleman les Tibétains avaient en réalité beaucoup plus d'autonomie que ce que suggèrent les documents écrits. Il décrirait plutôt les Tibétains comme des paysans assujettis que comme des serfs. Pour ces auteurs voir la bibliographie.

221Nara, RG 319 *Records of the Army Staff*. Reports and messages, 1918-1951, Office of Strategic Services. Box 120, War Department, Survey on Tibet, May 1943.

222NA, Kew, FO 371/84450, FT 1015/21, Bessac, New Delhi, September 14, 1950, Enclosure N°2 to Despatch N° 661 dated September 21, 1950, American Embassy New Delhi, India, Impressions of Lhasa.

« I assume Richardson is correct-that discontent is prevalent. I cannot believe, however, that it is sufficiently prevalent to cause the peasants to either revolt against the present Government or welcome the Communists. The Government has recognized the necessity of land reform, but no action will be taken until the Dalai Lama comes of age.

The discontent amongst the Tibetans is concentrated in the nobility and a very few of the educated clergy. Their discontent is a result of the backwardness of Tibet and the danger they think threatens Tibet as a result of her lack of modernization. This discontent is directed against the present Government. Their hopes are placed in the young Dalai Lama. This 16- year-old youngster, besides being possessed of a remarkable personality, is extremely intelligent and capable. He is a very patriotic Tibetan. »²²³



Figure 2 : La mission britannique à Lhassa. Source : http://tibet.prm.ox.ac.uk/photo_1998.131.376.html

²²³ *Ibid.*

Il faut attendre l'année 1959 pour voir la Chine communiste dénoncer de façon aussi virulente l'ancienne société tibétaine, société inégalitaire et donc, dans l'optique communiste, nécessairement oppressive. La transformation des structures sociales du Tibet, la libération des serfs et des esclaves tibétains par la Chine communiste, ne fait en effet pas partie des arguments avancés par Pékin au début de son établissement au Tibet pour justifier son intervention militaire au Tibet. Au contraire, l'article 4 de l'Accord en 17 points que nous étudierons plus tard prévoit textuellement que « les autorités centrales ne modifieront pas le système politique en vigueur au Tibet. Elles ne modifieront pas non plus le statut établi, les fonctions et les pouvoirs du dalaï-lama. Les fonctionnaires de divers rangs occuperont leurs postes comme par le passé. »²²⁴ Mais surtout, la religion, ne sera pas attaquée. C'est ce que rappelait encore en 1956 le vice-président du Comité préparatoire pour l'établissement de la future Région autonome du Tibet : « *We believe that protecting religion will not hinder the socialist construction of Tibet, and that we adopt the policy of protecting religion precisely because we want to build up socialism smoothly in Tibet.* »²²⁵

Le jeune opérateur radio britannique Robert Ford, en poste au Tibet pour le compte du gouvernement tibétain au moment de l'invasion des communistes chinois décrit parfaitement l'attitude résolument conciliante des Chinois vis-à-vis de la religion tibétaine:

« Les communistes étaient adroits. Ils prirent grand soin de ne pas commettre les mêmes fautes que celles qu'avaient faites les Chinois au Tibet au cours des invasions dans le passé.

Il n'y eut pas de mise à sac de monastères cette fois-ci. Bien au contraire, les Chinois se gardèrent d'offenser qui que ce soit par ignorance. Si bien que les moines ne tardèrent pas à remercier les dieux de leur délivrance. Les Chinois avaient fait clairement comprendre qu'ils n'en voulaient pas à la religion tibétaine. »²²⁶

²²⁴ Accord sur les mesures de libération pacifique du Tibet (Accord des 17 points du 23 mai 1951), in *Le Tibet et la République Populaire de Chine*, Commission Internationale de Juristes, Genève, 1960, p. 227.

²²⁵ Chang Kuo-hua, Vice-Chairman, Preparatory Committee for the Tibet Autonomous Region and Deputy-Secretary of the CCP Tibet Work Committee, « Speech Delivered at the 8th CCP Congress », septembre 1956 in *Tibet 1950-67*, Hong Kong, Union Research Institute, 1967, p. 204.

²²⁶ FORD, Robert, *Tibet rouge, l'invasion*, Paris, Hachette, 1958, p. 165.

Par réalisme politique, nous y reviendrons, Mao Zedong comprend qu'il sera très difficile d'imposer des « réformes démocratiques » aux Tibétains du jour au lendemain. Il a au contraire voulu négocier et s'appuyer sur les élites tibétaines, tout en cherchant à faire échec au discours des nationalistes qui avaient prévenu les Tibétains que les communistes n'hésiteraient pas à détruire la religion.²²⁷ Il est néanmoins parfaitement clair que l'objectif à plus ou moins long terme des autorités chinoises a toujours été d'amener le Tibet sur la « voie glorieuse » du socialisme.²²⁸ Si Pékin n'évoque pas explicitement la nécessité de libérer les Tibétains de leurs structures féodales arriérées avant 1959, il est évident que cette idée était sous-entendue, la libération des peuples opprimés s'accompagnant obligatoirement du renversement de leurs structures sociales inégalitaires. Dès novembre 1956, Zhang Guohua, vice-président du Comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet, rappelait la nécessité d'amener la société tibétaine, rétrograde et inégalitaire, sur la voie du socialisme :

*« Following the peaceful liberation of Tibet, the important tasks before the Party and the Tibetan people were to strengthen both unity between the Tibetan and the Han nationalities and [...] within the Tibetan nationality, [...] to develop the economy and culture of Tibet, and to advance Tibet to a socialist society together with the other fraternal nationalities. [...] The Tibetan people are devoted followers of Lamaism. [...] The Tibetan social and economic structure is still in the feudal-serfdom stage, production techniques are backward and the livelihood of the labouring people is poverty-stricken. As a result of imperialist aggression and the oppressive policies adopted by the former ruling classes, a high barrier was erected between the Tibetan and Han nationalities. »*²²⁹

²²⁷SHAKYA, Tsering, *The Dragon in the Land of Snows...*, op. cit., p.34.

²²⁸*Our tasks are [...] to improve the people's living standards, and to work for the gradual democratisation of the autonomous organs, so as to pave the way for social reforms.* » in « Strengthen Nationalities Unity ; Build Up a New Tibet-Speech Delivered at the 8th CCP Congress, September 1956, by Chang Kuo-hua, Vice-Chairman, Preparatory Committee for the Tibet Autonomous Region, November 6, 1956. » in *Tibet 1950-67*, Hong Kong, Union Research Institute, 1967, p. 98.

²²⁹ « Strengthen Nationalities Unity ; Build Up a New Tibet-Speech Delivered at the 8th CCP Congress, September 1956, by Chang Kuo-hua, Vice-Chairman, Preparatory Committee for the Tibet Autonomous Region, November 6, 1956. » in *Tibet 1950-6...*, op. cit., p. 198.

Il semble que la rhétorique de Pékin sur le caractère arriéré et cruel des structures sociales du Tibet pré-communiste soit un argument créé *a posteriori* afin de légitimer son occupation puis sa politique répressive au Tibet. Ce n'est en effet qu'à partir de la révolte du Tibet de mars 1959 [*Infra* p. 275] et de la répression qui s'en suit que les autorités chinoises présentent le régime du servage au Tibet comme un régime « plus brutal, plus obscurantiste et réactionnaire que ne le fut le système social de l'Europe du moyen âge. »²³⁰ La société tibétaine traditionnelle est alors décrite comme une société d'une telle cruauté que « même ceux qui disent à tout bout de champ avoir de la "sympathie" pour les rebelles tibétains n'arrive[raient] pas à donner des raisons pour lesquelles ils s'attachent avec une telle obstination à soutenir ce système arriéré. »²³¹ Encore aujourd'hui, en réponse aux critiques de la communauté internationale sur le non respect des droits de l'homme au Tibet, les autorités chinoises n'hésitent pas à déclarer que dans la mesure où avant leur intervention, les Tibétains, « privés de leur liberté individuelle » n'avaient « pas de droits de l'homme »²³², les réformes « démocratiques », et avec elles le développement économique apporté par la Chine communiste, bien meilleur que tout ce que le Tibet connaissait avant, ne peuvent être critiqués.



Image de propagande chinoise montrant un serf tibétain portant son maître. Source : <http://www.chinaembassy.bg/bjly/dtxw/t553032.htm>

²³⁰ *Le Tibet et la République Populaire de Chine*, Genève, Commission Internationale de Juristes, 1960, p. 66.

²³¹ *La question du Tibet*, Pékin, Beijing, Editions en Langues Etrangères, 1959, p. 242-243.

²³² WEI, Jing, *Le Tibet, 100 questions et réponses*, Beijing, Editions de Beijing Information, 1988, p. 41.

Quoi qu'il en soit, s'il est certain que d'un point de vue idéologique, la « libération » du Tibet permettait à Pékin d'étendre la révolution vers un autre pays « féodal », il ne semble pas que la perspective d'apporter les lumières du communisme aux Tibétains soit été déterminante lorsque Mao Zedong prend la décision d'envoyer les troupes de l'Armée populaire de libération au Tibet, l'objectif premier semblant d'abord être la reconstruction de la nation chinoise dans ce que les communistes chinois considèrent être ses frontières traditionnelles.

Le Tibet était déjà perçu par l'empire comme un territoire stratégique dont le contrôle était essentiel pour sa sécurité. La Chine communiste, héritière de cette conception géopolitique, est parfaitement consciente des avantages stratégiques que peut lui donner la conquête de ce territoire qui agrandit de plus d'un tiers son espace national. Mais encore une fois, là où l'empereur se contentait d'une représentation symbolique à Lhassa, les Tibétains ayant en retour l'assurance de bénéficier de la protection de l'empire, les communistes chinois, fortement nationalistes, veulent aller plus loin en intégrant le Tibet à la Chine.

Dans une directive datée du 1^{er} novembre 1950 adressée aux unités de l'Armée populaire de Libération chargées de « libérer » le Tibet, le rôle du Toit du monde dans la protection et la construction des frontières de la « mère patrie » est clairement mentionné : « *The task of marching into Tibet to liberate the Tibetan people, to complete the important mission of unifying the motherland, to prevent imperialism from encroaching on even one inch of our sovereign territory, and to protect and build the frontiers of the motherland is an extremely glorious one.* »²³³

²³³ « Southwest Bureau of the CCP Central Committee, Southwest Military Region Command, and Command Headquarters of the 2nd Field Army Jointly Issue Political Mobilization Directive on the Military Expedition into Tibet », November 1, 1950, in LING, Nai-min, *Tibet, 1950-196...*, op. cit., p. 6.

4. « Qui tient le Tibet tient toute l'Asie ! »²³⁴

« Qui tient le Tibet tient toute l'Asie ! » : c'est par cette formule quelque peu exagérée que les observateurs occidentaux ont bien souvent décrit la situation géostratégique exceptionnelle du Tibet au cœur de l'Asie. En effet, situé à la jonction de ces trois grandes puissances que sont la Chine, l'Inde et l'URSS, le Tibet est un véritable balcon suspendu au-dessus de l'Asie méridionale et occidentale, un promontoire idéal pour observer les grandes plaines peuplées de l'Inde. Le voyageur Amaury de Riencourt, lors de son expédition au Tibet en 1947, ne s'y était d'ailleurs pas trompé. C'est en observant une carte accrochée sur l'un des murs du Dekyilingka, le bâtiment prêté par le monastère de Kundeling à la mission britannique en poste à Lhassa, qu'il comprit l'intérêt stratégique que pouvait représenter le Tibet pour la puissance qui réussirait à y prendre pied :

« En regardant cette carte [...], je fus frappé par les potentialités stratégiques du Toit du Monde, de cette forteresse naturelle et colossale, dressée au cœur de l'Asie, et presque inaccessible par voie de terre. Derrière les murailles cyclopéennes de l'Himalaya et du Kouen-Lun, le Tibet domine les trois pays les plus peuplés du globe : la Chine, six cent millions d'habitants, l'Inde, cinq cent millions et l'U.R.S.S., deux cent millions.

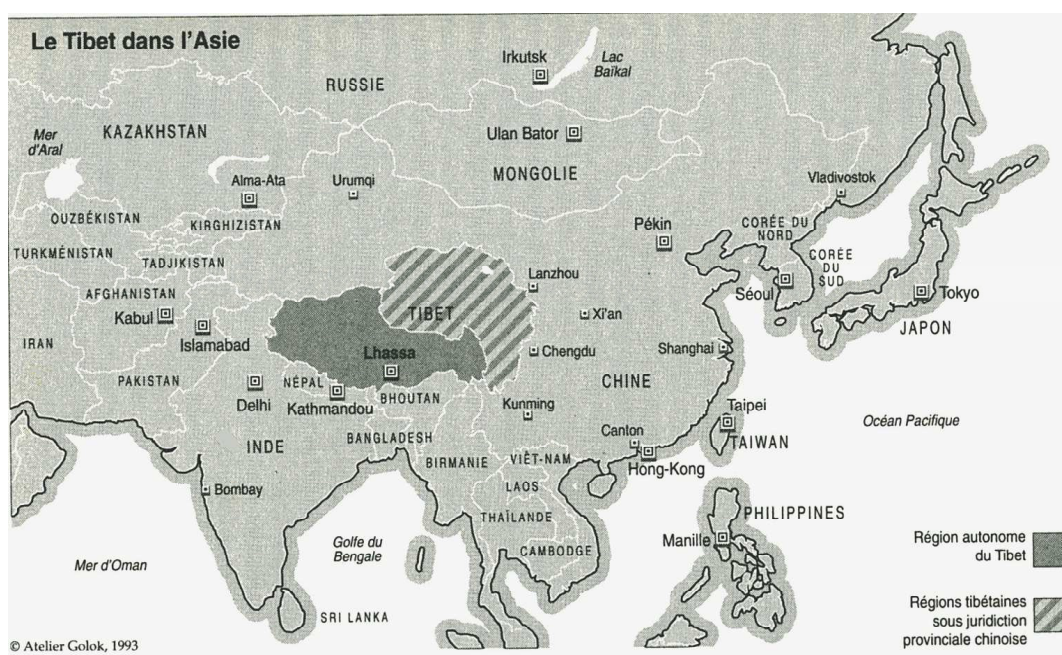
Une puissance basée sur le Tchang Tang exercerait son contrôle sur le centre de l'Asie. Ces bases seraient non seulement à une heure de vol de Delhi, à deux ou trois heures de Tchoungking, mais aussi à mille kilomètres de Tachkent, à neuf cents d'Alma Ata, et domineraient donc les grands centres industriels de l'Asie centrale et soviétisée. »²³⁵

Mais les puissances, à commencer par la Chine, n'ont pas attendu le XX^e siècle pour s'apercevoir de l'intérêt stratégique du Tibet. Ce haut plateau que l'officier britannique

²³⁴ « Comme la Hongrie, le Tibet est écrasé par des troupes " rouges " ! » *Paris Journal*, 25 mars 1959.

²³⁵ RIENCOURT, Amaury (de), *Le Toit du Monde. Tibet et Asie*, Paris, Editions France Empire, 1955, p. 218.

Charles Bell considère comme le « principal rempart de la frontière du nord de l'Inde »²³⁶ devient malgré lui au XIX^e siècle l'enjeu de la rivalité russo-britannique, précisément en raison de sa position géographique. Inquiétée par la poussée des Russes en Asie centrale, la Grande-Bretagne comprend en effet très vite que le Tibet peut jouer le rôle d'un Etat tampon permettant d'assurer la sécurité de la frontière septentrionale des Indes britanniques. C'est ce que suggère par exemple en 1901 le vice-roi des Indes, Lord Curzon: « *It would be madness for us to cross the Himalayas and occupy it [Tibet]. But it is important that no one else should seize it; and it should be turned into a sort of buffer between the Indian and Russian Empires. [...] What I mean is that Tibet itself and not Nepal must be the buffer state that we must endeavour to create.* »²³⁷



Source : Tibet, l'envers du décor, Genève, Editions Olizane, 1993.

²³⁶ « *The chief bulwark of India's northern frontier* », BELL, Charles, *Tibet, past and present*, Londres, Clarendon Press, 1924, p. 65.

²³⁷ Cité par LAMB, Alastair, *Britain and Chinese Central Asia*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1960, p. 260.

Quant à la Chine, elle a toujours cherché à inclure le Tibet, le *Xizang*, littéralement la « maison des trésors de l'Ouest », dans sa sphère d'influence. Le Tibet représente en effet à ses yeux un véritable glacis protecteur face aux Mongols et aux Anglais. Jacques Bacot, présent dans les marches tibétaines au moment de leur invasion par l'Empire chinois en 1909-1910, écrit à propos des conséquences que l'expédition Younghusband de 1904 a eu sur l'attitude de la Chine à l'égard du Tibet : « S'il s'était agi pour la Chine de la perte d'un protectorat, elle se serait résignée devant le fait de son impuissance. Mais le Tibet, c'est la grande surface isolante entre elle et le monde européen. Cette barrière une fois envahie par l'étranger, la Chine se voyait avec terreur menacée de tous côtés. »²³⁸

Les zones situées aux confins de l'Empire chinois sont en effet traditionnellement perçues comme des régions dont le contrôle politique et militaire est vital pour la sécurité de la Chine, qui se pensait plus à même d'assurer sa défense en disposant d'un vaste territoire. Le Tibet, de par sa situation géographique a donc toujours été perçu par la Chine comme un bastion essentiel pour assurer sa sécurité.

L'intérêt de contrôler le Tibet n'a bien entendu pas échappé à la Chine communiste qui en 1950 affirme la nécessité pour elle de s'étendre plus à l'ouest afin de « protéger et de construire les frontières de la mère-patrie. »²³⁹

En 1950, l'ambassadeur indien à Pékin, Panikkar, affirme à Nehru que la Chine est prête à intervenir au Tibet pour défendre ses frontières de l'impérialisme anglo-américain en cas de guerre : « *Chinese have been talking of security of their Tibetan frontier and whenever I have pointed out that we are the only State on that boundary, they have remained silent.* » Nehru répond en exprimant son incompréhension : : « (...) *it is difficult for us to understand, how any intelligent person can consider Chinese security to*

²³⁸ BACOT, Jacques, *Dans les Marches tibétaines*, Paris, Librairie Plon Nourrit et C^{ie}, 1909, p. 167.

²³⁹ « Southwest Bureau of the CCP Central Committee, Southwest Military Region Command, and Command Headquarters of the 2nd Field Army Jointly Issue Political Mobilization Directive on the Military Expedition into Tibet », November 1, 1950, in LING, Nai-min, *Tibet, 1950-1967*, Hong-Kong, Union Research Institute, 1968, p. 6.

*be threatened along Tibetan frontier, whatever might happen, including world conflict.»*²⁴⁰

Pourtant, aux yeux des Chinois, qu'ils soient républicains ou communistes, les frontières du territoire national doivent impérativement se prolonger jusqu'aux contreforts de l'Himalaya. Déjà Chiang Kai-shek écrivait à ce propos :

« Une forte ligne de défense ne saurait être constituée dans les régions du Fleuve jaune, de la Huai, de l'Amour, du Yangtse et de la Han qui sont dépourvues de frontières naturelles. Par conséquent, Formose, les Pescadores, les quatre provinces du Nord-Est, la Mongolie intérieure et la Mongolie extérieure, le Sinkiang et le Tibet forment des bastions ou des points stratégiques essentiels pour la défense et la sécurité nationale. Le fait qu'une seule de ces régions pourrait être séparée du reste du pays entraînerait la dislocation de notre défense. »²⁴¹

Dans cette optique, le Tibet doit nécessairement rejoindre la « grande famille chinoise », de manière pacifique si possible, par la force si nécessaire.

Le 21 septembre 1987, dans son célèbre Plan de paix en cinq points présenté devant le Congrès des Etats Unis, le dalaï- lama, après avoir évoqué son désir de faire du Tibet une zone d' *ahimsa*, c'est-à-dire une zone de paix et de non-violence en conformité avec les principes bouddhistes, souligne l'importance de l'existence d'un Tibet indépendant pour assurer la sécurité et la stabilité de la région :

« Tibet's highly strategic position in the heart of Asia, separating the continent's great powers-India, China, and the URSS-has throughout history endowed it with an essential role in the maintenance of peace and stability. This is precisely why, in the

²⁴⁰ Cable à Panikkar, New Delhi, 25 octobre 1950, *Selected Works of Jawaharlal Nehru* volume 15, Part 1, 1 August-25 October 1950 Oxford University Press, 1993.p.444.

²⁴¹ « *Destin de la Chine*, Paris, Amiot-Dumont, 1949, p. 30-35 », in JOYAUX, François, *Géopolitique de l'Extrême-Orient. Espaces et politiques*, Tome I, Paris, Editions Complexe, Bruxelles, 1993, p. 102.

*past, Asia's empires went to great lengths to keep one another out of Tibet. Tibet's value as an independent buffer state was integral to the region's stability.»*²⁴²

L'une des premières conséquences de l'invasion du Tibet par la République populaire de Chine est en effet été de mettre en contact direct l'Inde et la Chine qui, pour la première fois de leur histoire doivent partager une frontière commune de près de 4000 kilomètres. Dans cette optique, la présence des troupes de l'Armée populaire de libération sur la chaîne himalayenne surplombant les plaines peuplées de l'Inde a pu paraître à la Chine communiste être un atout considérable sur sa voisine. Cependant, l'évolution des technologies militaires et aéronautiques nuancent aujourd'hui l'importance du Tibet comme poste d'observation : dès 1970, la Chine se dote de lanceurs de fusées qui lui donnent la possibilité de placer en orbite des satellites permettant une surveillance accrue de cette zone très montagneuse. Mais l'intérêt militaire du Tibet n'en reste pas moins important pour la République populaire de Chine. Encore en 1991, un officier de l'APL n'hésitait pas à déclarer de façon quelque peu provocante : « *Tibet is the roof of the world. If we build rocket-launching sites there and install missiles, does it not mean that we can easily strike where they point? Control over Tibet enables us to gain the strategic initiative.* »²⁴³

Ainsi, l'intérêt stratégique et militaire du Tibet pour la République populaire de Chine apparaît évident. Qu'en est-il de l'intérêt économique ? Peut-on le considérer comme l'une des raisons principales de l'invasion du Tibet par la Chine ?

²⁴² "Five Point Peace Plan For Tibet" in *His Holiness the Dalai Lama: speeches, statements, articles, interviews, 1987 to June 1995*, Dharamsala, DIIR, 1995, p. 10.

²⁴³ Foreign Broadcast Information Service, 9 septembre 1991, p. 31, cité par DAWA, Norbu, *China's Tibet policy*, Richmond, Surrey, Curzon, 2001, p. 177.

5. Le Tibet, la « maison des trésors de la mère patrie. »²⁴⁴

Le 10 mars 1959, une révolte populaire anti-chinoise éclate à Lhassa. La répression qui s'ensuit et la fuite du dalaï-lama fiont la une de la presse mondiale. Les observateurs étrangers commencent à véritablement s'interroger sur le drame tibétain et notamment sur les raisons qui ont conduit la Chine communiste à annexer cette région isolée apparemment sans intérêts. Outre l'intérêt stratégique de contrôler un tel territoire, le Toit du Monde serait pour la République populaire de Chine, soupçonnée de pratiquer une politique de *lebensraum*, une sorte d'espace vital lui assurant un approvisionnement en matières premières agricoles et minières, tout en offrant à sa nombreuse population un territoire où prospérer. Le quotidien *Paris Journal* écrit à ce propos le 25 mars 1959: « Economiquement les ressources de cette nouvelle province sont très précieuses pour la Chine. Les hauts plateaux de Shigatsé peuvent fournir un fort appoint en blé et autres céréales, et en légumes. Quand à la partie nord du pays, elle peut devenir la principale zone d'élevage du bétail dans l'avenir. D'autre part, les richesses minières sont considérables : houille, fer, métaux précieux, uranium surtout. Démographiquement, le Tibet, qui ne compte guère qu'un million ou deux d'habitants sur une superficie qui représente 12% de celle de la Chine et 2 fois et demie celle de la France, s'offre comme une terre de colonisation [...].²⁴⁵

La perspective d'exploiter les nombreuses richesses du Tibet, l'idée d'un « espace vital » à conquérir ont-elles été déterminantes dans la décision des communistes chinois d'envahir le Tibet ? Nous ne le pensons pas. Dans le contexte de la guerre froide, l'invasion du Tibet par les troupes chinoises est perçue comme une preuve irréfutable des visées impérialistes du communisme chinois en Asie du Sud-Est : le Toit du Monde ne serait en réalité que la première victime d'une longue liste à venir. Cette appréciation de la situation est pourtant réductrice.

²⁴⁴ « Treasure House of the Fatherland –The Tibet Plateau», 20 avril 1956, in *Tibet 1950-67...*, op. cit., p.128.

²⁴⁵ «Comme la Hongrie, Lhassa est écrasé par des troupes " rouges ." », *Paris Journal*, 25 mars 1959.

Le conflit sino-tibétain ne peut être résumé à une simple opposition Tibet/Chine communiste. Ce serait oublier que la Chine n'a pas attendu d'être communiste pour avoir des ambitions territoriales sur le Tibet. Certes, l'arrivée d'un régime communiste au pouvoir en Chine fait prendre au conflit sino-tibétain un tournant tragique pour le Tibet. Mais le désir de la Chine de contrôler les territoires situés à sa périphérie, d'abord pour assurer sa sécurité, est une donnée constante de l'histoire de ce pays, tout comme l'est l'envoi de colons pour renforcer le contrôle de ses marches.

Néanmoins, il est clair que les autorités chinoises comprennent rapidement que le Toit du Monde, extrêmement riche en ressources naturelles, peut être un fournisseur d'énergie pour leur industrie. De nombreuses ressources minérales, hydrauliques, végétales et énergétiques sont présentes en abondance au Tibet. Les publications officielles vantent d'ailleurs régulièrement la richesse minérale du Tibet, qui détient plus de cent minéraux dont onze se classent au cinq premiers rangs des ressources de la Chine, tels le soufre, le cuivre, le chromite ou l'arsenic. En 1999, un gisement de lithium carbonique a même été découvert dans le lac salé de Chabyer, permettant au Tibet de devenir « la région la plus riche du monde en réserves de Lithium. »²⁴⁶

De nombreuses missions de prospections sont envoyées peu après la prise de contrôle du Tibet par la République populaire de Chine, afin d'étudier ses ressources et son potentiel économique. En 1956, l'un de ces géologues dépêchés par Pékin sur le plateau tibétain décrit avec enthousiasme dans son rapport l'extrême richesse minérale du Tibet, véritable « maison des trésors » de la mère patrie :

« Buried in many lake basins is an abundance of salt, alkali, and borax. On the strength on these clues, who can still say that the Tibet plateau cannot be transformed into an industrial base?

In the eastern part of the plateau which is more familiar to us, it has long been known that there are deposits of coal, iron, graphite, gypsum, barite [...].

²⁴⁶ « Chine Tibet. Faits et chiffres 2005 » En ligne sur : <http://www.china.org.cn/french/234398.htm>

*In short, Tibet is a treasure-house of the fatherland but it has never been opened up. It will bring unlimited happiness to the Tibetan people and provide unlimited power for the reconstruction of the fatherland. »*²⁴⁷

Ainsi, la décision de la Chine communiste d'incorporer le Tibet à son territoire doit être vue dans le contexte de l'émergence du nationalisme chinois. Dans le processus de construction de la nation, le Tibet est en effet perçu comme une composante indispensable du territoire national. Héritière de la politique de l'empire qui a voulu s'assurer le contrôle d'une région considérée comme essentielle à sa sécurité, la Chine communiste, a par ailleurs aujourd'hui des intérêts économiques et militaires importants au Tibet dont la séparation d'avec la « mère patrie » qui pourrait, dans l'optique chinoise, amener à la désintégration du territoire national, est inenvisageable.

6. Un rôle joué par l'URSS ?

Déjà en 1950, les Britanniques s'interrogeaient sur les causes réelles de l'invasion chinoise :

*« What were her motives ? Is this to be regarded (...) as a move fomented by a pro-Russian clique against the real wishes of the Chinese, with the object to blackening the new China in Western eyes and thus widening the gap? Or is this Chinese Communism in action, denied an outlet in Korea and thus forced into showy action in Tibet ? Or is it merely Chinese imperialism which has always had an eye on Tibet and is impatiently marching in, in order to cut short the protracted negotiations with the Tibetan Mission? »*²⁴⁸

²⁴⁷ «Li P'o, Associate Researcher of the Institute of Geology, Chinese Academy of Sciences, « Treasure House of the Fatherland –The Tibet Plateau », 20 avril 1956, in *Tibet 1950-67...*, op. cit., p.128.

²⁴⁸ NA, Kew, FO 371/84457, FT 10310/46, S.J .L Olver, 31.10.50, Minute.

Les contemporains ont émis plusieurs hypothèses que résume bien *Foreign Office* qui pense également à la Russie, mais aussi à une revanche de la Chine après la défaite de la Corée :

« (a) that this is a move, inspired by a pro-Russian clique within the Chinese Government, aimed at embroiling the latter with the West and thus widening the gulf and throwing China into Russia 's arms;

(b) that the Chinese, disappointed by the Korean defeat, and the U.S block to any Formosan adventure felt the need for a spectacular success elsewhere;

(c) that this is a typical instance of Communist double-dealing and preference for a forcible solution.»²⁴⁹

Beaucoup d'observateurs voient la main de la Russie derrière l'attaque du Tibet. Cela est peu probable et c'est mal connaître l'histoire des relations sino-tibétaines. Il semblerait en réalité que la décision d'incorporer le Tibet à la République populaire de Chine soit le résultat de l'alliance entre l'idéologie communiste et l'impérialisme traditionnel chinois.

Tandis que la République populaire de Chine met à exécution son plan d'action au Tibet, tous les regards se tournent alors sur la pays le plus concerné par la présence chinoise au Tibet : l'Inde. Interviendra-telle ?

II. Les regards se tournent vers l'Inde.

Les observateurs tibétains ne se font généralement que peu d'illusions sur la volonté de l'Inde à apporter son soutien au Tibet. L'annonce prochaine de son indépendance inquiète et laisse présager un sombre avenir pour le Tibet. Ainsi, un notable tibétain, Dilawa Notoktu, fait part en 1946 au résident britannique établi à Ganktok de sa certitude

²⁴⁹NA, Kew, FO 371/84457, FT 10310/50, Tibet. Secret.

que les Chinois veulent « dévorer le Tibet » et que l'indépendance de l'Inde va conduire son pays tout droit dans les bras de la Chine.²⁵⁰

Seul Hugh Richardson pense, avec une certaine naïveté, que les communistes, hostiles à la propriété privée, ne représentent pas un véritable danger pour le Pays des neiges. Quant à l'Inde et la Grande-Bretagne, il espère encore qu'elle resteront des alliées fiables pour le Tibet : « *Although a new Government in India may be preoccupied with things nearer home, and may take some time to realize the importance of India of keeping Tibet as it is, I hope that there will be someone with enough vision to maintain the present policy. Perhaps too His Majesty's Government will retain an interest in Tibet (...).* »²⁵¹ Le Tibet, espère Richardson, pourrait ainsi compter non pas sur un, comme ce fut le cas par le passé, mais sur deux pays amis prêts à défendre ses intérêts. Mais la Grande-Bretagne est-elle prête à apporter son soutien au Tibet, alors même que les intérêts qu'elle pouvait avoir dans la région ont disparu avec l'accès à l'indépendance de l'Inde ?

A. C'est à l'Inde qu'il revient d'agir.

Dès 1947, les Britanniques font parvenir un message aux Tibétains qui réaffirme leur volonté de soutenir le Pays des neiges. Ils continueront à porter « un intérêt amical à la prospérité future du peuple tibétain » et à la « maintenance de l'autonomie tibétaine. »²⁵² Il est même suggéré d'envoyer un représentant régulièrement à Lhasa, promesse qui ne sera jamais appliquée.²⁵³ De la même façon, lorsque la Chine communiste commence à dénoncer de façon récurrente les « traités inégaux » entre le Tibet et l'Inde et à vouloir revoir la frontière sino-tibétaine établie au Yangtse lors de la conférence de Simla, les Britanniques lui adresse une réponse sans équivoque : elle ne peut pas évincer l'Inde du Tibet en se basant sur des traités dont elle n'est pas signataire.

²⁵⁰ NA, Kew, FO 371/ 53615, F12584, 22nd June 1946, Hopkinson, DO n°7 (3)-P/46.

²⁵¹ NA, Kew, FO 371/ 53615, FI 1971/G, Copy of a demi-official letter n°3(3)-L/46 dated the 7th June 1946 from H.E Richardson.

²⁵² NA, Kew, DO 35/2931, Tibet.

²⁵³ NA, Kew, Murray, FO 371/70042, F9096/71/94, 21st June 1848.

Les Tibétains peuvent de leur côté compter sur Londres aussi longtemps qu'ils le désirent.²⁵⁴

Les Tibet aurait donc pu légitimement espérer le soutien de la Grande-Bretagne face aux menaces de Pékin. Mais il n'avait pas prévu un bouleversement majeur, celui de l'accès à l'indépendance de l'Inde qui remet alors profondément en cause les intérêts britanniques dans la région. Alors que l'Inde devient indépendante en 1947, Londres ne laisse aucune illusions sur ses intentions futures. Les devoirs de la Couronne britannique à l'égard du Tibet sont désormais transférés à l'Inde : « (...) *we will clearly do nothing unless the Indians do more and do it first.* »²⁵⁵

En quittant la région, Londres considère désormais que le Tibet est une question « d'importance mineure »²⁵⁶ qui est en dehors de ses compétences. La Grande-Bretagne, nous l'avons vu, n'a plus d'intérêts assez important dans la région pour soutenir le Tibet : « *We therefore consider that any attempt to intervene in Tibet would be impracticable and unwise. We have no interest in the area sufficiently strong to justify the certain risks involved in our embroiling ourselves with the Chinese on this question, and we must not on any account get out of step with India over it.* »²⁵⁷ Le Foreign Office définit sa politique à l'égard du Tibet en 1949 en ces termes:

« The general aim of our policy has in the past been to support the Government of Tibet in maintaining the practical autonomy which they have achieved ; this autonomous status is of importance to the security of India's North-East frontier . Recent events in China do not in any way alter the validity of this as an aim of policy, though the responsibility now rests mainly with the Government of India. Although Tibetan policy is therefore primarily an Indian concern, H.M.G sent a message to the Government of Tibet at the time of the transfer of power in India in

²⁵⁴ NA, Kew, DO 33/40, No. D3525-NEF/48, New Delhi, 5th October 1948, Ministry of External Affairs and Commonwealth Relations , copy jointe, 27(1).

²⁵⁵ NA, Kew, FO 371/ 76317, F 17268/G, P.D Coates, 11 th November 1949.

²⁵⁶ NA, Kew, FO 371/84457, FT 10310/46, S.J .L Olver, 31.10.50, Minute.

²⁵⁷ NA, Kew, CO531/5742, Telegram n° 2740 from Foreign Office to Washington, 15th June 1950.

*which they stated that they would continue to take a friendly interest in the future prosperity of the Tibetan people and in the maintenance of Tibetan autonomy.»*²⁵⁸

Suite à une réunion entre les différents départements politiques sur le Tibet le 1er novembre 1950, les Britanniques confirment que l'aide apportée au Tibet ne peut être que politique et en aucun cas militaire : « *There is no prospect of offering effective military assistance to Tibet, and any action taken must be on the political plane.* »²⁵⁹ Shakabpa demande au haut-commissaire britannique ce qu'il va se passer si les Tibétains ne parviennent pas à un accord avec Pékin. Le diplomate lui répond que les Chinois vont certainement essayer d'obtenir un accord avec eux. En cas d'échec, ils tenteront d'infiltrer le Tibet, mais ils n'attaqueront pas. Shakabpa lui demande alors si le gouvernement britannique apportera son soutien militaire au Tibet dans le cas où la Chine déciderait de passer à l'attaque. Le haut-commissaire lui répond alors que la Grande-Bretagne ne peut apporter une aide de cette nature ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas d'accès direct au pays et qu'il faut nécessairement passer par le territoire indien.²⁶⁰

Certes, les Britanniques veulent que le Tibet reste autonome loin du communisme, mais la prudence est de mise : les communistes chinois pourraient accuser la Grande-Bretagne d'avoir des ambitions imperialistes sur le Tibet et les intérêts britanniques en Chine pourraient en souffrir.²⁶¹ Londres espère donc que ce soit l'Inde qui apporte son soutien au Tibet car « la meilleure chose à faire sans aucun doute et de fournir calmement les Tibétains en armes et de ne rien dire qui pourrait exciter les communistes chinois. »²⁶² Mais, concluent les Britanniques non sans un certain fatalisme, peu de choses peuvent être faites pour retenir la Chine si elle est déterminée à commettre un acte d'agression contre le Tibet.²⁶³ D'ailleurs, lorsque les Américains discutent avec les Britanniques de la possibilité d'envoyer des armes aux Tibétains et d'entraîner des troupes à Gyantsé, il semble évident

258 NA, Kew, FO 371/76317, F 17268/G, Policy towards Tibet.

259 NA, Kew, FO 371/84457, FT 10310/50, Tibet. Secret.

260 NA, Kew, DO 35/2931, Telegram N° 1681 from .K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, Delhi, 17th June, 1950.

261 NA, Kew, FO 371/ 76317, F 17268/G, P.D Coates, 11 th November 1949.

262 Ibid.

263 NA, Kew, CO 531/5742, Telegram n° 2381 from South Asian Dept. to U.K High Commissioner in India, 25th October 1950.

au représentant britannique quel les Tibétains ne peuvent pas constituer une force armée crédible contre les Chinois. Si l'Inde n'intervient pas, l'avenir du Tibet lui semble sans espoir : « (...) *it seems that the future autonomy of Tibet depends in the first place obviously on Chinese intentions, and secondly on the difficulties of getting an invading force from China to Lhasa.* »²⁶⁴

La situation est donc simple pour les Britanniques : le problème tibétain est un problème désormais indien. C'est ce que réaffirme le *Commonwealth Relations Office* le 13 décembre 1950 au haut-commissaire britannique au Canada :

« (...) *in view of India's proximity to Tibet and fact that in 1947 the rights and obligations arising from existing treaties between United Kingdom and Tibet devolved on the Government of India on the transfer of power, we consider that India has primary interest in events in Tibet. In this circumstances we have made it clear to the Government of India that we consider initiative lies with them and that we wish to align our policy towards Tibet as closely as possible with theirs* (...) »²⁶⁵

Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Ernest Davies, ne dit pas autre chose en novembre 1950 :

« *In the first place, our treaty rights and obligations were, of course, taken over by India when India gained her independence, and India has assumed all the liabilities, as it were which we previously held. We informed Tibet at the time that we were maintaining our friendly interest in Tibetan autonomy ; but we do not happen to have any representative there, because there is no necessity, as far as our relations with Tibet are concerned, to have representatives there at the present time.* »²⁶⁶

²⁶⁴ NA, Kew, FO 371/8446, FT 1192/8, 5R.W Selby, U. K High Commissioner Office Singapore, 10th March 1950, Ref. Ca/30D.

²⁶⁵ NA, Kew, FO 371/93002, Telegram n° 262 from Commonwealth Relations Office to U.K High Commissioner in Canada, 13th December 1950.

²⁶⁶ NA, Kew, DO 35/3096, Extract from Official Report of 20th November 1950, c.166(232).

Notons que les Indiens ne voient pas forcément vu d'un bon oeil la facilité avec laquelle Londres se décharge du problème tibétain sur elle. En janvier 1950, Krishna Menon rappelle que la Couronne britannique a des obligations dans ce dossier et qu'il serait trop facile de s'en débarrasser ainsi. Soucieux de ménager New Delhi, les Britanniques s'efforce d'agir avec prudence et tact pour dissiper cette impression, qui n'est pourtant pas sans fondements.²⁶⁷

Mais si la Grande-Bretagne renonce à ses responsabilités et refuse d'intervenir elle-même, elle ne souhaite pas, de toute évidence, que la Chine communiste gagne du terrain au Tibet. Cela serait un « encouragement direct à l'agression communiste », ²⁶⁸ déstabiliserait la région, et menacerait ainsi l'Inde qui est aux yeux de Londres et de Washington un pays de toute première importance.

La perception britannique de l'Inde est déterminée par la position stratégique du sous-continent indien, situé près de la Chine et de l'URSS. Mais c'est surtout vis-à-vis de l'URSS que l'Inde est d'une importance vitale. Le but avoué de la politique étrangère britannique est de tenir l'Inde éloignée du bloc communiste, et, si possible de la faire entrer dans le camp occidental. A défaut, elle ne doit pas faire le jeu des communistes. En somme, « si elle n'est pas avec nous, elle ne doit pas être contre nous. » Washington est également attentive à l'Inde et observe ses réactions dans la crise tibétaine avec attention.

²⁶⁷ NA, Kew, FO 371/ 84451, R.H Scott, Foreign Office S.W1, 21st January 1950.

²⁶⁸ NA, Kew, FO 371/84457, FT 10310/50, Tibet. Secret.

B. L'Inde, « pivot » de l'Asie non communiste.²⁶⁹

Dans le cadre de la stratégie du *containment* élaborée par Washington, il apparaît de toute première importance pour le gouvernement américain que l'Inde soit et continue d'être un pays non communiste et qu'à terme celle-ci bascule dans le camp occidental : « *We desire in India the continuance in power of the present non-communist government and would like it to pursue, with wide popular support, a policy of friendship and cooperation with the United States. We should like India voluntarily to associate itself with the United States and like-minded countries in opposing communist.* » Pour ce faire, sa stabilité politique, au même titre que son développement économique, sont essentiels.²⁷⁰ Washington espère également avoir accès aux ressources de l'Inde et à son marché et l'amener à refuser de fournir le marché soviétique. En cas de guerre, le but est d'amener les Indiens à accorder des facilités aux Américains.²⁷¹ L'Inde, par ailleurs, possède beaucoup de produits qui sont d'une importance stratégique pour les Etats-Unis comme les minerais, et plus particulièrement le manganèse. Quoi qu'il en soit l'Inde est considérée comme le « pivot » de l'Asie non communiste : « *With China under Communist domination, Soviet power now encroaches along the perimeter of the Indian sub-continent, India has become the pivotal state in non-Communist Asia by virtue of its relative power, stability and influence.* »²⁷²

La sécurité des Etats-Unis est en jeu : « *The United States objective with respect to South Asia is to improve the security position of the United States. In this connexion, India and Pakistan are the key nations of the area. The loss of India to the Communist orbit would mean that for all practical purposes all of Asia will have been lost ; this would constitute a serious threat to the security position of the United States.* » La perte de la

²⁶⁹ Department of State Policy Statement, India, Washington, December 1 1950 in United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1950. The Near East, South Asia, and Africa*, 1950, p. 1478.

²⁷⁰ Il faut assister économiquement l'Inde pour qu'elle résiste au communisme et à la Chine : « *If there were no communism and no Communist threat there would still be poverty disease, and need. Our primary interest must be the victory of plenty over want, of freedom over tyranny* » affirme Nixon. "Mr. Nixon underlines need for U.S aid.", *The Times*, May 5 1959.

²⁷¹ Department of State Policy Statement, India, Washington, December 1 1950, United States Department of State..., *op. cit.*, p. 1476.

²⁷² Department of State Policy Statement, *op. cit.*, p. 1478.

Chine, la menace sur l'Indochine, l'invasion du Tibet et les revers en Corée ont rendu le Sud-est asiatique, et notamment l'Inde, d'autant plus important aux yeux des autorités américaines : « *India, especially, and Pakistan as well, possess leaders having great prestige throughout the whole of Asia; the future support of these countries diplomatically and in the United Nations is of great importance; India in particular has certain strategic materials of importance to our national defense.* » C'est pourquoi le gouvernement américain souhaite développer des relations amicales avec les pays de ces contrées, consolider les gouvernements non communistes, et les faire se rapprocher des Etats-Unis.²⁷³

L'Inde est un pays dont le destin politique revêt une importance toute particulière pour Washington dont la véritable hantise est qu'il ne finisse par tomber sous la coupe des communistes ce qui pourrait se produire si la misère s'y généralisait : « (...) *it is in our interest to prevent India from falling under Communist domination. (...) if the present government falls India will either be thrown into a state of chaos or come under control of a government far less sympathetic to our ideals and objectives than the present government. (...) If we permit famine to develop in India, we may contribute to the collapse of a government which in the long run is much more apt to cooperate with us than any possible successor government.* »²⁷⁴

L'objectif ultime est bel et bien de faire basculer l'Inde dans le camp occidental : « *The broad objective of American policy toward India is to orient India towards the western world, most especially to the United States.* » Deux objectifs sous-tendent en réalité la politique américaine. Prévenir la domination par les communistes fidèles à Moscou de l'Inde et du Sud asiatique et empêcher l'Inde de lancer une croisade contre l'Occident à la tête des peuples de couleur. L'Inde, note Washington, est par ailleurs dépendante de l'aide extérieure pour sa défense ainsi que pour son développement économique. Les Etats-Unis sont soucieux de voir dans ce pays une certaine stabilité intérieure pour qu' il puisse lutter contre le communisme.²⁷⁵

²⁷³ Draft Statement of Policy proposed by the National Security Council on South Asia in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1951, *East Asia and the Pacific*, vol. VI. p.1651.

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 2104-2105.

²⁷⁵ NARA, RG 84? *Records of the Foreign Service Posts of the Department of State*, India US Embassy, New Delhi, 1949, Entry 59A-543, Part 7, India, Outline of Current situation in relation to Americans interest.

Le basculement dans le camp communiste de ce pays serait un désastre idéologique et stratégique pour l'Ouest : « *If South Asia falls under Communist control, a strategic area containing nearly half a billion people will be denied to us, and its resources, including strategic materials, can be utilized against us. Potential bases for containment of Soviet power or attacks on the Soviet heartland and Communist China would be denied to the non-Communist powers and Soviet control of the Asian landmass would be virtually complete.* »²⁷⁶



Truman et Nehru le 11 octobre 1949. Source : Harry S. Truman Library (NLHST), 500 West U.S. Highway 24, Independence, MO, 64050-1798.

²⁷⁶ Indian Request for Food Grains: Political considerations, Washington, January 24 1951 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States, 1951, East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 2103.

Mais les relations entre les deux pays ne sont pas simples. Les Etats-Unis définissent leur politique du *containment* au moment même où l'Inde devient indépendante. L'Inde milite pour la décolonisation et l'accession à l'indépendance des pays d'Afrique et d'Asie. L'Asie doit désormais être maîtresse de son destin, débarrassée des interférences européennes. Nehru souhaite que l'Inde joue un rôle actif dans les affaires mondiales, sans pour autant s'aligner sur l'un des deux blocs pour ainsi préserver son indépendance : c'est la politique du non alignement, bien souvent incomprise, voire même critiquée par Washington.

Les Etats-Unis et l'Inde ont en effet des conceptions idéologiques différentes. Tout en promouvant la démocratie et le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, Washington défend l'entreprise privée et dénonce le contrôle par l'Etat des moyens de production. Le développement économique du Tiers-Monde sera achevé grâce au capitalisme et non pas par un système plus socialiste tel que le conçoit Nehru. La politique américaine rentre rapidement en conflit avec celle de Nehru. L'objectif principal du Premier ministre indien est le développement économique de son pays. Pour lui la séparation du monde n'est pas politique, le communisme contre le capitalisme, mais économique, les riches contre les pauvres, ceux qui sont développés économiquement et les autres. La clé de la réussite de l'Inde est son développement économique et notamment celui de son industrie. Mais Nehru n'est pas prêt à suivre le modèle américain basé sur l'entreprise privée.

Les Etats-Unis n'ont pas soutenu les aspirations indépendantistes de l'Inde par solidarité avec l'alliée britannique, ce qui a entraîné une vision négative du gouvernement américain après des Indiens. Washington est perçue comme une nation impérialiste, au même titre que la Grande-Bretagne. L'Inde voit par exemple l'aide alimentaire américaine en 1946 comme un moyen d'imposer son influence. Nehru, qui est l'architecte de la politique étrangère de l'Inde, fonde toute sa politique étrangère sur le non alignement qu'il définit comme la « grande poursuite de la paix ».²⁷⁷ En 1964, Krishna Menon, son futur ministre de la Défense définit le non-alignement en ces termes : « *A policy of independence in external affairs to be away from the two worlds.* »²⁷⁸

²⁷⁷ Jawaharlal Nehru, *A Visit to America*, New York, John Day, 1950, p. 68.

²⁷⁸ Michael Brecher, *India and World Politics: Krishna Menon's View of the World*, Londres: Oxford University Press, 1968, p. 68.

Les Etats-Unis considèrent le non alignement comme une « conception immorale. »²⁷⁹ Leur vision du monde est manichéenne et une troisième voie n'est pas envisageable. Il n'existe que deux catégories de pays : ceux appartenant au monde libre et ceux affiliés au bloc communiste. Au contraire, Nehru pense qu'il est possible de mener une politique étrangère indépendante où les problèmes sont jugés selon leurs propres mérites, sans préjugés. L'attitude des deux gouvernements à l'égard de la Chine communiste est un exemple de cette différence de point de vue entre les deux pays.

Pour Washington, ne pas se positionner contre la République populaire de Chine revient à être dans son camp. Pour Nehru il ne s'agit pas d'agir en fonction de l'appartenance d'un pays à un camp ou à un autre mais en fonction des intérêts de l'Inde et plus généralement de la paix mondiale. Or, l'intérêt de l'Inde est pour le Premier ministre indien d'entretenir des liens d'amitiés avec les communistes chinois. Ainsi, le 30 décembre 1949, l'Inde reconnaît officiellement la République populaire de Chine. Tout autre est l'attitude des Etats-Unis lesquels, par principe, refuse toute coopération avec Pékin.

En 1949, les nationalistes rejoignent l'île de Formose. La Chine est perdue pour les Etats-Unis. Un débat se développe alors afin de savoir si le pays aurait pu empêcher la débâcle face aux communistes. L'idée que les Etats-Unis ont failli et que la victoire des communistes accentue la menace soviétique se développe dans l'opinion américaine qui est très hostile à Pékin qui signe de son côté en février 1950 un traité d'alliance avec les Soviétiques, confirmant le lien entre les deux pays. La perte de la Chine aux communistes amène Truman et son administration à adopter une ligne dure contre Mao Zedong. Les objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis sont clairs : « *Detach China as an effective ally of the USSR and support the development of an independent China which has renounced aggression.* »²⁸⁰ Dans cette optique, la reconnaissance du gouvernement de Pékin est exclue par Washington.

²⁷⁹ Dulles' testimony in the *President's Proposal on the Middle East*, U.S. Senate Committee on Foreign Relations and Armed Services, 85th Cong., 1st Sess, Washington, D.C, Government Printing Office, 1957.

²⁸⁰ NSC Staff Study on United States Objectives, Policies and Course of Action in Asia, United States, Department of State in *Foreign relations of the United States*, 1951, *East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 48.

Afin de faire avancer la cause de la démocratie et les intérêts du bloc occidental, il faut impérativement faire obstacle à la Chine, et pour cela développer des relations cordiales avec l'Inde.

Le 4 août 1950, l'ambassade américaine reçoit à Calcutta une délégation tibétaine pour discuter de l'aide éventuelle que les Etats-Unis pourraient apporter au Tibet en cas d'attaque des communistes chinois. Washington se dit prête à envoyer des armes aux Tibétains. Cependant, un transfert d'armes ne peut se faire que par le territoire de l'Inde. C'est donc vers celle-ci que le Tibet doit se tourner. L'ambassade prend cependant garde de ne pas trop s'engager en précisant qu'une invasion chinoise du Tibet reste « une question hypothétique. »²⁸¹

La Grande-Bretagne, bientôt mise au courant de la proposition de Washington s'inquiète que l'Inde, informée par les Tibétains des fournitures d'armes américaines n'y voit une ingérence dans les affaires asiatiques. L'ambassade britannique fait alors son possible pour convaincre les Américains de renoncer à leur projet en expliquant que les Indiens ont déjà fourni des armes, qui ne seront guère plus utiles en plus grand nombre pour que les Tibétains se défendent. En outre, des dissensions internes affaiblissent les capacités militaires des Tibétains qui ne sont déjà pas fameuses. Envoyer des armes est inutile :

*« The American view that Arms would enable the Tibetans to “ put up a good show against the Chinese or at least defer China from attacking” would therefore seem to be unjustifiably optimistic. If the Reuter reports from Hong Kong are reliable increased arms supply would, in any case, be too late to affect the issue. Since the American offer has already been made, the next move lies with Tibet and India and we should consider the position in the light of the Indian reaction when they receive an application from Tibet.»*²⁸²

281NA, Kew, CO 537/5742, Telegram n° 2111 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 7th August 1950.
282NA, Kew, CO 537/5742, FT 10310/15, Minute of P. H Scott, 9th August 1950.

Les Indiens font savoir que l'intervention des Etats-Unis serait mal perçue d'un point de vue politique, mais aussi parce que l'Inde a déjà fourni des armes.²⁸³

Nous voyons donc les difficultés rencontrées par Washington prise entre son désir d'encourager la résistance du Tibet face aux communistes chinois et son désir de ménager l'Inde-ce qu'elle fait avec maladresse- afin de la faire basculer dans le camp occidental. Pourtant, les Etats-Unis auraient souhaité apporter un soutien militaire au Tibet.

L'ambassadeur américain à New Delhi, Loyd Henderson, lors d'une discussion le 30 octobre 1950 avec Bajpai, demande s'il serait envisageable de laisser passer des armes américaines par l'Inde à destination du Tibet. Bajpai répond que cette éventualité serait « peu sage » et que le mieux est encore de ne rien faire qui pourrait donner à Pékin des raisons de renouveler ses accusations contre les grandes puissances intéressées de son point de vue par le Tibet. Ménager la susceptibilité de l'Inde est essentiel et il est hors de question pour Henderson que Washington donne à New Delhi l'impression d'utiliser les événements tibétains pour essayer de l'amener à rejoindre le camp de l'Ouest. Au contraire, note l'ambassadeur, le gouvernement américain doit montrer qu'il ne se réjouit pas de la situation et qu'il aurait préféré avoir tort au sujet de Pékin et de ses intentions.²⁸⁴

C'est exactement ce que Nehru réaffirme à Henderson le 3 novembre 1950 : le mieux que les Américains puisse faire est de s'abstenir de toute déclaration publiques soutenant le Tibet ou condamnant Pékin. Elles ne feraient qu'apporter de l'eau au moulin des communistes chinois, qui argueraient que les grandes puissances intriguent au Tibet et influencent la politique de l'Inde sur le Toit du monde.²⁸⁵

Pourtant les événements tibétains sont perçus par Washington comme l'occasion d'attirer Nehru dans le camp occidental. L'invasion peut en effet faire prendre conscience au Pandit de la réalité de la menace communiste et apporter la preuve éclatante de

283NA, Kew, CO 537/5742, From Foreign Office to Peking, N° 1238, 26th August 1950.

284The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, Washington, October 31, 1950, United States, *Department of State in Foreign relations of the United States*, 1950, East Asia and the Pacific, vol. VI, p. 546-547.

285The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, November 3, 1950, *Ibid.*, p. 551.

« l'absence de principes moraux » du régime communiste et du « cynisme » dont Pékin fait preuve dans sa conduite des relations internationales.²⁸⁶

Dès la nouvelle de l'invasion, Londres y voit également l'occasion de dénoncer les méfaits du communisme et son caractère impérialiste :

*« The obvious inoffensiveness of Tibet; the fact that the Chinese Government had given Delhi an assurance that she would not resort to force; above all, the timing of the invasion, just as the Tibetan Mission was about to leave for Peking, which could be compared with the Japanese treacheryions at Pearl Harbour- all these could be worked up into something fairly big in the way of a propaganda offensive, either specifically against the Chinese People's Government or, if we wished, against Communist methods in general as exemplified in the Chinese behaviour. »*²⁸⁷

Pourtant, Londres ne souhaite pas non plus s'aliéner Pékin qu'il faut neutraliser afin d'éviter un axe URSS-Chine dirigé contre l'Ouest : *« I should have thought it would not be in line with our main objective of "neutralising" China in any eventual war between the Western Powers and Russia. I certainly think we should wait and see what happens for a little before we diside our propaganda line. »*²⁸⁸

Il n'est cependant pas question pour Washington de mettre la pression sur l'Inde pour qu'elle change sa politique à l'égard des communistes chinois. Il serait en effet à ses yeux peu habile de ne pas laisser Nehru prendre sa propre décision car la situation au Tibet est délicate et si les choses tournent mal et mettent l'Inde en difficulté ce sont les Etats-Unis qui seront critiqués. Mais, si New Delhi décide d'aider les Tibétains, le gouvernement américain devra faire « ce qu'il peut pour aider. »²⁸⁹

²⁸⁶ The Secretary of State to the Embassy in India, Washington, October 27, 1950, United States, Department of State, *Foreign relations of the United States, 1950, East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 545.

²⁸⁷ NA, Kew, FO 371/ 84457, FT 10310/50, S. J.S Olver, Tibet, 30. 10. 50.

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ The Secretary of State to the Embassy in India, Washington, October 27, 1950, United States, Department of State..., *op. cit.*, p. 545.

C. Encourager le Tibet en encourageant l'Inde.

Une aide à l'Inde est également envisagée par le gouvernement britannique, qui est prêt à apporter son soutien, certes limité, aux Tibétains. En janvier 1950 des discussions sont ainsi entamées entre le gouvernement indien et les Britanniques pour qui, même si le régime tibétain est archaïque, est la seule alternative au communisme et doit donc être soutenu.²⁹⁰ Elles portent sur la possibilité de fournir des armes ainsi que des munitions au Tibet qui en a récemment fait la demande aux deux pays. En 1949, le *Foreign Bureau* de Lhassa qui a demandé à Mao Zedong de respecter l'intégrité territoriale du Tibet, s'adresse aux Britanniques pour qu'ils lui livrent des armes et des munitions au cas où il serait amené à se défendre lui-même contre la Chine communiste. Le gouvernement tibétain formule la même demande auprès de l'Inde et des Etats-Unis. Il leur propose même, sans pourtant pouvoir le faire réellement, de les leur payer.²⁹¹

Déjà en 1949, les Tibétains reçoivent un certain nombre d'armes et de munitions de la part de l'Inde. Si les Britanniques ne souhaitent pas envoyer directement des armes aux Tibétains, considérant que la responsabilité en revient d'abord à l'Inde, et parce qu'ils ne veulent pas se lancer dans une aventure militaire au Tibet, ils proposent néanmoins à New Delhi de remplacer les armes et les munitions du stock indien qui seront fournies directement par l'Inde.²⁹² Le but est de d'encourager les Indiens à apporter leur aide au Tibet en leur fournissant un appui matériel faute de quoi ils pourraient se désintéresser de la question tibétaine.

R.H Scott du *Commonwealth Relations Office (CRO)* souhaite qu'une aide soit apportée au Tibet. Le basculement du Tibet dans le camp communiste ne pourrait que fragiliser l'Inde, le Népal et le Bouthan en les mettant directement en contact avec la Chine. Mais il n'est pas question de livrer des armes directement aux Tibétains. Cela pourrait en effet donner des arguments à la Chine pour accuser les Britanniques

²⁹⁰ NA, Kew, FO 371/76317, F 17268/G, Policy towards Tibet.

²⁹¹ NA, Kew, FO 371/84456, NA, FT 10310/1, TIB/1/49, Foreign Office, Research Department, 2nd December 1949, Tibet.

²⁹² NA, Kew, FO 371/84465, FT 1192/1, Telegram n° 34 from U.K High Commissioner in Indian New Delhi, 5th January, 1950.

d'impérialisme. Il sait pourtant qu'une aide limitée à peu de chances de porter ses fruits.²⁹³ Le CRO note d'ailleurs, fataliste, que la meilleure chance des Tibétains est que les communistes chinois aient autre chose à faire : « *In general we consider that Tibet's best chance lie in the hope that Chinese Communists will have other matters to occupy their energies for time being and that they may be deterred from interfering by the difficulties involved, provided that Tibetans show some spirit of resistance.* »²⁹⁴

Depuis que l'Inde est indépendante, la question du Tibet est aux yeux de Londres un problème qui la concerne en premier lieu, puisque sa sécurité est en jeu. Les Britanniques souhaitent faire adopter à Nehru une attitude moins fataliste en encourageant la résistance tibétaine, sans pour autant heurter de front les communistes chinois. L'aide apportée par la Grande-Bretagne au Tibet doit se limiter à appuyer la politique de l'Inde qui est considérée comme un bastion anti-communiste. Plus que le Tibet, l'enjeu est en effet le maintien de l'Inde en dehors de la sphère communiste.²⁹⁵ Reste à savoir si l'Inde veut agir pour le Tibet...

D. New-Delhi se « lave les mains » du Tibet.²⁹⁶

Les relations entre le Tibet et l'Inde semblent commencer sous de bons auspices. Le 15 août 1947, le gouvernement indien assume de fait tous les traités, droits et obligations de la Couronne britannique au Tibet et la mission britannique à Lhassa est remplacée par une mission indienne. En 1947, le gouvernement indien demande au Tibet s'il souhaite que les relations entre l'Inde et le Tibet continuent sur les bases existantes.²⁹⁷ Les Indiens réaffirment en effet leur volonté d'assumer tous les traités et arrangements existants en

²⁹³ NA, Kew, FO 371/84465, FT 1192/2, R.H Scott, Foreign Office, to G. Wheeler, Ministry of Defence, 18th February, 1950.

²⁹⁴ NA, Kew, FO 371/ 76314, F17392/1014/94, Telegram N°N 3435 from Commonwealth Relations Office to U.K High Commissioner in India, 26th November 1949.

²⁹⁵ NA, Kew, FO 371/84465, FT 1192/2, J.L Taylor, Arms for Tibet, 26h January 1950.

²⁹⁶ The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, october 26, 1950 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1950, *East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 541.

²⁹⁷ United Nations Archives, S-0442-0367.02, *Tibet, An Integral Part of China ? Evidence of the Fiction of Suzerainty and of the Fact of Tibetan Independence*. Afro-Asian Council, New Delhi, 1960.

attendant qu'un nouveau traité soit proposé. L'ambassadeur indien à Pékin, Panikkar, résume la position indienne dans un *mémoire* : maintien des droits commerciaux, maintien de l'autonomie du Tibet, définition de la frontière indo-tibétaine, maintenance d'une mission politique à Lhassa. L'Inde doit préserver la ligne Mac Mahon, et un gouvernement stable au Tibet, mais, prévient Panikkar, les Tibétains sont fermement décidés à rejeter la suzeraineté de la Chine, ce qui laisse présager une guerre entre Lhassa et Pékin.²⁹⁸

Les Tibétains envoient de leur côté un note de félicitation à Nehru. Mais ce n'est que trois mois plus tard que le *Tibetan Foreign Bureau*, créé en 1942, peu au fait des relations internationales, s'adresse au gouvernement indien. L'inexpérience politique des Tibétains les fait alors agir avec beaucoup de maladresse : leur message n'évoque à aucun moment le maintien pourtant fondamental des traités existants entre l'Inde et le Tibet, mais au contraire réclame la restitution des territoires passés sous le contrôle de la Chine. Le gouvernement indien, après avoir demandé des clarifications, ne reçoit pas de réponse de la part des Tibétains avant 1948.



S. Sinha, chef de la mission indienne à Lhassa en 1952. Source : <http://claudearpi.blogspot.fr/2009/09/history-of-consulate.html>

²⁹⁸NA, Kew, F 9077/71/94, Tibet. Nanking, 21/7/48.

New Delhi se trouve confrontée à une situation héritée des Britanniques : la ligne Mac Mahon, en tant que frontière nord-est de l'Inde, un certain nombre de privilèges et de droits au Tibet, notamment dans le domaine commercial mais aussi le principe de la reconnaissance de la suzeraineté de Pékin sur le Tibet, conditionnée à son autonomie, dans le cadre très précis de la convention de Simla. La Chine n'a certes pas signé cette convention, mais la Grande-Bretagne a toujours considéré que c'était elle qui régissait les rapports entre Pékin et Lhassa. En 1947, une délégation du Tibet est invitée à la conférence des nations asiatiques, qui se tient en Inde. La Chine proteste énergiquement. Nehru répond qu'il s'agit d'une conférence non officielle, qui est également culturelle.²⁹⁹

Malgré les promesses répétées de Pékin de « libérer » prochainement les Tibétains de l'impérialisme étranger, le gouvernement indien ne croit pas à une invasion immédiate du Tibet. Panikkar est seul à penser que la Chine va rapidement déployer ses troupes sur le Toit du monde. Le gouvernement indien pense au contraire qu'une infiltration d'agents communistes au Tibet est plus probable qu'une opération militaire.³⁰⁰ Et lorsque Radio Pékin proclame que les forces chinoises communistes au Xinjiang ne sont plus qu'à 40 miles de la frontière tibétaine,³⁰¹ Krishna Menon continue d'affirmer qu'en raison des difficultés du terrain, le danger n'est pas immédiat. Attaque imminente ou pas, l'Inde fait rapidement le choix de ne pas aider militairement le Pays des neiges dans l'éventualité où Pékin déciderait de mettre ses menaces à exécution.

1. Quelques armes pour un soutien de principe.

Bien que montrant peu d'entrain à se faire le champion de l'indépendance tibétaine, New Delhi réagit favorablement à la requête des Tibétains demandant l'envoi d'armes et de munitions au Tibet pour organiser la résistance armée contre la République populaire

299NA, Kew, FO 371/84456, FT 10310/1, TIB/1/49, Foreign Office, Research Department, 2nd December 1949, Tibet.

300 NA, Kew, FO 371/ 84451, FT 1016/1, Telegram from U.K High Commissioner in India to Secretary of State for Commonwealth Relations N° 32, New Delhi, 5th January 1950.

301 NA, Kew, FO 371/84451, FT 1016/9, R.H Scott Foreign Office to MacLennan, Commonwealth Relations Office, 23rd January 1950.

de Chine. Elle refuse cependant d'établir une mission militaire à Lhassa comme l'auraient souhaité les Tibétains pour organiser leur défense. En revanche, le gouvernement indien accepte de renforcer son établissement militaire à Gyantse pour entraîner les Tibétains avec les armes fournies et pour préparer des officiers tibétains dans ses établissements militaires. Le gouvernement indien demande conseil aux Britanniques sur la meilleure façon d'aider les Tibétains à résister, mais sans une intervention militaire directe de leur part.

Pour MacLennan du CRO, il est important de répondre favorablement à la requête indienne et ce, le plus rapidement possible pour que le gouvernement britannique soit crédible. L'Inde ne doit pas avoir l'impression d'être seule à aider les Tibétains, poussée par Londres qui assisterait au combat sans se compromettre.³⁰² Le *Foreign Office* ne croit bien entendu pas que l'envoi d'armes au Tibet puisse empêcher une invasion. Sa seule utilité est de rehausser le moral des Tibétains. Si l'Inde autorisait un transit par son territoire, les armes pourraient être envoyées en plus grand nombre, mais celle-ci fait clairement comprendre qu'elle ne veut pas coopérer.³⁰³

New Delhi n'envisage pas une aventure militaire au Tibet. Le représentant britannique à New Delhi note à ce propos : « *Their only fear was lest this might give the impression that they were prepared to do more for Tibet that was in fact the case. If the Communists were really determined to take Tibet nothing could stop them from doing so and there was no question of India giving Tibet any direct military support.* »³⁰⁴

En novembre 1949, le gouvernement indien adopte la position de son ambassadeur à Pékin, Panikkar, qui n'hésite pas à suggérer que l'Inde se « lave les mains du Tibet. »³⁰⁵ New Delhi est persuadé que le Tibet ne s'élèvera pas contre une pression militaire ou idéologique de l'extérieur. L'Inde ne peut concrètement rien faire si les communistes

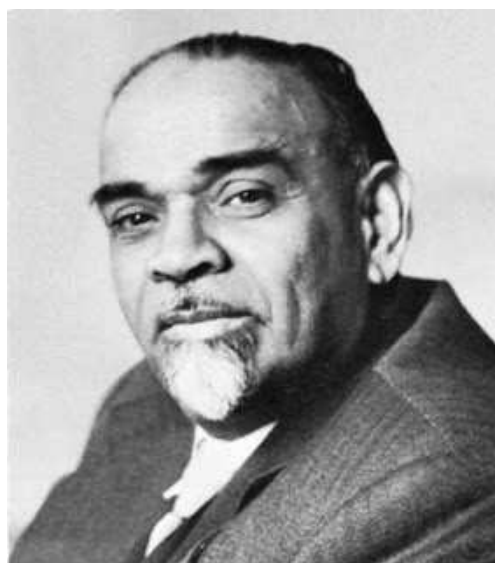
302NA, Kew, FO 371/84465, F. 4190/1/SA, I. MacLennan, Commonwealth Relations Office, 16th February, 1950.

303 The Ambassador in India, (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, March 8, 1950 in United States, Department of State, Foreign relations of the United States, 1950, East Asia and the Pacific, vol. VI, p. 317-318.

304NA, Kew, FO 371/ 84451, FT 1016/1, Telegram from U.K High Commissioner in India to Secretary of State for Commonwealth Relations N° 32, New Delhi, 5th January 1950.

305 NA, Kew, FO 371/ 6317, F 18734, Telegram n° X. 2101 to U. K High Commissioner in India, New Delhi, 13 December 1949.

chinois sont décidés à pénétrer au Tibet.³⁰⁶ Le 2 décembre 1949, Bajpai explique à l'ambassadeur britannique à New Delhi « sans grande conviction », que le gouvernement indien n'est pas en mesure d'apporter un soutien diplomatique au Tibet car il ne serait, selon lui, pas logique de reconnaître d'un côté la République populaire de Chine et de chercher à développer des relations amicales avec elle, et de l'autre de poursuivre une politique au Tibet en contradiction avec celle de Pékin. Trouver une formule politique alliant la reconnaissance de la Chine communiste et la volonté de préserver le Tibet semble bien difficile. De plus, ajoute Bajpai, reconnaître l'indépendance du Tibet amènerait logiquement l'Inde à intervenir militairement. Or, « l'économie indienne n'est pas dans un état lui permettant une expédition militaire de soutien au Tibet et encore moins la mobilisation prolongée d'un contingent militaire, qui conduirait potentiellement à une guerre avec la Chine. »³⁰⁷



Sardar KM Panikkar. Source : <http://maddy06.blogspot.fr/2009/06/sardar-km-panikkar-luminary.html>

³⁰⁶ NA, Kew, FO 371/ 76314, F17402, Telegram N°X 1959 from Commonwealth Relations Office to U.K High Commissioner in India, 17th November 1949.

³⁰⁷ NA, Kew, FO 371/76317, 18343, Telegram from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, 2nd December 1949.

New Delhi accepte tout de même en 1949 d'envoyer 3 millions et demi de munitions et envisage d'en fournir plus au Tibet. Le gouvernement tibétain en réclame 10 millions.³⁰⁸ New Delhi envoie deux officiers à Gyantse, où elle entretient déjà un détachement militaire, pour entraîner les Tibétains.³⁰⁹ Elle fournit également des armes et des munitions telles que des bombes et des mortiers. Mais les quantités ne sont pas importantes : elle correspondent à ce qu'il faut pour une brigade en action pendant six mois. Le gouvernement indien voit cette aide comme la poursuite de l'appui traditionnel du gouvernement indien plus que comme l'organisation d'une véritable contre-offensive contre les communistes chinois.³¹⁰

2. Un Tibet autonome mais pas souverain.

L'Inde indépendante n'a jamais reconnu le Tibet comme un Etat souverain. Nehru adopte la position des Britanniques consistant à reconnaître la suzeraineté de la Chine sur le Tibet, sans forcément donner le même contenu à ce terme que la Grande-Bretagne, tout en souhaitant que le Toit du monde reste autonome.³¹¹ En 1948, au cours d'une conférence de presse, Nehru déclare à ce propos : « *In a vague sense we have accepted fact of Chinese suzerainty. How far it goes one does not know.* »³¹² Et dans une autre conférence de presse le 6 janvier 1950, en réponse à une question d'un journaliste lui demandant si la reconnaissance de la Chine communiste ira de paire avec la reconnaissance de la pleine souveraineté de la Chine sur le Tibet, le Premier ministre indien répond que traditionnellement, le Tibet est considéré comme autonome sous la suzeraineté de la Chine et qu'il n'y a pas de raison que cela change : « (...) *the old Indian policy under British rule was recognition of the autonomy of Tibet and vaguely the suzerainty of China over Tibet,*

³⁰⁸ NA, Kew, DO 33/40, (61).

³⁰⁹ The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, January 10, 1950 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States, 1950, East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 272.

³¹⁰ *Ibid.*, p. 317-318.

³¹¹ Lettre à Panikkar, New Delhi, 2 septembre 1950, *Selected Works of Jawaharlal Nehru* volume 15, Part 1, 1 August-25 October 1950 Oxford University Press, 1993, p. 432.

³¹² The Chargé in India (Donovan) to the Secretary of State, New Delhi, November 21 1948 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States, 1949, The Far East: China*, vol. IX, U.S. Government Printing Office, 1949, p. 1082.

*subject to that autonomy. (...) He did not suppose that the present Chinese Government wanted to or could deprive Tibet of local autonomy. At any rate they said they did not wish to deprive them of it.»*³¹³ Enfin, le 6 décembre 1950, Nehru déclare à nouveau devant le parlement : « *We are anxious that Tibet should maintain the autonomy it has had for the last forty years. We did not challenge or deny the suzerainty of China over Tibet.*» Pour Nehru la suzeraineté de la Chine sur le Tibet est un fait et reconnaître ce fait est simplement une attitude pragmatique : « *So far as Tibet is concerned, it is a recognition of the existing situation there. (...) I am not aware of any time during the last few hundred years when Chinese sovereignty, or if you like Chinese suzerainty, was challenged by any outside country and all during this period (...) China always maintained this claim to the sovereignty over Tibet.*»³¹⁴

Il semblerait en tout cas que l'Inde n'envisage pas le terme suzeraineté de la même façon que la Grande Bretagne. Dans un *memorandum* destinée à la Chine, les Indiens parlent en septembre 1950 de souveraineté et non de suzeraineté, apparemment par erreur. Lorsqu'ils s'en rendent compte, le *memorandum* est déjà entre les mains des Chinois, au grand dam des Britanniques. Le gouvernement indien essaie par la suite de minimiser en disant qu'il s'agit d'une erreur et que les deux concepts sont équivalents.³¹⁵ Un officiel indien, Rajagopalachari, qui pense que rien ne peut stopper la Chine mais que l'Inde ne doit pas céder sans contrepartie, confie à Roberts, le représentant britannique à New Delhi, que l'Inde a utilisé le terme souveraineté car il correspond aux ambitions réelles de la Chine et est moins anachronique :

« On the other hand he had no doubt that the Peking Government intended to clarify the status of Tibet once for all and they would be satisfied with nothing less than the acceptance by Tibet of effective Chinese sovereignty (not suzerainty) with Chinese and not Tibetan troops in the country. (...) It was with these considerations in mind that the Government of India had thought it wiser to use the word

³¹³ NA, Kew, FO 371/84463, FT 1061/1, Telegram N° 104 from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, 7th January 1950.

³¹⁴ *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 344-345.

³¹⁵ NA, Kew, FO 371/84463, FT 1061/14, New Delhi, 30th September 1950.

“sovereignty” in their recent communication to Peking and not to make any attempt to retain the old and somewhat happy conception of suzerainty.»³¹⁶

Londres regrette que les Indiens soient allés dans le sens des Chinois dans leur aide-mémoire alors que rien ne les y obligeait.³¹⁷ Quoi qu'il en soit, il apparaît clairement qu'il n'a jamais été question pour l'Inde de défendre l'indépendance du Tibet. Elle considère que la Chine communiste a un droit incontestable sur le Tibet. Mais il n'est pas non plus question pour Nehru de reconnaître la souveraineté de la Chine sur le Toit du monde. Le 9 janvier 1950, Krishna Menon déclare que l'Inde ne souhaite pas soulever la question du statut politique du Tibet mais adopter la position britannique de la reconnaissance de la suzeraineté conditionnée à l'autonomie.³¹⁸

L'Inde indépendante souhaiterait en réalité le *statu quo* instauré depuis la convention de Simla, le maintien d'une situation finalement à peu près confortable où les Tibétains conserveraient ce à quoi ils tiennent par dessus tout, à savoir leur indépendance *de facto*- peu importe leur indépendance *de jure*- tout en ménageant les susceptibilités de Pékin. Nehru adopte donc la position des Britanniques et imagine un Tibet autonome qui serait officiellement sous la protection de Pékin : « *It is true that we recognise Chinese suzerainty but at the same time we recognize Tibetan autonomy and the two went together so far as we were concerned. What happens in the future, I do not know, but we do wish Tibetan autonomy to continue under some kind of Chinese suzerainty.* »³¹⁹

Nehru, qui a sous-estimé la volonté des communistes chinois d'intégrer le Tibet par la force si nécessaire, préfère attendre et voir quelle sera l'attitude de la Chine plutôt que de prendre une initiative qui ne pourrait à ses yeux que précipiter les événements. Il compte sur la sagesse de Pékin et espère que la voie de la diplomatie aura raison de ses ambitions. Son souhait est de voir l'Inde et la Chine se rassembler autour d'un objectif commun : le maintien de la paix mondiale. Ainsi, New Delhi s'efforce de rassurer Pékin en lui

³¹⁶ NA, Kew, FO 371/ 84463, F1061/8, Telegram N° 2461 from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, 6 th September 1950.

³¹⁷ NA, Kew, MacLennan, FO 371/ 84463, Commonwealth Relations Office, 19 th September 1950.

³¹⁸ The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, January 10, 1950 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1950, *East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 272.

³¹⁹ Lettre de Nehru à Krishna Menon, New Delhi, 18 août 1950, *Selected Works of Jawaharlal Nehru* volume 15, Part 1, 1 August-25 October 1950 Oxford University Press, 1993, p. 429.

rappelant à de nombreuses reprises par l'intermédiaire de Pannikar que l'Inde n'a aucune revendication politique sur le Tibet. Les droits qu'elle y possède et qu'elle souhaite voir maintenus, ne sont pas contradictoires avec ceux de la Chine. Les instructions données à l'ambassadeur indien à Pékin le 2 septembre 1950 visent de façon évidente à ménager la susceptibilité de Pékin. L'Inde reconnaît un droit de suzeraineté sur le Tibet (New Delhi fait marche arrière et ne parle plus de souveraineté) tout en tentant de préserver les intérêts des Tibétains : la préservation de leur autonomie. Ainsi, la Chine communiste se voit reconnaître par l'Inde des droits sur Formose et sur le Tibet. Mais New Delhi lui demande de ne pas donner raison à ses détracteurs en envahissant l'un de ces deux pays, au moment même où Nehru tente de lui faire obtenir un siège à l'ONU.

3. L'Inde ne peut rien pour le Tibet.

a. Les défis de l'Inde indépendante et le choix du non-alignement.

L'attitude de Nehru ne peut se comprendre sans se rappeler que l'Inde, de 1947 à 1949, doit faire face à de nombreuses difficultés politiques et économiques : les émeutes et les violences résultant de la partition laissent le gouvernement avec des millions de réfugiés à réhabiliter et la guerre a éclaté avec le Pakistan à propos du Cachemire. L'intervention armée pour l'intégration d'Hyderabad est également un élément avec lequel l'Inde doit compter. New Delhi doit par ailleurs contrôler le communautarisme entre les hindus et les musulmans. Surtout, elle doit affronter de grosses difficultés économiques et alimentaires. La construction du pays et son développement sont une priorité et le Tibet apparaît comme une question d'importance mineure aux yeux de Nehru. Dans une lettre adressée au président Rajendra Prasad, il confie à ce sujet qu'il est « difficile de donner plus d'attention aux autres problèmes ».³²⁰

³²⁰ *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 98.

Nehru entend tenir à l'écart l'Inde des affres de la guerre froide. Le but de sa politique est d'assurer la sécurité de l'Inde avant tout et de préserver sa souveraineté. Le non alignement permet de répondre à la menace chinoise et à la nécessité de trouver plusieurs sources d'aide économique pour le développement du pays tout en préservant sa souveraineté. L'Inde condamne le colonialisme et accuse les grandes puissances de vouloir diviser le monde en deux blocs. La session annuelle à Jaipur du Congrès national indien résume cette volonté en 1948 : « *The foreign policy of India must be based on principles: these are promotion of world peace, the freedom of all nations, racial equality and the ending of imperialism and colonialism. It should be the constant aim to maintain friendly and cooperative relations with all nations and to avoid entanglement in military or similar alliances which tend to divide up the world into rival groups and thus endanger world peace.* »³²¹

Nehru veut être à l'écart des deux blocs et refuse toute alliance militaire qui signifie nécessairement une subordination alors que le pays sort tout juste de la domination coloniale des Britanniques. L'Inde veut pouvoir exprimer de façon indépendante sa propre opinion en jugeant les problèmes selon leur mérite, et ses décisions ne doivent pas être dictées par les intérêts de tel ou tel bloc. Ainsi, lorsque les Etats-Unis proposent d'intervenir au Tibet, Nehru est très méfiant et refuse par peur que l'Inde ne se retrouve embarqué contre sa volonté dans le camp occidental.

Le non alignement, contrairement à ce que pense Washington, ne signifie pas « neutralité » ou refus de se rapprocher de certains pays. Nehru dénonce cette vision de la politique indienne. A ses yeux le neutralité ne correspond en rien à l'attitude de l'Inde qui ne veut absolument pas rester en retrait des affaires du monde mais au contraire y tenir une place prépondérante. Mais laissons la parole à Nehru qui s'insurge que l'on puisse penser que l'Inde est un pays neutre : « *(Neutrality) means a person who sits on the fence and who cannot decide between right and wrong. India is certainly not neutral and her policy of nonalignment is anything but neutral policy. She believes in nonalignment*

³²¹ N. V. Rajkumar, *The Background of India's Foreign Policy*, New Delhi: All India Congress Committee, 1954.

*because she feels that the only way to achieve peace is to extend the climate of peace and to prevent the Cold War spreading into the other part of the world.»*³²²

Mais surtout, l'objectif du non alignement est d'éviter au monde de tomber à nouveau dans le chaos de la guerre. Le désir de l'Inde est d'aider à maintenir la paix mondiale ou en tout cas d'éviter la guerre à grande échelle. Nehru explique, dans une note datée du 8 novembre 1950, que c'est pour cette raison que l'Inde a choisi le non alignement et décidé de suivre une politique indépendante en jugeant chaque question selon son mérite. Une guerre avec la Chine communiste apparaît inenvisageable à Nehru tant l'Inde doit affronter d'autres problèmes au moment de l'invasion du Tibet. Ses ressources, tant humaines que financières, doivent être consacrées à la construction et au développement du pays et non pas à un conflit armé avec la Chine communiste. L'Inde ne peut se le permettre : « *Now that these two countries had freed themselves, if they could unite, world peace could be assured. Peace was vital for India's economic prosperity and India could not think of a war for the next fifteen or twenty years as she had so much leeway to make in the economic field.* »³²³ La nécessité de cultiver l'amitié sino-indienne prend alors la forme d'un impératif.

b. Le Tibet à l'épreuve de l'amitié sino-indienne.

Le 1er novembre 1950, Nehru écrit : « *The basic policy of the Government of India in regard to China had been to strive for friendly relations based on respect for the sovereignty, territorial integrity and mutual interests of both countries.* »³²⁴ C'est pourquoi l'Inde décide de reconnaître la République populaire de Chine dès le 30 décembre 1949. Pour Nehru, il s'agit simplement de faire preuve de réalisme. En reconnaissant que la Chine est devenue communiste, il pense adopter une attitude pragmatique. Dans une interview en janvier 1951, le Pandit déclare à ce sujet : « *The basic factor is that a great*

³²² Constituent Assembly of India, *Legislative Debates*, 1949, New Delhi: Ministry of Information and Publication Division, 1949, 2:1768.

³²³ Mullik, B. N, *My years with Nehru, 1948-1964*, Bombay, Allied Publishers, 1972.p. 79-80.

³²⁴ NA, Kew, DO 35/2931, Telegram N° 3049 from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, Delhi, 1st November 1950.

*new power has arisen in the Far East, and thereby it has upset the previous equilibrium. The fact of not recognising it does not make it any less a fact. Many difficulties which have been arisen are due to non-recognition of fact. »*³²⁵

Pour le Premier ministre indien, la révolution chinoise est une révolution profonde et durable :

*« It was perfectly clear that this revolution was not some kind of palace revolution. It was a stable revolution. It was a basic revolution involving millions and millions of human beings. It was a stable revolution with strength behind it and popularity behind it at that time, whatever might have happened later. It produced a perfectly stable Government, strongly enough entrenched and popular. Our liking it or disliking it had nothing to do with it.»*³²⁶

Nehru poursuit en expliquant qu'il a décidé de reconnaître le gouvernement communiste chinois pour ces raisons. Dans une note datée du 18 novembre 1950, il déclare que la politique de New Delhi à l'égard de Pékin doit être une politique sur le long terme puisque le régime communiste ne risque pas de s'effondrer. L'Inde doit désormais partager une longue frontière avec la Chine.³²⁷

La politique étrangère de l'Inde est basée sur l'amitié entre l'Inde et la Chine communiste dans le but de détacher celle-ci d'une dépendance exclusive de l'Union soviétique. Nehru pense en effet à juste titre que la Chine est trop nationaliste pour se soumettre à l'URSS ou à qui que soit d'autre . Il espère ainsi accélérer le divorce entre les deux nations. L'Inde souhaite être l'interlocuteur privilégié de la République populaire de Chine car si l'URSS et la Chine communiste ne formaient qu'un seul bloc, cela serait

³²⁵NA, Kew, DO 35/3096, Telegram N°22 and 17 from Commonwealth Relations Office to U.K High Commissioner in India and in Pakistan, 17th January 1951.

³²⁶NEHRU, Jawaharlal, *India-China relations*, The Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India, Speech delivered in Lok Sabha on November 27, 1959, p. 11.

³²⁷*Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 344-345.

catastrophique pour sa sécurité. La paix en Asie, et notamment entre l'Inde et la Chine, doit préluder la paix mondiale.³²⁸

L'amitié sino-indienne est donc le pivot de la politique étrangère de Nehru qui vise à préserver la paix et la stabilité sur sa frontière nord, et ce d'autant plus que New Delhi a déjà fort à faire avec le Pakistan qui est considéré comme le véritable ennemi :

*« (...) if we begin to think of and prepare for China's aggression in the same way, we would weaken considerably on the Pakistan side. (...) if we fall out completely with China, Pakistan will undoubtedly try to take advantage of this, politically or otherwise. The position of India thus will be bad from a defense point of view. We cannot have all the time two possible enemies on either side of India.»*³²⁹

En 1950, Nehru décide d'accorder sa confiance à la Chine communiste, quitte à parfois faire preuve d'un certain aveuglement à son égard. Ainsi, lorsque la Chine affirme le 9 novembre 1950 que les us et coutumes des Tibétains seront respectés, le Premier ministre indien pense n'avoir aucune raison de douter de cette promesse.³³⁰ A propos de l'autonomie promise aux Tibétains par Pékin, Nehru pense qu'il s'agira du même genre d'autonomie que celle dont ont joui les Tibétains lors des quarante dernières années. De toute façon, ses conditions géographiques et l'isolement du Tibet rendent « une large mesure d'autonomie » presque « inévitable. » Le Pandit espère même qu'il que Lhassa se dotera d'une administration « pro-communiste » plutôt que communiste.³³¹

Et lorsque les Chinois rassurent Nehru sur leur volonté de trouver une solution pacifique avec les Tibétains, il croit en leur sincérité. L'ambassadeur indien Panikkar a en effet de façon non officiel indiqué à Pékin que l'Inde souhaitait une solution pacifique au conflit sino-tibétain. La Chine répond que bien que le Tibet soit une province chinoise,

³²⁸ *Ibid.*, p. 345.

³²⁹ *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 344-345.

³³⁰ *Ibid.*, p. 273.

³³¹ *Ibid.*, p. 344-345.

elle n'a pas l'intention de forcer les choses et qu'elle est favorable à une solution pacifique.

E. Une invasion « déplorable. »

1. Nehru choqué par l'action de Pékin au Tibet.

Malgré les indices très clairs envoyés par Pékin, l'invasion du Tibet, qualifiée de « déplorable »³³² par Nehru surprend le gouvernement indien, la délégation tibétaine étant en route vers Pékin pour entamer les négociations. Le 31 août, Bajpai confiait encore au haut-commissaire britannique que le gouvernement indien était très satisfait que la Chine ait confirmé ne pas vouloir envahir le Tibet et accepté de commencer les négociations à Delhi avant de les poursuivre à Pékin : « *The Chinese has stated categorically that there had been no troop movements towards the Tibet border and that they had no intention of invading Tibet. (...) Finally the Chinese Government had stated that they intended to enter into conversation with the Tibetan representatives now in India. These would be started in Delhi and then continued in Peking.* »³³³ Le vice ministre des Affaires étrangères avait également confié à Panikkar que bien que la Chine soit résolue à « libérer » le Tibet, elle souhaitait trouver une solution pacifique. L'ambassadeur indien avait d'ailleurs informé la Chine que les Tibétains étaient en route pour Pékin après avoir quitté New Delhi le 25 octobre.

C'est donc avec étonnement que New Delhi apprend l'entrée des troupes chinoises au Tibet. Le 1er novembre 1950, dans une interview, Nehru fait part de son mécontentement de voir que Pékin n'a pas tenu parole : « *India has neither the resources nor the inclination to send arms assistance to Tibet. (...) We feel India has been ill-repaid for her diplomatic friendliness toward Peking. (Deux notes ont été envoyées à Pékin à ce sujet par l'Inde.) (...) Sending an army is a poor way to maintain autonomy and come to a*

³³² *Selected Works of Jawaharlal Nehru...*, op. cit., p. 331-332.

³³³ NA, Kew, FO 371/84463, FT 1061/7, Telegram N° 2386 from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, 31 st August, 1959.

settlement. »³³⁴ Il faut dire que Nehru apprend le 25 octobre 1950 la nouvelle de l'invasion par le représentant britannique, Panikkar ayant « omis » de l'en informer avant.³³⁵

Avec l'invasion du Tibet, Nehru subit sa première désillusion vis-à-vis de la Chine communiste. Mais le Pandit a une explication à la soudaine action chinoise au Tibet. La Chine se laisserait influencer par les informations fournies par l'URSS. Or, les Soviétiques auraient laisser entendre à Pékin que les Etats-Unis étaient sur le point de détruire le nouveau régime communiste chinois. Le gouvernement chinois, craignant une opération de Washington contre lui, aurait alors décidé de passer à l'action au Tibet.

Malgré le message très clair envoyé par Pékin sur ses intentions au Tibet, Nehru doute que l'entrée des troupes chinoises change les structures sociales et politiques du Toit du monde en raison de son éloignement géographique.³³⁶ Le Premier ministre indien semble aveuglé par son désir profond de maintenir la paix entre la Chine et l'Inde. Il ne veut pas voir que le régime communiste chinois qui est désormais son voisin n'est pas prêt à agir avec la même sincérité que lui. La volonté de rechercher une explication raisonnable à l'action de la Chine au Tibet est d'autant plus surprenante que Pékin a agit de façon soudaine et que même l'ambassadeur indien n'a pas été mis au courant. C'est en effet l'agence d'information de New Delhi qui lui apprend les événements.³³⁷

Quoi qu'il en soit, Nehru demande immédiatement à son ambassadeur de protester énergiquement auprès du ministre des Affaires étrangères chinois : « *We deeply deplore this development both from the point of view of continuance of friendly relations between India and China and because this will help the drift to world war. (...) It is matter of great regret to us that Chinese Government have suddenly taken this action, which appears to us to be contrary to assurances of peaceful settlement given to us and on eve*

³³⁴ Interview to I.F Stone of United Press, New Delhi, 1 November 1950, J.N Collection, *Selected works of Jawaharlal Nehru*, Second Series, volume fifteen, Part II (26 October 1950-28 February 1951), Jawaharlal Nehru Memorial Fund, New Delhi, Oxford University Press, 1993, p. 335-336.

³³⁵ La personnalité de Panikkar pro-communiste a joué un rôle dans le manque d'informations de Nehru qui lui reproche dans une lettre datée du 27 octobre 1950 de ne pas avoir ait son travail correctement. C'est en effet le haut-commissaire britannique qui lui transmet la directive de Pékin à l'Armée populaire de libération de marcher sur le Tibet.

³³⁶ "Peking's fear of US. Pandit Nehru on Motive", *The Scotsman*, 31 st October 1950.

³³⁷ "India reconsiders her peiping policy", *The New York Times*, October 29 1950.

*of departure of Tibetan Mission for Peking.»*³³⁸ Bajpai envoie avec l'approbation de Nehru à Pannikar un message pour qu'il soit transmis à Pékin. Il y rappelle tous les efforts effectués par l'Inde pour établir la position internationale de la Chine et développer l'amitié sino-indienne et ce, de façon désintéressée. L'Inde, ajoute le télégramme, s'est attiré les critiques de pays avec lesquels elle avait tout intérêt à garder de bonnes relations. La Chine n'en a pas tenu compte et n'a rien fait pour se faire accepter aux côtés de l'Inde en tant que nouveau membre de la communauté internationale. L'invasion du Tibet a montré le peu de cas que la Chine pouvait faire de l'amitié sino-indienne alors que la position de l'Inde est claire : elle n'a pas d'ambitions politique au Tibet et veut simplement que son autonomie soit préservée.³³⁹

Les deux gouvernements se mettent alors à échanger plusieurs notes relatives aux événements tibétains. La première d'entre elle date du 26 octobre 1950. Le gouvernement indien s'adressant aux autorités chinoises, qualifie la décision d'envoyer des troupes au Tibet « des plus regrettables et surprenantes » et souligne les assurances répétées à multiples reprises de Pékin de vouloir régler le problème de façon pacifique et par la négociation :

*« (...) in the present context of world events the invasion by Chinese troops of Tibet cannot but be regarded as deplorable and, in the considered judgment of the Government of India, not in the interests of China or of peace. The Government of India can only express their deep regret that, in spite of the friendly and disinterested advice repeatedly tendered by them, the Chinese Government should have decided to seek a solution of the problems of its relations with Tibet by force instead of by the slower and more enduring method of peaceful approach.»*³⁴⁰

La réponse de Pékin ne tarde pas. Le 30 octobre, les communistes chinois répondent que leur gouvernement a toujours souhaité trouver une solution pacifique et que la délégation tibétaine reste la bienvenue pour procéder aux négociations. Les Tibétains

338Selected Works of Jawaharlal Nehru..., op. cit., p. 331.

339 NA, Kew, CO 537/5742, Telegram n°2898 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 14th October 1950.

340NA, Kew, DO 35/8981, Reference Division, Central Office of Information, Tibet (134).

sont accusés d'avoir volontairement retardé leur départ pour Pékin. Le Tibet, ajoute la République populaire de Chine, est une partie du territoire chinois et la question du Tibet est un problème qui ne concerne qu'elle : « *The Chinese People's Liberation Army must enter Tibet, liberate the Tibetan people and defend the frontiers of China. This is the resolved policy of the Central People's Government.* »³⁴¹ Nehru est prévenu : le Tibet ne le concerne en rien. La Chine accuse l'Inde de façon insistante d'être sous l'influence des impérialistes étrangers ce que Nehru récusé le 31 octobre en rappelant que la politique de l'Inde est neutre et en aucun cas sous influence étrangère : « *At no time has any foreign influence been brought to bear upon India in regard to Tibet. In this, as in other matters, the Government of India's policy has been entirely independent and directed solely toward the peaceful settlement of international disputes and avoidance of anything calculated to increase the present deplorable tensions of the world.* » L'Inde rappelle également qu'elle n'a aucun intérêt politique au Tibet.³⁴²

Nehru conclut en soulignant que les événements du Tibet ont affecté les relations entre l'Inde et la Chine mais plus généralement la paix dans le monde : « *It has been the basic policy of the Government of India to work for friend relations between India and China, both countries recognizing each others sovereignty, territorial integrity, and mutual interests. Recent developments in Tibet have affected these friendly relations and the interests of peace all over the world; this the Government of India deeply regrets.* » L'Inde espère que Pékin choisira la négociation plutôt que la force et à la contrainte.³⁴³

Face au ton très ferme de Pékin, le gouvernement indien cherche néanmoins à rassurer les communistes chinois, comme en témoigne cette note du gouvernement datée du 1^{er} novembre 1950. Il y est rappelé que l'Inde n'a pas d'ambitions politiques ou territoriales au Tibet et qu'elle ne cherche pas à obtenir de nouveaux avantages pour elle ou ses nationaux. Quoique désireuse de garder des relations cordiales avec son voisin chinois, New Delhi fait part de son étonnement et de sa déception de constater que malgré ses promesses de résoudre le conflit avec les Tibétains de façon pacifique, Pékin a choisi

341NA, Kew, DO 35/8981, Reference Division, Central Office of Information, Tibet (134)

342NA, Kew, CO 537/5742, Telegram n° 3049 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 1st November 1950.

343 "Text of Indian and Red China. Notes on Tibet invasion.", *The New York Times*, November 3 1950.

l'usage de la force : « *There has been no allegation of any provocation or any resort to non-peaceful methods on the part of the Tibetans. Hence there is no justification whatever for such military operations against them. Such a step, involving an attempt to impose a decision by force, could not possibly be reconciled with a peaceful settlement.* » Le gouvernement indien demande à la Chine de stopper ses troupes afin que les négociations puissent reprendre.

Les accusations de Pékin sur la soumission de l'Inde aux impérialistes étrangers choquent profondément Nehru. Panikkar est prié de demander à Pékin quels sont les impérialistes qui menaçaient le Tibet. L'idée d'une troisième force en Asie est battue en brèche. Surtout, Nehru qui se fait le champion de la cause chinoise pour l'obtention d'un siège à l'ONU et qui a tenté d'inciter les Britanniques à ouvrir des relations avec la Chine communiste, tout en assurant que la question du Tibet serait réglée de façon pacifique, se retrouve dans une position difficile. Le *Scotsman*, dans son édition du 4 novembre 1950, souligne le peu de cas que semble faire Pékin de New Delhi : « *Whatever it was, Peking now cares little for Pandit Nehru's endeavours and is ready to write him off publicly as an outright imperialist. Asia for the Asians looks like a dying slogan of Indian Foreign policy.* »³⁴⁴

Le 31 octobre 1950 le même journal note que Nehru se trouve dans une position délicate face à la mauvaise foi des Chinois. Selon le quotidien, Nehru a du mal à admettre qu'il a été manœuvré par une « tromperie communiste typique. » : « *It is much more likely to confirm the suspicions of outsiders that Chinese Communism has the same aggressive designs as the Soviet brand.* » Et d'ajouter que ceci est une grave atteinte à la théorie selon laquelle il est possible d'avoir une coopération pacifique dans cette région du monde, car les « communistes chinois, comme les autres Communistes apparemment croient en l'unité par l'absorption. »³⁴⁵

Et de fait, malgré les efforts de l'Inde pour montrer sa bonne foi à Pékin concernant ses intentions, et ce, nous le verrons plus loin, parfois au détriment de ses relations avec

³⁴⁴ Asian "third force" idea Pandit Nehru disillusioned ", *The Scotsman*, 4th November 1950.

³⁴⁵ "Invasion of Tibet", *The Scotsman*, 31st October 1950.

certaines pays du bloc de l'Ouest, la Chine communiste ne semble accorder que peu de crédit aux conseils de Nehru. Une telle situation n'est pas sans irriter le Premier ministre indien, comme le montre cette réponse faite à Panikkar le 25 octobre 1950 : « *If the Chinese Government distrust India and think that we are intriguing against it with Western Powers, then all I can say is that they are less intelligent than I thought them to be. The whole corner-stone of our policy during the past few months has been friendly relations with China and we have almost fallen out with other countries because of this policy that we have pursued.* »³⁴⁶

Nehru est perplexe. Il ne comprenant pas l'attitude de la Chine.³⁴⁷ Pourtant, Pékin fait clairement part à Panikkar de ses intentions le 21 octobre 1950. L'ambassadeur indien souligne alors la détermination de la Chine communiste à « libérer » le Tibet tout en mettant le gouvernement indien en garde : Pékin agira avec la « rapidité de l'éclair ». Quant au fait qu'une invasion serait mauvaise pour son image internationale, les autorités chinoises semblent n'en faire que peu de cas. Dans l'entourage de Nehru, certains comme le secrétaire général du ministère des Affaires extérieures de l'Inde, Bajpai, souhaitent une politique moins complaisante à l'égard de la Chine communiste et que les intérêts indiens au Tibet, qui doit rester un Etat tampon, soient maintenus.

Pour Dayal, l'Inde ne doit pas reconnaître la suzeraineté chinoise sur le Tibet sans avoir la garantie que l'autonomie tibétaine sera totalement sauvegardée. Elle ne devrait pas abandonner ses droits, c'est-à-dire faire évacuer la mission de Lhasa sans contre-partie. Bajpai, qui est noitamment anticomuniste, voit les choses d'une façon similaire. Pour lui, reconnaître la Chine communiste ne doit pas signifier adopter une politique de complaisance à son égard :

« (a) *Recognition of Communist China was recognition of an unpleasant fact and should not be blurred by any wishful thinking or appeasement.*

(b) *Recognition would not make the Chinese Communists more friendly to India or lessen their dependence upon the Kremlin.*

³⁴⁶ Lettre à Panikkar, New Delhi, 25 octobre 1950, *Selected Works of Jawaharlal Nehru* volume 15, Part 1, 1 August-25 October 1950 Oxford University Press, 1993.p.440.

³⁴⁷ *Ibid.*,p. 437-438.

(c) While a split between Communist China and the Soviet Union was probable in the long run this would not come about for several years.

(d) Communist China, meanwhile, was showing herself in every way hostile to India.(...)

(e) Chinese Communists, like other Communists, reacted well to firmness but would exploit any sign of weakness. Therefore without provoking the Chinese he was opposed to abandoning any Indian interest in Tibet or elsewhere unless forced to do so, more particularly as any retreat would have wider repercussions, e.g in South East Asia.

(f) Any retreat in Tibet would have immediate effect in Nepal. (...) »³⁴⁸



Nehru avec le premier secrétaire général du ministère des Affaires extérieures, G.S Bajpai.

Source :

http://en.wikipedia.org/wiki/File:Prime_Minister_Jawaharlal_Nehru_with_Girja_Shankar_Bajpai.jpg

³⁴⁸ NA, Kew, FO 371/76317, Telegram from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, 2nd December 1949, 18343.

Cependant, à ses yeux, le régime des lamas tibétain est totalement anachronique et c'est avec une certain fatalisme qu'il fait part de ses craintes que le communisme n'ait aucun mal à s'installer sur le Toit du monde :

*« The present Government of India were as anxious as any past Government of India to retain Tibet as a buffer between them and China and they certainly did not want to see any increase in Chinese and still less Chinese communist influence there. On the other hand the present regime in Tibet was completely out of date and they did not feel that the Lamas could in the long run resist Chinese infiltration if this were skillfully carried out on the basis of Communist propaganda and of an attempt to improve economic and social conditions of the (mass?) of the Tibetan population. »*³⁴⁹

Bajpai confirme au représentant britannique à New Delhi que l'Inde ne souhaite pas apporter de soutien militaire au Tibet et espère seulement retenir les troupes de l'armée populaire de libération et amener pékin à la table des négociations. Il ajoute regretter que la grande sympathie que l'Inde a montrer à la Chine populaire ne soit pas partagé en retour. Il souhaiterait que l'Inde ouvre les yeux sur le régime chinois car il n'est pas dans son intérêt d'avoir un pays agressif et militariste dont on peut fortement douter de la sympathie :

« (...) India must face the facts, however unpleasant they might be. His Government had shown great friendliness, understanding and sympathy with the Chinese Government, but it was quite clear that not only were these sentiments not repeat not reciprocated but that the Chinese Government were adopting the general outlook of Communist foreign policy as exemplified by Russia, that they were unlikely to depart from this attitude and that, (...), the situation in Asia generally was bound to deteriorate. The Indian Government might now find that, instead of having on their northern frontier a quiet, friendly and peace-loving people, they would have a

³⁴⁹ NA, Kew, FO 371/ 76314, F 14158, Telegram N° X. 1652 from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, New Delhi, 18th September 1949.

militaristic and aggressive nation whose friendliness would be open to considerable doubt. »³⁵⁰

De plus, affirme Bajpai, qui redoute l'encerclement, la Birmanie et le Népal pourraient très vite se retrouver en danger.³⁵¹ Dans un *memorandum* adressé à Nehru, il affirme que si les intentions de Pékin d'envahir complètement le Tibet se révèlent exactes, l'Inde ne pourra que considérer ceci comme un manque d'appréciation des efforts de New Delhi à l'égard de sa voisine communiste.³⁵²

Mais Nehru est dans une toute autre optique et les conseils de Bajpai restent lettre morte tout comme ceux de son *Home Minister*, Patel, qui condamne fermement l'invasion du Tibet et y voit une grave menace pour l'Inde. Les principaux avocats d'une politique de fermeté contre Pékin sont de plus tous loin de Delhi avant l'invasion chinoise. Bajpai, par exemple est parti pour six semaines depuis le 15 juin 1950. Chakravarti, qui remplace Bajpai auprès de Nehru n'a que peu de poids, bien que ses vues sur Pékin apparaissent plus réalistes aux Britanniques. Nehru est donc seul avec un puissant groupe incluant Panikkar, qui a « adopté une ligne d'inqualifiable apaisement » aux yeux des Britanniques, et K.P.S Menon. Ce-dernier pense incompatible de reconnaître la Chine communiste tout en adoptant une politique qui encourage les Tibétains. Rien ne devrait selon lui être fait pour gâcher les relations sino-indiennes dès leur début. L'Inde ne peut pas prendre le risque d'engager seule une guerre avec Pékin.³⁵³

L'action de la Chine au Tibet inquiète le Premier ministre indien. Mais ce n'est pas tant une éventuelle menace sur sa frontière septentrionale que Nehru redoute, que l'atteinte à la paix mondiale.³⁵⁴ Il craint également que l'attitude de la Chine ne mette en

³⁵⁰ NA, Kew, FO 371/84456, FT 10310/29, Telegram from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, New Delhi, 26th Octobre, 1950.

³⁵¹ NA, Kew, CO 537/5742, Telegram n° 2995 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 26th October 1950.

³⁵² The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1950, *East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 531.

³⁵³ NARA RG 84, Records of the Foreign Service Posts of the Department of State, India UD Embassy, New Delhi, Classified General Records, 1942-1963, Box 82. NND 765026, Henderson, Telegram sent to Department, N° 1523, December 8, 1949.

³⁵⁴ Le 20 septembre 1950, l'Assemblée générale des Nations Unies rejette une résolution proposée par l'Inde demandant que la Chine communiste remplace les nationalistes. Le représentant de l'Inde, Benegal Rao affirme que le gouvernement de la Chine populaire est jusqu'à preuve du contraire le gouvernement qui exerce le contrôle sur le peuple chinois et est donc le gouvernement qui doit répondre aux droits et obligations sous la

péril son admission à l'ONU. Car malgré l'envenimement progressif des relations sino-indiennes, la question du siège de Pékin à l'ONU est une question de principe et il n'est en aucun cas question de revenir sur ce point pour le gouvernement indien.

La position de Nehru sur le caractère inoffensif de la Chine communiste est très loin d'être partagé non seulement par les membres de son gouvernement mais également par son opinion publique. Par exemple, la perte du Tibet en tant qu'Etat tampon entre l'Inde et la Chine, rôle traditionnellement joué par le Pays des neiges depuis des siècles, inquiète le leader de l'opposition socialiste Kripalani. Pour lui, la reconnaissance de la suzeraineté chinoise sans contreparties est une erreur : « *So far as India was concerned, Tibet was fundamentally a political problem. Tibet was a buffer between India and China and its status as such had to be preserved in the interest of India's security.* »³⁵⁵

Malgré les nombreuses mises en garde de son entourage, le Premier ministre indien ne croit en effet pas à une invasion de l'Inde par Pékin, mais plutôt à une infiltration dans les territoires controversés. Nehru a semble-t-il sous-estimé le risque que la présence de la Chine au Tibet peut faire courir à l'Inde. Par exemple, lors d'une conférence de presse donnée à Londres le 17 janvier 1951, Nehru déclare à propos du Tibet : « *I do not think there is any practical feasibility of a military threat to India across the Himalayas. We do not propose to interfere. Indeed, we cannot.* »³⁵⁶

2. L'Inde fataliste et impuissante face aux événements tibétains.

Malgré la déception et la colère de Nehru, peu après l'annonce de l'entrée des troupes de Pékin au Tibet, New Delhi adopte une attitude de réserve vis-à-vis des événements se déroulant chez son voisin tibétain. L'Inde n'interviendra pas.

charte des Nations Unies. Acheson rejette la question en soulignant que ce n'est pas le moment pour en débattre. "U.N Assembly vote on China. No admission yet of Communists", *The Scotsman*, 20th September 1950.

³⁵⁵ *Indian Express*, May 18 1959.

³⁵⁶ *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 289.

Les Tibétains, réalistes, ont d'ailleurs très vite constaté que l'aide, si tant est qu'ils finissent par en obtenir, ne viendrait pas de Nehru. Ils ne lui demandent d'ailleurs à aucun moment son aide militaire.³⁵⁷ Nehru, dans une lettre adressée à Panikkar affirme clairement que l'aide apportée par l'Inde au Tibet, ou à quelque autre pays que ce soit, ne peut être que diplomatique.»³⁵⁸ L'ambassadeur népalais, interrogé à ce sujet par Henderson n'hésite pas à déclarer que l'Inde se « lave les mains » du Tibet.³⁵⁹ Les Américains comprennent très vite qu'ils doivent renoncer à l'espoir de voir le gouvernement indien demander à ce que l'autonomie du Tibet soit respectée ainsi que les traités préexistants comme condition à la reconnaissance de la Chine populaire par New Delhi. Le Tibet n'empêchera pas l'établissement de relations cordiales entre l'Inde et la Chine communiste.³⁶⁰

Nehru adopte en effet une attitude très fataliste peu après l'invasion du Tibet par les troupes chinoises. Rien ni personne et en tout cas pas l'Inde ne peut sauver le Tibet : « *I think it may be taken for granted that China will take possession, in a political sense at least of the whole of Tibet. There is no likelihood whatever of Tibet being able to resist this or stop it. It is equally unlikely that any foreign Power can prevent it. We cannot do so.* »³⁶¹ Dans une lettre adressée à son gouvernement, Nehru évoque son impuissance à aider le Tibet:

« *We cannot save Tibet, as we should have liked to do, and our very attempts to save it might well bring greater trouble to it. It would be unfair to Tibet for us to bring this trouble upon her without having the capacity to help her effectively. It may be possible, however, that we might be able to help Tibet to retain a large measure of her autonomy. That would be good for Tibet and good for India. As far as I can see,*

³⁵⁷The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, October 26, 1950, United States, Department of State, *Foreign relations of the United States, 1950, East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 541.

³⁵⁸Lettre à Panikkar, New Delhi, 25 octobre 1950, *Selected Works of Jawaharlal Nehru* volume 15, Part 1, 1 August-25 October 1950 Oxford University Press, 1993, p. 443.

³⁵⁹The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, October 26, 1950, United States, Department, *op. cit.*, p. 541.

³⁶⁰The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, December 30 1949, in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States, 1949, The Far East: China*, vol. IX, U.S. Government Printing Office, 1949, p. 1097.

³⁶¹*Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 344-345.

*this can only be done on the diplomatic level and by avoidance of making the present tension between India and China worse.»*³⁶²

Si Nehru renonce à intervenir au Tibet, son opinion ne partage généralement pas sa position.

3. Le choc de l'opinion indienne face à l'invasion du Tibet.

L'invasion du Tibet en octobre 1950 soulève une vague d'indignation dans le pays . La presse indienne de tous bords politiques, à l'exception notable de la presse communiste, condamne avec fermeté l'invasion du Tibet par la Chine populaire. Et, chose tout à fait exceptionnelle, l'action de Nehru face à ce problème est parfois critiquée sans hésitations. Alors que l'Inde vient d'accéder à l'indépendance, il existe habituellement globalement un consensus politique que l'on pourrait qualifier de patriotique autour de la personne de Nehru. C'est dire si l'invasion du Tibet, pays cher au cœur des Indiens en raison de leur liens culturels et religieux, suscite l'émotion dans le pays. Pour ne prendre que quelques exemples, l' *Hindustan Times* note le 27 octobre 1950 que si les nouvelles de l'invasion du Tibet se confirment, elles constituent « une aventure militaire tout ce qu'il y a de plus gratuit pour laquelle il n'y a aucune justification. » Et le *Bombay Chronicle* du 1^{er} novembre 1950 regrette que Nehru ait essayé « de mettre du baume sur l'action chinoise. »

Le journal nationaliste *Bharat* du 2 novembre 1950 est aussi très critique et constate que la soliscitude de l'Inde pour Pékin est bien mal payée en retour par l'action de la Chine au Tibet. Le *Hindustani Times* du 31 octobre explique ce qui a vraiment choqué l'opinion publique indienne : « (...) *the almost flippant disregard of the decencies of international conduct involved in attacking a helpless country at a time when a delegation is on its way to discuss this very issue.* » Le journal appelle l'Inde à ne pas se désintéresser

³⁶² *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 346.

de la question du Tibet. Le *Bombay Chronicle* du 30 octobre estime que l'invasion du Tibet montre que la place de la Chine n'est pas aux Nations unies.

D'une façon générale, la presse indienne en octobre et novembre 1950 est particulièrement choquée que la Chine ait envahi le Tibet au moment précis où les Tibétains étaient en route pour négocier. L'idée que le Tibet a été « libéré » est généralement ridiculisée. L'*Hindustan Times* affirme que la seule menace possible venant de l'Ouest viendrait de l'URSS. Il ajoute « qu'un loup dans une bergerie a une meilleur justification pour attaquer. » La presse pense que la Chine a choisi le Tibet car il n'y aura pas de résistance interne ou de la part de la communauté internationale. La Chine a embarrassé ses amis et compromis ses chances d'entrer aux Nations unies.³⁶³

Le parlement indien n'est pas en reste et les réactions contre la Chine sont souvent virulentes. Par exemple, le socialiste M. A Ayyangar déclare devant la *Lok sabha* que la prétendue « libération » du Tibet par la chine communiste n'est rien moins qu'un canular : « *What is this « liberation » ? As our Prime Minister rightly pointed out, there is no question of liberation. It is all a myth, it is a hoax. China ought not to have marched on Tibet. Sir, as against the 450 millions of Chinese, if we with out 350 millions has armed ourselves and were ready for an offensive, if necessary, China would not have ventured on Tibet.* »³⁶⁴

Autre exemple venant du député N.G Ranga, membre du Parti du Congrès, qui dénonce avec force ce qui lui apparaît comme une politique de complaisance envers la Chine. Il déclare à propos du ministre des Affaires étrangères indien : « *Could he be indifferent to the gathering clouds of threats of insecurity to our own safety in our own country, to our own country, to our much-prized liberties and freedom –threats which are all around us, especially in the north and north-east sides of our country and our borders ?* »³⁶⁵ La Chine a changé et c'est elle qui accuse l'Inde de faire partie des forces impérialistes. L'Inde peut-elle rester indifférente devant l'invasion d'un pays souverain ? :

³⁶³ NA, Kew, CO 537/5742, Telegram n°3012 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 28th October 1950.

³⁶⁴ *Debate in Indian Parliament, in SEN, Chanakya, Tibet disappears. A Documentary History of Tibet's International Status, the Great Rebellion and Its Aftermath*, Londres, Asia Publishing House, 1960, p. 116.

³⁶⁵ *Ibid.*, p. 110.

*« Are we not giving a blank cheque to be signed on our behalf by somebody else in order to spread their own imperialist tentacles ? (...) I found, to my utter surprise, our Government and their spokesman both in India as well as abroad, repeatedly professing their friendship not only to China's people, not only to the Chinese Government but to China's sovereignty over Tibet. This beats anybody and everybody. These are days when we would be ready with the aid of the United Nations and other factors to counter this menace of sovereignty of one country over another. Instead of that, we go about accepting it, admitting it and apologise it. »*³⁶⁶

Notons que les autres pays asiatiques ne sont pas moins choqués. Ainsi, dans le *Ceylon Daily News* du 30 octobre 1950, la consternation est de mise face à l'attaque chinoise et l'attitude de Pékin qui est aussi « impérialiste que la Russie de Staline. » Le journal appelle les autres pays asiatiques à contrer la menace d'une domination communiste mondiale.³⁶⁷

Si de nombreuses voix parlent sans hésiter de trahison de la part de Pékin, Nehru reconnaît avec lucidité que la Chine n'a jamais caché son intention de « libérer » le Tibet. Mais il refuse de voir les méthodes douteuses de Pékin. Le 1er novembre 1950 Nehru écrit ainsi à son ministre C. Rajagopalachari qu'à ses yeux, la Chine n'a pas trahi l'Inde :

« Morally I find it difficult to say that the Chinese Government has deliberately deceived us at any stage. (...) At no stage did the Chinese Government say to us that they would not take any military steps. They did say that they were always prepared for peaceful negotiations and that they had waited for a long time, but the Tibetan Delegation did not come. According to them, the Tibetan Delegation could not come because of imperialist manoeuvres. However that may be, the point is that there was no assurance given to us which can be said to have been broken except that they said repeatedly that they were always prepared for peaceful negotiations. (...) I think that the Chinese Government have taken a very wrong step, but I do not see

³⁶⁶ *Ibid.*, p. 110-111.

³⁶⁷ NA, Kew, CO 537/5742, Telegram n° 700 from U.K High Commissioner in Ceylon to C.R.O, 30th October 1950.

*how they can be accused of deception. They have been perfectly clear from the beginning. »*³⁶⁸

Ainsi, les Tibétains comprennent très vite que pas plus la Grande-Bretagne que l'Inde n'apporteront leur soutien contre Pékin. Le gouvernement tibétain décide alors avec beaucoup d'espoir de se tourner vers l'ONU en espérant qu'elle puisse arrêter les troupes des communistes chinois dans leur pays.

III. L'impuissance de l'ONU.

A. L'appel des Tibétains à l'ONU.

Le 7 novembre 1950, le *Kashag* décide d'envoyer par l'intermédiaire de Shakabpa, son représentant à Kalimpong, un appel urgent à l'ONU demandant à la communauté internationale de faire appel à sa conscience morale et de ne pas laisser le Tibet être incorporer à la Chine par « des méthodes qui rappellent la jungle » :

« Little is known in the outside world of this sneak invasion. (...) The armed invasion of Tibet for the incorporation of Tibet within the fold of Chinese Communism through sheer physical force is a clear case of aggression. As long as the people of Tibet are compelled by force to become a part of China against the will and consent of her people, the present invasion of Tibet will be the grossest instance of the violation of the weak by the strong. We therefore appeal through you to the nations of the world to intercede in our behalf and restrain Chinese aggression. The problem is simple. The Chinese claim Tibet as a part of China. Tibetans feel that racially, culturally, and geographically, they are far apart from the Chinese. If the Chinese find the reactions of the Tibetans to their unnatural claim

³⁶⁸To C. Rajagopalachari, New Delhi, 1 November 1950, J.N Collection, *Selected works of Jawaharlal Nehru*, Second Series, volume fifteen, Part II (26 October 1950-28 February 1951), Jawaharlal Nehru Memorial Fund, New Delhi, Oxford University Press, 1993, p. 336-337.

*not acceptable there are other civilised methods by which they could ascertain the views of the people of Tibet, or, should the issue purely juridical, they are open to seek redress in an internationally court of law (...), the conscience of the world would not allow the disruption of our State by methods reminiscent of the jungle.»*³⁶⁹

L'appel du *Kashag* demandant que soit arrêtée l'agression chinoise au Tibet et qui aurait en réalité été ébauché pour des raisons pratiques par Sinha, le représentant indien à Lhasa,³⁷⁰ est reçue le 13 novembre 1950 par le secrétariat des Nations unies. Celui-ci informe les Tibétains que le Tibet n'est pas membre de l'ONU. Comme le message est émis hors du Tibet, l'appel des Tibétains est considéré comme provenant d'une ONG.³⁷¹ La Grande-Bretagne explique alors qu'il n'y a pas de ligne directe entre Lhasa et New York : le message ne pouvait donc pas être envoyé du Tibet. Nous voyons ainsi apparaître la première difficulté rencontrée par le Tibet à l'ONU. Ni la République populaire de Chine ni le Pays des neiges ne sont en effet membres de l'organisation. Pourtant, soucieux d'assurer sa protection face aux ambitions de la Chine communiste, le Tibet a essayé à plusieurs reprises d'intégrer cette organisation.

Nous l'avons vu, le 23 novembre et 3 décembre 1949, conscient de l'importance d'avoir une existence légale aux yeux des autres nations, le *Kashag* a en effet demandé son admission à l'ONU à Bevin.³⁷² : « (...) *in order to defend our country against impending threat of Communist invasion and also to preserve our future independence and freedom, we consider it most essential for Tibet to secure admission of her membership in the United Nations General Assembly.»*³⁷³

Mais les Britanniques, tout en essayant de décourager les Tibétains d'envoyer une mission de reconnaissance de leur indépendance à Londres, Washington et New Delhi, répondent négativement à cette requête, souhaitant préserver le *statu quo* et ne pas irriter

369 NA, Kew, FO 371/ 84458, FT 10310/83, Telegram from Ukdel New York to Foreign Office, N° 1728, 14th November, 1950. Voir en Annexes l'intégralité de l'appel du Tibet, p. 543.

370 NA, Kew, DO 35/3096.

371NA, Kew, DO 35/3096, Telegram ° 1717 from G. Jebb (New York) to Foreign Office, 13th November, 1950.

372NA, Kew, FO 371/ 76314, F 18114, From Gyantse to Foreign Office, 3rd December 1949.

373NARA, RG 84, Records of the Foreign Service Posts of the Department of State, India UD Embassy, New Delhi, Classified General Records, 1942-1963, Box 82, Text of message telegraphed en clair from Gyantse, Tibet, addressed to the Foreign Office.

la Chine en créant inutilement une publicité dommageable à la fois pour le Tibet et pour la Grande-Bretagne :

*« Admission of Tibet to the United Nations is of course hopeless and has already been discouraged in Mr. Bevin's second message. If the Tibetans come to this country, Chinese and Soviet propaganda would doubtless seize on the fact as evidence of British imperialism, and a propaganda campaign of this nature might well make life uncomfortable for the British Community in China. To send the mission would do the Tibetans no good and the inevitable publicity might spur the Chinese into counter action. Moreover, as we can in fact do very little for the Tibetans beyond urging the Indians to help them, reception of the proposed mission may be taken amiss by the Government of India. »*³⁷⁴

Parallèlement à sa demande auprès des Britanniques, le Tibet demande en décembre 1949 son soutien au gouvernement américain afin que son admission à l'ONU soit rendue possible : *« (...) in view of the spread of Communism and their successes in China, there is now an imminent danger of Communist aggression towards Tibet. (...) we consider it most essential for Tibet to secure admission of her membership in the United Nations General Assembly. »*³⁷⁵ La réponse des Etats-Unis, désireux notamment de ménager les nationalistes chinois, n'est guère plus encourageante : *« Telegram to Secretary has been given sympathetic consideration. Department of State is convinced that any Tibetan effort to obtain United Nations membership at this time would be unsuccessful in view of certain opposition of U.R.S.S and of Chinese Delegations, both of whom have veto power in Security Council. Moreover Tibetan plan to despatch a special mission to obtain United Nations membership may at this time serve to precipitate Chinese Communist action to gain control of Tibet. »*³⁷⁶

Les Etats-Unis calquent leur position sur celles des Britanniques en mettant en avant le veto de l'URSS et de la Chine. Par ailleurs, l'idée que toute action allant dans le sens

³⁷⁴ NA, Kew, FO 371/ 84451, FT1016/5, R. H Scott, Tibet, 10 th January, 1950.

³⁷⁵ The Tibetan Cabinet Ministers to the Secretary of State, Gyantse, December 3 1949 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1949, The Far East: *China*, vol.IX, U.S. Government Printing Office, 1949, p. 1087-1088.

³⁷⁶ NA, Kew, F 19528, Telegram N° 5.966 from Washington (Sir O. Franks) to Foreign Office, 29th December 1949.

d'une reconnaissance de l'indépendance du Tibet pourrait précipiter l'invasion du Tibet par la Chine communiste est une idée récurrente. Le projet de Washington d'envoyer cette année-là une mission est d'ailleurs également remis en question par crainte que l'URSS et la Chine n'y voient un premier pas vers la reconnaissance de l'indépendance du Tibet, ce qui ne ferait que précipiter les projets chinois. Les Tibétains pourraient croire que les Américains sont prêts à leur apporter leur aide, ce qui n'est à ce moment-là pas le cas.³⁷⁷

Quant à l'Inde, il n'est pas non plus question qu'elle soutienne le Tibet dans cette voie. La demande d'admission du Tibet à l'ONU est en effet rapidement découragée par Menon qui affirme que cela ne ferait que provoquer une réaction plus rapide de la Chine communiste.³⁷⁸

Nous le voyons, les Tibétains n'ont pas réussi à intégrer l'ONU, ce qui leur aurait pourtant offert la possibilité d'obtenir la reconnaissance de leur indépendance. Pas plus la Grande-Bretagne, l'Inde que les Etats-Unis souhaitent soulever une question embarrassante qui les obligerait à prendre position sur le statut du Tibet.

1. Le Tibet se tourne vers ses alliés

Lorsqu'en 1950 les Tibétains confient leur intention de saisir les Nations unies, l'Inde leur fait comprendre qu'elle ne souhaite pas saisir l'ONU elle-même par crainte que les communistes chinois et russes ne ressortent du placard le squelette d'Hyderabad.³⁷⁹ Elle suggère cependant au Tibet de le faire seul. D'abord hésitant, par peur que cela n'accélère la « libération » de leur pays par Pékin, les Tibétains acceptent devant l'assurance que l'Inde soutiendra une résolution condamnant la Chine pour avoir utilisé des méthodes agressives au lieu d'avoir utilisé la négociation.³⁸⁰

³⁷⁷ The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, New Delhi, December 15, 1949 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1949, The Far East: *China*, vol.IX, U.S. Government Printing Office, 1949, p. 1092.

³⁷⁸ The Ambassador in India (Henderson), to the Secretary of State, New Delhi, December 14, 1949 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1949, The Far East: *China*, vol.IX, U.S. Government Printing Office, 1949. p. 1091-1092.

³⁷⁹ The Ambassador in India (Henderson) to the Secretary of State, Washington, October 31, 1950 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1950, *East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 546.

³⁸⁰ NA,Kew, CO 537/5742, Telegram n° 3090 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 5th November 1950.

Mais lors d'une réunion entre Bajpai, pour qui la question du Tibet devrait être discutée au Conseil de sécurité de l'ONU³⁸¹ et Nehru, ce-dernier souligne que si la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis sponsorisent la question du Tibet à l'ONU, la Chine communiste parlera inévitablement de l'influence imperialiste anglo-américaine. La situation du Tibet serait alors encore plus délicate. Le Premier ministre indien craint que l'Inde ne soit accusée de même si elle décide de prendre l'initiative.

Si Bajpai souhaite que l'Inde soutienne une résolution au sein du Conseil de sécurité, ne serait-ce que pour des raisons morales, d'autres membres du ministère des Affaires extérieures craignent que les pays pro-chinois n'agitent le fantôme d'Hyderabad. Finalement, Benegal Rao, le représentant indien à l'ONU, informe New Delhi qu'aucun membre du Conseil de sécurité n'est prêt à soutenir un appel des Tibétains et que le mieux à faire pour l'Inde est de ne pas intervenir dans cette affaire.³⁸²

Mais les Tibétains espèrent également le soutien de leur ancienne alliée, la Grande-Bretagne. Le *South Asian Department* demande au Haut Commissaire britannique de répondre aux Tibétains que Londres ne se déartira pas de son amitié pour le Tibet ni de son soutien qu'il apporte depuis 1947 à son autonomie. Elle reste attachée aux traités transmis à l'Inde la même année et se dit prête à apporter son soutien à l'appel du gouvernement tibétain à l'ONU : « *Since the Government of the Chinese People's Republic have resorted to force instead of seeking to reach agreement on the question of Sino-Tibetan relations through the peaceful methods of discussion and negotiation, the Government of the United Kingdom are prepared to afford their general support to the Tibetan Government's appeal to the United Nations.* »³⁸³ Mais il n'est pas question que la Grande-Bretagne prenne l'initiative. L'aide allait en fait venir de façon inattendue d'un petit pays anticomuniste, le Salvador.

381NA, Kew, FO 371/ 84458, FT 1022/76, Telegram N° 3210 from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, New Delhi, 16th November 1950.

382Foreign relations of the United States, Vol. VI, East Asia..., op. cit., p. 546-578.

383NA, Kew, CO 531/ 5742, Telegram n°3061 from South Asian Dept. to U.K High Commissioner in India, 16th Dec. 1950.

2. Le Salvador vient à la rescousse du Tibet.

Le 17 novembre 1950, le délégué du Salvador aux Nations unies, Hector Castro, écrit au président de l'Assemblée générale pour demander que soit inscrite sur l'agenda de l'Assemblée générale « l'invasion du Tibet par des forces étrangères » sans passer par le comité général, vu l'urgence de la situation. Il joint aussi une résolution demandant que soit condamné « cet acte d'agression gratuit contre le Tibet » et qu'un comité composé de différentes nations soit établi pour réfléchir aux mesures appropriées à prendre par l'Assemblée générale.



Hector Castro est la 4e personne assise en partant de la gauche. 1939. Source : *Harris & Ewing Collection, Library of Congress, Call number LC-H22-D- 769.*

Le Salvador rappelle en outre que la première mission de l'ONU est d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Que le Tibet ne soit pas membre des Nations unies ne doit pas empêcher le débat : « *It is true that Tibet is not a Member of the United Nations, but it is also a clear fact that the responsibilities of this organization are not limited to the maintenance of international peace among Members , but, on the contrary that they extended to the whole world.* »³⁸⁴

Hector Castro appelle les nations à défendre le Tibet pour préserver la paix mondiale. Il montre, à l'aide de différents articles encyclopédiques, que le Tibet est en réalité un Etat indépendant et demande que les représentants tibétains soient autorisés à venir présenter leur cas devant l'Assemblée générale.

3. L'appel des Tibétains est-il légitime ?

La résolution que propose le Salvador soulève alors la question que l'Inde et la Grande-Bretagne veulent éviter : celle du statut du Tibet. La question du statut juridique du Tibet revêt en effet une grande importance puisque si celui-ci est considéré comme un Etat indépendant conformément à l'article 35(2) de la Charte des Nations unies, alors, on peut parler d'agression armée et il peut faire appel à l'ONU. Dans le cas contraire, il ne le peut pas. C'est ce que rappelle le *Foreign office* : « *(i) if you accept the position that Tibet really is a State within the meaning of Article 35 (2), it is almost impossible not also to accept the view that there has been an aggressive attack on Tibet by the Peking Chinese Government, and (ii) that whatever people may feel about this aggression, still has a matter of hard reality there is really no chance of anybody giving effective armed aid to Tibet, which is not in a military position to defend itself very long against the forces of the Peking Government.* »³⁸⁵

³⁸⁴ *Tibet in the United Nations, 1950-1961*, Bureau of His Holiness the Dalai Lama, New Delhi, p. 5.

³⁸⁵ NA, Kew, LO2/ 566, Letter from Foreign Office(Eric Bekett) to Attorney, 25th November 1950.

Le Tibet peut-il être considéré comme un Etat ? La Chine nationaliste et l'URSS, sans grande surprise, affirment que le Tibet est une affaire intérieure de la Chine et qu'une discussion serait contraire à l'Article 2 (7) de la Charte des Nations unies, qui interdit une intervention dans les affaires intérieures des Etats membres. Le seul pays à pouvoir répondre à cette question à l'ONU et faire savoir au monde que le Pays des neiges n'est pas une annexe de Pékin mais un pays indépendant, est la Grande-Bretagne.

En novembre 1950, l'appel des Tibétains à l'ONU oblige les Britanniques à s'interroger sur leur position vis-à-vis du statut du Tibet. Pour le *Foreign Office*, il faut prendre une décision claire sur le statut de ce pays et dire définitivement si le Toit du monde est un Etat qui jouit de son autonomie externe et interne ou si le Tibet ne jouit d'aucune personnalité internationale. Dans ce dernier cas, le gouvernement de Pékin a le droit de dire que le problème du Tibet est une affaire intérieure et qu'il ne concerne pas les Nations unies. Le risque qu'un parallèle soit fait avec les territoires sous le protectorat de la Grande-Bretagne inquiète beaucoup Londres :

*« The United Kingdom has many protected States enjoying internal autonomy but whose foreign relations are entirely conducted by H.M.G. We certainly wish to maintain the position that questions between the United Kingdom and these States (and indeed all colonial conflicts) are domestic matters in which the United Nations has no right under the Charter to interfere. If we adopt a sort of half-way house position we may be creating precedents which can be used against us in the future. You may remember that, in the Indonesian affair, the United Kingdom, France and Belgium consistently abstained for this very reason on the question whether the Security Council was competent to entertain the application of Indonesia against Holland. »*³⁸⁶

La situation légale du Tibet est donc rapidement éclaircie par le *Foreign Office*. La conclusion d'un *memorandum* daté de novembre 1950 sur le sujet est sans appel :

³⁸⁶ NA, FO 371/76317, F 17268/G, Policy towards Tibet.

« Our Legal Advisers are satisfied that the degree of autonomy latterly exercised by Tibet (and particularly the fact that she has conducted her own foreign relations) entitles her to be regarded as a “State” within the meaning of the United Nations Charter and thus gives her the right to make a direct appeal of this nature. We should therefore be prepared to support this view of Tibet’s status in the procedural debate which is likely to take place. (...) the Chinese have committed an act of aggression or at any rate that they have created a “situation” (as defined in Article 34 of the Charter), which is properly a matter for investigation by the Council. »³⁸⁷

Le Tibet est donc sans aucun doute considéré comme un Etat et l'envoi des troupes de la Chine communiste au Tibet est un acte d'agression. Le recours à l'ONU des Tibétains apparaît donc pleinement légitime. La délégation britannique aux Nations unies reçoit ainsi les instructions suivantes :

« The legal opinion (...) is that Tibet though under a nominal Chinese suzerainty possesses legally, and has in fact exercised, the attributes of statehood necessary to entitle her to submit an appeal to the United Nations under Article 35 (2) of the Charter. (...) In our view, although there is a legal case for repudiating Chinese suzerainty because China has violated the conditions under which Tibet accepted it in 1914, this Chinese suzerainty being limited, is not inconsistent with our maintenance of Tibet’s rights to appeal under Article 35 (2).»³⁸⁸

Ainsi, même si les Britanniques tiennent compte du fait qu'ils ont reconnu un droit de suzeraineté de la Chine sur le Tibet, ce droit étant nominal, cela ne remet pas en cause le droit du Toit du monde à faire appel à l'ONU. Londres semble donc prête à éclaircir les ambiguïtés qui peuvent exister sur le statut du Tibet, si nécessaire. Pourtant, de nombreux arguments sont avancés contre un débat sur le conflit sino-tibétain au sein de l'Assemblée générale.

³⁸⁷ NA, Kew, FO 371/84458, FT 10310/68, Minute, *Memorandum* sur le Tibet.

³⁸⁸ NA, Kew, FO 371/84458, FT 1022/21, Telegram N° 1040 from Foreign Office to New York (To United Kingdom Delegation to the United Nations), 18th November 1950.

B. Le Tibet abandonné de ses alliés.

Pour les Britanniques, si l'on considère le Tibet comme un Etat indépendant et que le Conseil de sécurité est saisi, cela débouchera soit sur une condamnation de l'action chinoise, soit sur une résolution demandant à la Chine de retirer ses troupes du Tibet et de restaurer le *statu quo*. Londres privilégie la première solution. Dans le deuxième cas, Pékin mettrait au défi l'ONU et il faudrait alors organiser une expédition militaire. Or, ni la Grande-Bretagne, ni l'Inde, ni les Etats-Unis ne sont prêts à l'assumer. Le seul résultat serait alors de faire perdre de son prestige aux Nations unies. De plus, le statut du Tibet apparaissant incertain aux yeux des autres nations, le risque qu'un parallèle soit fait avec les territoires des Britanniques et des autres puissances occidentales n'est pas exclu.

Le 21 décembre 1950, les Tibétains demandent à nouveau que le cas du Tibet soit traité par l'ONU. Ils envisagent dans cette optique d'envoyer une délégation à New York de six personnes en espérant le soutien des Britanniques. Ces derniers sont favorables à une dénonciation de l'action chinoise au Tibet. Mais ils soulignent pourtant l'impossibilité de voter une résolution impliquant une action militaire au Conseil de sécurité : « *It is probable that stronger resolution e.g. calling upon China to withdraw her forces from Tibet and to restore the status quo would merely be ignored by China and it could only be enforced by armed action which neither we, nor we assume any other country, would be prepared to take. In the result the United Nations would lose prestige.* »³⁸⁹

La question risque d'être déviée vers celle de la représentation de Pékin aux Nations unies, ce que ne souhaitent ni la Grande-Bretagne, ni les Etats-Unis. Les pays neutres, en dépit de leur sympathie pour le Tibet, risquent de mettre en avant le fait qu'il serait plus simple de régler le problème si la Chine communiste avait un siège à l'ONU. Il est par ailleurs peu probable que les pays afro-asiatiques soutiennent une résolution si elle n'est pas initiée par l'Inde. Une résolution initiée par les Etats-Unis serait suspecte dans le cadre de la guerre froide et très mal perçue à un moment où les relations est-ouest

³⁸⁹ NA, Kew, FO 371/93002, Telegram n° 262 from Commonwealth Relations Office to U.K High Commissioner in Canada, 13th December 1950.

semblent se détendre. En outre, une résolution au Conseil de sécurité se verrait entraver par le veto russe. L'intervention militaire de l'Onu est donc totalement exclue.³⁹⁰

Mais les Britanniques ne peuvent passer sous silence l'usage de la force par la Chine et sont prêts à soutenir une résolution condamnant l'action chinoise à condition qu'ils n'en prennent pas l'initiative. Ainsi, les Tibétains se voient confirmer en décembre 1950 que la Grande-Bretagne est prête à apporter son soutien: « *Since the Government of the Chinese People's Republic have resorted to force instead of seeking to reach agreement on the question of Sino-Tibetan relations through the peaceful methods of discussion and negotiation, the Government of the United Kingdom are prepared to afford their general support to the Tibetan Government's appeal to the United Nations.* »³⁹¹ Il s'agirait cependant seulement de condamner l'action chinoise sur le plan moral.³⁹² Les recommandations du *Foreign Office* à la délégation britannique à l'ONU sont claires à ce sujet, il ne peut y avoir d'aide militaire :

« *There is no prospect of offering effective military assistance to Tibet, and any action taken must be on the political plane. It is accordingly recommended that we should :*

(a) adhere to our established policy of regarding Tibet as autonomous within the framework of Chinese suzerainty, which confers no right on Chinese forces to violate Tibetan territorial integrity;

(b) refrain from taking any action ourselves to bring this dispute before the United Nations; but be prepared to support an appeal to the Security Council or the General Assembly lodged by the Tibetans themselves or by any other power. »³⁹³

Le 9 janvier 1951, les Britanniques confient aux Américains que rien ne pourra arrêter la Chine au Tibet. premier lieu. A un député demandant au cours d'un débat

³⁹⁰ NA, Kew, DO 35/8983, Brief for discussion of the Tibetn question.

³⁹¹ NA, Kew, CO 531/ 5742, Telegram n°3061 from South Asian Dept. to U.K High Commissioner in India, 16th Dec. 1950.

³⁹² NA, Kew, DO 35/3096, United Kingdom Delegation to the United Nations, New York, Sir Jebb to Foreign Office, 18th November, 1950, (266).

³⁹³ NA, Kew, DO 35/3096, United Kingdom Delegation to the United Nations, New York, Sir Jebb to Foreign Office, 18th November, 1950, (266).

parlementaire en 1950 s'il ne serait pas souhaitable de cesser les négociations avec la Chine communiste, le gouvernement répond que cette option n'est pas envisageable :

*« The object of our policy in the Far East is to promote normal and peaceful conditions over the whole area. We feel that this object will best be achieved by patient attempts to build up normal diplomatic relations with the Chinese Government, and that the interest of world peace would not be served by a hasty decision to break off negotiations with China. We still hope that good sense will prevail, and that China will halt her advance in Tibet and resume peaceful discussions with the Tibetans. »*³⁹⁴

Les intérêts commerciaux, mais surtout politiques avec notamment Hong Kong, et la volonté d'empêcher un axe URSS-République populaire de Chine dirigé contre l'Ouest sont en effet des éléments avec lesquels la Grande-Bretagne doit composer.

Les Etats-Unis, de leur côté, ne veulent pas devancer l'Inde sur ce dossier. C'est pourquoi, lorsque le *Kashag* demande à Washington son soutien aux Nations unies le 21 décembre, les Américains restent sur leur position consistant à suivre l'Inde sur cette question. Ils sont encouragés par les Britanniques qui souhaitent que se soit New Delhi, et non Washington, qui prenne l'initiative, afin de ne pas créer plus de tensions entre les deux camps.

Pourtant, l'Inde a exprimé clairement qu'elle ne souhaitait pas agir en faveur du Tibet. Les Indiens sont dans un premier temps surpris de la proposition du Salvador de porter la question du Tibet devant l'Assemblée générale. Mais Krishna Menon affirme que le gouvernement est globalement d'accord avec l'idée que le Tibet puisse faire appel à l'ONU. Le 17 novembre, Ayyangar, ministre des Transports, déclare publiquement que l'Inde soutiendra le Tibet face à la Chine qui a décidé d'utiliser les armes plutôt que de régler le conflit pacifiquement.³⁹⁵ Nehru n'est pas de cet avis et pense que même si d'un point de vue moral l'appel du Tibet est justifié, le soutenir « ne mènera pas bien loin » :

³⁹⁴ NA, Kew, DO 35/3096, Notes for adjournment debate on Tibet (235).

³⁹⁵ NA, Kew, CO 531/5742, Telegram n° 3264 from U.K High Commissioner in India to South Asian Dept., Delhi, 21st November 1950.

*« We have said that we are not going to sponsor this appeal , but if it comes up, we shall state our viewpoint. This viewpoint cannot be one of full support of the Tibetan appeal, because that goes far and claims full independence. We may say that whatever might have been acknowledged in the past about China's sovereignty or suzerainty, recent events have deprived China of the right to claim that. There may be some moral basis fo this argument. But it will not take us or Tibet very far. It will only hasten the downfall of Tibet.»*³⁹⁶

Pour Nehru, personne ne peut aider le Tibet et il ne veut pas que l'appel des Tibétains soit débattu ni à l'Assemblée générale ni au Conseil de sécurité car cela ne ferait à son avis qu'aggraver les tensions de la guerre froide pour un résultat nul : *« (...) neither the U.K nor the USA, nor indeed any other Power, is particularly interested in Tibet or the future of that country. What they are interested in is embarrassing China.»*³⁹⁷

Si le débat vient, alors il suffira de dire que l'Inde souhaite que le conflit soit résolu de façon pacifique et que l'autonomie du Tibet doit être respectée et maintenue. Il n'est pas question pour New Delhi de soutenir la revendication d'indépendance. L'Inde soutient cependant l'idée d'un Tibet autonome. Le véritable enjeu pour Nehru est en réalité d'éviter d'agir dans un sens qui pourrait irriter Pékin. Nehu est sincèrement convaincu que des négociations sont encore possibles entre les Tibétains et les Chinois et qu'il ne servirait à rien de braquer la Chine en la condamnant aux Nations unies dont elle ne fait même pas partie. Le Premier ministre indien aimerait que Pékin coopère en disant clairement qu'elle a l'intention de résoudre le problème du Tibet par la négociation et non par la force tout en préservant une véritable autonomie.³⁹⁸ Or, une condamnation de l'ONU éloignerait à ses yeux définitivement cette possibilité. Par ailleurs, l'Inde, affirme Nehru, ne peut se permettre une guerre avec la Chine. Il n'est donc pas possible de soutenir militairement le Tibet :

³⁹⁶ *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 346.

³⁹⁷ *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 346.

³⁹⁸ *Ibid.*, p. 352.

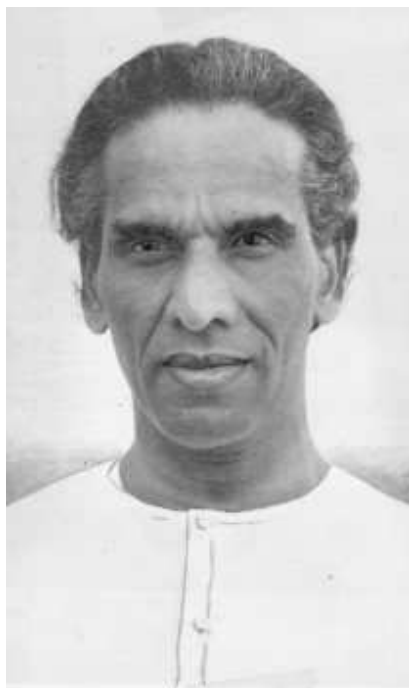
« India has neither the resources nor the inclination to send armed assistance to Tibet. About 150 years ago an Indian army had invaded and subdued part of Tibet(...) But the end result was that in the following winter the Indian army froze to death.» Et d'ajouter : « India does not dispute China's suzerainty over Tibet(...) but India feels that Tibet's autonomy is as valid as China's pre-eminent domain in Tibet. Sending an army is a poor way to maintain autonomy and come to a settlement. »³⁹⁹

Lorsque les Etats-Unis apprennent de la bouche même de Krishna Menon que l'Inde a renoncé à soutenir le Tibet à l'ONU, ceux-ci pensent que Nehru et Pékin ont passé un accord. L'Inde céderait sur le Tibet et offrirait à la République populaire de Chine un siège à l'ONU contre le respect de la ligne Mac Mahon :

« (...) the Indian Government had definitely decided to take no action over Tibet in the United Nations which might have the effect of lessening their influence with the Chinese Peoples' Government. This is particularly interesting in the light of recent remarks in a letter from Mr. Panikkar to the effect he had “ come to an arrangement” with the Chinese over Tibet. It does not seem impossible that the Indians should have reached a private agreement with the Chinese, whereby, in return for a blind Indian eye over developments in Tibet the Chinese undertake perhaps to respect Indian views on the MacMahon line as the boundary of Tibet and to proceed with their occupation of Tibet as “respectably” as possible by subversion rather than by force.»⁴⁰⁰

³⁹⁹ *Ibid.*, p. 335-336.

⁴⁰⁰ NA, Kew, FO 371/93002, FT 1071/8, S.J.L Olver, Tibet, 10. 1.51.



Krishna Menon en 1958. Source : Archives du journal *The Hindu*.

Un accord semble pourtant peu imaginable. Les efforts de Nehru en direction de la Chine communiste ont en effet pratiquement toujours été unilatéraux. Quoi qu'il en soit, les instructions données au délégué indien à l'ONU par Nehru sont claires : l'Inde ne doit pas soutenir la résolution du Salvador. Mais il est un autre facteur qui intervient dans sa décision : la question de la Corée, qui est de première importance, et rien ne doit être dit ou fait qui pourrait envenimer les relations avec la Chine.

1. L'ONU concentrée sur la Corée.

La Corée monopolise en effet toute l'attention des nations au moment où la République populaire de Chine décide d'envahir le Tibet. Certains observateurs soupçonnent même Pékin d'avoir choisi ce moment pour avoir les mains libres au Tibet. La crainte d'un embrasement général du conflit monopolise l'attention de l'ONU.

Lorsque la Chine communiste entre dans le conflit, officiellement pour défendre sa frontière en Mandchourie contre les Etats-Unis, la crainte d'une troisième guerre mondiale est présente dans tous les esprits et les événements coréens sont la priorité au Conseil de sécurité. Gladwyn Jebb, le représentant de la Grande-Bretagne déclare à ce propos : « *A house is on fire ; we must recognize this and overcome technicalities.* »⁴⁰¹

Nehru souhaite que l'Inde joue le rôle d'un arbitre dans le conflit. Il est particulièrement inquiet et attend des puissances qu'elles trouvent une solution à la crise coréenne et demande un cessez-le-feu : « *It is our duty to do our utmost to prevent the horror of a third world war descending on us.* »⁴⁰² Si la guerre éclate avec la Corée, où la situation est « dangereuse et explosive », ⁴⁰³ les autres puissances seront impliquées. C'est bien le risque d'une guerre mondiale qui inquiète Nehru : « *We are on the verge of a world war* », déclare-t-il devant le Parlement, persuadé que si les Etats-Unis utilisent la bombe atomique, les Soviétiques interviendront également. ⁴⁰⁴

Alors que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne attendent les délégués de Pékin pour négocier sur la Corée et désamorcer la crise, la question du Tibet doit être évitée. Ce point de vue est d'ailleurs partagé par Washington et Londres pour lesquelles aucune décision ne peut être prise avant que ne soit trouvée une solution au conflit coréen. ⁴⁰⁵ Le *Foreign Office* souligne ainsi le 9 janvier 1951 qu'outre le fait que la Grande-Bretagne ne veut pas se brouiller avec les communistes chinois, le Tibet apparaît comme un problème mineure à côté des événements se déroulant en Corée : « *In general, though we felt that a protest at the Chinese invasion of Tibet should be made at some stage, we were clear that, if the Chinese were determined to complete their occupation, nothing could be done to stop them. The object of the protest would therefore be its moral effect. This was bound up with*

401« Korea given U. N priority », *The Scotsman*, 11th November 1950.

402 "India's plan for Korea", *The Scotsman*, 7th december 1950.

403 *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 412

404 NEHRU, Jawaharlal , *Jawaharlal Nehru's Speeches, 1949-1953*, New Delhi, Ministry of Information, 1971, p. 418.

405NA, Kew, DO 35/3096, Telegram n° 3367 from U.K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, New Delhi, 30th November, 1950.

*the whole question of our relations with China and was obviously a very secondary consideration compared with the main stream of events in Korea.»*⁴⁰⁶

Il apparaît donc préférable à l'Inde qu'aucune action ne soit intentée pour le moment. Les Indiens, selon les Britanniques, sont tout de même prêts à soutenir une résolution condamnant Pékin et appelant à une résolution pacifique du conflit.⁴⁰⁷

2. Le Tibet, pays au statut légal incertain.

Afin d'empêcher que la question du Tibet ne soit débattue, l'Inde met en avant le statut ambiguë du Tibet. La délégation britannique à l'ONU suggère aussi d'affirmer que la position du Tibet est obscure. Le *Foreign Office* n'est pas de cet avis. Il met en avant le fait que l'Inde choisit de parler du caractère indéfini du statut du Pays des neiges pour des raisons politiques :

*« The Foreign Office do not think that politically it is wise to take this line at any rate if it is the fact that the legal position is not particularly obscure. (...) In so far as this telegram creates the impression that the Indian Delegation or the Government of India are perplexed with legal doubts, I would say that it appears to me more probable that India is rather more perplexed as to what she should do than doubtful about the legal position. Still India may feel the best political line to take is that the position of Tibet is enveloped in legal complexity.»*⁴⁰⁸

Mais la Grande-Bretagne ne veut pas prendre le risque d'irriter Nehru contre l'Ouest en se positionnant différemment sur le statut du Tibet. La délégation britannique adopte donc la position de New Delhi et décide de mettre en avant l'histoire complexe et obscure du Tibet qui ne permet pas de prendre en compte sa requête. L'ignorance des nations sur

406 NA, Kew, DO 35/3096, FT 1071/7, Tibet, Olver, S.J.L, 9th January 1951.

407 NA, Kew, CO 531/5742, Telegram n° 3367 from U.K High Commissioner in India to South Asian Department, 30th November 1950.

408NA, Kew, LO2/ 566, Letter from Foreign Office to Attorney, 25th November 1950.

le statut réel du Tibet permet à l'Inde et à la Grande-Bretagne de se positionner selon leur intérêt du moment. Cette note du délégué de Londres à l'ONU datée du 15 novembre 1950 en témoigne : « (...) *if there is any doubt at all as to the validity of the legal argument that Tibet is an “ independent state” , we might take profit from such dubiety by failing to argue the legal case in detail and generally maintaining that the legal situation is obscure.(...) Politically, I have no doubt at all that what we want to do is to create a situation which does not oblige us in practice to do anything about the Communist invasion of Tibet.*»⁴⁰⁹ Le 18 novembre 1950, le *Foreign Office* rappelle à sa délégation la liberté d'action que lui offre le statut particulier du Tibet :

« In our view, although there is a legal case for repudiating Chinese suzerainty because China has violated the conditions under which Tibet accepted it in 1914, this Chinese suzerainty, being limited, is not inconsistent with our maintenance of Tibet's right to appeal under Article 35(2).

*(...) The above legal opinion in effect leaves us considerable freedom to adopt whatever policy we consider appropriate. It is difficult to see how India can, consistently with her attitude of support for Tibet, fail to maintain the validity of Tibet's appeal under Article 35 (2) (...). (...) If the point is raised you should explain that, even if a nominal Chinese suzerainty subject to Tibetan autonomy is recognized, Tibet's right of appeal is not thereby invalidated. But you should not commit us either to continuing or to repudiating recognition of Chinese suzerainty in the new circumstances. You should deplore the Chinese resort to force and stress that it was taken without provocation and while peaceful negotiations were in progress. You could, if necessary, support a resolution condemning Chinese action on these lines. You should not, however, without further instructions, support any resolution which calls for or implies the threat of military action by the United Nations.»*⁴¹⁰

⁴⁰⁹NA, Kew, DO 35/3096, Jebb, United Kingdom Delegation to the United Nations, New York, 15th November 1950, (268).

⁴¹⁰NA, Kew, DO 35/3096, Telegram N° 1040 from foreign Office to United Kingdom Delegation New York, 18th November 1950,(265).

C. La question du Tibet ajournée *sine die*.

Au cours de la discussion organisée le 24 novembre 1950 pour savoir si la question du Tibet doit être mise sur l'agenda de l'Assemblée générale, le représentant britannique choisit ainsi de ne pas prendre position pour l'indépendance du Tibet en mettant en avant le fait que la position légale de ce pays est obscure. Il demande que l'appel envoyé par le gouvernement tibétain à l'ONU le 11 novembre 1950 soit rejeté, malgré la volonté du Salvador de faire condamner l'agression de la Chine.⁴¹¹ Hector Castro, dans un discours passionné, appelle en effet les nations à défendre le Tibet, qui est un Etat indépendant, afin de préserver la paix mondiale. Il demande également que les représentants tibétains soient autorisés à venir présenter leur cas devant l'Assemblée générale. K.J Malik, le représentant de l'URSS, soutient sans surprise l'ajournement du débat en avançant que le Tibet est une affaire intérieure de la Chine communiste. Quant au représentant de la République chinoise, après avoir affirmé que l'invasion du Tibet faisait partie d'un vaste plan russe pour la domination mondiale du communisme, il déclare ne pas être favorable à un débat. L'Inde, sur laquelle tous les regards sont alors tournés affirme par l'intermédiaire de son représentant Jam Sahib, qu'il s'agit d'une question concernant en premier lieu son gouvernement, et qu'il espère qu'une solution pacifique va être trouvée entre la Chine et le Tibet. Les dernières notes échangées entre Pékin et New-Delhi, ajoute le délégué indien, montrent que la Chine communiste n'a pas renoncé à régler le conflit avec les Tibétains de manière pacifique. Le gouvernement indien aurait en effet reçu le 16 novembre une note de Pékin indiquant sa volonté de négocier de façon bilatérale en dehors des Nations unies.⁴¹²

Le délégué indien, qui a visiblement outrepassé ses instructions en parlant d'un règlement à l'amiable entre la Chine et le Tibet « en passe d'être achevé », déclare qu'il est encore possible que l'autonomie dont le Tibet a joui au cours des dernières décennies soit

⁴¹¹SEN, Chanakya, *Tibet disappears, documentary history of Tibet's international status, the great rebellion and its aftermath*, Londres, Asia Publishing House, 1960, p. 92.

⁴¹²The Secretary of State to the Embassy in India, Washington, November 28, 1950 in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States, 1950, East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 583.

préservée. Il demande donc que la question soit ajournée. Krishna Menon était pourtant d'avis d'attendre de voir la suite des événements avant de se prononcer à l'ONU.⁴¹³

Le gouvernement américain de son côté décide de ne pas voter en faveur d'un débat sur le Tibet sur les assurances de l'Inde qu'une solution pacifique peut être trouvée : « (...) Gross [le délégué américain à l'ONU] said he had supported postponement because India had advised (...) there was still hope for peaceful settlement. Otherwise US, consistent with its policy in UN, wld have voted to place question on agenda.» Le 3 novembre, l'ambassadeur Henderson avait informé Nehru qu'en raison de la position géographique du Tibet et des liens historiques existant entre le Pays des neiges et l'Inde, la décision lui revenait : « *U.S did not want to say or do anything which would increase this burden; on the contrary we desired to do what we could to help.* » Nehru souhaitant tenir éloigner l'Asie des affres de la guerre froide, lui répondait alors que le mieux pour Washington était encore « de ne rien faire. » Le 16 novembre, le Département d'Etat demandait à sa délégation de ne pas prendre l'initiative.⁴¹⁴

Le Comité général des Nations unies décide de se baser sur l'assurance donnée par l'Inde qu'une solution pacifique peut être trouvée au conflit entre le Tibet et la Chine communiste. A l'unanimité, la décision d'inclure la question du Tibet sur l'agenda de l'Assemblée est suspendue.

Le 3 décembre, le *Kashag* écrit au Secrétaire général de l'ONU pour faire part de sa grande déception : « (...) *we do not wish the world to be convulsed into an armed conflict for our sake and we would like to know that the world has given thought and consideration to the issue that we have so humbly brought before them and advised the Chinese not to indulge in murder and intimidation of our peaceful land.* » Le *kashag* se dit également prêt à recevoir une commission indépendante de l'ONU pour venir mener une enquête.⁴¹⁵

⁴¹³ NA, Kew, CO 537/5742, Telegram n° 3328 from U.K High Commissioner in India to C.R.O, 28th November 1950.

⁴¹⁴ *Foreign relations of the United States...*, op. cit., vol VI, p. 550-55, p. 577.

⁴¹⁵ *Tibet in the United Nations...*, op. cit., p. 14.

En décembre 1950, lorsque les Tibétains tentent de relancer la discussion à l'ONU, les positions indiennes et par extension, américaines et britanniques, n'ont pas changé. Lors d'une rencontre le 27 décembre avec Bajpai, Henderson se voit expliquer que si l'Inde soutient le Tibet à l'ONU, les relations avec Pékin ne pourront que se détériorer. L'Inde perdrait l'influence qu'elle espère avoir sur les communistes chinois, tandis que la guerre de Corée où elle espère jouer un rôle d'arbitre reste un sujet de préoccupation majeure.⁴¹⁶ Les Etats-Unis comprennent rapidement que l'Inde ne prendra pas l'initiative et espère un temps que les Britanniques puissent jouer ce rôle. Le Département d'Etat présente à l'ambassade britannique à Washington un aide-mémoire qui explique que le gouvernement américain est prêt à changer de politique et à encourager les Britanniques à soutenir l'appel du Tibet : « *The United States, which was one of the early supporters of the principle of self-determination of peoples, believes that the Tibetan people has the (same) inherent right as any other to have the determining voice in its political destiny. (...) consideration could be given to recognition of Tibet as an independent State.* » L'aide-mémoire ajoute que le Département d'Etat n'est pas prêt pour l'instant à faire une déclaration publique et préfère s'en tenir à la position consistant à reconnaître la suzeraineté de la Chine conditionnée à l'autonomie du Tibet. Mais il apparaît clairement que Washington souhaite aller plus loin, à condition qu'elle ne prenne pas l'initiative. Mais ni l'Inde, ni les Britanniques ne veulent aller dans le sens des Américains, eux-mêmes bientôt rattrapés par les événements coréens. Le 24 janvier, le délégué à l'ONU Robert Strong informe le Département d'Etat que la délégation américaine aux Nations unies est opposée à ce que le cas du Tibet soit discuté, car toute tentative dans cette direction pourrait compromettre les chances de sortir du conflit coréen. Dean Rusk conclut alors dans un memorandum : « *I believe we should go slow on this because of (1) our Korean imbroglio and (2) the forthcoming Kashmir flap.* »⁴¹⁷

Ainsi, la tentative du Tibet d'obtenir un soutien internationale à travers l'ONU au moment même où l'attention des nations est concentrée sur les événements se déroulant en Corée est un cuisant échec. C'est une immense déception pour les Tibétains qui comprennent qu'aucun pays n'est prêt à apporter son soutien à leur appel. C'est donc seul que le gouvernement tibétain doit faire face à l'occupation par la Chine populaire. Isolé et

⁴¹⁶ *Foreign relations of the United States*, vol. VI..., *op. cit.*, p. 611.

⁴¹⁷ *Foreign Relations of the United States*, vol. VII, *op. cit.*, p.1528.

sans le soutien escompté de ceux qui auraient pu être ses alliés, le Pays des neiges ne voit plus d'autre issue que de tenter de négocier avec les communistes chinois afin de sauver son indépendance ou tout au moins son autonomie.

IV. L'Accord en 17 points, un accord signé « à la pointe des baïonnettes. »⁴¹⁸

A. La Chine et le Tibet négocient.

Peu après l'entrée de l'Armée populaire de libération au Tibet, Pékin espère parvenir à incorporer le Tibet à la Chine sans avoir besoin de déclencher de plus vastes opérations militaires. Les communistes chinois n'ont eu de cesse d'appeler les Tibétains à négocier, et ce dès la fin de l'année 1950, en promettant de respecter les institutions sociales et religieuses du Tibet. Mais à côté de la volonté de rassurer, les menaces d'une intervention armée, si les Tibétains ne se plient pas aux exigences de Pékin, ne sont jamais loins, comme en témoigne cet extrait du journal *Hsin Hua*, daté du 18 février 1951 : « (...) *the Central People's Government will acknowledge the political status of the living Buddha Dalai respect freedom of religious belief and protect all properties of lamaseries. Official who go over to the side of the people will retain their post.* » Mais, prévient le gouvernement chinois, « (...) *in case they are so blinded by imperialism that they cannot understand for the time being, we will never cease in our efforts until the peaceful liberation of Tibet is attained.* »⁴¹⁹

De son côté, le gouvernement tibétain comprend que le Tibet n'obtiendra pas le soutien escompté auprès de la communauté internationale, et qu'il n'a vraiment plus d'autre choix que de tenter de négocier avec Pékin. Lorsque le dalaï-lama apprend à Dromo que le

418NA, Kew, DO 35/8983, Press statement issued by the Representative of His Holiness Dalai Lama of Tibet, London, 1st October 1959.

419 NA, Kew, DO 35/2931, Telegram N° 372 from Peking to Foreign Office, 21 st February, 1951.

Comité général des Nations unies a rejeté la demande des Tibétains, la déception est grande : « (...) *the (next) grievous blow to us was the news that the General Assembly of the United Nations had decided not to consider the question of Tibet. This filled us with consternation. We had put our faith in the United Nations as a source of justice. We were astonished to hear that it was on the British initiative that the question had been shelved.*»⁴²⁰

Le *Kashag* décide donc d'envoyer une délégation négocier avec les communistes chinois en février 1951 afin de tenter de sauver l'indépendance du Tibet. Peu avant d'avoir quitté Lhassa, le chef des Tibétains et le *Kashag* avait donné tout pouvoir à Ngabo, devenu vice-président du comité de libération de Chamdo et récemment relâché par les communistes chinois, pour négocier avec la Chine. Deux membres du gouvernement sont envoyés à Chamdo pour l'assister et lui remettre les instructions du *Kashag* : Ngabo ne doit pas négocier l'indépendance du Tibet et doit demander que les troupes de Pékin se retirent du Tibet. Les discussions doivent également s'appuyer sur une proposition en cinq points :

- (1) Il n'y a pas d'influence imperialiste au Tibet.
- (2) Si une influence impérialiste est exercée sur le Tibet, celui-ci ne manquera de demander l'aide de la Chine.
- (3) Les troupes stationnant au Kham doivent se retirer.
- (4) Le gouvernement chinois ne doit pas se laisser influencer par l'entourage du panchen-lama et la faction de Reting. (*Traditionnellement opposé au dalaï-lama*)
- (5) Les territoires pris par l'empire mandchou, le Guomindang et la nouvelle Chine doivent être retournés au Tibet.⁴²¹

Le gouvernement tibétain espère avant tout convaincre la Chine de renoncer à prendre le contrôle du Tibet et tout particulièrement à éviter qu'elle ne s'ingère dans ses affaires politiques et religieuses. Il souhaite également rassurer la Chine sur la menace imperialiste qui peserait sur le Tibet et tenter de préserver le *statu quo*. Les Tibétains sont aussi prêts à accepter la suzeraineté de la Chine à condition qu'elle se limite à ce titre. Le Tibet, affirme le

⁴²⁰ Dalai Lama, *My Land et my People*, New York, Potala Corporation, 1985, p. 85-86.

⁴²¹ Tsepon W. D., *Tibet. A Political History*, New Haven, Yale University Press, 1967, p. 62

gouvernement tibétain, en tant que pays pacifique seulement intéressé par l'exercice de sa religion, n'est menacé par aucun pays, quel qu'il soit. En revanche, si une telle menace devait se produire, le Tibet ne manquerait pas de faire appel à la Chine pour assurer sa protection. Il est donc inutile pour Pékin de faire stationner ses troupes sur la frontière sino-tibétaine. Selon Bajpai, la délégation tibétaine reçoit comme instruction la possibilité d'accorder en dernier ressort le contrôle des affaires extérieures du Tibet. ⁴²² Les Chinois réfutent point par point les propositions du *Kashag* :

- (1) Il est clair que les Britanniques et les Américains ont interféré dans les affaires intérieures de la Chine, la preuve en est que la Mission tibétaine envoyée pour négocier à Pékin a été retenue en Inde.
- (2) La défense de la mère-patrie est l'objectif numéro un des troupes de l'Armée populaire de libération ainsi que la défense de ses frontières.
- (2) l'actuel statut du dalaï-lama ainsi que le système politique ne seront pas modifiés.
- (3) Le Tibet jouira de l'autonomie régionale.
- (4) la Chine n'interviendra pas dans les rivalités politiques et les factions du Tibet. » ⁴²³

En mars 1951, Ngabo reçoit l'ordre du gouvernement tibétain de partir pour Pékin afin de négocier avec les communistes chinois. La mission tibétaine, constituée d'une quinzaine de personnes, se met en route. Elle s'arrête à New Delhi où elle rencontre Nehru le 24 mars 1951 et l'ambassadeur chinois qui remet aux Tibétains un passeport. Le Premier ministre indien fait savoir aux Tibétains que les Chinois vont certainement insister pour que le Tibet reconnaisse qu'il appartient à la Chine et vont demander que la conduite de ses affaires extérieures lui soient confiées. Mais Nehru demande aux Tibétains de ne pas accepter que des troupes soient stationnées sur la frontière tibétaine ⁴²⁴. S'ils pouvaient encore en douter, les Tibétains savent désormais que l'Inde ne les aidera pas dans leur aspiration à l'indépendance.

⁴²² NA, Kew, FO 371/92996, FT 10310/12, Telegram N° 393 from U.K High Commissioner in India, 9th March 1951.

⁴²³ *Ibid.*

⁴²⁴ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000, p. 64

Ngabo Nawang Jigme arrive à Pékin avec les autres membres de la délégation le 22 avril 1951. Le *Kashag* donne de nouvelles instructions à Lhawutara et Kheme, deux membres de la délégation chargée de mener les négociations. L'indépendance du Tibet doit être réaffirmée, de même que la nature des relations entre Pékin et Lhasa qui sont celles d'un maître religieux et d'un protecteur. Si Pékin ne veut rien entendre, alors la délégation peut reconnaître le Tibet comme étant une partie de la Chine, à condition qu'il jouisse de son indépendance intérieure, qu'aucune troupe n'y stationne, qu'il conserve son armée pour sa défense, que les représentants chinois à Lhasa et leur personnel n'exèdent pas 100 personnes, et enfin que le représentant chinois soit un bouddhiste.⁴²⁵ Ngabo explique au *Kashag* que les Chinois n'accepteront jamais ces conditions. L'assemblée nationale tibétaine maintient pourtant sa position : les troupes chinoises ne doivent pas stationner au Tibet.

Li Weiha, alors directeur de la section du Front uni du Parti communiste chinois, est choisi pour diriger la délégation chinoise. Cela signifie clairement que le Tibet est considéré comme une affaire purement intérieure. En effet, le Front uni s'occupe de gagner de l'influence parmi les groupes minoritaires et non communistes en Chine.

Au cours des discussions, Ngapo met en avant que le Tibet est un pays indépendant et que les relations entre la Chine et le Tibet étaient celles d'un maître religieux et de son protecteur. Li Weiha affirme immédiatement que le statut du Tibet n'est pas négociable et qu'il n'est pas question de discuter la souveraineté chinoise sur le Pays des neiges.⁴²⁶ Le 10 mai, la délégation tibétaine apprend que les Chinois souhaitent établir au Tibet un comité administratif et militaire chargé de mettre en place le futur accord et de décider tout ce qui concerne les affaires politiques et militaires importantes au Tibet. Tsepon Shakabpa, qui s'appuie sur des témoignages et des sources en tibétain, raconte que lorsque Lhawutara explique à Li Weiha que l'implantation de ce comité est en contradiction avec la promesse de ne pas altérer le statut du dalaï-lama et le système politique du Tibet, celui-ci lui aurait alors répondu : « *If you disagree then, you can leave, whenever you like. It is up to choose whether Tibet would be liberated peacefully or by*

⁴²⁵ Ngabo Jigme Behind the Unrest in Tibet, *China Spring Digest*, janvier-février 1988, p.22-32.

⁴²⁶ SHAKABPA, Tsepon W. D., *Tibet. A Political History...*, op. cit., p. 66-67.

*force. It is only a matter of sending a telegram to PLA group to recommence their march into Tibet. »*⁴²⁷

Les communistes chinois sont très clairs sur leurs intentions : le Tibet quoi qu'il arrive sera « libéré. » Les négociations ne semblent avoir été mises en place que pour obtenir le blanc seing des Tibétains pour une décision déjà prise. La crainte que Pékin ne mette ses menaces à exécution et ne demande à ses troupes de poursuivre leur marche au Tibet est donc bien réelle pour les Tibétains. Ngabo prend alors la décision de signer l'accord proposé par la Chine communiste afin d'empêcher une invasion armée de son pays.

Les « négociations » s'achèvent le 23 mai 1951 par la signature de l' « Accord entre le gouvernement central populaire et le gouvernement local du Tibet sur les mesures propres à assurer la libération pacifique du Tibet », plus connu sous le nom d' « Accord en 17 points », entre les délégués de la République populaire de Chine et le représentant du « gouvernement local » du Tibet, Ngapo Nawang Jigme.⁴²⁸ Les Chinois demandent à Ngabo la confirmation qu'il a la pleine autorité pour signer l'Accord. Celui-ci répond par l'affirmative alors qu'il doit informer le *Kashag* et le dalaï-lama à Dromo avant toute décision. Cependant, Ngabo déclare qu'il n'a pas son sceau de gouverneur du Kham pour l'apposer sur le document. C'est un sceau fabriqué par les chinois qui est alors utilisé.

⁴²⁷ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land...*, op. cit., p. 67.

⁴²⁸ Voir en Annexes, p. 533.



La délégation tibétaine conduite par Ngabo Ngawang Jigme en train de signer l'Accord en 17 points à Pékin le 23 mai 1951. Source : <http://accorden17pointsde1951.blogspot.fr/2008/10/la-cermonie-de-la-signature-de-laccord.html>

Alors même que le dalaï-lama n'a pas encore ratifié le document, les communistes chinois font savoir publiquement que l'Accord a été signé. Pour Pékin, sa signature est un « événement historique joyeux. » Le 30 mai 1951, la *Pravda* se félicite que le dalaï-lama ait ouvert les yeux : « (*The Dalai Lama*) seeing the erroneous, anti-patriotic activity of the Tibetan Government took over power himself and set about correcting the former erroneous policy of the local Government of Tibet. »⁴²⁹ Et d'ajouter le 31 mai 1951 que l'invasion armée est une « contribution significative pour la cause de la lutte pour la paix en Asie et à travers le monde. »⁴³⁰ A Pékin, la satisfaction est de mise et Mao Zedong lors d'une réception donnée le 24 mai 1951 pour célébrer la signature de l'Accord en 17 Points prononce un discours dans lequel il célèbre la réunification du Tibet à la Chine, de laquelle il se tenait éloigné à cause des impérialistes, du gouvernement mandchou réactionnaire, ainsi que du gouvernement de Chang Kai-shek. Il conclut sur les

⁴²⁹ NA, Kew, FO 371/92996, FT 10310/37, Telegram N° 122 from Moscow to Foreign Office.

⁴³⁰ *Ibid.*

perspectives de lendemain chantant qui s'offrent désormais au Tibet : « *Now the forces led by the Dalai Lama and the forces led by the Panchen Lama have united with the Central People's Government. (...) Henceforth, based on this unity, all our nationalities will grow and progress in all spheres- political, economic and cultural.* »⁴³¹

L'article 1 de cet accord déclare expressément que « le peuple tibétain s'unira et chassera hors du Tibet les forces agressives impérialistes [...] ».⁴³² Bien que garantissant « l'autonomie locale du Tibet » il scelle la perte de l'indépendance du Pays des neiges et ne laisse aucun doute sur son avenir : « [...] le peuple tibétain fera retour à la grande famille de la Mère Patrie : la République populaire de Chine. »⁴³³ La Chine dispose désormais du contrôle absolu des relations internationales du Tibet (Article 14) tout comme de sa défense. Celle-ci passe désormais sous le contrôle de Pékin avec l'entrée officielle de l'Armée populaire de libération sur le territoire tibétain et l'absorption de l'armée tibétaine, qui devient « une partie des forces nationales de défense de la République populaire de Chine. » (Article 8). Un comité administratif et militaire est créé ainsi qu'une circonscription militaire.

La religion tibétaine ainsi que les structures politiques du Tibet sont préservées. En effet, l'article 4 de l'Accord affirme que « les autorités centrales ne modifieront pas le système politique en vigueur au Tibet. Elles ne modifieront pas non plus le statut établi, les fonctions et les pouvoirs du dalaï-lama. Les fonctionnaires de divers rangs occuperont leurs postes comme par le passé. »⁴³⁴

⁴³¹ NA, Kew, FO 371/ 92997, FT 10310/47, Soviet Monitor, 29 may 1951, Speech by Mao Tze-tung, N° 12, 565, May 29, 1951.

⁴³² « Accord sur les mesures de libération pacifique du Tibet (Accord des 17 points du 23 mai 1951) », *La question du Tibet et la Primauté de droit*, Genève, Commission Internationale de Juristes, 1959, p. 157.

⁴³³ « Accord sur les mesures de libération pacifique du Tibet » in *La Question du Tibet et la Primauté de droit*, Commission internationale de Juristes, Genève, 1959, p. 157.

⁴³⁴ Accord sur les mesures de libération pacifique du Tibet (Accord des 17 points du 23 mai 1951), in *Le Tibet et la République Populaire de Chine*, Commission Internationale de Juristes, Genève, 1960, p. 227.



Ngabo Ngawang Jigme remet le lendemain de la signature de l'Accord en 17 points une khata à Mao Zedong. Source : http://www.chinadaily.com.cn/china/2009-12/24/content_9225799.htm

Les autorités chinoises ont parfaitement conscience qu'il faut être extrêmement prudent et ne pas heurter les Tibétains en modifiant immédiatement les institutions socio-politiques de leur pays, même si l'objectif à moyen terme est bel et bien de faire du Tibet une zone communiste à part entière. L'Accord ajoute que les autorités centrales n'altereront pas non plus les pouvoirs, les fonctions et les statuts établis du dalaï-lama. L'article 7 précise quant à lui que la liberté religieuse est garantie par la Constitution et que les « us et coutumes religieuses » des Tibétains doivent être respectés et les monastères protégés.⁴³⁵

⁴³⁵ NA, Kew, FO 371/ 92997, FT 10310/44, Agreement on Peaceful Liberation of Tibet, 23 May 1951, Daily News Release, Peking, 28 th May, 1951.

B. Un accord sous la contrainte ?

Si l'accord promet le maintien des structures politiques et religieuses existantes au Tibet ainsi que le respect de l'autorité du dalaï-lama, tout comme le maintien du statut, des fonctions, et des pouvoirs du panchen-lama, le Tibet, qui a alors réussi jusqu'alors à préserver son indépendance, au moins *de facto*, sinon *de jure*, cesse par cet accord d'exister en tant qu'Etat. Certes, son autonomie est officiellement préservée, bien que sous le commandement du gouvernement de la Chine populaire. Mais les observateurs étrangers ne se font guère d'illusions sur les conséquences concrètes de l'Accord en 17 points, considéré comme « le fondement même de la position de la Chine au Tibet. »⁴³⁶ La capacité du Pays des neiges à survivre en tant qu'entité indépendante de la Chine populaire est sérieusement remise en question. Aux yeux des Britanniques, malgré les promesses d'autonomie de Pékin, l'Accord en 17 points « prévoit clairement le chemin pour la complète absorption du Tibet par la Chine et sa transformation éventuelle en une province chinoise communiste ». ⁴³⁷

Les observateurs britanniques, particulièrement au fait des intentions des Tibétains, ne peuvent imaginer qu'ils aient librement consenti à signer un accord qui donne littéralement le Tibet à la Chine communiste. Ils pensent que les Tibétains ont signé cet accord sous la contrainte et qu'ils sont par conséquent en droit de le répudier : « *There is no doubt that these terms would never have been accepted freely by the Tibetan Government and have been forced on the Delegation by intimidation. They may be repudiated by the Tibetan Government but this is unlikely as they will realize that they have no means of resisting Chinese demands.* »⁴³⁸ Plusieurs juristes indiens vont d'ailleurs dans ce sens : l'Accord en 17 points ayant été signé sous la contrainte, il ne remet pas en cause le statut d'indépendance du Tibet. ⁴³⁹

436NA, Kew, FO 371/127278, Fc 1024/1, Chinese policy towards Tibet, 1949-1956.

437NA, Kew, FO 371/ 92996, FT 10310/29, P.H Scott, 31st May 1951.

438NA, Kew, FO 371/ 92996, FT 10310/29, P.H Scott, 31st May 1951.

439International studies, Special issue on Tibet, vol. 10, n° 4, April 1969, Asia Publishing House, New Delhi, 1969, p. 436.

Prévenu de la signature de l'Accord par la délégation Tibétaine, le secrétaire des Affaires étrangères tibétain affirme immédiatement que la délégation tibétaine a outrepassé ses instructions et que l'Accord a été signé sous la contrainte.⁴⁴⁰ L'ambassadeur américain à Delhi, Ringwalt, informe son homologue britannique qu'il est entré en contact avec les représentants du dalaï-lama. Takster Rimpoche, le frère du dalaï-lama et le chef de la lamasserie de Kumbun, confie au consulat général des Etats-Unis sa conversation avec Yapshi Sey, membre de la délégation tibétaine alors de retour à Kalimpong par Calcutta : « *He reported Yapshi Sey as having said that Delegation was forced to accept Sino-Tibetan Agreement in Peking with threat that otherwise « there would be war ». They had been kept under continual surveillance in China « as in a box » and had been denied any opportunity to refer to Dalai Lama for instructions.* »⁴⁴¹

Lorsque le dalaï-lama apprend qu'un accord a été signé, c'est le choc : « *We first came to know of it from a broadcast which Ngabo made on Peking Radio. It was a terrible shock when we heard the terms of it. We were appaled at the mixture of Communist clichés, vain glorious assertions which were completely false, and bold satements which were only partly true (...).* »⁴⁴² Le gouvernement tibétain réfugié à Dromo se met alors à réfléchir sur la conduite à adopter : faut-il ratifier cet accord ou au contraire le répudier ? Les avis sont en réalité très divergents parmi les dirigeants tibétains. Les moines font notamment pression pour que le dalaï-lama accepte de signer l'Accord, sous peine de devoir s'exiler et d'abandonner son peuple ce qui occasionnerait davantage de souffrances. Les partisans de l'acceptation de l'Accord pensent que le chef des Tibétains pourrait utiliser son influence de différentes façon face aux Chinois et ainsi être plus utile sur place en rendant l'occupation des communistes chinois moins sévère. L'opérateur radio britannique Fox raconte que lorsque le dalaï-lama lui demandé son avis sur la conduite à tenir, il lui propose de s'enfuir. Mais la pression des monastères, qui se pensent en sécurité en acceptant la domination chinoise, l'emporte. Le dalaï-lama, qui rentre à Lhassa le 22

440NA, Kew, DO 35/3097, Telegram N° 932 from .K High Commissioner in India to Commonwealth Relations Office, New Delhi, 18th june, 1951.

441 NA, Kew, FO 371/92998, FT 10310/71, Telegram N° 644 from Washington (Frank) to Foreign Office, 6th July 1951.

442Dalai Lama, *My Land and my People*, NY,Potala Corporation, 1985, p. 88.

juin 1951, aurait semble-t-il de son côté préféré dénoncer l'Accord en 17 points et partir en exil.⁴⁴³

Pourtant, il est dans un premier temps question qu'une fois les délégués tibétains en sûreté hors de Chine, que le dalaï-lama puisse répudier l'Accord en 17 points. Les Tibétains qui ont fui le pays au moment de l'invasion et qui sont réfugiés en Inde, font également part de leur intention de se battre et de faire appel à l'ONU une nouvelle fois. Ils décident de se tourner vers les Etats-Unis qui ont montré leur volonté d'apporter une aide diplomatique et éventuellement militaire à leur pays en 1950. L'ambassade américaine est ainsi approchée le 16 juin 1951 par le dalaï-lama à New Delhi pour lui signifier que le gouvernement tibétain ne reconnaît pas l'Accord en 17 points : *(a) Dalai Lama does not accept Sino-Tibetan Agreement of May 23rd which was signed under duress ; (b) the agreement will be repudiated as soon as Tibetan delegates are safely out of China; (c) Tibet will resist further Chinese aggression and is considering a renewed appeal to United Nations.*»⁴⁴⁴ Mais les Etats-Unis n'ont pas attendu la signature de l'Accord en 17 points pour se rapprocher des Tibétains.

C. Les Etats-Unis entrent en scène.

1. La nécessité d'aider le Tibet, victime du communisme.

Depuis que la Chine est devenue communiste en 1949, les Américains sont particulièrement attentifs aux événements se déroulant au Tibet et à la menace que Pékin fait peser sur cette région. Dans le cadre de la stratégie du *Containment*, il est clair aux yeux de Washington que toute action pouvant empêcher l'expansion du communisme à travers le monde doit être entreprise sans hésitation. La République populaire de Chine lui apparaît comme une puissance dangereuse et malveillante dont le seul objectif est d'être la

⁴⁴³ JJS Garner, Office of the High Commissioner for the United Kingdom, New Delhi, 27th November 1951, Cs/30, FT 1013/97, FO 371/ 92998, NA, Kew.

⁴⁴⁴ Telegram N° 1126 from South Asian Department to U. K High Commissioner in India, 16th June 1951, DO 35. 3097, NA, Kew.

nation dominante dans une Asie destinée à être entièrement communiste. En 1958, Washington rappelle sa détermination à lutter contre Pékin : « *We believe strongly that everything possible should be done to limit or reduce the Chinese Communist threat to the free world position in the Pacific. This is the purpose behind our support to the Republic of China, our refusal to recognize Peiping and our opposition to any Move to seat Communist China in the United Nations.* »⁴⁴⁵

Le gouvernement américain craint une alliance entre Pékin et Moscou qui menacerait alors la sécurité des Etats-Unis : « *The Chinese Communist seek to enhance the joint power position of the USSR and China and to establish Chinese Communist hegemony over Asia.* »⁴⁴⁶ C'est pourquoi tout ce qui peut affaiblir Pékin doit être fait. Les Etats-Unis se doivent non seulement d'un point de vue politique mais aussi d'un point de vue moral, de lutter sans relâche tant militairement que de façon diplomatique contre le communisme : « *In the circumstances, United States policy has had to be based on the maintenance of armed strength the continuance of support to our Asian allies and persistence in efforts to convince the people of Asia that friendship with the United States and resistance to communism offer a better future than succumbing to the Communists.* »⁴⁴⁷ Le Tibet doit donc être soutenu autant que possible.

En outre, nous l'avons dit, Washington espère faire basculer l'Inde dans le camp occidental ou tout au moins l'empêcher de devenir communiste. Or, le Tibet situé sur la frontière nord de l'Inde apparaît comme une zone importante pour la sécurité du sous-continent indien. Il pourrait également être le point de départ d'infiltrations d'agents communistes vers l'Inde et le Népal. De plus, l'idée que le Tibet puisse être une épine dans le pied de la Chine, laquelle en 1950 déclare que Washington est son ennemi le plus dangereux,⁴⁴⁸ n'est pas pour déplaire aux Américains.

⁴⁴⁵ NARA, RG 59, General Records of the Department of State, Entry 5315, Box 17, President's visit to Canada, Ottawa, July 8-11, 1958, United States policy toward China.

⁴⁴⁶ NSC Staff Study on United States Objectives, Policies and Course of Action in Asia in United States, Department of State, *Foreign relations of the United States, 1951, East Asia and the Pacific*, vol. VI, p. 50.

⁴⁴⁷ "Peiping's view" *The New York Times*, March 12 1961.

⁴⁴⁸ "China and Korea watching, says Chou En Lai", *The Scotsman*, 2nd October 1950.

Le Tibet, en révélant la véritable nature du régime chinois, doit permettre d'ouvrir les yeux de l'Inde sur la nature du communisme chinois :

*« Diplomatically, the US should endeavor to use Tibet as a weapon for alerting GOI to the danger of attempting to appease any Communist Government and, specifically, for maneuvering GOI into a position where it will voluntarily adopt a policy of firmly resisting Chinese Communist pressure in south and east Asia. The present danger is that the Chinese Communists will consolidate their position inside Tibet without receiving any public condemnation from any non-Communist country. If Tibet's de facto autonomy is lost, the US should not let this Communist success be classified as a victory through diplomatic default. »*⁴⁴⁹

C'est donc sans surprise que les Américains entrent en contact avec les Tibétains au début de l'année 1951 pour leur faire savoir que Washington est prête à leur apporter son soutien.

2. Le gouvernement tibétain va-t-il répudier l'Accord en 17 points ?

C'est en mars 1951 que l'ambassadeur américain Henderson suggère au directeur du département des Affaires d'Asie du Sud d'envoyer un message personnel et secret au dalaï-lama pour l'encourager à ne pas « se laisser endormir » par les promesses des communistes chinois et à résister. Le message rappelle que les chinois sont déterminés à obtenir le total contrôle du Tibet et qu'aucune concession de la part du gouvernement tibétain ne pourra changer cette situation. Il suggère au chef des Tibétains de ne pas retourner à Lhassa mais au contraire de chercher refuge à l'étranger, par exemple à Ceylan. Dans le cas où Ceylan n'accepterait pas de lui offrir l'asile, il peut compter sur les Etats-Unis : « *If His Holiness and His Household could not find safe asylum in Ceylon he*

⁴⁴⁹ Memorandum by the Deputy Director of the Office of Chinese Affairs (Perkins) to the Deputy Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Merchant), Washington, September 6, 1951 in United States Department of State. Aandahl, Fredrick, Editor, *Foreign relations of the United States, 1951. Korea and China*, vol VII, part 2., U.S Government Printing Office, 1951, p. 1800-1801.

could be certain of finding a place of refuge in one of the friendly countries, including the United States, in the Western Hemisphere. » Le message termine en suggérant au dalaï-lama d'envoyer une mission à New York pour faire appel directement à l'ONU.⁴⁵⁰

Le dalaï-lama reçoit le message à Dromo. Il répond qu'une mission est en route pour Pékin afin de procéder à des négociations et que, si nécessaire, il fera appel à Washington. Le chef spirituel et politique des Tibétains décide donc pour l'instant de décliner l'offre des Américains, espérant parvenir à un accord directement avec la Chine.

L'ambassade américaine à New Delhi confirme sa position lorsque Shakabpa demande des précisions le 26 mai 1951 sur les propositions envoyées au dalaï-lama à Dromo, ainsi que sur sa volonté d'apporter son aide au Tibet. Tout d'abord, l'ambassade pense que le cas du Tibet doit être débattu à l'ONU : « *US believes UN still interested and that Tibet entitled to hearing. While US was one only of many UN members it would do its best persuade other UN members consider new Tibetan appeal.* » Concernant la demande d'asile à Ceylan, elle pense qu'il vaut mieux que se soit le chef des Tibétains en personne qui en fasse la demande, faute de quoi Washington se verra accuser de chercher seulement à réaliser ses objectifs imperialistes dans la région. Cependant, si nécessaire, les Etats-Unis sont prêts à faire la demande eux-mêmes. S'ils donnent l'asile au dalaï-lama, ainsi qu'à cent personnes de son entourage, il sera reçu comme un chef religieux et surtout comme le chef politique de l'Etat autonome du Tibet. Mais surtout, Washington serait prête à apporter une assistance militaire : « *US still prepared (to) provide military assistance providing practical ship Tibet without violating laws or regulations of India.* »⁴⁵¹ Bien que déclarant ne pouvoir apporter aucune aide financière, Washington est prête à éventuellement fournir quelques armes si l'Inde accepte.⁴⁵² Et d'ajouter que le gouvernement américain souhaite encourager le régime tibétain et maintenir son autonomie par toute action appropriée.

Le 30 mai, les Américains demandent à Bajpai quelle est la position du gouvernement indien face à la signature de l'Accord. Il répond sans surprise que l'Inde ne peut rien faire

⁴⁵⁰ *Ibid.*, p. 1612-1613.

⁴⁵¹ *Ibid.*, p. 1689-91.

⁴⁵² NA, Kew, FO 371/92997, FT 10310/48? S.J.L Olver, 15th June, 1951.

pour le Tibet et que sa conquête par les communistes chinois est inévitable.⁴⁵³ Les Américains préviennent Londres qu'ils ne sont plus disposés à apaiser l'Inde et sont prêts à prendre le risque que leur relations se dégrade si cela doit permettre d'arrêter l'agression communiste au Tibet.⁴⁵⁴ Cette décision est jugée « dérangeante »⁴⁵⁵ par les Britanniques.

Si ces derniers espèrent que les événements tibétains vont faire réagir l'Inde, dont la politique a une grande influence sur les autres nations asiatiques, et lui faire adopter une attitude plus réaliste à l'égard de la Chine, ils souhaitent que cela se fasse sans pression, et surtout pas celle des Etats-Unis : « *We hope also that the Chinese action towards Tibet will influence India to take a realistic view of Chinese policy; and we fear that this effect may be lost and considerable damage done to Indo -American relations, if the United states Government persist in their support of the Tibetans without endeavouring to carry the Indians with them.* »⁴⁵⁶ Si le but des deux gouvernements consiste bien à attirer l'Inde dans le camp occidental, l'attitude frontale de Washington déplaît à Londres qui est favorable à une politique beaucoup plus subtile : « *We hope that the Tibetan situation may influence India to take a realistic view of the Chinese's People Government ; but any attempt to "bounce" her into this may well cause her to react in the opposite direction. There is of course no question of "appeasing" India, but her views carry great weight in Asia and it is obvious commonsense to try to get her on our side on this issue. (Their) attitude seems to reveal typical United States impatience and failure to appreciate India's position.* »⁴⁵⁷

Washington informe les représentants du dalaï-lama qu'elle est prête à soutenir le chef des Tibétains s'il répudie l'Accord en 17 points. Mais le gouvernement américain précise bien qu'il ne peut pas prendre de décision tant que le dalaï-lama ou l'un de ses représentants ne s'est pas exprimé clairement sur le sujet. Il est en tout cas prêt à dénoncer

⁴⁵³ *Foreign relations of the United States*, Vol. VII, part.2..., *op. cit.*, p. 1692.

⁴⁵⁴ NA, Kew, FO 371/ 84469.

⁴⁵⁵ NA, Kew, FO 371/92997, FT 10310/60, Telegram n° 1951 from Washington to Foreign Office 25th June 1951.

⁴⁵⁶ NA, Kew, DO 35/3097, N° 165, Intel, 9th July, 1951, Foreign Office.

⁴⁵⁷ NA, Kew, DO 35/ 3097, Telegram N° 2748 from Foreign Office to Washington, 29th June, 1951.

l'action de Pékin sans pour autant contrarier la Chine nationaliste en parlant de souveraineté.⁴⁵⁸

Les Etats-Unis pensent qu' il est peu probable que le chef des Tibétains répudie l'Accord, celui-ci cherchant avant tout à négocier avec les Chinois. Le Département d'Etat réfléchit néanmoins aux différentes options qui s'offrirait à lui si le gouvernement tibétain décidait de ne pas reconnaître l'Accord. Il ferait, dans ce cas, une déclaration de soutien et de sympathie au Tibet. Si au contraire le dalaï-lama, cédant aux pressions, acceptait l'Accord, le gouvernement américain pourrait faire publier une déclaration unilatérale ou conjointement avec le Royaume-Uni dénonçant un accord qui a été signé sous la contrainte. Amener la question du Tibet à l'ONU est également envisagé. Enfin, il serait possible de faire pression diplomatiquement sur la Grande-Bretagne et l'Inde pour qu'elles protestent auprès des autorités chinoises et tibétaines contre un accord qui ne respecte pas les dispositions du traité de Simla.

Une lettre est envoyée au dalaï-lama à Yatung, fin juin 1951, afin de l'encourager à nouveau à prendre le chemin de l'exil : « *Your Holiness is the chief hope of Tibet. If the Chinese Communists seize control of Tibet, you will be of greater help to Tibet outside Tibet where you will be the recognized leader and will symbolize the hopes of the Tibetans for the recovery of Tibet's freedom.* »⁴⁵⁹ Le chef des Tibétains se voit confirmer qu'il pourrait trouver refuge en Inde, en Thaïlande ou à Ceylan dans cet ordre de priorité, ce qui lui permettrait d'être proche du Tibet et d'organiser la résistance. Dans le cas où aucun de ces pays n'accepterait de le recevoir, les Américains se disent à nouveau prêts à l'accueillir lui et une partie de son entourage et à financer un avion privé pour qu'il puisse partir.⁴⁶⁰ Les Etats-Unis espèrent que l'Inde va faire savoir au dalaï-lama qu'elle est prête à

⁴⁵⁸ The Ambassador in India, (Henderson), to the Secretary of State, New Delhi, June 3, 1951 in United States Department of State. Aandahl, Fredrick, Editor, *Foreign relations of the United States, 1951. Korea and China*, vol VII, part 2., U.S Government Printing Office, 1951. p. 1696.

⁴⁵⁹ The Acting Director of the Office of South Asian Affairs (Kennedy) to the Assistant Secretary of State for Near Eastern, South Asian, and African Affairs, (McGhee), Washington, July 11, 1951, United States Department of State. Aandahl, Fredrick, Editor, *Foreign relations of the United States, 1951. Korea and China*, vol VII, part 2., U.S Government Printing Office, 1951, p. 1747.

⁴⁶⁰ *Ibid.*

l'accueillir en exil. Dutt confirme peu après que le chef des Tibétains a été informé que l'Inde acceptait sa présence sur son sol.⁴⁶¹

Les Etats-Unis font beaucoup pression sur le dalaï-lama afin qu'il répudie l'Accord, et le prévienne que lorsque la délégation chinoise arrivera à Yatung, « l'autonomie tibétaine partira pour toujours. »⁴⁶² Les Américains déclarent pouvoir envoyer des armes au Tibet si le gouvernement indien n'est lui même pas prêt à en fournir : « *If you [le dalaï-lama] leave Tibet and if you organize resistance to the Chinese Communists, we are prepared to send you light arms through India.* » Une aide financière est également proposée : « *If you are able to organize resistance within Tibet, we will also give consideration to supplying you with loans of money to keep up the resistance, spirit and morale of the Tibetan people.* » Ainsi, le gouvernement américain se dit prêt en 1951 à apporter un appui militaire et financier au Tibet et à en discuter avec les représentants du dalaï-lama si ce dernier est intéressé par cette proposition.

Le chef des Tibétains et le *Kashag* subissent à Dromo une énorme pression pour prendre une décision. Les Chinois annoncent qu'ils enverront leur représentant avec la délégation tibétaine sur le chemin du retour à Lhassa. Mais avant de se décider, le gouvernement tibétain souhaite entendre la version de ses délégués. Début juillet 1951, alors que la délégation chinoise est sur le point d'arriver en Inde, le gouvernement américain envoie un message secret non signé au dalaï-lama lui demandant à nouveau de dénoncer l'Accord avant que la délégation chinoise n'arrive à Yatung. Mais les Tibétains sont divisés. Une faction représentée par les trois grands monastères arrive de Lhassa et demande au chef des Tibétains de revenir dans la capitale. Une autre faction représentée par Shakabpa souhaite que le chef des Tibétains parte en exil aux Etats-Unis ou en Inde. Finalement, après un âpre débat, il est décidé qu'il rencontre d'abord le représentant chinois Zhang Jingwu à Dromo avant de rejoindre Lhassa. Le dalaï-lama écrit à ce sujet : « *I was not looking forward to it. I have never seen a Chinese general, and it was a rather forbidding prospect. Nobody could know how he would behave, whether he would be sympathetic, or arrive as a conqueror. Some of my officials, ever since the agreement had been signed, had thought I should go to India for safety before it was too late, and it*

⁴⁶¹The Ambassador in India (Henderson), to the Secretary of State, New Delhi, July 21, 1951 *Ibid.*, p. 1759.

⁴⁶²The Chagé in India (Steere) to the Department of State, New Delhi, July 11, 1951 *Ibid.*, p. 1744-1745.

*had only been after some argument that everyone agreed I should wait until the general came, and see what attitude was before we decided.»*⁴⁶³

Pendant ce temps, le frère du chef des Tibétains, Thubten Norbu, s'est exilé aux Etats-Unis, pour attirer l'attention mondiale sur le Tibet. Il reçoit à nouveau la confirmation d'officiels du Département d'Etat que les Etats-Unis sont prêts à aider le Tibet mais à condition que celui-ci dénonce publiquement l'Accord en 17 points.⁴⁶⁴ Les Tibétains déclarent alors qu'ils ne peuvent pas faire de déclaration publique sur cette question car ils ne savent pas comment le gouvernement indien réagirait. Washington décide donc d'approcher les Britanniques et les Indiens sur cette question.

Les relations entre l'Inde et le Tibet sont à ce moment là au plus bas. Les Tibétains sont convaincus que le gouvernement indien ne fera rien pour le Tibet. Ils préfèrent donc s'adresser directement aux Etats-Unis. Et en effet, l'Inde regarde l'Accord en 17 points avec fatalisme : *« Bajpai was under no illusions about effect of this agreement. Tibet would be reduced to the status of a mere dependency and Chinese troops would be on the Indian frontier. There was no hope of any successful division of responsibilities between the two lamas and everyone concerned knew quite well that this was so. The Government of India were however quite impotent to affect the course of events and they could only watch them with regret.»*⁴⁶⁵ Et lorsque le 4 juillet 1951 le haut-commissaire britannique à New Delhi, Nye, rencontre Bajpai, le compte-rendu qu'il adresse au *Commonwealth Relations Office* ne laisse aucun doute sur les intentions de New Delhi : *« (...) in any case there was nothing which his government could usefully do to alter the situation and it was evident that he was disposed to wash his hands of the whole affair. »*⁴⁶⁶ Nye informe le CRO que le gouvernement indien ne veut pas adopter une position déterminée dans l'affaire tibétaine. Les Tibétains rencontrent le 12 juillet 1951 des officiers du Département d'Etat qui leur assurent à nouveau le soutien des Etats-Unis : *« US Govt believes Tibet shld not be compelled by duress accept violation its autonomy and that Tib people shld enjoy rights self-determination commensurate with autonomy Tibet has had*

⁴⁶³ Dalai Lama, *My Land and My People*, NY, Potala Corporation, 1985. p.89-90.

⁴⁶⁴ *Foreign relations of the United States*, vol. VII, part 2, *op. cit.*, p. 1745.

⁴⁶⁵ NA, Kew, FT 10310/43, Telegram N° 896 from Commonwealth Relations Office to U.K High Commissioner in India, 11th June 1951.

⁴⁶⁶ NA, Kew, DO 35/3097.

many years. This has consistently been position US.»⁴⁶⁷ Mais le dalaï-lama, qui subit de fortes pressions pour revenir à Lhasa, pense qu'il est encore possible de négocier avec la Chine. Le 23 juillet, malgré la pression des Américains, il quitte Dromo et retourne à Lhasa.

Tandis que les Etats-Unis tentent de convaincre le chef des Tibétains de résister aux communistes chinois, Zhang Jingwu arrive à Lhasa le 8 août 1951. Il est décidé de façon très symbolique que les deux Premiers ministres, Lukhangwa et Lobsang Tashi, n'aillent pas à la rencontre de la délégation chinoise comme cela est l'usage, mais que Lhalu s'en chargera. En effet, accueillir les Chinois en dehors du Tibet aurait signifié la reconnaissance de la suprématie du représentant chinois.

Washington insiste pour que le dalaï-lama ne reste pas au Tibet. Elle prend à nouveau contact avec lui en août pour qu'il prenne le chemin de l'exil : « *US Govt understands and sympathizes with reasons and circumstances which might lead to our remaining Tibet at this time. However, US Govt desires repeat its belief that you can best serv ourr people and country by evading Communist control at earliest opportunity and be denouncing agreement with Communist China after you will have reached safe asylum.*»⁴⁶⁸

Cependant, si l'on reste persuadé que le dalaï-lama veut quitter le Tibet et ainsi échapper à l'emprise des Chinois, une aide militaire et politique pour organiser sa fuite n'est pas souhaitable. Les communistes chinois profiteraient de l'intervention américaine pour resserrer leur contrôle sur le Tibet. Les Etats-Unis seraient encore accusés d'impérialisme en Asie. Par ailleurs, l'Inde ne permettra pas le transit sur son territoire et condamnerait toute assistance des Etats-Unis au Tibet. Cependant, on envisage de transmettre au dalaï-lama un message d'encouragement à résister.⁴⁶⁹ Mais Washington allait bientôt devoir renoncer à ses projets.

⁴⁶⁷ The Secretary of State to the Embassy in India, Washington, July 12, 1951, *Foreign relations of the United States* vol VII, *op. cit.*, p. 1748.

⁴⁶⁸ The Secretary of State to the Embassy in India, Washington, August 4, 1951 in United States Department of State. Aandahl, Fredrick, Editor, *Foreign relations of the United States, 1951. Korea and China*, vol VII, part 2., U.S Government Printing Office, 1951, p. 1769.

⁴⁶⁹ The Ambassador in India (Bowles) to the Secretary of State, New Delhi, November 15, 1951, *Foreign relations of the United States*, vol VII, part 2..., *op. cit.*, p. 1848-1849.

De retour à Lhassa depuis le 17 août 1951, le chef des Tibétains assiste le 9 septembre à l'entrée dans la ville de 300 soldats chinois, bientôt suivis de 200 autres répartis dans les points stratégiques du plateau tibétain. Le dalaï-lama est hésitant sur la meilleure conduite à tenir après la signature sous la contrainte de l'Accord en 17 points. Il oscille entre la volonté de temporiser, encouragé dans cette voie par le clergé et la noblesse qui craignent de perdre leurs privilèges, et le désir de ne pas laisser son pays aux mains des Chinois sans résistance. Sensible aux pressions des monastères, le dalaï-lama finit par ratifier le 24 octobre 1951 l'Accord en 17 points. La communauté monastique pense que les Chinois ne toucheront pas à l'ordre social traditionnel et qu'ils ne cherchent en fait qu'à consolider une revendication symbolique sur le Tibet. De plus, l'Accord semble, en apparence, préserver les structures politiques et religieuses traditionnelles du Tibet, ce qui est plus important pour la plupart des Tibétains que la reconnaissance de leur indépendance juridique.

Londres, nous l'avons dit, ne voit pas d'un très bon oeil le fait que les Etats-Unis soient prêts à soutenir le Tibet, et notamment à l'ONU, si le dalaï-lama répudie l'Accord en 17 points. Tout soutien au Tibet pourrait dresser contre l'Occident les nations asiatiques hostiles à l'instrumentalisation de leur intérêts pour les grandes puissances : « *Worst of all, the process of educating Indian opinion to the dangers of Chinese expansionism will be halted, and Indian attention will be diverted to Washington, Indian embarrassment may well be transformed into irritation against a cynical and irresponsible American policy.* »⁴⁷⁰

Le *Foreign Office* juge les encouragements des Etats-Unis inutiles, voire dangereux et espère que les manoeuvres américaines ne vont pas jeter de l'huile sur le feu et irriter les nations asiatiques, et notamment l'Inde, contre l'Ouest: « *I am not certain what the State Department mean by support for the Dalai Lama should he decide to repudiate the agreement with the Chinese. If they intend to encourage him to attempt to resist the Chinese by force, I do not see what practical steps they can take to support this resistance, particularly if, as is probable, the Indians are unwilling to cooperate. Such an attempt would at the best be ineffective and might lead to a revulsion of feeling against the*

⁴⁷⁰ NA, Kew, FO 371/92997, FT 10310/60 (A), R.H Scott, 27. 6.51.

*West in Asia if it appeared that the Tibetans had been encouraged to sacrifice themselves for the sake of a temporary Western propaganda advantage.»*⁴⁷¹

En revanche, si les Etats-Unis mettent en avant l'argument que l'Accord en 17 points ne tient pas parcequ'il a été signé sous la contrainte, ils empêcheront la Chine de mettre à exécution son plan d'absorber le Tibet sur les bases d'un accord négocié. Quant à la question de présenter le cas du Tibet à l'ONU, cela ne peut déboucher sur rien d'effectif et les Britanniques préfèrent qu'il n'en soit pas question. Si la question se retrouve tout de même débattue, les Anglais pensent qu'il suffira d'exposer les méthodes chinoises et de les condamner sans évoquer le statut du Tibet. Mais surtout, les Britanniques espèrent que les Américains attendront qu'un accord avec l'URSS soit trouvé à propos de la Corée, avant de s'engager dans une action sur le Toit du monde. Londres pense qu'irriter la Chine au moment précis où l'on souhaite qu'elle se mette à la table des négociations pour envisager un cessez-le-feu à propos de la Corée serait très mal venu.

Quoi qu'il en soit, les Britanniques pensent que l'initiative revient à l'Inde et qu'il serait maladroit de la part des Etats-Unis d'agir autrement. Ils mettent en garde Dean Rusk sur le risque encouru par l'Ouest s'il décide d'agir de façon unilatérale sans attendre la réaction de l'Inde. Londres n'a pas tort : Bajpai confie au haut-commissaire britannique que les Indiens sont vexés que les Tibétains se soient tournés vers les Américains au moment des négociations avec la Chine sur l'Accord en 17 points.⁴⁷²

Ainsi, le dalaï-lama choisit de ne pas profiter de l'aide proposée par Washington. Bien que limitée, elle aurait eu l'avantage de permettre au Tibet de dire clairement sa volonté de rester indépendant. Avec la signature de l'Accord en 17 points, la Chine communiste a désormais une base juridique pour affirmer sa souveraineté sur le Tibet. Les Britanniques, qui ont défini le statut du Tibet, sont ainsi amenés à s'interroger sur la nécessité ou non de redéfinir les liens existant entre la Chine et le Tibet.

⁴⁷¹NA, Kew, DO 35/ 3097, Telegram N° 2748 from Foreign Office to Washington, 29th June, 1951.

⁴⁷²NA, Kew, DO 35/3097, Telegram N° 1049 from U.K High Commissioner to Commonwealth Relations Office, Delhi, 4th July, 1951.

D. Le Tibet est-il toujours un Etat ?

L'Accord en 17 points est la base juridique sur laquelle reposent les relations entre la Chine populaire et le Tibet. Pourtant, il est très rapidement contesté à la fois par les observateurs étrangers mais surtout par les Tibétains eux-mêmes, bien qu'il faille attendre juillet 1957 pour commencer à voir des protestations officielles du gouvernement tibétain.⁴⁷³ En effet, cet accord serait nul et non avenue car il a été signé sous la contrainte par les représentants tibétains. D'un point de vue juridique, les Britanniques sont parmi les premiers à s'interroger sur la légalité de l'accord signé à Pékin entre les communistes chinois et les Tibétains et sur ses conséquences juridiques pour le Tibet ainsi que pour leurs relations avec le Pays des Neiges. Plus que le fait que l'Accord a été signé sous la contrainte, les Britanniques pensent que la véritable question est de savoir si le chef de la délégation tibétaine, qui a été capturé, avait le droit de négocier directement avec la Chine communiste sans en référer à Lhassa.⁴⁷⁴

Affirmer avoir été contraint de signer un accord n'est pas suffisant pour le dénoncer pour les Britanniques. Car dans ce cas, n'importe quel pays pourrait dénoncer un traité imposé par le vainqueur. On peut parler véritablement de contrainte lorsque physiquement ou moralement les signataires ont été menacés. En outre, l'agression d'un pays sur un autre est un crime au regard de la loi internationale et toutes les conséquences qui découlent de cette agression ne sont pas légales. Soit il y'a eu invasion du Tibet, en conséquence de quoi les Tibétains ont été contraints d'envoyer des plénipotentiaires en Chine pour signer l'Accord : on peut alors dire qu'il y a eu une agression et que le traité est le résultat de cette agression. Soit les Chinois ont menacé d'utiliser la force et les Tibétains ont pensé qu'il valait mieux envoyer des plénipotentiaires pour discuter du problème et on ne peut dès lors parler véritablement de contrainte.

Il faudrait donc savoir si les délégués tibétains ont été menacés de ne pas pouvoir quitter Pékin avant d'avoir signé. En résumé, le Tibet peut répudier l'Accord à condition de pouvoir prouver que l'on a utilisé la contrainte sur ses délégués à Pékin, mais aussi que

⁴⁷³NA, Kew, DO 35/8980, Chinese policy towards Tibet from 1949 to July, 1957, August 23, 1957, Research Department, Foreign Office, (75).

⁴⁷⁴*Ibid.*

la délégation a outrepassé ses droits en acceptant de signer l'accord proposé par la Chine communiste. Ceci semble être la ligne que souhaite adopter les Tibétains. La contrainte d'un Etat sur un autre ne semble pas être suffisante pour considérer que l'accord est nul, ce qui n'est pas le cas si il y a contrainte directe sur les membres de la délégation. Cependant, il a clairement été établi qu'une agression d'un Etat sur un autre est illégale au regard de la loi internationale.⁴⁷⁵ Pour P.H Scott du *Foreign Office*, il est clair que les Tibétains sont autorisés à répudier l'Accord, aussi bien parce qu'ils y ont été contraints par le résultat d'une agression que parce qu'une pression illégale a été exercée sur la délégation à Pékin.⁴⁷⁶

Outre le débat juridique sur la validité ou non de l'Accord en 17 points et la possibilité pour les Tibétains de le répudier, l'accord signé entre la Chine communiste et les Tibet le 23 mai 1951 pose également la question des relations entre la Grande-Bretagne et le Tibet, jusqu'alors régies par la Convention de Simla. Rapelons qu'en vertu de cette convention, les Anglais reconnaissent la suzeraineté de la Chine sur le Tibet à condition que celui-ci soit autonome. Certes, l'Accord en 17 points garantie son autonomie au Pays des Neiges. Pourtant, les Britanniques ne se font aucune illusion sur le contenu de cette autonomie, tout comme la plupart des observateurs occidentaux. Déjà en juin 1950, le *Scotsman* écrivait à propos des promesses faites par Pékin de respecter l'autonomie tibétaine : « *Experienced observers here fear that any « autonomy » granted by Peking will prove of the same illusory nature as the Communists have meted out elsewhere to States failing under their control. It is felt only a matter of time before this closed and mysterious land, with its anachronistic theocracy, is forced into the Communist orbit and Moscow's rule straddles the Himalayas.* »⁴⁷⁷

Le *Foreign Office* est persuadé que le Tibet tombera facilement par la subversion sans que Pékin ne fournisse d'efforts militaires. Il ne croit pas en l'autonomie du Tibet promise par les communistes chinois : « *The autonomy promised, non-interference with the Dalai Lama's internal regime etc. are clearly a bait to the Tibetans, in the hope that the latter will swallow the military occupation, which is likely to spread from the S.W*

⁴⁷⁵ NA, Kew, FO 371/92997, FT 10310/61, United Kingdom High commissioner in India, June 51.

⁴⁷⁶ NA, Kew, FO 371/92997, FT 10310/61, P.H Scott, 22nd June 1951.

⁴⁷⁷ "No hope of keeping out Communists", *The Scotsman*, 1st June 1950.

*corner west wards along the Indian/ Nepal/ Tibetan frontier. After the Chinese have established themselves on the frontier, I should expect them to start garrisoning important posts inside Tibet, finally taking over Lhasa itself and reducing the Dalai Lama to the puppet which is his obvious role until they are ready to socialize the country.»*⁴⁷⁸

L'ambassadeur britannique à Pékin est très critique à l'égard de l'Accord signé entre Pékin et la délégation tibétaine. Il n'hésite pas à comparer l'attitude de la Chine communiste, mélange de force et de diplomatie, au comportement d'Hitler :

« For this Agreement, secured by a nice admixture of force and Accord diplomacy reminiscent of Hitler in Austria or Bohemia (which offers perhaps a closer parallel), gives to China all she could possibly want in Tibet : delivers Tibet into the hands of China, in short. There is no need to underline the hypocrisy and false historical perspective of the Preamble and Article 1 of the Agreement.»

Aux yeux de l'ambassadeur britannique, la référence dans l'Article 3 au « commandement unifié » tout comme celle aux « éléments patriotiques du gouvernement local du Tibet » dans l'article 15, suggèrent que la seule liberté politique qui est laissée au peuple tibétain est celle imposée par Pékin en nommant des Tibétains cadres de la nouvelle structure administrative.⁴⁷⁹

Le *Foreign Office* est convaincu que le Tibet est destiné à devenir une province chinoise :

« Although this Agreement purports to guarantee Tibetan internal autonomy, the existing political structure and religious freedom, it is clear from the arrangements which it makes for the entry of the Chinese army in the Chinese, the establishment of a Chinese military and administrative headquarters in Tibet and the recognition by the Tibetans of the Chinese sponsored pupett Panchen Lama, that

⁴⁷⁸ NA, Kew, FO 371/92996, FT1013/18, S.J.S Olver, Minute.

⁴⁷⁹ NA, Kew, FO 371/92997, FT 10310/55, Telegram n° S/O 215 from British Embassy, Peking, 31st, May, 1951.

*it is intended by the Chinese to prepare the way for the complete absorption of Tibet and its eventual transformation into a Chinese Communist province. »*⁴⁸⁰

Nous le voyons, les Britanniques sont d'accord pour admettre que le Tibet n'est plus autonome. La Convention de Simla, que de toute façon la Chine n'a pas signé affirme que la suzeraineté de la Chine est reconnue sur le Tibet si et seulement son intégrité territoriale est respectée (il est interdit à la Chine de stationner ses troupes au Tibet), tout comme son autonomie dans ses affaires intérieures et extérieures, autrement dit son indépendance. L'Accord en 17 points viole de façon manifeste ses conditions. Il semblerait donc, en toute logique, que Londres soit dans l'obligation de dénoncer l'Accord en 17 points. Mais la Grande-Bretagne ne souhaite pas intervenir en faveur du Tibet. De son point de vue, il revient en effet depuis 1947 à l'Inde, qui semble de son côté prête à reconnaître l'Accord, la charge de gérer les relations avec le Tibet. D'autre part, les Britanniques sont formels : il n'y a « dans tous les cas aucun moyen de s'opposer [à cet accord.] »⁴⁸¹

La Grande-Bretagne s'est beaucoup interrogée sur l'attitude à adopter face à cet accord. Le Tibet est-il toujours indépendant ? Le dalaï-lama et son entourage doivent-ils être reconnus comme un gouvernement en exil ? Si l'autonomie du Tibet n'est désormais plus qu'une fiction, la Grande-Bretagne doit-elle cesser de reconnaître la suzeraineté de la Chine sur le Pays des Neiges ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles les autorités britanniques se sont trouvées confrontées.

Si l'on considère que le chef des Tibétains, qui est l'autorité politique suprême du Tibet, a ratifié en toute connaissance de cause l'Accord en 17 points, alors on peut considérer que celui-ci est valide et donc que le Tibet cesse d'être l'Etat indépendant qu'il était avant 1951. En outre, la loi internationale n'invalide pas un traité qui est signé sous la contrainte. Peut-on par ailleurs considéré, comme le fera le dalaï-lama peu après, que l'Accord en 17 points est invalide si les communistes chinois ne respectent pas son contenu ? La réponse est pour les Britanniques négative. En effet, par cet accord, le Tibet

⁴⁸⁰ NA, Kew, FO 371/92996, FT 10310/38, P.H Scott, 1st June, 1951, Parliamentary Question, Mr. Grammans To ask the Secretary of State for Foreign Affairs, if he will make a further statement on the situation in Tibet, Monday, 4th June 1951.

⁴⁸¹ NA, Kew, DO 35/3097, Telegram n°274, Chinese "liberation" of Tibet, 29th May 1951.

cesse d'avoir les relations d'Etat à Etat avec Pékin et passe sous sa juridiction domestique. Mais, est-ce à dire que la partie la plus forte peut piétiner un traité qu'elle a signé ?

Cette nouvelle situation a donné lieu à une intense réflexion au sein du gouvernement britannique. Au vu des récents événements, il serait facile pour Londres de reconnaître la souveraineté de la Chine sur le Tibet de la même façon que l'a reconnue l'Inde, et ce, *a fortiori* parce qu'ils ont reconnu jadis la suzeraineté de la Chine sur le Tibet, quoi que de façon nominale. De plus, le contrôle de la Chine sur le Pays des Neiges est désormais de façon indiscutable un contrôle effectif. La question que se pose alors la Grande-Bretagne est de savoir si d'un point de vue politique il serait judicieux ou non de reconnaître la souveraineté de la Chine communiste.

Le haut-commissaire britannique à Pékin demande de son côté au *Foreign Office* de trancher sur le statut du Tibet rapidement. Il suggère à son gouvernement de déclarer que le Tibet n'est pas lié par l'Accord en 17 points à la Chine. Par cet accord, en confiant ses relations extérieures à la Chine, le Tibet perd son indépendance. Si la Grande-Bretagne reconnaît aux Tibétains, comme ils ont l'intention de le faire, le droit de faire appel aux Nations unies, elle pourrait alors se retrouver dans une situation délicate. En effet, si l'on affirme qu'un Etat, dont la conduite des affaires extérieures a été confiée aux mains d'un autre Etat, peut en toute indépendance avoir recours aux Nations Unies, les britanniques s'exposent à voir les nombreux territoires dépendants de la Couronne britannique et ayant un statut semi-indépendant faire de même.⁴⁸²

Quoi qu'il en soit, le *Foreign Office* pense que reconnaître la souveraineté de la Chine sur le Tibet serait une décision maladroite. Au contraire, maintenir le *statu quo* consistant à reconnaître une suzeraineté nominale de Pékin sur le Tibet présente l'avantage de laisser une grande liberté d'action en fonction du déroulement des événements politiques.

De plus, la nécessité d'éloigner la menace de la Russie tzariste sur les Indes britanniques est remplacée par celle que la Chine communiste fait peser sur l'Inde

⁴⁸² NA, Kew, FO 371/92997, FT 10310/61, Telegram from G.G Fitzmaurice, 21st June 1951.

indépendante. Bien sûr, il s'agit d'un problème concernant plus spécifiquement le gouvernement indien. Cependant, il est évident que les Britanniques ne peuvent accueillir sans craintes le renforcement d'une puissance communiste sur les frontières de l'Inde dans cette zone stratégique.

Londres voudrait que les Indiens prennent l'initiative. De cette façon, elle pourrait agir de concert avec eux. Mais le gouvernement britannique craint une action plus musclée des Américains avant même que la position de New Delhi ne soit connue, ce qui le forcerait à sortir de leur silence: « (...) *we should be in a very embarrassing position if Dalai Lama repudiates Sino-Tibetan Agreements and there was not at least some measures of agreement between United States, India and ourselves regarding support for him. We are ourselves of course most anxious to follow a common policy with India in this matter. But if Sino-Tibetan agreement is repudiated and American issue a statement in support of Dalai Lama it would be impossible for us to remain silent, since to do so would be liable to be interpreted as meaning that we condoned Chinese action in Tibet.* »⁴⁸³

Si les Tibétains répudie l'Accord en 17 points, la Grande-Bretagne se tient ainsi prête à le dénoncer de son côté. Les ambassades britanniques à travers le monde reçoivent à ce propos les instructions suivantes :

« (a) *it is clear from the nature of the agreement (...) that it was designed by the Chinese to lead to the complete subjugation of Tibet and could never have been freely accepted by the Tibetan Government ;*
(b) *repudiation by the Tibetan Government is legitimate and not surprising in the circumstances ;*
(c) *in consequence of this repudiation, the agreement cannot be held to be legally binding on Tibet.* »⁴⁸⁴

⁴⁸³ NA, Kew, FO 371/ 92998, FT 10310/72, Telegram N° 1281 from Commonwealth Relations Office to U.K High Commissioner in India, 6th July 1951.

⁴⁸⁴ NA, Kew, DO 35/3097, n° 165, Intel, 9th July, 1951, Foreign Office.

Mais si le dalaï-lama ratifie l'Accord en 17 points, et si le gouvernement de Londres est dans l'obligation d'éclaircir sa position sur le statut du Tibet, le *Foreign Office* suggère d'affirmer que la suzeraineté exercée par la Chine sur le Toit du Monde outrepassa la convention de Simla. Il suggère également de déclarer que l'autonomie du Tibet est beaucoup moindre que celle envisagée dans le passé, sans donner plus de détails ou s'engager plus en avant.⁴⁸⁵ C'est cette position qui est finalement adoptée par la Grande-Bretagne. Elle s'y tiendra jusqu'au début du XXIème siècle.

Sans autre perspective que la menace d'une invasion armée, les Tibétains acceptent en effet l'Accord en 17 points, « sans joie et obligé par les circonstances »⁴⁸⁶ ainsi que le souligne Nehru. Aller alors commencer les débuts d'une cohabitation difficile avec la République populaire de Chine.

⁴⁸⁵ NA, Kew, FO 371/ 141599, FT 1015/243, Brief for discussion of the Tibetan question.

⁴⁸⁶ Parthasarathi, G. Jawaharlal Nehru, *Letters to Chief Minister*, vol. 5, 1958-1964, University of Oxford Press, India, 1989, p. 227-229.

Deuxième partie : de la cohabitation sino-tibétaine au Tibet de
l'exil (octobre 1951-mars 1959)

I. Les premiers pas de Pékin au Tibet.

A. Le Tibet rejoint « la grande famille chinoise. »

Au lendemain de la signature de l'Accord en 17 points, Mao Zedong salue l'ère nouvelle qui s'offre au Tibet, désormais uni à la République populaire de Chine. Libérés des forces impérialistes, les Tibétains marchent vers un future radieux :

*« For hundreds of years there was no unity among the various nationalities of China. In particular there was no unity between the Han people and the Tibetan people. Internally as well, the Tibetan nationality was not united. This was the result of the reactionary rule by the Manchu government and the Chiang Kai-shek government, and also the result of the discord sown among us by the imperialists. Now, unity has been achieved among the forces led by the Dalai Lama, those led by Panchen Gnoertehni, and the Central People's Government; this was accomplished only after the Chinese people had overthrown imperialism and the domestic reactionary government. This unity is a fraternal unity and is not based on the oppression of one side by the other. From now on, on the basis of this unity, there will be development and progress among our various nationalities in all spheres, including such spheres as politics, economics, and culture. »*⁴⁸⁷

Le 26 octobre 1951, l'Armée populaire de libération pénètre dans Lhassa et inaugure une nouvelle phase des relations sino-tibétaines. En effet, si par le passé les empereurs chinois se sont contentés d'imposer leur autorité par une présence surtout symbolique, les projets de la Chine communiste pour le Tibet sont d'une toute autre nature. Malgré les propos rassurants des autorités chinoises, les Tibétains doivent rapidement se rendre à

⁴⁸⁷ "Speech on the Agreement on Measures for the Peaceful Liberation of Tibet, May 24, 1951 in KAU, Michael Y. M., BABSON, K. Leung, John, SHARPE, M.E., *The writings of Mao Zedong, 1949-1976*, Volume 1, septembre 1949, décembre 1955, Inc. Armonk, New York, Londres, p. 201.

l'évidence : le Tibet est destiné à plus ou moins longue échéance à rentrer dans le giron économique et politique de la Chine. L'intégration administrative et constitutionnelle du Tibet est en effet un des objectifs affichés de Pékin. Le déploiement de ses troupes est vu comme un moyen efficace de parvenir à contrôler et à absorber le pays. Tout du moins du point de vue administratif. Car les autorités chinoises ont parfaitement conscience que le Tibet n'est pas la Chine et que sa transformation socialiste ne pourra pas se faire sans difficultés.



L'Armée populaire de libération rentre dans Lhassa le 26 octobre 1951.

Source : http://www.chinadaily.com.cn/china/2012cpc/2010-09/07/content_15811630_5.htm

1. Un contrôle du Tibet encore fragile...

L'établissement de la Chine au Tibet est en 1951 encore bien fragile. Mao Zedong en est parfaitement conscient : « *We have no material base in Tibet. In terms of social power they are stronger than us, which for the moment will not change.* »⁴⁸⁸ Le tout premier obstacle rencontré par Pékin au Tibet est d'ordre matériel. En effet, la présence des troupes chinoises fait doubler la population de Lhasa et de ses environs. L'afflux de soldats chinois pose des problèmes inédits au Tibet qui n'est pas en mesure de nourrir une population si nombreuse. S. Sinha, le représentant indien à Lhasa écrit à ce sujet : « *The introduction of large Chinese forces has brought in its wake problems that are not easily soluble. It has added a load on to the limited resources of Tibet; it has badly shaken the economic structure of the country, and has already affected the livelihood of the poor ma, whose share of food and daily necessities has been ruthlessly whittled down.* »⁴⁸⁹

Le poids de l'occupation militaire chinoise pèse en effet de plus en plus lourd sur les populations tibétaines. D'après le rapport annuel de l'agent indien à Lhasa, 11 000 soldats sont présents au Tibet au début de l'année 1951. La plupart des troupes sont envoyées à Lhasa. Mais d'autres stationnent à Gyantse, au Shigatse et dans d'autres postes frontaliers. Les Chinois ont d'abord prévu d'amener au Tibet 50 000 hommes. Leurs projets sont rapidement revus à la baisse en raison du manque de munitions disponibles pour les soldats.⁴⁹⁰ D'après les informations données par le Tibétain Takster, il y aurait en 1952 entre 10 000 et 15 000 soldats chinois au Tibet dont 5000 seraient regroupés près de Lhasa.⁴⁹¹

488 MOSELEY, George, "China's fresh approach to the national minority question" in *China Quarterly*, 24, (1965), p. 16-17.

489 NA, Kew, FO 371/99659, 15 december 1951.

490 NA, FO 371/ 99659, FT 1013/1, G.M Toplas, Indian Political Agent's monthly reports from Lhasa: reports on Chinese troops, 1st February, 1952.

⁴⁹¹Memorandum by the Acting Director of the Office of Chinese Affairs (Perkins) to the Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Allison), Washington, May 14, 1952 in United States, Department of State, Glennon, John P., Editor, *Foreign relations of the United States, 1952-1954, China and Japan*, vol. XIV, Part 1, U.S. Government Printing Office, 1952-1954, p. 51-52.

Le flot de soldats déferlant sur le Tibet n'est pas sans inquiéter les autorités tibétaines. C'est en tout cas ce que constate le représentant indien de la mission indienne présent à Lhassa : « *For a while the growing size of the PLA in Tibet alarmed the usually quiescent Tibetan Kutrás, who feared that the Chinese would swamp the Tibetans and turn them into a minority in their own country.* »⁴⁹²

La présence des militaires chinois représente un véritable bouleversement pour les structures économiques du Pays des neiges qui ne sont pas prévues pour ravitailler autant de personnes : « (...) *it has badly shaken the economic structure of the country, and has already affected the livelihood of the poor man, whose share of food and daily necessities has been ruthlessly whittled down.* »⁴⁹³ L'équilibre de l'économie tibétaine est rapidement rompu, et les soldats chinois doivent réquisitionner des terres pour les mettre en culture. Les autorités tibétaines doivent faire face à la demande toujours croissante des Chinois qui ne peuvent, faute de routes encore construites, faire venir des provisions de Chine. Rapidement, le poids que la présence des soldats chinois fait peser sur l'économie tibétaine entraîne des épisodes de famine et rend leur présence impopulaire parmi la paysannerie. Un climat de suspicion s'installe, en dépit des efforts des cadres chinois pour effacer le sentiment chez les Tibétains d'être face à une armée d'occupation.

2. ...qui impose la prudence à Pékin.

Comparant la situation du Tibet à celle du Xinjiang, Mao Zedong évoque dans une directive datée du 6 avril 1952, destinée à l'Armée populaire de libération, les conditions particulières qui existent au Pays des neiges. Les réformes ne peuvent y être introduites avant que la Chine n'ait consolidé sa présence sur le plan économique et logistique. Le Tibet ne peut, dans l'optique des communistes chinois, devenir un paradis socialiste si son bien-être matériel n'est pas assuré. Une approche subtile doit permettre de gagner l'adhésion des notables tibétains, puis celle du peuple. Le président chinois pense en effet que l'adhésion au régime de Pékin ne peut se faire que par l'intermédiaire de la classe

⁴⁹² NA, FO 371/ 99659, From the Officer in Charge, Indian Mission, Lhasa, 15th December 1951 to The Political Officer in Sikkim, Gangtok, Memorandum N° 3(10) –L /51.

⁴⁹³ *Ibid.*

dirigeante tibétaine. Ses instructions données le 6 avril 1952 aux troupes présentes au Tibet sont sans équivoque :

« In Tibet it will be at least two or three years before rent reduction and land reform can be put into practice. Xinjiang has several hundred thousand Han people; Tibet, on the other hand, has almost none, and our army there is situated in the midst of a totally different nationality. We can rely only on two basic policies to win over the masses and put ourselves in an invincible position. The first policy is to practice meticulous and careful budgeting and to achieve self-sufficient production [for the army] and thereby influence the masses-this is the most basic key link. (...). We must use all our efforts and any appropriate methods to win over the Dalai and the majority of his top echelon, to isolate the small number of bad elements, and to attain the goal of gradually, over a number of years, revolutionizing the economy and politics of Tibet without any bloodshed. But we must also be prepared to deal with the possibility of bad elements leading the Tibetan troops in staging an uprising and attacking us, [so that] in such an event our army would be able to survive and hold out in Tibet. (...) As long as we cannot resolve the two problems of production and trade, we will lose the material foundations for being there, the bad elements will gain capital every day that they can use to incite the backward among the masses and the Tibetan troops to oppose us, and our policy of uniting with the majority to isolate the minority will be weakened and will in no way succeed. »⁴⁹⁴

Mao Zedong n'a de cesse de répéter qu'imposer les réformes alors que la Chine n'a pas consolidé sa position au Tibet est inutile et dangereux. C'est pourquoi il demande aux cadres chinois chargés d'organiser la nouvelle structure administrative du Tibet de faire preuve de patience : « (...) *the longer the delay, the stronger will be our position and the weaker theirs. Delay will not do us much harm ; on the contrary, it may be to our advantage. Let them go on with their insensate atrocities against the people, while we on our part concentrate on good deeds of production, trade, road-building, medical services and united front work so as to win over the masses and bide our time before taking up the*

⁴⁹⁴« Directive of the CPC Central Committee on Work in Tibet (April 6, 1952) » in KAU, Michael Y. M., BABSON, K. Leung, John, SHARPE, M.E., *The writings of Mao Zedong...*, op. cit., p. 255.

*question of the full implementation of the agreement. If they are not in favour of the setting up of primary schools, that can stop too.»*⁴⁹⁵

Les communistes chinois cherchent donc dans un premier temps à rassurer la population tibétaine. Et tout d'abord en laissant fonctionner le cadre politique et administratif tibétain intact. L'Accord en 17 points est très claire à ce sujet : le système politico-religieux du Tibet ne sera pas attaqué :

*« The Central authorities will not alter the existing political system in Tibet. The Central authorities also will not alter the established status, functions and powers of the Dalai Lama. Officials of various ranks shall hold office as usual. (...) The policy of freedom of religious belief laid down in the common program of the Chinese People's Political Consultative Conference shall be carried out (...) the religious beliefs customs and habits of the Tibetan people shall be respected and monasteries shall be protected. The Central authorities will not effect a change in the income of the monasteries.»*⁴⁹⁶

Près d'une année plus tard, le 8 octobre 1952, Mao Zedong réaffirme sa volonté de respecter la religion tibétaine et de ne pas précipiter les réformes, et notamment celles concernant la collectivisation et la redistribution des terres :

« The Communist Party has adopted a policy of protecting religions. Believers and nonbelievers, believers of one religion or another, are all similarly protected, and their faiths are respected. Today, we have adopted this policy of protecting religions, and in the future we will still maintain this policy of protection. The problem of land redistribution is different from that of religion. (...) land redistribution is out of the question in Tibet. Whether or not there should be redistribution in the future will be

⁴⁹⁵ "On the Policies for Our Work in Tibet, Directive of the Central Committee of the Communist Party of China", in *Selected Works of Mao Tsetung*, Beijing, 1977, vol. V, p. 73-76.

⁴⁹⁶ HUTHESING Raja, *Tibet fights for freedom. The story of the March 1959 uprising as recorded in documents despatches, eye-witness accounts and world-wide reactions*, Orient Longmans, Bombay, 1960, p. 21.

*decided by you yourselves; moreover, you yourselves should carry out the redistribution. We will not redistribute the land for you.»*⁴⁹⁷

La propagande communiste s'opère quant à elle de façon subtile. Les groupes qui pénètrent dans les villages ne sont pas armés et présentent la gloire de la mère-patrie par l'intermédiaire de chants et de danses. Des unités médicales sont également envoyées auprès des Tibétains. Les communistes chinois cherchent à créer un climat de confiance en se présentant comme des bienfaiteurs. Les consignes données aux cadres présents au Tibet demandent le respect des us et coutumes des Tibétains :

« (1) Never occupy a house without the consent of the people.

(2)Never kill birds.

(3)Never cash fish.

(4)Observeand respect local customs.

(5)Respect all religious objects, e.g prayer flags.

*(6)No female cadre shouls visit a monastery.»*⁴⁹⁸

Un certain Albert D. Pash, citoyen australien ou britannique, intermédiaire de la laine pour des firmes européennes et américaines, témoigne de la volonté des autorités chinoises de gagner la confiance des Tibétains. Résident à Kalimpong pendant vingt-quatre années, il souligne que si les Tibétains n'apprécient pas forcément l'occupation chinoise, Pékin se montre très habile dans sa façon de gérer le Tibet et évite les fautes importantes. Parmi les vendeurs tibétains de laine, les Chinois sont même particulièrement appréciés pour les avoir sauvé d'un embargo sur la laine imposé par Washington en 1952. L'idée est répandue par Pékin qu'elle a sauvé l'économie du Tibet des griffes américaines.⁴⁹⁹

⁴⁹⁷ "Talk with Tibetan Delegates (Excerpts) (October 8, 1952) Source: *RMRB*", Michael Y. M. Kau, John K. Leung Babson, M.E. Sharpe, Inc. Armonk, New York, Londres, *The writings of Mao Zedong, op. cit.*, p. 293.

⁴⁹⁸SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000, p. 96-97.

⁴⁹⁹ NARA, RG 59, General Records of the Department of State, Entry 5315, Box 17, Evan M. Wilson, Chinese relations with Tibet, June 26, 1953, Foreign service Despatch, Calcutta.

Les deux premières années, les communistes chinois ne touchent en effet pas aux institutions tibétaines. Seule l'armée tibétaine, qui est fondue avec celle de la Chine, et le bureau des Affaires étrangères tibétain, conformément à l'article 14 de l'Accord en 17 points, disparaissent. Créé par le XIII^e dalai-lama pour donner une personnalité juridique au Tibet, celui-ci est absorbé par le ministère des Affaires étrangères chinois. Désormais, les relations séculaires du Tibet avec l'Inde et le Népal sont du ressort exclusif de Pékin. Cependant, une structure administrative parallèle à celle existant au Tibet, mais s'appuyant sur l'aristocratie tibétaine, est créée afin de mettre en place les futures réformes perçues comme indispensables au pays. Si le *Kashag* continue d'exister, les décisions importantes sont désormais entre les mains des Chinois. La plupart des Tibétains travaillant dans la nouvelle structure administrative que souhaitent créer sur le moyen terme la Chine sont coopter et fidèles au régime.

Le 10 février 1952, le Détachement du district militaire tibétain est officiellement créé. Véritable pivot de la main mise administrative de Pékin sur le Tibet, son inauguration est célébrée en fanfare pendant trois jours à Lhassa. Il permet conformément aux articles 15 et 16 de l'Accord en 17 points de placer le Tibet dans la structure administrative et militaire de la Chine. Des comités éducatifs sont également implantés au Tibet. Ils ont pour mission de veiller à la création d'écoles, de s'occuper de tout le travail de traduction, et de recruter les enseignants et les étudiants. La plupart de ses membres sont Tibétains. Les Chinois réussissent à y intégrer de nombreux intellectuels et membres influents de la société tibétaine. C'est notamment le cas de Geshe Choedrak qui est l'auteur d'un dictionnaire tibétain republié par les communistes chinois qui y ont ajouté une traduction du chinois.

B. Une opposition timide

1. La résistance de Lukhangwa et Lobsang Tashi

A la fin de l'année 1951, il n'y a pas, à proprement parler, d'opposition active à la présence des communistes chinois parmi les Tibétains. Ni même au sein du *Kashag* qui

souhaite composé avec la présence de Pékin. Seuls les deux premiers ministres, Lukhangwa et Lobsang Tashi, qui s'étaient déjà élevé contre la signature de l'Accord en 17 points en 1951, manifeste ouvertement leur hostilité aux cadres chinois présents à Lhasa. Les deux dignitaires sont les interlocuteurs directs des autorités chinoises qui ne peuvent pas pour des raisons protocolaires communiquer directement avec le dalaï-lama. Perçus comme un obstacle à l'établissement de l' autorité de Pékin, les relations entre les deux ministres et les Chinois se détériorent rapidement.



Le ministre tibétain Lukhangwa. Source :
<http://www.1921.org.cn/book.php?ac=view&bvid=92217&bid=1180>

Ainsi, lorsque le représentant du gouvernement central chinois, Zhang Guohua, demande à Lukhangwa l'autorisation de réquisitionner les réserves de grain du gouvernement tibétain, celui-ci refuse. De même, lorsque les chinois lui demandent de réfléchir à la meilleure façon de mettre en application les articles de l'Accord en 17 points, il leur répond, non sans un certain courage, que Pékin doit en premier lieu libérer les zones occupées à Chamdo. Le ministre tibétain se voit dire que c'est un point qui n'est pas à discuter.⁵⁰⁰ La volonté de Lukhangwa de résister coûte que coûte à l'intégration du Tibet à la Chine trouve une autre occasion de s'exprimer lors de la célébration du Jour national chinois traditionnellement célébré le 1^{er} octobre. Lorsque les autorités chinoises lui demandent de faire défiler les troupes tibétaines aux côtés des soldats chinois sous le seul drapeau chinois, le ministre tibétain refuse catégoriquement. Tout autre est l'attitude du *Kashag* qui cherche à temporiser et suggère que les troupes tibétaines défilent à la fois avec le drapeau tibétain et le drapeau chinois.

Dans un premier temps, la contestation reste confinée autour de Lukhangwa et Lobsang Tashi. Le peuple tibétain ne manifeste pas encore ouvertement d'hostilité à la présence chinoise. Mais la dégradation de la situation économique du pays en 1952 a pour conséquence de développer un certain ressentiment dans la population. Loin d'apporter le bien-être promis, les autorités chinoises sont rapidement perçues par les Tibétains comme une source de difficultés dans leur vie quotidienne. Sinha, le représentant indien, se fait le témoin du climat tendu régnant à Lhassa à la fin du mois de mars 1952 :

« The period under review was one of some anxiety. Rising prices, shortage of essential supplies, increased death from smallpox and influenza epidemics have all gravely stressed the underlying political imbalance in the country. While most officials live smugly in their ivory towers, leading much the same life of idle dissipation the common people find the heavy burdens imposed on them insupportable. For them Communism in practice has fallen far short of expectations, and they have derived little comfort from the alliance which the Communists have forged with the ruling aristocracy of Tibet. In complete disenchantment, they ask whether this is "liberation". The market price of the poor man's food, tsampa, has

⁵⁰⁰ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow...*, op. cit., p. 96-97.

*shot up to 100 sang pe khe, and even at that price tsampa is not easily available. Starvation has weakened resistance to disease and many have died in the last month either from the epidemics or from throat infections, only to receive watery burial in the river Kyichu. »*⁵⁰¹

2. Premiers mécontentements populaire : les « Représentants du peuple. »

Les premiers incidents ne tardent pas à éclater au Tibet. C'est lors de la célébration en mars 1952 du nouvel an tibétain, le *Mönlam*, que des affiches demandant le départ des Chinois sont pour la première fois visibles dans les rues de Lhassa. Elles décrivent les communistes chinois comme les ennemis de la foi et demandent leur départ. Le bruit court qu'une organisation tibétaine se faisant appeler les « Représentants du peuple », cherche à organiser des défilés de protestations dans Lhassa pour demander le départ du Tibet de la Chine. Beaucoup des membres de cette organisation sont d'anciens soldats qui se retrouvent sans travail après que l'armée tibétaine ait été dissolue. Les autorités chinoises, inquiète de la tournure des événements, demande au *Kashag* d'intervenir et de mettre fin à cette agitation anti-chinoise.⁵⁰²

Le 31 mars, des membres des « Représentants du peuple » présentent une pétition devant le *Kashag* pour se plaindre de l'augmentation des prix. Ils demandent en outre que les troupes stationnées à Lhassa ne soient pas plus nombreuses qu'au temps des *amban*. Une pétition est également transmise au représentant du gouvernement central, Zhang Guohua, qui reprend les revendications transmises au *Kashag*. Elle demande en outre, et ceci est crucial à leur yeux, que le statut et les pouvoirs du dalaï-lama ne soient pas changés. Ils souhaitent également que l'armée tibétaine ne soit pas fondue avec l'armée chinoise, que toutes les institutions religieuses, ainsi que les bonzes, soient protégés. Enfin, les « Représentants du peuple » demande que le Tibet puisse continuer à entretenir des relations avec l'Inde et que les réformes prévues par la Chine soient mises en place par des Tibétains.

⁵⁰¹NA, FO 371/184166, MR, 15 March 1952.

⁵⁰²SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow...*, op.cit., p. 98.

Le même jour, plus de 1000 personnes défilent devant la résidence de Zhang Guohua pour demander le départ des troupes chinoises. Le couvre-feu est décrété à Lhassa. Le lendemain, le représentant chinois écrit au *Kashag* et au dalaï-lama :

*« On 31st of March reactionar and criminal elements organised an illegal demonstration. A group calling itself Lhasa People's Representatives was deployed secretel to surround my residence (...) in the reactionar groups there were even monks disguised in laymen's clothes. Moreover, Tibetan soldiers in uniform and vagabonds were involved. Their intention was to instigate a violent confrontation (...). (...) I must point out that the activit of this reactionary movement is not a natural political development. It was organised secretely to disrupt the relationship between the nationalities. The activities of the reactionaries are contrar to the wishes of the Dalai Lama to establish a new Tibet based on the 17 Point Agreement and the unit of the Montherland. (...) immediate and resolute measures must be adopted to curb the illegal activities of the reactionary group.»*⁵⁰³

De son côté, Mao Zedong, toujours convaincu de la nécessité de s'appuyer sur les classes dirigeantes de la société tibétaine, préconise le 6 avril 1952 aux cadres présents au Tibet de donner une réponse modérée aux récents évènements :

« The recent demonstration in Lhasa should not be seen as the work of only the two Silons and other bad individuals, but rather as an expression directed at us by the great majority of the Dalai's group. The content of their petition was very tactful, not asking to break [with us], but only asking us to make concessions.(...) We should in fact (not in form) accept this petition and postpone the full implementation of the Agreement. (...)Therefore, the fact that Dalai's group is unwilling to fully implement the Agreement will not be changed overnight either. We must formally take the offensive at the present time and denounce the irrationality of this demonstration and of the petition (as violating the Agreement), but in reality we

⁵⁰³ NA, FO 371 / 99659, MR, 16 april 1952.

*must be prepared to make concessions and to wait until conditions are ripe and prepare to attack in the future (that is, implementing the Agreement). »*⁵⁰⁴

La tension est palpable dans Lhassa. Très inquiets à l'idée que le *Kashag* soutienne les « rebelles », les Chinois demandent expressément au dalaï-lama de ne pas les rencontrer et de n'entretenir aucun contacts avec eux. Le 1^{er} avril 1952, la maison de Ngabo, nommé commandant de la région militaire du Tibet, est le théâtre d'échanges de coup de feu entre des soldats chinois et des soldats tibétains. Cet incident, pourtant *a priori* accidentel selon le représentant indien, est vécu par les Chinois comme le signe indiscutable de l'hostilité des Tibétains. Le 6 avril 1952, le comité centrale du Parti communiste chinois diffuse une directive sur la conduite à tenir au Tibet. Au vu des difficultés que la Chine aurait à faire venir rapidement des renforts, Mao Zedong veut clairement éviter la confrontation avec les Tibétains :

*« It is our opinion that the Tibetan troops should not be reorganised at present, nor should formal sub-areas or a military and administrative commission be established. For the time being leave everything as it is, let the situation drag on, and do not take up these questions until our army is able to meet its own needs through production and wins the support of the masses a year or two from now. (...) Apparently not only the two Silons but also the Dalai Lama and most of his clique were reluctant to accept the agreement and are unwilling to carry it out. As yet we do not have a material base for this purpose in terms of support among the masses or in the upper stratum. To force its implementation will do more harm than good. Since they are unwilling to put the agreement into effect, well then, we can leave it for the time being and wait.»*⁵⁰⁵

Mais au Tibet, les cadres chinois sont fermement décidés à mettre fin à ce qu'ils décrivent comme « un complot impérialiste. » Ils demandent au *Kashag* ainsi qu'au dalaï-lama le renvoi des deux ministres, Lukhangwa et Lobsang Tashi. Zhang Guohua est en

504« Directive of the CPC Central Committee on Work in Tibet (April 6, 1952), KAU, Michael Y. M., BABSON, K. Leung, John, SHARPE, M.E., The writings of Mao Zedong..., op. cit., p. 257.

505 SEN, Chanakya, Tibet disappears, documentary history of Tibet's international status, the great rebellion and its aftermath, London, Asia publishing house, 1960, p. 104-105.

effet persuadé que les faire partir du gouvernement tibétain est la seule façon de mettre un terme à l'agitation anti-chinoise. Faire des concessions serait à ses yeux, à ce stade de la conquête du Tibet, faire preuve de faiblesse. Le 25 avril, le représentant chinois rend visite au chef des Tibétains au Potala et le menace de le tenir pour responsable des agissements anti-chinois sévissant dans la capitale s'il n'accède pas à sa requête.⁵⁰⁶ Le dalaï-lama cherche à temporiser. Il explique dans ses mémoires qu'il décide, avec le *Kashag*, de finalement donner satisfaction aux Chinois : « *I sadly accepted the Cabinet's recommendation and asked the Prime Ministers to resign. They came to call on me, and I gave them scarves and gifts and my photograph. I felt that they understood my position very well.* »⁵⁰⁷

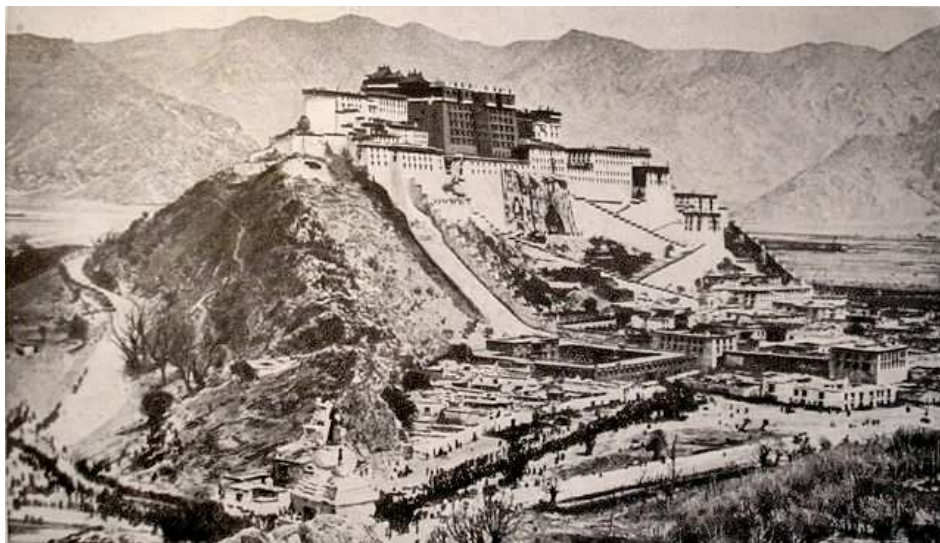


Figure 3 : Le Potala, avant l'invasion chinoise au début du Xxe siècle. Source :
<http://blog.cavesa.ch/index.php/2008/03/19/127081-suite-tibetaine-la-desinformation-sur-le-net>

⁵⁰⁶ NA, FO 371/99659, 15 April 1952.

⁵⁰⁷ The Dalai Lama, *My Land and My People*, New York, Potala Corporation, 1985, p. 98.

Le *Kashag*, ainsi que le chef spirituel et politique des Tibétains, se retrouvent dans une position délicate. Les deux ministres Lukhangwa et Lobsang Tashi sont en effet très populaire. Le peuple tibétain les considère comme les gardiens de l'intégrité du gouvernement tibétain face aux Chinois et comme les défenseurs de la culture tibétaine. Le représentant indien Sinha témoigne dans ses rapports de cette popularité : « (...) *the irony of the fact is that the very reasons for which they were being accused endeared the Prime Ministers all the more to their people. The Tibetans know them for their integrity of character and devotion to duty, and will remember them long after they have departed from the political scene for the noble and courageous efforts they made to rescue the Tibetan administration from becoming a subsidiary bureau.*»⁵⁰⁸ Le dalaï-lama connaît lui aussi la popularité de ses ministres et ne cache pas la difficulté de prendre une décision allant dans le sens des Chinois : « *I received a written report soon after this meeting, in which the Chinese insisted that Lukhangwa did not want to improve relations between Tibet and China, and suggested that he should be removed from the office. (...) I greatly admired Lukhangwa's courage in standing up to the Chinese, but now I had to decide whether to let him continue, or whether to bow to a Chinese demand.*»⁵⁰⁹

C. Le Tibet sous contrôle.

1. Coopérer plutôt que résister

Le 27 avril, Lukhangwa et Lobsang Tashi sont officiellement congédiés. Le groupe des « Représentants du peuple » est dispersé. Par la suite, beaucoup de notables, dont Gyalo Thondup, le frère du dalaï-lama, décident de fuir à Kalimpong en Inde pour organiser la défense du Tibet. Lorsque le 23 mai 1952 les Chinois préparent la célébration du premier anniversaire de l'Accord en 17 points, toute opposition a été éliminée. Nombre de notables commencent à faire des voyages d'étude et à visiter les cités industrielles de Chine. Le mécontentement inspiré par les communistes chinois est essentiellement populaire. Ni le *Kashag*, ni le dalaï-lama ne sont dans l'optique de résister à Pékin. Ils

⁵⁰⁸ NA, FO 371/99659, MR, 16 May 1952.

⁵⁰⁹ The Dalai Lama, *My Land and my People*, New York, Potala Corporation, 1985, p. 97.

pensent au contraire que l'attitude la plus bénéfique pour l'avenir du Tibet consiste à collaborer avec les communistes chinois, ou tout au moins éviter la confrontation avec eux. Le représentant indien Sinha souligne le manque de détermination et l'indécision du gouvernement tibétain, qui ne veut contrarier ni les Chinois ni son peuple: « (...) *The present Tibetan Government resembles an army which has lost all its generals after a series of tactical defeats on the field; they are leaderless, without morale and rapidly disintegrating. (The Kashag wants) to escape responsibility and ultimately to avoid public criticism.*»⁵¹⁰

Durant l'été 1952, un bureau composé de trois officiels tibétains ouvre à Pékin pour faire la liaison avec le Tibet. Une délégation de plusieurs officiels tibétains rencontre Mao Zedong. Le président chinois promet à nouveau de respecter la religion tibétaine et que les « réformes démocratiques » ne seront pas appliquées tant que les Tibétains ne les demandent pas eux-mêmes : « (...) *the Agreement must be implemented, although it will be postponed because you are afraid. We can put it back to next year, if you are afraid this year; we can put it back until the year after next, if you are still afraid next year.* » Et d'ajouter: « *The Chinese Communists, standing for national equality, do not want to oppress and exploit you, we want to help you achieve development in population, economy and culture. The entry of the PLA into Tibet is aimed at giving you such assistance. Not much assistance can be expected in the beginning but in three years much help can be given to you; if not the Chinese Communist Party will be of no use.*»⁵¹¹

La méfiance des premiers mois fait bientôt place à un certain enthousiasme chez certains Tibétains, parmi les plus éduqués. Après avoir fini par régler le problème de pénurie de nourriture en important des vivres de Chine, les Chinois opèrent par ailleurs de nombreux changements matériels au Tibet. Par exemple, la publication de journaux est très appréciée de l'aristocratie tibétaine. Le représentant indien Sinha se fait, non sans un certain agacement, le témoin de l'enthousiasme évident des Tibétains pour les nouveautés introduites par les communistes chinois : « *One is confronted with the unusual spectacle of Tibetan love and enthusiasm for things Chinese ; there is everywhere a keenness to imitate the Chinese, to dress to talk, behave and sing as the Chinese do, and this is*

⁵¹⁰ NA, Kew, FO 371/99659, 16 June 1952.

⁵¹¹ *Tibet, 1950-1967*, Hong Kong, Union Research Institute, 1968, p. 44-45.

*particularly noticeable among the respectable bunch of official families in Lhasa, who first succumbed to the spell. The inroad of neo-Chinese culture into Tibetan society whether in music, ideology, dress or speech is truly remarkable for what was static in this land has become alive and dynamic. There is not a home in Lhasa where portraits of Mao and his colleagues have not found a place in the domestic shrine.»*⁵¹²

La Chine continue par ailleurs la construction des infrastructures nécessaires à sa main-mise sur le pays. Le développement des axes routiers, essentiel pour établir son contrôle effectif du Tibet, se poursuit depuis 1950. Près de 30 000 tibétains sont employés pour construire de nouvelles routes. Ils sont dans un premier temps relativement bien payés. La construction des routes est pour Pékin une façon de mobiliser le peuple autour de la modernisation du Tibet.⁵¹³ En 1954, près de 2000 kilomètres de route sont ainsi terminés. Les premiers véhicules empruntant le parcours reliant le Qinghai au Tibet atteignent Lhasa le 15 décembre de cette même année. A la fin de l'année 1954, Pékin semble avoir consolider sa position au Tibet à la fois sur le plan politique et militaire.

2. Le dalaï-lama à Pékin

C'est dans ce contexte que Mao Zedong invite le dalaï-lama à venir le rencontrer à Pékin. Le chef spirituel et politique des Tibétains évoque dans ses mémoires la raison officielle de sa venue : « *At the time, a session of the Chinese National People's Congress was being prepared in Beijing to frame a constitution, and the Chinese had allotted ten seats in the assembly to Tibet. The Chinese representatives were said to have been elected, but I had been asked to nominate the Tibetan members, and the Chinese Government suggested that I should lead the Tibetan delegation myself.* » Bien que sa décision d'aller à Pékin ne fasse pas l'unanimité dans son entourage, le dalaï-lama décide tout de même de se rendre dans la capitale chinoise. Il espère pouvoir influencer Mao et sauvegarder ainsi l'autonomie du Tibet.

⁵¹² NA FO 371/99659, 16 August 1952.

⁵¹³ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow...*, op. cit., p. 121.



Figure 4 : Construction de routes au Tibet. Source : SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000.



Figure 5 : Mao Zedong avec le panchen lama et le dalaï-lama à Pékin en 1954. Source : <http://www.rue89.com/chinatown/2009/03/08/cinquante-ans-apres-la-fuite-du-dalai-lama-le-tibet-sous-tension>

La présence du dalaï-lama à Pékin est importante pour la République populaire de Chine comme symbole de l'acceptation du Tibet de faire partie de la mère-patrie. Les autorités chinoises font une grande publicité de l'événement. Lors de plusieurs entretiens, le chef des Tibétains est à nouveau rassuré par Mao Zedong : le but de la Chine est seulement d'aider le Tibet à se moderniser. En outre, ajoute le président chinois, si le dalaï-lama n'est pas satisfait du travail des cadres chinois, il peut l'en informer directement.⁵¹⁴ De nombreuses visites sont par ailleurs organisées sur des sites industriels afin d'impressionner les Tibétains. Les relations entre la Chine et le Tibet semblent être plus cordiales que jamais. Le dalaï-lama évoque dans ses mémoires ce qu'il voit comme une période d'accalmie entre les Tibétains et les Chinois : « *(The) hostility of the Lhasan people seemed to have died down and given way to a feeling of complacency. The city was quiet and peaceful.* »⁵¹⁵

II. L'Inde sacrifie le Tibet

A. La présence de l'Inde au Tibet, un obstacle à l'amitié sino-indienne

1. Rien ne doit venir troubler les relations sino-indiennes.

Si Lhassa connaît en 1954 une atmosphère « paisible », ce n'est pas le cas en Inde. En effet, plusieurs manifestations éclatent dans le pays à propos du Tibet. Par exemple, le 25 septembre 1953 des manifestations, qualifiées de « folie extrême » par Nehru, ont lieu devant l'ambassade chinoise. Le Premier ministre indien est à ce moment précis très préoccupé par la guerre de Corée, craignant que le conflit ne s'étende. Le Pandit ne veut donc pas que la Chine soit pointée du doigt alors qu'il compte sur elle pour amener les puissances à la table des négociations. Par ailleurs, pour Nehru, le conflit sino-tibétain est

⁵¹⁴ The Dalai Lama, *My Land and My People...*, op. cit., p. 118.

⁵¹⁵ *Ibid.*, p. 132.

une affaire réglée, la signature de l'Accord en 17 points ayant définitivement fait perdre au Tibet son indépendance.

Rien ne doit venir troubler l'amitié sino-indienne. Très embarrassé par l'agitation qui règne dans le pays à propos du Tibet, il s'efforce de rassurer Pékin : « *We have no desire to claim any position in Tibet which may not be in keeping with the full sovereignty of China. We only desire to maintain, in co-operation with China, trade, commerce, and other traffic that we have with Tibet.* »⁵¹⁶ Les relations entre les deux pays, poursuit le Premier ministre indien, sont cordiales. Il n'existe pas de la part de l'Inde de revendications politiques à l'égard du Tibet.⁵¹⁷ Les seuls problèmes existants entre Pékin et New Delhi concernant le Tibet sont des problèmes d'ordre matériel tout à fait mineurs. Nehru souhaite les régler par la voie diplomatique dès que possible.

2. L'encombrant héritage britannique au Tibet.

Lorsqu'en 1947 l'Inde devient indépendante, elle assume tous les traités, droits et obligations de la Grande-Bretagne. New Delhi hérite notamment de la mission britannique présente à Lhassa. Celle-ci est transformée au moment de l'accès à l'indépendance de l'Inde en une mission indienne. En outre, les prérogatives, notamment commerciales et militaires accordées jadis à la Grande-Bretagne au Tibet, sont transférées immédiatement au gouvernement indien. L'occupation du Tibet par la Chine en 1951 pose concrètement à l'Inde plusieurs problèmes, comme le devenir de ses escortes militaires présentes au Tibet ou bien encore celui de ses établissements commerciaux. La question du maintien ou non des routes reliant l'Inde au Pays des neiges pour les pèlerinages est également posée.

Au yeux de Pékin, les droits extra-territoriaux de l'Inde et du Népal au Tibet sont anachroniques, le symbole des humiliations vécues par la Chine sous le joug de l'Occident. Le statut de la mission indienne est un point que Mao Zedong souhaite plus

⁵¹⁶ "India's relations with Tibet. China Agrees to Talks", *Manchester Guardian*, 24 septembre 1953.

⁵¹⁷ NA, Kew, FO 371/105627, Ref Pol 104/1, 30th September 1953.

particulièrement régler rapidement. En signant l'Accord en 17 points, les Tibétains ont en effet perdu leur capacité à gérer eux-mêmes leurs affaires extérieures. Chou En-laï propose que la mission indienne de Lhassa devienne un consulat général. En contrepartie, la Chine demande à ouvrir son propre consulat général à Bombay.⁵¹⁸

Très vite, Nehru exprime de son côté le désir de ne pas reprendre à son compte des droits qui sont issus de l'empire britannique et qui évoquent l'impérialisme occidental : les troupes indiennes n'ont rien à faire au Tibet. Lors d'un débat le 18 mai 1954 au parlement indien, Nehru déclare à ce sujet : « (...) *we have very old ties with Tibet. (...) But along with this you should also see that the British Government established their influence there by force. You can see that Tibet might be a part of China or might be a separate country, but Indian troops were there. Now is it proper that troops of one country should be stationed in another independent country ? (...) What right does India have to keep a part of her army in Tibet, whether Tibet is independent or a part of China?* »⁵¹⁹ Quelques années plus tard, le 30 mars 1959, il ne dit pas autre chose devant la Lok Sabha : « (...) *we could not, according to our own policy, maintain our forces in a foreign country, even if there had been no change in Tibet. That was a relic of British imperialism which we did not wish to continue.* »⁵²⁰

B. L' « accord sur le commerce et les relations entre le Tibet chinois et l'Inde. »

Afin d'apporter une réponse aux problèmes posés par la présence de la mission indienne au Tibet, les deux gouvernements décident de passer un accord regroupant les différents points pour lesquels une clarification semble être nécessaire. Le 23 septembre 1953, le Pandit annonce officiellement au conseil d'Etat indien qu'il propose à la Chine communiste une réunion pour trouver d'un commun intérêt une solution aux problèmes

⁵¹⁸ PANIKKAR, K. M, *In Two Chinas. Memoirs of a Diplomat*, London, George Allen & Unwin, 1955, p. 175.

⁵¹⁹ « Mr. Nehru reply. Replying to the debate on 18 May 1954 » in SEN, Chanakya, *Tibet disappears...*, op. cit., p. 126.

⁵²⁰ Prime Minister Jawaharlal Nehru's Statement in the Lok Sabha on 30 March, 1959 in SHARMA, S. K., Usha, *Encyclopaedia of Tibet...*, op. cit., p. 60.

concernant le Tibet.⁵²¹ Les négociations, qui sont donc à l'initiative de l'Inde, commencent le 31 décembre 1953 à Pékin entre Chang Han-Fu, le ministre des Affaires étrangères chinois, et le représentant indien Nedyam Raghavan.⁵²² Elles arrivent à leur terme le 29 avril 1954, avec la signature d'un accord entre les deux pays valable huit ans.⁵²³

1. L'Inde quitte définitivement le Tibet.

L'« accord sur le commerce et les relations entre le Tibet chinois et l'Inde » prévoit que l'Inde puisse maintenir des agences commerciales à Yatung, Gyantse et Gartok. La République populaire de Chine est autorisée de son côté à en ouvrir à New Delhi, Calcutta et Kalimpong. Par ailleurs, les pèlerins sont autorisés à utiliser les routes traditionnelles reliant l'Inde et le Tibet. En revanche, toute trace de la présence militaire de New Delhi héritée de la présence des Britanniques est supprimée. Le gouvernement indien s'engage en effet dans les six mois à retirer ses escortes militaires de Yatung et de Gyantse. Il vend par ailleurs à la Chine les postes, télégraphes, et téléphones qu'il détient sur le Toit du monde. La question de la frontière entre la Chine et le Tibet, aux confins est du Bouthan, est quant à elle soigneusement évitée par Nehru qui part du principe que Pékin accepte la ligne Mac Mahon comme la frontière en usage.

⁵²¹ NA, Kew, FO 371/105627, Telegram n°229 from U.K High Commissioner in India, to CRO, 25th September 1953.

⁵²² « Embassy of the People's Republic of China in India, August 17, 1954, » in *Notes, Memoranda and Letters exchanged and agreements signed between the governments of India and China, 1954-1959*, White Paper, Ministry of External Affairs, Government of India, p. 107.

⁵²³ Voir Annexes, p. 538.



Jawaharlal Nehru et le « Grand Timonier » en 1954.

Source : <http://www.jaia-bharati.org/cachemire/question-kashmir3.htm>

2. Le Tibet, « région de la Chine. »

Sans contreparties sérieuses, l'Inde fait en réalité une concession majeure à la Chine à propos du Tibet : la reconnaissance de sa souveraineté sur le Pays des neiges. En effet, dans le préambule de l'accord sino-indien du 29 avril 1954, le Tibet est qualifié de « région de la Chine. » C'est une victoire pour Pékin qui voit pour la première fois un Etat non communiste reconnaître sa souveraineté sur le Toit du monde.

Nehru considère que le Tibet n'a jamais été un pays souverain. En 1950, l'Inde reconnaît seulement la suzeraineté de la Chine sur le Tibet et demande à Pékin que son autonomie soit respectée. Mais déjà, ce concept lui apparaît anachronique et peu approprié aux revendications de la Chine sur le Pays des neiges. Aux yeux de Nehru, il est clair que

la Chine communiste a un droit sur le Tibet. Ce droit, plus ou moins défini, n'a jamais été contesté par aucune puissance étrangère. En reconnaissant la souveraineté de la Chine sur le Tibet en 1954, Nehru pense simplement être pragmatique en officialisant un simple état de fait. C'est ce qu'il explique devant le parlement indien à la *Lok Sabha* le 15 mai 1954 lors d'un débat de politique étrangère :

*« So far as Tibet is concerned, it is a recognition of the existing situation there. In fact, that situation had been recognised by us two or three years ago. Some criticism has been made that this is a recognition of Chinese sovereignty over Tibet. Apart from that fact, I am not aware of any time during the last few hundred years when Chinese sovereignty or if you like, suzerainty was challenged by any outside country, and all during this period whether China was weak or strong and whatever the Government of China was, China always maintained this claim to her sovereignty over Tibet. »*⁵²⁴

Nehru accepte les revendications de la République populaire de Chine sur le Tibet sans discussions : « (...) *China always maintained this claim to the sovereignty over Tibet. (...) Always there was a large measure of autonomy of Tibet, so that there was no great change in the theoretical approach to the Tibetan problem from the Chinese side. (...) Recent events made some other changes, because a strong Chinese State gave practical evidence of exercising that sovereignty.* » Le Pandit poursuit en soulignant que même les Britanniques n'ont pas reconnu l'indépendance du Tibet. *Stricto sensu*, ceci est vrai. En revanche, nous l'avons vu, la suzeraineté de la Chine sur le Tibet définie par la convention de Simla est très loin de correspondre à une reconnaissance de sa souveraineté sur le Pays des neiges. La suzeraineté telle que pensée par les Britanniques n'est que symbolique. Dans les faits, elle ne remet pas en cause la souveraineté du Tibet en tant qu'Etat.

⁵²⁴NA, Kew, DO 35/6710, "India-China Agreement", et *Nehru's Statement in Parliament regarding the Sino-Indian Agreement on Tibet*, Debate in India Parliament, May 1954 in SHARMA, S. K., Usha, *Encyclopaedia of Tibet...*, op. cit., p. 120.

Les Britanniques réagissent aux déclarations de Nehru en réaffirmant qu'ils n'ont jamais concédé à la Chine autre chose qu'une suzeraineté nominale: « (...) *we have never recognised China as being entitled to more than nominal suzerainty over Tibet. This is still our position and is not affected by the change in the Indian position.*»⁵²⁵ La Grande-Bretagne décide de ne pas suivre l'Inde dans sa reconnaissance de la souveraineté de la Chine sur le Tibet et maintient sa position de 1951 : le statut du Tibet est régi par le convention de Simla et la suzeraineté de la Chine communiste reste donc conditionnée à l'autonomie donnée ou non au Tibet.⁵²⁶ Si les Britanniques ne veulent pas offrir à Pékin la satisfaction de voir ses revendications sur le Tibet satisfaites, ils se gardent néanmoins de manifester publiquement leur opposition à la décision de New Delhi.⁵²⁷



Hugh Richardson entouré de Tibétaines de la famille de Tsarong. [s.d.]

Source: LOWELL, Thomas, Jr., *Out of this world to Forbidden Tibet*, New York, Avon Publications, 1954.

⁵²⁵ NA, Kew, DO 35/6710, CRO, A.A. Golds to Cole, New Delhi, 29th July, 1954, SA. 314/259/1.

⁵²⁶ NA, Kew, FO 371/127278, Fc 1024/1, Chinese policy towards Tibet, 1949-1956.

⁵²⁷ NA, Kew, FO 371/141603, FT 1015/311, Telegram of P. Dixon n° 604 from New York to Foreign Office, October 12, 1959.

Mais au-delà des aspects pratiques réglés par l'accord signé entre les deux puissances, il s'agit, aux dires mêmes de Nehru, de rapprocher la Chine et l'Inde pour « former une solide fondation pour la paix et la sécurité » et laisser place à « un sentiment de confiance en lieu et place de peurs et des appréhensions. »⁵²⁸ En 1959, le Premier ministre indien justifie *a posteriori* son choix de reconnaître la suzeraineté, puis la souveraineté de la Chine sur le Tibet dans une lettre destinée à son gouvernement. L'Inde, déclare-t-il, n'a pas d'autre choix. Elle ne peut « rien faire » de concret pour le Tibet. Sur le plan pratique, le gouvernement indien n'a pas les moyens politiques et matériels de défendre l'indépendance du Pays des neiges. New Delhi, affirme Nehru, ne peut pas se permettre d'engager une guerre avec la Chine et d'y concentrer toutes ses ressources. La seule chose qu'elle peut offrir au Tibet est un soutien moral pour que soit respectée son autonomie. Ne pas reconnaître la souveraineté de la Chine sur le Tibet et s'entêter à parler de suzeraineté ne servirait qu'à provoquer Pékin et à rendre plus dure son occupation.⁵²⁹

3. Le *panchsheel*.

L'accord sur le Tibet signé entre New Delhi et Pékin contient dans son préambule un aspect très important des relations sino-indiennes : le *panchshell* qui regroupe un ensemble de principes qui apparaissent au Premier ministre indien bien plus importants que le destin du Tibet : « *So what we have done in this agreement is not to recognise any new thing, but merely to repeat what we have said previously, and what, in fact, inevitably follows from the circumstances, both historical and practical today. The real importance, I repeat, of this Agreement is because of its wider implications in regard to non-aggression, recognition of each other's territorial integrity and sovereignty and non-interference with each other, external, internal any other like interference.* »⁵³⁰ Les cinq principes de la coexistence pacifique constituent la base de la politique étrangère de l'Inde vis-à-vis de la Chine communiste mais aussi des autres pays. Il se définissent autour des principes suivants :

⁵²⁸ *Ibid.*

⁵²⁹ New Delhi, 18 May, 1959 in NEHRU, Jawaharlal, *Letters to Chief Ministers, 1947-1964*, volume 5, 1958-1964, Oxford, London, Delhi, Bombay, Calcutta, Madras, Oxford University Press, 1989, p. 238-239.

⁵³⁰ NA, Kew, DO 35/6710, "India-China Agreement".

(1) Respect mutuel pour l'intégrité territoriale et la souveraineté de chacune des parties ;

(2) Non-agression;

(3) Non-interférence dans les affaires intérieures de chacune des deux parties ;

(4) Égalité et bénéfice mutuel;

(5) Coexistence pacifique.

Nehru pense que le sacrifice du Tibet est le prix à payer pour l'établissement de principes qui garantissent à ses yeux la paix en Asie et dans le monde. Si dans le climat de la guerre froide chacun accepte que l'autre choisisse la politique qui lui plaît, de progresser comme bon lui semble, sans chercher à convertir l'autre, peu à peu une atmosphère de paix s'établira.⁵³¹ La politique de l'Inde à l'égard de la Chine, affirme Nehru, n'est pas un signe de faiblesse, mais une certaine conviction qu'il s'agit de la seule approche valable pour régler les problèmes internationaux.⁵³² Mais Nehru cherche également avec cet accord à assurer la sécurité de l'Inde. Le 18 mai 1954, le Premier ministre indien déclare devant son parlement qu'en signant ce traité avec Pékin, l'Inde n'a pas fait « de meilleur choix depuis son indépendance. » Certes, il y'a des points négatifs. Mais, affirme Nehru, les points positifs l'emportent et il faut tolérer les points négatifs car la sécurité de l'Inde et le maintien de la paix sont en jeu :

« It is a matter of importance to us, of course, as well as, I am sure, to China that these two countries, which have now almost about 1000 miles of frontier, should live in terms of peace and friendliness and should respect each other's sovereignty and integrity, should agree not to interfere with each other in any way,

531 Mr. Nehru reply. Replying to the debate on 18 May 1954, SHARMA, S. K., Usha, *Encyclopaedia of Tibet...*, op. cit., p. 126.

532 NA, Kew, FO 371/143726, D 1025/4, Asian Reaction to Tibet. Statements, Resolutions, and Press Comment. May 25, 1959.

*and in fact, though not it is formally stated as such, but practically speaking, not commit aggression on each other. By this agreement, we ensure to a very large extent peace in a certain area of Asia.»*⁵³³

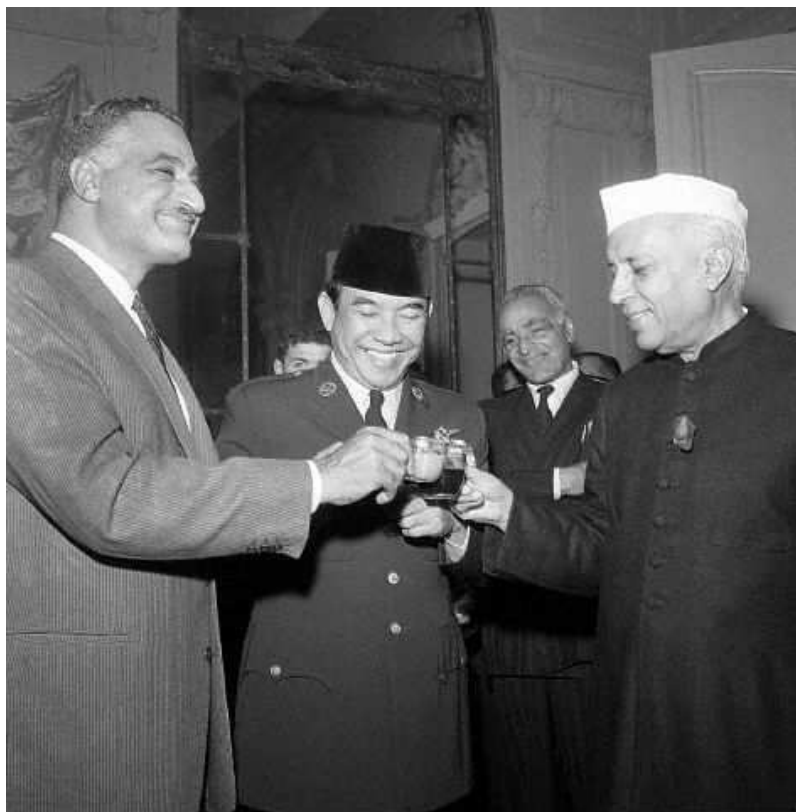
Tout juste sortie de la colonisation, l'Inde souhaite établir une nouvelle approche des relations internationales basée sur la coopération entre les nations et la recherche de la paix internationale. Quelques jours après la signature de l'accord entre l'Inde et la République populaire de Chine, Nehru réaffirme ces principes lors de la conférence de Colombo qui se tient du 5 avril au 2 mai 1954. Elle réunit l'Inde, le Pakistan, Ceylan, la Birmanie et l'Indonésie, afin de chercher une solution pour une issue pacifique en Indochine. A côté de la volonté de se tenir à l'écart des deux blocs, les cinq pays rappellent, entre autres, leur désir de voir la Chine communiste siéger à l'ONU, et condamnent le colonialisme. Les cinq principes de la coexistence pacifique sont nés de la guerre froide et de la volonté d'empêcher le monde d'être précipité dans le chaos de la guerre, simplement en tolérant l'autre, sans chercher à le détruire sous peine de courir à sa propre perte. Nehru explique l'essence même du *panchsheel* devant le parlement indien le 18 mai 1954 en réponse aux critiques de certains de ses membres sur le traité sino-indien sur le Tibet :

« The preamble contains a few things that are very significant, because if these few things are accepted, not only with respect to India and China but also of fear which is haunting us will gradually go away. (...) if the Great Powers of the world which are opposed to one another nowadays, that if these Great Powers should make an attempt to destroy the other party, then they themselves would be destroyed in the world today. Therefore, it must be an agreed principle that both could co-exist : live and let live. No one should invade the other, no one should fight the other. (...) if they were more trust, then they must live as they like. This what India wants; in Russia there is the Communist system, let her continue with her system; let America carry on with her won system. But they should not fight each other, because if they fight, then both of them will be finished, neither of them would win. This is the basic

⁵³³NA, Kew, DO 35/6710, India-China Agreement.

*principles which we have put in our treaty with China. (...) if these principles were accepted by every country and if every country were left free to progress as she likes, to follow any national or foreign policy she likes, no one else interfered, then gradually an atmosphere, a climate of peace would be established in the world. This is our policy and we try to act according to this policy.»*⁵³⁴

Quelques mois plus tard, du 18 au 24 avril 1954, la conférence de Bandung entérine définitivement la volonté des vingt-neuf pays asiatiques participants, dont la République populaire de Chine et l'Inde, de s'appuyer sur les cinq principes de la coexistence pacifique dans leurs relations avec les autres nations.



Nasser, Soukarno et Nehru trinquant au succès de la conférence de Bandung. Source : <http://tribouilloyterminales.over-blog.com/article-27177869.html>

⁵³⁴ *Ibid.*

Le 28 juin 1954, réunis à New Delhi, Nehru et Chou En-laï rappellent conjointement dans un communiqué leur volonté d'appliquer les principes de la coexistence pacifique dans leurs relations réciproques :

« La Chine et l'Inde sont récemment arrivées à un accord dans lequel elles ont énoncé certains principes qui doivent servir de base aux relations entre les deux pays. (...) Les Premiers ministres ont réaffirmé ces principes et estiment qu'ils devraient être appliqués dans leurs relations avec les autres pays d'Asie, aussi bien que dans les autres parties du monde. Si ces principes étaient appliqués, non seulement entre divers pays, mais aussi de façon générale dans les relations internationales, ils constitueraient une base solide pour la paix et la sécurité, et les craintes et les appréhensions qui règnent actuellement céderaient la place à un sentiment de confiance. »⁵³⁵

La décision de Nehru de reconnaître la souveraineté de Pékin sur le Tibet est très critiquée par l'opinion indienne et tout d'abord au sein du parlement. La politique étrangère de Nehru vis-à-vis de la Chine est notamment attaquée par l'opposition socialiste. La reconnaissance officielle de la souveraineté chinoise soulève ainsi l'indignation d'Acharya J.B Kripalani, ancien président du Parti du Congrès et leader du *Praja Socialist Party* à la *Lok Sabha*. Il commence par rappeler que l'action de Pékin au Tibet est une agression contre une nation indépendante. Le Tibet n'est pas chinois et contrairement aux affirmations de Nehru, la Chine n'a pas de droits sur ce pays qui revêt une grande importance pour l'Inde en tant qu'Etat tampon. Reconnaître la souveraineté de Pékin sur le Tibet alors que rien n'y obligeait le gouvernement indien est à ses yeux une grave erreur :

« We feel that China, after it had gone Communist, committed an act of aggression in Tibet. The plea is that China had the ancient right of suzerainty. This right was out of date, old and antiquated. It was theoretical; it was never exercised and even then theoretically. (...) Tibet is culturally more akin to India than it is to China, at least Communist China(...) China has demolished what is called a buffer

⁵³⁵ La Documentation Française, *Articles et Documents*, n° 74 du 1^{er} juillet 1954, V., Textes du Jour, CIX, p. 6.

*state. In international politics when a buffer state is abolished by a powerful nation, that nation is considered to have aggressive designs on its neighbours. (...) we should (not) recognize the claim of China on Tibet. We must know that it is an act of aggression against a foreign nation.»*⁵³⁶

Le Parti du Congrès soutient au contraire Nehru dans sa décision. Ainsi le député Brajeshwar Prasad déclare : « (...) *let me congratulate the Prime Minister on the conclusion of the pact with China. (...) A mutual Defense Pact with China and Russias the urgent need of the hour.*» L'avocat indépendant Joachim Alva va également dans le sens de Nehru. A ses yeux, l'Inde ne peut pas se permettre un guerre avec la Chine. Le Tibet est chinois et il n'y a pas d'autres choix que d'accepter ce fait car l'Inde n'a pas les moyens suffisants pour entrer en conflit avec Pékin : « *We possess no arms, no great Navy or Air Force. We are only acting on the moral forcesand we cannot wage a conflict with our nearest neighbour, China. (...) we cannot afford to have a quarrel with China, (...) the historic conflict between China and Japan cannot be repeated in this sub-continent. The day that is repeated will denote the downfall of the East.*»⁵³⁷

Les 29 et 30 septembre 1954, un débat est ouvert à la *Lok Sabha* sur la situation internationale. La question de la reconnaissance de la souveraineté de la Chine sur le Tibet est de nouveau abordée. Les critiques à l'égard de la politique étrangère de Nehru sont toujours présentes. Acharya Kripalini continue de regretter la disparition du Tibet en tant qu'Etat tampon : « *A small buffer state there was deprived of its freedom and that state was swallowed up. When we made a feeble protest, we were told- not very politely- tu suit up.*» Et pour un autre leader du *Praja Socialist Party*, Asoka Mehta, en reconnaissant la souveraineté chinoise sur le Tibet, c'est l'esprit même du *panchsheel* qui est battu en brèche : « (...) *when it is realized that Tibet, whose people are alien to the Chinese in race, language, culture and religion, and who have received their Buddhism from India, whose script was devised by Indian pandits any whose culture contacts with India spread*

⁵³⁶ NA, Kew, DO 35/6710, India-China Agreement.

⁵³⁷ "Debate in Indian Parliament, May 1954" in SEN, Chanakya, *Tibet disappears, documentary history of Tibet's international status, the great rebellion and its aftermath*, London, Asia publishing house, 1960. p. 121.

over centuries, is described in that very Treaty as “ the Tibet region of China”, the valuable principles lose much of their motive power.»⁵³⁸

N.C Chatterjee, juriste représentant le *Hindu Mahasabha* à la *Lok Sabha*, évoque quant à lui la « trahison du Tibet » : « *It is a melancholy episode in Indian history. (...) If I remember aright, the Leader of the Indian Delegation announced that India would support that resolution condemning Chinese aggression on Tibet. But, later on, he backed out and did not give any support to that resolution. I call this appeasement of aggression. This really not an effort towards peace, the Sino-Indian Treaty marks another episode. Our Government has made a free gift of the telecommunication, even though China was prepared to pay for it.*» Le juriste ajoute que la Chine est en train d'établir une base militaire avec la Russie au Tibet, en Mandchourie et en Corée du Nord. Il s'attaque ouvertement à la politique étrangère de Nehru. Il évoque les critiques que l'Inde reçoit de la part du bloc de l'Ouest qui décrit la politique de New Delhi à l'égard de la Chine comme une politique de soumission : « (...) *I feel that this betrayal of Tibet and the surrender to the aggression of China has led to disastrous results in Nepal. There is a feeling that India's Prime Minister is a fellow traveler. A definite bias in favour of the Communist groups would be barren. Our foreign policy has succeeded in making America greatly anti-Indian.*»⁵³⁹ Le député du Parti du Congrès, Joachim Alva, répond à N.C Chatterjee que l'incorporation du Tibet à la Chine « est un fait historique » et conclut que si l'Inde veut être en bon terme avec sa voisine chinoise, elle doit admettre ce fait et ne pas « élever la moindre voie de protestation. »⁵⁴⁰

Quelques années plus tard, en 1958, le débat n'est toujours pas clos. Un des leader du *Praja Socialist Party*, J.B. Kripalani, se montre particulièrement critique à l'égard du choix de Nehru de reconnaître la souveraineté de la Chine sur le Tibet : « *Now, Sir, I come to the great doctrine that we have given to the world of Panch Sheel. I hope I will not be misunderstood when I say that this great doctrine was born in sin. (...) it was enunciated*

⁵³⁸ Mr. Nehru reply. Replying to the debate on 18 May 1954, in *India and Tibet...*, op. cit., p. 56.

⁵³⁹ *Ibid.*

⁵⁴⁰ *Ibid.*, p. 57

*to put the seal of our approval upon the destruction of an ancient nation which was associated with us spiritually and culturally.»*⁵⁴¹

Les Tibétains apprennent la nouvelle de la signature de l'accord sino-indien avec consternation. Certes, le 30 mai 1954, le journal chinois *Xinhua* rapporte que le dalaï-lama est très satisfait de voir l'Inde et la Chine se rapprocher.⁵⁴² Mais N.B Mullik, le chef des services secrets indien, a une toute autre version des faits. Lorsqu'il visite en mai 1954 Kalimpong où sont réfugiés de nombreux Tibétains influents, il constate la stupeur et le choc que leur a provoqué l'annonce de la signature du traité sino-indien qui met fin à tout espoir, si mince soit-il, de voir New Delhi soutenir un jour l'indépendance du Tibet.⁵⁴³

III. De la coopération à la révolte ouverte.

A. Pékin resserre son étau sur le Tibet

1. Le comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet.

En ce début d'année 1955, Pékin a réussi à la fois à stabiliser ses relations avec le gouvernement tibétain et, sur le plan extérieur, à faire reconnaître sa souveraineté sur le Tibet par l'Inde. Confiante, la République populaire de Chine décide de passer à l'étape supérieure pour le Tibet. La création d'un comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet est ainsi voté le 9 mars 1955, afin de préparer l'établissement définitif de la Région autonome du Tibet. La création de ce comité est prévu dans l'article 3 de l'Accord en 17 points. Mais jusqu'à présent, seule une commission militaire du Tibet était en charge des affaires tibétaines. Mais la majorité des Tibétains y sont manifestement hostiles car ils la perçoivent comme une institution étrangère qui s'oppose directement aux pouvoirs du dalaï-lama. Le 22 avril 1956, le comité préparatoire pour la Région

⁵⁴¹NA, Kew, FO 371/133711, FT 10385/3, Office of the High Commissioner for the United Kingdom, New Delhi, 22nd August 1958.

⁵⁴²*Summary of World Broadcasts*, n° 362, 15 June 1954.

⁵⁴³MULLIK, B. N., *My Years with Nehru. The Chinese Betrayal*, Bombay, Allied Publishers, 1971, p. 180.

autonome du Tibet est officiellement inauguré à Lhassa. Chen Yi, le représentant du gouvernement central chinois, confiant et certain de contrôler le Tibet, souligne à cette occasion la bonne entente entre Chinois et Tibétains, travaillant main dans la main pour le développement socialiste du Toit du monde, ainsi que les progrès accomplis :

*« Au cours des dernières années, les relations entre les autorités centrales et le Thibet se sont considérablement améliorées. Le Dalai Lama et le Panchen Lama ont été choisis comme principaux membres de l'Etat. La participation des dirigeants du peuple thibétain à la direction des affaires politiques de toute la Chine ne s'était jamais vue auparavant dans l'histoire. (...) Les autorités centrales ont déjà mené à bien l'étude au Thibet de certains projets d'édification et de travaux de construction. Une ligne de chemin de fer de Lanchow à Lhassa sera également construite dans l'avenir. Tout cela montre que nous avons fait de grandes réalisations pour faire disparaître le manque d'entente entre les Hans et les Thibétains et pour établir des relations plus étroites entre les autorités centrales et le Thibet. (...) En peu de temps, nous avons pu mettre fin à l'antagonisme entre les Hans et les Thibétains, et à l'état de division du Thibet, qui ont été délibérément entretenus pendant longtemps par les impérialistes et la clique dirigeante réactionnaire des Hans. C'est là ce que nous avons réalisé de plus important et de plus fondamental ces dix dernières années. »*⁵⁴⁴

⁵⁴⁴Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, G.C.R/JAS/DEL/LAI, Inauguration à Lhassa d'un Comité préparatoire pour le Thibet, extrait de la déclaration de Chen Yi, délégué de la République populaire de Chine. Agence Chine nouvelle-en morse-22/4/56, traduction de l'anglais.

La création du comité, ajoute Chen Yi, est une nouvelle étape dans l'intégration du Tibet à la mère-patrie, qui doit lui permettre de marcher sur la « voie glorieuse du socialisme. » Certes, les « réformes démocratiques » doivent être mises en place « conformément à la volonté des Thibétains » et ne peuvent « être menées à bien que lorsque les dirigeants et le peuple thibétain les demandent et sont bien décidés à les faire ». Mais celles-ci sont inévitables : « C'est (...) une brillante victoire de la politique du Parti communiste chinois à l'égard des nationalités. Avec l'inauguration du comité préparatoire pour la région autonome du Thibet, l'œuvre à accomplir au Thibet entre dans une nouvelle phase. (...) le passage de toutes les nationalités de notre pays à une société socialiste se réalisera séparément et de manières différentes. Cependant, afin de faire disparaître l'état arriéré dans tous les domaines, hérités du passé, et de permettre le progrès politique économique et culturel, une nationalité doit inévitablement procéder aux réformes nécessaires.»⁵⁴⁵

Le même jour, le dalaï-lama, alors président du nouveau comité, déclare devant la délégation gouvernementale chinoise que la création du comité préparatoire est « un événement très heureux et de la plus grande portée historique dans la vie politique du peuple tibétain ; c'est aussi un très heureux événement pour les peuples de toutes les nationalités de la mère-patrie. » (...) Ainsi que le Président Mao l'a clairement indiqué, le Parti Communiste Chinois pratique une politique de protection à l'égard de la religion et accorde la même protection aux incroyants et aux croyants, de quelque religion qu'ils se réclament ; les religions sont protégées à présent et seront protégées dans l'avenir. (...) Le socialisme signifie une société réellement heureuse, et le Tibet n'a d'autre alternative que de prendre la voie du socialisme. »⁵⁴⁶

⁵⁴⁵Ministère des Affaires étrangères, Paris, 638, G.C.R/JAS/DEL/LAI, Inauguration à Lhassa d'un Comité préparatoire pour le Thibet, extrait de la déclaration de Chen Yi, délégué de la République populaire de Chine. Agence Chine nouvelle-en morse-22/4/56, traduction de l'anglais.

⁵⁴⁶Ministère des Affaires étrangères, Paris, 638, Amede Beaulieux, Consul Général de France à Hong Kong à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Direction d'Asie-Océanie, Hong Kong, le 19 mai 1956, N° 256/AS.



Inauguration du comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet. Lhassa, 1956. De gauche à droite : Un officier tibétain, Hünwang, le dalaï-lama, le représentant chinois Chen Yi et le panchen lama. Source : <http://www.case.edu/affil/tibet/tibetanSociety/social.htm>

Cependant, le dalaï-lama ajoute qu'introduire immédiatement les réformes serait prématuré : *«The present conditions in Tibet are still a long way off from socialism and we must carr out reforms step y step. (...) The reforms will be done through consultation by the leaders of Tibet and the broad masses of the people themseles and not by others on their behalf.»*⁵⁴⁷ Mais les autorités chinoises s'empresent de rassurer l'aristocratie tibétaine :

« En vertu des instructions du gouvernement Central, les réformes futures dans la Région Tibétaine seront menées graduellement des niveaux supérieurs aux niveaux inférieurs et par consultation pacifique, conformément aux vœux de la grande majorité du peuple. (...) le gouvernement devra prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que la position politique et la vie matérielle de la classe supérieure de la nationalité tibétaine (...) ne souffre aucune diminution et même si possible soit améliorée ; autrement dit, que les réformes ne soient que pour

⁵⁴⁷ *Tibet, 1950-1967..., op. cit.*, p. 52.

le meilleur et non pour le pire. Une telle méthode est avantageuse pour l'aristocratie et les lamasseries, et sa mise en vigueur sera également avantageuse pour le peuple. »⁵⁴⁸

Le consul général français à Hong Kong, Amede Beaulieux, note à ce propos qu'il est « piquant de voir un dirigeant communiste présenter le maintien d'une classe possédante dans ses privilèges comme une garantie du bonheur des masses ; mais les subtilités tactiques du communisme n'en sont plus à étonner personne. »⁵⁴⁹

Pour preuve de leur bonne volonté, les autorités chinoises laissent le dalaï-lama séjourner en Inde du 2 novembre 1956 au 2 avril 1957 afin qu'il puisse assister à plusieurs cérémonies religieuses. Pékin a compris l'intérêt d'une politique d'appui, au moins en apparence, du bouddhisme tibétain.⁵⁵⁰

2. La société tibétaine divisée face à Pékin.

a. Coopérer ou résister ?

L'attitude du dalaï-lama vis-à-vis de Pékin apparaît aux observateurs français comme un « total vasselage » : « S'agit-il de la part des deux leaders tibétains, convaincus de la futilité de toute résistance, d'une acceptation de l'inévitable, d'une tentative pour obtenir de Peking un minimum de concessions au prix d'une politique de collaboration avec l'occupant ? ou bien faut-il croire à leur ralliement sincère aux idéaux de la Chine Nouvelle et à leur volonté d'arracher leur pays, avec l'aide chinoise, à son croupissement

⁵⁴⁸ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 638, Amede Beaulieux, Consul Général de France à Hong Kong à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Direction d'Asie-Océanie, Hong Kong, le 19 mai 1956, N° 256/AS.

⁵⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁵⁰ L'arrivée du dalaï-lama correspond au moment où se déroulent les fêtes organisées en Inde pour le 2500^{ème} anniversaire du Bouddha, avec le quatrième Congrès mondial du bouddhisme et à quelques jours près avec l'arrivée de Chou En-Lai en visite officielle. Lors de plusieurs entretiens entre Nehru et Chou En Lai, ce dernier s'efforce de faire oublier les ombres qui avaient obscurci les relations sino-indiennes. La principale était l'accord sino-népalais conclu à Katmandu le 20 septembre 1956 mettant fin aux privilèges des Népalais au Tibet. Calqué sur le traité sino-indien de 1954, ce traité donne à la Chine le droit d'avoir un consulat général ainsi que trois agences commerciales et prévoit une aide économique de Pékin. Ces dispositions inquiétèrent beaucoup les autorités indiennes. La Chine communiste n'est-elle pas en train de manifester sa volonté d'utiliser le Tibet comme une base de pénétration politique vers le sud ?

féodal ? La maîtrise des communistes chinois en matière de « brainwashing » est trop connue pour que cette dernière hypothèse puisse *a priori* être exclue. (...) Quelles que puissent être leurs pensées secrètes, le Panchen et le Dalai se présentent sous les espèces de marionnettes reprenant avec un scrupuleux conformisme tous les thèmes bien connus de la « politique des nationalités élaborée par le P.C.C et mise en œuvre par le gouvernement. »⁵⁵¹ L'ancien gouverneur tibétain de Gyantse a quant à lui une explication quelque peu plus nuancée : « *What course has his Holiness but to accede to these requests when made under the heavy political pressure that is brought to bear on Him through the presence of a hundred thousand Chinese soldiers in His country and when a refusal might lead to a major crisis which would further injure his country and his people.* »⁵⁵²

Quoi qu'il en soit, il semble qu'une partie de la société tibétaine, jadis opposée au gouvernement de Lhassa, assure de son soutien le nouveau régime. Une partie de l'aristocratie fait le choix de coopérer avec les Chinois afin de garder ses privilèges et parce qu'elle pense que l'absorption du Tibet par la Chine est inévitable. Le gouvernement chinois joue également sur les divisions qui existent depuis toujours dans la société tibétaine, comme l'opposition entre le chef des Tibétains et le panchen-lama, qui traite directement avec la Chine de façon indépendante. L'entourage proche du dalaï-lama cherche de son côté un moyen de préserver son autorité, conscient du danger de voir à terme le pouvoir politique du gouvernement tibétain totalement passer sous le contrôle de la Chine.

b. Un renforcement du contrôle du Tibet de moins en moins toléré par le peuple tibétain.

L'essentiel du pouvoir est entre les mains des cadres chinois et le *Kashag* doit se contenter de jouer surtout un rôle symbolique. Le Tibet est soumis depuis la signature de

⁵⁵¹ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 638, Amede Beaulieux, Consul Général de France à Hong Kong à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Direction d'Asie-Océanie, Hong K ong, le 19 mai 1956, N° 256/AS.

⁵⁵² NARA,793B.00//9-656, Thubten Nyenjik Abbot of Gyantse Monastery and Governor of Gyantse Province, Government of Tibet,Kalimpong, 20th July 1956.

l'Accord en 17 points au contrôle absolu du représentant du gouvernement central, le général Chang Ching-Wu. En outre, malgré les assurances des autorités chinoises, leur présence transforme les structures socio-politiques du Tibet, et d'abord dans le domaine de la religion. Certes, la résolution sur les réformes démocratiques adoptée par la seconde session plénière du comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet stipule que les croyances religieuses doivent être protégées ainsi que « les reliques historiques » et les « monastères patriotiques et respectueux de la loi. »



PLA soldiers publicizing the CPC policies for religious freedom

Les soldats de l'APL en train de faire connaître les politiques du Parti communiste chinois pour la liberté religieuse

Source: JIAWEI, Wang, GYALTSAN, Nyima, *The Historical Status of China's Tibet*, Beijing, China Intercontinental Press, September 1997.

Mais c'est un bouddhisme étroitement encadré et contrôlé par l'Etat, vidé de ses aspects considérés comme les plus subversifs qui est en réalité toléré. Très vite, les autorités chinoises s'attaquent à la position des bonzes et au bouddhisme tibétain, tant pour des raisons idéologiques que parce que la subversion et l'opposition au communisme

se retrouvent principalement parmi les bonzes. Si le Tibet propre est épargné dans un premier temps par les attaques communistes contre le bouddhisme, en octobre 1956 est établi une branche au Tibet de la *China Buddhist Association*. Le journal *Tibet Jih Pao* du 18 octobre 1957 rapporte les propos de Chang Kuo-hua, député-secrétaire du *Tibet Work Committee* qui définit ainsi les objectifs de l'Association bouddhiste : « (...) *In order to better implement the policy of religious freedom, it is the duty of the Tibetan Buddhist Association to transmit regularly and propagate to the Buddhists, the policies, laws and decrees of the Party and government; organize them to engage in study and positively take part in the anti-imperialist and patriotic campaign and the campaign for defending world peace as well as in various construction undertakings.* »⁵⁵³

L'est du Tibet n'est quant à lui pas épargné. En septembre et octobre 1958, une campagne est menée dans le Gansu et le Qinghai durant laquelle les religieux tibétains sont accusés d'exploiter les masses. Dans un article paru dans le journal pékinois *Mintsu T'uan-chieh* du 6 janvier 1959, un écrivain décrit les événements de la campagne menée contre les bonzes dans la région autonome du Kanan, dans le Gansu, en ces termes : « *During the struggle of reasoning against counter-revolutionaries and wicked elements in the lama circle, having clearly realized the true face of these people who seem to be of exceptional virtue and purity of conduct but who are really extremely evil and dissipated, the masses gnashed their teeth in hatred and unanimously refuted their crimes.* »⁵⁵⁴

Par ailleurs, même si l'ensemble des réformes prévues par Pékin ne sont pas mises en place immédiatement, la Chine décide néanmoins de mettre en pratique certaines d'entre elles. Une loi du 28 juin 1950 appelait déjà à l'abolition du « système féodal d'exploitation. » A la veille de la révolte tibétaine de mars 1959, le groupe des propriétaires terriens en tant que classe est liquidé dans la plupart des régions.⁵⁵⁵ Les Chinois essayent également d'imposer le credo communiste. L'un des objectifs de Pékin à plus ou moins long terme est de transformer le peuple tibétain en une masse d'individu fidèle au régime chinois. Un plan de recrutement de 8000 étudiants tibétains en quatre ans

⁵⁵³ NARA, RG 59 General Records of the Department of state, Entry 5514, Box 26. Intelligence Report n° 7985, Chinese Communist policies in Tibet, Asian Communist Areas Division, Office of Research and Analysis for Sino-Soviet Bloc, March 31, 1959.

⁵⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵⁵ "China Reds Press agrarian reform", *The New York Times*, February 1951.

est prévu et des cadres rompus à la dialectique marxiste-léniniste sont formés au Tibet et en Chine.⁵⁵⁶ Le comité préparatoire dispose également d'un organe de propagande avec le *Hsits'ang Jihpao, Le Quotidien du Tibet*, dont le premier numéro est publié à Lhassa le 22 avril 1956 en chinois et en tibétain. Sa principale mission consiste à « diffuser l'idéologie patriotique, éduquer les cadres et toutes les couches de la population et élever leur conscience politique. »⁵⁵⁷

Très rapidement, des écoles sont ouvertes comme autant de relais de la propagande communiste. *New China News Agency* rapporte en avril 1957 qu'au cours des six dernières années, sept écoles primaires sont créées au Tibet. Le journal *Tibet Jih Pao* révèle le 2 août 1957 que ces ouvertures ne se sont pas faites sans une certaine amertume de la part des Tibétains.⁵⁵⁸ Un réfugié tibétain témoigne de la volonté de Pékin d'endoctriner le peuple par l'intermédiaire des écoles : « *There is no vocational training and no attempt to familiarize the pupils with their own cultural and religious heritage; in fact the Chinese are waging a continuous campaign to close all the indigenous schools, none of which have ever taught Chinese. The aim of Chinese education in Tibet is the production of reliable pro-Chinese Communists (...).* »⁵⁵⁹ Pékin tente également de former un groupe de cadre tibétain fidèle au régime. Ainsi en 1957, 5000 cadres « révolutionnaires » sont Tibétains, 1000 Tibétains font parti du Parti communiste, et 2000 jeunes sont membre de la Ligue communiste selon le journal *Tibet Jih Pao*.⁵⁶⁰

La présence des Chinois sur leur territoire est de plus en plus mal tolérée par les Tibétains. Ceci ressort dans les déclarations officielles chinoises qui reconnaissent la maladresse des cadres chinois qui ne respectent pas les us et coutumes tibétaines. Un climat de méfiance s'installe. Les cadres tibétains ne veulent pas travailler, les écoles

⁵⁵⁶ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 638, « du problème tibétain », Direction Générale des Affaires politiques, Paris, le 6 novembre 1957.

⁵⁵⁷ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 638, Amede Beaulieux, Consul Général de France à Hong Kong à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Direction d'Asie-Océanie, Hong Kong, le 19 mai 1956, N° 256/AS.

⁵⁵⁸ Nara, RG 59 General Records of the Department of state, Entry 5514, Box 26, Intelligence Report n° 7985, Chinese Communist policies in Tibet, Asian Communist Areas Division, Office of Research and Analysis for Sino-Soviet Bloc, March 31, 1959, p.13.

⁵⁵⁹ Nara, RG 59 General Records of the Department of state, Entry 5514, Box 26, Intelligence Report n° 7985, Chinese Communist policies in Tibet, Asian Communist Areas Division, Office of Research and Analysis for Sino-Soviet Bloc, March 31, 1959, p.13.

⁵⁶⁰ *Ibid.*

chinoises sont rejetées et les enfants envoyés en Chine pour leur éducation soulèvent le mécontentement des parents. Des projets de construction sont même abandonnés en 1957 à cause de l'opposition de la population.⁵⁶¹ Le Maharaja Kumar, qui projette un voyage à Lhasa en 1956 pour inviter le dalaï-lama à une cérémonie religieuse en Inde, affirme que les communistes chinois ont de grosses difficultés à absorber le Tibet politiquement et économiquement. Pour lui 95% de la population est opposée à la présence chinoise. L'opposition tibétaine est bien présente. A titre d'exemple, les camions chinois sont obligés de travailler en groupe de neuf ou plus afin d'éviter les sabotages.⁵⁶² Mais c'est à l'est du Tibet, dans les régions du Kham et de l'Amdo, que le mécontentement débouche sur une véritable révolte contre Pékin.

3. La révolte du Kham et de l'Amdo.

a. Pékin impose les réformes à l'est.

Si les autorités chinoises se sont efforcées de ne pas trop perturber le mode de vie des populations vivant à Lhasa et dans ses environs, ce n'est pas le cas dans les régions de l'est et du nord du Tibet, le Kham et l'Amdo. Habitées par les semi-nomades Goloks dans la province chinoise du Qinghai, et par les Khampas de part et d'autre du Yangtse, cette zone regroupe des populations ethniquement tibétaines et spirituellement liées au dalaï-lama. Ces régions, jadis sous la juridiction de Lhasa, sont en 1950 sous celle de la Chine. Déjà sous les nationalistes, Pékin a bien du mal à imposer son autorité sur ces populations nomades chérissant leur liberté. Le médecin français André Migo, qui a travaillé dans cette partie du Tibet juste avant que les communistes n'arrivent au pouvoir en Chine, évoque le contrôle « nominale » de la Chine sur ces régions. Il note que leurs habitants n'obéissent qu'à leur propre chefs et se moquent du carcan administratif qu'essaye d'y

⁵⁶¹ "Jen-min, Jih-pao, 13 March 1959" in *International studies*, Special issue on Tibet, vol. 10, n° 4, April 1969, Asia Publishing House, New Delhi, 1969, p. 555.

⁵⁶² NARA, RG 84 Records of the Foreign Service posts of the Department of State. Memorandum of conversation, December 13, 1955, Gangtok, The Maharaj Kumar of Sikkim and Christopher Van Hollen.

imposer Pékin.⁵⁶³ Nehru les décrit en ces termes : « *A hardy and turbulent people who have hardly ever submitted to any firm Governmental control from above.* »⁵⁶⁴

C'est dans ces zones qui constituent dans la convention de Simla le « Tibet intérieur », que les communistes chinois décident d'appliquer les « réformes démocratiques. » La première tâche à laquelle s'attèle Pékin est d'intégrer le Kham et l'Amdo dans la nouvelle constitution chinoise en les redécoupant administrativement. Dans un second temps, elle entreprend d'introduire les réformes dans les zones frontalières des provinces du Yunnan, du Qinghai, du Gansu, et du Sichuan. En juillet 1954, Pékin lance ainsi un programme de redistribution des terres et d'abolition du servage. L'ordre ancien doit être supprimé et remplacé par des associations de paysans qui seront les unités de base du pouvoir. A la fin de l'année 1954, les premiers incidents éclatent entre les autorités chinoises et les populations locales. Pékin essaye en effet, outre d'imposer sa propre administration, de confisquer les armes dans les zones habitées par les Goloks. Les troupes chinoises sont alors attaquées et beaucoup de soldats du côté chinois sont tués.

En 1955 et 1956, Mao Zedong accélère la collectivisation. Les « minorités nationales » doivent désormais bénéficier des « réformes démocratiques. » Des groupes d'aides mutuelles sont ainsi créés tandis que le programme de redistribution des terres est accéléré. Dans le Kham et l'Amdo, Pékin tente de sédentariser les nomades khampas. Ceci donne lieu à plusieurs affrontements dans le Sichuan, le Yunnan et le Gansu.

b. L'embrasement du Tibet de l'est.

Au printemps 1956, un premier incident sérieux éclate. Un groupe de Goloks massacre une garnison chinoise à Dzachuka, après que celle-ci ait essayé de confisquer leurs armes. C'est dans le Yunnan, à Lithang, Changtreng et Gyalthang qu'éclate une révolte majeure appelée « révolte de Kanding » par les Chinois. Elle se caractérise par des

⁵⁶³ MIGOT, André, *Tibetan Marches*, London, Rupert Hart-Davis, 1955, p. 97-98.

⁵⁶⁴ NA, Kew, PREM 11/ 4008, Text of personal message from the Prime Minister of India, dated April 6, 1959, to Rt. Hon. Harold Macmillan, MP, Prime Minister of U.K.

attaques spontanées contre les cadres chinois venus mettre en place la collectivisation. La journaliste américaine Anna L. Strong, procommuniste, décrit cette révolte en ces termes :

*« The Kanting rebellion broke in the winter of 1955-56 and took the form of murdering central Goernment officials and Han citizens, there being no PLA in the area. As soon as the PLA arrived, they easily put down the rebels, but these fled into deeper hills and eventually into Chando. Arms were easy to get, for at least fifty thousand muskets and rifles had been left in the area from the warlords' battles between Tibetans and Szechwan warlords. (...) The Szechwan-Chamdo rebellion was basically repressed by the end of 1956, though isolated groups would remain as bandits as long as an monastery fed them or until " local people's control" was organized. The bulk of the dfeated rebels moved into Tibet. They were the Khampas, Sikang troops, cavalry, wild and undisciplined, accustomed to living by loot.»*⁵⁶⁵

Plusieurs monastères où trouvent refuge les insurgés sont bombardés par les troupes chinoises, tel le monastère de Changtreng Sampheling, en février 1956. Après avoir appris le bombardement de Changtreng, la population de Lithang organise la défense de son monastère. La mort de l'un de ses chef au cours d'une embuscade avec les Chinois met le feu aux poudres. Les camps chinois sont attaqués et la Chine compte de nombreuses victimes. Pendant près d'un mois, les troupes chinoises assiègent le monastère de Lithang et finissent par le bombarder. Peu après, de nombreux Khampas franchissent la rivière Drichu et viennent se réfugier au Tibet central en apportant avec eux le récit des bombardements ayant fait de nombreuses victimes tibétaines. Un officiel tibétain raconte ainsi que plus de quatre mille personnes ont été tuées.⁵⁶⁶ Dans une pétition envoyée à Nehru par un groupe de Tibétains exilés, le même chiffre de 4000 Tibétains tués dans le bombardement de Lithang, soit presque tout le village, est également donné.⁵⁶⁷

⁵⁶⁵ STRONG, Anna Louise, *When Serfs Stood Up in Tibet*, Pekin, New World Press, 1960, p. 65-66.

⁵⁶⁶ NARA, 793B.00/6-2756, From Amcongen, Calcutta to the Department of State, May 18 1956.

⁵⁶⁷ Hutheesing Raja, *Tibet fights for freedom...op.cit.*, p. 24.

Dans une lettre ouverte, Thubten Nyenjik, un ancien bonze du monastère de Gyantse et gouverneur de la même province, évoque le 20 juillet 1956 le soulèvement de tout un peuple contre la tyrannie chinoise et parle d'une « guerre d'indépendance » :

*« It is here, in Outer Tibet, an area about one million square miles, where the Chinese for the past 42 years and more, ever since the days of the Manchus, have been doing their utmost to colonise the country and have even imported large numbers of Chinese settlers, that the trouble has first broken out : --ample testimony to the failure of an alien Government to subjugate and absorb the Tibetans who believe in their own national integrity. (...) It is owing to the resistance passive or active, of Tibetans from all walks of life that the Chinese during the six years of their occupation have been unsuccessful in their designs on us. This could only have been achieved by the determined and united resistance of a nation in the face of cajolery, threats, torture and death. (...) A full scale war of independence is now raging in Eastern and North-Eastern Tibet and the people of the provinces of Litang, Bha, Chantin (...) have driven out all Chinese troops after savage fighting. »*⁵⁶⁸

c. « Il n'y a pas de rebellion au Tibet. »⁵⁶⁹

Les communistes chinois essayent dans un premier temps de cacher les difficultés qu'ils rencontrent pour maintenir l'ordre à l'est du Tibet. Avouer l'existence de troubles au Tibet reviendrait en effet, aux yeux de Pékin, à « perdre la face. » Le 25 juin 1956, le député Kuan-Yin déclare devant le congrès national du peuple à Pékin que le révolte est due à une poignée de réactionnaires crispés sur ses privilèges : « (...) *there were still a small number of feudal lords who were unwilling to give up their very unreasonable exploitation and who refused to withdraw from the political arena or who were afraid that their livelihood and political position would be precarious after the reforms. At the*

⁵⁶⁸NARA, RG 59 General Records of the Department, An open letter from a refugee Tibetan official, 1956, Intelligence Report n° 7985, Chinese Communist policies in Tibet, Asian Communist Areas Division, Office of Research and Analysis for Sino-Soviet Bloc, March 31, 1959.

⁵⁶⁹NARA, 793B.00/8-1956, Liu Ke-Ping interviewed, New China News Agency release, August 7, 1956, From Hong Kong to Department of State, Calcutta 's Despatch 828 of June 27, 1956.

*instigation of the remnant KMT bandit agents, they exaggerated some of the shortcomings in our work as pretexts to create antagonism among nationalities, resulting in the occurrence of revolts in individual areas.»*⁵⁷⁰ Le 6 août 1956, le président du comité des Affaires des nationalités, Liu Ke-Ping, admet que fin février 1956, une révolte a éclaté, organisée par des seigneurs féodaux manipulés par le Guomindang. La rébellion serait le fait de quelques propriétaires terriens et n'aurait pas de racines nationales. Le lendemain, dans une communiqué de de la *New China News Agency*, Pékin évoque la révolte de Lithang pour dire qu'elle est sous contrôle : « (...) *the rebellion (limited to the area of Batang and Litang in the southern part of the Chou) (...) has been mainly settled (...) Military measures against the rebels were necessary.»*⁵⁷¹ En réalité, attaquées dans leur conceptions et voyant leur système politique et religieux s'effondrer, les populations de l'est du Tibet se rebellent quelle que soit leur appartenance sociale.

Lors de la session du congrès populaire national tenue le 27 juin 1956, le président tibétain de l'Association bouddhiste chinoise du Qinghai, Shirob Galtso, n'hésite pas à prendre la défense de ses compatriotes du Szetchouan où les combats font rage entre Chinois et Khampas : les mesures introduites au Szechwan, et notamment la confiscation des armes du peuple et de celles offertes en offrande dans les monastères, ont créé l'inquiétude dans les lamaseries.⁵⁷² Il souligne l'importance à ses yeux de prendre en compte les particularités du peuple tibétain : « *Owing to differences in standards, the methods to be adopted should be different. A vital point in this connection is to pay keen attention to the religions of the minorit nationalities.(...) (The Tibetans) are very conserative and hold fast to their native customs.(...) seeking rapid development of anything else should not be permitted. »*⁵⁷³ Il faut attendre le 28 mars 1959 pour voir Pékin avouer publiquement l'existence d'une révolte de grande ampleur : de mai à juin 1958, les Tibétains se sont révoltés dans les régions de Chamdo, Dinching, Nagchuka, et Loka,

⁵⁷⁰ NARA, 793B.00/8-1956, Speech of So Kuan-yin , June 25 1956.

⁵⁷¹ NARA, 793B.00/8-1956, Liu Ke-Ping interviewed, New China News Agency release, August 7, 1956, From Hong Kong to Department of State, Calcutta 's Despatch 828 of June 27, 1956.

⁵⁷² NARA, 793B.00/8-1956, From Hong Kong to Department of State, Calcutta 's Despatch 828 of June 27, 1956.

⁵⁷³ *Ibid.*

« attaquant des agences et des unités de l'armée du gouvernement central. »⁵⁷⁴ A l'étranger en revanche, la révolte fait rapidement son apparition dans la presse. Les journalistes se basent sur les témoignages des Khampas qui ont fui vers l'Inde et le Népal.

Le 6 mai 1956, des rumeurs font ainsi état au Népal de « vastes régions du Tibet (...) entrées en rébellion ouverte contre la Chine communiste. » Interrogé plus tard à ce sujet par les Britanniques qui craignent une propagation de la rébellion au Bouthan, le Premier ministre Bouthanais, Jigme Dorji, affirme ne pas savoir si l'existence d'un soulèvement des Khampas au Tibet est vraie ou non. Cependant, il reconnaît qu'il existe de « fréquents conflits » entre les Chinois et les Khampas.⁵⁷⁵ Le 11 mai 1956, un porte-parole du gouvernement indien fait état d'une opposition tibétaine à la réforme agraire tout en qualifiant de « fortement exagérées » les rumeurs d'une révolte généralisée contre la Chine.⁵⁷⁶ Les combats entre les Chinois et les nomades tibétains sont en revanche régulièrement évoqués dans la presse indienne.

The Current, journal de Bombay, se fait l'écho le 16 mai 1956 d'une rébellion dans le district de Golok qui a commencé en mars de la même année. Trois mille hommes auraient été envoyés par Pékin pour contenir les rebelles qui contestent l'introduction de lourdes taxes et les atteintes de la Chine à l'autorité du dalaï-lama. Le journal évoque également l'arrestation de nombreuses personnes qui se sont aussi vues confisquer leurs armes et les tensions avec l'administration communiste qui tente d'imposer ses réformes.⁵⁷⁷ Le *Times of India* le 18 juin 1956, rapporte l'envoi de tanks par Pékin à l'est du Tibet. Par ailleurs, la visite de Nehru prévue au Tibet a été annulée, probablement en raison des troubles politiques que connaît le Toit du monde, note le même journal le 30 juillet 1956 : « *It is no secret that there was unrest there some time ago. The Chinese leaders themselves admitted that they had been a bit too rash in trying to force the pace of*

⁵⁷⁴ NARA, RG 59 General Records of the Department of state, Entry 5514, Box 26, Intelligence Report n° 7985, Chinese Communist policies in Tibet, Asian Communist Areas Division, Office of Research and Analysis for Sino-Soviet Bloc, March 31, 1959, p.15.

⁵⁷⁵ NA, Kew, FO 371/ 141589, FT 1015/2Khampa Revolt in Tibet, Telegram from Delhi to Commonwealth Relations Office N° 60.

⁵⁷⁶ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 638, Amede Beaulieux, Consul Général de France à Hong Kong à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Direction d'Asie-Océanie, Hong K ong, le 19 mai 1956, N° 256/AS.

⁵⁷⁷ *The Current*, May 16 1956.

*reforms in Tibet and so alienating a large section of the Lamas who were not quite prepared for revolutionary changes.»*⁵⁷⁸

Le journal *Kanze Pao* rapporte quant à lui au printemps 1957 : « *When the reform was first launched a few short-sighted feudal lords and landlords, acting at the instigation of counter-revolutionary elements organized armed revolts in an attempt to resist the reform (...). But under nationalistic and religious pretenses the reactionary feudal lords and landlords opposed the just demands of the people, and carried out counter-revolutionary armed revolt. They besieged the government, burned government stores and warehouses, disrupted communications, robbed the masses, killed cadres, attacked the People's Liberation Army and cruelly mutilated those activists who wanted reform (...) the Party and government were compelled to wage an armed struggle to put down the rebellion.»*⁵⁷⁹

IV. Une coexistence de plus en plus difficile.

A. La présence chinoise ouvertement contestée.

1. Le *Mimang Tsongdu*.

En 1956, pour la première fois depuis 1952, les rues de Lhassa voient des affiches demandant aux Chinois de partir placardées par le groupe *Mimang Tsongdu*. Créé en 1954 au moment de la visite du dalaï-lama en Chine pour tenter de l'en dissuader, ce groupe représente le point culminant de la crainte des Tibétains de voir le pouvoir du dalaï-lama s'effriter. Un sentiment de colère domine parmi les officiels proches du dalaï-lama et les commerçants tibétains contre la Chine mais aussi contre l'aristocratie tibétaine vue comme la complice des communistes chinois au lieu de chercher à protéger la position du dalaï-lama.

⁵⁷⁸ HU THEESING, *Raja, Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 26.

⁵⁷⁹ *Ibid.*, p. 23.

Le *Mimang Tsongdu* milite avec des tracts et des pétitions envoyées au *Kashag* ainsi qu'au représentant chinois qui demandent le maintien de l'armée et de la monnaie tibétaine. Le groupe connaît une grande popularité qui dépasse les frontières de Lhassa. Il établit notamment des branches à Gyantse et à Shigatse. Il réussit même à obtenir le soutien d'importants officiels du gouvernement tibétain comme Phala ou bien encore Kalon Surkhang Wangchen Gelek, un membre du *Kashag* qui espère que ce mouvement de protestation puisse permettre au gouvernement tibétain de faire pression sur les Chinois pour obtenir plus de libertés. Plusieurs leaders religieux donnent également leur soutien à ce groupe.⁵⁸⁰

Cependant, la position de Pékin au Tibet est solide et bien établie et l'impact politique du groupe semble n'avoir qu'un effet limité. D'autant plus que ni le *Kashag* ni le dalaï-lama ne le soutiennent officiellement. Les autorités chinoises demandent au *Kashag* de mettre en terme aux activités du *Mimang Tsongdu*, sans quoi se sont les troupes de l'Armée populaire de libération qui s'en chargeront. Premier mouvement populaire réunissant des Tibétains d'horizons différents, le *Mimang Tsongdu* est finalement disloqué. Il n'empêche, même si ce mouvement n'a pas de véritable impact sur le contrôle de Pékin du Tibet, il témoigne du mécontentement grandissant de la population.

2. La contestation étudiante.

La contestation fait également son apparition chez les jeunes tibétains envoyés étudier en Chine depuis 1951 afin de former de futurs cadres dociles pour l'administration chinoise au Tibet. Du 1^{er} mai au 7 juin 1957, Mao Zedong lance la campagne des Cent fleurs qui permet aux cadres et intellectuels chinois de faire part de leur critiques à l'encontre du Parti communiste chinois. Les membres des minorités nationales sont également encouragés à faire part de leur griefs. Parmi les étudiants tibétains de l'Institut des Minorités à Pékin, plusieurs d'entre eux affichent des posters dénonçant l'Accord en 17 points et critiquant l'établissement du comité préparatoire pour la Région autonome du

⁵⁸⁰ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow...*, op. cit., p. 145.

Tibet. Un petit groupe se nommant *Tsen gol* demande la restauration des pouvoirs du dalaï-lama. Les autorités chinoises sont surprises de voir que les Tibétains destinés à être les pions de leur administration au Tibet sont devenus, selon leur propre terme, des « réactionnaires » opposés à l'introduction de réformes démocratiques .»⁵⁸¹

3. Les « réformes démocratiques » à nouveau suspendues.

Les autorités chinoises savent que la situation est dangereuse et craignent un embrasement général du Tibet. Elles restreignent notamment l'accès aux journaux en tibétain publiés dans le Kham et l'Amdo⁵⁸² mais surtout , elles prennent la décision de ralentir la socialisation du Tibet qui a de toute façon beaucoup de difficultés à être établie. Mao Zedong annonce ainsi le 27 février 1957 dans son discours consacré «aux contradictions du peuple chinois » la suspension des réformes démocratiques au Tibet pour toute la durée du second plan quinquennal (1958-1962) en précisant que « les conditions ne sont pas mûres » : « *Because conditions in Tibet are not ripe, democratic reforms have not yet been carried out there. According to the 17-point agreement (...) reform of the social system must eventually be carried out. But we should not be impatient; when this will be done can only be decided when the great majority of the people of Tibet and their leading public figures consider it practicable.* »⁵⁸³

Ceci est de la part du président chinois un aveu d'échec pour rétablir le calme au Tibet. L'union des nationalités tant vantée par le discours officiel des communistes chinois n'est de toute évidence pas encore d'actualité. Une partie des cadres civils implantés dans la région est même rapatriée : « *An appropriate number of the work personnel of Han (Chinese) nationality who came to help prepare for democratic reforms in Tibet must also be transferred ,to other areas of the fatherland to take part in socialist construction. Pour Washington, cela signifie que les troubles se déroulant au Tibet ont atteint de « sérieuses proportions.* »⁵⁸⁴

⁵⁸¹ *Ibid.*, p. 164.

⁵⁸² The Dalai Lama, *My Land and My People...*, *op. cit.*, p. 158.

⁵⁸³ NA, Kew, FO 371/ 141589, FT 1015/2, Khampa Revolt in Tibet, Telegram from Delhi to Commonwealth Relations Office N° 60.

⁵⁸⁴ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 638, Intelligence Brief, n° 2142, June 28, 1957.

Le *Lhasa Tibet Jih Pao* du 2 août 1957 explique le retardement de la mise en place des réformes par le manque de soutien des élites tibétaines sur lesquelles Pékin souhaite pourtant s'appuyer : « *Facts have proved only a few of the upper strata personages support it (les réformes), while a majority still harbor warying degrees of doubt and are actually against it ; and that a small portion of the masses still lack such enthusiasm.* »⁵⁸⁵ Le 10 août 1957, le même journal commente : « (...) *among the people for our upper strata in Tibet, only a few support the reform, while the majority, who have not yet realized the advantages of the reform, are against it, and that the majority of the masses still lack enthusiasm for the reform...* »⁵⁸⁶

4. Lhasa embarrassée par la révolte des Khampas.

La population et les monastères de l'est du Tibet envoie au dalaï-lama, au gouvernement tibétain ainsi qu'aux trois plus grand monastères du Tibet central, des messages demandant leur soutien. Le dalaï-lama évoque dans ses mémoires cet épisode :

« *Slowly, from the reports of refugees, we began to receive a clearer impression of the terrible things that were happenings in the east and northeast... The Chinese were using artillery and bomber aircraft, not only against the guerrillas when they could find them, but also against the villages and monasteries whose people they suspected, rightly or wrongly, of having helped them. Thus villages and monasteries were being totally destroyed. Lamas and the lay leaders of the people were being humiliated, imprisoned, killed, and een tortured. Land was confiscated. Sacred images, books of scriptures, and things of holy significance to us, were broken up, derided, or simply stolen. Blasphemous proclamations were made on posters, in*

⁵⁸⁵ NARA, RG 59 General Records of the Department of state, Entry 5514, Box 26, Intelligence Report n° 7985, Chinese Communist policies in Tibet, Asian Communist Areas Division, Office of Research and Analysis for Sino-Soviet Bloc.

⁵⁸⁶ Nara, RG 59 General Records of the Department of state, Entry 5514, Box 26, Intelligence Report n° 7985, Chinese Communist policies in Tibet, Asian Communist Areas Division, Office of Research and Analysis for Sino-Soviet Bloc, March 31, 1959, p.4.

*newspapers and preached in schools, saying that religion was only a means of exploiting the people, and the Lord Buddha was a reactionary.»*⁵⁸⁷

Mais Lhassa refuse d'agir. A la fois par crainte que les Chinois n'accuse le dalaï-lama d'être impliqué dans la révolte de l'est mais aussi parce que le gouvernement tibétain ne considère pas ces régions comme étant sous sa juridiction. Pourtant, comme le rappelle le journaliste français Michel Peissel, « un mot du Dalai Lama, une seule déclaration, et tout le Tibet se serait levé et aurait affronté les Chinois. »⁵⁸⁸ Le chef spirituelle des Tibétains est embarrassé et préfère ne pas soutenir officiellement les Khampas. C'est en tout cas ce qu'affirme le haut-commissaire britannique à New Delhi le 7 mars 1959 : « *According to Indian Officials the Dalai Lama's Government is very embarrassed by the Khampa revolt and has agreed to Chinese intervention in order to stop the constant pillaging.* »⁵⁸⁹ Les autorités tibétaines pensent également qu'il est possible avec de la patience de parvenir à un compromis avec les communistes chinois et d'obtenir une véritable autonomie pour le Tibet. Tout autre est l'attitude des Khampas qui subissent l'occupation chinoise avec beaucoup plus de dureté. Pour eux, un compromis avec Pékin n'est pas possible.⁵⁹⁰

Seuls face à l'Armée populaire de Libération, des centaines d'entre eux n'ont d'autres choix que de se replier vers les montagnes ou de partir trouver refuge en Inde ou au Tibet central, déguisés en pelerins. Un nombre toujours croissant de réfugiés arrivent ainsi à Lhassa. Dans un premiers temps, les habitants refusent de croire leur récits. Les émigrés réunis à Kalimpong, devenu un centre de l'organisation de la résistance tibétaine, apprennent avec enthousiasme l'existence d'un mouvement de contestation d'ampleur au Tibet. Les autorités chinoises craignent alors que les émigrés tibétains tels Gyalo Thondup ou Shakapba ne cherche à obtenir le soutien de l'étranger, et notamment des Etats-Unis. Le *Kashag* se voit alors demander de rappeler tous les émigrés tibétains au Tibet. Cette requête resta bien entendu lettre morte.

⁵⁸⁷The Dalai Lama, *My Land and My people...*, op. cit., p. 158.

⁵⁸⁸Peissel Michel, *Cavaliers of Kham. The secret war in Tibet*, Londres, Heinemann, 1972, p. 90.

⁵⁸⁹ NA, Kew, FO 371/ 141589, FT 1015/2, Khampa Revolt in Tibet, Telegram from Delhi to Commonwealth Relations Office N° 60, 7th March 1959.

⁵⁹⁰NA, Kew, FO 371/ 141589, POL 296/2, Anderson to Twist, Office of High Commissioner New Delhi, 22nd March 1959.

Les autorités chinoises adoptent une attitude attentiste et n'interviennent pas contre les Khampas, par crainte qu'une intervention armée n'embrase le Tibet central. Le gouvernement tibétain regarde quant à lui avec inquiétude l'afflux de réfugiés autour de Lhassa. Au début de l'année 1958 près de 15 000 familles trouvent refuge à Lhassa et dans ses environs.⁵⁹¹ Soucieux de ne pas irriter les autorités chinoises, il accepte même d'expulser des centaines de nationalistes chinois et khampas qui avaient trouvé refuge dans la capitale.⁵⁹²

Plusieurs Khampas décident de leur côté d'organiser des collectes d'argent pour offrir un trône d'or au dalaï-lama. Outre le fait que ceci a pour effet d'unifier et de fédérer les Tibétains, l'argent récolté est utilisé pour organiser la rébellion et acheter des armes. Inquiets et ne pouvant pas agir librement, les Khampas partent de Lhassa et se dirigent au sud-est vers Lhoka. C'est ici que naît le groupe de résistance *Quatre rivières, six vallées* (Four Rivers, Six Ranges) ou *Chushi Gangdruk*, solennellement proclamé le 18 juin 1958, avec à sa tête Andrug Gonpo Tashi. Ce mouvement de résistance tibétaine regrouperait environ 80 000 combattants désireux de refouler Pékin hors du Tibet. Il fédère 37 forces alliées provenant essentiellement du Kham, mais aussi de l'Amdo. Quarante chefs sont désignés, dont 18 commandants chargés de coordonner les mouvements militaires. Un code en 27 points établit la conduite des combattants. Le quartier général du *Chushi Gangdruk* est établi à Dri-Guthang, au sud de Lhassa, puis déplacé à Tsona. Les combattants Khampas sont très mobiles grâce à leurs chevaux. Après des raids meurtriers pour leur adversaires ils se mettent à l'abri dans les montagnes où les Chinois n'osent s'aventurer. Ils rencontrent ainsi plusieurs succès notables contre Pékin en 1958 comme dans la région du Lhoka, près du Népal.

⁵⁹¹Peissel Michel, *Cavaliers of Kham...*, op. cit., p. 95.

⁵⁹²The Information and Publicity Office of H. H. the Dalai Lama, Andrug Gonpo Tashi, "Four Rivers, Six Ranges. Reminiscences of the Resistance Movement in Tibet", Dharamsala, 1973, p. 55.



9 Members of Four Rivers and Six Ranges, Lhoka, 1958.

Membres du groupe *Four Rivers, Six Ranges*. Source : SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000.

Le problème de la révolte des Khampas devient un point majeur de discorde entre les autorités tibétaines et Pékin. Les autorités chinoises accusent le gouvernement tibétain d'être complice de l'agitation khampa et lui pose un *ultimatum* lui demandant de trouver un moyen de mettre un terme à cette révolte. Les accusations de Pékin d'une conspiration entre le dalaï-lama et les Khampas semble infondée. Seule la mise en place forcée des « réformes démocratiques » dans le Kham et dans l'Amdo semblent être le point de départ de la protestation des nomades de l'est du Tibet.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement tibétain se retrouve dans une situation délicate. D'un côté, les Tibétains espèrent que la révolte des Khampas permette au gouvernement du dalaï-lama de se voir redonner plus de pouvoirs. De l'autre, les Chinois lui mette la pression car ils craignent que les Tibétains en profitent pour regagner leur indépendance politique. Tout compromis de leur part pourrait à leur yeux être interprété comme un signe de faiblesse, et ne ferait qu'alimenter la révolte. Quoi qu'il en soit, les Khampas s'implantent solidement dans des régions du sud-est jusque là épargnées par la guerilla.

Au début de l'année 1959, le dalaï-lama se dit « désespéré par la situation. »⁵⁹³ Divisé, incapable de prendre une décision au sujet de la révolte, le gouvernement tibétain assiste impuissant à la montée d'un profond sentiment anti-chinois parmi le peuple. Car alors que l'occupation chinoise se fait de plus en plus durement sentir, les Tibétains du Tibet central entendent de plus en plus de récits inquiétants sur les réformes menées par les Chinois à l'est. Se dessine alors peu à peu une opposition commune à la Chine qui fait émerger un véritable nationalisme tibétain : « *Consequently the Tibetans as a whole were united in their opposition to Chinese occupation. Their internal divisions in the past had more to do with the means to be used to get rid of them, than with the end, on which all were agreed.* »⁵⁹⁴ La population du Tibet central allait en effet bientôt rejoindre les Khampas dans leur lutte contre les communistes chinois. Sinha, alors Premier secrétaire en charge de la mission indienne au Tibet résume bien ce qui lui apparaît comme « une pure folie » : la révolte des Khampas s'est déplacée des montagnes vers les plaines de Lhassa et embrase toute la région.⁵⁹⁵

B. Le Tibet central se révolte.

1. Le soulèvement du peuple de Lhassa.

Le 7 février 1959, le nouveau représentant du gouvernement chinois au Tibet, Tan Guansan, invite le dalaï-lama à venir assister à une représentation de danse dans son campement. Le 7 mars, après la traditionnelle cérémonie du *Mönlam*, le chef des Tibétains qui réside alors dans son palais d'été du Norbulingka, fixe la date de sa venue au 10 mars.⁵⁹⁶ L'annonce officielle de la volonté du dalaï-lama de se rendre au campement militaire chinois provoque la surprise générale. De nombreux officiels lui font part de leur opposition, craignant qu'il ne soit alors retenu de force par les Chinois et qu'il ne soit

⁵⁹³The Dalai Lama, *My Land and My People...*, op. cit., p. 163.

⁵⁹⁴NA, Kew, FO 371/ 141589, POL 296/2, Anderson to Twist, Office of High Commissioner New Delhi, 22nd March 1959.

⁵⁹⁵ NA, Kew, FO 371/ 141589, FT 1015/6, From Peiking to Foreign Office, Mr. Wilson, N° 198, March 26, 1959.

⁵⁹⁶The Dalai-Lama, *Freedom in exile*, London, Hodder & Stoughton, 1990, p. 165-66.

obligé d'abdiquer. Et ce d'autant plus que les autorités chinoises demandent au dalaï-lama de ne pas venir accompagné de ses gardes du corps comme l'exige normalement le protocole. Un climat de suspicion générale règne à Lhassa.



Bundesarchiv, Bild 135-S-13-08-22
Foto: Schäfer, Ernst | 1938/1939

Porte d'entrée du Norbulingka en 1938. Source : *German Federal Archives*.

Le 10 mars 1959, les rumeurs circulent. Le dalaï-lama aurait été obligé d'abdiquer... Plusieurs centaines de personnes se dirigent vers le Norbulingka pour tenter de l'empêcher d'assister à la représentation. Lorsque les officiels tibétains arrivent au palais, son accès est bloqué par la foule. Laissant exprimer leur colère autant contre les Chinois que contre leur gouvernement accusé de s'être laissé corrompre par Pékin, la foule agresse Sampho, l'un des signataires de l'Accord en 17 points qui jouit alors d'une place de choix

au sein de l'administration chinoise. Khunchung Sonam Gyantso, un autre officiel tibétain travaillant au sein du Comité des affaires religieuses, et portant l'uniforme chinois, est tué.

Clairement, les Tibétains dirigent leur haine contre les élites tibétaines accusées d'avoir trahi le dalaï-lama. Les autorités chinoises, prises au dépourvu, accusent le *Kashag* d'avoir commandité la révolte. Il semble pourtant de toute évidence que celui-ci est tout aussi surpris qu'eux. Le matin du 10 mars, Kalon Surkhang Wangchen Gelek essaye de persuader la foule rassemblée autour du palais du dalaï-lama de se disperser en utilisant un mégaphone. Sans succès.⁵⁹⁷ Près de 10 000 personnes se réunissent autour du Norbulingka, décidées à empêcher le dalaï-lama d'en sortir. Rapidement des milliers de tibétains manifestent dans les rues de Lhassa.⁵⁹⁸ Les officiels tibétains, inconscients de l'importance des événements se rendent au spectacle de danse alors organisé pour le dalaï-lama au camp militaire chinois comme si de rien n'était.⁵⁹⁹

Les Chinois ont fait le pari de séduire les classes dirigeantes en espérant que les masses suivraient. C'est un échec. Bientôt, la révolte se propage. Le *Kashag*, incapable d'arrêter les manifestants, ne parvient pas non plus à convaincre les autorités chinoises qu'il n'est pas impliqué. La question de la sécurité du dalaï-lama est alors posée de façon de plus en plus pressante.

Le chef spirituel et politique des Tibétains est le seul à pouvoir influencer les manifestants. Pris « entre deux volcans sur le point d'entrer en éruption »⁶⁰⁰, le dalaï-lama pense que la révolte de la population est une pure folie. Soucieux de donner l'impression qu'elles contrôlent les événements, plutôt qu'elles ne les subissent, les autorités chinoises prennent l'initiative d'envoyer une lettre au dalaï-lama lui demandant de ne pas venir assister à la représentation. Le 11 mars 1959, le chef des Tibétains écrit au représentant chinois Tan Guansan une lettre dans laquelle il déclare ne pas pouvoir se rendre à la représentation à cause « d'éléments réactionnaires » présents dans son palais. Dans une seconde lettre, il affirme être opposé à cette révolte et que le Norbulingka est

⁵⁹⁷ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow...*, op. cit., p. 193.

⁵⁹⁸ NA, Kew, FO 371/ 141589, FT 1015/6, From Peiking to Foreign Office, Mr. Wilson, N° 198, March 26, 1959.

⁵⁹⁹ *Ibid.*

⁶⁰⁰ The Dalai Lama, *My Land and My people...*, op. cit., p. 172.

entre les mains d'un groupe d'officiels tibétains qui refusent de suivre ses conseils appelant au calme et à la modération.⁶⁰¹ Dans son autobiographie, le chef des Tibétains explique avoir écrit ces lettres pour gagner du temps et empêcher une attaque du Norbulingka par les autorités chinoises.⁶⁰² Ni lui, pas plus que le *Kashag* ne sont en effet en mesure de contrôler la foule qui construit des barricades autour du palais d'été du chef des Tibétains.

Concentrés autour de Lhassa, les Tibétains laissent exploser leur colère. Le *Kashag* commence le troisième jour de la révolte à distribuer les armes de l'arsenal du gouvernement tibétain. Cependant, la majorité des manifestants demeurent sans armes. Les autorités chinoises sont visiblement surprises par la révolte. Elles se concentrent dans un premier temps sur le désarmement des soldats tibétains qui participent activement aux combats. Ils sont près de 1500 et composent la garde rapprochée du dalaï-lama ainsi qu'une petite unité de police encore en fonction dans la capitale. Plusieurs unités sont également dispersées dans différentes localités du Tibet comme Shigatse, où 500 soldats constituent la garde rapprochée du panchen-lama.

Le dalaï-lama tente d'apaiser les esprits en affirmant aux officiels tibétains venus lui demander conseil qu'en aucun cas il n'est contraint par les Chinois à venir dans leur camp : « *I did my best to dissuade them from their action. (I) was not in any fear of personal danger from the Chinese and so they must not create a situation which could have (such) serious consequences for the people.* »⁶⁰³ Les officiels tibétains sont divisés. Certains soutiennent clairement les manifestants. D'autres au contraire craignent que cela ne mette en danger la sécurité du dalaï-lama qui ne peut de toute façon en tant que chef religieux appeler à la violence. Le *Kashag* ne veut pas être associé aux manifestations. Bientôt, la situation échappe à tout contrôle.

D'abord spontanée et sans leader, la manifestation voit des groupes s'organiser, notamment autour des corporations d'artisans. De nombreux meetings sont alors organisés autour de Lhassa. Les manifestants demandent également le soutien des missions népalaises et indiennes, sans succès. La pression de la foule demandant le soutien public

⁶⁰¹ *Concerning the Question of Tibet*, Beijing, Foreign Languages Press, 1959, p. 26-40.

⁶⁰² The Dalai Lama, *My Land and My People...*, op. cit., p. 187

⁶⁰³ *Ibid.*, p. 185.

du dalaï-lama et du *Kashag* est immense. Certains officiels craignent également que le chef des Tibétains, pris entre deux feux, ne finisse par faire d'importantes concessions aux Chinois. Le *Kashag* décide alors que la meilleure solution est de faire sortir le dalaï-lama de la ville, pour mettre à distance une situation pour le moins explosive.

2. La fuite du dalaï-lama et la répression de Pékin.

Le matin du 17 mars, deux mortiers tombent à côté du Norbulingka. Le dalaï-lama et son entourage quittent en secret le palais. Quelques heures auparavant, le consul indien est informé par un officiel tibétain des intentions du chef des Tibétains de se réfugier en Inde. Le 19 mars, alors que le dalaï-lama est sur le chemin de l'exil, le secrétaire des Affaires étrangères indien répond favorablement à la demande des Tibétains.⁶⁰⁴



Figure 6 : Le dalaï-lama en route vers l'Inde. Source : http://www.herodote.net/Votre_selection_des_evenements_marquants-article-517.php

Ce n'est qu'une semaine après le début de la révolte, le 20 mars 1959, que Pékin ordonne à l'Armée populaire de Libération de reprendre le contrôle de Lhassa. Les

⁶⁰⁴ GOPAL, Sarvepalli, *Jawaharlal Nehru, A Biography*, London, Jonathan Cape, 1984, p. 88.

manifestants sont féroce­ments réprimés : « *At 10 a.m on March 20, the troops of the Tibetan Military Area Command of the Chinese People's Liberation Army were ordered to take punitive action against the clique of traitors who had committed monstrous crimes.* »⁶⁰⁵

Pékin souhaite mater la révolte le plus rapidement possible afin d'éviter que ne se propage la contestation à d'autres régions comme le Sinkiang ou le Chinghai mais aussi pour ne « pas perdre la face. » Théoriquement, le Tibet n'a pas été envahi et les Tibétains ont accueilli la Chine à bras ouverts. La révolte de Lhasa, en démontrant le contraire, est néfaste pour la propagande et l'image de Pékin. De plus, lorsqu'éclate la révolte tibétaine au printemps 1959, la République populaire de Chine connaît certaines difficultés. Sur le plan intérieur, Mao Zedong est personnellement attaqué pour l'échec du grand bond en avant. Sur le plan extérieur, le fossé entre l'U.R.S.S et la Chine se creuse de plus en plus. Dans ce contexte tendu, Pékin ne veut surtout pas paraître faire preuve de faiblesse concernant le Tibet. Sa capacité à gérer la révolte des Tibétains est considérée comme un test pour le régime. La Chine décide donc d'agir vite et fort. Les hauts-parleurs promettent dans les rues de Lhasa la clémence à tout ceux qui acceptent de se rendre mais promettent le chaos pour les autres. Les « rebelles » ont échoué :

« *Contrary to their wishes, the rebellion started by them in Tibetans not led to a split of the motherland and the retrogression of Tibet, but instead has strengthened the consolidation of national unification, accelerated the doom of the reactionary forces in Tibet, pushed forward democratisation in Tibet and promoted a new birth of the Tibetan people (...) Inevitably the small ill-equipped Tibetan Army could not hold out against Chinese soldiers. After some shelling of important buildings in Lhasa, the Tibetan Army surrendered. We do not quite know what the damage has been but it must be fairly considerable.* »⁶⁰⁶

⁶⁰⁵ *New China News Agency*, March 25 1959.

⁶⁰⁶ *New China News Agency*, March 25 1959.

Et de fait, Pékin reprend rapidement le contrôle de Lhassa. Le gouvernement tibétain cesse totalement de fonctionner. Il est alors remplacé par une mission militaire chinoise.⁶⁰⁷ Rapidement, le Norbulingka et le Potala passent sous le contrôle de l'armée. Le 23 mars 1959, le drapeau chinois est hissé au sommet du Potala : « *The Chinese national flag, symbol of light and hapiness, flutters in the breeze over Lhasa, greeting the rebirth of this ancient city.* »⁶⁰⁸ La fin de la révolte est alors sonnée. Les maisons sont fouillées par les troupes chinoises et les officiels tibétains comme Lhalu, l'ancien gouverneur du Kham, arrêtés pour être interrogés. La loi martiale est établie dans Lhassa. Le 25 mars 1959, *New China News Agency* annonce dans un communiqué que la situation est sous contrôle : « *Acting on orders to put the rebellion down, the valiant units of the PLA stationed in Tibet completely smashed the rebellious bandits in the city of Lhasa on the 22nd (...) the units of the PLA assisted by patriotic people of all sections, both ecclesiastic and temporal, are mopping up the rebellious bandits in some other places in Tibet.* »⁶⁰⁹



Les bonzes tibétains rendent leurs armes à l'Armée populaire de libération en mars 1959.
Source : <http://www.guardian.co.uk/world/2008/mar/11/china>

⁶⁰⁷ NA, Kew, PREM 11/ 4008, Prime Minister's personal telegram, Serial N° T 176/59, Text of message dated March 29 1959 from Prime Minister of India to Rt. Hon. Harold Macmillan. Mr. Prime Minister.

⁶⁰⁸ *Summary of World Broadcasts*, n° 859, 1959, p.2.

⁶⁰⁹ *New China News Agency*, March 25 1959.

Après deux jours de combat, dicit la propagande chinoise, la rébellion est écrasée à Lhasa avec plus de 4000 prisonniers et les « rebelles », un groupe tout à fait minoritaire, se sont rendus, encerclés par les troupes chinoises : « (...) *The people's Liberation Army completely crushed the rebellion in the city of Lhasa after more than two days of fighting. A rough count shows that by the 23rd, more than 4000 rebel troops were taken prisoner, and 8,000 small arms of different kind,, 81 light and heavy machine guns, 27 81 millimetre caliber mortars, six mountain guns and ten million bullets were captured. Encircled by our troops many of the rebel troops surrendered in groups.* »⁶¹⁰

Les descriptions d'une répression sanglante sont légions. Les estimations varient entre 2000 et 15 000 Tibétains qui auraient péri au cours de la révolte de mars 1959. Le *Statesman* rapporte en se basant sur les témoignages de réfugiés tibétains le 13 mai 1959 de véritables scènes d'horreur : « *It is reported that many fresh bodies are now lying around Lhasa streets. It is believed that this bodies are unconnected with the Lhasa fighting but the result of fresh executions. The river near Lhasa is still unusable due to corpses . The Chinese are digging wells to provide enough water, as the river is still contaminated.* »⁶¹¹ Le *New York Times* note de son côté : « *The death of 2000 Tibetans in the relatively brief Lhasa rebellion would suggest that the fighting there was hard and merciless . According to one report received here today Chinese troops were on continuous duty for twelve hours burning the bodies of the fallen on the banks of the Kyi River, which flows through the Tibetan capital before it joins the Brahmaputra.* »⁶¹²

⁶¹⁰Hutheesing Raja, *Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 51.

⁶¹¹*Ibid.*, p. 119.

⁶¹²«Tibetans : revolt reported failing», *The New York Times* March 28 1959.



Combats de rue à Lhasa en 1959. Source : <http://www.freetibet.org/about/tibets-history>

Les destructions matérielles sont également très importantes. Une partie du patrimoine culturel et artistique du Tibet est à ce moment là détruit : « *Damage to the holy city has been both extensive and gruesome. The Norbulingka palace is in shambles. Smoke is still coming out of the monasteries of Drepung and Sera. The Chinese, it would seem, used incendiary bombs to destroy these famous centres of religion and learning. (...) The beautiful cathedral of Jokhanj has received extensive damage as a result of shelling by the Chinese. (...) All buildings in north Lhasa have been demolished.* »⁶¹³

Nehru témoigne également de la violence de la répression de Pékin dans un message adressé au Premier ministre britannique, Harold Macmillan, le 29 mars 1959 : « *According to our information, a number of important buildings in Lhasa have suffered*

⁶¹³ *Statesman*, Calcutta, March 29, 1959.

considerable damage as a result of firing and shelling, and probably quite a number of Tibetans have been killed.»⁶¹⁴ Le *Indian Express* rapporte le 23 mars 1959 que les monastères de Sera et de Drepung ont été endommagés par l'artillerie chinoise et que les moines sont partis rejoindre la lutte contre Pékin.⁶¹⁵ Un reporter du journal *The Observer* raconte non sans un certain parti pris le 4 avril 1959 une répression « cruelle»:

« *The Chinese have evidently been punitive and cruel. The whole of the quarter from which the Tibetan demonstrators came at the start of the trouble has been razed. Among the famous buildings totally destroyed are Norbulingka, the Dalai Lama's residence and Ramochi Temple. Parts of the ancient and beautiful Potala Palace have also been damaged. All vestiges of Tibetan autonomy, such as her military forts, have been smashed down. Reports reaching here tell of indiscriminate shooting of the Khamba people, even those who have not become freedom fighters. In Lhasa the punitive process still goes on in bursts of violence. (...) There is a rigorous curfew and virtually all the able-bodied men who survived the street battles have been shipped out: nobody knows where.* »⁶¹⁶

Le *Statesman* parle d'une "campagne d'extermination" :

« *Present indications are that the Chinese in Tibet are engaged in a campaign of extermination. The military operations are now on a big scale and Tibetan skies are full of Chinese aircraft engaged in bombing, strafing and supply dropping. Fears are that much slaughter has already been done among the refugees. Much of the refugee movement is at night and it is not easy to locate and bomb targets in the high mountains, south of the Brahmapoutra. This make air action even more terrible, because then the tendency is to bomb concentrations and settlements wherever seen.* »⁶¹⁷

⁶¹⁴ NA, Kew, PREM 11/ 4008, Prime Minister's personal telegram, Serial N° T 176/59, Text of message dated March 29 1959 from Prime Minister of India to Rt. Hon. Harold Macmillan. Mr. Prime Minister.

⁶¹⁵ Hutheesing Raja, *Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 60

⁶¹⁶ *Ibid.* p. 105.

⁶¹⁷ NARA, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy New Delhi, 1959-1963, Box 78, Mahesh Chandra, "Dalai Lama's difficulties : Indian protest to China, *Statesman*, April 29, 1959.

Le *Sunday Standard* du 25 avril 1959 évoque de son côté les camps dans lesquels les Tibétains accusés de complicité avec les « rebelles » sont envoyés et qui seraient vingt en tout. Le plus grand d'entre eux regrouperait 200 000 personnes systématiquement torturées.⁶¹⁸ Les temples sont presque vides, note le *Statesman* le 15 avril 1959, ses occupants ayant fui ou s'étant fait capturer par les Chinois. Les bonzes sont interrogés par des gardes chinois, aidés de quelques moines pro-chinois.⁶¹⁹ Les personnes disparaissent sans laisser de traces comme ce lama, Kesi Sirag Gyatso, vice-président du comité administratif, qui s'est volatilisé après avoir fait un violent discours anti-chinois.⁶²⁰ Le *Times* parle de 10 000 à 15 000 Tibétains qui auraient été déportés de Lhassa vers une destination inconnue. Le couvre-feu a été décrété la nuit. Seules les femmes et les enfants seraient visibles dans les rues de Lhassa.⁶²¹

La révolte tibétaine de mars 1959 signe la fin d'un espoir de coopération entre la Chine et le Tibet. Pour Nehru la confrontation était inévitable entre deux systèmes totalement étrangers l'un à l'autre : « *In Mr Nehru's view, there was bound to be a clash between the Chinese Communists and the Tibetans sooner or later. It was not simply a question of Chinese political domination being irksome to the Tibetans. The whole social and economic systems and outlooks of the two people were in glaring contrast; there was a secret, undeclared conflict between them; and they were irreconcilable. The Tibetan system was conservative and in some ways out of date, whilst the new Chinese system was a dynamic as it was revolutionary.* »⁶²²

La volonté de Pékin de transformer la société tibétaine perçue comme barbare et rétrograde en un paradis socialiste ne s'est dans un premier temps pas vue entravée par la résistance de la population. Au contraire, les élites tibétaines se sont vues intégrées dans le nouveau système administratif mis en place par les communistes chinois et ont essayé d'en tirer avantage. Mais l'embrasement du Tibet près de dix ans après la signature de l'Accord en 17 points montre l'échec de Pékin à imposer son autorité.

⁶¹⁸ Hutheesing Raja, *Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 107.

⁶¹⁹ *Ibid.* p. 111.

⁶²⁰ *Ibid.* p. 113.

⁶²¹ "India gives Dalai Lama asylum", *The Times*, April 4 1959.

⁶²² NA, Kew, PREM 11/4008, Note of a talk with Mr. Nehru on Tibet on 29th April 1959.

L'Accord en 17 points est perçu par les Tibétains comme la garantie de l'autonomie du Tibet et du respect du statut du dalaï-lama. Cette autonomie est comprise comme l'indépendance de fait du Tibet. Pour Pékin, l'autorité suprême n'est désormais plus représentée par le dalaï-lama mais par Mao Zedong lui-même. La création du comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet est perçue comme une atteinte directe aux pouvoirs et au statut du dalaï-lama. Il ne s'agit pas aux yeux du peuple tibétain d'un simple changement politique. Le dalaï-lama incarne le Bouddha de la compassion. Le déchoir revient à voir dégénérer le bouddhisme tibétain qui est constitutif de la société même du Tibet. Les Chinois sont alors les ennemis de la foi et c'est dans un même sursaut défensif unis par la même foi que les Khampas des régions où Pékin a tenté d'imposer ses réformes que les Tibétains se sont élevés contre Pékin.

En dépit des déclarations des officiels chinois, la révolte des Tibétains n'est pas totalement contrôlée en mars 1959. Pékin est loin d'en avoir fini avec les guerilleros tibétains. Même la radio de Moscou note que si la situation est sur le point de redevenir normale, toutes les bandes de « rebelle »s n'ont pas été désarmées et continuent « leur terrorisme, leurs vols et leur violence contre les patriotes et la population locale. Mais il est plus que certain que leur fin est proche. »⁶²³ La révolte est en effet loin de se calmer et gagne au contraire du terrain. De nombreux paysans, reconnaît la *New China News Agency* ont rejoint les « rebelles » en apportant avec eux leur grain sous « la contrainte ».⁶²⁴ De plus, la résistance allait pouvoir désormais compter sur le soutien des Etats-Unis par l'intermédiaire de la CIA.

⁶²³*Hindustan Times*, April 14 1959.

⁶²⁴*Times of India*, April 17 1959.

C. La CIA entre en jeu.

1. Le Tibet, un pion dans la stratégie de la guerre froide.

Depuis la fin des années 1940, le communisme est considéré par les Etats-Unis comme une menace à la fois pour leur intérêt national et pour la sécurité et la liberté des autres nations. Les Etats-Unis invitent les peuples asiatiques à embrasser leur liberté politique et économique qui leur est refusée par les régimes communistes. De Roosevelt à Regan, on croit à une vraie menace de l'URSS pour le « monde libre. » L'idée d'un complot entre la République populaire de Chine et l'URSS pour étendre leur domination sur l'Asie est également très présente au début des années 1950.

A la fin des années 1950, les relations entre la Chine et l'URSS se refroidissent franchement. Celles entre Washington et Moscou sont en revanche moins tendues. La République populaire de Chine devient alors une des principales menaces contre les intérêts américains en Asie. En 1956, le secrétaire d'Etat John Foster Dulles déclare que le communisme en Chine est transitoire et que le rôle des Etats-Unis est de tout faire pour contribuer à sa fin. La politique américaine est à ce moment là guidée par l'objectif de maintenir en place le régime du Guomindang à Taiwan. C'est dans ce contexte que la nouvelle de la révolte des Khampas attire immédiatement l'attention de Washington. Les événements tibétains sont perçus par les Etats-Unis comme la preuve s'il en faut de la volonté du communisme de dominer le monde. Certes, le Tibet n'est pas considéré comme important du point de vue géostratégique par les Américains. Mais si la révolte des Khampas est victorieuse, elle peut harceler, voire déstabiliser le régime de Pékin.

L'administration d'Eisenhower décide de contrer le communisme par d'autres moyens que par des opérations militaires directes. En décembre 1955, le président autorise la CIA, avec à sa tête Allan Dulles, à organiser des opérations clandestines dans le monde avec la création et le soutien de groupes de guérilla. La possibilité de soutenir et d'encourager la résistance au Tibet est déjà évoqué par le *Mutual Defense Assistance Act*

signé par Truman le 6 octobre 1949. Il assure l'assistance militaire de tout allié qui est sous la menace d'une invasion de l'Union soviétique, d'un de ses alliés ou bien encore de la République populaire de Chine en Asie. Si nécessaire, la Chine et le Tibet pourraient se voir allouer une allocation de fonds de 30 000 000 de dollars. Outre un soutien financier, le *Mutual Defense Act* prévoit la possibilité d'organiser des opérations militaires secrètes dirigées contre la République populaire de Chine. Le Tibet est déjà envisagé comme l'un des pays pouvant être utilisé à cette fin : « *Concurrently with the program of assistance, the possibility of initiating covert operations directed towards China including Taiwan (Formosa) and Tibet will be studied.* »⁶²⁵

2. La CIA s'implique dans la résistance des Khampas.

Entre 1952 et 1955, bien que très attentive au déroulement des événements au Tibet, Washington considère que la résistance tibétaine est trop sporadique et isolée pour justifier une opération de sa part. Depuis 1951, les Américains maintiennent le contact avec les frères du dalaï-lama, Thubten Norbu, qui vit aux Etats-Unis depuis cinq ans, et Gyalo Thondup, devenu le porte-parole des émigrés tibétains en Inde. Dans un premier temps, les Etats-Unis sont soucieux de savoir si les émigrés tibétains ont le soutien du dalaï-lama. Le chef des Tibétains n'a de son côté jamais demandé son aide à Washington, ce qui aurait pourtant permis aux autorités américaines de légitimer une intervention au Tibet.

Afin de cacher leur manque d'influence, les frères du dalaï-lama auraient déclaré ne pas pouvoir le rencontrer en raison de l'opposition des autorités indiennes.⁶²⁶ En 1952, les Etats-Unis pensent que dalaï- lama est en dépit des apparences en train de résister.⁶²⁷ Mais

⁶²⁵ Memorandum by the Acting Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Merchant) to the Secretary of State and the under Secretary of State (Webb), Washington, February 3, 1950, Status of activities under section 303 of the Mutual Defense Assistance Act in United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1950. East Asia and the Pacific* (1950), p. 8.

⁶²⁶ CIA document TDCSPD/ 3639, 989.

⁶²⁷ Memorandum by the Acting Director of the Office of Chinese Affairs (Perkins) to the Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Allison), Washington, May 14, 1952, United States, Department of State, Glennon, John P., Editor, *Foreign relations of the United States, 1952-1954, China and Japan*, vol. XIV, Part 1, U.S. Government Printing Office, 1952-1954, p. 51-52.

ils doivent rapidement se rendre à l'évidence : le chef des Tibétains semble bel et bien s'accommoder de la présence chinoise au Tibet et ne souhaite pas outre mesure se lancer dans un mouvement de résistance. La signature de l'Accord en 17 points et sa participation au congrès national du peuple laisse penser la CIA que le Tibet a de fait perdu son indépendance. Les Khampas agissent par ailleurs de façon totalement indépendante des autorités tibétaines qui ne se sentent pas concernées par les événements du Kham et de l'Amdo. Les Khampas sont perçus par Washington comme un groupe de rebelles épars et sans unité qui n'accepte pas la domination chinoise. De fait, ce n'est qu'après la création du groupe *Four Rivers Six ranges* qu'une véritable unité apparaît. Or la CIA souhaite pouvoir s'appuyer sur un mouvement de contestation suffisamment important pour se lancer dans une opération militaire secrète au Tibet. Bientôt la CIA décide de ne plus se préoccuper de savoir dans quelle mesure les autorités tibétaines soutiennent ou non les activités des émigrés tibétains en Inde ou la résistance des Khampas. Seul le fait d'avoir un groupe d'hommes fidèles et prêt à intervenir au Tibet lui semble important.

En 1956, la CIA décide de consolider le groupe *Four Rivers, Six Ranges* en lui apportant une aide logistique et financière. C'est dans ce but que deux Tibétains émigrés, Athar rencontrent à Calcutta dans le plus grand secret l'agent de la CIA Frank. La CIA, qui a renoncé à s'appuyer sur le gouvernement du dalaï-lama, propose de faire reposer la résistance des Khmpas sur plusieurs petites unités dispersées à travers le Tibet. L'émigré tibétain Thubten Norbu arrive en Inde avec une proposition d'établir un réseau clandestin d'activistes au Tibet.⁶²⁸ Gyalo Thondup et Dedon Tsogpa ont pour mission de recruter des volontaires. Athar, l'un des premiers Khampas à avoir été recruté par la CIA raconte qu'en 1957, trente six jeunes Khampas sont contactés par le Guomindang pour leur proposer de se faire entraîner à Taiwan. Mis au courant, Gyalo Thondup leur propose alors de le rejoindre aux côtés des Américains qui ont accepté d'apporter leur soutien à la résistance tibétaine. Six d'entre eux sont sélectionnés pour être entraînés. Le 21 mars 1957, Gyalo Thondup conduit les six hommes à la frontière indo-pakistanaise d'où ils pénètrent à l'est du Pakistan, l'actuel Bangladesh, avant de rencontrer des officiers de l'armée pakistanaise qui les emmènent sur une base américaine du pacifique : l'île de

⁶²⁸ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow...*, op. cit., p. 189.

Saipan. C'est ici qu'avec l'aide de traducteurs, les Américains leur apprennent à lire une carte, à manier des armes et à organiser des groupes de guerilla.⁶²⁹ En décembre 1957, un avion décolle du Pakistan avec à son bord les six Kampas recrutés par Gyalo Thondup chargés d'évaluer l'état de la résistance. L'une de leurs missions consiste à tenir Washington régulièrement informée par radio. Dans une interview avec J.K Knaus, Sam Halpern, ancien officier à la CIA de la *Far Eastern Division* explique que la décision de se lancer dans cette opération vient directement de John Foster Dulles. Le Département d'Etat américain ainsi que le Département de la Défense soutienne en effet activement la résistance au Tibet.

Les conditions météorologiques empêchent l'avion de se poser. C'est finalement le 7 décembre que deux Khampas Athar et Lotse, sont déposés à côté du monastère de Samye. Il était prévu d'amener quatre autres Khampas, mais encore une fois, le temps ne le permit pas. Trois personnes sont ensuite parachutées à Lhang. Les Khampas trouvent la région en pleine révolte contre les Chinois. Athar et Lotse de leur côté reçoivent comme instruction de rester cachés pendant deux mois et de faire des rapports quotidiens avant de rejoindre Lhassa afin de tenter de convaincre les autorités tibétaines d'accepter le soutien américain et qu'elles demandent officiellement l'aide de Washington.

En septembre 1958, la CIA décide de s'impliquer clandestinement avec plus d'importance dans les opérations de guerilla menées au Tibet par les Khampas.⁶³⁰ Mais c'est la fuite du dalaï-lama après la révolte de mars 1959 qui lui donne l'occasion qu'elle attendait pour s'impliquer clandestinement aux côtés des insurgés tibétains.

⁶²⁹ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow...*, op. cit., p. 172-173.

⁶³⁰ Document 37, "Memorandum for the special group" in *United States Department of State, Foreign relations of the United States, 1964-1968*, volume XXX. China, Washington D.C

3. Le dalaï-lama, symbole de l'oppression communiste

Le *Operations Coordinating Board (OCB)*⁶³¹ voit la révolte tibétaine comme une « aubaine pour les Etats-Unis .» Il transmet au gouvernement américain la requête suivante : « (...) *keep the rebellion going as long as possible and give it maximum emphasis in all public information media.* »⁶³² Si les autorités américaines se réjouissent de la tournure que prennent les événements tibétains, il n'est pas question de suivre les recommandations de l'*OCB*. Washington adopte au contraire une politique du silence où les actions pour soutenir le Tibet restent clandestines. En aucun cas les Etats-Unis ne veulent se voir reprocher d'instrumentaliser la révolte tibétaine à leur profit. De plus, les nations asiatiques et le monde n'ont pas besoin de la propagande américaine pour constater et condamner les exactions de Pékin. Ne pas intervenir publiquement semble être aux yeux des Américains le plus sûr moyen de discréditer les communistes chinois.

Le Tibétain émigré Phala est en contact avec les agents de la CIA, Athar et Lotse, qui sont alors dans le sud-est du Tibet, chargés d'organiser la résistance des Khampas. Il leur envoie un message pour les prévenir de la fuite du dalaï-lama. Escorté de vingt Khampas, Athar décide de revenir sur Lhassa sans savoir que le dalaï-lama s'est déjà échappé de la ville. Pendant ce temps, le chef des Tibétains poursuit sa route dans une zone contrôlée par les Khampas et donc libre de toute incursion des troupes de l'Armée populaire de Libération. Quatre jours après avoir quitté Lhassa, il atteint Chongye où il rencontre des membres du mouvement *Four Rivers Six Ranges*. Athar, qui vient d'arriver dans la localité, informe le chef des Tibétains des activités du mouvement appuyé par la CIA et de la possibilité de lui apporter de l'aide dans sa fuite. Evasif sur ses intentions, le chef des Tibétains se remet en route avec Athar et Lotse et se dirige vers Lhuntse Dzong qui devient le centre de décisions temporaires du gouvernement tibétain. Il est à ce moment décidé d'incorporer le mouvement de résistance des Khampas dans la structure

⁶³¹ Créé en 1953 par Eisehower, le Bureau de Coordination des Opérations une antenne de l'exécutif américain chargée de faire appliquer les politiques de sécurité nationale.

⁶³² Eisenhower Library, Box 6, OCB series, Memorandum, April 1 OCB Luncheon Discussion: Exploitation of Tibetan Revolt, White House.

du gouvernement tibétain. Un nouveau gouvernement provisoire est proclamé, ce qui donne à la CIA la base morale qu'elle espérait pour justifier son implication au Tibet.

Contrairement à ce que plusieurs auteurs américains et occidentaux ont affirmé, la CIA n'a visiblement pas joué de rôle dans la fuite du dalaï-lama.⁶³³ Pas plus que les émigrés tibétains de Kalimpong, contrairement aux allégations des autorités chinoises. Nous l'avons vu, ce n'est que quelques jours après le départ du dalaï-lama que la CIA est mise au courant de sa fuite par ses deux opérateurs qui ont rejoint l'escorte du chef des Tibétains. La CIA ne souhaite pas *a priori* une révolte nationale qui n'a à ses yeux aucune chance d'aboutir au départ de Pékin du Tibet. L'objectif est plutôt d'harcéler les Chinois sans relâche par l'intermédiaire de petits groupes de guerilleros dispatchés sur l'ensemble du territoire tibétain.

Le 28 mars 1959, Washington reçoit un message de ses opérateurs présents au Tibet demandant que soit fait une requête auprès du gouvernement indien pour accorder l'asile au dalaï-lama.⁶³⁴ Les Etats-Unis voient plusieurs avantages à ce que le dalaï-lama trouve refuge en Inde. Tout d'abord, sa présence sur le territoire indien ne peut que renforcer les tensions existants déjà entre New Delhi et Pékin. En second lieu, cela pourrait avoir comme conséquence de faire perdre à l'Inde et à l'opinion publique asiatique ses illusions vis-à-vis des communistes chinois.⁶³⁵

Dans son dernier message avant que le dalaï-lama ne franchisse la frontière, l'équipe radio qui l'accompagne demande aux Etats-Unis son aide et l'envoi de 30 000 hommes par avion. Si il n'a jamais été question d'apporter une aide de cette ampleur, Washington a effectué des parachutages d'armes à Lhoka au sud du Tibet au printemps.⁶³⁶

633 T.D Allman journaliste du Guardian écrit le 31 décembre 1973 dans un article intitulé « On the CIA's role in the Tibet : Pawn to check Peking » : « According to sources with first hand knowledge, the Dalai Lama's departure was engineered by the CIA ». Tom Grunfeld dans son ouvrage *The Making of Modern Tibet*, London, Zed Press, 1987, affirme également que la fuite du dalaï-lama a été organisée par la CIA bien avant la révolte de Lhassa.

634 KNAUS, John Kenneth, *Orphans of the Cold War*., *op. cit.*, p. 168.

635 NA, Kew, FO 371/ 141600, FT 1015/249, From Calcutta to Secretary of State, n° 335, March 22, 1959.

636 TASHI, Gampo, *Four Rivers, Six Ranges : Reminiscences of the Resistance Movement in Tibet*, p. 102.

La CIA s'appuie essentiellement sur le frère du dalaï-lama, Gyalo Thondup, ainsi que sur Gompo Tashi Andrugstang, un riche marchand de Litang qui cherche à fédérer la résistance avec les chefs locaux. Le directeur de la CIA, Dulles, constate que la situation de la résistance tibétaine est en mars 1959 très délicate : « (...) *dissidents or the patriots had been severely beaten by the Chinese Communists.* » La résistance semble en effet s'être désintégrée.⁶³⁷ Mais, déclare Dulles lors du 400^e meeting du conseil de sécurité national tenu le 26 mars 1959, maintenant que le dalaï-lama a rejoint les rebelles, le moment pour passer à l'action est parfait. Le chef des Tibétains peut et doit devenir le porte-parole de l'oppression communiste.⁶³⁸

Le gouvernement américain a conscience que la volonté du dalaï-lama de lutter pour l'indépendance de son pays entre en contradiction avec la politique de Nehru qui ne souhaite que l'autonomie pour le Pays des neiges. Les Etats-Unis se doivent d'agir s'ils ne veulent pas que les vues de Nehru pour le Tibet l'emporte, éloignant ainsi la perspective de faire du dalaï-lama le symbole de la tyrannie culturelle et politique communiste » : « *If we do not now respond positively to the Dalai Lama's appeal for support, Nehru's policy may well prevail, which would mean the destruction of the Dalai Lama as an effective symbol of Chinese Communist political and cultural tyranny.* »⁶³⁹ Même si Washington ne peut pour l'instant le reconnaître comme le chef d'un Etat indépendant, il convient de lui signifier qu'il est considéré comme le leader légitime du peuple tibétain dans sa lutte contre l'oppression et que le gouvernement des Etats-Unis est prêt à l'aider financièrement, s'il doit quitter l'Inde, mais aussi à trouver asile ailleurs si nécessaire.⁶⁴⁰ Le 20 Mai 1959, la CIA décide officiellement de soutenir clandestinement le dalaï-lama.⁶⁴¹

⁶³⁷ KNAUS, John Kenneth, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 187.

⁶³⁸ "Editorial note", United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1958-1960. China...*, op. cit., p. 751.

⁶³⁹ Memorandum from Acting Secretary of State, Dillon to President Eisenhower, Washington, June 16, 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960, China*, vol. XIX, U.S. Government Printing Office, 1958-1960, p. 771-773.

⁶⁴⁰ *Ibid.*

⁶⁴¹ Document 37, "Memorandum for the special group", United States Department of State, *Foreign relations of the United States...*, op. cit., volume XXX. China.

Début 1960, le dalaï-lama s'entretient avec Gyalo Thondup au sujet des opérations de la CIA. Il ne s'y oppose pas. Mais il ne les encourage pas non plus. Le dalaï-lama a toujours pris garde officiellement de garder ses distances avec la guerrilla des Khampas. Ainsi, il écrit dans ses mémoires : « Quoique j'eusse toujours admiré la détermination de ces guérilleros, leurs activités n'avaient jamais eu mon appui. »⁶⁴² Pourtant, dans son autobiographie, Gampo Andrustang cite une lettre envoyée par le chef des Tibétains fin mars 1959 pour lui annoncer sa nomination en tant que général et l'encourager à poursuivre la lutte :

*« A few days earlier, I had received a letter from His Holiness who was then at Lhuntse Dzong with some of His senior officials, trying to set up a temporary government there. The letter read in part : "You have led the Chushi Gandrug force with unshakeable determination to resist the Chinese occupation army for the great national cause of defending the freedom of Tibet. I confer on you the rank of 'DZASAK'(the highest military rank equivalent to General) in recognition for your service to the country. The present situation calls for a continuance of your brave struggle with the same determination and courage.»*⁶⁴³

Bien plus tard, dans les années 1990, il déclarera à ce sujet : « *The CIA was pursuing a global policy against Communist China, while we were opposing Communist aggression in our country; our basic aims did not clash, so we accepted it.* »⁶⁴⁴

En février 1960, Allen Dulles souhaite obtenir l'approbation du président pour la poursuite des opérations au Tibet. Eisenhower demande alors si ces opérations ne vont pas augmenter la brutalité de la répression chinoise. Fitzgerald répond qu'elle ne peut être plus importante qu'elle ne l'a été ces derniers mois. Le président américain demande également au secrétaire d'Etat, Hereter, s'il est en faveur du programme recommandée par Dulles. Celui-ci lui répond : « (...) *successful resistance by the Tibetans prove to be a serious harassment to the Chinese Communists but would serve to keep the spark alive in*

⁶⁴² Dalaï-lama, *Au loin la liberté*, Fayard, 1990.

⁶⁴³ TASHI, Gampo, *Four Rivers, Six Ranges ...*, op. cit.

⁶⁴⁴ KNAUS, John Kenneth, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 313.

*the entire area (...) the long-range results could mean much to the free world apart from humanitarian considerations for the Tibetans.»*⁶⁴⁵ Le président donne alors son accord. Harceler continuellement le régime de Pékin ne peut que lui être défavorable, surtout à un moment où le régime apparaît affaibli, notamment avec l'échec du grand bond en avant. Le Pentagone met à disposition de la guérilla tibétaine le camp Hale situé dans la région montagneuse du Colorado. Entre 1960 et 1962, 150 Tibétains sont ainsi amenés aux Etats-Unis pour être entraînés dans cette région. Les recrues sont sélectionnées parmi les anciens soldats tibétains réfugiés en Inde ainsi que parmi les membres du groupe *Four Rivers Six Ranges*. D'abord envoyés dans des îles du Pacifique, les Tibétains sont ensuite acheminés vers le camp Hale où ils reçoivent un entraînement militaire complet.

En 1960, Gyalo Thondup demande au gouvernement américain de raviver le mouvement de résistance tibétain. Il propose dans ce but que le Mustang soit l'endroit d'où pourrait être envoyées de petites unités de la guérilla vers le Tibet. Si la CIA apprécie l'idée d'avoir une base de retraite et d'action, elle ne veut pas agir sans demander l'autorisation du Népal. Elle finit cependant par accepter, à condition que cela reste secret. Des contingents de 300 hommes sont ainsi envoyés au Mustang avant de se disperser au niveau de la frontière tibétaine d'où ils peuvent lancer des opérations.⁶⁴⁶ Les Khampas connaissent des victoires aléatoires. Les opérations menées contre les Chinois n'ont en tout cas jamais permis de remettre en cause la domination de Lhassa sur le Tibet. Même si la volonté sincère de faire accéder le peuple tibétain à son indépendance n'est pas totalement absente, ce n'est pas le premier objectif des Américains. Le but de la CIA est d'affaiblir les communistes chinois en les harcelant.⁶⁴⁷ Sur le plan moral, Washington considère qu'elle doit lutter contre le communisme partout où il se trouve, y compris au Tibet. Mais le Pays des neiges n'est qu'un pion du jeu politique américain. Les opérations menées au Tibet ne seront dévoilées que dans les années 1970, Washington ne souhaitant pas être accusée d'instrumentaliser le Tibet et ainsi voir les pays d'Asie, au premier rang desquels l'Inde, tourner le dos au bloc de l'Ouest.

⁶⁴⁵ Memorandum for the Record by the President's special Assistant for National Security Affairs, (Gray), Washington, February 4 1960, United States Department of State in *Foreign relations of the United States, 1958-1960...*, op. cit., p. 808.

⁶⁴⁶ KNAUS, John Kenneth, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 239.

⁶⁴⁷ *Ibid.* p. 139.



Camp Hale, as it looked in the 1950's when CIA trained the Tibetan resistance to fight the Chinese army.

Le camp Hale au Colorado. Source : <http://www.merabsarpa.com/politics/a-curse-of-the-cold-war>



Combattants Khampas entraînés par la CIA. Source : <http://www.nybooks.com/blogs/nyrblog/2013/apr/09/cias-cancelled-war-tibet/>

V. La révolte de mars 1959, un tournant dans les relations sino-indiennes.

A. Lhassa et Pékin : le divorce est consommé

1. La révolte du Tibet : « Un crime monstrueux en collision avec l'impérialisme » ?⁶⁴⁸.

Le 25 mars 1959, Pékin publie un communiqué officiel dans *New China News Agency* donnant sa version des faits sur l'origine de la révolte du Tibet. Elle rejette la faute sur le « gouvernement tibétain local et la clique réactionnaire des hautes couches de la société de Lhassa » : « *Violating the will of the Tibetan people and betraying the motherland, the Tibetan local Government and the upper strata reactionary clique colluded with imperialism, assembled rebellious bandits and launched armed attacks against the PLA Garrison in Lhasa during the night of March 19.* » Le « gouvernement local du Tibet » est accusé d'avoir encouragé la rébellion : quatre ministres sur six du cabinet tibétains sont soupçonnés d'être du côté des « rebelles ». ⁶⁴⁹ La République populaire de Chine reconnaît ses difficultés à imposer sa volonté au Tibet, notamment en ce qui concerne la réorganisation de l'armée et l'abolition du servage. Mais la faute en revient là encore aux « réactionnaires » : « *These two important tasks could not be carried out as the result of obstruction by the reactionaries.* » ⁶⁵⁰

La rumeur propagée dans Lhassa, affirmant que le dalaï-lama allait être enlevé, est en réalité un prétexte permettant à « la clique tibétaine impérialiste » de se mettre en rébellion. Pékin exclut que la révolte soit un mouvement populaire : « (...) *as the*

⁶⁴⁸ « Peking version of Tibetan rebellion », *The Times*, April 3 1959.

⁶⁴⁹ NARA, RG 59 General Records of the Department of state, Entry 5514, Box 26, Intelligence Report n° 7985, Chinese Communist policies in Tibet, Asian Communist Areas Division, Office of Research and Analysis for Sino-Soviet Bloc, March 31, 1959, p.15.

⁶⁵⁰ Hutheesing Raja, *Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 51.

*motherland is thriving and prospering day by day, the policy of the Central People's Government toward Tibet is correct and the garrison units of the People's Liberation Army in Tibet observe strict discipline, all of which enjoy the warm support and love of the people of all sections in Tibet, the rebellious conspiracy of this handful of reactionaries had no support from the Tibetan people.»*⁶⁵¹ Les rebelles n'ont pas le soutien de la population : « (...) *the rebellious conspiracy of this handful of reactionaries had no support from the Tibetan people.»*⁶⁵²

2. ...ou une révolte populaire ?

Pourtant, les chiffres donnés par les autorités chinoises montrent à eux seuls qu'il ne s'agit pas de la révolte de quelques individus issus de la « couche supérieure réactionnaire. » Celles-ci parlent en effet de 20 000 « bandits rebelles » et évoquent le fait que l'armée tibétaine a participé aux combats. Les autorités auraient capturé 4000 prisonniers, 8000 petites armes, 100 armes lourdes, et 10 millions de balles.⁶⁵³ Certes, les autorités chinoises grossissent certainement ces chiffres. Mais il n'empêche, la révolte tibétaine de mars 1959 est une révolte d'ampleur qui ne saurait être cantonnée à « une poignée de rebelles. » Le 27 avril 1959, Nehru tout en rappelant le désir de l'Inde de ne pas interféré dans les affaires chinoises déclare à ce propos:

« To say that a number of upper strata reactionaries in Tibet were solely responsible for this appears to be an extraordinary simplification of a complicated situation. Even according to the accounts received through Chinese sources , the revolt in Tibet was of considerable magnitude and the basis of it must have been a strong feeling of nationalism which affects not only upper class people but others also. [...] The attempt to explain a situation by the use of rather worn-out words,

⁶⁵¹«How the Rebellion happened (Chinese Version), Peking, March 28, 1959", *Hsinhua News Agency*.

⁶⁵²Hutheesing Raja, *Tibet fights for freedom...*, *op. cit.*, p. 51.

⁶⁵³NARA, RG 59 General Records of the Department of state, Entry 5514, Box 26, Intelligence Report n° 7985, Chinese Communist policies in Tibet, Asian Communist Areas Division, Office of Research and Analysis for Sino-Soviet Bloc, March 31, 1959, p.15.

*phrases and slogans, is seldom helpful. (...) We have no desire whatever to interfere in Tibet. We have every desire to maintain friendship between India and China. But at the same time, we have every sympathy for the people of Tibet and we are greatly distressed at their hapless plight. »*⁶⁵⁴

L'ambassadeur britannique à Pékin A. D Wilson affirme également qu'il s'agit là d'un « mouvement national de grande ampleur » : « (...) *large scale national movement that has spread from the remotest parts of the country right to the centre including both Khambas and Tibetans and enjoying the support of the inhabitants of Lhasa and the monasteries.*»⁶⁵⁵

La version des faits de Pékin ne fait pas illusion en Inde. La presse se gausse des slogans communistes employés par la République populaire de Chine pour expliquer la révolte du Tibet. Le 30 mars 1959, dans un éditorial intitulé « Black is white », le journal *Hindustan Standard* critique sévèrement l'interprétation chinoise des événements du Tibet : « *Peking does not even pretend what happened recently Tibet not serious and in saying so lets down rather badly its many friends abroad who so loyally and strenuously tried dismiss whole affair as minor and reactionary usurping by few primitive and subhuman tribals.* » Et le 30 mars 1959, le journal *Amrita Bazar Patrika* déclare de son côté : « *Do communist rulers China seriously believe world will be taken in by their version of tragedy that has overtaken land of lamas, though words and phrases like "counter-revolutionary forces", " traitorous clique", " reactionary forces of Tibet" and " patriotic people" are there in it to hit readers eye ? No, truth cannot be smothered by words. (...) what (Chinese) Peoples liberation army under orders from Peking has suppressed and is engaged in suppressing is valiant people's last desperate fight for political and religious freedom.* »⁶⁵⁶

⁶⁵⁴ «Prime Minister's statement in the Lok Sabha on 27 april 1959» in SEN, Chanakya, *Tibet disappears...*, op. cit., p. 190.

⁶⁵⁵ NA, Kew, DO 35/8982, A.D Wilson, British Embassy, Peking, April 7, 1959, n° 46, "s", 10117/21/59.

⁶⁵⁶ NARA, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy New Delhi, 1959-1963, Telegram from Calcutta Foreign Service of the United States of America, n° 560, March 30, 1959, Box 78.

3. Les réformes ne sauraient attendre davantage.

Les Chinois sont surpris par la fuite du dalaï-lama et ce n'est que quatre jours après son départ qu'ils en prennent connaissance. L'exil du chef des Tibétains pose un problème très concret aux autorités chinoises. Par qui le remplacer alors que son autorité parmi les Tibétains est sans égal ? Car jusqu'à présent, sa présence permettait de légitimer la politique menée par Pékin au Tibet. C'est d'ailleurs dans cette optique que le chef des Tibétains avait été nommé président du comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet. Le 28 mars 1959, la Chine annonce son intention de dissoudre le gouvernement local du Tibet et de le remplacer par le comité préparatoire pour l'établissement de la Région autonome du Tibet.

Dans un premier temps, les membres de l'aristocratie tibétaine n'ayant pas participé à la révolte sont maintenus en place et promus au sein du comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet, comme par exemple Ngabo, resté loyal aux communistes chinois. A côté du comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet dont le panchen-lama est promu président, un comité militaire est créé. C'est lui qui détient véritablement le pouvoir politique.⁶⁵⁷ Dans un premier temps, Pékin souhaite gagner la confiance du peuple et refuse d'introduire les réformes de façon précipitée, consciente de l'attachement de la paysannerie au système sociale et économique traditionnelle du Tibet. Mais très vite, Pékin décide de ne pas suspendre plus longtemps l'introduction des réformes décrites par le panchen-lama comme une « révolution tranquille » : « *Under the present conditions in China, democratic reforms among the Tibetan people has the characteristic of a peaceful revolution.* »⁶⁵⁸

Le 28 juin 1959, la seconde session plénière du comité préparatoire pour la Région Autonome du Tibet est ouverte à Lhassa. La question de la redistribution des terres y est

⁶⁵⁷ Order of the State Council of the Chinese People's Republic in Tibet..., *op. cit.* p. 357

⁶⁵⁸ NARA, RG 84 Records of the Foreign Service posts of the Department of State. Box 114, Communist China, National Affairs, October 15, 1959.

abordée ainsi que celle de la position des monastères.⁶⁵⁹ La première partie du programme de Pékin consiste à prendre la terre aux « rebelles » et à la donner en location gratuitement pour l'année aux paysans tibétains. Une campagne intitulée « Oppose the Rebels ,the Corvée and Slavery » et une autre ayant pour devise « Reduce Rents and Interest on Loans » sont inaugurées pour donner les terres de ceux qui ne sont pas impliqués dans la rébellion. Des associations de paysans sont formées. Il est prévu que pendant toute la période de mise en place des réformes, celles-ci exercent les fonctions et pouvoirs du gouvernement au premier niveau dans le pays. La terre appartenant aux « rebelles » est confisquée. En ce qui concerne les monastères, leur position privilégiée doit disparaître et leur terre, redistribuée.

Les monastères pourront-ils continuer à fonctionner comme des centres religieux ? Rien n'est moins sûr. Il est probable que la baisse de revenus ne tendent à faire se disperser les moines. De plus, les autorités chinoises déclarent à de nombreuses reprises que la liberté religieuse et le droit de croire sont un problème individuel, plutôt qu'un problème collectif. Pékin veut éviter les regroupement de personnes, plus susceptibles de s'opposer au régime. Le général Chang Kuo-Hua, le représentant chinois au Tibet, déclare pourtant que la Chine respectera la liberté religieuse : « *A campaign will be carried out in the monasteries and temples to oppose rebellion, privileges and exploitation.* » Mais il ajoute : « *At the same time, the policy of the Communist party and the Government of the freedom of religious belief will be firmly adhered to.* » Le panchen-lama confirme de son côté les propos du général et précise que les monastères seront également concernés et que les complices du dalaï-lama seront punis, entre autres par la confiscation de leurs terres.⁶⁶⁰

Les réformes sont ainsi lancées dès juillet 1959 dans tout le Tibet, comme la suppression de la corvée, qui de toute façon n'existait plus, les institutions tibétaines s'étant effondrées avec l'exil du dalaï-lama. En octobre 1959, le panchen-lama déclare que le comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet doit accélérer son travail avec notamment l'adoption d'un plan pour réajuster les zones administratives du

⁶⁵⁹ Dans la zone de Loka, d'après Chang Guo-hua, la noblesse détient 29,6% des terres, l'ancien gouvernement local 30,9% et les monastères 39,5%. 70% de la population est constituée de paysans pauvres, 25-6% de paysans moyens et 4-5% d'esclaves appartenant à la classe des possédants.

⁶⁶⁰ "Red China orders changes in Tibet", *The New York Times*, July 4 1959.

Tibet : « *I am confident that, under the leadership of the Chinese Communist Party and Chairman Mao Tse-tung, and with the vigorous assistance of all the fraternal nationalities, especially the Han people, the economic and cultural undertakings of the Tibetan people will certainly grow by leaps and bounds. The task of building a prosperous, happy, and socialist new Tibet will certainly be triumphantly accomplished.* »⁶⁶¹

La République populaire de Chine procède à un redécoupage administratif du pays et souhaite accélérer son développement économique. Mais l'opposition des Khampas est loin d'être contrôlée. De plus, les troupes de l'Armée populaire de Libération utilisent les ressources du pays et monopolisent le réseau de communication mis en place par Pékin. Les autorités chinoises doivent également faire face au manque de main d'œuvre. Les Chinois sont en effet très réticents à aller travailler au Tibet. Les chiffres donnés par le dalaï-lama de trois Chinois pour un Tibétain et de cinq millions de Chinois présents au Tibet sont d'après les Britanniques exagérés. Quoi qu'il en soit, il est clair que les communistes chinois ne veulent pas précipiter la sinisation du Tibet. Même après la révolte de mars 1959, ils évitent de critiquer le dalaï-lama afin de laisser une porte ouverte pour qu'il puisse revenir au Tibet.⁶⁶²



Propagande chinoise montrant un Tibétain appelant aux réformes démocratiques. Source : <http://zt.tibet.cn/english/zt/history/200402004526101208.htm>

⁶⁶¹NARA, RG 84 Records of the Foreign Service posts of the Department of State. Box 114, Communist China, National Affairs, October 15, 1959.

⁶⁶²NA, Kew, DO 35/8982, 10117/126/59, Peking, July 20, 1959.

La nouvelle de la mise en place des réformes démocratiques au Tibet est bien entendue condamnée par le bloc de l'Ouest. La presse américaine se montre particulièrement citique vis-à-vis des méthodes communistes employées au Tibet : « *There is something all too familiar about the Chinese Communist announcement of a program of « reforms » for Tibet. Stripped of the usual double-talk it all comes down to the same pattern of conquest. Kill, rob, terrorize, rule with iron, and then call it “reform”. (...) One would think that by this time the more intelligent of the Communists might realize that free men cannot watch their deeds and listen to their false words without nausea.* »⁶⁶³

4. Mobiliser les masses pour achever la transformation communiste du Tibet.

Les autorités chinoises décident de changer de stratégie après le départ du dalaï-lama. Tout en s'appuyant sur les membres des hautes classes encore au Tibet, elles cherchent désormais à impliquer le peuple : « (...) *only through the complete mobilisation and organisation of the masses, raising their awareness, transforming the revolutionary movement into mass activity... can the revolution in Tibet achieve a great victory.* »⁶⁶⁴

Les membres de l'aristocratie tibétaine sont séparés en deux groupes : ceux ayant participé à la révolte et ceux qui sont restés fidèles au régime chinois. Parmi les officiels tibétains ayant participé à la révolte, Lhalu, l'ancien gouverneur du Khma est arrêté et interrogé. Presque toute l'armée tibétaine et beaucoup de moines considérés comme des contre-révolutionnaires sont arrêtés, et envoyés dans des camps au Tibet ou en Chine. Détenus dans des conditions difficiles, ils sont nombreux à y laisser la vie.⁶⁶⁵ De nombreux témoignages concordent sur le fait que les autorités chinoises utilisent les

⁶⁶³ "Pattern of conquest", *The New York Times*, July 6 1959.

⁶⁶⁴ *Survey of China Mainland Press*, Hong Kong, 1960, n° 2218, p. 31.

⁶⁶⁵ AVEDON, John F., *In Exil from the Land of Snows*, A wisdom Book, 1985, p. 301-28.

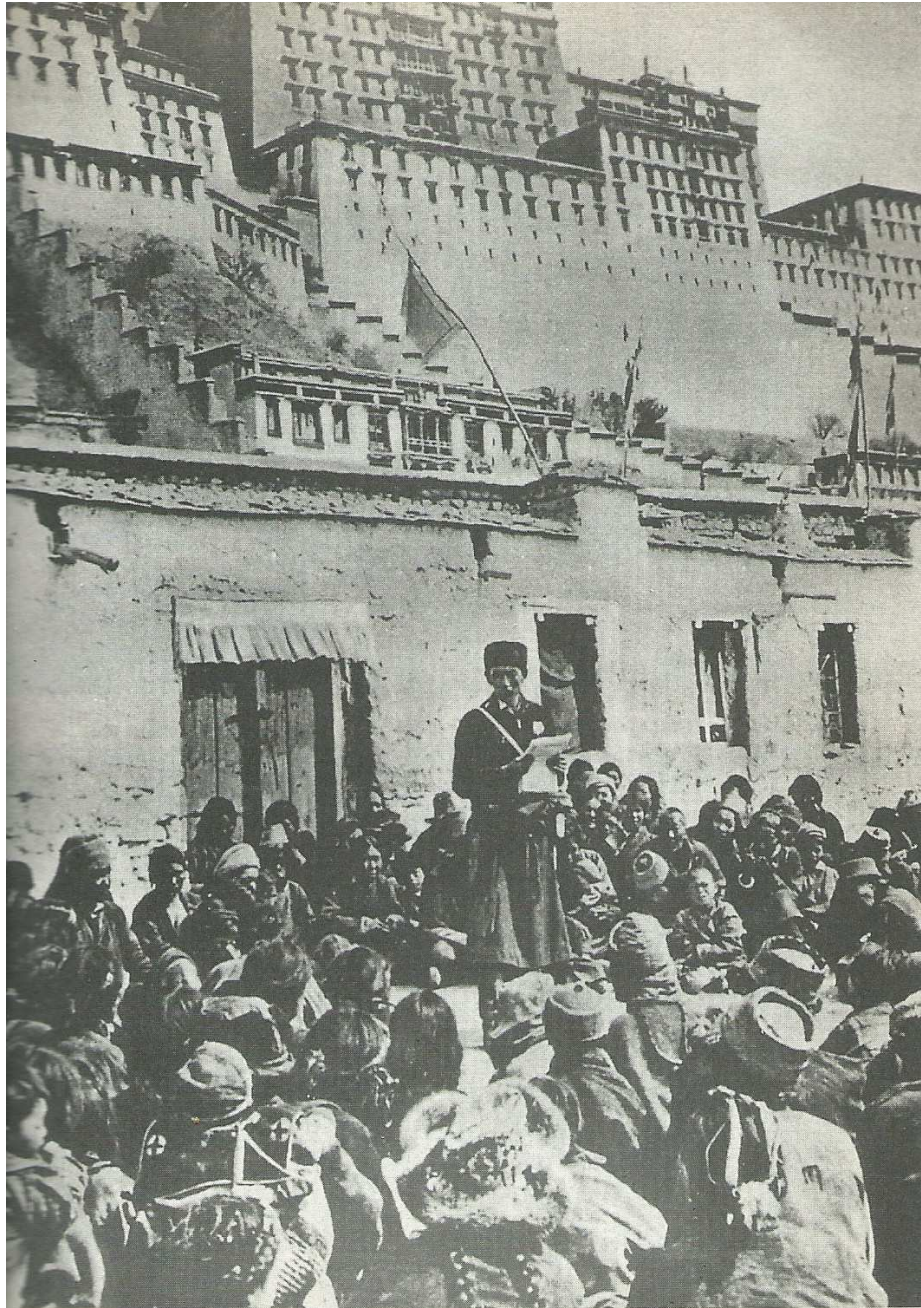
prisonniers politiques comme main-d'œuvre dans les mines, comme à Jang Tsala Karpo ou pour construire des infrastructures, comme au barrage hydrolique de Nachenbag.⁶⁶⁶

Une campagne de rectification idéologique est mise en place. Dans chaque village sont organisées des séances où l'ancienne société tibétaine est critiquée : « (..) *only through recall of past miseries and only through comparison of the present with the past can they appreciate deeply the precious(ness of the) happiness in which they live today.* »⁶⁶⁷ Les Tibétains sont également encouragés à dénoncer les contre-révolutionnaires, comme l'évoque dans ses mémoires par exemple Dawa Norbu, à propos du village de Sakya : « (...) *no layman or lama was directly involved with the Tibetan revolt ; nevertheless, all the ecclesiastics and aristocrats (except for two families) were found guilty of the highest treason : reactionary rebellion to separate Tibet from the Motherland.* »⁶⁶⁸

⁶⁶⁶ *Tibet under Chinese Communist Rule, a compilation of refugee statements 1958-1975*, Information Office of the Dalai Lama, Dharamsala, 1976, p. 37-52.

⁶⁶⁷ *Selections from China Mainland Magazines*, 1965, n° 388, p. 14.

⁶⁶⁸ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow...*, op. cit., p. 250.



11 A Chinese propaganda picture shows the 'masses' of Shol (the village below Potala palace) gathering to denounce the revolt.

Le peuple du village de Shol situé sous le Potala est invité à dénoncer la révolte. Source : SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000.

B. Le Tibet , une épine dans les relations sino-indiennes.

1. Le dalaï-lama accueilli par Nehru.

Le 21 mars 1959, les Britanniques ont la confirmation officielle du gouvernement indien que des « troubles anti-chinois » se déroulent dans la capitale tibétaine. Mais le Tibet semble recouvert d'une chape de plomb de laquelle peu d'informations s'échappent et parviennent jusqu'aux gouvernements étrangers. Les seules informations véritablement fiables proviennent du gouvernement indien qui les tient lui-même de son consulat général à Lhassa. Sinha, le premier Secrétaire indien en charge de la mission indienne au Tibet, déclare néanmoins au haut-commissaire britannique à New Delhi que les Indiens ont très peu d'informations sur ce qui se passe véritablement au Tibet.⁶⁶⁹ En effet, la mission indienne a été touchée par des mortiers chinois, et son personnel, constitué en tout de près de cent personnes, est maintenu quasiment prisonnier à l'intérieur du consulat sur ordre de Pékin. Officiellement, il s'agit d'assurer la protection des Indiens présents au Tibet. Officieusement, l'objectif des autorités chinoises est de les empêcher d'être des témoins gênants de la répression sanglante de la révolte tibétaine.

A côté des informations relayées par Sinha, l'Inde reçoit le 22 mars 1959 un message du vice-ministre des Affaires étrangères chinois. Celui-ci annonce à l'ambassadeur indien à Pékin qu'un soulèvement impérialiste a eu lieu à Lhassa et que cette affaire ne concerne personne d'autre que la Chine : « *The local Government in Tibet under instigation and support of the imperialists and foreign reactionary elements have torn up the agreement on the peaceful liberation of Tibet and began armed revolt by attacking Government offices and the General Government (...) we are certain to put down this revolt. This is entirely an internal affair of China and we shall never permit interference from outside.* »⁶⁷⁰

⁶⁶⁹ NA, Kew, FO 371/ 141589, FT 1015/6, From Peiking to Foreign Office, Mr. Wilson, N° 198, March 26, 1959.

⁶⁷⁰ Statement by the Vice-Minister for Foreign Affairs of China to the Indian Ambassador, 22 March 1959, *Notes, Memoranda and Letters exchanged and agreements signed between the governments of India and China, 1954-1959*, White Paper, Ministry of External Affairs, Government of India, p. 67.

Mais c'est le 3 avril 1959 que le secrétaire des Affaires étrangères américain informe l'ambassadeur indien à Washington que le dalaï-lama, accompagné de quelques-uns de ses proches, est entré sur le territoire indien le 30 mars. Quelques jours auparavant, le chef spirituel et politique des Tibétains avait envoyé un message au gouvernement indien demandant l'asile politique. L'Inde « en accord avec les usages internationaux » accepte.



Le dalaï-lama à son arrivée en Inde. Source :
<http://www.worldmeets.us/larepubblica000017.shtml>

Nehru n'a aucune hésitation pour accueillir le dalaï-lama. En 1954, il évoquait déjà avec K.P Singh, un communiste népalais, la possibilité d'offrir refuge au chef des Tibétains si celui-ci le demandait.⁶⁷¹ Chou En-laï avait par ailleurs déclaré à Nehru que si le cas se présentait, il ne devait pas s'inquiéter de la réaction de la Chine, l'Inde ne faisant qu'appliquer un protocole international en usage.⁶⁷² Le Premier ministre indien est donc

⁶⁷¹ NA, Kew, FO 371/115018, Nehru's letter to Anthony Eden, 29 january 1955.

⁶⁷² GOPAL, Sarvepalli, Jawaharlal Nehru..., *op. cit.*, p. 89.

persuadé que l'accueil du dalaï-lama en Inde ne sera pas perçu comme un acte hostile par Pékin. Son entourage est pourtant loin de partager son avis.

Le ministre de la Défense, Krishna Menon, comparant la situation du Tibet à celle à laquelle doit faire face l'Inde au Nagaland, suggère par exemple à Nehru de refuser l'asile au dalaï-lama. Mais le Pandit ne voit aucune raison de ne pas offrir refuge au chef des Tibétains et ce d'autant plus qu'il a le soutien de l'opinion indienne qui approuve sans réserve sa décision. Et peu lui importe les protestations de Pékin : « *He is a welcome guest, not only because his spiritual leadership is accepted by many millions in India and in the neighbouring lands but because he represents the triumph of the human will indomitable against the forces of dark tyranny. As Mr Nehru has said, he will receive all the courtesies due to his position. (...) How the Chinese react to our act of friendship towards the dalai lama is not a matter on which much sleep will be lost anywhere in the country except in quarters which place the advancement of Communism above national interest or plain feelings of humanity.* »⁶⁷³ Le dalaï-lama est ainsi accueilli à la NEFA par un ancien officier indien de Lhassa avant de s'établir à Mussoorie le 21 avril 1959. Entre avril et mai 1959, près de 7000 Tibétains le rejoignent en Inde dans l'exil.

2. Un hôte embarrassant.

Le 12 avril 1959, P.N Menon, alors chargé de la communication du ministère des Affaires extérieures, informe le dalaï-lama que l'Inde ne souhaite pas lui donner son soutien politique. Le chef des Tibétains est sommé de ne pas dire ou faire quelque chose qui pourrait embarrasser le gouvernement indien. Menon lui demande en outre de ne pas faire de déclaration publique qui pourrait empêcher son retour à Lhassa. Le dalaï-lama est immédiatement mis à l'écart de l'assaut des journalistes venus du monde entier pour relater le récit de la fuite du « dieu-vivant ». Nehru explique son interdiction faite aux journalistes d'approcher le dalaï-lama par son souci de lui épargner le harcèlement des correspondants étrangers en quête de sensationnalisme. En réalité, il souhaite avant tout éviter tout incident.

⁶⁷³ «Welcome», *Hindustan Times*, 4th April 1959.



Arrivée du dalaï-lama en Inde. Source :
<http://completementzinzin.hautetfort.com/archive/2013/03/15/homai-vyarawalla-premiere-femme-photojournaliste-en-inde.html>

Car si le Premier ministre indien est prêt à accorder au chef des Tibétains l'asile, sa politique à l'égard de la Chine communiste reste inchangée : « *We have no intention to interfering in the internal affairs of China with whom we have friendly relations. In 1954, the Sino-Indian Agreement was concluded. It was in this that, for the first time, the principle of Panchsheel was stated.* »⁶⁷⁴

Son attitude suscite de nombreuses critiques dans le pays. L'opposition socialiste accuse le gouvernement indien, par l'intermédiaire de son chef Ashok Mehta, de faire du dalaï-lama un quasi-prisonnier.⁶⁷⁵ Et de fait, qu'il s'agisse des Indiens ou des journalistes étrangers, personne ne réussit à obtenir une interview du chef des Tibétains ou des membres de sa suite à Mussoorie.⁶⁷⁶

Nehru le met par ailleurs en garde : selon le droit international, toute activité politique est interdite aux réfugiés. Il lui demande par conséquent de se contenter d'exercer son autorité spirituelle. Le 24 avril 1959, le Premier ministre indien se rend à Mussoorie accompagné de son secrétaire des Affaires étrangères, Subimal Dutt, afin d'y rencontrer pour la première fois depuis son arrivée en Inde le chef des Tibétains.



Figure 7 : Le dalaï-lama avec Nehru le 24 avril 1959. Source : <http://claudearpi.blogspot.fr/2013/06/nehru-meets-dalai-lama-remarkable.html>

⁶⁷⁴ NA, Kew, FO 371/ 141589.

⁶⁷⁵ NA, Kew, FO 371/141595.

⁶⁷⁶ NA, Kew, DO 35/8982, Telegram n° 682 from Delhi to C.R.O, 13th May 1959.

L'entretien, qui dure près de quatre heures, est un échec pour les Tibétains. Nehru explique en effet au dalaï-lama qu'il ne reconnaîtra pas la création d'un gouvernement tibétain en exil. Subimal Dutt doute de la valeur légale d'une telle proclamation dans la mesure où le gouvernement tibétain n'est pas un gouvernement indépendant mais un gouvernement local jouissant de son autonomie : « (...) *the position is different from that of the governments represented peoples who had been independent nations. (The Dalai Lama's) spiritual authority is one thing and his temporal authority is another.* »⁶⁷⁷ Le dalaï-lama écrit dans ses mémoires sa déception face à la réaction de Nehru.⁶⁷⁸

En dépit des recommandations de Nehru, le dalaï-lama organise son gouvernement tibétain en exil. C'est en réalité dès janvier 1959 que le bruit court qu'un gouvernement tibétain libre existe en Inde. Un groupe de Tibétains, dont Gyalo Thondup, le frère du dalaï-lama, et des anciens officiels vivant en exil depuis des années à Darjeeling et Kalimpong, envoient en août 1958 au secrétaire général de l'ONU et aux Etats membres de l'organisation, un manifeste demandant de l'aide pour le Tibet. C'est cet appel qui donne l'idée à certains observateurs étrangers de l'existence d'un gouvernement tibétain libre.⁶⁷⁹ En réalité, même si les Tibétains réfugiés en Inde s'organisent pour mener la résistance contre la Chine communiste, ce n'est que le 29 avril 1959 que le dalaï-lama proclame la création d'un gouvernement tibétain en exil à Mussoorie. Son objectif est de restaurer la liberté au Tibet et d'être à même de prendre en charge l'important flot de réfugiés ayant fui la répression chinoise.⁶⁸⁰

Quoi qu'il en soit, il n'est pas question pour Nehru de reconnaître le gouvernement du dalaï-lama. Le 20 juin 1959, à Mussoorie, le dalaï-lama évoque sa volonté de continuer à incarner le gouvernement du Tibet avec ses collaborateurs : « (...) *wherever I am, accompanied by my Government, the Tibetan people recognise us as the Government of Tibet.* » Embarrassé, Nehru réagit immédiatement en donnant l'ordre au ministère des

677 NA, Kew, FO 371/141592.

678 The Dalai Lama, *Freedom in Exile*, London, Hodder & Stoughton, 1990, p. 182.

679 NA, Kew, FO 371/ 141589, FT 1015/1, Foreign Office (Far Eastern Department) to U.K Delegation NATO, January 31, 1950.

680 Fixé à Dharamsala en 1960, le gouvernement du Dalai Lama fonctionne comme un gouvernement ordinaire dont il a tous les attributs. Le dalaï-lama est depuis 1959 le détenteur du pouvoir exécutif. Cependant, il instaure progressivement un régime démocratique. Ainsi, les autorités tibétaines créent le 2 septembre 1960 le parlement tibétain en exil et l'Assemblée des députés du peuple tibétain. Le 10 mars 1963 une constitution fondée sur la Déclaration universelle des droits est promulguée au sein du gouvernement tibétain en exil.

Affaires extérieures indien de faire la déclaration suivante : « *The GOI want to make it clear that they do not recognise any separate government of Tibet and there is, therefore, no question of a Tibetan government under the Dalai Lama functioning in India.* » ⁶⁸¹



Le dalaï-lama à Mussoorie en 1959. Source :
<http://www.lapresse.ca/photos/international/201103/30/12-3943-le-dalai-lama-a-la-retraite.php#309470-dalai-lama-sa-maison-mussoorie>

⁶⁸¹ NA, Kew, FO 371/141596.

De son côté, la communauté tibétaine en exil tente d'influencer le gouvernement indien pour qu'il agisse en faveur du Tibet. Ainsi, peu après l'arrivée du dalaï-lama en Inde, une délégation de Tibétains émigrés, avec à sa tête l'ancien Premier ministre tibétain Lukhangwa exilé en Inde depuis 1955, soumet un *memorandum* en quatre points à Nehru : l'Inde doit demander à la Chine des garanties sur la sécurité du dalaï-lama, les réfugiés doivent pouvoir entrer librement en Inde, l'Inde doit envoyer une mission de charité avec du matériel médical et l'Inde doit soutenir le Tibet à l'ONU.⁶⁸² Le Premier ministre indien donne sa réponse à la délégation tibétaine dans une conférence de presse : « *(I) hope that the present difficulties in Tibet would end peacefully. (..) India was not in a position to intervene and in fact would not like to take any step which might aggravate the situation there.* »⁶⁸³ Nehru résume à ce moment là parfaitement sa position : le gouvernement indien, pas plus en 1959 qu'en 1950, ne veut intervenir de quelque façon que se soit pour le Tibet.

3. Le dalaï-lama doit retourner au Tibet.

Nehru se refuse à critiquer ouvertement la Chine par crainte d'envenimer une situation déjà complexe. Le Premier ministre indien pense en effet que l'Inde peut influencer les communistes chinois de façon positive sur la question du Tibet. De concert avec son secrétaire des Affaires étrangères, Subimal Dutt, Nehru souhaite ne pas « couper les ponts » entre la Chine et l'Inde, aussi bien dans l'intérêt des Tibétains que dans l'intérêt des relations entre les deux pays.⁶⁸⁴ Nehru est prêt à apporter un soutien diplomatique aux Tibétains. C'est ce qu'il rappelle par exemple lors d'un entretien avec Lokongwa, l'ancien premier ministre du Tibet de 1949 à 1954. S'il n'est pas possible pour

⁶⁸² KCA, n° XI, 1959-1960, p. 16800.

⁶⁸³ *Ibid.*

⁶⁸⁴ NA, Kew, FO 371/141592, FT1 015/83. Telegram n° 562 from Delhi to Commonwealth Relations Office, 21 st April 1959.

l'Inde d'intervenir militairement, le gouvernement indien doit s'efforcer d'aider les Tibétains par la voie diplomatique.⁶⁸⁵

En voyant l'émotion soulevée dans la plupart des pays asiatiques par la répression de la révolte tibétaine, le Premier ministre indien espère voir Pékin faire preuve d'une plus grande retenue au Tibet. Le supposé attachement de Pékin à l'opinion des pays non alignés, et plus particulièrement à celle de l'Inde, laisse croire à Nehru qu'il est encore possible de limiter les dégâts entre la Chine et le Tibet. Quoi qu'il en soit, le Pandit est embarrassé par la présence du dalaï-lama et souhaite qu'une solution soit trouvée, même si il sait, selon ses propres termes qu'elle « ne sortira pas d'un chapeau. »⁶⁸⁶

Pour Nehru, l'Accord en 17 points est déchiré. Il reposait sur deux points essentiels, l'autonomie du Tibet et la reconnaissance de la souveraineté chinoise sur celui-ci. Or, le Premier ministre indien ne se fait aucune illusions sur l'autonomie du Tibet qui n'a jamais existé que sur le papier.⁶⁸⁷ Certes, les autorités chinoises ne se sont pas attaquées au système économique et social du Tibet. Nehru a néanmoins parfaitement conscience que le Pays des neiges ne jouit d'aucune autonomie politique. En témoignent ses propos lors de sa conférence de presse annuelle en avril 1959 : « (...) *it is well known there have been conflicts and it is obvious that at present, since this uprising, there is no autonomy of Tibet. It is an obvious fact whatever the background may be...* »⁶⁸⁸ Et il ne se fait guère plus d'illusions sur les projets de Pékin : une intégration forcée du Tibet à la Chine à plus ou moins long terme. Pourtant, Nehru n'a pas abandonné l'idée que le Tibet puisse réellement jouir de son autonomie.⁶⁸⁹ Le Premier ministre indien déclare ainsi le 14 avril 1959 à Madras : « *I cannot imagine any feasible, practical or happy solution to the Tibetan issue without autonomy for the Tibetan people. (...) We accept Chinese overlordship of Tibet but I do earnestly hope that the Tibetan people will maintain and be*

685 Nehru explores way to aid Tibet, The New York Times, April 1, 1959.

686 NA, Kew, FO 371/ 141593, FT1015/102, Telegram n° 592 from Delhi to C.R.O, 25th April, 1959.

687NA, Kew, DO 35/8981, Press Information Bureau, Government of India, Transcript of Prime Minister 's Press Conference held on 5.4.59 at Vigyan Bhavan, (131).

688Hutheesing Raja, *Tibet fights...op.cit.*, p. 136.

689Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, New Delhi, 7 avril 1959, 00054 Asian reaction to Tibetan Developments, Intelligence Information Brief, April 14, 1959.

*able to enjoy their autonomy and not to be oppressed and suppressed by others and that sooner or later some such settlement will be arrived at.»*⁶⁹⁰

Mais surtout, Nehru souhaite que le dalaï-lama retourne au Tibet et négocie avec les communistes chinois. Il suggère ainsi au chef des Tibétains de renoncer à lutter pour l'indépendance du Tibet, qui est un « but inatteignable », et de se contenter de respecter l'Accord en 17 points signé avec Pékin en 1951 qui promet au peuple tibétain son autonomie. Car quelqu'un peut-il empêcher la Chine communiste d'absorber le Tibet ? Personne, affirme fataliste le Premier ministre indien. S. Gopal raconte que lors d'un entretien avec le dalaï-lama, Nehru lui aurait déclaré : « *Let us face facts. One cannot bring heaven to the people in India even if I wish it. The whole world cannot bring freedom to Tibet unless the whole fabric of the Chinese state is destroyed. Only a world war, an atomic war, could perhaps make that possible.* »⁶⁹¹

Le Pandit met en garde le dalaï-lama : s'il dénonce l'accord en 17 points, il ne fera que « donner une excuse aux Chinois pour affirmer qu'il n'est plus valide. » Au contraire, les Tibétains doivent continuer d'adhérer sans réserves à cet accord afin de montrer au monde que ce sont les communistes chinois qui ne respectent pas leurs engagements à l'égard du Tibet, ce qui les mettra dans l'embarras.⁶⁹²

Il pense en outre que la fuite du dalaï-lama est un avantage important dans les négociations avec les Chinois. Sa présence en Inde irrite particulièrement les autorités chinoises et Nehru est convaincu que celles-ci sont prêtes à faire des efforts pour ramener le chef spirituel et politique des Tibétains dans le giron chinois.⁶⁹³ Subimal Dutt est également d'avis que les autorités chinoises souhaitent le retour du dalaï-lama au Tibet. Cela leur permettrait en effet de pacifier, ou en tout cas de mieux contrôler, le peuple tibétain. Nehru espère pouvoir ainsi négocier le retour du dalaï-lama contre une

690NA, Kew, FO 371/143726, D 1025/4, Asian Reaction to Tibet. Statements, Resolutions, and Press Comment. May 25, 1959.

691GOPAL, Sarvepalli, *Jawaharlal Nehru...*, op. cit., p. 90. 7

692 NA, Kew, PREM 11/4008, Note of a talk with Mr. Nehru on Tibet held on 29th April 1959.

693 *Ibid.*

authentique autonomie.⁶⁹⁴ Même si les Chinois souhaitent de toute évidence le retour du dalaï-lama, rien ne laisse pourtant penser qu'ils envisagent l'autonomie du Tibet telle que celle souhaitée par Nehru.



PN Menon et le dalaï-lama. Source : <http://claudearpi.blogspot.fr/2013/04/tawang-chinese-afterthought.html>

⁶⁹⁴NA, Kew, FO 371/143726, Telegram n° 71 from Foreign Office to certain of Her Majesty's Representatives, June 2, 1959.

4. L'Inde mise en accusation par Pékin.

a. Le dalaï-lama enlevé par la « clique impérialiste. »

Pékin déclare immédiatement après le départ du Tibet du chef des Tibétains qu'il a été enlevé par des impérialistes désireux de diviser la Chine : « *They blatantly abducted the Dalai Lama and launched an all-out attack on the People's Liberation Army Units stationed in Lhasa on the night of March 19. The hope of a peaceful settlement was extinguished. The reactionary forces of Tibet finally chose the road of their own extinction.* »⁶⁹⁵ Les autorités chinoises visent plus particulièrement le gouvernement indien qui est accusé d'être à l'origine de la révolte des Tibétains. La presse et la radio chinoises évoquent à de nombreuses reprises les « réactionnaires indiens » qui suivent les pas des impérialistes britanniques. Chou En-laï n'est pas en reste lorsqu'il déclare le 15 avril 1959 :

« *Now, while we have having this happy gathering here, the Dalai Lama is being held in duress by the rebels and is outside our country. From the three letters written by the Dalai Lama to General Tan Kuan-shan, the acting epresentative of the Central People's Government, we can sense his grief and worry and the plight he is in. Like all the people of Tibet, we express our deep concern about the Dalai Lama.* »⁶⁹⁶

Le 23 avril 1959, c'est au tour du panchen-lama d'attaquer les Britanniques pour leur action passée au Tibet et de demander le retour du dalaï-lama, retenu par les imperialistes : « *I express my sincere hope that the Dalai Lama will be able to free himself of his predicament of being under duress, will return to the mainland, and will join the Tibetan people in working for a bright and happy new Tibet.* »⁶⁹⁷

⁶⁹⁵ HUTHEESING, Raja, *Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 51.

⁶⁹⁶ "Mr. Chou En-Lai's Hint », *The Times*, April 15 1959.

⁶⁹⁷ HUTHEESING Raja, *Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 92.

Les autorités chinoises affirment que les trois lettres écrites par le dalaï-lama en personne entre les 10 et 17 mars 1959 au général Tan Kuan-san, le représentant de Pékin à Lhassa, sont la preuve qu'il ne souhaitait pas quitter le Tibet. Dans ces lettres, nous l'avons vu, le chef des Tibétains affirme avoir demandé à son cabinet de ne pas s'opposer à la Révolution. Lors de sa rencontre le 24 avril 1959 avec Nehru à Musoorie, le dalaï-lama avoue être l'auteur des lettres publiées le 30 mars par la presse chinoise. Très étonné d'apprendre de la bouche même du chef des Tibétains que c'est bien lui qui a écrit ces lettres, le Premier ministre indien rapporte qu'il les a rédigées à un moment où il espérait encore pouvoir collaborer avec les communistes chinois.⁶⁹⁸

b. Le dalaï-lama répond à Pékin.

Afin de mettre un terme à la polémique déclenchée par Pékin, Nehru autorise le 18 avril 1959 la presse à venir près de la frontière pour assister à la lecture par un diplomate indien d'un communiqué du dalaï-lama. Le chef des Tibétains déclare dans cette important discours connu sous le nom de déclaration de Tezpur, qu'il est sur le sol indien « de sa propre volonté » et non contraint par le gouvernement indien comme le clame la République populaire de Chine. Il affirme en outre que l'Accord en 17 points a été signé sous la contrainte et qu'il n'a pas été respecté par Pékin qui avait promis de ne pas intervenir dans la religion, l'administration et les coutumes tibétaines. Le comité préparatoire pour le Tibet établi en 1956 dirigé par le dalaï-lama, le panchen-lama et Chang Kuo-hua, le représentant chinois, a en réalité « peu de pouvoirs », et « tous les problèmes importants sont décidés par les autorités chinoises » : « *After the occupation of Tibet by the Chinese armies the Tibetan Government, did not enjoy any measure of autonomy, even in internal matters, and the Chinese Government exercised full powers in Tibetan affairs.* »⁶⁹⁹

Cette déclaration est saluée par la presse non communiste occidentale et indienne. Le *Times of India* y revient par exemple dans son éditorial du 22 avril 1959 : « *The Dalai*

⁶⁹⁸ "Nehru meets the Dalai Lama ", *The Hindu weekly review*, April 27 1959.

⁶⁹⁹ *Declaration de Tezpur in Tibet, 1950-1967...*, op. cit., p. 375-378.

*Lama has spoken. And with his words, the elaborate façade of Tibetan autonomy and a “patriotic” Dalai Lama under “duress” has crumbled. The Tezpur declaration must constitute a serious political and diplomatic embarrassment to China. It is, therefore, not surprising that the first reactions from Peking have been sharp. The Panchen Lama has ridiculed it as an “upside down” statement and has suggested that it was dictated by the Tibetan traitors who continue to hold the Dalai Lama under duress on Indian soil. »*⁷⁰⁰

La réponse de Pékin ne se fait pas attendre. Loin d’être embarrassées comme le pense le *Times of India*, les autorités chinoises contre-attaquent dans un article publié dans *Xinhua* le 20 avril 1959. Elles contestent l’authenticité de la déclaration du dalaï-lama : « *The so-called « statement of the Dalai Lama » issued through an Indian diplomatic official in Tezpur on April 18, is a crude document, lame in reasoning, full of lies and loopholes.* »⁷⁰¹ Le style de la déclaration et le fait que celle-ci soit faite à la troisième personne prouve que le dalaï-lama n’en est pas l’auteur : (...) *one has reasons to suspect that the statement was not made by the Dalai Lama himself but by some person or persons.* »⁷⁰² C’est en réalité l’Inde qui est accusée d’avoir rédigé à la place du dalaï-lama la déclaration de Tezpur.

Le 19 avril 1959, Radio Peking rejette avec force l’allégation de l’indépendance du Tibet qui est une idée qui ne peut venir que des impérialistes. Les Chinois se défendent en outre d’avoir rompu l’Accord en 17 points en s’ingérant dans les affaires intérieures du Tibet. La répression de la révolte des Khampas, affirme Pékin, n’entre en effet pas dans le cadre de l’Accord en 17 points, le Kham n’étant pas sous la juridiction de Lhassa.⁷⁰³ Par ailleurs, aucun changement n’a été fait dans le statut politique du Tibet ni en ce qui concerne les fonctions et les pouvoirs du dalaï-lama. Les « rebelles » sont à l’origine du non respect de l’Accord en 17 Points. Le dalaï-lama répond dans un communiqué le 22 avril 1959 à Musoorie aux communistes chinois que la déclaration de Tezpur est bien de son fait.⁷⁰⁴ Nehru le confirme devant son parlement en déclarant que le chef des Tibétains n’est pas captif de l’Inde car les lois et la constitution indienne ne le permettent pas. Il

⁷⁰⁰ The National scene. India, China and Tibet”, *The Times of India*, April 22, 1959.

⁷⁰¹ New China News Agency in HUTHESING, Raja, *Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 88.

⁷⁰² Commentary on the So-called Statement of the Dalai Lama’ in *Tibet, 1950-67...*, op. cit., p. 379-85

⁷⁰³ *Ibid.*

⁷⁰⁴ “Dalai Lama confirms Tezpur statement”, *The Times*, April 23 1959.

ajoute qu'il est libre de retourner au Tibet « quand il le souhaite. »⁷⁰⁵ Le Pandit réfute à nouveau les accusations de Pékin dans une conférence de presse à Mussoorie le 24 avril 1959 après avoir rencontré le dalaï-lama. Il rappelle en outre que l'Inde n'a aucune volonté d'interférer dans les affaires chinoises : « (...) *India has had long standing religious and cultural contacts with the people of Tibet and the people of India are interested in developments there . India has had and has no desire to interfere in internal happenings in Tibet.* »⁷⁰⁶

Sous la pression de l'opinion, le gouvernement indien décide de laisser le dalaï-lama s'adresser en personne à la presse le 20 juin 1959. A cette occasion, il réaffirme à nouveau que le Tibet est un pays indépendant et que son gouvernement a géré ses affaires intérieures et extérieures de façon souveraine. L'intervention chinoise en 1950 est une agression : « (...) *when the Chinese armies violated the territorial integrity of Tibet they were committing a flagrant act of aggression.* » Le chef tibétain dénonce l'Accord en 17 points, accord imposé sous la menace d'une action militaire de la Chine communiste contre le Tibet : « *The Agreement of 1951 was between two independent and sovereign States. But when the Chinese armies violated the territorial integrity of Tibet, it was a flagrant act of aggression. The Agreement which followed this invasion was thrust upon the people of Tibet. The consent of the Tibetan Government was obtained under duress and at bayonet point. The Tibetan seal put on the Agreement was not the real one, but copied and fabricated in Peking.* »⁷⁰⁷

Le chef des Tibétains déclare à cette occasion que le but des Chinois semble être de toute évidence « l'extermination de la religion, la culture et même l'absorption de la race tibétaine. »⁷⁰⁸ Pourquoi avoir accepté de signer l'Accord en 17 points ? Pour éviter la destruction totale du Tibet, répond le dalaï-lama. Le chef spirituel et politique des Tibétains demande aux communistes chinois l'intervention d'une commission d'investigation internationale pour enquêter au Tibet. Il conclut en indiquant à Pékin que la seule solution désormais acceptable entre les deux pays doit assurer au Tibet la

⁷⁰⁵ Excerpts from Nehru's statement on situation in Tibet, *The New York Times*, April 28 1959.

⁷⁰⁶ Statement made by Foreign Secretary to the Chinese Ambassador, 26 april 1959, *Notes, Memoranda and Letters exchanged and agreements signed between the governments of India and China, 1954-1959*, White Paper, Ministry of External Affairs, Government of India, p. 68.

restauration de ses droits et de ses pouvoirs d'avant l'invasion de 1950, sans quoi il refusera de retourner au Tibet.⁷⁰⁹



Le dalaï-lama répond aux journalistes à Musoorie. Source :
<http://www.lapresse.ca/photos/international/201103/30/12-3943-le-dalai-lama-a-la-retraite.php#309469-dalai-lama-repond-questions-journalistes>

⁷⁰⁷ Déclaration de Musoorie, 20 juin 1959 in Hutheesing Raja, *Tibet fights...*, *op. cit.*, p. 100.

⁷⁰⁸ NA, Kew, DO 35/8982, Return to Tibet in bondage, *Hindustan Times*, 21/06/59.

⁷⁰⁹ NA, Kew, DO 35/8982, Dalai demands greater Tibet, Amdo, Kham, *Hindustan Times*, 21/06/1959.

c. Pékin accuse l'Inde.

Les déclarations du dalaï-lama ou de Nehru sont loins de calmer la République populaire de Chine. Contrairement à ses allégations, l'accueil du dalaï-lama en Inde est clairement perçu par Pékin comme un « acte inamical » et une rupture du *panchsheel*.⁷¹⁰ Rapellons que pour la République populaire de Chine, le monde est divisé en deux camps : celui du monde communiste et celui des impérialistes et de leur laquets. Une troisième voie n'est pas envisageable. La volonté de Nehru de faire preuve de réalisme au sujet du Tibet n'apaise en rien les autorités chinoises promptes à accuser le gouvernement indien d'être le « chien rampant des impérialistes étrangers. » Les autorités chinoises organisent notamment un défilé devant l'agence commerciale indienne. La foule clame des slogans tels que « *India quit Tibet* », « *Nehru is a double-faced person.* » Le Pandit est accusé de s'ingérer dans les affaires intérieures de la République populaire de Chine en soutenant ouvertement le Tibet : (...) *some people with power in India mistakenly believe that this is the time to exert pressure on China by attacking China with the Tibetan independence scheme.* » Et d'ajouter : « *The expansionists of India should know that the sovereignty of China cannot be violated.* »⁷¹¹

Une résolution est adoptée à Pékin le 29 avril 1959 par le second congrès national du peuple accusant l'Inde de s'ingérer dans les affaires de la Chine.⁷¹² En effet, rappelle fermement le gouvernement chinois, le Tibet est chinois. Et les « impérialistes étrangers » qui seraient tentés de s'ingérer dans ses affaires sont prévenus: « *Tibet is an inalienable part of China. It belongs to the big family of the Chinese people, to the broad mass of the Tibetan people, not to the handful of reactionaries, much less to the imperialists and foreign interventionists. The rebellion of the handful of Tibetan reactionaries and its suppression are wholly internal affairs of China which do not permit of any interference by foreigners.* » Et d'ajouter que la révolte tibétaine ne fera qu'accélérer la mise en place

⁷¹⁰ NA, Kew, FO 371/141593, FT 1015/123, Resolution of the First Session of the Second National People's Congress of the People's Republic of China on the question of Tibet, April 29, 1959.

⁷¹¹ *Times of India*, April 23rd 1959.

⁷¹² NA, Kew, FO 371/141593, FT 1015/123, Resolution of the First Session of the Second National People's Congress of the People's Republic of China on the question of Tibet, April 29, 1959.

des “réformes démocratiques” : « (...) *no intervention by any foreign forces, no matter under what pretext or form, can prevent the realisation of theirs policy of ours in Tibet (...).*»⁷¹³

Les autorités chinoises ont-elles cherché à travers ces accusations portées contre l’Inde à détourner l’attention du peuple des problèmes internes de la Chine en flattant son nationalisme ? Quoi qu’il en soit, malgré les tentatives d’apaisement de Nehru, les semaines suivant la révolte tibétaine voient les officiels chinois se déchaîner contre New Delhi. Le Général Fu Cheung, député en chef du département politique de l’armée, met par exemple en garde les « imperialistes et expansionnistes », dont l’Inde fait partie en premier lieu, d’arrêter leurs activités hostiles à la Chine.⁷¹⁴

Le 6 mai 1959, le *People’s Daily* publie un long éditorial de deux pages, probablement rédigé par Chou En-laï lui même, qui accuse Nehru de commettre une « erreur déplorable » en se mettant du côté des rebelles et en s’ingérant dans les affaires de la Chine :

« *It is a thoroughly backward, reactionary, cruel and barbarous system. (...) May we ask of those vociferous self-styled sympathisers of the Tibetan people, just who are the “Tibetan people” you sympathise with ? Whose autonomy or independence is the autonomy or “ independence” of Tibet you propagandise ? Whose defeat is the defeat of the rebellion in Tibet which you weep and mourn over ? It seems that many of the so-called “sympathisers” are only usurping the name of the Tibetan people, the name of Tibetan autonomy and the name of humanitarianism. It is not the Tibetan people they sympathise with, but those who for generations oppressed, exploited and slaughtered the Tibetan people, those chiefs of the cannibalistic system in Tibet. When the big serf-owners in Tibet gouge out the eyes and hearts of the serfs, these specialists in sympathy did not feel it a tragedy and did not demand of these serf-owners moderation and humanitarianism.*»⁷¹⁵

⁷¹³ *Ibid.*

⁷¹⁴ “Attacks on India continue”, *The Times*, April 27 1959.

⁷¹⁵ “Revolution in Tibet and Nehru’s philosophy”, *People’s Daily*, 6 May 1959

Le Premier ministre indien, non content de défendre une société barbare et cruelle est accusé d'être à la botte d'une « sainte-alliance contre-révolutionnaire » comprenant les Américains, les Britanniques, la Corée du Sud, le Vietnam du Sud, Chang Kai-shek, sans oublier les « partis réactionnaires indiens » que sont le *Praja Socialist Party* et le *Jan Sangh Party*. Il se laisse involontairement manipulé par cette alliance et sa « soi-disant sympathie pour le Tibet ». L'article affirme que même si l'Inde ne veut pas occuper le Tibet, il est clair qu'elle veut empêcher la Chine d'exercer ses droits sur le Pays des neiges. Certaines figures politiques indiennes ont repris la tradition britannique de ne reconnaître que la suzeraineté de la Chine et ne donne pas la même signification au mot autonomie que la constitution chinoise. Pourtant, le Tibet n'est pas un protectorat. Il s'agit d'une région sur laquelle la Chine exerce sa souveraineté : « *Consequently, any question concerning Tibet can only be settled by China and in China, and not in any foreign country.* » L'idée d'un Tibet Etat tampon, au contraire, empêcherait la paix entre la Chine et l'Inde en créant un sentiment d'insécurité.. L'article conclut que même si l'Inde, qui a gagné son indépendance contre les Britanniques, rejette l'impérialisme, elle ne peut s'empêcher d'être influencée par ce même impérialisme.⁷¹⁶

d. L'Inde entre indignation et résignation.

(1) Le gouvernement indien choqué par les accusations de Pékin...

Le gouvernement indien est particulièrement contrarié de se voir accusé par Pékin, en dépit de ses efforts pour maintenir avec elle des relations amicales. Le 1^{er} avril 1959, le ministre indien des Affaires extérieures condamne dans un communiqué officiel les critiques formulées par l'ambassade chinoise à New Delhi : « *(it) is really no violation of diplomatic privileges as such, but it is highly improper for any mission posted in any*

⁷¹⁶ "Revolution in Tibet and Nehru's philosophy", *People's Daily*, 6 May 1959

country to make any critical statement about the Government of that country or its activities... In this case, the Prime Minister's integrity has been challenged, his honesty has been challenged...»⁷¹⁷ La Ministre des Affaires extérieures de l'Inde, Lakshmi Menon, répond le 2 avril 1959 devant le parlement indien à Pékin qui affirme que Kalimpong est le point de départ de la révolte tibétaine.⁷¹⁸ Le ministre dément formellement le fait que Kalimpong soit un « nid d'espion. » Le maintien des accusations de Pékin malgré son démenti remet pour le gouvernement indien en cause son « intégrité et son honnêteté. » Et de conclure : « *On behalf of the Government I can say that no part of India will be used ever by any country or any group for propaganda or to carry on subversive activities against any country, much less against a friendly country like China.* »⁷¹⁹

Le 27 avril 1959, Nehru fait part de son côté de son regret de voir Pékin accuser l'Inde et utiliser le langage de la guerre froide. Il prononce à cette date un important discours au parlement dans lequel il rejette avec force et comme étant « surréalistes » les accusations de Pékin. Il souligne que de tels propos mettent en danger le *panchsheel* : « (...) *All I can say is that I have been greatly distressed at the tone of the comments and the charges made against India by responsible people in China. They have used the language of cold war regardless of truth and propriety (...). The charges made against India are so fantastic that I find it difficult to deal with them.* »⁷²⁰ Le Premier ministre indien cherche par tous les moyens à désamorcer la crise tibétaine. C'est dans ce but qu'il invite le panchen-lama à venir voir par lui-même que le dalaï-lama n'est pas retenu sur le sol indien. Mais la réponse de celui-ci est invariable : le dalaï-lama a reconnu avoir écrit les trois lettres et est donc captif. « *I cannot see the value of my visiting India to see the Dalai Lama. (...) the Tibet question can be solved in Tibet. It can be solved only in China, definitely, not in any foreign country.* »⁷²¹

717 Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Asian reaction to Tibetan Developments, Intelligence Information Brief, April 14, 1959.

718 NA, DO 35/8982, Pol. 71/3.

719 "New Delhi calls Peiping's charge insult to Nehru", *The New York Times*, 2 April 1959.

720 NA, Kew, FO 371/143726, D 1025/4, Asian Reaction to Tibet. Statements, Resolutions, and Press Comment. May 25, 1959.

721 "Panchen Lama replies to Mr. Nehru", *The Times*, April 30 1959.

Dans un discours devant la *Rajya Sabha*, la Chambre haute du parlement indien, le 4 mai 1959, le Premier ministre indien fait part à nouveau part de son indignation : « *It has been a shock to me beyond measure. Because I have looked up to the Chinese, and look up to them still because o their great accomplishments, their great culture and all that, it has been a shock to me that this kind of thing should be said and done in the excitement of the moment. I hope that excitement will pass.* »⁷²²

(2) Concilier l'amitié pour le Tibet et celle avec Pékin : un objectif impossible à atteindre ?

Nehru est très embarrassé par la crise tibétaine et l'attitude de Pékin qu'il ne comprend pas : « *What after all, have we done in this matter ? We have received the Dalai Lama and his party, and some thousands of refugees. What have we done wrong here ? Is it suggested we should have refused asylum to the Dalai Lama ? I doubt whether, out of all the hundreds of millions of Indians, even a few thousand would have approved such a policy.* »⁷²³ D'un côté, il souhaite préserver l'amitié sino-indienne, mais Pékin ne fait rien pour aller dans ce sens. De l'autre, il n'est pas indifférent au sort des Tibétains et souhaiterais pouvoir trouver une solution au conflit sino-tibétain.

La politique étrangère de l'Inde est basée sur trois facteurs : la préservation de la sécurité et le maintien de l'intégrité de l'Inde, le maintien de relations pacifiques avec la Chine et une profonde sympathie pour les Tibétains. Mais ces objectifs s'opposent et mettent l'Inde dans une situation pour le moins délicate. Nehru en est bien conscient lorsqu'il évoque lors d'un débat de politique étrangère le 23 mars 1959 devant la *Lok Sabha* la « situation délicate et difficile » pour l'Inde créée par la révolte tibétaine.

Le 30 mars 1959, le Premier ministre indien déclare devant la *Lok Sabha* que l'Inde souhaite avoir des relations amicales avec le Tibet mais qu'il est important dans le même

722 HUTHEESING, Raja, *Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 153.

723 "India disturbed by rift with China", *The Times*, May 5 1959.

temps d'avoir de bonnes relations avec la Chine.⁷²⁴ Même s'il semble difficile pour l'Inde de ménager la Chine tout en accueillant le dalaï-lama et les réfugiés tibétains, Nehru est déterminé à appliquer cette politique. C'est ainsi qu'il déclare à propos des sévères accusations que Pékin porte à l'encontre du gouvernement indien:

*« There has been a slight toning down in the Chinese attacks on India, but there is always a note of warning. If China continues to criticize us, we shall hit back. So far as we are concerned, we shall endeavour to hold to our present policy and use language of restraint, trying to avoid needless provocation, but obviously we cannot submit to any kind of dictation from China in regard to the Dalai Lama or the other refugees. This friction between India and China is a hard test for us. We have to show how we can be firm and yet continue to be courteous and friendly . The Government will follow this policy.»*⁷²⁵

Depuis la signature du traité sino-tibétain de 1954, New Delhi a reconnu la souveraineté de Pékin sur le Tibet et refuse que les événements tibétains de mars 1959 ne soient un obstacle à l'amitié sino-indienne. Nehru le martèle : *« We have no intention of interfering in the internal affairs of China with whom we have friendly relations. »*⁷²⁶ Le Pandit rappelle qu'il n'est nullement question de s'ingérer dans les affaires intérieures de la République populaire de Chine dans une zone qu'il appelle à maintes reprises la région chinoise du Tibet.⁷²⁷ L'Inde a certes fait le choix d'ouvrir ses portes au dalaï-lama, mais Nehru veut préserver les bases d'une politique de non-ingérence réciproque et maintenir des relations cordiales avec Pékin : il refuse donc de prononcer les paroles qui créeraient la rupture.

Déjà en 1958, New Delhi rassurait Pékin en affirmant que l'Inde reconnaît que le Tibet est une partie intégrante du territoire chinois. Ainsi, en réponse à une lettre du

⁷²⁴Prime Minister Jawaharlal Nehru's Statement in the Lok Sabha in SHARMA, S. K., Usha, *Encyclopaedia of Tibet...*, op. cit., p. 63.

⁷²⁵New Delhi, 18 May 1959, NEHRU, Jawaharlal in *Letters to Chief Ministers, 1947-1964*, volume 5, 1958-1964, Oxford, London, Delhi, Bombay, Calcutta, Madras, Oxford University Press, 1989, p. 240-241.

⁷²⁶Prime Minister Jawaharlal Nehru's Statement in the Lok Sabha on 23 March, 1959 in SHARMA, S. K., Usha, *Encyclopaedia of Tibet...*, op. cit., p.59.

⁷²⁷ NA, Kew, DO 35/ 8980, Tibet situation. Mr Nehru's Statement in Lok Sabha, New Delhi, March 23 1959.

Foreign Office de Pékin accusant déjà Kalimpong d'être un centre d'espionnage américain et tibétain, Nehru faisait la réponse suivante: « (...) *the Government of India attach the highest importance to friendly relations between India and China. This friendship is traditional and was emphatically reaffirmed in the agreement which enunciated the famous five principles which the Government of India faithfully follow in their relationships. With China as with all other countries. The Government of India recognise that the Tibetan region is part of the People's Republic of China.* » Le gouvernement indien assure à Pékin qu'aucune activité d'espionnage contre un pays étranger ne serait permise sur son territoire. Lorsque Nehru évoque les articles critiquant Pékin publiés dans le *Tibetan Mirror*, un journal édité par un indien et non par les Tibétains comme l'affirme la Chine, Nehru rappelle que les lois indiennes ne permettent pas de censurer un journal, mais promet d'intervenir si l'amitié sino-indienne doit être mise en péril.⁷²⁸

Quoi qu'il en soit, les tensions entre les deux pays, nées en partie de l'exil du dalaï-lama sont au printemps 1959 très fortes. Subimal Dutt raconte par exemple que lors d'une rencontre à New Delhi le 16 mai 1959 avec l'ambassadeur chinois, ce-dernier lui aurait déclaré : « Vous ne pouvez pas avoir deux fronts, n'est-ce pas ? » faisant allusion au fait que l'Inde ne peut pas avoir en plus du Pakistan la Chine communiste comme ennemi. Informé, Nehru aurait répondu aux Chinois dans une lettre que l'Inde ne se laissera pas mettre de pression par Pékin.⁷²⁹ Les observateurs étrangers scrutent de leur côté avec attention les joutes verbales échangées entre l'Inde et la République populaire de Chine. L'arrivée du dalaï-lama en Inde sera-t-elle l'occasion pour Nehru de changer de cap politique ?

⁷²⁸ NA, Kew, DO 35/ 8980.

⁷²⁹ Subimal Dutt, *With Nehru in the Foreign Office*, Calcutta, Minerva, Association Publications, 1977, p. 155-156.

C. La révolte du Tibet : un tournant de la politique étrangère de l'Inde?

1. Le non alignement et la coexistence pacifique remis en cause ?

L'attitude de la Chine envers l'Inde est perçue comme un coup dur pour la politique étrangère de Nehru. D'aucuns soulignent le contraste entre les efforts de l'Inde pour entretenir des relations d'amitié avec la République populaire de Chine et l'attitude méprisante de Pékin envers sa voisine indienne. Stanislas Ostrorog, ambassadeur de la France à New Delhi, décrit dans une note adressée au ministre des Affaires étrangères français datée du 3 avril 1959, ce qui lui semble être l'échec de la politique de l'idéaliste Nehru :

« Dans sa politique d'équilibre entre les deux blocs qui divisent le monde, l'Inde a pu jusqu'à présent se prévaloir de son caractère asiatique pour dénoncer en période de crise l'impérialisme de l'Occident. (...) Nehru crut à la vertu des pays qui subirent l'épreuve d'une domination étrangère et souffrent encore de sous développement. Il s'attacha à les unir non seulement dans un effort politique et social, mais aussi pour la mise en œuvre de méthodes pacifiques. L'inscription de cinq principes de justice internationale dans le premier acte conventionnel conclu avec la République Populaire de Chine constituait dans son esprit une sorte de charte de l'Asie. (...) A quatre ans de distance, la Chine Populaire, impatiente d'étendre au Tibet comme ailleurs l'ordre communiste, emploie les méthodes conformes à sa doctrine sans s'inquiéter de porter atteinte aux principes que Nehru invoque dans ses homélies. Le Premier Ministre de l'Inde se trouve en mauvaise posture. Le blâme et la condamnation ne s'adressent plus maintenant à ces pays d'Occident qui d'après la thèse anticolonialiste abusèrent de leur force dans une lutte inégale. C'est une puissance asiatique qui se trouve en cause, une de celles qui naguère encore se posaient en victimes. (...) L'ordre communiste régnera donc à Lhassa, et si l'Inde se permet de faire objection, elle sera non seulement contredite, mais accusée. »⁷³⁰

⁷³⁰ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Stanislas Ostrorog, Ambassadeur de France aux Indes à Son Excellence Monsieur Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, 3 avril 1959, 00027.



The Mail, 30 March 1959.

Les gouvernements occidentaux voient, non sans une certaine satisfaction, les relations entre l'Inde et la Chine mises à mal. Nehru est pointé du doigt par le bloc occidental qui ne comprend pas son obstination à poursuivre sa politique d'amitié avec Pékin. La presse occidentale remet en cause la politique du non alignement et les cinq principes de la coexistence pacifiques : que valent ces principes, si souvent évoqués pour sauvegarder la paix mondiale, alors même que la République populaire de Chine fait le choix de les piétiner en brutalisant le Tibet ? La position « neutre » de l'Inde est considérée comme idéaliste voire absurde, alors que Pékin découvre son véritable visage à la face du monde.

Seul l'ambassadeur français souligne la position délicate de l'Inde qui ne peut se permettre une guerre avec la Chine. Ainsi, à propos de la révolte tibétaine de mars 1959, il écrit au ministre des Affaires étrangères français : « Nehru n' y peut rien. Il le sait et s'efforce de le faire comprendre à l'étranger, notamment à Londres. (...) Mieux vaut regarder la carte avant de porter jugement. En partant du Cachemire, à l'extrême nord, tout le long d'Etats indiens, puis du Népal, du Sikkim, du Bhoutan, enfin de l'Assam, l'Inde a frontière commune avec le Thibet, c'est à dire avec la Chine. Or la distance et les obstacles naturels ne comptent guère au temps des transports aériens. L'Inde peut sentir sur des milliers de kilomètres le poids de la puissance chinoise. Le maintien de relations amicales avec la République Populaire prend forme d'impératif catégorique. »⁷³¹

2. La désillusion de Nehru ?

Nombreux sont les observateurs à s'interroger sur la future politique de Nehru à l'égard de la République populaire de Chine. Le 26 mars 1959, le journal *Janasevak* s'interroge sur l'attitude de l'Inde face aux événements tibétains : « *What will India do if future reports confirm that Tibetans organized national uprising preserve their freedom and sovereignty? In that case will treaty with China be more important to her or will she*

⁷³¹ *Ibid.*

*try mediate in support of freedom struggle of Tibetans by peaceful methods in pursuance of declared policy of GOI support freedom urges of all enslaved peoples of world? We know that this mediation will be difficult and may hardly be successful, but how can India deviate from her objective be friendly with oppressed? »*⁷³²

Ces interrogations sont pleinement partagées par le bloc occidental au lendemain de la révolte tibétaine. Le « viol » du Tibet comme le nomme le *New York Times* en 1959 annonce-t-elle une nouvelle ère dans les relations entre Pékin et les autres pays asiatiques ? Le journal parle de la fin d'une grande illusion en Asie à propos du communisme : « *The change, building up slowly as Asia watched China sink into slavery, received a tremendous impetus from the Chinese communist rape of Tibet, which was to Asia what Czechoslovakia and Hungary were to the West Now more and more Asian countries begin to feel the hot breath of the Chinese Communist dragon and are beginning to look to their defenses.* » Pour preuve, le *New York Times* évoque la prise de conscience de Nehru qui après avoir dû chasser les communistes au Kerala, doit supporter les campagnes anti-imperialistes de Pékin contre l'Inde.⁷³³

La révolte tibétaine et la fuite du dalaï-lama en Inde signent-elles la fin de l'amitié sino-indienne et marque-t-elle le début du « désenchantement »⁷³⁴ de l'Inde avec le communisme ? Est-ce le début d'une certaine « désillusion » de Nehru, comme l'espère, pour ne citer qu'elle, la direction des Affaires politiques françaises ? Cette-dernière est en effet persuadée que Nehru n'a pas d'autre choix que de revoir sa politique étrangère de façon globale : « Fondée sur la coexistence pacifique, la politique extérieure de M. Nehru est remise en question par la méfiance et la peur qu'inspire l'impérialisme de la nation la plus puissante du continent. (...) La rébellion tibétaine reste, au premier chef, un grave échec pour la propagande et la politique extérieure de Pékin et du bloc communiste en général. Champion des peuples opprimés, soutien des mouvements de libération d'Afrique

⁷³² NARA, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy New Delhi, 1959-1963, Box 78, Telegram from Calcutta n° 552, March 26, 1959, Foreign Service of the United States of America.

⁷³³ "The Great disillusion", *The New York Times*, August 17, 1959.

⁷³⁴ NA, Kew, PREM 11/ 4008, Commonwealth Relations Office, Serial N° 29/59, Prime Minister, 8th May 1959.

et d'Asie, la Chine communiste emploie la force pour réduire un peuple qu'elle destine à la servitude. »⁷³⁵

L'opinion, plus particulièrement aux Etats-Unis n'est pas en reste. Le *New York Times* confit à de multiples reprises dans ses colonnes son espoir de voir la politique étrangère de Nehru vis-à-vis de Pékin changer de cap :

*« Now Tibet has shown that in the modern world a new imperialism has arisen one that comes from the East from men with non-white skin, and from a land ruled by Communists. In the past many people in Asia have scoffed at Western warnings that Communist imperialism was the new menace . Tibet has vividly confirmed those warnings, as has the unbridled violence of the Chinese Communists' orgy of anti-indian vituperation. It is too much to hope that Mr Nehru and others in position of responsibility in the neutralist nations will learn the full lesson of Tibet and adjust their policies accordingly ? »*⁷³⁶

Les gouvernements américains et anglais espèrent que les événements se déroulant au Tibet ouvrent les yeux de Nehru. Mais c'est surtout à la politique du non alignement que Washington et Londres souhaitent voir renoncer l'Inde. Steeves, le représentant américain au consulat de Hong Kong affirme ainsi que la révolte tibétaine de mars 1959 et son « inhumaine » répression par les communistes chinois pourraient être le point de départ du changement d'attitude de l'Inde vis-à-vis de sa voisine communiste. Ses espoirs de voir l'Inde adopter une autre politique étrangère se basent sur les propos d'Adarkar, le commissaire indien à Hong Kong, pour lequel la répression chinoise au Tibet a sans aucun doute profondément choqué l'opinion indienne : *« Adarkar, while making valiant attempt justify India's appeasing attitude toward Peiping (...) did express very vehemently that Tibetan operation effect on Indian opinion would be profound and shocking, that if evidence were needed to unmask communisms true nature this was it. »*⁷³⁷

⁷³⁵ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Direction générale des Affaires politiques, aspects internationaux de la révolte tibétaine, 9 avril 1959, 00063.

⁷³⁶ "Mr Nehru on Tibet", *The New York Times*, April 29 1959.

⁷³⁷ NARA, RG 59, *General Records of the Department of State*, 1955-1959, Central Decimal Files, 793.B 00/4-159, Box 3950.

Notons cependant que l'attitude des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne face à la possibilité d'exploiter la révolte tibétaine pour leur propre compte est différente. En effet, si la Grande-Bretagne espère que les événements tibétains puissent être utilisés contre le camp de l'Est, il n'est pas question d'intervenir ouvertement dans ce sens. Laisser les faits parler d'eux-mêmes pour que les peuples asiatiques soient convaincus de la « duplicité » des communistes chinois est la méthode choisie par le *Foreign Office*. En 1959, le *Commonwealth Relations Office* se félicite également du fait que les événements tibétains puissent « désenchanter » l'Inde et les autres pays asiatiques vis-à-vis de la Chine communiste et de sa politique. Mais, met en garde le *Commonwealth Relations Office*, la Grande-Bretagne doit prendre garde de ne pas venir mettre une tache à cette heureuse attitude en critiquant Nehru ou en s'empressant de faire condamner la Chine par le monde non-communiste. Nehru doit être le premier à se prononcer sur l'action chinoise au Tibet.⁷³⁸

Pour Washington, au contraire, il est important d'encourager activement les nations asiatiques dans cette voie. C'est ce que suggère par exemple l'ambassade américaine de New Delhi en avril 1959: « (...) *Asian audiences will catch the full impact of this "hungary" type suppression now blossoming in Asia and we would do well to discreetly fix this parallel in their minds.* »⁷³⁹ L'Inde, et d'une façon plus générale les pays asiatiques, doivent choisir leur camp. Une troisième voie n'est pas envisageable. Le choix du non alignement est aux yeux de Washington synonyme de neutralité, ce qui lui apparaît d'un point de vue moral inacceptable. La révolte tibétaine doit faire office d'électrochoc et permettre une prise de conscience des nations asiatiques du caractère néfaste et dangereux du communisme. Ainsi, le secrétaire d'Etat Acheson, dans un message adressé à certaines ambassades américaines le 9 novembre 1959, écrit à ce propos :

« *Chi commie invasion Tibet, aggressive broadcasts aimed at Nepal, armed invasion North Korea, and known assistance Ho Chi Minh regime IC probably causing Asian countries reevaluate commie threat to themselves. Most Asian nations preoccupied with evils colonialism and have minimized communism (...) U.S*

⁷³⁸ NA, Kew, DO 35/8981, Tibet, Commonwealth Relations Office, 20th April, 1959.

⁷³⁹ NARA, RG 59, *General Records of the Department of State*, 1955-1959, Central Decimal Files, 7H93.B 00/4-159, Box 3950. NND 877406.

*believes other Asian nations cannot remain neutral toward communism as neutrality amounts to supine acceptance of domination and is regarded as weakness by enemy. All non-communist nations should re-appraise communism and prepare support each other against enemy.»*⁷⁴⁰

3. Nehru maintient son cap politique, malgré des relations difficiles avec Pékin.

Si officiellement Nehru s'efforce de préserver une entente cordiale avec la Chine, les relations entre les deux pays sont pourtant clairement mises à mal par la révolte tibétaine de mars 1959. Déjà ; l'annulation de la visite au Tibet de Nehru quelques mois plus tôt avait rendu les relations entre les deux pays plus tendues.⁷⁴¹ Ce refroidissement entre New Delhi et Pékin ne passe d'ailleurs pas inaperçu auprès du haut-commissaire britannique à New Delhi qui se félicite que les relations entre l'Inde et la Chine soient devenues « glaciales.»⁷⁴²

Mais les événements tibétains jettent cette fois un véritable froid sur les officiels indiens qui ont apparemment tout fait pour qu'une large publicité soit faite de l'évènement.⁷⁴³ Fait significatif, Nehru et Chou En-laï ne se sont pas échangés de messages personnels depuis le mois de septembre 1958. Par ailleurs, le fait que cent soldats chinois empêchent les membres indiens du consulat général de Lhasa de sortir, officiellement pour assurer leur protection, a fortement déplu à New-Delhi qui craint par

740The Secretary of State to certain Diplomatic and Consular Officer in United States Department of State Foreign relations of the United States, 1950, East Asia and Pacific..., *op. cit.*, vol VI, p. 158.

741 Chou En-laï annule fin 1958 un voyage de Nehru prévu au Tibet, officiellement pour des raisons de sécurité, officieusement pour que le Premier ministre indien ne soit pas le témoin des troubles qu'affronte la Chine au Tibet. Contrarié, Nehru confie au voyageur Amaury de Riencourt que si quelqu'un doit se sentir en danger au Tibet, c'est Chou En-laï lui même.. NA, Kew, DO 35/3980, Telegram N° 450 from Delhi to Commonwealth relations Office, Delhi, 31st March 1959.

742NA, Kew, DO 35/3980, Telegram N° 450 from Delhi to Commonwealth relations Office, Delhi, 31st March 1959.

743NA, Kew, FO 371/141589, Anderson to Twist, POL 296/2, Office of High Commissioner New Delhi, 22nd March 1959.

ailleurs que le Sikkim et le Bhoutan ne soient touchés à leur tour.⁷⁴⁴ L'ambassadeur américain à New Delhi, Bunker, note que les relations entre la Chine et l'Inde se sont considérablement dégradées et que les Indiens sont prêts si nécessaire à sacrifier le Tibet. Malgré la volonté affichée de Nehru de concilier à la fois la sécurité de l'Inde, l'amitié sino-indienne, et son soutien moral au Tibet, ce dernier objectif semble ne pas peser bien lourd face aux enjeux que représente l'amitié sino-indienne pour la sécurité de l'Inde :

*« (...) I think that it is of great importance for India and China to be on friendly terms with each other, even though they might differ greatly in regard to their policies internally, and, further, that neither country has any business to interfere in the other country because such interference does not produce any desirable results even from the point of view of the person who wants to interfere unless the result aimed at is just ill-will and anger, which is the essence of cold war. The cold war does not convert the other party at all; it makes it more rigid (...). »*⁷⁴⁵

Nehru craint particulièrement que l'Inde entre dans le jeu de la guerre froide et cherche donc à éviter par ses actes ou ses paroles que le Tibet ne l'y précipite. Par ailleurs, si l'Inde apporte son aide au Pays des neiges, cela pourrait encourager les Américains, à intervenir. Nehru, qui ignore tout des activités de la CIA au Tibet et pense que les Kampas reçoivent le soutien du Guomindang, souhaite éviter une intervention américaine, d'autant plus que les relations entre New Delhi et Washington sont alors au plus bas.⁷⁴⁶ Les Etats-Unis ont en effet signé avec le Pakistan en janvier 1959 un traité qui les autorise à y établir des sites de lancement de missiles. Les Américains s'engagent en retour à fournir des armes non-conventionnelles aux autorités pakistanaises, ce qui n'est pas sans inquiéter New Delhi. Par ailleurs, Nehru souhaite un rapprochement avec la Chine communiste pour lui offrir un autre interlocuteur que l'URSS car la combinaison des deux pays massés sur la frontière de l'Inde serait à ses yeux catastrophique. Le Premier ministre indien est

⁷⁴⁴ NA, Kew, FO /371/84449, FT 1015/23,, Telegram from Delhi to Commonwealth Relations Office, N° 451, Delhi, 31 st March, 1959.

⁷⁴⁵ NA, Kew, FO 371/143726, D 1025/4, Asian Reaction to Tibet. Statements, Resolutions, and Press Comment. May 25, 1959.

⁷⁴⁶ GOPAL, Sarvepalli, *Jawaharlal Nehru...*, op. cit., p. 89.

persuadé que la Chine est trop nationaliste pour se soumettre à l'URSS ou à qui que soit d'autre. Mais il espère accélérer le divorce entre les deux pays.

C'est dans cette optique que le Pandit réitère son soutien à Pékin pour qu'elle obtienne un siège à l'ONU le 14 juillet 1959. De ses propres mots, il s'agit d'« une question de principe. » Il n'est en aucun cas question de revenir sur ce point pour le gouvernement indien.⁷⁴⁷ Pour Nehru, aucune mesure visant à établir la paix et la sécurité internationale ne peut être décidée sans la coopération de la Chine : « *It was because of the importance of China in the activities of the United Nations that she was made a permanent member of the Security Council and it is unfortunate from every point of view that the United Nations have not yet be able to have the benefit of her participation through her true representatives.* »⁷⁴⁸ Cet objectif surpasse les intérêts particuliers des deux pays. La révolte tibétaine devient même un argument supplémentaire pour faire rentrer Pékin à l'ONU. En effet, si Pékin intègre les Nations unies, il sera plus simple de lui faire respecter ses obligations envers le Tibet, bien que le cas de la Hongrie avec l'URSS, note *The New York Times*, semble démontrer le contraire.⁷⁴⁹

Bien plus que la révolte tibétaine, ce sont les premiers incidents frontaliers avec la Chine qui éclatent en octobre 1959 qui ne laissent d'autre choix à Nehru que de constater « l'échec » de sa politique d'amitié avec Pékin.⁷⁵⁰ Lors d'une conférence de presse en juin 1959, Nehru parle d'un « mur de silence » entre les deux pays : « *If I may describe it, it is a wall of silence with muffled whispers occasionally.* »⁷⁵¹ Mais si les frictions entre l'Inde et la Chine sont vécues par Nehru comme un échec personnel, elles ne remettent pas en cause les principes de la coexistence pacifique ou son choix de suivre la voie du non alignement. C'est ce que rappelle Nehru le 26 octobre 1959 :

« *I am asked both by some of our own countrymen and by people abroad : are you still going to adhere to your policy of non-alignment and peaceful co-existence? Some say that our policy has failed. I entirely disagree. Far from failing,*

⁷⁴⁷ NA, Kew, DO 35/8982, "India's traders held by Chinese", *The New York Times*.

⁷⁴⁸ "India presses U.N to seat Red China", *The New York Times*, July 15, 1959.

⁷⁴⁹ "India's attitude cautious", *The New York Times*, March 25 1959.

⁷⁵⁰ Voir p. 444.

⁷⁵¹ NA, Kew, DO 35/8982, Telegram n° 178 from Delhi to C.R.O, 13th June 1959, "Mr Nehru's press Conference".

this policy has had , in a sense, marked success in the world as a whole and has contributed, I think, in some small measure, to the favourable developments that are taking place in the Western world as between the two mighty powers, the United States and the Soviet Union. Of course there are many other factors. But we have helped a little.»⁷⁵²



The Mail, 25 mars 1959.

⁷⁵² New Delhi, 26 October 1959 in NEHRU, Jawaharlal, *Letters to Chief Ministers, 1947-1964*, volume 5, 1958-1964, Oxford, London, Delhi, Bombay, Calcutta, Madras, Oxford University Press, 1989, p. 311.

Mais, reconnaît-il, face aux incursions de Pékin sur le territoire indien, l'amitié sino-indienne n'est plus qu'un souvenir. Une politique plus agressive envers la République populaire de Chine, comme par exemple la défense de la souveraineté du Tibet aurait-elle changé le cours de événements ? Nehru est persuadée que la réponse est négative. Car le non alignement est un choix politique et idéologique qui n'a rien a voir avec la Chine et dont le but ultime est de permettre l'établissement de la paix mondiale :

*« It is a fact, however, that our attempts at friendship with the Chinese Government have failed and there is unfortunately some actual and a great deal of potential conflict in the air. To say that this is due to our policy of non-alignment is to misunderstand the situation completely. Any other policy would not have prevented this happening but would have accelerated it and made it more difficult for us to play the part we did in the furtherance of world peace. Even today, and indeed at any time, I am convinced that that policy of non-alignment and an attempt of peaceful co-existence with all nations is the correct one. »*⁷⁵³

Si ses détracteurs voient dans l'attitude de l'Inde à l'égard de Pékin une preuve de la crainte qu'inspire la Chine à l'Inde, Nehru leur répond que sa politique étrangère n'est pas inspiré par la crainte des communistes chinois :

*« No principle and no policy can be pursued through weakness or fear. I have no fear of China, great and powerful as this country is. China will undoubtedly grow in physical might. Even so, there is no need for us to be afraid and, indeed fear is never a good companion. But we shall have to be vigilant all the time and balance firmness with a continuation of our policy. Behind this frontier trouble, there appears to me to be a basic problem of a strong and united Chinese State, expansive and pushing out in various directions and full of pride in its growing strength.»*⁷⁵⁴

⁷⁵³ *Ibid.*

⁷⁵⁴ New Delhi, 1 October, 1959, NEHRU, Jawaharlal, *Letters to Chief Ministers, 1947-1964*, volume 5, 1958-1964, Oxford, London, Delhi, Bombay, Calcutta, Madras, Oxford University Press, 1989., p. 286.

Son industrialisation et l'accroissement rapide de sa population font de la Chine pour l'Inde une rivale dangereuse. Nehru doit tenir compte, et cela n'a rien à voir avec la peur : *« If any person thinks that we followed our policy in regard to China without realising these obvious consequences, he is mistaken. If he thinks that we followed it because of fear of China, he is doubly mistaken. (...) There is no question of fear of China. There has been an appraisal of the situation, of the consequences, and of the further action to be taken, which helps to prevent a dangerous development. »*⁷⁵⁵ Mais il ajoute, sans illusions :

*« (...) I doubt if there is any country in the world which cares less for peace than China today. (...) There is no reason why we should be frightened, and in any event, the approach of fear is always a wrong one. I think we are strong enough to protect ourselves even though we might have a few knocks. But I do not like the idea of continuing tension and potential conflict between India and China. This is not because I am enamoured of China, but because I am enamoured of India and of peace. »*⁷⁵⁶

La politique étrangère de l'Inde à l'égard de Pékin, explique Nehru, n'est pas une politique de soumission ou d'apaisement comme le lui reproche le camp de l'Ouest. Il s'agit au contraire d'une politique réaliste, conforme au principe du non alignement qui veut que l'Inde juge chaque problème au cas par cas, selon ses propres intérêts et non pas selon ceux de tel ou tel camp. Or quel est l'intérêt de l'Inde en ce qui concerne le Tibet ? Reconnaître en premier lieu que celui-ci est chinois-il s'agit ici pour Nehru de reconnaître un simple fait-et en second lieu, ne pas se lancer dans une aventure militaire avec Pékin alors que l'Inde tout juste indépendante à sur les bras de nombreux problèmes politiques et économiques à résoudre. Encore une fois, Nehru pense avoir simplement fait preuve de réalisme dans sa politique à l'égard de la Chine et du Tibet :

« Did we do anything in regard to China which precipitated this crisis or left us unprepared to meet it ? (...) Some people thoughtlessly accused us in the past

⁷⁵⁵ *India-China relations. Speech delivered in Lok Sabha on November 27, 1959, The Publications Division, Government of India, p. 13.*

⁷⁵⁶ *New Delhi, 26 October 1959, NEHRU, Jawaharlal, Letters to Chief Ministers, 1947-1964..., op. cit., p. 310.*

*for appeasement of China, simply because we expressed our friendliness. That indicates a certain confusion of mind. We have certainly be friendly to China as we have been to other countries, but always keeping in view our broad policies and our interests. If we come to an agreement with China in 1954 in regard to Tibet, that agreement was not only a proper one, but logical and inevitable in the circumstances. It was a recognition of basic facts and it would have been absurd for us to ignore them. In any event, that would not have prevented the present crisis; it might well have accelerated it.»*⁷⁵⁷

Quoi qu'il en soit, au lendemain de la révolte de mars 1959, le Tibet comprend rapidement qu'il ne peut compter ni sur le soutien de l'Inde, ni sur celui des autres nations, pour défendre son indépendance. Les intérêts en jeu sont trop importants qu'il s'agisse de l'Inde, de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, pour prendre publiquement la défense du Pays des neiges face à Pékin. Tandis que le Tibet voit l'étau chinois se resserrer sur lui, les Tibétains exilés cherchent à mobiliser l'opinion mondiale, avec l'espoir qu'elle sera entendue par les gouvernements du monde.

⁷⁵⁷ *Ibid.*, p. 324.

Troisième partie : L'impuissance des nations : le Tibet seul face à
Pékin (avril 1959-1971)

I. L'opinion mondiale dénonce la répression chinoise au Tibet.

A. La répression de Pékin, symbole de l'oppression communiste.

La fuite du dalaï-lama et son arrivée en Inde attirent à nouveau l'attention des nations sur le Pays des neiges. La nouvelle, qui arrive peu de temps après la révolte de la Hongrie, fait le tour de la presse mondiale. Les premiers récits apparaissent dans la presse indienne et internationale la troisième semaine de mars. Ils se basent sur les sources tibétaines émanant des émigrés tibétains à Kalimpong. Mais si l'opinion mondiale s'exprime largement à travers la presse, les gouvernements sont embarrassés et sont tous réticents à s'exprimer publiquement sur les événements tibétains.

Les événements de mars 1959 au Tibet sont interprétés par les gouvernements occidentaux à travers le prisme de la guerre froide. La répression chinoise est ainsi perçue comme la manifestation de la volonté de la Chine d'étendre le communisme à travers le monde. Harold Macmillan, Premier ministre britannique, demande dans un message personnel à Nehru daté du 4 avril 1959 son avis sur le danger que représente la Chine communiste pour les autres pays de l'Asie du Sud-est : « *Tibet is being called the « Hungary of the East ». I fear that successful Chinese suppression of the Tibetan People will have a deplorable effect throughout the Far East and South East Asia, if indeed it is not the prelude to further Chinese moves.* » Le Premier ministre britannique craint notamment que l'agression chinoise n'inquiète le Laos et le Cambodge et demande à Nehru s'il pense que les Chinois projettent d'attaquer ces deux pays ou bien même la Corée, Formose, la Birmanie, ou le Bouthan. Il demande à Nehru les mesures à prendre pour éloigner le danger. Faut-il faire pression pour que les Chinois modèrent leur répression au Tibet ? Et qu'en est-il de la complicité soviétique ? : « *I believe that there is at least a possibility that the Chinese move forward in Tibet may be part of the world-wide Communist strategy of nibbling away at any soft spots on the periphery so as to maintain tension and the expansion of communism.* »⁷⁵⁸ Nehru répond le 6 avril 1959 que le Tibet ne

⁷⁵⁸ NA, Kew, FO 371/ 84457, Telegram N° 717 from Harold Macmillan, to Delhi for Nehru, 4th April 1959, Draft Telegram to New Delhi (Alternative version).

peut être comparé au cas de la Hongrie dans la mesure où celle-ci est un pays indépendant reconnu comme tel par la communauté internationale. Quant aux Soviétiques, ils n'ont rien à voir avec les événements tibétains. Nehru explique la répression de Pékin au Tibet en rappelant que les Chinois ont tenus leur promesse de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures du Tibet mais « que parfois ils punissent les personnes qu'ils pensent être contre eux. »⁷⁵⁹

Avec Londres, le gouvernement américain condamne de façon attendue la répression chinoise au Tibet. Le porte-parole du Département d'Etat américain dénonce ainsi le 28 mars 1959 une intervention barbare de Pékin qui n'a pas respecté l'Accord en 17 points signé le 23 mai 1951 :

*« The order issued by (Chou En-Lai) clearly reveals Peiping's intention to destroy the historical autonomy of the Tibetan people. This is a blatant violation of Peiping's solemn pledge of May 1951 guaranteeing the Tibetans political and religious autonomy. (...) The United States is profoundly sympathetic with the people of Tibet in the face of the barbarous intervention of the Chinese Communist imperialists to deprive a proud and brave people of their cherished religious and political autonomy and to pervert their institutions to Communist ends. »*⁷⁶⁰

Le Département d'Etat dénonce également l'« hypocrisie » des communistes et le caractère brutal et inhumain de leur idéologie :

«(We are) deeply shocked at reports seeping out from Tibet about the ruthless suppression of human liberties there and the determined effort by the Chinese Communists to destroy the religion and culture of the people of Tibet. It has been only eight years since the Peiping regime agreed to respect Tibet's religious and cultural autonomy. Evidently the Communists have broken that agreement as part of their ruthless drive to eliminate all individuality and human values within their

⁷⁵⁹ NA, Kew, PREM 11/ 4008, Text of personal message from the Prime Minister of India, dated April 6, 1959, to Rt. Hon. Harold Macmillan, MP, Prime Minister of U.K.

⁷⁶⁰ NA, Kew, FO 371/ 141558, FT 1015/12, Telegram from Washington to Foreign Office, Sir H. Caccia, N° 195, March 30, 1959.

*empire. One again the hypocrisy of the Communists is demonstrated. They constantly charge others with aggression and interference but when a courageous people within their grasp seeks liberty their answer is ruthless repression. We are saddened by the suffering of the Tibetan people and yet we see in their resistance efforts one more heartening example of the indomitable spirit of man.»*⁷⁶¹

La presse non communiste quant à elle n'hésite pas à condamner de façon « universelle »⁷⁶² la répression sanglante de la révolte tibétaine. Les termes « nouvelle Hongrie » ou « trahison de Bandung » sont très présents dans les nombreux éditoriaux consacrés au Tibet.

T



The New York Times, 25th march 1959.

⁷⁶¹ NA, Kew, , FO 371/ 141589, FT 1015/15, Department of State for the press, March 26, 1959, N° 222, Statement by Acting Secretary of State Christian A. Herter.

⁷⁶² Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Intelligence Information Brief, n° 129, April 15, 1959.

Au Danemark, la presse gouvernementale comme la presse conservatrice condamnent l'action de la Chine au Tibet qui est décrit comme une agression contre un pays sans défense. La politique « neutre » de Nehru est également critiquée. Le journal du parti social-démocrate *Aktuelt* voit dans la politique menée par la Chine au Tibet un exemple typique de la façon d'agir des communistes : « Un mélange de violence et de trahison couvert par les prétextes les plus hypocrites, car il est faux que les Tibétains aient fait appel aux Chinois. »⁷⁶³

La presse néerlandaise dénonce l'impérialisme de Pékin. Une fois encore, un parallèle est fait avec la Hongrie et l'on espère que cette nouvelle affaire ouvre les yeux des pays non alignés sur la réelle nature du communisme. Les Néerlandais s'interrogent particulièrement sur l'influence que pourrait avoir en Indonésie les événements du Tibet.⁷⁶⁴

La presse américaine, sans surprise, est de son côté particulièrement choquée par la répression de la révolte tibétaine. Par exemple, pour le *New York Times*, aux yeux duquel la politique de « neutralité » de l'Inde n'est plus possible, le Tibet est une deuxième Hongrie : « *In this there was a lesson for all enslaved peoples . The lesson was that cruel force, when implacably applied, can frustrate the most noble intentions of the West. This lesson, learned in Hungary and Europe and now relearned in Tibet and Asia, may in the end leave a more profound impression that freedom's spirit cannot easily be extinguished. The truth is that we are not managing to contain the Sino-soviet bloc but that this bloc is, in effect, containing us.* »⁷⁶⁵

Aux yeux des Britanniques, le Tibet est aussi un exemple du caractère brutal et inhumain du communisme chinois. La presse condamne une répression « inhumaine. » Mais surtout, le cas du Tibet témoigne de l'impérialisme de Pékin qui est en totale contradiction avec les cinq principes de la coexistence pacifique pourtant proclamés par Pékin. Sans surprise, les Britanniques espèrent que l'attitude contradictoire de la Chine

763 Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Christian Fouchet, Ambassadeur de France au Danemark à Monsieur Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, 2 avril 1959, 00010.

764 NA, Kew, DO 35/8981, Events in Tibet, Times of Ceylon, 31st March 1959, (176 b).

765 « The lessons to be learned from Tibet, *The New York Times*, April 25 1959.

communiste agisse sur l'opinion afro-asiatique : « *The present situation in Tibet is the clearest example to date of the reality of armed imperialism that is at the back of Peking's professed devotion to the « five principles of peaceful co-existence.» It is a further factor to be borne in mind by Governments when they consider the fitness of Communist China to be a member of the United Nations.* »⁷⁶⁶

Tandis qu'Ankara garde le silence sur les événements tibétains, la presse turque condamne fermement la répression sanglante de Pékin au Tibet et n'hésite pas à comparer les événements tibétains à la répression de Budapest de 1956. Mais c'est surtout Nehru qui est attaqué. La position jugée « neutraliste » du Pandit, ses critiques des accords défensifs et en particulier du Pacte de Bagdad, son attitude dans l'affaire de Chypre, sont autant d'éléments qui contribuent à instaurer au moment des événements tibétains un climat tendu entre l'Inde et la Turquie. Par fidélité à ses principes, le Premier ministre indien se voit ainsi accusé d'avoir laissé massacrer les Tibétains sans défense. Le grand quotidien indépendant *Cumhuriyet* relève la pusillanimité de la politique étrangère de Nehru tout en dénonçant le silence des « pacifistes et des neutralistes bêlants » alors que « le sang coule à flot au Tibet. »⁷⁶⁷

Les Occidentaux et la Turquie ne sont pas les seuls à dénoncer la répression chinoise au Tibet et la « duplicité » de Pékin qui ne respecte pas les principes de la coexistence pacifique. Les événements du Tibet suscitent une énorme émotion en Asie, d'abord en Inde, mais aussi dans le reste de l'Asie.

766 NA, KEW, DO 35/8981, Telegram of Department of External Affairs to all posts, Guidance 4, 0.4355, 7th April 1959.

767Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, M. Henry Spitzmuller, Ambassadeur de France en Turquie à Monsieur Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, Ankara, le 4 avril 1959, 00036.

B. L'Asie condamne l'action de Pékin au Tibet.

1. L'Inde condamne Pékin.

a. Des liens étroits entre l'Inde et le Tibet.

En mars 1959, Nehru se retrouve dans une position délicate. D'un côté, il ne souhaite pas intervenir dans une affaire qu'il continue de considérer officiellement comme un problème intérieur à la Chine. De l'autre, il doit compter avec une opinion indienne survoltée qui n'hésite pas à condamner l'oppression chinoise et à mettre en garde le gouvernement indien sur le danger que la Chine communiste lui fait courir sur sa frontière nord. Le Premier ministre indien est bien embarrassé, lui qui cherche à éviter d'aggraver les tensions déjà existantes pour ne pas ruiner les chances de voir le différent sino-tibétain se régler pacifiquement : *«It our policy not to interfere in other countries, and indeed we are not in a position to interfere. But Tibet has been a country with which India has had emotional ties for a long time past. Therefore, occuences in Tibet had led to emotional responses in our people. This situation thus created is a difficult and delicate one for us as for others. It is not much good for us to give expression to our whiches in strong language. We have to act so as to help in easing the situation and, as far as possible, in helping the Tibetans to have a square deal.»*⁷⁶⁸

Les critiques de l'opinion à l'égard de Pékin sont d'autant plus acerbes que pendant la révolte du Tibet, le consulat général indien est retenu prisonnier avec les membres de son personnel par les troupes chinoises. Et lorsque celle-ci déclare que le parlement indien n'a absolument pas le droit de discuter de la révolte tibétaine⁷⁶⁹, la colère des acteurs politiques indiens de tout bords, à l'exception du Parti communiste indien, explose.

⁷⁶⁸PARTHSARATHI, G., *Jawaharlal Nehru's letters to Chief Ministers*, vol. 5, 1958-1964, Oxford University Press, India, 1989, p. 227.

⁷⁶⁹ La Chine s'indigne de ce qui se passe en Inde au sujet des événements tibétains. Elle dénonce les déclarations des différents partis politiques et rappelle avec fermeté que le problème tibétain est chinois. Elle demande aussi que le parlement indien ne discute pas des événements tibétains. Nehru rappelle alors à Pékin que le parlement est un organe souverain et libre d'exprimer ses opinions que cela lui plaise ou

Il faut dire que les liens entre le Tibet et la Chine sont profonds tant sur le plan culturel que religieux. Nehru explique cet attachement particulier de son pays pour le Toit du monde devant la *Lok Sabha* le 30 mars 1959 :

« (...) *the contacts of India with Tibet are very old, geographical, of course, trade, of course, but much more so, cultural and religious. Vast numbers of pilgrims go from here and there and some come from Tibet to India. So that, this contact, this relationship is something deeper than the changing political scene. Naturally we are affected by it. (...) large numbers of people in India venerate the Dalai Lama, respect him very greatly (...) our reaction to anything that happens in Tibet is bound to be very deep, as we see it.*»⁷⁷⁰

Un journaliste de la revue *Economic Review* du *All India Congress Committee*, Shri U. N Dhebar, ne dit pas autre chose : « *Milky waters of the snows descending on the north and south of the Himalayan Ranges have watered our respective cultures with the same sentiments and emotions. (...) It is extremely difficult to reconcile ourselves with any thought of any army coming to the people of Tibet.*»⁷⁷¹ La révolte de mars 1959 suivie de sa répression par Pékin suscitent en Inde plus que partout ailleurs une vive émotion que Nehru explique comme étant plus d'ordre sentimentale que politique :

« *When the news of these unhappy developments came to India, there was immediately a strong and widespread reaction. The Government did not bring about this reaction. Nor was this reaction essentially political. It was largely one of sympathy based on sentiment and humanitarian reasons. (...) It was an instinctive reaction. (...) when there are such strong feelings, which are essentially not political, they cannot be dealt with by political methods alone, much less by military methods. We have no desire whatever to interfere in Tibet; we have every desire to maintain the friendship between India and China; but at the same time we have*

non. Cependant, un débat général sur le Tibet n'est pas autorisé par Nehru. (Statement of the Foreign Secretary to the Chinese Ambassador, 23 May 1959, *Notes, Memoranda and Letters exchanged and agreements signed between the governments of India and China, 1954-1959*, White Paper, Ministry of External Affairs, Government of India, p. 78.)

⁷⁷⁰ "Prime Minister Jawaharlal Nehru's Statement in the Lok Sabha" in SHARMA, S. K., Usha, *Encyclopaedia of Tibet*., op. cit., p. 60-61.

⁷⁷¹ "The Tibetan tragedy", April 1st 1959, New Delhi, A.I.C.C. *Economic Review*.

*every sympathy for the people of Tibet, and we are greatly distressed at their hapless plight.»*⁷⁷²

Quoi qu'il en soit, Nehru a visiblement sous-estimé la réaction de son opinion publique et subit la pression du parlement indien et de l'ensemble de la classe politique indienne, encore une fois, à l'exception du Parti communiste indien. Stanislas Ostrorog, l'ambassadeur de France à New Delhi, parle à propos du parlement indien d'une véritable « union sacrée contre l'intervention chinoise. »⁷⁷³ Il faut dire que les accusations de la Chine contre l'Inde touche au nationalisme des Indiens qui est très important.⁷⁷⁴

b. La colère du Parlement.

Les parlementaires indiens sont très irrités contre l'attitude de la Chine au Tibet. Mais Nehru fait preuve des mêmes réticences à parler du Tibet avec la presse qu'avec son parlement. Le 17 mars 1959, les socialistes introduisent la question du Tibet au parlement mais Nehru refuse de répondre aux questions qui lui sont posées, arguant que cela ne pourrait qu'accroître les difficultés du Tibet. Ce n'est que le 4 mai 1959 que la chambre haute, la *Rajya Sabha* est autorisée à discuter du Tibet pendant près de deux heures et demi. Les membres du parlement, et particulièrement ceux appartenant au Parti du Congrès, sont avant tout soucieux de répondre à la propagande chinoise contre l'Inde. Les discussions sur le Tibet se poursuivent le 8 mai à la Chambre Basse, la *Lok Sabha*. Ce débat est cette fois marqué par une violente attaque des socialistes. Si le soulèvement de Lhassa soulève une grande émotion parmi toute la classe politique indienne, à l'exception du parti communiste, le *Socialist Party* et l'aile droite le *Jan Sangh Party* sont les plus virulents. Ils sont les deux principaux partis avec les autres partis de gauche à chercher peu après la révolte de Lhassa à mobiliser l'opinion indienne contre la répression chinoise. De nombreuses manifestations sont organisées dans les rues indiennes comme le 20 avril 1959 à Bombay. Des bannières demandant le respect du *Panchsheel* et la restauration des

⁷⁷²HUTHEESING, Raja, *Tibet fights for freedom...op. cit.*, p. 148.

⁷⁷³Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Stanislas Ostrorog, Ambassadeur de France aux Indes à Son Excellence Monsieur Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, 3 avril 1959, 00027.

⁷⁷⁴«India now questions Nehru's leadership, *The New York Times*, September 6, 1959.

libertés au Tibet sont également déployées dans la ville. Quatre-vingt indiens appartenant au *Socialist Party* viennent devant le consulat général de la République populaire de Chine et manifestent contre l'action chinoise au Tibet.⁷⁷⁵ Le gouvernement chinois très mécontent de cet incident- le portrait de Mao Zedong a été la cible de jets de tomates- proteste auprès du gouvernement indien et demande une action concrète.⁷⁷⁶ Nehru rassure alors Pékin en soulignant que le *Socialist Party*, et non pas le *Praja Socialist Party*, représente une part minoritaire de l'opinion et que toutes les investigations nécessaires seront faites.

Mais le chef du *Praja Socialist Party*, J. B. Kripalani qui « inspire à tous l'estime et le respect par son élévation morale, son désintéressement, son dévouement à la chose publique »⁷⁷⁷ est lui aussi particulièrement critique à l'égard de la République populaire de Chine. Lors d'un débat au parlement indien le 1^{er} avril 1959, il dénonce avec force les méthodes utilisées par Pékin au Tibet. A ses yeux, l'Inde a fait une erreur lourde de conséquence en reconnaissant la suzeraineté de la Chine sur le Tibet : « *So far as India was concerned, Tibet was fundamentally a political problem. Tibet was a buffer between India and China and its status as such had to be preserved in the interest of India's security.* »⁷⁷⁸

N.C. Chatterjee, juriste, représentant de l'*Hindu Mahasabha* à la *Lok Sabha* parle quant à lui de la thraison du Tibet par la Chine comme « un épisode mélancolique de l'Histoire de l'Inde. »⁷⁷⁹ Le juriste se montre très critique vis-à-vis de l'attitude du gouvernement Indien qui n'a pas eu le courage de soutenir une résolution à l'ONU sur le Tibet après avoir affirmé le contraire. La signature du traité entre la Chine et l'Inde en 1954 est un pas de plus. L'Inde a cédé ses télécommunications en Asie alors même que la Chine était prête à payer pour ça. Le prestige de l'Inde est atteint et au Népal, l'idée est que l'Inde n'est pas vraiment indépendante ou dynamique et les Etats-Unis ont désormais

⁷⁷⁵ *Times of India*, April 5 1959.

⁷⁷⁶ Note of the Government of China, 27 April 1959 to the Ministry of External Affairs, New Delhi in *Notes, Memoranda and Letters exchanged and agreements signed between the governments of India and China, 1954-1959*, White Paper, Ministry of External Affairs, Government of India, p. 70.

⁷⁷⁷ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Stanislas Ostrorog, Ambassadeur de France aux Indes à Son Excellence Monsieur Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, 3 avril 1959, 00027.

⁷⁷⁸ HUTHEESING, Raja, *Tibet fights for freedom...*, op. cit., p. 160.

⁷⁷⁹ Debate in the Lok Sabha on the international situation, september 1954 in SEN, Chanakya, *Tibet disappears...*, op. cit., p. 127.

de la suspicion vis-à-vis de l'Inde. Acharya Kripalani multiplie les allocutions de soutien au Tibet, comme celle du 5 avril 1959 prononcée à New Delhi. Le chef des socialistes dénonce l'inaction de l'Inde dont la position morale lui interdit toute faiblesse sur cette question :

*« I am afraid it is commonly believed that while we are ever ready to condemn the old trans-oceanic imperialistic aggression, we are rather shy of condemning the new aggression practiced by the countries in the Communist bloc which nibble at their neighbours and then swallow them completely (...) I do not care what the West says about us. But in Asia, Europe and Africa there are uncommitted nations. They count on our moral support. Let them not misunderstand our attitude in the present crisis in Asia. When the independent existence of a small, peaceful and unoffending nation is threatened by a big and power-intoxicated nation without raising our voice in protest, people cannot give credence to our pious assertions of impartiality, justice and fair play. »*⁷⁸⁰

Au parlement, chaque débat est l'occasion pour l'opposition de dénoncer l'action de Pékin au Tibet. Acharya Kripalani revient ainsi au créneau le 8 mai 1959 pour dénoncer les « mensonges de la Chine relatifs à l'autonomie tibétaine. » Atal Bihari Vajpayee, membre du parti nationaliste, le *Bharatiya Jana Sang Party*, n'hésite pas à déclarer que le dalaï-lama doit être libre d'organiser un mouvement en Inde pour l'indépendance du Tibet et que des volontaires indiens doivent être autorisés à aller sur le Toit du monde dans le but de se battre aux côtés des Tibétains. En avril 1959, un des leader du *Praja Socialist Party*, Asoka Metha, suggérait déjà l'idée que l'Inde ne devait pas se contenter de donner l'asile au dalaï-lama, mais lui permettre de continuer sa lutte pour la liberté du Tibet par des moyens concrets.⁷⁸¹ Nehru rejette la possibilité de laisser le dalaï-lama organiser la résistance depuis l'Inde pour la reconquête de l'indépendance du Tibet. A ses yeux, accepter cette proposition reviendrait à remettre en cause les fondements même de la politique étrangère de l'Inde et laisserait la porte ouverte à un conflit armé avec la Chine,

⁷⁸⁰ NA, Kew, DO 35/8981, Telegram n° 91 from Delhi to Commonwealth Relations Office.

⁷⁸¹ *Hindustan Times*, April 17 1959.

ce qui serait de ses propres mots « une situation absurde. »⁷⁸² Kripalani récusé également au cours de ce débat l'argument affirmant que si la Chine faisait partie des Nations Unies elle respecterait plus facilement l'opinion internationale. Il donne l'exemple de l'Afrique du sud, de la France et de la Russie qui n'ont pas, à l'image d'autres pays, arrêté d'être agressive sous prétexte qu'elles siégeaient aux Nations unies. Quant au *Panchsheel*, réplique Kripalani à Nehru, il doit être réciproque car « il est impossible d'établir une coexistence pacifique seul. » Or, essayer d'être ami avec la Chine est peine perdue : « *They will not give us credit for good intentions ; they will only give us credit for cowardice.* »⁷⁸³ Ganga Saran Sinha, ami de Jayaprakash Narayan et membre du Parti du Congrès, lance un appel pour que des observateurs impartiaux et indépendants soient autorisés à visiter Lhassa. Tara Singh, le leader du parti extrémiste Sikh Akali affirme que l'agression chinoise contre le Tibet a apporté la guerre froide aux portes de l'Inde.⁷⁸⁴

c. La mobilisation des groupes politiques indiens pour le Tibet.

Les différents groupes politiques indiens sont très actifs pour mobiliser l'opinion sur le sort du Tibet. L'aile droite des parties hindus, le *Hindu Mahasabha*, publie le 28 mars 1959 un manifeste critiquant Nehru : « *If we betray Tibet in this critical moment, we will betray not only the cause of humanity, but also that of our brothers and our forefathers.* » Le Jan Sangh, autre parti hindu de droite, organise même des manifestations à New Delhi et Bombay contre la « violation de l'autonomie tibétaine. » Frank Moraes, rédacteur en chef du journal indépendant *The Indian Express*, fonde à Bombay un comité de solidarité avec le peuple tibétain. Et le 29 mars, c'est au tour du *Praja Socialist Party* d'observer un « jour du Tibet. » De nombreuses manifestations sont organisées devant les consulats chinois. Le 5 avril, une réunion de tous les partis politiques à l'exception du Parti communiste indien condamne « la répression chinoise au Tibet » et demande au gouvernement indien d'apporter son aide aux Tibétains. Dans ce but, un comité de citoyens sous l'égide d'un membre du Parti du Congrès est créé afin d'assister les réfugiés

⁷⁸² NA, Kew, DO 35/8982, Telegram n° 135 from Delhi to CRO, 11th May 1959.

⁷⁸³ *Ibid.*

⁷⁸⁴ *Ibid.*

tibétains.⁷⁸⁵ Le *Madhya Pradesh Socialist Party* lors d'un meeting tenu le 5 avril 1959 vote une résolution demandant que les forces chinoises soient immédiatement retirées du Tibet sous la supervision de l'ONU et met en garde New Delhi : l'indifférence montrée par le gouvernement indien à propos du Tibet expose le pays à l'agression de la Chine et montre la vacuité du pansheel.»⁷⁸⁶

Lors d'un meeting du *Delhi's Citizens Committee* sous la présidence de J.B Kriplani, une résolution est adoptée le 5 avril 1959 sur le Tibet : « *Because of the immemorial ties that have existed between India and Tibet, people of India cannot but share the anxiety and anguish of the people of Tibet. (...) In the course of the assertion of their inalienable right the people of Tibet can count on India's sympathy and goodwill. This meeting is confident that those Tibetans who are being forced to leave the country of their birth and who need an asylum will find it in this country.* »⁷⁸⁷ La conférence nationale du Parti Socialiste le 28 avril 1959 tenu à Varahasi condamne les tentatives de l'armée chinoise de détruire l'existence nationale du Tibet et demande que le gouvernement indien fasse clairement comprendre à la Chine que destruction de la souveraineté tibétaine portera un coup à la racine même de l'amitié sino-indienne. Le comité indien pour la Solidarité avec le Tibet se réunit le 25 avril 1959 à Bombay. Il se veut le champion de l'indépendance tibétaine en amenant la question du Tibet à l'ONU, en éveillant la conscience mondiale à « l'énormité du crime » commis par la République populaire de Chine. Une convention le 10 mai est également tenue dans le Punjab à laquelle sont présents tous les leaders des partis politiques indiens à l'exception du Parti communiste. Elle appelle dans son rapport le gouvernement indien à soumettre la question du Tibet à l'ONU car la Chine communiste a « bafouer » le traité sino-tibétain de 1951.⁷⁸⁸

Notons que l'exécutif du parti de Nehru, le Parti du Congrès est beaucoup plus modéré. Il adopte le 9 mai 1959 une résolution approuvant la décision d'accorder l'asile

⁷⁸⁵ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Asian reaction to Tibetan Developments, Intelligence Information Brief, April 14, 1959.

⁷⁸⁶ *Hindustan Times*, April 5 1959, Hutheesing Raja, Tibet fights for freedom. The story of the March 1959 uprising as recorded in documents despatches, eye-witness accounts and world-wide reactions, Orient Longmans, Bombay, 1960, p. 134.

⁷⁸⁷ Nara, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy New Delhi, 1959-1963, Box 78. Resolution on Tibet to be moved in the Public meeting to be held on 5-4 1959 under the presidentship of Acharya Kripalani.

⁷⁸⁸ NA, Kew, DO 35/8982.

au dalaï-lama ainsi qu'à environ 10 000 réfugiés. Mais la résolution ajoute que « l'exécutif est désireux qu'il y ait de bonnes relations avec la Chine et espère sérieusement que des conditions de paix seront rapidement installées au Tibet. » Le 9 mai 1959 le *Praja Socialist Party* organise à Jullundur une convention censée réunir tous les partis politiques indiens pour protester contre l'action chinoise au Tibet. Une seconde convention se déroule également à la fin du mois de mai à Calcutta. Ces deux conventions sont accueillies avec beaucoup de réserves par Nehru et le parti du Congrès qui fait le choix de ne pas y participer.⁷⁸⁹

Parmi les nombreuses voix de protestations s'élevant contre Pékin, il faut noter celle de Jayaprakash Narayan. Particulièrement critique de la politique de Nehru et de ce qu'il nomme sa « passivité » à l'égard du Tibet, il ne manque pas une occasion de chercher à mobiliser l'opinion publique sur cette question. Il condamne l'action chinoise qui en faisant renaître l'impérialisme occidental est indéfendable du point de vue moral. Le concept qu'une nation a des droits de suzeraineté sur une autre est à ses yeux totalement dépassé et les Tibétains devraient être libre. Narayan souligne également le fait que les événements tibétains constituent une menace pour la sécurité de l'Inde. Ce que la Chine a fait sur le Toit du monde, elle pourrait le faire dans un autre petit pays situé entre la Chine et l'Inde. Narayan souhaite une action de la communauté internationale et espère créer un mouvement de protestation afro-asiatique. Il rencontre dans cette optique à New Delhi plusieurs représentants diplomatiques des autres pays africains et asiatiques. Mais si ces derniers se disent touchés par le cas du Tibet, la plupart d'entre eux refusent de se joindre à un mouvement qui pourrait contrarier la politique de Nehru.⁷⁹⁰

⁷⁸⁹ NA, Kew, DO 35/8982, *India Fortnightly Summary* 15.5.59.

⁷⁹⁰ NA, Kew, DO 35/8982, Pol. 293.2, Malcolm MacDonald, Office of the High Commissioner for the United Kingdom 1st July, 1959.



J.B Kripalani. Source : <http://claudearpi.blogspot.fr/2013/04/tawang-chinese-afterthought.html>

Les 30 et 31 mai 1959, J.P Narayan et Acarya Kripalani organise deux conventions (*All-India Tibetan Convention*) sur le Tibet à Calcutta et à Madras. Elles réunissent essentiellement le *Jan Sangh Party* et le *Praja Socialist Party* et ont pour objectif de « discuter du problème de la rébellion tibétaine et de rendre publique la sympathie que l'Inde porte au peuple tibétain. »⁷⁹¹ Des représentants du dalaï-lama et de pays africains et asiatiques y sont également présents.

⁷⁹¹NA, Kew, DO 35/8982, Telegram n° 573 from Delhi to CRO, 12th May 1959.

Notons que le Parti du Congrès, à la demande de Nehru, refuse d'y participer. Un comité national pour le Tibet, e *National Tibetan Committe*, est également créé. Il est composé de citoyens honorables et de représentants de tous les grands partis politiques, à l'exception du Parti communiste indien. Acharya Kripalani, est à sa tête. Son but est de collecter des fonds pour aider les réfugiés tibétains en Inde.⁷⁹²

Narayan souligne ddans un vibrant discours la responsabilité morale de l'Inde à l'égard du Tibet et ce qui lui apparaît comme des erreurs politiques de la part de Nehru :

« India as an immediate neighbour of Tibet and as a country regarded for its morale position, its detachment and freedom from power politics has a great responsibility. The world looks for India for a lead and India must not fail. (...) One of the great tragedies of history is being enacted in full view of the world. Tibet is being gobbled up by the Chinese dragon. (...) It is not only the question of the fate of ten million people. (...) But there is also the question of the fate of ten million people-and this is of much greater importance- of the basis of international justice and peace. Is world peace possible if the strong are free to oppress the weak with impudence ? Such a world would be dominated by a few powerful nations and peace would consist in an uneasy balance of power between them and the small nations would be at their mercy.»

Il poursuit en déclarant qu'une morale internationale doit se développer et être acceptée de façon universelle de telle sorte que même les pouvoirs les plus forts trouveront difficile d'aller contre le verdict moral du monde. La politique de non attachement de l'Inde peut précisément amener à ce but. L'Inde ne doit pas faillir : *« India therefore must not shirk her responsibility at this testing moment. (..) This is so not only because Tibet is on our frontier and what happens there affects our security, nor only because of our spiritual and cultural bonds with Tibet. (...) our concern for and responsibility towards Tibet spring mainly from the fact that Tibet is a neighbour who has been wronged.»* A ses yeux, Nehru a fait deux erreurs en accordant sa confiance à la Chine et en reconnaissant la souveraineté de Pékin sur le Tibet : *« That was a major*

⁷⁹²NA, Kew, FO 371/143726, D 1025/4NA, Asian Reaction to Tibet. Statements, Resolutions, and Press Comment. May 25, 1959.

mistake of our foreign policy. The mistake was twofold. The first was that we accepted an imperialist formula. The very idea that one country may have suzerain powers over another is imperialist in conception. The second mistake was to believe that a powerful totalitarian State could be trusted to honour the autonomy of a weak country.» Il reproche à l'Inde de ne pas au moins avoir pris la peine de signifier à la Chine qu'elle était opposée à la suzeraineté chinoise, tout en réaffirmant sa volonté de poursuivre une politique d'amitié avec Pékin.

Une longue résolution vient conclure les deux journées de débat sur la révolte tibétaine et le rôle de l'Inde et du reste du monde dans cette affaire. Celle-ci rejette l'existence d'une suzeraineté de Pékin sur le Tibet et dénonce l'Accord en 17 points qui a été imposé par la force et qui n'a même pas été respecté. Elle dénonce également la répression brutale de la révolte nationale tibétaine de mars 1959. Le discours de Pékin affirmant vouloir imposer un soi disant progrès économique, culturel et scientifique est rejeté avec force tout comme les propos des autorités chinoises qui accusent l'Inde d'être derrière la révolte tibétaine. Par ailleurs, le problème tibétain constitue clairement un problème de sécurité pour l'Inde et la Convention regrette l'attitude de Nehru à l'égard de Pékin.

d. Le Parti communiste indien solidaire de Pékin.

Si tous les partis condamnent plus ou moins l'attitude de Pékin, il existe un groupe politique qui fait exception : le Parti communiste indien. Les communistes indiens appuient la propagande du gouvernement chinois sans réserves. Des articles sont régulièrement publiés dans l'organe hebdomadaire du parti communiste indien, *New Age*, relatant le voyage du journaliste olonais naturalisé Chinois, Israel Epstein. Ce dernier décrit un Tibet libéré du joug de l'impérialisme occidental ainsi que les grands progrès socialistes opérés sur le Toit du monde. Il salut également l'attitude mesurée de Pékin dans l'introduction des réformes « démocratiques. » Lors d'un *meeting*, le secrétaire du comité du Maharashta du Parti communiste indien, Shri Shrinivas Sardesai, donne sa version des faits à propos de la révolte du Tibet : la Chine n'est pas coupable d'agression

du Tibet. C'est au contraire de façon tout à fait légitime que celle-ci est intervenue pour réprimer la révolte de Lhassa : « *Religious heads and priests, landlords and hooligans had created chaotic and lawless conditions in Tibet and China had only crushed those lawless activities and restored order.* »⁷⁹³ Le 5 avril 1959, *New Age* publie un long éditorial qui approuve la politique suivie par la République populaire de Chine au Tibet en soulignant son caractère généreux et critique le gouvernement indien, décrit comme un allié des imperialistes qui cherchent à entraîner Nehru à rompre ses relations avec Pékin :

« *All honest men in our country have been extremely pained by recent events in Tibet. (...) All Indians likewise sympathise with our friendly and great neighbour China, who is meeting this difficult situation with utmost regard for human considerations, of Tibetan autonomy and the unity of the Chinese nation. The people who are responsible for this considerable and wanton suffering in Tibet are the same who cause it elsewhere. They are the reactionaries who do not want to move with times, the serf-owners who which to prevent the dawn of modern enlightenment and equality in Tibet. (...) these elements conspired with foreign imperialists to stage a revolt. (...) they have the sympathy and support of Chiang Kai-shek and the Americans imperialists (...).* »⁷⁹⁴

P. C Joshi, un des leader communistes, accuse dans la ligne directe du discours de Pékin les impérialistes occidentaux de vouloir exploiter le cas du Tibet pour saboter l'amitié sino-indienne. Il va jusqu'à comparer la révolte tibétaine à celle des Nagas et affirme que l'on ne peut parler de révolte nationale à propos des événements tibétains de mars 1959 que si on fait la même chose à propos des Nagas.⁷⁹⁵ Lors d'une motion sur le Tibet discutée à la *Rajya Sabha*, Bhupesh Gupta, membre du Parti communiste indien déclare à propos de la révolte tibétaine : « *I submit that what happened in Tibet was an armed rebellion of some people, vested interests and reactionary circles with a view to preventing the march of history and social reforms. It seems they profit by obscurantism,*

⁷⁹³ *Free Press Journal*, April 17 1959, Hutheesing Raja, *Tibet fights...*, op. cit., p. 141.

⁷⁹⁴ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, CPI Statement on Tibet, 5th April 1959, 00049.

⁷⁹⁵ *Indian Express*, April 5 1959.

extreme backwardness and dark supersition.»⁷⁹⁶ Le gouvernement tibétain a violé les articles 1, 3 et 12 de l'Accord en 17 points. Gupta regrette que Nehru parle de « révolte nationale ».

Le comité central exécutif du Parti communiste indien attaque le 4 mai le *Praja Socialist Party* et d'autres partis de « distordre les faits » et d'exploiter la situation pour perturber les relations entre la Chine et l'Inde. Dans une résolution visant à « renforcer l'amitié entre l'Inde et la Chine » le comité exécutif condamne les « impérialistes » de préparer des plans « agressifs » contre l'amitié sino-indienne.⁷⁹⁷ Les chefs socialistes sont accusés d'être réactionnaires et de faire le jeu des impérialistes étrangers : « *A few reactionaries and political parties like the PSP and the Jan Sangh are attempting to whip up anti-Chinese feelings in this country. These champions of freedom and democracy remained silent when the U.S –Pak Pact which directly threatens India's security was signed. Their one aim is to sow discord between our two friendly peoples. They only bring grist to the mill of American imperialism.* »⁷⁹⁸

B.T Ranadive, un autre membre du Parti communiste indien accuse quant à lui Nehru d'être responsable de la détérioration des relations entre l'Inde et la Chine et de s'ingérer dans les affaires de Pékin : « *Private organisations and individuals are no doubt at liberty to express their opinion on world events but no Government can hail a rebellion in a friendly country as a national revolt and escape the charge of intervention in internal matters. And with whom are we sympathising ? We sympathise with Lamaism against land reform. We sympathise with superstition against science, with serfdom against socialism- all in the name of national revolt and religion.* »⁷⁹⁹

L'attitude des communistes indiens, considérée comme anti-nationale est unanimement condamnée. Si dans un premier temps Nehru reste réservé sur leur attitude le 5 avril, le jour même de la publication de l'éditorial du *New Age*, il riposte fermement

⁷⁹⁶ Hutheesing Raja, *Tibet fights...op. cit.*, p. 155.

⁷⁹⁷ *Times of India*, May 13 1959.

⁷⁹⁸ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, 00052.

⁷⁹⁹ *Times of India*, April 30 1959.

en déclarant que finalement « les communistes ne pensent pas en Indien. »⁸⁰⁰ Kripalani affirme de son côté que du point de vue communiste, si les Chinois venaient en Inde pour détruire le prétendu « nid d'espions » de Kalimpong, une telle invasion serait la bienvenue.⁸⁰¹ Le 18 avril 1959, le *Praja Socialist Party* déclare à propos des communistes indiens : « *Whenever international Communism has been guilty of aggression, the CPI has come out to uphold it as the liberation of the victim of aggression, be it Finland, Hungary, Yugoslavia or Tibet.* » Le journal *Daily Pyamewatan* évoque quant à lui l'attitude « anti-nationale » de ce parti.⁸⁰² Lorsque le comité central exécutif du Parti communiste indien adopte une résolution sur le Tibet, le *National Herald* se fait le porte parole de l'indignation que suscite son attitude à travers le pays. Cette résolution, constate le journal non sans ironie, ne fait que reprendre l'article publié dans le *People's Daily* de Pékin du 6 mai 1959 intitulé *The Revolution in Tibet and Nehru's Philosophy* : « *The Indian Communist Party need not be blamed for accepting the People's Daily version of the conflict in Tibet as the last word. The party is, however, expected to know Indian thinking better than the Chinese could (...). (...) If Chinese sentiment has been hurt, Indian sentiment has been hurt too, but Indian Communists are not Indian enough to take note of it.* »⁸⁰³

e. La presse indienne et la révolte du Tibet.

Si Nerhu n'ose pas critiquer ouvertement Pékin et s'efforce « de ne pas utiliser le langage de la guerre froide », la presse n'a pas les mêmes hésitations. Les journaux de toutes tendances politiques laissent exprimer leur colère à l'égard de Pékin, qui est accusée de ne pas respecter ses engagements envers le Tibet et l'Inde.

⁸⁰⁰ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Stanislas Ostrorog, Ambassadeur de France aux Indes à Son Excellence Monsieur Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, le 6 avril 1959, 00049.

⁸⁰¹ NA, Kew, DO 35/8981, Telegram n° 466 from Delhi to C.R.O, Delhi, 2nd April 1959, (117).

⁸⁰² NARA, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy, New Delhi, 1959-1963, *Daily Pyamewatan*, Delhi, May 8, 1959.

⁸⁰³ *The National Herald*, May 15, 1959, Editorial.

La version des faits de Pékin à propos de la révolte tibétaine est généralement ridiculisée par la presse indienne. D'aucuns soulignent l'absence de parole des communistes chinois qui avaient promis que l'autonomie tibétaine serait respectée. Par exemple, le journal *Indian Nation* qualifie le 23 avril 1959 les promesses de Chou En-laï d'introduire les réformes « démocratiques » au Tibet en respectant les us et coutumes religieuses des Tibétains de « plaisanterie. » : « *The Chinese communist Party accepts the thesis of the Party State. And with the acceptance of the theory of the Party State, it is undoubtedly a joke that Peking is seriously interested in Tibetan autonomy and in showing respect for specific conditions in Tibet.* »⁸⁰⁴

Les accusations lancées par Pékin contre l'Inde irrite tout particulièrement la presse indienne. En témoigne cet article du journal *Amrita Bazar Patrika* qui s'émeut des accusations de la Chine affirmant que le dalaï-lama est retenu sous la contrainte des Indiens. Les relations entre les deux pays sont désormais entachées par la suspicion de Pékin qui ne respecte pas le *panchsheel* :

« *The myth that the Dalai Lama is « under duress » may serve some political purpose of China. (...) To accuse India, without any basis of conspiracy to cover up this discomfiture cannot be at least expected from a co-signatory to the Panch Sheel which has ushered in a new era in the sphere of international understanding. What is worse is the use of the cold-war language by Peking against India. (...) Though relations between the two countries have visibly deteriorated –and it is no use to disguising this fact any longer-they have not yet gone beyond repair.(...) Could China still have any doubt about India's friendly feelings towards her ? Being a co-sponsor of the Panch Sheel she is expected to behave in a much more decent and responsible manner.* »⁸⁰⁵

L' *Hindustan Times* évoque quant à lui « l'incroyable effronterie » de l'ambassade chinoise qui n'hésite pas à accuser l'Inde d'heberger à Kalimpong le centre de

⁸⁰⁴ NA, Kew, FO 371/141593, FT 1015/104, Telegram n° 111 from Delhi to C.R.O, 25th April 1959.

⁸⁰⁵ « India and China, » *Amrita Bazar Patrika*, April 29, 1959.

commandement de la révolte tibétaine.⁸⁰⁶ Le *Searchlight* dénonce à son tour le 20 avril 1959 l'attitude de Pékin à l'égard du gouvernement indien : « *The Chinese action in Tibet has provided additional proof of the futility of any agreement with the Communists... The threat held out by China that she would exploit Kashmire is so pueril in its very concept that intelligent humanity would only laugh at it... What is most aggravating in the attitude of China is the abandon with which her spokesman express doubts about Mr. Nehru bonafides. Such an attitude is hardly likely to promote a better understanding between the two countries.* »⁸⁰⁷

The Indian Nation, le 19 avril 1959 regrette à son tour l'attitude de Pékin qui jette un froid sur l'amitié sino-indienne et viole l'esprit de Bandung : « *Peking's threat to India is not helpful for Sino-Indian understanding (...). The basic proposition is that the impact of modernisation cannot operate from outside. True, Tibet is part of China. But Tibet is not to be a province of China. The internal change in Tibet must come from the Dalai Lama and the people of Tibet, and not at the bidding of Peking. Thus, Peking's blunder involves strains on Sino-Indian friendship. The bandung spirit is breached with the violent interference of Peking in the autonomy of Tibet.* »⁸⁰⁸

Autre exemple avec cet éditorial du journal anglophone *L'Hindustan Times* intitulé le « viol du Tibet », daté du 30 mars 1959 :

« (...) a treaty of trade and intercourse was enshrined in the significant context of Panch Sheel. (...) Our meaning was, and the Chinese seemed to understand it then, that Panch Sheel had a validity in the ordering of relations between China and Tibet. (...) If to depend on Chinese good faith was a risk, it was a calculated risk. Since then we have had several warnings that the Panch Sheel pipeline of good will was one-ended. And now, when we should be torn between feelings of shame and impotence, the Chinese have had the audacity not only to frighten us into continued

⁸⁰⁶ Warning, *The Hindustan Times*, 2nd april 1959.

⁸⁰⁷ NA, Kew, FO 371/141592, FT 1015/94, Telegram n° 108 from Delhi to Commonwealth Relations Office, 20th April 1959.

⁸⁰⁸ NA, Kew, FO 371/141592, FT 1015/94, Telegram n° 108 from Delhi to Commonwealth Relations Office, 20th April 1959.

silence by giving us the undeserved credit for harbouring the “ commanding centre” of the rebellion in Indian territory (...) but to tell us how we shall conduct ourselves in our sovereign Parliament. (...) Tibet is dead. (...) It was eight years ago that the Chinese Communists moved in to assert a theoretical suzerainty over a people with a long history as a distinct entity, geographical, ethnical, linguistic, cultural and religious. (...) whatever the compromises imposed on us by the realities of the power situation, are we to subscribe cheerfully to the immoral principle that a people shall not be free because it has never been ? Tibet is dead. There is nothing that we could have done in material terms to save it. Let us accept that. The question that we must search our hearts to answer is : Can we say as much for our moral duty in the matter ?»⁸⁰⁹

Le journal *Lok Sevak* du 26 mars 1959 se place quant à lui sur le plan moral et dénonce l'accord sino-indien de 1954 : « *By virtue of treaty with Britain, people of Tibet and India have travelled in both countries freely for half century after India became independent, by virtue of Panch-Shil that (travel) has been stopped. Now on other side of border hundreds of mountain people being killed by Chinese bullets. If they could enter India they would have been able save themselves from extinction. But Panch-Shil is million times more important than human beings.*»⁸¹⁰ Le quotidien poursuit en rappelant que l'Inde a fait confiance à la Chine lorsqu'elle lui a assuré qu'elle respecterait l'autonomie du Tibet. Elle a cru sa bonne volonté de baser les relations entre les deux pays sur les cinq principes de la coexistence pacifique. Le journal va jusqu'à suggérer une réévaluation de la politique étrangère de l'Inde vis-à-vis de Pékin: « *We need a realistic reassessment of the basis of our foreign policy. To suggest that the entire basis is in disarray is to panic. Assuredly, it is important to be friends with China. But what kind of friends ? A formal politeness that inhibits the free exchange of ideas and differences cannot pass for friendship even in this age when the Communists have familiarized us with the debasing of words and values.* »⁸¹¹

⁸⁰⁹ “The rape of Tibet”, *The Hindustan Times*, march 30, 1959.

⁸¹⁰ NARA, Foreign Service of the United States of America, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy New Delhi, 1959-1963, Box 78, Telegram from Calcutta n° 552, March 26, 1959.

⁸¹¹ “The rape of Tibet”, *The Hindustan Times*, march 30, 1959.

Les évènements tibétains de mars 1959 ont en effet pour conséquence d'amener l'opinion indienne à s'interroger sur les relations sino-indiennes, voire à reconsidérer la politique de Nehru à l'égard de Pékin. La presse prend fait et cause pour les Tibétains et reprochent au PaNdit une modération à l'égard de la Chine inappropriée. Le Premier ministre est également accusé d'user de deux poids deux mesures dans ses critiques à l'égard des Occidentaux, comme lors de l'affaire de Suez, et à l'égard des communistes, lors des crises hongroises et tibétaines. Le *Hindustan Times* résume parfaitement l'opinion de l'opinion : « We may go on saying that we want to be friends with China. The Chinese don't seem to value our friend-ship much and this must in the end compel us away from what has seemed for a long time to be an unnatural orientation of our foreign policy. »⁸¹²



Swatesamitran, Madras, Tamil daily, April 1959.

⁸¹² NA, Kew, DO 35/8982, C.M Anderson, High Commissioner for the United Kingdom, New Delhi, 21 st August 1959, Pol. 71/3.

Le 30 mars 1959, l' *Indian Express* dénonce le silence de Nehru dans l'affaire tibétaine : « *In the past New Delhi has not hesitated to denounce violence by Washington, London or Paris, though on Hungary its pusillanimity provoked public opinion into goading the Government to a more positive attitude. Why this strange tenderness is for Communist feelings is as contrasted with a disregard for the sensitivities of the democracies?* » Le 1er avril, le même journal déclare à la suite du discours de Nehru à la *Lock sabha* : « *It is a curiously insensitive statement to come from a man normally as sensitive as the Prime Minister (...) The Government of India's handling of the Tibetan tragedy must leave a bitter taste in Indian mouths and a sense of shame and resentment.* »⁸¹³ En s'inclinant devant la Chine, Nehru ne se rend-t-il pas compte qu'il place l'agresseur sur le même pied que la victime ? Le journal poursuit en rappelant qu'en 1949 Nehru avait pourtant déclaré devant la Chambre des représentants à Washington : « Lorsque la liberté sera menacée, ou la justice mise en péril, nous ne pourrons et ne saurons être des neutres. »

Le journal *Tribune* ne voit pas comment l'Inde pourrait continuer sa politique actuelle à l'égard de la Chine communiste : « *The Panch Sheel was a fine document but its operation cannot be limited to Indian obligations. India has risen to the stature of international manhood over Tibet and while she must continue her honest efforts to remain on terms of friendly understanding with China, she cannot now resile from the stand she has taken.* »⁸¹⁴

Lors de sa venue à New Delhi en 1950, Chou En-laï affirme que le Tibet n'est pas une province chinoise. Il promet à Nehru de respecter son autonomie. C'est ce que rappelle l'éditorial du *Daily Pratap*, daté du 1 mai 1959. Loin d'avoir tenu ses promesses, le journal s'interroge sur le crédit à accorder à Pékin et à l'amitié sino-indienne : « *One can pertinently ask : what about these assurances ? The reply is so simple. That is, the Chinese authorities made the promise only to throw dust into the eyes of the Tibetans and keep India in wrong. (...) In other words China has gone back on her assurances that she would not interfere in Tibet's internal matters. Or we can say that she has shown no*

⁸¹³NA, Kew, DO 35/8981, (117).

⁸¹⁴ "Chinese Pique", *Ambala*, April 29, 1959.

*regard or respect for an international agreement. This, naturally, poses a question: what should be the attitude of India ? This question has only one reply : that India should in no case give up the stand of advocating for justice and that she should in unambiguous terms declare that we cannot let down the Tibetans simply for so-called Sino-Indian friendship. The Tibet episode has exploited the myth of this friendship.»*⁸¹⁵

L'éditorial du journal de l'Urdu *Aljamiat* daté du 25 avril 1959 affirme quant à lui que les déclarations de Pékin accusant New Dehi de faire le jeu des impérialistes anglais amènent la guerre froide sur les frontières de l'Inde. Le journal voit en la Chine communiste la nouvelle menace de l'Inde : « *Until now, we considered Pakistan to be a danger for our country. Under new developments it won't be wrong to say that our frontiers are now exposed to such a danger from China against which Pakistan's danger would be nothing.* »⁸¹⁶ L'*Indian Express* du 13 avril 1959, affirme quant à lui que les événements du Tibet auront au moins eu l'avantage de montrer qu'il est nécessaire pour l'Inde de se préparer à sa défense.⁸¹⁷

La Chine est plus que jamais perçue comme agressive et dangereuse pour l'Inde. La façon dont elle traite le Tibet est une mise en garde. Le journal *Times of India* dénonce parmi beaucoup d'autres l'impérialisme de Pékin dans son édition du 20 avril 1959 : « *From the Tezpur declaration there emerges a picture of communist imperialism to which there can be no adequate parallel except that of Hungary itself. The manner in which Tibet has been occupied by China's armed forces in deliberate violation of the 17 points agreement confirms once again that communist habits die hard and that before or after the Twentieth Congress and irrespective of the doctrine of the " hundred flowers" there has been no modification of the essential character of communist imperialism. In its pursuit of communisation neither religious scruples, respect for international agreements nor the will of the people –if it is ever expressed will deflect it from its goal of absolute domination.* »⁸¹⁸

⁸¹⁵ *Daily Pratap*, 1st 1959.

⁸¹⁶ NARA, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy, New Delhi, 1959-1963, Box 78. *Aljamiat*, Editorial, April 25 1959.

⁸¹⁷ NA, Kew, FO 371/141592, FT 1015/94, Telegram n° 107 from Delhi to Commonwealth Relations Office, Delhi, 20 th April, 1959.

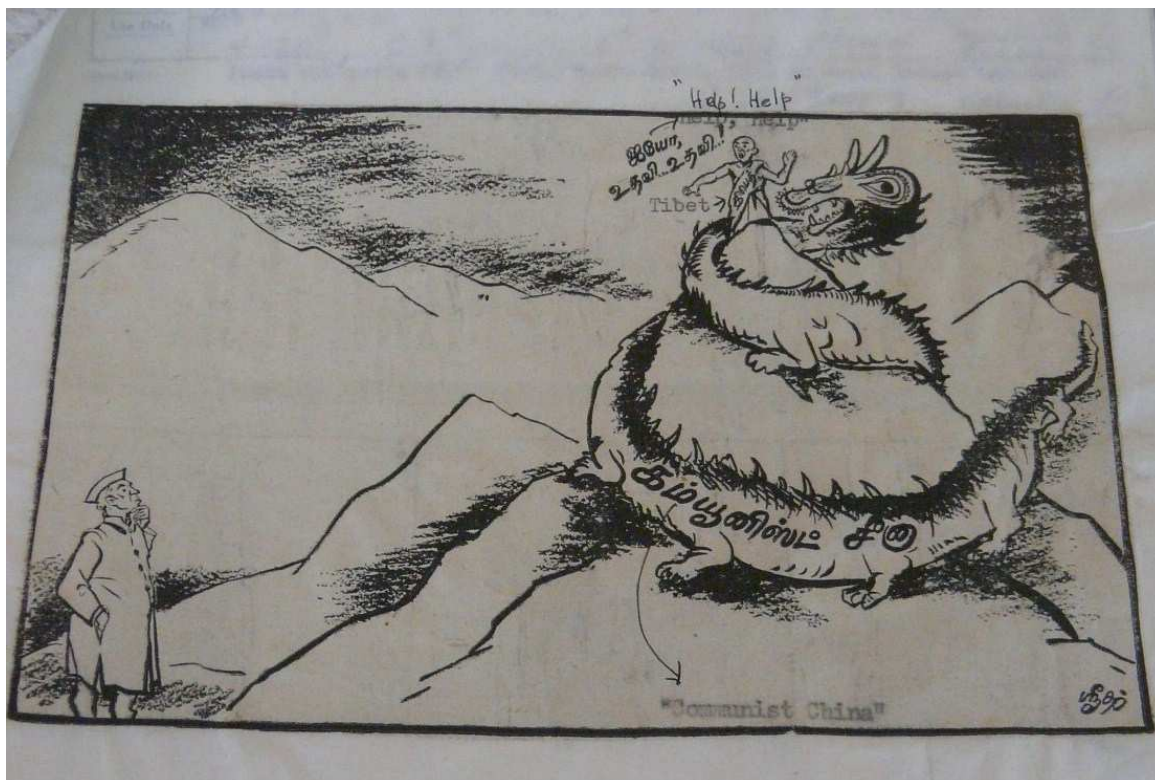
⁸¹⁸ « Indictment », *Times of India*, April 20, 1959.

L'attitude jugée conciliante de Nehru est généralement montrée du doigt. L'*Hindustan Times* évoque «l'échec d'une politique» et s'en prend directement à Nehru :

*« It was particularly unfortunate that the Prime Minister should have been involved in the episode in a manner which could bring him little credit for his probity or percipience. Within the same week that he was dismissing the difficulties in Tibet as a “clash of wills” he had to announce that the fighting had spread to Lhasa itself and that the Chinese intentions regarding the Dalai Lama were highly dubious, though it is not how he put it. I do not want to add to the discomfiture of the Prime Minister. The foreign Press reports he complained about were exaggerated enough, but I doubt whether they were more off the beam than his own deliberate understatements. If there is a virtue in caution, it should have applied as much to contradicting events as in reporting them on insufficient evidence.»*⁸¹⁹

Le journal indien souhaite que le gouvernement laisse rentrer les réfugiés tibétains alors que Nehru refuse dans un premier temps d'évoquer cette possibilité, préférant se concentrer sur le cas du dalaï-lama. Certes, déclare l'*Hindustan Times*, cela pourrait contrarier la Chine. Mais n'est-ce pas parce que l'Inde a jusqu'à présent laissé croire à Pékin que ses sentiments avaient plus d'importance que les siens ?

⁸¹⁹ NA, Kew, DO 35/8980, 293.2, C.M Anderson. United Kingdom High Commission, New Delhi, 26th March 1959.



Ananda Vikatan, Madras, Tamil Weekly, April 12 1959.

The Pioneer du 15 avril critique Nehru de vouloir « apaiser l'agresseur » du Tibet et prévient qu'une politique d'apaisement ne peut que mener à « une complète humiliation suivie d'un désastre. » Et d'ajouter : « *The truth of the matter is that the Chinese steam-roller has gone into action in Tibet with the characteristic ruthlessness of a totalitarian Power. All resistance is being flattened out.* »⁸²⁰ La presse locale de Nagpur accuse Nehru de se laisser berner avec Pékin par les théories marxisantes des libéraux anglais de l'entre-deux-guerres, et ce faisant, de paralyser l'essor commercial et économique du pays. Les

820 NA, Kew, FO 371/141592, FT 1015/94, Telegram n° 107 from Delhi to Commonwealth Relations Office, Delhi, 20 th April.

milieux d'affaires se montrent en effet très critique à l'égard de Nehru qui répugne à dénoncer l'action des communistes chinois au Tibet. Ils accusent notamment le Premier ministre indien d'être trop idéaliste pour garder le contact avec la réalité.⁸²¹

Le *Deccan Herald* déclare que quel que soient les liens d'amitiés entre New Delhi et Pékin, le gouvernement indien doit faire savoir à la Chine communiste l'inquiétude que lui cause le sort du peuple tibétain et faire en sorte que les engagements de Chou En-laï concernant l'autonomie du Tibet soient respectés. Le *Mail* va encore plus loin en accusant la Chine communiste d'avoir délibérément violé ses engagements à l'égard du Tibet dans le seul but de réduire le peuple tibétain à l'esclavage. Pékin a pour le *Mail* porté un coup fatal aux principes de la coexistence pacifique et à l'esprit de la conférence de Bandung. Le journal conclut que l'Inde ne peut abandonner le Tibet sans que son prestige ne soit atteint auprès des peuples non alignés et sans se rendre coupable « de trahison. »⁸²²

Le *Statesman* soutient en revanche la politique de Nehru, « qui n'aurait pas pu faire mieux » et fait preuve d'une grande modération dans un article daté du 4 avril 1959. Pour le quotidien, en offrant refuge au dalaï-lama, l'Inde a trouvé un compromis lui permettant d'exprimer sa compassion pour le peuple tibétain sans aller trop loin et risquer une rupture avec Pékin. Le gouvernement indien ne peut se laisser aveugler par sa sympathie pour le Tibet et doit faire preuve de réalisme : « *There has been some natural murmuring about India's inaction among warm-hearted people here. But, abroad, such complaints come very ill from people who did nothing to save Hungary. To receive refugees who agree not to use this country as a basis of political activity against China; to advise the Chinese, if receptive, to use moderation now that they have overthrown the main opposition in Tibet : this is all that India can be expected to do. Hers is the embarrassing position, familiar to individuals, in which heart and brain are at variance. (...) Mr Nehru and his advisers should scarcely have done better.* »⁸²³

821 *Ibid.*

822 *Ibid.*

823 "The Fugitive", *Statesman*, 4th April 1959.

Même constat pour le *Times of India* qui soutient la position du gouvernement indien. Il rappelle que l'Inde ne peut s'engager dans la guerre froide et abandonner le non alignement :

« *Peking has been guilty of violating the Panch Sheel and indeed all the canons of civilised international behaviour : it does not follow that New Delhi should abandon its policy of non-alignment or that it should commit itself to a course of action that might prejudice its unique position between the East and the West. The problem of restoring peace and stability along the Himalayan frontier consistent with the rights of the people?* » L'indignation, ajoute le journal, n'est pas une politique : « *It is possible to suspect that those who accuse the Prime Minister of excessive restraint are less interested in solving the Tibetan problem than in implicating New Delhi in the cold war... New Delhi and Indian public opinion fully share the horror and indignation with which the rape of Tibet has been generally received but indignation can never be the equivalent of a policy.* »⁸²⁴

De même, dans son éditorial daté du 24 avril 1959, le *National Herald* demande que le Tibet ne vienne pas miner les relations entre l'Inde et la Chine ou bien qu'il soit instrumentalisé par le camp de l'Ouest :

« *Certain parties and individuals in his country have no doubt been striving to utilise the developments in Tibet to malign China and undermine Sino-Indian friendship. The truth of what has happened in Tibet has still to be known, and India sympathy for Tibet should not degenerate into affection for Lamaism, papacy and reaction. Tibetan independence would not mean an independent Tibet but only one more western base against China, and that would also mean that India independence too would not be safe. PSP leaders, who in their hatred of communism, want India to sponsor a UN demand for Tibetan independence are doing no service either to Tibet or to their own country, or even to the PSP (...).* »⁸²⁵

⁸²⁴Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Asian reaction to Tibetan Developments, Intelligence Information Brief, April 14, 1959.

⁸²⁵ "Panchen Lama's speech", *National Herald*, Editorial, April 24, 1959.

Notons cependant que si l'annonce de l'intervention de l'armée chinoise et le caractère agressif des communiqués chinois envers l'Inde soulèvent l'indignation de la presse indienne, l'arrivée du dalaï-lama semble tout à coup embarrasser l'opinion qui redevient beaucoup plus nuancée. « Pas de politique pour le dalaï-lama ! » déclare le *Deccan Herald*. L'affaire du Tibet est « compliquée » et les déclarations brûlantes ne servent à rien, proclame l'*Indian Express*. Quant au *Mail*, il rend hommage à la sagesse diplomatique de Nehru décriée quelques jours plus tôt. D'aucuns soulignent la nécessité de composer avec la Chine communiste et d'assurer la sécurité militaire de l'Inde. La presse souligne l'incompatibilité entre l'appui moral due au Tibet et la reconnaissance de la souveraineté de la Chine sur ce territoire. « Tout se passe comme si l'opinion était soudainement paralysée par la peur ; qu'elle en voulait au Grand Lama d'être venu porteur du germe de la guerre froide et qu'on se préparait à trahir l'amitié tibétaine pour un illusoire plat de pois chinois » souligne le consul de France à Madras Roger London.⁸²⁶

L'Inde n'est pas le seul pays en Asie où l'opinion s'émeut du sort réservé au Tibet par Pékin. Au contraire, la plupart des pays asiatiques condamnent fermement l'action chinoise sur le Toit du monde et dénonce la passivité des gouvernements sur ce dossier.

2. Une condamnation unanime de la répression chinoise.

Ismail, le ministre des Affaires étrangères de la Malaisie compare lui aussi le 29 mars 1959 le Tibet à la Hongrie :

« Situation appears to be very similar to that of Hungary. Chinese Communists in spite of all their professions of being peace loving people who support forces of liberation have shown once again they can be ruthless. As an Asian people believing in principles of United Nations Charter we are firmly opposed to use of force and we must deplore use of force in Tibet. As upholders of United Nations Charter we

⁸²⁶ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Roger London, consul de France à Madras à Son Excellence Monsieur Stanislas Ostrorog ambassadeur de France aux Indes à New Delhi, 7 avril 1959, 00054 Asian reaction to Tibetan Developments, Intelligence Information Brief, April 14, 1959.

*must deplore failure to allow Tibetan people to exercise self-determination. Our attitude on developments in Tibet will be similar to that we took on Hungary.»*⁸²⁷

La Fédération de Malaisie est très sensible à la répression de Pékin sur le Toit du monde. La suppression de la liberté au Tibet est largement dénoncée par la presse. Le *Tamil Nesan* affirme par exemple que le monde libre doit s'occuper de la question tibétaine et se demande si l'ONU va continuer à tolérer de telles actions sous prétexte que le Tibet est une partie de la Chine. Les autorités chinoises ont montré leur absence d'intégrité, notamment vis-à-vis de l'Inde. Le *Kuala Lumpur* demande au monde libre de renoncer à sa « politique du « je m'en lave les mains » » et d'aider les Tibétains contre leurs oppresseurs communistes.⁸²⁸ La position de Nehru à l'égard de la Chine communiste est plus particulièrement critiquée, comme en témoigne cet article du *Staits Times* daté du 11 avril 1959 : « *Mr. Nehru's refusal to condemn China for aggression in Tibet, or even to declare that the guarantee of autonomy has been broken, can be justified in the wider context of a policy of friendship for China. But it is an expediency which Gandhi would not have tolerated and which India as a whole has rejected.* »⁸²⁹

Le minstre des Affaires extérieures de la Fédération de Malaisie déplore de son côté le recours à la force de Pékin au Tibet et regrette que la Chine communiste ait échoué à accorder au peuple tibétain son autodétermination : « *In spite of all their professions of being a peace-loving people, the Chinese Communists have shown once again that they can be ruthless.* » Le journal de langue chinoise publié en Malaisie publie un éditorial mettant en garde les nations asiatiques contre la Chine : « *The free nations cannot afford to sit idly by and watch the Communist massacre of innocent people with equanimity (...) one wonders what security could other nations have when the freedom and survival of some nations are being trampled upon one after another.* » Et le *Singapore Standard* d'avril 1959 déclare que Pékin a montré son vrai visage : « *To the free world in the West an in the East, this suppression of the freedom of the Tibetans is, as the Federation Foreign Minister declared, another Hungary, following the pattern of what happened to*

827NA, Kew, FO 371/ 141589, FT 1015/24, Telegram from Kuala Lumpur to Commonwealth Relations Office N° 226, Kuala Lumpur, 31st March 1959.

828 NA, Kew, Tibet, DO 35/8981, Federation of Malaya press report.

829 NA, Kew, DO 35/8981, Mr. Nehru and Tibet.

*that unhappy communist-ruled state of Europe just two years ago. (...) The Chinese Communists, in spite of their professions of being a peace-loving people who supported the forces of liberation had shown once again that they could be ruthless , said the Federation 's Foreign Minister, Dr. Ismail bin Dato Abdul Rahman (...). »*⁸³⁰

Le Pakistan se réjouit de voir Nehru mis dans une position délicate par la révolte tibétaine du 10 mars 1959 et n'hésite pas à comparer la répression chinoise aux procédés employés par New Delhi pour asseoir son autorité au Cachemire. Cependant, Karachi s'inquiète d'un possible encerclement de ses frontières nord si le Bhoutan et le Sikkim se voyaient infiltrés par les communistes chinois.⁸³¹ Tout autre est bien entendu la position du gouvernement de Formose. Tout en continuant de reconnaître le Tibet comme faisant partie de la Chine, il se félicite des difficultés rencontrées par Pékin au Tibet. Par ailleurs, la révolte tibétaine lui semble avoir mis Nehru au pied du mur : il ne pourra que reconnaître son erreur d'avoir fait confiance aux communistes chinois.⁸³²

La presse du Vietnam du Sud, fortement influencée par son gouvernement, couvre la révolte tibétaine et sa répression à de nombreuses reprises en mars et avril 1959. Elle condamne fermement la République populaire de Chine pour son action au Tibet. Beaucoup de journaux appellent le monde libre à intervenir et la *Asia People's Anti-Communist League* publie un communiqué demandant à l'ONU d'intervenir pour empêcher l'extermination du peuple tibétain. Beaucoup de journaux en langue chinoise et vietnamienne invitent les nationalistes chinois à saisir l'occasion pour envahir la Chine continentale et envoyer des troupes aider les Tibétains.⁸³³ Le 31 mars 1959, *China Press* déclare ainsi : « *Peking's charge that the rebellion is helped by foreign imperialists and reactionaries to launch an anti-Communist revolt does not ring true. The sporadic guerilla war which the Tibetans have been fighting on has lasted for 9 years. The crushing of Tibetan freedom by the Chinese Communists is a betrayal of all the principles that the Peking Government has declared. (...) How is the free world going to act to Tibetan independence ? It should give political and moral support at least to the Tibetans against*

830 NA, Kew, DO 35/ 8981, "Another Hungary", *Singapor Tiger Standard*, (148), March 31 st 1959.

831Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Dufournier, Karachi, le 1er avril 1959, n° 141-142, 00064.

832Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Intelligence Information Brief, n° 129, April 15, 1959.

833 NA, Kew, DO 35/8981, Tibet. Federation Press Report, (121 A).

their Communist oppressors.» *Penang Chinese Daily* affirme de son côté que si le monde libre ne peut rien pour le Tibet, cet événement aura au moins eu le mérite de montrer que derrière le rideau de bambou, les Tibétains résistent.⁸³⁴

Le gouvernement de la République chinoise se félicite de la révolte des Tibétains qu'elle encourage vivement. Les nationalistes observent avec attention la révolte tibétaine et affirme leur avoir fournis armes et appui. Les nationalistes soutiennent le Tibet et souhaitent que le monde libre ne reproduise pas l'erreur de la Hongrie. Un éditorial du *China News* daté du 26 mars écrit ainsi : « (...) *none of the Western leaders have seen it fit or necessary openly to voice concern over the fate of Lhasa's freedom fighters. There is an inescapable impression that, so far as the Western nations are concerned, Lhasa might very well be a mythical Shangrila.* »⁸³⁵ Le *China Post* du 17 août 1959 met de son côté en garde Nehru qui en cherchant à apaiser Pékin oublie que la Chine communiste n'est pas une amie. Le journal demande au monde libre d'intervenir devant la « barbarie communiste. » La question du Tibet doit être débattue à l'ONU. Le journal demande que la délégation chinoise le fasse si personne d'autre ne le fait.⁸³⁶

Chang Kaï-chek prononce un discours le 26 mars 1959 destiné au peuple tibétain dans lequel il se dit prêt à apporter une assistance matérielle au Tibet : « *If you remain firm and courageous, and if you continue to carry on the fight, soon I shall lead your compatriots to join forces with you on the mainland.* »⁸³⁷ Il décrit le soulèvement de Lhasa comme « la première page de la plus solennelle et glorieuse histoire de la révolution communiste de nos compatriotes de Chine continentale. »⁸³⁸ La révolte des Tibétains n'est pas perçue comme une révolte anti-chinoise, ce qu'elle est pourtant en partie, mais comme un soulèvement de protestation contre les communistes :

«Fellow countrymen in Tibet : You are now shedding your blood in fighting against the Communist tyranny. This noble deed begins the first page of the most solemn and glorious history of the anti-Communist revolution of our compatriots on the

834NA, Kew, FO 371/141592, A. Veitch, British Consulate, Tamsui, April 6, 1959.

835NA, Kew, DO 35/8983, A well-Deserved Honor for the Dalai Lama", *China Post*, 17.08.59.

836Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Intelligence Information Brief, n° 129, April 15, 1959,

837Ibid.

838Ibid.

Chinese mainland. Although I am now in Tawain, my heart has been always with you in your war against Communism. (...) You are not only struggling for the survival of the Tibetan people and the preservation of liberty of the individual Tibetan but also serving as the gallant vanguard in the defense of freedom and security for peoples of all religions in a free Asia.(...) The Government of China has always respected the traditional political and social structures of Tibet, and upheld the religious faith of its people as well as their freedom to have their own way of life. Today I wish to affirm emphatically that in connection with the future political status and institutions of Tibet, as soon as the puppet Communist regime on the mainland is overthrown and the people of Tibet are once again free to express their will, the Government will assist the Tibetan people to realize their own aspirations in accordance with the principle of self-determination. Fellow Countrymen in Tibet : The puppet Chinese Communist regime is seeking to suppress your anti-Communist revolution with every ruthless, wanton, terroristic and murderous measure. But I am convinced that even though the enemy's brutal force may temporarily destroy your lamaseries and pillage your cities, they can never destroy your revolutionary will and religious belief. »⁸³⁹

Le 26 mars 1959, le Premier ministre déclare à la presse que le gouvernement nationaliste maintient des contacts étroits avec les rebelles tibétains. Le 29 mars, le président déclare de son côté que la révolte des Tibétains est l'exemple de la synchronisation des mouvements révolutionnaires en Chine continentale avec les actions militaires menées par les forces taïwanaises. Le Yuan législatif adopte une résolution le 11 avril affirmant la sympathie de Taïwan pour les insurgés tibétains et demandant au gouvernement de tout entreprendre pour leur apporter son aide. L'opinion demande l'ouverture d'un second front en envoyant des troupes au Tibet. L'un des membres du Yuan dénonce l'inaction des Etats-Unis : « *If the Chinese Communists are at liberty to use Russian weapons to kill Tibetans, why can't we use American arms to protect them?* »⁸⁴⁰

839 NA, Kew, FO 371/141592, Pres. Chiang pledges continuous, effective support to Tibetans, Political autonomy is also promised, The China Post of Taipei, March 27, 1959.

840 Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Intelligence Information Brief, n° 129, April 15, 1959.

En Birmanie, le gouvernement reste silencieux, du moins officiellement. Le président de l'influente *Buddhist Sanghas Association*, dans une lettre publiée dans la presse condamne le « régime totalitaire » de la Chine communiste et évoque les « atrocités sans nom » ainsi que l'agression de Pékin contre le dalaï-lama et le peuple tibétain. Sans surprise, le *National United Front*, une organisation de partis politiques communistes, décrit la révolte tibétaine comme une affaire intérieure chinoise et appelle à ignorer ceux qui encourage la Birmanie à abandonner sa politique de neutralité. La presse condamne très fermement la Chine communiste. Le journal indépendant *The Nation* s'élève dans un article intitulé « No time for neutrality » contre « cette suppression typiquement impérialiste de l'autonomie tibétaine », que tous les Asiatiques doivent condamner.

En Indonésie également, plusieurs journaux dénoncent la brutalité chinoise. Le *Guardian*, journal reflétant les vues des militaires au pouvoir dénonce le « viol du Tibet et les mesures de répression utilisées contre les Tibétains. Le journal appelle la Birmanie à revoir sa politique de neutralité. Le *Merdeka*, journal de langue indonésienne, ainsi que le *Indonesian Observer* représentent le point de vue du Parti nationaliste. Tous deux félicitent Nehru d'avoir fait le choix de ne pas intervenir. *Merdeka* déclare quant à lui qu'une intervention au Tibet serait une violation de l'esprit de Bandung, avec toutes les répercussions que cela pourrait avoir. Mais il ajoute que l'action de la Chine au Tibet pourrait lui coûter ses amis. Les journaux des partis musulmans socialistes pro-occidentaux *NU* et *Masumi* sont beaucoup plus critiques à l'égard de Pékin. Ainsi le quotidien du Parti *NU*, *Duta Masjarakat*, déclare : « (...) *rather than initiating such an accusation, it would bring more satisfaction to the world if Peking were ready to state the truth. With its armed of Communism in a state whose people has never believed in such a system.* »⁸⁴¹

Si la révolte tibétaine et sa répression suscitent, selon l'ambassadeur français Armand Berard, une vive émotion populaire au Japon⁸⁴², les autorités japonaises gardent une certaine réserve afin de ne pas envenimer leurs relations déjà tendues avec Pékin. Les officiels japonais se contentent de déclarer qu'il convient de faire confiance à l'Inde, plus

⁸⁴¹ *Ibid.*

⁸⁴² Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Télégramme n° 209/10, 00053.

directement intéressée par les événements tibétains. Ils ajoutent que comme pour la Hongrie, si l'on ne peut porter aux peuples opprimés un secours efficace, mieux vaut ne rien dire afin de ne pas aggraver leur sort. Ainsi, le sujet n'est pas abordé lors du congrès bouddhiste qui se tient à Tokyo en avril 1959 et les grands journaux restent silencieux.⁸⁴³

Au Népal, la presse ne parle pas des événements tibétains. Le 26 mars, le gouvernement fait une déclaration officielle disant que bien que la révolte du Tibet soit une affaire chinoise, le gouvernement népalais espère que la paix soit rapidement de retour. En réalité, le Népal scrute la réaction de l'Inde afin de se positionner sur sa décision. Le Parti du Congrès, qui vient juste d'atteindre la majorité au Parlement lors des premières élections générales dans le pays, fait le parallèle le 3 avril dans un communiqué entre le Tibet et la Hongrie. Il conclut que la « tragédie du Tibet » devrait être une leçon pour les autres pays asiatiques. Un communiqué officiel annonce même que le Parti souhaite apporter son aide morale au dalaï-lama et aux « patriotes tibétains » contre l'oppression chinoise. De passage en France, le prince Sihanouk aurait déclaré que la Chine avait trop tendance à considérer le Tibet comme une province éloignée et que l'Inde aurait dû adopter une attitude plus ferme. Les autres pays bouddhistes comme le Sri Lanka, la Thaïlande, le Cambodge ou bien encore le Laos et la Corée du Sud ont été également profondément choqué par la répression chinoise au Tibet.⁸⁴⁴

En Corée du Sud, le Premier ministre publie une note le 31 mars 1959 dans laquelle il déclare que toutes les nations chérissant la liberté devraient assister les rebelles afin que la révolte s'étende à l'ensemble de la Chine. Si cela n'est pas fait, la domination communiste se consolidera et l'inaction du monde libre, déjà vue lors des événements hongrois de 1956, serait un encouragement pour les communistes à poursuivre leur expansion. Le Premier ministre ajoute qu'il faut agir « maintenant » et que le gouvernement coréen est prêt à apporter son aide. Les partis libéraux et démocratiques condamnent l'action chinoise au Tibet qu'ils comparent au cas de la Hongrie et demandent aussi au monde libre d'intervenir.⁸⁴⁵

⁸⁴³ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Tokyo, le 2 avril 1959, 00007.

⁸⁴⁴ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Direction générale des Affaires politiques, aspects internationaux de la révolte tibétaine, 9 avril 1959, 00063.

⁸⁴⁵ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Intelligence Information Brief, n° 129, April 15, 1959.

En Thaïlande le prince Wan évoque à titre personnel les actions « inhumaines » de la Chine au Tibet, semblables à celles utilisées par l'Union soviétique en Hongrie. Officiellement, le gouvernement déclare ne pas vouloir intervenir sauf si le cas du Tibet est amené à l'ONU. En revanche, la presse se déchaîne contre Pékin. Par exemple, *Siam Rath*, journal populaire en langue taï résume parfaitement la position de l'opinion : « (Tibet is) a buddhist country facing a real Mara (démon bouddhiste) intent upon the destruction of the Dalai Lama and Tibet itself. » Le journal se demande si le monde va tolérer l'annihilation d'un peuple entier. » La presse affirme majoritairement que la Chine a montré son vrai visage et ses véritables intentions à l'égard de la religion. Les événements tibétains sont à nouveau perçus comme une leçon pour les nations asiatiques.⁸⁴⁶

Dans un premier temps, la presse cambodgienne ne porte que peu d'intérêt à la révolte tibétaine et se contente de reproduire les communiqués de Pékin. Cependant, le prince Sihanouk prend position en faveur du Tibet lors de son passage en France à Nice où il déclare qu'une coexistence de son pays avec la Chine communiste n'est possible que parce que le Cambodge et la Chine ne sont pas voisins et se dit surpris que Nehru ne soit pas plus ferme avec Pékin. Le journal du prince, *Réalités Cambodgiennes*, demande le 3 avril 1959 à la Pékin de retirer ses troupes du Tibet et de donner aux Tibétains leur autonomie religieuse et politique. Lors de la répression hongroise en 1956, le Cambodge avait été beaucoup moins virulent à l'égard de l'URSS et surtout lors de la crise des Iles offshord, où le pays avait épousé la position des communistes à l'ONU. Les Américains voient dans ce retournement de situation l'espoir d'un réchauffement des relations entre le bloc de l'Ouest et le Cambodge. Cependant, bien que choqué par l'action chinoise, le Cambodge espère pouvoir compter sur la Chine pour contrer une éventuelle menace de la Thaïlande et du Vietnam du sud.⁸⁴⁷

A Ceylan, la presse couvre largement la révolte tibétaine. En tant que pays bouddhiste, la presse est particulièrement touchée par la répression de la révolte tibétaine. Le ton est résolument anti-communiste lorsqu'elle évoque « le serpent mort de l'impérialisme

⁸⁴⁶ *Ibid.*

⁸⁴⁷ *Ibid.*

communiste » et « la liberté massacrée par la force brutale » à propos des événements tibétains. Le *Tamil Nesan* écrit le 26 mars 1959 : « *Neither we nor Mr. Nehru deny that the Tibetan –Chinese dispute is an internal affair of China. But if the Communists disturb the Dalai Lama, who is venerated by the Tibetan people the free world cannot forgive them. The snake is always poisonous, even if fed with milk, and China has proved this in Tibet. It is not because India approved force that she recognised the new regime in China, but because there is no sense in opposing what the people of that country want.* »⁸⁴⁸ Le journal poursuit en expliquant que c'est dans l'espoir que la Chine renonce à son attitude agressive que Nehru veut qu'elle obtienne un siège aux Nations unies. Mais, constate le journal, Pékin l'a déçue « ainsi que tout ceux qui croit en la paix. »⁸⁴⁹

Le 1^{er} avril, le *Tamil Nesan* poursuit : « *Although politically Tibet is a part of China, no Chinese Government, other than the Communists, have so far interfered in her administrative, religious or cultural affairs, and there is no doubt that China's action in Tibet in enslaving a peace-loving people are a betrayal of her avowed assurance at bandoeng. The Mao-Tse-Tung-Chou En-Lai suppression of Tibet has been an insult to India, who has all the time endeavoured to seat China in the UN and its connected agencies. The crushing of Tibetans 's war of independence is worse than the massacre in Hungary. Malaya's condemnation of China's actions in Tibet, following that of India and the United States, gives credit to the people of this country and the free world.* »⁸⁵⁰ Le 30 mars 1959, l'éditorial du journal *Tiger Standard* appelle le monde libre à prendre des mesures effectives pour donner au dalaï-lama toute l'aide nécessaire pour soumettre le cas de son pays au monde afin « d'ouvrir les yeux des nations neutralistes sur la véritable nature de l'impérialisme communiste. » Le journal poursuit en regrettant le silence général des gouvernements qui se disent « eux-mêmes champion de la liberté et des droits de l'homme. »⁸⁵¹

⁸⁴⁸ NA, Kew, DO 35/8981, Tibet. Federation Press Report, (121 A).

⁸⁴⁹ *Ibid.*

⁸⁵⁰ *Ibid.*

⁸⁵¹ NARA, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy New Delhi, 1959-1963, Box 78, Telegram from Hong Kong, n° 23 march 31, 1959, Foreign Service of the United States of America.

Certains commentateurs comme dans le *Ceylon Observer* font le rapprochement entre la révolte du Tibet et celle du Nyasaland : « (...) in each case a subject people were making a positive and palpable gesture of defiance against their colonial masters. » Le journaliste affirme cependant que si l'espoir est toujours permis pour le Nyaaland, tel n'est pas le cas pour le Tibet : « (...) in Tibet there can be no compromise, no hope of reprieve or relief to the thousands who have risen against foreign domination- and in that difference lies the Tibetan tragedy. » Il évoque ensuite les similitudes entre le Tibet et la Hongrie :

« What a remarkable likeness there is between the Hungarian uprising of 1956 and the present tragedy in Tibet. The ingredients were just the same; and armed revolt against dictatorial foreign domination, an allegation by the foreign government that the uprising was planned by the agents of "western imperialism", claim that the "revolt" had to be quelled in the interest of " progressive forces" which had sought the assistance of the foreign government and then-a ruthless bloodbath.. (...) From the events of Hungary and Tibet a pattern emerges. There can obviously be no road back for a country which goes under Communist domination, no hope of independence and freedom for the people who have fallen prey to the forces of "progressive imperialism. And this is where the Tibetan events have a particular relevance to our own country. In Tibet as in Eastern Europe the Communist Party took control insidiously and almost imperceptibly.»⁸⁵²

Le Premier ministre, Bandaranaike, adopte la position de l'Inde sur ce sujet et déclare le 3 avril attendre plus de détails pour se prononcer. Pour l'ancien ministre, Dudley Senanayake, vice-président de la *Buddhist Theosophical Society*, le Tibet donne deux leçons à l'Asie : le danger d'un nouvel impérialisme, et la façon dont le communisme traite la religion. Une organisation de moines demande au gouvernement de faire une déclaration de soutien et de sympathie aux bouddhistes tibétains.⁸⁵³ Dudley Sensnayake, leader du *United National Party*, déclare le 6 avril 1959 : « When we think of Tibet we recall the fate of the Hungarians in the recent past. (...) We are seeing the rape of Tibet.

⁸⁵² NA, Kew, DO 35/8981, " Shelling of monasteries deplored", *Ceylon Observer*, 3rd avril 1959.

⁸⁵³ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Intelligence Information Brief, n° 129, April 15, 1959.

Our hearts go out to the patriots of that country fighting desperately against tremendous odds to throw off this yoke of subjection and tyranny.»⁸⁵⁴ Le Premier ministre, S. W.R.D. Bandaranaike, assure le 21 avril 1959 au *Buddhist Congress* que les forts sentiments des bouddhistes de Ceylan à propos de l'affaire tibétaine seront transmis à l'ambassadeur de Ceylan en Chine afin qu'il en informe Pékin.

Aux Philippines, le Tibet est fin mars 1959 le sujet le plus abordé dans la presse. Elle exprime sa profonde sympathie pour les Tibétains et compare également leur combat à celui de la Hongrie en 1956. Nehru est généralement critiqué pour son inaction tandis que les gouvernements occidentaux sont pointés du doigt pour leur absence de soutien. Le *Manila Bulletin*, journal d'inspiration américaine, souhaite que la révolte tibétaine, qui constitue à ses yeux une épine dans le pied de la Chine, permette à toutes les tendances hostiles à Pékin de s'exprimer. Le Général Vargas donne en exemple au peuple philippin l'héroïsme d'une nation « tentant l'impossible pour regagner une liberté qui fut sienne » et appelle l'attention de ses compatriotes sur les dangers d'une subversion communiste qu'il n'a de cesse de dénoncer.⁸⁵⁵ L'administration Garcia reste de son côté discrète sur le sujet. Aucune déclaration officielle n'est faite, bien que le secrétaire des Affaires étrangères Serrano déclare qu'il souhaiterait que les événements tibétains soient discutés lors du conseil du SEATO à Wellington. La réaction la plus violente vient des cercles congréssistes. Le président du bureau des Affaires étrangères au Sénat publie plusieurs notes dénonçant les « méthodes sauvages » de Pékin pour asseoir sa domination au Tibet. Les minorités chinoises demandent aux nationalistes d'intervenir. Les bouddhistes philippins, majoritairement chinois, condamnent fermement Pékin.⁸⁵⁶

⁸⁵⁴ NA, Kew, FO 371/143726, D 1025/4, Asian Reaction to Tibet. Statements, Resolutions, and Press Comment. May 25, 1959.

⁸⁵⁵ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, G. Cattand, Ambassadeur de France aux Philippines à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, 10 avril 1959, 00072.

⁸⁵⁶ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Intelligence Information Brief, n° 129, April 15, 1959.

C. L'URSS et ses satellites solidaires de la République populaire de Chine.

Les Russes adoptent sans surprise la version des faits racontée par Pékin. Ce n'est que le 29 mars que la presse soviétique mentionne la révolte tibétaine en publiant dans ses colonnes l'ordonnance du 28 mars du conseil d'Etat de la République populaire de Chine annonçant la dissolution du « gouvernement local du Tibet » et son remplacement par le comité préparatoire pour l'établissement de la Région autonome du Tibet. Les 30, 31 mars et 1^{er} avril 1959, le journal *Pravda*, la publication officielle du parti communiste, reprend le discours de Pékin relatif au déroulement de la révolte tibétaine. Les communistes chinois sont ainsi décrits comme ayant toujours respecté à la lettre l'Accord en 17 points tandis que les « réactionnaires tibétains » auraient fait obstacle pour éliminer les structures féodales du Tibet en ralentissant le travail du comité préparatoire créé en avril 1956. Les réactionnaires, avec l'aide des « impérialistes de l'étranger » sont accusés par *Pravda* d'avoir armé des « bandes rebelles » dont le centre de commandement se trouve à Kalimpong. Le 10 mars, ajoute le journal soviétique, les rebelles arrivent à Lhassa et soulèvent la population contre les Chinois avant d'enlever le dalaï-lama le 19 mars et d'attaquer les troupes chinoises qui réussissent à écraser la révolte en trois jours. *Pravda* publie également, parmi d'autres communiqués des communistes chinois, les lettres échangées entre le dalaï-lama et le général commandant les troupes chinoises à Lhassa, espérant prouver ainsi que le chef spirituel et politique des Tibétains était opposé à la révolte et a été enlevé par les rebelles.⁸⁵⁷

Notons cependant que la rupture entre Mao Zedong et Khrushchev apparaît avec éclat à l'occasion des événements tibétains de mars 1959. En effet, bien que soutenant le président chinois dans la répression de la révolte tibétaine, Khrushchev le critique pour avoir établi les conditions favorables à l'affrontement entre les Chinois et les Tibétains. Suslov, le gardien idéologique du Parti communiste russe, déclare à ce propos que la Chine aurait dû agir plus prudemment en tenant compte des conditions particulières du

⁸⁵⁷ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, A 01945-Ch 56-57, M. Lejean, Moscou, le 1er avril 1959, Les événements du Tibet dans la version soviétique.

Tibet : « (...) *reactionary circles of India to some extent were involved in this rebellion. However, the rebellion would not have taken place had one implemented timely democratic reforms and appropriate measures to improve the economy and culture.* » Moscou soutient la répression chinoise mais reproche dans le même temps à Pékin de ne pas avoir suivie la bonne politique. Mao Zedong est accusé en outre de faire le jeu des impérialistes qui se servent de la question du Tibet.⁸⁵⁸

Dans l'affrontement idéologique qui fait alors rage entre Pékin et Moscou, la Serbie s'aligne sur l'URSS. En témoigne un éditorial consacré au Tibet publié le 3 avril 1959 dans la quotidien la *Borba*, journal officiel du Parti communiste, signé par un certain J. Smole. Si le journaliste donne comme explication à la révolte tibétaine le rôle joué par les « éléments réactionnaires » du Tibet, il ajoute néanmoins qu'elle a été provoquée par des « défaillances graves des dirigeants chinois à l'égard de la question nationale tibétaine. » Pékin ne se serait pas « suffisamment inspiré des postulats marxistes ni des problèmes réels » pour résoudre les difficultés existantes, et les « tragiques événements du Tibet » auront des conséquences « négatives et préjudiciables » du point de vue « des intérêts du mouvement ouvrier international. »⁸⁵⁹ Certes, interrogées à ce sujet les autorités serbes refusent de confirmer le caractère officiel de l'éditorial de J. Smole. Il n'empêche qu'il semble peu probable qu'un article de l'organe du Parti ne reflète pas le point de vue des dirigeants.

Les plupart des autres pays du bloc communiste se contentent de reproduire le discours de Pékin. Ainsi *Nodong Sinmen*, l'organe de presse officielle de la Corée du Nord désigne les réactionnaires du Tibet comme responsables de la révolte et adhère sans réserve à la version des faits de Pékin. Au Vietnam du Nord, des communiqués radiophoniques accusent les Etats-Unis ainsi que les nationalistes chinois d'être responsables du soulèvement de la population de Lhasa.⁸⁶⁰

⁸⁵⁸ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Cold War International History Project Bulletin winter 1996-1997, p. 258-261.

⁸⁵⁹ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Broustra, Belgrade, le 4 avril 1959, 00035.

⁸⁶⁰ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639 n°4.407, Les événements du Tibet, l'Inde et les réactions dans le monde, Paris, 10 avril 1959, Etat-Major Général de l'information, Division du renseignement.

II. Le statut du Tibet en 1959.

A. Le Tibet, une colonie de la République populaire de Chine ?

Du 18 au 24 avril 1955, les représentants de vingt-neuf pays asiatiques et africains sont réunis à Bandung, en Indonésie. Les pays participants, dont l'Inde et la Chine, proclament leur refus d'être les instruments de la rivalité des grandes puissances, leur volonté d'émancipation ainsi que leur rejet de toute forme de colonialisme et d'impérialisme. Déjà, du 5 avril au 2 mai 1954, les cinq puissances invitantes⁸⁶¹ de Bandung avaient notamment pris position contre le colonialisme à Colombo. Dans les années 1950 et 1960, le discours de Pékin sur le droit à l'autodétermination et à la souveraineté des peuples opprimés face aux puissances coloniales, est un élément essentiel de sa politique étrangère. Afin de renforcer ses liens avec les pays du Tiers monde et les mouvements révolutionnaires, la République populaire de Chine se pose en effet en grande protectrice des peuples opprimés. Les observateurs occidentaux et asiatiques soulignent l'hypocrisie de Pékin. D'un côté, les communistes chinois proclament leur volonté de lutter contre le colonialisme partout dans la monde et de promouvoir la paix mondiale. De l'autre côté, leur attitude à l'égard du Tibet évoque précisément le comportement d'une puissance coloniale. Le grand quotidien libéral finlandais *Helsingin Sanomat* écrit ainsi dans son éditorial du 1^{er} avril 1959 que les communistes aiment parler de la libération des peuples et du droit des peuples à l'indépendance. Mais, « ils accusent en même temps les Occidentaux d'être impérialistes et utilisent pour leur propagande les mouvements de libération ou de rébellion qui se produisent dans les colonies des Occidentaux. On a vu (...) comment la France et la Grande-Bretagne notamment ont accordé l'indépendance à plusieurs pays qu'elles possédaient, mais les pays communistes n'ont pas agi de même. Au contraire, ils ont étouffé les mouvements de libération par une répression rigoureuse. Le sort de la Hongrie a été maintenant réservé au lointain Tibet.»⁸⁶²

⁸⁶¹ L'Inde, Ceylan, le Pakistan, la Birmanie, l'Indonésie.

⁸⁶² Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, M. Jouve, Ambassadeur de France en Finlande à Son Excellence, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, 1^{er} avril 1959, 00005.

L'occupation du Tibet par la République populaire de Chine est en effet bien souvent décrite tant en Asie qu'en Occident comme une véritable situation coloniale. La Chine est accusée de remplacer en Asie l'impérialisme des puissances occidentales et de ne pas avoir respecté l'esprit de la conférence de Bandung. Le *Staitis Times*, journal de Kuala Lumpur, déclare ainsi le 31 mars 1959 : « *The crushing of Tibetan freedom by Communist China is a gross betrayal of all that the Bandung Declaration represents. Here is colonialism blood-stained and rampant. Asia must condemn it.* »⁸⁶³

Au Danemark, le journal du parti social-démocrate *Aktuelt* déclare de son côté sans hésiter que la République populaire de Chine se comporte comme une puissance coloniale au Tibet : « Lorsque la haine de l'opresseur s'est si ouvertement manifestée, c'est apparemment parce qu'il s'agit d'une colonisation grâce à laquelle des centaines de milliers de Chinois ont été installés dans les régions fertiles d'où les Tibétains ont été chassés. Le comportement des Chinois au Tibet est l'expression typique de la forme la plus brutale du colonialisme qui est aussi répréhensible à l'Ouest qu'à l'Est. Mais tandis que les puissances coloniales occidentales, dans les dernières années, ont cherché à liquider le système colonial, ce sont maintenant les communistes qui jouent le rôle de colonisateurs cupides et sans scrupules. »⁸⁶⁴

Le journal indien *Ananda Bazar Patrika* dans son éditorial du 22 mars 1959 intitulé « *Death of Panch shila* » parvient à la conclusion que l'action de Pékin au Tibet n'est rien de moins qu'un nouvel impérialisme :

« (...) where Himalaya did not form any barrier Communist rule in Tibet has drawn strong forbidding line between India and Tibet. Lamps in centuries-old monasteries of Tibet shrouded with mysteries and spiritualism have ceased to burn, ringing of bells has faded out, wheel of religion has ceased to move. Great efforts being made forcibly impose communist doctrines on Tibet, traditional, sacred land, of Buddhism. Powerless as India is, it is useless for us refer to Panch-shil. In this great distress of Tibetans we are unable even send message of sympathy. We are

⁸⁶³Hutheesing Raja, *Tibet fights...*, op. cit., p. 189

⁸⁶⁴Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Christian Fouchet, Ambassadeur de France au Danemark à Monsieur Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, 2 avril 1959, 00010.

*agitating against foreign rule in Africa, in west Asia, against blind color prejudice, taking part in spirited debates in UNO. But Prime Minister Nehru is unable say single word in support rights of neighboring Tibetans. (...) In name of modern progress, Chinese communists trying to wipe out glorious heritage, religious tradition of Tibetans. The burial of Panch shil propounded by Nehru and Chou En-Lai being made in Tibet. (...) It is time to speak out frankly. The way and with purpose in view—Chinese communists trying to establish their rule over Tibet is only another name for imperialism. »*⁸⁶⁵

Autre exemple avec J. B. Kripalani qui n'hésite pas à comparer le cas du Tibet à du colonialisme :

*« We feel that China, after it had gone Communist, committed an act of aggression in Tibet. (...) I consider this as much a colonial aggression on the part of China as any colonial aggression indulged in by Western nations. The definition of colonialism is this, that one nation by force of arms or fraud occupies the territory of another nation. In this age of democracy when we hold that all people should be free and equal, I say China's occupation of Tibet is a deliberate act of aggression. (...) We must know that it is an act of aggression against a foreign nation. It is as abominable as colonialism of any Western power. »*⁸⁶⁶

Aux Philippines, le *Nationaliste Chronicle* dénonce tous les colonialismes « qu'ils soient chinois au Tibet, anglais en Afrique ou français en Algérie » et proclame la solidarité du peuple philippin avec tous les pays soumis « à de semblables assauts contre la liberté et les droits de l'homme, en Afrique, en, Algérie et autres colonies. »⁸⁶⁷ Les bouddhistes de Ceylan condamnent quant à eux fermement l'action chinoise au Tibet en parlant à propos de l'action de Pékin d'un nouvel impérialisme : « (...) *the Chinese activities in Tibet (are) a manifestation of a new imperialism —« Communist imperialism »*

⁸⁶⁵ NARA, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy New Delhi, 1959-1963, Box 78, Telegram n° 543 from Calcutta, March 25, 1959, Foreign Service of the United States of America.

⁸⁶⁶ Debate in Indian Parliament, May 1954 in SEN, Chanakya, *Tibet disappears...*, op. cit., p. 122

⁸⁶⁷ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, G. Cattand, Ambassadeur de France aux Philippines à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, 10 avril 1959, 00072.

which was working in a most subtle manner (...) Asia, which was for years suffering under the yoke of western imperialism, saw in the last few years that form of imperialism receding (...).»⁸⁶⁸ Dudley Sensenayake, leader du *United National Party* à Ceylan évoque lui aussi le 6 avril 1959 le nouvel impérialisme chinois : (...) *We always warned you about the new Communist imperialism that has raised its head in Europe and Asia. (...) Today we see that imperialism fast disappearing and almost dead. But a new imperialism has stepped in to fill the breach and that is Communist imperialism which works in a much more insidious manner.* »⁸⁶⁹

Et en effet, par bien des aspects, la Chine se comporte au Tibet comme une puissance coloniale, et en tout premier lieu parce qu'elle occupe par la force un territoire qui n'était pas en 1950 l'une de ses possessions, mais un pays indépendant, bien que cette qualité ne lui ait pas été reconnue par la communauté internationale. Par ailleurs, conformément à la vision traditionnelle de l'Empire chinois des peuples non Han, la République populaire de Chine ne s'est jamais cachée de son intention de civiliser les Tibétains, perçus comme des barbares, car vivant en dehors de la civilisation chinoise.

L'idéologie communiste marque de son empreinte le comportement des Chinois présents au Tibet. La République populaire de Chine n'a de cesse de répéter qu'elle est au Tibet pour le bien des Tibétains. D'ailleurs, une fois l'élévation matérielle et morale du Tibet achevée, elle partira affirme-t-elle. Par bien des aspects, la Chine se comporte au Tibet comme une puissance coloniale⁸⁷⁰, et en tout premier lieu parce qu'elle occupe par la force un territoire qui n'était pas en 1950 l'une de ses possessions mais un pays

868 NA, Kew, FO 371/143726, D 1025/4, Asian Reaction to Tibet. Statements, Resolutions, and Press Comment. May 25, 1959.

869 *Ibid.*

870 Dans un discours adressé aux membres du parlement européen le 23 octobre 1996, le dalaï-lama déclare que la question du Tibet est avant tout « une question de domination coloniale : il s'agit de l'oppression du Tibet par la République populaire de Chine et de la résistance du peuple tibétain à celle-ci. » Discours de Sa Sainteté le dalaï-lama aux membres du parlement européen », Strasbourg, le 23 octobre 1996. En ligne sur : [www. Tibet-info.net](http://www.Tibet-info.net)

Au cours d'un meeting organisé le 29 mai 1980 avec les responsables communistes du pays, le secrétaire général du Parti communiste chinois, Hu Yaobang, faisant le bilan de l'action communiste au Tibet, accuse le Parti d'avoir échoué dans cette partie, du territoire national : loin d'avoir modernisé le Tibet et d'y avoir éradiqué la pauvreté, le niveau de vie des Tibétains a au contraire diminué en plusieurs endroits. Il n'hésite pas à comparer la situation du Tibet à du colonialisme. NGABO, Jigme, «Behind the Unrest in Tibet», China Spring Digest, janvier-février 1988, p. 26. Cité par SHAKYA, Tsering, *The Dragon and the Lanf of Snows. A History of Modern Tibet since 1947*, New York, Penguin Compass, 1999, p. 381-382.)

indépendant, bien que cette qualité ne lui ait pas été reconnue par la communauté internationale. Par ailleurs, conformément à la vision traditionnelle de l'Empire chinois des peuples non Han, la République populaire de Chine ne s'est jamais cachée de son intention de civiliser les Tibétains, perçus comme des barbares, car vivant en dehors de la civilisation chinoise. Pékin rappelle régulièrement dans ses publications qu'elle a agi, et agit toujours, pour le bien-être des Tibétains. Son seul but en venant au Tibet aurait été d'aider le peuple tibétain à se libérer, de l'impérialisme étranger, mais aussi de ses structures sociales féodales extrêmement arriérées, afin de lui permettre de se développer économiquement et culturellement. C'est ce que Mao Zedong, s'adressant aux Tibétains, explique en 1952 :

*« In the past, the reactionary rulers, from the emperors of the Ch'ing Dynasty to Chiang Kai-shek have oppressed and exploited you. Imperialism has done the same for you. As a result, you are weak economically, backward culturally and your population is small. The Chinese Communists, standing for national equality, do not want to oppress you, we want to help you achieve development in population, economy and culture. The entry of the People's Liberation Army into Tibet is aimed at giving such assistance. Not much assistance can be expected in the beginning but in three years, much help can be given to you ; if not, the Chinese Communist Party will be of no use. »*⁸⁷¹

Cette vision des communistes chinois est confirmée par le chef spirituel et politique des Tibétains dans ses mémoires dans lesquelles il rapporte les propos adressés à son cabinet par le représentant de la Chine à Lhassa peu après la signature de l'Accord en 17 points : « Les Chinois n'étaient venus que dans le but d'aider le Tibet à développer ses ressources et de le protéger contre la domination impérialiste ; [...] ils s'en retourneraient dès que le Tibet serait capable d'administrer ses propres affaires et de défendre ses frontières.

« Quand vous pourrez tenir sur vos deux jambes, dit-il, nous ne resterons pas ; même si vous nous le demandez. »⁸⁷²

⁸⁷¹ « Radio Address of Leosha Thubtentarpa to the religious and Secular Officials of the Tibet Local Government and the Entire Tibetan People », 22 novembre 1952, in *Tibet 1950-67...*, op. cit., p. 45.

⁸⁷² Tenzin Gyatso, quatorzième Dalai Lama, *Mon pays et mon peuple*, Genève, Olizane, 1984, (réédition), p. 78.



Image de propagande de Pékin montrant des Tibétains recevant de la mère-patrie du bétail.
Source : <http://zt.tibet.cn/english/zt/history/200402004526101208.htm>

Les observateurs étrangers, tel le représentant de la mission tibétaine, n'ont pas manqué de se gausser du discours des communistes chinois : « *It is indeed strange that the Chinese, who have taken on the onerous task of liberating Tibet and who are doing everything conceivable to unify Tibet with China, should be assuring Tibetans that there stay in Tibet will not be longer than is absolutely necessary. They say they have come with the object of creating a strong and self-reliant Tibet. As soon as they achieve their objective they will leave the country. This mood of self-abnegation among the Chinese has had the effect of cheering some of the Tibetans.* »⁸⁷³

⁸⁷³ NA, Kew, FO 371/ 99659, From the Officer in Charge (S. Sinha), Indian Mission, Lhasa, 15th December 1952 to The Political Officer in Sikkim, Gangtok, Memorandum N° 3(10) –L /52, F 4190/10.

L'utilisation de l'argument humanitaire n'est pas sans rappeler le discours des puissances coloniales, et c'est à juste titre que Robert Ford écrit à destination des admirateurs de la Chine communiste dans le récit de son expérience au Tibet :

« Dans le passé, certains de nos impérialistes anglais à tous crins, oublieux du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, prétendaient avoir le droit de rester sur place en raison des hôpitaux, écoles, routes et autres avantages dont ils avaient fait bénéficier les peuples sous leur domination. Les impérialistes communistes, dont les annexions sont ouvertement déclarées comme devant être éternelles, tirent également parti de ces services. Il arrive souvent que des matérialistes non communistes se laissent prendre à ce piège. J'ai entendu des gens dire que des pays comme la Chine et le Tibet avaient besoin du communisme, [...] sous prétexte qu'il faut à une nation arriérée un violent mouvement révolutionnaire pour la lancer dans la voie du progrès. Ce raisonnement ne tient pas compte du fait qu'en général les moyens déterminent plutôt qu'ils ne justifient les fins, et que des crimes monstrueux peuvent être commis au nom du progrès. »⁸⁷⁴

Le quotidien indien *The Hindu* souligne également après la révolte du Tibet de mars 1959 le côté absurde du discours des communistes chinois sur leur rôle civilisateur qui ne constituer une justification de leur action au Tibet : « *It is strange that as soon as some people put themselves outside their own country, they become screaming imperialists. If the right is conceded to nations to thrust progress forcibly down the throats of other nations, why were not the British welcomed as torch-bearers of progress in India? But the defenders of the Chinese civilisers of Tibet will be the first to disown any such sacrilegious thought. They might, however, be thrown into real confusion if the Russians or the Chinese were to take it into their heads to march upon India to save her from "foreign imperialists" and lead her to progress!* »⁸⁷⁵

Par ailleurs, de nombreuses preuves attestent que les Tibétains sont victimes de discriminations à la fois dans les domaines politiques, la direction du pays restant entre les

⁸⁷⁴ FORD, Robert, *Tibet rouge, la révolte*, Paris, Hachette, 1958, p. 269-270.

⁸⁷⁵ « Resurrection of Tibet : India must help », *Hindu*, 31 March 1959.

maines des cadres chinois présents au Tibet, et économiques, par rapport aux Chinois han.⁸⁷⁶ Enfin, les communistes chinois pratiquent une politique d'assimilation à partir de 1959 dont la première des conséquences est la destruction de la culture et donc de l'identité tibétaine. Cette politique se fait notamment à l'aide d'un transfert massif de colons chinois : les Tibétains seraient en passe d'être minoritaires dans leur propre pays.

Déjà dans les années 1950, l'opérateur radio britannique Robert Ford, présent au Tibet peu avant son invasion, évoque la volonté de Pékin de faire venir en masse des colons chinois au Tibet, dans le but de transformer à court terme les Tibétains « en minorité dans leur propre patrie. »⁸⁷⁷ Et dès le 20 juin 1959, nous l'avons vu, le dalaï-lama accuse les Chinois sa conférence de presse donnée à Mussoorie d'avoir envoyé cinq millions de colons au Tibet.⁸⁷⁸ Le *New York Times* se fait visiblement un plaisir de rapporter les propos du dalaï-lama comme preuve de l'extrême brutalité du régime de Pékin :

*« Complete absorption and extinction of the Tibetan race is being undertaken », The Dalai Lama declared. That certainly puts Mao Tse-Toung and Chou En lai directly in the same category with Hitler and Stalin. It is the same crime committed in much the same way. (...) Forced labour and compulsory exactions, the Dalai Lama said, systematic persecution of the people, plunder and confiscation of property belonging to individuals and the execution of certain leading men in Tibet –these are the glorious achievements of Chinese rule in Tibet (...) The very least that can be done in answer to this appeal is for the free world to make it abundantly plain to Peiping that such an evil regime has no hope of entering the comity of nations unless and until this wicked wrong is righted.»*⁸⁷⁹

Le dalaï-lama parle en août 1959 de 80 000 personnes mortes depuis l'invasion chinoise et déclare redouter l'extermination pure et simple de son peuple : « *With more Chinese than Tibetans now in my country, the complete extermination of the Tibetan race*

⁸⁷⁶ BLONDEAU, Anne-Marie, BUFFETRILLE, Katia, *Le Tibet est-il chinois ?* Paris, Albin Michel, p. 151.

⁸⁷⁷ FORD, Robert, *Tibet rouge, l'invasion*, Paris, Hachette, 1958, p. 269.

⁸⁷⁸ «The Dalai Lama's press conference. *The Times of India, News Service*, Mussoorie, June 20 », in SEN, Chanakya, *Tibet disappears...*, op. cit., p. 360.

⁸⁷⁹ «An appeal for Tibet», *The New York Times*, June 22 1959.

in its own motherland is now in progress. »⁸⁸⁰ Dans un message adressée à la convention afro-asiatique sur le Tibet en avril 1960, le dalaï lama demande à cette dernière de venir de toute urgence au secours du Tibet craignant qu'il n' y ait « plus de Tibet » si rien n'arrête la colonisation des Chinois.⁸⁸¹ En 1962, dans son célèbre mémoire de 70 000 caractères détaillant ses plaintes à l'égard de la politique de la République populaire de Chine⁸⁸², le X^e panchen-lama, alors président du comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet, fait part de son inquiétude face à la diminution de la population tibétaine, une diminution si importante qu'elle aurait pu, d'après le dirigeant tibétain, constituer « une grande menace pour la suite de l'existence de la nationalité tibétaine. »⁸⁸³

S'agit-il d'une politique délibérée de la part de Pékin ? Ce que nous pouvons d'ores et déjà affirmer, c'est que le transfert de populations vers les territoires périphériques de la Chine n'est pas nouveau. Il s'agit au contraire d'une politique traditionnelle de l'Empire chinois pour renforcer le contrôle de ses marches. Par exemple, les provinces orientales du Tibet du Kham et de l'Amdo, qui ont régulièrement fait l'objet de conflits militaires entre la Chine et le Tibet, passant régulièrement sous le contrôle de l'un ou de l'autre, ont vu l'installation dès le XVIII^e siècle de nombreux agriculteurs chinois, encouragés par les autorités à venir s'installer dans ces régions reculées.

B. Un pays vassal sous la suzeraineté de la Chine .

Qu'il soit une colonie de Pékin ou non, en 1959, aucun pays ne soutient officiellement l'indépendance du Tibet. La dénonciation de l'Accord en 17 points par le dalaï-lama à Tezpur amène les Britanniques à préciser leur position vis-à-vis du Tibet. En théorie, la Grande-Bretagne reconnaît toujours en 1959 la suzeraineté de la Chine sur le Pays des

⁸⁸⁰ *The New York Times*, "80,000 death toll in Tibet reported", August 25 1959.

⁸⁸¹ "Dalai Lama asks Asia-Africa help", *The New York Times*, April 10 1959.

⁸⁸² La petition de 70 000 caractères, intitulée initialement " Rapport sur les souffrances du Tibet et des régions tibétaines et propositions pour le travail futur du Comité central sous la direction du président ministre Zhou Enlai » est adressée le 18 mai 1962 au gouvernement chinois par le Xe panchen-lama. Il y dénonce la politique de la Chine au Tibet. Longtemps tenu secret, ce rapport est publié en 1998 par l'ONG *Tibet Information Network*. Cf. *A Poisonned Arrow. The Secret Report of the 10th Panchen Lama*, Londres, TIN, 1997.

⁸⁸³ *A Poisonned Arrow. The Secret Report of the 10th Panchen Lama*, Londres, TIN, 1997, p. 103.

neiges, à condition que celui-ci soit autonome. Contrairement à l'Inde ou au Népal, Londres ne reconnaît pas la souveraineté de la République populaire de Chine sur le Pays des neiges :

*« The status of Tibet has never been very precise. (...) In 1943 the then Secretary of State (Mr. Anthony Eden) informed the Chinese Government in a confidential memorandum that H. M Government were prepared to recognise Chinese suzerainty over Tibet on the understanding that Tibet was regarded as autonomous. (...) The present Chinese Government, while nominally according "local autonomy" to Tibet, have in fact incorporated the territory into China. Both India and Nepal have recognised Tibet as a "region of China" H. M. Government, however, have not acknowledged the extension of Chinese sovereignty over it. »*⁸⁸⁴

La Couronne britannique se trouve alors dans une position délicate car de toute évidence l'autonomie du Tibet n'existe plus. La situation créée par la fuite du dalaï-lama amène le *Foreign Office* à s'interroger sur l'attitude à adopter vis-à-vis du Tibet. Londres doit-elle déclarer publiquement que l'autonomie du Tibet n'étant pas respectée elle ne reconnaît plus la suzeraineté de la Chine sur le Pays des neiges qui devient alors un pays occupé par une puissance étrangère ? Ou au contraire, faut-il reconnaître l'incorporation du Tibet à la Chine en vertu de l'Accord en 17 points ? Dans les deux cas, les autorités britanniques sont dans l'embarras.⁸⁸⁵ Dans un premier temps, les Britanniques mettent en avant le manque d'informations sur la situation réelle du Tibet. Le consul britannique aux Etats-Unis, P.G.F Dalton, déclare ainsi que la Grande-Bretagne ne peut pas protester contre l'action de Pékin au Tibet car elle n'a pas assez d'informations fiables provenant des Tibétains ou du dalaï-lama lui-même pour pouvoir affirmer si oui ou non le Tibet ne jouit plus de son autonomie. Telle est en tout cas la position officielle du *Foreign Office*. Mais Dalton reconnaît lui-même que les allégations chinoises d'une « petite révolte en train d'être matée » sont fausses et qu'il se déroule en fait au Tibet un soulèvement populaire qui ne laisse aucune chance à la préservation de l'autonomie du Tibet.⁸⁸⁶

884 NA, Kew, FO 371/ 141589, FT 1015/4, P.G.F Dalton, Tibet, March 24, 1959.

885 NA, Kew, FO 371/ 141593 FT 1015/101 Telegram N° 2087 from Foreign Office to Washington, April 27, 1959.

886 NA, Kew, FO 371/141592, FT 1015/68, P.G.F Dalton, April 10, 1959.

Le *Foreign Office* décide finalement en avril 1959 de rester prudent et de ne pas changer sa position officielle relative à la suzeraineté de la Chine sur le Tibet.⁸⁸⁷ Position qui n'a plus véritablement de sens, mais qui a l'avantage selon le haut-commissaire britannique à Pékin, Trench, d'être à la fois, vu les circonstances, « utile et flexible ».⁸⁸⁸ Il n'est en tout cas pas question de reconnaître officiellement le gouvernement tibétain en exil. Sur le principe, les Britanniques reconnaissent le dalaï-lama et ses conseillers comme le gouvernement choisi par le peuple tibétain. Mais deux obstacles viennent empêcher une reconnaissance officielle. D'abord, depuis que la suzeraineté chinoise a été reconnue, le gouvernement tibétain n'a fait aucune demande de reconnaissance en tant qu'Etat indépendant. En second lieu, les Britanniques ne souhaitent pas se mettre en porte à faux avec l'Inde et choisissent donc de pas reconnaître un gouvernement tibétain en exil si l'Inde y est opposée.⁸⁸⁹

C. ...mais qui doit pouvoir jouir de son droit à l'autodétermination.

Les Etats-Unis, de leur côté, ne sont pas prêts à reconnaître officiellement l'indépendance du Tibet. En mars 1959, la fuite du dalaï-lama concrétise les espoirs américains de voir le Tibet se tourner vers eux. Cependant, plusieurs questions se font jour au sein du gouvernement américain. Faut-il soutenir le Tibet à l'ONU ? Quelle place donné au dalaï-lama et à son gouvernement ? Le gouvernement se refuse à prendre une position tranchée sur le statut du Tibet. Tout comme les Britanniques, les autorités américaines espèrent que les événements tibétains feront prendre conscience à l'Asie de la véritable nature du communisme chinois. Mais, si possible sans avoir à intervenir directement et en restant sur une position floue, plus ou moins ambiguë. Un certain colonel Black, regrettant le 3 juin 1959 que le Tibet ait disparu des medias,,note à propos

⁸⁸⁷ NA, Kew, FO 371/ 141593, FT 1015/103, P.G.F Dalton, Parliamentary Question, 24 April 1959.

⁸⁸⁸ NA, Kew, FO 371/141605, FT15/342 N.C.C Trench, Peking to Foreign Office, November 17, 1959.

⁸⁸⁹ NA, Kew, DO 35/8982 Malcolm MacDonald, Office of the High Commissioner for the United Kingdom 1st July, 1959, Pol. 293.2.

du silence des Etats-Unis : « *It looks like Red China agrees with the United States that the best way to hush up the Tibetan Revolt is to pursue a policy of “strategic silence.”* »⁸⁹⁰

Lorsque le 23 mars 1959 la presse annonce que le dalaï-lama s'est échappé de Lhassa vers une destination inconnue, le porte-parole du Département d'Etat, Joseph W. Reap, affirme que des sources fiables indiquent qu'une révolte est en cours au Tibet mais est incapable de dire si le Département d'Etat considère le Tibet comme un pays indépendant ou non.⁸⁹¹ S'il n'est pas question de défendre la souveraineté du Tibet, il ne s'agit pas non plus de reconnaître celle de Pékin : « *As to the position which the United States Government takes with regard to the status of Tibet, the historical position of the United States has been that Tibet is an autonomous country under Chinese suzerainty. However the United States Government has consistently held that the autonomy of Tibet should not be impaired by force. The United States has never recognised the pretention to sovereignty over Tibet put forward by the Chinese Communist regime.* »⁸⁹²

Les conclusions du secrétaire d'Etat Parson sont sans appel : il y a plus d'inconvénients que d'avantages à reconnaître le Tibet comme un pays indépendant : (...) *our recognition now would make the Dalai Lama the leader of a government-in-exile obviously dependent on the United States for political support. This would almost certainly damage the prestige and influence he now enjoys as one of Asia's revered leaders and would hamper his activities on behalf of the Tibetan people.* »⁸⁹³

Le 23 avril 1959, le dalaï-lama envoie un message au gouvernement américain par l'intermédiaire de Gyalo Thondup demandant que soit reconnu son gouvernement en exil. Le Département d'Etat lui dit que la question va être étudiée. Washington attend en fait de voir quelle sera la position des autres pays asiatiques afin de ne pas donner l'impression d'instrumentaliser le cas du Tibet. Lorsque le sénateur démocrate Mike Mansfield propose

⁸⁹⁰ Eisenhower Library, OCB series, box 6, OEdwin F Black to Karl G. Harr, memorandum, June 3, 1959, White House, Office of the Special Assistant.

⁸⁹¹ KNAUS, John Kenneth, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 179.

⁸⁹² United States Information Service, American Embassy, London, US statement on Tibet autonomy, September 14th 1959, lu le 11 septembre 1959 par Francis Tully Jr, *State Department Officer*.

⁸⁹³ Memorandum from the Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Parsons) to Secretary of State Herter, Washington, October 14, 1959 in United States Department of State, *Foreign relations of the United States 1958-1960. China*, vol.XIX, p 792-793.

que le gouvernement américain reconnaisse le gouvernement tibétain en exil, les autres démocrates rejettent cette idée. Ils mettent en garde les autorités de ne pas s'impliquer trop en avant dans l'affaire tibétaine au risque de faire perdre le bénéfice de la révolte tibétaine sur les nations asiatiques. La seule conséquence d'une reconnaissance du gouvernement du dalaï-lama serait de faire rentrer la question tibétaine dans la guerre froide.⁸⁹⁴ Le 25 avril 1959, le chef des Tibétains reçoit oralement un message comme quoi il n'aura pas la reconnaissance qu'il espère.⁸⁹⁵

Le gouvernement américain doit également tenir compte de la position des nationalistes chinois sur la question de l'indépendance du Tibet et de la reconnaissance ou non d'un gouvernement tibétain en exil. Or, les nationalistes chinois affirment que le Tibet est une partie de la Chine. Cependant, en mars 1959 Chang Kai-shek déclare qu'une fois la Chine débarrassée des communistes chinois, les Tibétains pourront exercer leur droit à l'autodétermination conformément à la constitution chinoise : « *Principle of nationalism of three people's principles advocates that all racial groups within nation should be equal. Accordingly, Government has, in regard to Tibet, always respected traditional political structure, religious belief and way of life of Tibetans and assisted in their political, economic and cultural development.* »⁸⁹⁶

L'ambassadeur de la République de Chine aux Etats-Unis, George K.C Yeh, confie de son côté le 23 avril 1959 à Robertson qu'il n'est pas possible pour la Chine de reconnaître l'indépendance du Tibet en raison des difficultés constitutionnelles que signifierait un changement de frontière de la Chine.⁸⁹⁷ En revanche, l'ambassadeur confirme que si le dalaï-lama proclame un gouvernement provisoire, la République chinoise est prête à le reconnaître conformément à l'article 120 de la Constitution chinoise. La République, ajoute-t-il, souhaite obtenir pour les Tibétains leur autodétermination, et continuer à soutenir « la lutte héroïque » du peuple tibétain contre les communistes pour leur liberté religieuse et culturelle. Il affirme ne pas voir

⁸⁹⁴ "Harriman urges caution on Tibet", *The New York Times*, April 17, 1959, "Mansfield proposal", *The New York Times*, April 13, 1959.

⁸⁹⁵ KNAUS, John Kenneth, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 190.

⁸⁹⁶ NARA, 793B.00/3-2759, From Tapei to Secretary of State, n° 1044, march 27, 1959.

⁸⁹⁷ Memorandum of Conversation, Washington, April 23 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960, China*, vol.XIX, U.S. Government Printing Office, 1958-1960, p. 756-757.

d'inconvénients à ce que les Etats-Unis reconnaissent le gouvernement du dalaï-lama, ce qui, nous l'avons vu, ne change rien à la décision de Washington de ne pas reconnaître le gouvernement du dalaï-lama.⁸⁹⁸

Si Washington ne veut pas reconnaître l'indépendance du Tibet, elle pense avoir l'obligation de soutenir le principe de l'autodétermination pour le Tibet. Soutenir le Tibet est en outre important pour encourager la résistance tibétaine et conserver le prestige moral des Etats-Unis qui se doivent de dénoncer la tyrannie communiste sur le Toit du monde.

En vertu de la théorie de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, le gouvernement américain choisi au final de mettre en avant le droit à l'autodétermination du peuple tibétain face à Pékin. En novembre 1959, l'ambassadeur américain à New Delhi, Galbraith, informe ainsi les Britanniques de son intention de faire parvenir au dalaï-lama un message indiquant que la position du Département d'Etat vis-à-vis du Tibet est basée sur le principe de l'autodétermination, c'est-à-dire sur l'idée que le peuple tibétain doit pouvoir choisir le gouvernement qu'il souhaite.⁸⁹⁹ Gyalo Thondup se voit ainsi affirmé par Washington que la politique américaine vis-à-vis du Tibet est basée sur le droit à l'autodétermination des peuples et qu'elle souhaite faire une déclaration publique à ce sujet :

« While it has been historical position of the United States to consider Tibet as an autonomous state under suzerainty of China, the American people have also traditionally stood for the pinciple of self-determination. It is the belief of the United States Government that this principle should apply to the people of Tibet and that they should have the determining voice in their own political destiny. The United States Government is prepared, when a suitable opportunity presents itself,

898Memorandum of Conversation, Washington, April 29, 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960, China*, vol.XIX, U.S. Government Print ing Office, 1958-1960, p. 760.

899 NA, Kew, FO 371/141605, D.F MacDermot, November 9, 1959.

*to make a public declaration of its support for the principle of self-determination for the Tibetan people.»*⁹⁰⁰

Le gouvernement américain se laisse même la possibilité de reconnaître l'indépendance du Tibet si le dalaï-lama demande publiquement à ce que le Tibet soit reconnu comme un Etat indépendant et surtout si un certain nombre de pays asiatiques accèdent à cette requête. Mais les autorités américaines préfèrent avant tout continuer d'apporter un soutien clandestin au Tibet et éviter de donner l'impression qu'elles instrumentalisent la question du Tibet dans le cadre de la guerre froide.⁹⁰¹

Les Britanniques sont à l'égard des projets américains très mitigés. Ceux-ci craignent en effet qu'une déclaration de Washington allant dans le sens de l'autodétermination du peuple tibétain n'irrite le gouvernement indien. En effet, Nehru ne souhaite pas que soient donnés de faux espoirs au dalaï-lama ainsi qu'aux réfugiés tibétains face à l'incapacité de l'ONU, nous y reviendrons, à mettre en œuvre des actions concrètes pour aider les Tibétains. Londres informe Washington que sa position quant au statut du Tibet n'a pas changée et ne changera pas, malgré les efforts des Américains pour encourager les autres nations à faire une déclaration publique allant dans le sens de l'autodétermination des Tibétains.

Cet espoir apparaît rétrospectivement utopique car si les Etats-Unis n'ont aucun problème à aller dans le sens de l'autodétermination des Tibétains, les puissances coloniales que sont notamment la France et la Grande-Bretagne ne peuvent ignorer le risque de voir le même genre de revendication se propager dans leurs propres possessions coloniales. Le département de la Justice britannique note à ce sujet sa crainte de voir une déclaration publique des Américains en faveur de l'autodétermination du peuple tibétain encourager l'opinion et le Parlement à faire pression sur le gouvernement afin que la Grande-Bretagne suive cet exemple.⁹⁰²

⁹⁰⁰ Telegram from the Department of State to the Embassy in India, Washington 25 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States...*, op. cit., p. 806-807.

⁹⁰¹ Memorandum from Acting Secretary of State Dillon to President Eisenhower, Washington, April 30, 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States...*, op. cit., p. 763-765.

⁹⁰² NA, Kew, FO 371/150710.

En février 1960, le gouvernement américain rend publique une lettre du secrétaire d'Etat Hector destinée au dalaï-lama dans laquelle est mentionnée la volonté de voir le Tibet exercer son droit à l'autodétermination : « *As you know, while it has been the historical position of the US to consider Tibet as an autonomous country under the suzerainty of China, the American people have also traditionally stood for the principle of self-determination. It is the belief of the United States Government that this principle should apply to the people of Tibet and that they should have the determining voice in their own political destiny.* »⁹⁰³

Les réactions à la déclaration américaine ne tardent pas. La République populaire de Chine accuse les Américains de vouloir « séparer le Tibet de la mère-patrie sous le prétexte de l'auto-détermination. »⁹⁰⁴ Les autorités indiennes font savoir à Washington que sa déclaration n'est d'aucune utilité pour les Tibétains et risque de jeter de l'huile sur le feu. Les Indiens sont à ce moment en proie à de sérieuses difficultés avec la Chine sur leur frontière nord et ne souhaitent en aucun cas ajouter des tensions supplémentaires avec Pékin. Ils font d'ailleurs savoir aux Britanniques qu'ils ne souhaitent pas que Londres établisse des contacts officiels avec les Tibétains. Nehru est persuadé qu'il ne faut pas encourager les Tibétains en les laissant espérer un soutien de l'étranger. Soucieux de ne pas offusquer le gouvernement indien, la Grande-Bretagne décide de suivre ce conseil en ne répondant plus aux lettres envoyées par les Tibétains.⁹⁰⁵

Ainsi, la rupture de l'Accord en 17 points entre la Chine et le Tibet ne conduit pas à une réévaluation du statut politique du Tibet. Embarassées, les nations préfèrent s'en tenir au *statu quo*. L'Inde, qui a quant à elle reconnu la souveraineté de Pékin sur le Tibet en 1954, ne peut de son côté revenir en arrière. Si la répression chinoise au Tibet mobilise l'opinion mondiale, la réaction des différents gouvernements ne laisse guère au Pays des neiges d'espoir d'obtenir une aide étrangère autre qu'un soutien moral. Certes, les Etats-Unis soutiennent clandestinement la résistance des Khampas. Mais Washington refuse d'appuyer publiquement le Tibet. L'ambassadeur français à New Delhi affirme avec raison qu'il n'y a aucune chance que la révolte tibétaine ne change la position du bloc

⁹⁰³ NA, Kew, FO 371/150712.

⁹⁰⁴ *Summary of World Broadcasts*, 1960, 7/3/60, p. A1/1.

⁹⁰⁵ NA, Kew, FO 371/150712.

occidental. Du point de vue matériel souligne l'ambassadeur, le Tibet n'est accessible que par des pays communistes ou « neutralistes » comme l'Inde. Sur le plan juridique, aucune nation n'a reconnu l'indépendance du Tibet. L'Accord en 17 points, bien que dénoncé tant par la Chine communiste que par le dalaï-lama, semble avoir scellé définitivement le retour du Tibet au sein de « la grande famille chinoise. »⁹⁰⁶ L'ONU devient dès lors le dernier espoir des Tibétains de voir leur combat appuyé par les nations.

III. Le nouvel échec de l'ONU.

A. Le Tibet se tourne vers les Nations unies

1. L'opinion indienne et occidentale en faveur d'un débat sur le Tibet

L'opinion publique souhaite d'une façon générale que le cas du Tibet soit débattu à l'ONU. En témoigne cet article du *New York Times* daté du 29 septembre 1959 :

*« There is reported to be some reluctance in certain quarters to bring the issue of the assault on Tibet into the current session of the United Nations . The reason given is that it has been hoped that this could be the “Assembly of peace”, and that therefore bitter controversy should be avoided. The reason is ignoble. What shall it profit the United Nations if it accepts peace with dishonor ? An even deeper issue is the very nature and function of the United Nations itself. It was designed to enable all peoples, and especially the defendless, to live in some degree of security and peace. Its members are pledged, in the Charter to sustain that aim. It cannot evade a disquieting question in the interest of “ peace” when the peace itself has been broken to the profound peril of such a defendless people as the Tibetans.»*⁹⁰⁷

⁹⁰⁶ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Direction générale des Affaires politiques, aspects internationaux de la révolte tibétaine, 9 avril 1959, 00063.

⁹⁰⁷ “Tibet in the U.N”, *The New York Times*, September 29 1959.

Nous avons également vu en Inde la multiplication des groupes de soutien à la cause tibétaine, en avril et mars 1959, pour sensibiliser l'opinion asiatique et mondiale sur le sort du Tibet. Il est envisagé de créer un comité international constitué de pays neutres pour dénoncer la violation des droits de l'homme au Tibet. Nehru qualifie les activités de Narayan « d'embarrassantes et inutiles. » Il regrette la tenue de cette convention, vue comme « une provocation inutile » vis-à-vis des Chinois à un moment où la communication semble être rompue entre les deux pays. Quoi qu'il en soit, l'opinion publique est un élément avec lequel les pays doivent désormais compter et plus que jamais le Tibet a su gagner sa sympathie.⁹⁰⁸

Si des groupes de soutien du Tibet existe à travers le monde, une organisation fait plus particulièrement pression pour que la question du Tibet soit débattue à l'ONU. Il s'agit de la Commission internationale de Juristes⁹⁰⁹ qui publie sous la direction de Purshottam Trikamdas, brillant avocat indien, un rapport, *The Question of Tibet and the Rule of Law*. Cette organisation a un statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU. Ses conclusions sur lesquelles, s'appuieront largement les débats à l'Assemblée générale de l'ONU, sont sans appel : « *There is a prima facie case that on the part of the Chinese, there has been an attempt to destroy the national, ethnical, racial and religious group of Tibetans by killing members of the group and causing serious bodily harm to members of the group.* » Et de conclure : « *These acts constitute the crime of genocide under the Genocide Convention of the United Nations of 1948.* »⁹¹⁰ Le rapport

⁹⁰⁸ Les pays bouddhistes sont pour des raisons évidentes choqués par le sort du Tibet. Des raisons politiques, dans le contexte de la guerre froide expliquent également le soutien dont bénéficie le Pays des neiges au sein du bloc de l'Ouest. Mais l'image d'un Tibet spirituel, pacifique et innocent est une image profondément enracinée dans les consciences. Popularisé par la nouvelle de James Hilton *Lost Horizon*, publiée en 1933 avant d'être adaptée pour le cinéma, l'utopique royaume de Shangri-La fait rêver l'Occident et n'est certainement pas étranger à la sympathie rencontrée par le Tibet auprès de l'opinion publique.

⁹⁰⁹ La Commission internationale de Juristes est une organisation non-gouvernementale de 35000 juristes répartie dans plus de 50 pays fondée en 1952 qui lutte pour la défense des droits de l'homme. Elle publie un deuxième rapport en 1960 intitulé *Tibet and the Chinese People's Republic*, Genève, 1960, dans lequel elle parvient aux mêmes conclusions que dans son premier rapport. Elle est accusée en 1959 d'être impartiale. En 1994, Howard B. Tolley Jr. démontre que la Commission a été financée par la CIA en tant qu'instrument de la guerre froide. (Voir Howard B. Tolley Jr., *The International Commission of Jurists : Global Advocates for Human Rights*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1994.)

⁹¹⁰ SEN, Chanakya, *Tibet disappears. A Documentary History of Tibet's International Status, the Great Rebellion and Its Aftermath*, Londres, Asia Publishing House, 1960, p. 412.

affirme également que le Tibet était un Etat indépendant avant 1950. Les événements s'y déroulant ne sont pas une affaire intérieure de la République populaire de Chine.⁹¹¹

De leur côté, nous l'avons vu à de maintes reprises, les Tibétains s'organisent et mènent une véritable diplomatie pour atteindre leur objectif : l'indépendance du Tibet. Le dalaï-lama se lance dans une campagne de sensibilisation de l'opinion mondiale à la cause du Tibet. Narayan rapporte au haut-commissaire britannique que d'après ses entretiens avec le dalaï-lama, il est clair que celui-ci est très désireux de porter le cas du Tibet sur la scène mondiale. Sa déclaration du 20 juin 1959, qui n'a visiblement pas été soumise aux Indiens préalablement, en est le premier pas. Le dalaï-lama espère également pouvoir soumettre le cas du Tibet à l'ONU et que lui-même et ses conseillers soient reconnus comme le gouvernement tibétain. Il souhaite par ailleurs envoyer des émissaires à l'étranger, et d'abord dans des pays bouddhistes afin de propager la cause tibétaine.⁹¹²

⁹¹¹Nara, RG 84 Records of the Foreign Service posts of the Department of State. US Mission to the United Nations Central Subject Files, 1946-1963. Technical assistance to Tibet. Box 114. Communist China, National Affairs, October 15, 1959

⁹¹²NA, Kew, DO 35/8982, Telegram from Delhi n°965 to CRO, 29th June 1959, (236).



1^{er} mars 1959, protestations devant le siège de l'ONU à New York contre les persécutions religieuses au Tibet

Source : <http://www.guardian.co.uk/world/gallery/2009/mar/09/tibet-dalailama>

Autre exemple de cette volonté, l'ouverture du Bureau du dalaï-lama à New York au début de l'année 1964. Le Bureau du Tibet sert le dalaï-lama et ses intérêts en matière politique et pour tout ce qui concerne les réfugiés. Quatre missions principales lui sont assignées :

- 1° Encourager l'adoption de résolutions à l'ONU.
- 2° Développer l'intérêt et la compréhension du public pour le Tibet, ses problèmes.
- 3° Promouvoir et faciliter l'éducation des Tibétains exilés.
- 4° Aider à résoudre le problème des réfugiés tibétains.⁹¹³

⁹¹³ United Nations Archives, S-0291-0013-14, The Office of Tibet. *Statement of purpose, Thubten Tharpa Lieshar.*

Mais le Bureau du dalaï-lama n'est pas considéré comme pouvant être un observateur permanent à l'Assemblée générale.⁹¹⁴ Ses membres (Thubten Tharpa Liushar, le représentant personnel du dalaï-lama, son assistant et une secrétaire) auraient pourtant souhaité obtenir des pass individuels pour venir assister aux débats. Quoi qu'il en soit, ses membres cherchent à exercer une véritable pression sur les délégations présentes à l'ONU et à mobiliser l'opinion publique sur la question du Tibet.

Conscient de la pression de l'opinion, Dag Hammarskjöld, le Secrétaire général de l'ONU, déclare vouloir créer « l'impression que quelque chose a été fait pour le Tibet aux Nations Unies » et que l'ONU ne soit pas dans « un état d'innocence » à propos du problème tibétain.⁹¹⁵ Mais les gouvernements occidentaux et asiatiques voient avant tout la question du Tibet comme une question gênante qu'il serait préférable d'oublier.

2. L'appel du dalaï-lama.

Le 30 août 1959, le frère du dalaï-lama, Gyalo Thondup, exprime lors d'une conférence de presse organisée à New Delhi l'intention des Tibétains de faire appel à l'ONU. Le 2 septembre, le dalaï-lama évoque à son tour lors d'un second entretien avec Nehru la possibilité de recourir à cette organisation. Nehru lui répond cependant qu'il n'y a aucun espoir de voir les autres pays entrer en guerre avec la Chine pour le Tibet. Un appel à l'ONU n'aurait pour seule conséquence que d'accroître la répression chinoise.⁹¹⁶ Dans tous les cas, l'Inde n'est pas prête à apporter son soutien au Tibet s'il décide de se tourner vers cette organisation. Lorsqu'une résolution pressant l'Inde de soutenir le Tibet à l'ONU est votée à la *Lok Sabha* en avril 1959, Nehru se contente de répéter les mêmes arguments : « *All that will happen is an expression of strong opinions by some other countries denying it and the matter being raised to the level of the Cold War and probably*

⁹¹⁴ United Nations Archives, S-0291-0013-14.

⁹¹⁵ NA, Kew, FO 371/141596.

⁹¹⁶ NA, Kew, FO 371/141597.

*producing reactions of the Chinese Government which would be more adverse to Tibet and the Tibetan people than even now. So the ultimate result is no relief to the Tibetan people but something the reverse of it. »*⁹¹⁷

Loin de se décourager, le dalaï-lama envoie des émissaires aux Philippines, en Thaïlande, au Japon et à Ceylan pour tenter de convaincre ces pays de soutenir l'appel des Tibétains à l'ONU. Le 9 septembre 1959, il décide d'écrire directement au Secrétaire général de l'organisation. Dans une vibrante déclaration, après avoir rappelé que le Tibet est un pays indépendant, le dalaï-lama demande aux pays membres de faire cesser les exactions de la Chine communiste au Tibet. Aussi bien sur le plan politique que sur le plan humanitaire, la présence chinoise sur le Toit du monde doit être fermement condamnée par l'ensemble des nations :

« Kindly refer to the proceedings of the General Committee of the United Nations General Assembly held on Friday the 24 th November 1950 at which it was resolved that the consideration of El Salvador's complaint against invasion of Tibet by foreign forces should be adjourned in order to give the parties the opportunity to arrive at a peaceful settlement. It is with the deepest regret that I am informing you that the act of aggression by Chinese forces has not terminated. On the contrary the area of aggression has been substantially extended with the result that practically the whole of Tibet is under the occupation of the Chinese forces. I and my government have made several appeals for peaceful and friendly settlement but so far these appeals have been completely ignored. In this circumstances, and in view of the inhuman treatment and crimes against humanity and religion to which the people of Tibet are being subjected, I solicit immediate intervention of the United Nations and consideration by the General Committee on its own initiative of the Tibetan issue which had been adjourned (...) I and my Government also solicit immediate intervention of the United Nations on humanitarian grounds. Since the violation of the territorial integrity of Tibet, the Chinese forces have committed the following offences against the universally accepted laws of international conduct (...). The sufferings which my people are undergoing are beyond description and it

⁹¹⁷DUTT, Subimal, *With Nehru...*, op.cit., p. 157.

*is imperatively necessary that this wanton and ruthless murder of my people should be immediately brought to an end.»*⁹¹⁸

B. Washington favorable à une résolution sur le Tibet.

C'est tout d'abord vers Washington que se tournent tout naturellement les Tibétains afin d'obtenir leur appui. Les Tibétains Shakabpa, Gyalo Thondup et Sangdu Rinchen arrivent ainsi aux Etats-Unis en septembre 1959. Accompagnés de Hugh Richardson, l'ancien représentant britannique à Lhassa et fervent défenseur du Tibet, ainsi que de l'avocat indien Sen, ils souhaitent discuter avec les Américains de l'action à tenir à l'ONU pour leur pays. Leur idée est de pouvoir faire venir le dalaï-lama pour qu'il s'exprime lui-même à l'Assemblée générale. Les Tibétains espèrent également faire adopter une résolution qui évoque l'aspect politique et juridique de la question du Tibet comme lors du premier appel du dalaï-lama en 1950. Washington demande directement au dalaï-lama s'il désire qu'une éventuelle résolution porte sur des motifs humanitaires ou bien, comme en 1950 ? que l'on parle d'aggression. Le chef des Tibétains déclare vouloir les deux et confirme son souhait de venir en personne à l'ONU.

Washington se dit favorable à ce que le dalaï-lama vienne à New York défendre le cas de son pays. Tout en précisant néanmoins qu'elle ne veut pas mélanger la question de la représentation de la République populaire de Chine à l'ONU⁹¹⁹ et celle du Tibet qui

⁹¹⁸ NA, Kew, FO 371/141597, Telegram N° 426, Sir P. Dixon, from New York to Foreign Office (United Kingdom Mission to the United Nations) September 10, 1959.

⁹¹⁹ Le gouvernement américain craint que les défenseurs de Pékin ne mettent en avant le fait que le problème du Tibet se réglerait plus facilement si la République populaire de Chine siégeait à l'ONU. Cette hypothèse est exclue pour Washington qui considère que la reconnaissance diplomatique est un privilège et pas un droit. Le régime communiste chinois ne correspond pas aux critères d'une nation civilisée. Le cas du Tibet est perçu comme un exemple de plus de l'incapacité de la République populaire de Chine à siéger à l'ONU : « (...) *its action in Tibet is but the most recent example of the regime 's shocking disregard for human life and liberty.* » Circular Instruction from the Department of State to Certain Diplomatic Missions, Washington, August 7, 1959 in United States, Department of State, Glennon, John P., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960, Unites Nations and general international matters*, vol.II, U.S. Government Printing Office, 1958-1960. p. 151. Il serait une « folie » d'établir des relations avec les Communistes chinois : « *Should a regime which in seven years has promoted 5 foreign or civil wars-Korea, Indochina, Tibet, the Philippines, and Malaya; which itself has fought the United Nations and has been found by it to be an aggressor; which defies the Unites Nations' decision to reunify Korea, and which openly proclaims its continuing purpose to use force-should that regime be given a permanent seat, with veto power, in the body which under the Charter has " primary responsibility for the maintaining of international peace and security?"* », Address by the Secretary of State, San

pourrait facilement être perçue comme une « problème de la Guerre froide. »⁹²⁰ Les Etats-Unis veulent également s'assurer que cela ne posera pas de problèmes avec l'Inde et que le chef des Tibétains pourra revenir sans problème sur le sol indien.⁹²¹ Cependant, le représentant américain à l'ONU, Gross, explique à Gyalo Thondup lors d'un entretien avec lui le 6 octobre 1959 qu'il vaut mieux dans l'intérêt du Tibet suivre l'approche humanitaire plutôt que l'approche juridique et, que cela n'affectera pas les désirs profonds des Tibétains.⁹²²

Gross ajoute qu'il est également préférable que le dalai-lama s'exprime devant la Commission des droits de l'homme plutôt que devant l'Assemblée générale.⁹²³ Au vu du climat régnant à l'ONU, une inscription demandant que soit débattu le statut du Tibet n'aurait pas le soutien nécessaire et rendrait le dalai-lama dépendant du soutien politique américain ce qui affaiblirait son prestige. Ce conseil de ne pas être trop exigeant d'emblée n'est pas sans provoquer une certaine frustration chez les Tibétains. Mais, insiste Gross, la position des différents pays sur cette question ne permet pas d'aborder la question territoriale. Si l'inscription de la question du Tibet se voyait refusée, il n'y aurait rien de pire pour le Tibet et le dalai-lama. En revanche, si les Tibétains arrivent à obtenir un large support pour la question des droits de l'homme, la porte reste ouverte pour que soit enfin abordée la question politique.

Quoiqu'il en soit, si les Etats-Unis rappellent que s'ils ne peuvent reconnaître l'indépendance du Tibet, ils reconnaissent son droit à l'autodétermination et sont prêts, si

Francisco, June 28, 1957 in United States, Department of State, Glennon, John P., Editor, *Foreign relations of the United States, 1955-1957, China*, vol.III, U.S. Government Printing Office, 1955-1957. p. 558-562.

⁹²⁰NARA, 793.00, /3,-2259, Telegram N° 265 from Delhi to Commonwealth Relations Office Delhi, 9th September 1959.

⁹²¹Telegram from the Embassy in India to the Department of State, New Delhi, September 4, 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960, China*, vol.XIX, U.S. Government Printing Office, 1958-1960, p. 777-778.

⁹²²Telegram From the Delegation to the U.N General Assembly to the Department of State, New York, October 8, 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960, China*, vol.XIX, U.S. Government Printing Office, 1958-1960, p. 790-791.

⁹²³ NARA, RG 84 Records of the Foreign Service posts of the Department of State. US Mission to the United Nations Central Subject Files, 1946-1963. Technica l assistance to Tibet. Box 114, United States Mission to the United Nations, to Mr. Barco from Mr. Thacher, October 17, 1959, Communist China, National Affairs, October 12, 1959.

les circonstances le permettent, à aller dans ce sens.⁹²⁴ L'idée des Américains est de créer un courant de sympathie en faveur du Tibet, particulièrement auprès des nations asiatiques et africaines. L'ambassadeur américain introduit ainsi la délégation tibétaine auprès des délégations qu'elle n'a pas pu contacter elle-même, en particulier les délégations de certains pays afro-asiatiques, comme les Marocains.

Promesse est faite par Washington en septembre 1959 aux Tibétains de faire tout ce qu'elle peut pour aider et d'user de son influence sur les autres pays. Les Etats-Unis leur assurent une « attention immédiate et sympathique » à l'égard de l'appel du dalaï-lama à l'ONU. Le peuple américain, souligne le *New York Times* avec beaucoup d'autres journaux, a montré un fort désir de faire tout ce qui est possible pour alléger les souffrances des Tibétains. Il sera à nouveau à leur côté.⁹²⁵ Un communiqué officiel du Département d'Etat est ainsi publié suite à l'annonce du dalaï-lama de faire appel à l'organisation internationale : « *The United States welcomes the initiative of the Dalai Lama in bringing the plight of the Tibetan people directly to the attention of the United Nations. We believe that the world should hear what he has to say, for the situation in Tibet has implications for free people everywhere.* »⁹²⁶

C. L'initiative doit venir de l'Asie

Cependant, les Etats-Unis ne sont pas pour autant prêts à prendre l'initiative de soumettre la question du Tibet à l'ONU. C'est ce qu'explique le chargé d'Affaires à la Maison Blanche, Winthrop Brown, au dalaï-lama le 4 septembre lors d'un entretien avec lui, tout en lui assurant cependant des efforts de Washington pour obtenir le soutien des autres pays.⁹²⁷ Les opérations organisées au Tibet par la CIA sont en effet toujours secrètes et le cas de la Hongrie vient juste d'être débattu à l'ONU. Il ne saurait être question pour Washington de se voir être accusée d'instrumentaliser la révolte tibétaine à son profit.

⁹²⁴Memorandum From the Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Parsons) to Secretary of State Herter, Washington, October 14, 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960...*, op.cit., p. 792-795.

⁹²⁵« U.S warm to plea by the Dalai Lama », *The New York Times*, September 1 1959.

⁹²⁶« Tibet in the U.N » *The New York Times*, September 12 1959.

⁹²⁷NA, Kew, FO 371/141600.

Les Américains promettent donc un soutien modéré.⁹²⁸ L'initiative doit venir d'autres nations, idéalement d'un pays asiatique. Les Etats-Unis demandent ainsi « aux pays amis » à savoir le Japon, le Pakistan, la Birmanie, les Philippines, la Thaïlande, et la Malaisie, s'ils seraient prêts à se joindre pour soutenir une résolution à l'Assemblée générale.⁹²⁹

Mais ils doivent rapidement se rendre à l'évidence : la plupart des nations asiatiques ne sont pas prêtes à affronter Pékin sur cette question. Par exemple, Ceylan déclare qu'une résolution à l'ONU sur le Tibet ne servirait à rien, sauf à renforcer la répression chinoise.⁹³⁰ Les nationalistes chinois affirment ne pas vouloir prendre l'initiative mais être prêts à soutenir les Tibétains contre les exactions communistes.⁹³¹ T.F Tsiang, le représentant de la Chine nationaliste à l'ONU dénonce en effet le comportement de la République populaire de Chine pour « les événements récents tragiques du Tibet » et demande que la question soit débattue à l'Assemblée générale de l'ONU : « (...) *as representative of China, I declare that Free China condemns the Communist atrocities in Tibet and welcomes any proposal to examine them in the present session of the Assembly.* »⁹³² En dépit des relations tendues qu'entretiennent Washington et New-Delhi, les Etats-Unis font rapidement savoir au gouvernement indien qu'ils soutiendront l'appel des Tibétains à l'ONU. Mais Subimal Dutt répond que l'Inde n'est pas prête à soutenir une résolution condamnant la République populaire de Chine. L'Inde, souligne-t-il, ne peut se mettre en conflit avec un pays avec lequel elle partage une frontière de plusieurs milliers de kilomètres.⁹³³ Subimal Dutt est claire avec les Tibétains : l'Inde ne peut appuyer une résolution sur le Tibet pour des raisons légales, le Tibet n'étant pas reconnu comme un Etat indépendant.⁹³⁴ Nehru, fervent partisan de l'admission de la République

⁹²⁸ NA, Kew, FO 371/141591, FT 1015/46, Telegram from Washington to Foreign Office, April 8 1959.

⁹²⁹ NA, Kew, PREM 11/ 4008, Telegram N° 1928, from Washington to Foreign Office, Sir H. Caccia, September 8, 1959.

⁹³⁰ NA, Kew, FO 371/ 141600, FT 1015/249 Telegram N° 265 from Delhi to Commonwealth Relations Office Delhi, 9th September 1959.

⁹³¹ Memorandum From the Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Parsons) and the Acting Assistant Secretary for International Organization Affairs (Walmsley) to Secretary of State Herter, Washington, August 5, 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960...*, op.cit., p. 774- 777.

⁹³² "Taiwan asks U.N to discuss Tibet", *The New York Times*, September 30 1959.

⁹³³ NA, Kew, FO 371/141600.

⁹³⁴ NA, Kew, FO 371/141592.

populaire de Chine à l'ONU⁹³⁵, ne voit pas l'utilité de débattre du Tibet alors que l'un des deux principaux intéressés n'est pas présent : *«We do not understand also how it is feasible for the matter to be raised in the United Nations when the U.N does not even recognize the People's Government of China, and more or less treats it as a hostile country. The U.N cannot have its both ways, to ignore China and at the same time to condemn it.»*⁹³⁶ Les Indiens sont très réticents à l'idée que soit adoptée une résolution à l'ONU sur le Tibet pour une autre raison. En effet, l'URSS se sentirait obligée de venir au secours de Pékin, ce qui aurait pour effet de rapprocher les deux pays, ce qui est précisément ce que souhaitent éviter à la fois l'Inde et le camp occidental. Par ailleurs, la Chine, en représailles, pourrait accentuer son emprise sur le Tibet et instaurer des mesures encore plus répressives.⁹³⁷ Les Américains n'insistent pas auprès des Indiens. Le Département d'Etat américain est en effet particulièrement satisfait de l'émotion soulevée en Asie par la répression chinoise au Tibet. Il est donc hors de question de dire ou faire quelque chose qui pourrait heurter la susceptibilité de l'Inde.

Si les Américains souhaitent que le dalaï-lama s'exprime à l'ONU, aucun autre pays n'est favorable à cette idée, et surtout pas la France ou les Britanniques qui craignent que cela ne crée un précédent pour leur propre territoire africain. Si le chef des Tibétains était invité, d'autres personnes du F.L.N ou bien encore l'Imam de l'OMAN pourraient demander à pouvoir s'exprimer à leur tour à l'ONU. Le bloc occidental se verrait également accusé de chercher à instrumentaliser le Tibet : *« It will be generally supposed that the whole object of the operation is a political demonstration against the Chinese communists, with the Dalai Lama as a catspaw. »*⁹³⁸ Les Etats-Unis essayent malgré tout

⁹³⁵ Notons que ce point de vue est loin d'être partagé par l'ensemble des membres du gouvernement indien. Le chef des services secrets indien, B.N. Mullik écrit ainsi dans ses mémoires à propos de Nehru : *« He was trying his best to get China admitted into the United Nations both because that was the (best) thing to do and also because that might curb her aggressive propensities. »* Mais, prévient Mullik : *« (...) we should be careful and see that China did not exploit this friendship to our disadvantage. She might take this opportunity to weaken our position on the frontiers or to build up hostile groups within the country. »* MULLIK, B. N, *My years with Nehru*, 1948-1964, Bombay, Allied Publishers, 1972.p. 80. Le leader socialiste Narayan rappelle non sans ironie que New Delhi n'a pas eu peur d'offenser la France ou les Britanniques à propos de l'Algérie ou de l'invasion de Suez. "Indian suggests U.N debate Tibet" *The New York Times*, July 11 1959.

⁹³⁶ New Delhi, 2 July 1959, NEHRU, Jawaharlal, *Letters to Chief Ministers, 1947-1964*, volume 5, 1958-1964, Oxford, London, Delhi, Bombay, Calcutta, Madras, Oxford University Press, 1989, p. 270.

⁹³⁷ Nara, Tibet, RG 84 Records of the Foreign Service posts of the Department of State. US Mission to the United Nations Central Subject Files, 1946-1963. Technical assistance to Tibet. Box 114, Memorandum of conversation, Mr D. N Chatterjee, Charge d'Affaires, Embassy of India, SOA, Frederic, P. Bartlett, September 29, 1959.

⁹³⁸ NA, Kew, DO 35/8983 Telegram from CRO to Delhi and Dublin, 30th September 1959.

de convaincre la France et la Grande-Bretagne, qui sont membres du conseil de sécurité, de soutenir une résolution modérée sur le Tibet.

D. La Grande-Bretagne et la France réticentes à un débat sur le Tibet.

Le secrétaire d'Etat américain Christian Herter organise une réunion le 8 septembre 1959 avec le représentant permanent à l'ONU de la Grande-Bretagne, Pierce Dixon, et le ministre des Affaires étrangères français, Couve de Murville.

La France, en se basant sur le rapport communiqué par la Commission internationale de Juristes, accepte de reconnaître l'existence de la violation des droits de l'homme au Tibet. Elle reconnaît également le crime de génocide dont est accusée la République populaire de Chine.⁹³⁹ Mais elle ne croit pas en la capacité de l'organisation de traiter le cas du Tibet : « Un recours aux Nations Unies (...) serait probablement illusoire, en raison de la faiblesse juridique du dossier et du fait que ni le Tibet, ni la Chine Populaire (soutenue par le bloc soviétique) ne sont membres de l'organisation. »⁹⁴⁰ La France ne reconnaît pas le Tibet comme un Etat. Depuis l'Accord en 17 points, le Tibet est aux yeux du gouvernement français incorporé à la République populaire de Chine. La dénonciation

⁹³⁹ La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948 a été adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU le 11 décembre 1948 et ratifiée par la Chine le 18 avril 1983. L'article II de cette convention définit le crime de génocide ainsi : « [...] le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe ;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

in *La Question du Tibet et la Primauté du Droit*, Commission Internationale de Juristes, Genève, 1959, p. 83. Y-a-t-il eu un génocide au Tibet ? Même si la Commission Internationale de Juristes a répondu en 1960 par l'affirmative, cette délicate question ne peut pour l'instant être tranchée.

Notons qu'en juin 2005, le *Comite de Apoyo al Tibet* a déposé une plainte devant la Cour Nationale espagnole contre Jiang Zemin, Li Peng, et cinq autres dirigeants chinois pour crime de génocide, crime contre l'humanité, torture et terrorisme contre le peuple tibétain », *El Mundo*, 28 juin 2005. La Cour Nationale espagnol s'est déclarée compétente pour enquêter sur le génocide tibétain en janvier 2006.

⁹⁴⁰ Ministère des Affaires étrangères, Paris, 639, Direction générale des Affaires politiques, aspects internationaux de la révolte tibétaine, 9 avril 1959, 00063.

de l'Accord tant par le Tibet que par la République populaire de Chine ne change pas la position de la France quant au statut du Tibet.⁹⁴¹ Or l'Article 2 (7) de la Charte des Nations unies interdit l'intervention des Etats membres dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un Etat. Les autorités françaises tiennent particulièrement à cet article car elles redoutent qu'un parallèle soit fait avec la situation de la France en Algérie.⁹⁴² La Belgique et les Pays-Bas, note Couve de Murville, pourraient eux aussi se retrouver dans l'embarras. De plus, intervenir dans les relations entre la Chine et l'Inde pourrait, selon le ministre français rapprocher l'Inde et la République populaire de Chine.⁹⁴³

Le 13 septembre 1959, le chef des Tibétains décide d'écrire au *Foreign Office* pour lui rappeler qu'il a jadis reconnu la souveraineté du Tibet. Lors d'un entretien avec le haut-commissaire britannique à New Delhi à titre personnel, le dalaï-lama affirme qu'un accord pacifique avec la Chine communiste n'est pas possible comme on l'a cru en 1950. Il souhaite donc faire appel à l'ONU en s'appuyant sur le gouvernement britannique au nom de leur histoire commune.⁹⁴⁴ Mais la Grande-Bretagne n'est pas prête à intervenir en faveur du Tibet. Le haut-commissaire britannique, après avoir rappelé que la Grande-Bretagne reconnaît la suzeraineté de la Chine sur le Tibet à condition que ce-dernier soit autonome, fait clairement comprendre au dalaï-lama que Londres ne peut pas prendre l'initiative dans ce dossier.⁹⁴⁵

Le 30 septembre 1959, Gyalo Thondup, Shakabpa et Sangdu Rinchen, contactent le *Foreign Office* pour essayer d'obtenir un appui politique, et non pas simplement humanitaire à l'ONU. Le ministre Landowne accepte de recevoir les Tibétains mais en précisant qu'il s'agit d'une simple visite de courtoisie par égard pour le dalaï-lama. Le *Foreign Office* fait quant à lui rapidement savoir que cet entretien n'implique pas une reconnaissance du gouvernement tibétain en exil ni que la Grande-Bretagne est prête à

⁹⁴¹ Ministère des Affaires étrangères, Paris, Asie-Océanie 1944-... Chine 1956-1967, 641, Note pour la direction des Nations Unies et organisations internationales, Service juridique n° 700, 22 novembre 1960.

⁹⁴² NA, Kew, FO 371/141600, NA, Kew.

⁹⁴³ Editorial Note in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960...*, op.cit., p. 784-787.

⁹⁴⁴ NA, Kew, PREM 11/ 4008, Telegram N° 1338 from Delhi to Commonwealth Relations Office, Delhi, 4th September 1959.

⁹⁴⁵ *Ibid.*

soutenir le Tibet à l'ONU. Les Tibétains remettent un aide-mémoire au ministre anglais dans lequel ils rappellent les liens historiques liant le Tibet et la Grande-Bretagne. En raison des liens d'amitié existant entre les deux pays, les Tibétains demandent à la Grande-Bretagne de soutenir à nouveau le Tibet. Le *memorandum* rappelle également que se sont les Britanniques qui en 1950 ont ajourné le débat sur le Tibet en affirmant qu'une solution pacifique entre les deux parties pouvait être trouvée. Or, souligne Gyalo Thondup, le monde sait qu'aucune solution pacifique n'a été trouvée. Les Britanniques ont donc un devoir moral de relancer la question du Tibet à l'ONU. Ils doivent également reconnaître que le Tibet est un Etat souverain et indépendant, comme ils l'ont déjà fait par le passé, et qu'il cesse de calquer leur position sur celle de l'Inde.⁹⁴⁶

Malgré les efforts des Tibétains pour convaincre le gouvernement britannique de soutenir le Tibet, Landowne se contente de leur répondre de ne pas trop espérer de la part de la Grande-Bretagne.⁹⁴⁷ En coulisse, le *Foreign Office* va jusqu'à remettre en cause la pertinence de débattre de la question du Tibet à l'ONU dans la mesure où celui-ci cesse d'exister en tant qu'Etat au moment de la signature de l'Accord en 17 points :

« I am advised that it can be argued that by acquiescing in the Sino/Tibetan Agreement of 1951, even reluctantly and under pressure, the Dalai Lama could be said to have ratified the Agreement which handed over the Chinese “centralised handling of all the external affairs of Tibet.” It would then follow that since 1951 at least Tibet can no longer be regarded as an independent state to which Article 35 (2) of the United Nations Charter applies. We should prefer not (repeat not) to have to admit this publicly and for the purpose of public statements to confine ourselves to a continued recognition of Chinese suzerainty subject to Tibetan autonomy. But if forced to take a position we would probably maintain that the Dalai Lama and His followers, not constituting the Government of Tibet, are not entitled to bring a matter to the attention of the United Nations under Article 35 (2).»⁹⁴⁸

⁹⁴⁶ NA, Kew, DO 35/8983, Aide Memoire of the Tibetan Delegation on their discussion with the Minister of State for Foreign Affairs at the Foreign Office, Whitehall, S.W.1, on Wednesday 30th September 1959, Gyalo Thondup, Representative for His Holiness Dalai Lama of Tibet, 2nd October 1959.

⁹⁴⁷ NA, Kew, FO 371/141602.

⁹⁴⁸ NA, Kew, PREM 11/4008, Telegram N° 897 from Foreign Office to New York (United Kingdom Mission to the United Nations), September 10 1959.

Le 13 novembre 1959, le secrétaire d'Etat Pierson Dixon accepte de recevoir à nouveau Gyalo Thondup pour un entretien avant son retour en Inde. Les Britanniques résument leur position dans un document préparant cet entretien : ne pas devancer les Indiens sur la question du Tibet, ne pas sembler vouloir exploiter la question du Tibet à des fins de propagande, et ainsi attiser les tensions de la guerre froide, tout en exprimant la sympathie de la Grande-Bretagne pour le peuple tibétain et en condamnant les actions des communistes chinois.⁹⁴⁹

Le gouvernement britannique met en avant le fait que la plupart des pays reconnaissent la suzeraineté chinoise sur le Tibet et auront du mal à expliquer leur position à l'ONU et à adopter une ligne commune avec les Etats-Unis. Une initiative de l'Ouest ne serait en outre pas la bienvenue. Londres rejoint sur ce point Washington qui pense que rien ne doit laisser croire les peuples asiatiques que le Tibet est instrumentalisé par le bloc de l'Ouest. Il convient au contraire de laisser l'Asie juger d'elle-même des méfaits du communisme. La Grande-Bretagne compte en tout cas sur l'opinion mondiale, et plus particulièrement sur l'opinion asiatique, pour faire pression sur la République populaire de Chine : « *We are moreover conscious of the limitations and difficulties in the way of any concerted international action to help the Tibetans, and believe that the moral opinion of the world, especially if it is led by the Afro-Asians, is the best weapon against Communist China in the circumstances. Whatever the outcome in Tibet a most significant lesson will have been learnt, by Asians particularly, and it is most likely that the prestige and appeal of Peking will have been dealt a most damaging blow throughout the area.* »⁹⁵⁰

De plus, il n'est pas question de faire ou dire quoi que ce soit qui pourrait irriter davantage Pékin. Le secrétaire d'Etat, Pierce Dixon, déclare ainsi à Henry Studholme, membre de la Chambre des communes, que le gouvernement britannique ne peut intervenir sans risquer de voir empirer la situation des Tibétains. Les Chinois, affirme Pierce Dixon, sont très sensibles aux critiques venant de l'étranger et pourraient accroître

⁹⁴⁹ NA, Kew, FO 371/141605, FT 1015/344 N.C.C Trench, The Dalai Lama's Brother November 11, 1959.

⁹⁵⁰ NA, Kew, DO 35/8981 Telegram of Department of External Affairs to all posts, Guidance 4, 0.4355, 7th April 1959.

la répression au Tibet. La Grande-Bretagne se verrait accusée d'ingérence impérialiste dans les affaires chinoises.⁹⁵¹

Les Britanniques considèrent toujours que la question du Tibet est en premier lieu du ressort de l'Inde. Ils choisissent donc de se calquer sur la position indienne tout comme l'ensemble des pays du Commonwealth. Pourtant, Subimal Dutt avait précisé que le gouvernement indien ne s'opposerait pas à ce que d'autres pays soutiennent l'appel du dalaï-lama et ne considérerait pas cela comme un acte inamical.⁹⁵² Mais Londres ne veut pas embarrasser l'Inde qui est à ses yeux dans un processus de réévaluation de sa politique vis-à-vis de la République populaire de Chine. Pierson Dixon reçoit comme ordre de dire à Gyalo Thondup si celui-ci le lui demande, l'option de faire pression sur le gouvernement indien n'est pas envisageable. Il doit mettre en avant que non seulement la Grande-Bretagne ne peut s'ingérer dans les affaires indiennes, mais qu'en plus Nehru a déjà donné l'asile au dalaï-lama et à environ 12 000 réfugiés tibétains et ne peut guère envisager d'autres actions, la situation avec la Chine étant déjà très tendue sur la frontière nord du pays.⁹⁵³

La Grande-Bretagne, par ailleurs, affirme ne pas pouvoir souscrire à une résolution pour génocide comme le souhaiteraient les Tibétains qui se basent sur le rapport de la Commission internationale de Juristes. Londres n'a en effet pas souscrit à cette convention.⁹⁵⁴ Après avoir rappelé la définition donnée dans la convention sur le génocide, la mission britannique à New York conclut qu'il n'y a pas génocide au Tibet car pour cela il faut qu'il y ait une volonté avérée de détruire un groupe. Dans le cas du Tibet, les Britanniques pensent que Pékin ne vise que la religion tibétaine. Il ne faut pas confondre génocide et volonté de détruire l'autonomie tibétaine affirme la mission. De plus, si l'on part du principe que la destruction de l'autonomie tibétaine est assimilable à un génocide il serait aisé de dire la même chose pour le Nyasaland⁹⁵⁵ ou d'autres colonies

⁹⁵¹ NA, Kew, FO 371/141591, FT 1015/56, May 2, 1959.

⁹⁵² NA, Kew, FO 371/141600.

⁹⁵³ NA, Kew, FO 371/141605, FT 1015/344, N.C.C Trench, The Dalai Lama's Brother November 11, 1959.

⁹⁵⁴ NA, Kew, FO 371/141602, Telegram from Foreign office to Washington N° 380 3, September 3, 1950.

⁹⁵⁵ NA, Kew, DO 35/8983, FT 1015/318, G.G Fitzmaurice, United Kingdom Mission to the United Nations, New York, October 14, 1959.

britanniques et occidentales : « *There would also be the danger of establishing a precedent for use against us or other Western powers in connection with action that we have taken or might have to take in certain of our colonial territories.* »⁹⁵⁶ Comme pour la France, le risque qu'un parallèle soit fait entre le Tibet et les colonies occidentales est trop fort :

« *In view of the indeterminate status of Tibet and the possible parallels that might be drawn between that territory and certain territories under our protection or that of other Western powers, we might be creating a dangerous precedent for ourselves by trying to have the Tibetan question discussed in the United Nations. »* Et de conclure, résignés : « *In any case the Chinese would take no notice of any resolutions passed in the United Nations and there was in practice nothing that the latter could do to help the Tibetans.* »⁹⁵⁷

Lors d'une discussion entre Couve de Murville et Lloyd, il apparaît que les Britanniques craignent qu'un appel du Tibet à l'ONU ne crée un précédent pour la question d'Oman et n'isole le Tibet de ses voisins asiatiques qui voteront certainement contre.⁹⁵⁸ Le secrétaire d'Etat et représentant permanent de la Grande-Bretagne à l'ONU, Pierson Dixon, explique en novembre 1959 à Gyalo Thondup que pour des raisons légales- le Tibet n'est pas considéré comme un Etat souverain- il n'est pas possible pour Londres de voter en faveur d'une résolution condamnant la violation des droits de l'homme au Tibet car celle-ci a lieu dans un pays en particulier. Et cela n'a rien à voir avec le statut indépendant ou non du Tibet.⁹⁵⁹ Pourtant, en refusant de voter pour une résolution de ce genre sous le couvert de l'article 2(7) de la Charte des Nations unies, la Grande-Bretagne prend le parti de considérer le Tibet comme une affaire chinoise. Car soit la République populaire de Chine est considérée comme une puissance étrangère

⁹⁵⁶ NA, Kew, PREM 11/4408, Telegram N°3953 from Foreign Office to Washington, 13 September 1959.

⁹⁵⁷ NA, Kew, FO 371/141593, FT 1015/106, P.G.F Dalton, Tibet, April 7, 1959.

⁹⁵⁸ La position de Londres est parfaitement résumée dans un télégramme destiné aux délégués britanniques à l'ONU daté du 13 septembre 1959. Le risque qu'un débat sur le Tibet soit une source de complications pour la Grande-Bretagne et ses affaires y est clairement mentionné : « (a) *to express our sympathy with the Tibetans and our deep resentment of Chinese Communist action ;(b) to act in such a way as to preserve Asian indignation against the Chinese and avoid them losing interest and sympathy on the ground that the west is using the situation for cold war purposes; (c) to avoid undermining our position about inscription and discussion in some of our own affairs such as the Oman.* NA, Kew, DO 35/8983, Tibet, PGFD, 23/9.

⁹⁵⁹ NA, Kew, FO 371 /141605, FT 1015/347, Selwyn Lloyd , n° 140, Conversation between The Secretary of State and Mr. Gyalo Thondup, November 19, 1959.

violant les droits fondamentaux des Tibétains et l'article 2(7) de la charte ne s'applique plus au cas du Tibet, soit on considère que le Tibet est chinois et que donc il s'agit d'une affaire intérieure à la Chine dans laquelle les Nations unies s'interdisent d'agir en vertu de l'article 2(7). En réalité, la Grande-Bretagne redoute qu'un parallèle soit fait avec ses protectorats et que cela ne crée un précédent en faveur de l'Irlande du nord ou bien encore de la ségrégation aux Etats-Unis :

*« (...) it would be extremely embarrassing for us if we were proposed to inscribe an item about Tibetan the Assembly Agenda. It would obviously be difficult for us not to support this, but if we did so we should be acting contrary to the line we had always taken on Article 2 (7), and the precedent which the inscription of such an item would create might be very dangerous. It would open the way to discussions in the United Nations of subjects like Oman, Nyasaland, Ulster and perhaps even Segregation in the United States.»*⁹⁶⁰

Si l'abstention apparaît au *Foreign Office* comme la meilleure solution, ce dernier a conscience que l'opinion publique risque de ne pas comprendre. La délégation à New York reçoit donc l'autorisation de soutenir une résolution générale en expliquant que la situation du Tibet est compliquée et que les doutes sont loin d'être levés quant à son statut. Cependant, au vu des rapports sur la situation, une inscription pour en discuter est justifiée. Il n'est par ailleurs autorisé à ne soutenir que des motions modérées condamnant la Chine sur le plan humanitaire.⁹⁶¹

En réponse aux pays prêts à sponsoriser le cas du Tibet, le représentant britannique doit exprimer sa sympathie pour le Pays des neiges et condamner l'action chinoise, tout en affirmant que ce n'est peut être pas la meilleure façon d'aider les Tibétains. Le statut peu clair du Tibet et du dalaï-lama doivent être soulignés. Cela dépendra ensuite des termes employés dans la résolution tout en sachant qu'il faut éviter d'aborder l'aspect territorial

⁹⁶⁰ NA, Kew, FO 371/141600, FT 1015/260, Foreign Office and Whitehall Distribution, Tibet, September 21, 1959, Record of discussion between the Secretary of State, Mr. Herter and M. Couve de Murville in New York on September 18, 1959.

⁹⁶¹ NA, Kew, PREM 11/4008, Telegram N° 897 from Foreign Office to New York (United Kingdom Mission to the United Nations), September 10 1959.

de la conquête chinoise par rapport à leur propre territoire. Il est probable qu'ils soient dans l'obligation en supportant une inscription de différer de la position indienne. Ils ont conscience qu'en appuyant une inscription sur le Tibet ils affaiblissent leur position pour s'opposer à une action similaire de la part de l'Oman. Mais la situation de l'Oman est différente de celle du Tibet et il reviendra à la délégation de New York de bien l'expliquer.⁹⁶²

Les pays du *Commowealth* reprennent les arguments de Londres. Le gouvernement australien dit ne pas vouloir prendre position avant de voir comment la situation va évoluer. Le fait que Pékin n'ait pas de siège aux Nations unies et ne puisse pas répondre aux accusations rend toute action à l'ONU inutile. Amener le cas du Tibet à l'ONU ferait certes une publicité contre l'action chinoise mais pourrait dans le même temps obliger les pays afro-asiatiques à adopter une position neutre. Sans la pression de devoir voter, ils se seraient certainement montré critiques vis-à-vis de la Chine communiste. Mais surtout, d'autres cas de pays où l'autonomie locale est accordée, mais le contrôle des affaires étrangères est alloué à une autre puissance, comme Singapour, pourraient être alors être amenés devant l'ONU.⁹⁶³

E. Un débat centré sur la violation des droits de l'homme.

1. L'Irlande et la Malaisie prennent l'initiative.

Le 29 septembre 1959, seules l'Irlande et la Fédération de Malaisie acceptent de proposer l'inclusion sur l'agenda de l'Assemblée générale la question du Tibet. Dans le mémoire explicatif joint à leur demande, les gouvernements irlandais et malaisiens se disent « convaincus que la Charte ne permet pas à l'Organisation des Nations Unies d'ignorer délibérément la situation qui existe actuellement au Tibet. (...) Il existe des preuves établissant à première vue l'existence d'une tentative en vue de supprimer le mode de vie traditionnel du peuple tibétain et l'autonomie religieuse et culturelle qui lui a été reconnue depuis longtemps, ainsi que d'une méconnaissance systématique des droits

962NA, Kew, DO 35/8983, Tibet, PGFD, 23/9.

963NA, Kew, DO 35/8981, Telegram to all posts, Guidance 4, 0.4355, 7th April 1959.

de l'homme et des libertés fondamentales énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. »⁹⁶⁴

Les débats préliminaires débutent le 9 octobre 1959 et sont axés sur la violation des droits de l'homme au Tibet. Les pays soutenant le Tibet se basent sur le rapport de la Commission internationale de Juristes. Ils développent leur argumentaire sur le fait que l'ONU ne peut ignorer les exactions de la Chine communiste sans se renier complètement. Le représentant de la Malaisie, Dato Ismail, déclare que l'ONU, dont l'un des buts est de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme, a le devoir moral de reconnaître la violation des droits fondamentaux des Tibétains. Le représentant de l'Irlande, Aiken, ne dit pas autre chose : l'ONU se doit de faire respecter les principes énoncés dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme sans lesquels le maintien de la paix et de la sécurité internationale est impossible. Il rejette également les arguments mettant en avant que ni le Tibet ni la Chine communiste ne font partie de l'ONU et qu'un débat ne ferait que raviver les tensions de la guerre froide et rendre encore plus difficiles les négociations entre Pékin et le Tibet. Les Etats-Unis, affirme par l'intermédiaire de leur délégué Barco, que fermer les yeux sur les atteintes aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales serait agir en contradiction avec les buts et les principes de l'organisation. Tsiang, le représentant de la Chine nationaliste ; rappelle d'abord que le Tibet fait partie de la Chine. Mais, ajoute-t-il, l'Assemblée générale peut examiner la question du Tibet sans contrevenir aux dispositions de l'Article 2(7) de la Charte des Nations unies.

Tout en approuvant l'inscription de la question du Tibet, le représentant britannique qui plus que tout autre connaît parfaitement le statut du Tibet, souligne que ce-dernier est peu claire et que l'on peut se demander si l'Article 2(7) de la Charte ne s'applique pas dans ce cas. Nous l'avons vu, la crainte de voir un parallèle fait avec ses propres territoires n'est pas étrangère au discours de la Grande-Bretagne. La France, après avoir souligné la sympathie du peuple français pour le peuple tibétain, fait part également de façon attendue de ses doutes sur le statut politique du Tibet et sur l'applicabilité de l'Article 2(7) de la Charte dans ce cas. Le représentant français Bérard déclare ainsi qu'il ne peut appuyer une

⁹⁶⁴ Nations Unies, Document A /4243.

demande d'inscription qui « n'a pas dans la Charte de fondements assez solides pour le justifier d'un point de vue juridique » et que la France préfère donc s'abstenir.

Sans surprise, l'URSS et ses satellites s'opposent à l'inscription de la question du Tibet, arguant qu'il s'agit d'une tentative du bloc de l'Ouest pour miner les relations est-ouest et raviver les tensions de la guerre froide. Le Tibet, rappelle l'URSS, est une affaire chinoise. En débattre est une ingérence dans les affaires de la République populaire de Chine et une violation de l'Article 2(7) de la Charte de l'ONU. L'idée que Pékin viole les droits fondamentaux du peuple tibétain est une « calomnie » de la part de la clique imperialiste soutenant le dalaï-lama.

Au final, l'inclusion de la question du Tibet sur l'agenda de l'Assemblée générale est votée avec onze voix pour (Etats-Unis, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Chine nationaliste, Guatemala, Philippines, Royaume-Uni, Suède, Turquie), cinq contre (URSS, Roumanie, Libéria, Indonésie, Tchécoslovaquie) et quatre abstentions (Birmanie, France, Maroc, Union Sud-Africaine.)⁹⁶⁵

2. La Résolution 1353 (XIV) : l'autodétermination du Tibet reconnue.

Lors du débat en séance plénière le 12 octobre à l'Assemblée générale, les pays en faveur de la résolution s'appuient sur le rapport de la Commission internationale de Juristes et les nombreuses preuves qui montrent que Pékin agit comme une puissance coloniale. Le délégués du Salvador, de la Thaïlande et de la Nouvelle-Zélande soulignent que l'Assemblée ne peut se désintéresser d'une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales. V.K Menon, le chef de la délégation indienne à l'ONU adopte quant à lui une position vague. Il ressort son argumentation de 1950 en affirmant qu'une solution pacifique va certainement être trouvée entre Pékin et le Tibet et lâche complètement le Tibet de façon très fataliste : les troubles au Tibet sont décrits comme « une partie des grands changements qui ont lieu dans le monde » et même si l'Inde aurait

⁹⁶⁵ Documents A 4234, in Tibet in the United Nations, *op. cit.*..., p. 60.

souhaité que ces changements « se passe de façon plus pacifique », avec moins de violence, il ne sert à rien de s'attarder dessus : « *We think that the welfare of the people concerned and their future depend to some extent upon the restraint that can be exercised.* » Menon espère « qu'une reconciliation viendra » et que ce chapitre de l'histoire sera bientôt clos. L'Irlande déclare de son côté que c'est la République populaire de Chine qui est réactionnaire en exerçant une dictature féodale sur le Tibet. L'argument chinois de civiliser les peuples arriérés est le même que celui évoqué par les puissances coloniales au XIXe siècle.⁹⁶⁶ Le représentant américain Cabot Lodge déclare que les Etats-Unis ne peuvent se détourner du « mal » et abandonner les petites nations.⁹⁶⁷

Les pays communistes de façon attendue, s'opposent à la résolution car le Tibet est une partie de la Chine et de ce fait, toute discussion à ce sujet serait une violation de l'Article 2 (7) de la Charte des Nations unies qui interdit d'intervenir dans les problèmes qui relèvent de la juridiction domestique des différents Etats. Le bloc communiste réaffirme en outre que la révolte tibétaine de mars 1959 est une conspiration organisée par une clique de réactionnaires tibétains appuyée par les impérialistes étrangers. Le délégué soviétique, Kouznetsov, maintient que la question du Tibet est « née du Département d'Etat » et ajoute que « des groupes et des tendances favorables au maintien de la guerre froide sont encore puissants aux Etats-Unis. »⁹⁶⁸ Le rapport de la Commission internationale de Juristes est quant à lui « un tissu de mensonges » écrit par les ennemis de la Chine. Enfin, les seuls pays supportant la résolution sont les pays amis des Etats-Unis qui veulent accroître les tensions internationales.

Les 20 et 21 octobre, les débats se poursuivent à l'Assemblée générale sans apporter véritablement d'éléments nouveaux. Il s'agit d'abord de débattre de l'atteinte faite par les communistes chinois aux droits de l'homme et non pas de débattre du statut politique du Tibet. Les représentants de la Malaisie et de l'Irlande insistent sur ce point en déclarant que seul le problème de la violation des droits de l'homme au Tibet inspire leur intervention. Ils ne souhaitent en aucun cas soulever un problème politique ou accroître

⁹⁶⁶ *Ibid.*, para 31.

⁹⁶⁷ Nations Unies document, A/PV. 826.

⁹⁶⁸ Nations Unies document, A/PV. 826.

les tensions internationales. De leur point de vue, la violation des droits fondamentaux des Tibétains n'a rien à voir avec la souveraineté de la Chine sur le Tibet. L'application de l'Article 2(7) de la Charte n'a rien à voir non plus avec la violation des principes inscrits dans la Charte.

Le bloc communiste est unanime et soutien la position de la République populaire de Chine. Ainsi, Milko Tarabanov, chef de la délégation bulgare ? affirme le 20 octobre 1959 que la volonté de débattre de la question du Tibet à l'ONU vise à accroître les tensions de la guerre froide. Ceux qui défendent les Tibétains défendent une « petite minorité de Tibétains possesseurs d'esclaves et de réactionnaires qui essayent d'organiser une révolte pour défendre leurs privilèges contre la réalisation des réformes démocratiques au Tibet. » Le Tibet est chinois et ce fait ne saurait être remis en question. Le délégué bulgare parle d'intentions « diaboliques » de la part de ceux qui essayent de s'ingérer dans une affaire purement chinoise. Il souligne également le fait que certaines puissances membres de l'ONU sont encore des puissances coloniales qui devraient d'abord se mêler de leurs affaires.⁹⁶⁹

Un autre groupe de pays, représenté par la France, l'Inde ou bien encore la Grande-Bretagne déclare que tout en regrettant la situation du Tibet, il préfère s'abstenir en raison des doutes qu'il peut avoir, soit sur la réalité des faits, soit sur la constitutionnalité d'un débat et d'une résolution. La France reprend tout comme la Grande-Bretagne les arguments donnés le 12 octobre devant l'Assemblée générale. Le représentant belge, qui pense à ses propres colonies, va dans le même sens que le délégué français. Si la Charte impose le respect des droits de l'homme, elle n'autorise pas l'ONU à intervenir dans les affaires intérieures des Etats membres : « Il résulte clairement (...) de la lettre de la Charte elle-même (...) que les Nations Unies sont sans pouvoir pour intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale, que la violation des libertés essentielles et des droits de l'homme soit en cause ou non. » Le représentant indien confirme sa position du 12 octobre et souhaite envoyer un message d'apaisement à Pékin. Après avoir rappelé la profonde émotion suscitée dans son pays par les événements du Tibet et l'aide apportée par son gouvernement aux réfugiés tibétains, il déclare que l'Inde n'a pas l'intention de

⁹⁶⁹ NA, Kew, FO 371/14160, FT 1015/336, Rabotnichesko Delo, October 23, 1959, Speech by Milko Tarabanov at the UN General Assembly on the question of Tibet.

s'immiscer dans les affaires de la République populaire de Chine avec laquelle il souhaite maintenir des relations amicales. Il ajoute que l'Accord en 17 points est toujours valable et que l'ONU ne peut rien faire pour soulager le peuple tibétain. Il conclut en déclarant s'abstenir pour préserver les chances de voir le Tibet et la Chine trouver un compromis.⁹⁷⁰

Finalement, la Résolution 1353 (XIV) intitulée « Question du Tibet » est adoptée par l'Assemblée générale le 21 octobre 1959 par 45 voix contre 9 et 26 abstentions.⁹⁷¹ Cette résolution a le mérite d'apporter une certaine publicité à la cause tibétaine. Mais sa portée reste très limitée. Il n'est par exemple pas question d'appeler Pékin à négocier avec le dalaï-lama et encore moins à retirer ses troupes du Tibet. Le statut international du Tibet n'est jamais abordé et la Chine communiste n'est jamais directement désignée. Il s'agit avant tout d'une condamnation morale. Elle rappelle les principes posant les droits de l'homme dans la Charte des Nations unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle affirme que le respect de ces droits sont « essentielle pour l'évolution vers un ordre mondial pacifique basé sur la règle de droit » et demande que « les droits fondamentaux de l'homme et le particularisme culturel et religieux du peuple tibétain soient respectés » ainsi que « l'autonomie [et non l'indépendance] dont il a traditionnellement joui.»⁹⁷²

Le vote de la résolution sur la question du Tibet le 21 octobre 1959 est salué par la République de Chine : « *It is our belief that the adoption of this resolution will provide inspiration for all the enslaved peoples behind the Iron Curtain in their struggle for freedom.* » Cependant, la République souhaite une action plus concrète afin que soit mis fin aux souffrance de ses « compatriotes ».⁹⁷³ La réaction de la République populaire de Chine ne tarde pas : la résolution est considérée comme illégale et n'est rien d'autre qu'une manœuvre de la part des Etats-Unis pour s'ingérer dans ses affaires intérieures : « *Tibet is China's territory. (...) The U.N Charter explicitly provides that the United Nations shall not intervene in matters which are essentially within the domestic jurisdiction of any state. Thus the discussion of the "Tibet question" by the United*

⁹⁷⁰ Nations Unies Document, A/ PV, 831 à 834 et *Revue des Nations Unies*, n° 10, novembre 1959, p. 68-71.

⁹⁷¹ Voir la Résolution en Annexes, p. 540.

⁹⁷² ONU, Résolution 1353 (XIV) de l'Assemblée Générale, 21 octobre 1959.

⁹⁷³ NARA, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy, New Delhi, 1959-1963, Box 78, Government Information office, October 22, 1959.

Nations has been in complete violation of the U.N Charter, and the resolution of the U.N General Assembly on the "Tibet question" is illegal and null and void.» Pékin ne manque pas non plus de souligner les contradictions du camp de l'Ouest constitué de pays colonisateurs et des Etats-Unis où sévit la ségrégation : « *What qualification do they have to talk about fundamental human rights?*»⁹⁷⁴

Le *People's Daily*, le 15 octobre 1959, parle de « farce » à propos de la possibilité que soit soulevée la question du Tibet à l'ONU. L'Irlande et le Fédération de Malaisie sont décrites comme étant à la solde de l'impérialisme, et les Etats-Unis accusés de vouloir faire retourner le peuple tibétain en enfer et d'aggraver les tensions de la guerre froide :

« U-S imperialism and the reactionaries in its satellite countries have brought forward a proposal on the so-called Tibet question in the United Nations, arbitrarily alleging that the Tibetan people now have no fundamental human rights, no civil liberties, and no freedom of religion, and that the Chinese communist Party has ruthlessly suppressed them, aiming to wipe out the Tibetan nationality. This is an out-and-out fabrication. Le journal poursuit en accusant « Now, when the Tibetan people, under the leadership of the Chinese Communist Party and the Central Peoples Government, have risen to suppress the rebellion and carry out democratic reform and actually enjoy fundamental human rights, civil liberties, and freedom of religion, advancing on the way of prosperity and happiness, these gentlemen make their appearance and oppose and viciously slander the heroic struggle of the Tibetan people. What is in their mind is evident ! Their behavior only serves to unmask their ugly pot of deliberately creating international tension, of enmity

974NARA, RG 84 Records of the Foreign Service posts of the Department of State. US Mission to the United Nations Central Subject Files, 1946-1963. Technica I assistance to Tibet. Box 114, FBIS 209, 10/26/1959, Communist China International Affairs, Peking, Radioteletype in English to West and North Europe, Oct. 23, 1959, 1607 GMT-W. Pour les autorités chinoises, qui affirment que la conception des droits de l'homme n'est pas universelle, mais qu'elle varie au contraire en fonction de chaque société, les protestations émises par la communauté internationale sur sa politique en matière de droits de l'homme ne sont qu'une façon pour l'Occident à la fois de s'ingérer dans ses affaires intérieures et d'exercer une sorte d'impérialisme culturel en cherchant à imposer des valeurs qui lui sont propres. En 1990, Le Quotidien du peuple affirmait ainsi que «certains pays occidentaux s'auto-proclament gardiens des droits de l'homme ; et [qu'] ils essaient de propager la notion des droits de l'homme comme s'il en avaient l'exclusivité, en obligeant les autres pays à accepter la conception qui est la leur. GUO Jisi, « Les droits de l'homme sont une affaire intérieure », Le Quotidien du peuple, 18 janvier 1990.

*toward our country, of hatred for the Tibetan people and the attempt to interfere in the internal affairs of our country. »*⁹⁷⁵

Et de conclure que les Nations Unies n'ont absolument pas le droit d'intervenir dans les affaires internes de Pékin. : « *It is a disgrace to the United Nations itself to permit U.S imperialism and its satellite countries to make use of the rostrum of the United Nations to violate the U.N Charter, continue the cold war, and obstruct the relaxation of international tension.*».⁹⁷⁶

Le dalaï-lama exprime sa satisfaction, teintée de regrets : « J'avais espéré que les Chinois tiendraient compte de l'opinion mondiale mais cette résolution fut à peu près sans effet sur eux. Néanmoins, j'estimais qu'il était bon de protester contre l'injustice, même si la protestation se révélait vaine, et ,d'autre part, nous eûmes la satisfaction de constater que nous étions soutenus par la majorité des pays représentés à l'ONU.»⁹⁷⁷ Mais les Tibétains ne pouvaient se satisfaire d'une résolution non contraignante pour Pékin. C'est pourquoi ils décident de poursuivre leurs efforts en 1960 pour que l'ONU ouvre à nouveau le dossier du Tibet.

F. La question du Tibet à nouveau débattue en 1960 et 1965.

1. La Résolution 1723 (XVI) .

a. Le cas du Tibet à nouveau débattu.

Le 29 septembre 1960, le dalaï-lama écrit au secrétaire général de l'ONU pour que l'indépendance du Tibet soit restaurée. Le Tibet, qu'il considère une colonie de la

⁹⁷⁵ NARA, 1959 RG 84 Records of the Foreign Service posts of the Department of State. US Mission to the United Nations Central Subject Files, 1946-1963. Technical assistance to Tibet. Box 114.Communist China, National Affairs, October 15, 1959

⁹⁷⁶ *Ibid.*

⁹⁷⁷ Dalai-Lama, *op. cit*, p. 236-237.

République populaire de Chine doit pouvoir jouir de son droit à l'autodétermination.⁹⁷⁸ Le discours de Krouchtchev devant l'Assemblée générale quelques jours plus tôt demandant la liberté pour tous les peuples colonisés fait naître un nouvel espoir chez les Tibétains : celui de pouvoir bénéficier du soutien donné par l'ONU à la lutte des peuples pour leur indépendance dans le cadre de la décolonisation.⁹⁷⁹ Les Tibétains bénéficient pour parvenir à leur objectif de l'appui de nombreux groupes de pression. La Commission internationale de juristes envoie notamment un nouveau rapport sur le Tibet en janvier 1960 au Secrétaire général de l'ONU. Elle rappelle que le Tibet avait toutes les caractéristiques d'un Etat indépendant avant 1951. L'Accord en 17 points, signé sous la contrainte est invalide. Le Tibet est légitime à demander l'annulation de celui-ci, ainsi que le retour à son indépendance. En outre, poursuit le rapport de la Commission, la République populaire de Chine est coupable de génocide envers le peuple tibétain.⁹⁸⁰

En Grande-Bretagne, une partie de l'opinion publique regrette les choix opérés par le gouvernement anglais à propos du Tibet à l'ONU. Les débats sont souvent vifs au parlement britannique lorsque la question du Tibet est abordée, comme lors de la session de la Chambre des Lords du 5 mai 1960. Un certain Lord Birdwood bien que reconnaissant qu'aucune action matérielle n'est pour l'instant possible pour aider le Tibet, regrette l'attitude du gouvernement britannique qui aurait dû prendre une position « ferme et claire » lors du débat sur le Tibet aux Nations unies. Aux yeux du député, défendre le Tibet ne constitue pas une ingérence mais un « devoir de stricte justice. » Et de conclure : « Je suppose (...) que les Grandes Puissances admettent tout de même que la Chine a forcé le dalaï-lama à signer le Traité de 1951, qu'elle a violé les clauses, dès qu'elle les a trouvées gênantes, et que, finalement, elle s'est livrée à une réelle invasion du Tibet. Et elles osent, après cela, déclarer qu'elles ne trouvent aucun prétexte légal pour intervenir ! C'est le feu vert donné à l'agression n'importe où dans le monde. »⁹⁸¹

⁹⁷⁸ Office of His Holiness the Dalai Lama, *Tibetans in exile, 1959-1969. A report on ten years of rehabilitation in India*, 1969, p. 289.

⁹⁷⁹ Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU, 14 décembre 1960. Un Comité spécial de la décolonisation est créé suite à la déclaration de Krouchtchev.

⁹⁸⁰ United Nations Archives, S-0442-0367-03, Jean-Flavien Lalive, Secrétaire Général, International Commission of Jurists, August 5, 1960, Ref. 0/3080.

⁹⁸¹ Ministère des Affaires étrangères, Paris, Asie-Océanie 1944-... Chine 1956-1967, 641. L'Ambassadeur de France en Grande Bretagne à Son excellence Monsieur Couve de Murville, 7 mai 1960, n°616/AS.



Figure 8 : Nikita Krouchtchev à l'ONU le 22 septembre 1960. Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9claration_sur_l'octroi_de_l'ind%C3%A9pendance_aux_pays_et_peuples_coloniaux

La pression de l'opinion est également importante en Asie. Le 25 novembre 1960, c'est au tour de l'*Asian People's Anti-communist league Republic of China* d'écrire au Secrétaire général ainsi qu'à tous les délégués de l'ONU pour lancer un appel en faveur du Tibet.⁹⁸² La ligue, qui est avant tout un groupe anti-communiste, fait du cas du Tibet un symbole de l'oppression communiste. Le régime communiste chinois est décrit comme une tyrannie et libérer les Tibétains permettra de libérer également les Chinois. Elle demande notamment dans son rapport que soit mis fin à la persécution des Tibétains et que soit restaurée la liberté religieuse par des mesures concrètes.⁹⁸³ Mais c'est surtout en Inde que les Tibétains trouvent le plus grand soutien. Jai Prakash Narayan fonde un comité afro-asiatique sur le Tibet avec l'objectif de mobiliser l'opinion internationale et plus particulièrement celle de l'Afrique et de l'Asie sur le droit du Tibet à l'autodétermination. Ses objectifs sont ainsi définis : « (to mobilize) *world opinion*

⁹⁸²United Nations Archives, S-0442-0367-06, Asian People's Anti-communist league Republic of China, November 25th 1960.

⁹⁸³*Ibid.*

*particularly in Asian and African countries to enable Tibet to exercise her right of self-determination, and to arrange for appointment of an International Commission of neutral countries with a view to report on the alleged violation of the human rights in Tibet including the destruction of monasteries, historical documents and ancient art treasures.»*⁹⁸⁴Fort de ce soutien, Gyalo Thondup se rend à New York à l'automne 1960 pour essayer d'obtenir une résolution de l'ONU en faveur de l'autodétermination du peuple tibétain.

b. Les débats préliminaires.

Certes, le Tibet attire la sympathie des pays asiatiques et occidentaux, mais beaucoup parmi eux sont réticents à porter la question du Tibet devant l'ONU. Seule la Thaïlande et la Malaisie, qui ont elles-même vaincu le communisme sur leur sol, assurent le Tibet de leur soutien en s'appuyant sur le rapport accablant pour la République populaire de Chine de la Commission internationale de Juristes. La Fédération de Malaisie et la Thaïlande demandent ainsi le 19 août 1960 que la question du Tibet où la violation des droits de l'homme se poursuit, soit incluse sur l'agenda de la quinzième session de l'Assemblée générale⁹⁸⁵ : « Les droits fondamentaux du peuple tibétain continuent à être systématiquement bafoués. Le rapport de la Commission internationale de Justice, par son comité légal de recherche, publié le 8 août 1960, montre clairement la confirmation de la destruction du système de vie traditionnel et distinct du peuple tibétain et de son autonomie culturelle et religieuse. »⁹⁸⁶ Les deux pays souhaitent également que le

⁹⁸⁴ NA, Kew, DO 35/8982, Resolution passed by All-India Convention on Tibet.

⁹⁸⁵ United Nations Archives, S-0884-0021-10, A/4444, United Nations, General Assembly, Official Records, Agenda item 78, Question of Tibet, New-York, 1960-61.

⁹⁸⁶ 15^e session de l'Assemblée générale du 19 août 1960, Doc.A /4444, in *Le Tibet au Nations Unies...*, op. cit., p. 231.

secrétaire général de l'ONU supervise l'exercice de ce droit.⁹⁸⁷ Leur requête est accompagnée d'une lettre du dalaï-lama qui redemande l'indépendance de son pays.⁹⁸⁸

Le secrétaire d'Etat américain, Herter, assure à nouveaule dalaï-lama du soutien des Etats-Unis :« *I assure you that the United States, by every appropriate means, will continue its endeavors to bring the pressure of world public opinion to bear against the actions of the Chinese Communists in Tibet.*»⁹⁸⁹ Le dalaï-lama insiste auprès de Washington pour que l'autodétermination du peuple tibétain soit reconnue dans la résolution soutenue par la Malaisie et l'Irlande. Le débat commence le 10 octobre 1960. La Nouvelle-Zélande, le Salvador et l'Irlande y sont favorables tandis que l'Indonésie, l'Union soviétique et la Roumanie y sont défavorables. L'Union soviétique aurait préféré que le débat n'est pas lieu mettant en garde que celui-ci aura pour effet d'empoisonner l'athmosphère et d'empêcher que les tensions de la guerre froide s'apaisent tout en augmentant les difficultés existants entre l'Inde et laChine.⁹⁹⁰ En dépit d'un refroidissement de ses relations avec Pékin, l'URSS reste solidaire et déclare qu'il n'y a pas de violations des droits de l'homme au Tibet, les affaires de ce pays étant du ressort exclusif de la Chine.

L'Indonésie souligne de son côté le fait qu'aucun des deux pays n'est membre de l'ONU ce qui rend inutile un débat.⁹⁹¹ Les pays favorables affirment que la violation des droits de l'homme au Tibet justifie pleinement une intervention de l'ONU dans les affaires intérieures d'un Etat. L'Article (2) 7 de la Charte ne s'appliquerait pas dans ce cas précis. Le Salvador répond à l'URSS, qui accuse l'assemblée de vouloir ranimer la guerre froide, qu'elle s'est déjà prononcée comme étant compétente pour traiter la question du Tibet en 1959. C'est au contraire l'URSS et la République populaire de Chine qui entretiennent par leur attitude les tensions de la guerre froide. Le Salvador ajoute que ce

⁹⁸⁷ Letter from Secretary of State Herter to the Dalai Lama, Washington, October 11, 1960 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960 ...*, op. cit., p. 810-811.

⁹⁸⁸ 15^e session de l'Assemblée générale du 19 août 1960, Doc.A /4444, in *Le Tibet au Nations Unies*, p. 232.

⁹⁸⁹ NA, Kew, DO 35/8982,

⁹⁹⁰ Telegram Fom the Delegation to the U.N General Assembly to the Depatment of State, New York, September 28, 1959 in United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States, 1958-1960,...*, op. cit., p. 788-789.

⁹⁹¹ United Nations Archives, Doc.A /4444, 15^e session de l'Assemblée générale du 19 août 1960 in *Le Tibet au Nations Unies*, p. 242.

n'est pas parce que la Chine a intégré par la force le Tibet que le problème est réglé.⁹⁹² L'Irlande, après avoir rejeté le arguments de l'URSS, déclare que les plus petites nations doivent être protégées par l'ONU.⁹⁹³

L'inclusion de la question du Tibet est votée avec 49 voix pour, 13 contre et 35 abstentions, dont l'Inde, le Népal, le Laos, Ceylan et l'Afghanistan. Mais pour des contraintes de temps, la discussion sur le Tibet est finalement repoussée. Le 9 mars 1961, le dalaï-lama lance officiellement un appel à l'ONU en faveur de l'indépendance du Tibet. L'Irlande, la Malaisie, la Thaïlande et le Salvador demandent que la question du Tibet soit à nouveau abordée. Le 18 août 1961, un nouveau vote dont l'issu est favorable est à nouveau organisé pour poser la question de l'inclusion ou non de la question du Tibet sur l'agenda de l'Assemblée générale.⁹⁹⁴

La pression de l'opinion publique en faveur du Tibet est alors très forte. Par exemple, le *Afro-Asian Council* adresse une lettre à l'ONU le 19 novembre 1961. Après avoir rapellé que le Tibet est un pays indépendant il évoque « la colonisation massive » du Tibet devenu une colonie de la République populaire de Chine : « *Tibet, whose people are different in race, religion, culture and language from the Chinese, has become a Colony of China.* »⁹⁹⁵ Il demande également que le Tibet puisse exercer son droit à l'autodétermination, conformément à la Résolution 1514(XV) votée par l'ONU. Un nouveau débat s'ouvre alors lors de la 16^e session de l'Assemblée générale le 19 décembre 1961, mais encore une fois, centré sur la violation des droits de l'homme au Tibet.

c. L'autodétermination pour le peuple tibétain affirmée.

L'Irlande et le Salvador rappelle que l'Assemblée générale a passé des résolutions concernant l'Algérie, le Maroc ou bien encore la Tunisie et qu'il ne peut pas y avoir deux

⁹⁹² *Ibid.*, p. 244.

⁹⁹³ *Ibid.*, p. 251.

⁹⁹⁴ Ministère des Affaires étrangères, Paris, Asie-Océanie 1944-... Chine 1956-1967, 641, Pierre Queuille Ambassadeur de la République française en Malaisie à Son excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Direction Générale des Affaires Politiques, 13 septembre 1960.

⁹⁹⁵ United Nations Archives, S-0442-0367.02. The Afro-Asian Council, 19th November 1961.

standards : la condamnation et l'indignation devant des cas d'oppression par certains groupes d'Etat, et le silence ou l'indifférence pour d'autres. Le représentant de l'Irlande fait remarquer que les droits de l'homme sont aussi importants en Afrique du Sud qu'au Tibet. L'Irlande déclare également considérer que les termes de la Résolution 1514 de l'Assemblée générale de 1960 sont applicables au Tibet, soumis à la domination et à l'exploitation d'une puissance étrangère. Le représentant de la Malaisie remarque, non sans une certaine ironie, que ceux qui parlent de la guerre froide devant l'Assemblée générale sont ceux qui l'alimentent à l'extérieur.⁹⁹⁶ Il évoque dans un vibrant discours la volonté de Pékin de détruire le peuple tibétain :

« Depuis l'occupation du Tibet en 1950 par les forces armées de la République populaire de Chine, une occupation ironiquement décrite par les autorités chinoises comme une libération pacifique, le Tibet n'a connu ni paix ni liberté. Sa religion et sa culture qui pendant des siècles l'ont identifié comme un peuple distinct avec un caractère et une personnalité propre ont été systématiquement attaqués. Les milliers de Tibétains qui ont eu le courage de résister aux colonisateurs en défendant leur liberté ont été éliminés. Des milliers d'autres, parmi lesquels des moines bouddhistes, ont été conscrits aux travaux forcés. Des enfants innocents sont séparés de leurs familles et déportés en Chine. Toutes ces mesures font partie de la grande politique de la République populaire de Chine pour détruire le peuple tibétain. »⁹⁹⁷

En 1959, nous l'avons vu, la Grande-Bretagne avait préféré s'abstenir. Le 19 décembre, elle accepte de soutenir une nouvelle résolution sur le Tibet posant le principe de son droit à l'autodétermination. Les relations tendues entre Pékin et New Delhi au sujet de leur frontière commune expliquent en grande partie ce changement d'attitude. Sa position sur le statut politique du Tibet reste cependant inchangée : la République populaire de Chine est reconnue comme la suzeraine du Tibet à condition que celui-ci se voit accordé une nouvelle autonomie. Le 20 décembre 1961, le délégué britannique, s'appuyant sur les conclusions de la Commission internationale de Juristes, dénonce la violation des droits de l'homme du peuple tibétain :

⁹⁹⁶ 16^{ème} session de l'Assemblée Générale, le 19 décembre 1961, GAOR, UN. Doc 1084th meeting, AP/V 1048, para. 143 in *Le Tibet aux Nations Unies*, New Delhi, Bureau de Sa Sainteté le Dalai-Lama, p. 256.

⁹⁹⁷ *Ibid.* p. 261

*«I shall confine myself to saying that Chinese policy in Tibet represents a systematic and calculated policy of oppression, continued cynically and ruthlessly despite overwhelming condemnation by the United Nations. The report of the International Commission of Jurists shows, moreover, that the actions of the Chinese Government in Tibet constitute a deliberate attempt to suppress permanently the autonomy of Tibet. Her Majesty's Government in the United Kingdom have in the past recognised Chinese suzerainty over Tibet only on the condition that Tibet retained its autonomy. We cannot agree that any such suzerainty entitles the Chinese Government to claim immunity from the condemnation of the world and to be able freely to impose on the Tibetan people, in the spurious name of "progress", the terrible sufferings to which I have referred.»*⁹⁹⁸

Le délégué américain rappelle de son côté la position officielle des Etats-Unis sur le droit du peuple tibétain à pouvoir disposer de lui même.⁹⁹⁹

Le bloc communiste ressort ses vieux arguments comme quoi le Tibet est une affaire chinoise qui ne concerne personne d'autre que Pékin. L'URSS et ses alliés accusent également la Commission internationale de Juristes d'être dans le « cercle d'influence réactionnaire des Etats-Unis. » La CIA est également accusé, non sans raisons, d'entraîner les résistants tibétains sur son territoire. Les Américains nient toute implication et affirment que la Commission internationale de Juristes est composée de onze membres dont l'indépendance et l'impartialité sont irréprochables. Le représentant soviétique refuse que l'ONU s'occupe de la « prétendue » question du Tibet : « Qui défendent-ils, ces champions de la question du Tibet ? Ils défendent des rebelles criminelles qui ont pris les armes contre leur propre peuple, contre le gouvernement légitime de leur pays. Qui peut ignorer que la grande majorité de la population au Tibet se trouvait en état de servage et subit un oppression d'une insupportable cruauté ? »¹⁰⁰⁰

998 NA, Kew, FC021/ 967, United Kingdom Delegate's Speech on the General Assembly Resolution of the United Nations on Tibet-20 December 1961.

999 Déclaration faite par le secrétaire d'Etat américain Christian Harker le 20 février 1960 in *Le Tibet aux Nations Unies...*, op. cit., p. 277.

1000 United Nations Archives, Documents A/PV.1084 et 1085.

L'Inde de son côté choisit de s'abstenir. Elle ne croit pas en la capacité de l'ONU de trouver une solution au problème sino-tibétain. La France accepte de soutenir la résolution dans la mesure où son impact est limité. Le 13 octobre 1961, le dalaï-lama écrit à Charles de Gaulle afin de lui demander que les représentants de la France à l'ONU apportent « leur appui à quelque proposition que ce soit qui tendrait à soumettre l'affaire à la Cour Internationale de Justice et de voter pour la résolution concernant l'exercice du droit d'autodétermination par le peuple tibétain. »¹⁰⁰¹ Le Général de Gaulle lui répond que la France ne peut suivre les recommandations de la Commission internationale de Juristes et y envisager un recours. En revanche, ajoute-t-il, « je puis assurer Votre Altesse que le Représentant français à New York saisira cette occasion d'exprimer publiquement le profond intérêt que porte mon pays au sort des populations tibétaines. »¹⁰⁰² En raison du flou juridique entourant le statut du Tibet, le délégué français est « autorisé à voter en faveur d'un texte qui viserait le génocide religieux et la violation des droits de l'homme sans mettre en cause le statut juridique du Tibet. Au cas où ce statut paraîtrait impliqué par le projet de résolution, il conviendrait de recommander à notre délégation de s'abstenir lors du vote. »¹⁰⁰³

La résolution 1723 (XVI) intitulée « Question du Tibet » est adoptée par l'Assemblée générale lors de sa 1085^e séance plénière le 20 décembre 1961 par 56 votes pour (dont la plupart des nouveaux Etats membres de l'ONU, le Japon, la Thaïlande, la Malaisie, l'Australie, la Chine nationaliste, la Nouvelle-Zélande ; 11 contre (dont la plupart des Etats de l'Union soviétique, ses deux Républiques internes, la Biélorussie et l'Ukraine, et ses satellites, Cuba et la Hongrie) et 29 abstentions (dont l'Inde, le Pakistan, le Népal, le Cambodge, l'Afghanistan, le Cambodge, Ceylan et l'Indonésie.)¹⁰⁰⁴ Cette nouvelle résolution demande que cesse les pratiques qui enlèvent au peuple tibétain ses libertés et droits humains fondamentaux y compris son droit à l'auto-détermination. »¹⁰⁰⁵

¹⁰⁰¹ Ministère des Affaires étrangères, Paris, Asie-Océanie 1944-... Chine 1956-1967, 641, Punjab, Inde, 13 octobre 1961, le Dalai Lama au Général de Gaulle.

¹⁰⁰² Ministère des Affaires étrangères, Paris, Asie-Océanie 1944-... Chine 1956-1967, 641, Réponse du Général de Gaulle au Dalai Lama, Paris, le 1^{er} décembre 1961.

¹⁰⁰³ Ministère des Affaires étrangères, Paris, Asie-Océanie 1944-... Chine 1956-1967, 641, Note pour le Cabinet du Ministre-A l'attention de M. Gillet-, 13 novembre 1961.

¹⁰⁰⁴ Voir la Résolution en Annexes, p. 541.

¹⁰⁰⁵ NA, Kew, FO 371/165105, FT 2251/3, A/RES/1723 (XVI), United Nations, General Assembly. Notons que l'ONU définit et limite les conditions de l'application du droit à l'autodétermination. Il ne peut détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays.

Contrairement à 1959, cette fois les autorités chinoises ne réagissent pas publiquement au vote de l'Assemblée générale sur le Tibet. Au début des années 1960, ses mauvaises relations avec l'Inde et d'autres pays asiatiques et son échec à se faire admettre au sein de l'ONU amènent la République populaire de Chine à adopter une attitude de replis sur la scène internationale. De plus, ses relations avec les pays du Tiers-monde, d'Amérique latine et d'Afrique semblent ne pas être gênées par son image de paria sur la scène internationale. En outre, la condamnation dont elle est l'objet est centrée sur la violation des droits de l'homme. Son contrôle politique sur le Tibet n'est pas remis en cause.

En effet, le fonds du conflit sino-tibétain qui est le statut politique du Tibet et le droit ou non de la République populaire de Chine à occuper le territoire tibétain, n'est pas abordé. La résolution adoptée par l'Assemblée générale a certes le mérite de mettre en lumière la situation du Tibet, mais elle surtout symbolique dans la mesure où il s'agit d'une simple recommandation et n'a pas d'effet contraignant pour la République populaire de Chine, qui de toute façon n'est pas membre de l'ONU. Ainsi, si le droit à l'autodétermination du peuple tibétain est reconnu, rien n'est prévu pour obliger Pékin à le respecter. La situation du Tibet reste donc inchangée. C'est pourquoi ils décident en 1964 avec l'aide de l'opinion publique de relancer le débat sur leur pays.

G. La Résolution 2079 (XX).

1. Le cas du Tibet toujours en suspens.

En décembre 1964, la Commission internationale de Juristes présente un nouveau rapport intitulé « Violations continues des droits de l'homme au Tibet. » Fondé sur les témoignages des réfugiés tibétains en Inde, il fait état de « la continuation de mauvais traitements de nombreux moines, de lamas, et d'autres personnalités religieuses, ayant pour résultat la mort par la torture excessive, les coups, la famine et le travail forcé » malgré les

Résolutions 1353 et 1723.¹⁰⁰⁶ Le dalaï-lama décide de son côté de lancer un nouvel appel à l'ONU.¹⁰⁰⁷ Il souhaite, comme en 1961, pouvoir bénéficier du fait que l'ONU soutien dans le cadre de la décolonisation la lutte des peuples pour leur indépendance. Le Tibet rentre dans les critères définis par la Résolution 1514 de l'ONU d'un peuple distinct. Le chef des Tibétains espère donc montrer que le Tibet était un Etat indépendant, que la République populaire de Chine l'occupe illégalement et que par conséquent le Tibet doit pouvoir jouir de son droit à l'autodétermination.

Les Tibétains essayent en premier lieu d'obtenir le soutien de l'Inde. Mais le Premier ministre, Lal Bahadur Shastri, explique à Gyalo Thondup que l'Inde accepte de voter une résolution sur le Tibet seulement si elle porte sur la violation des droits de l'homme et uniquement sur ce sujet. Un soutien sur l'autodétermination du peuple tibétain est exclue. Les Britanniques adoptent la même position afin de ne pas se mettre en porte à faux avec l'Inde. Les Etats-Unis ne souhaitent toujours pas de leur côté prendre l'initiative sur le dossier tibétain et espèrent qu'une résolution sur l'autodétermination soit initiée par un pays asiatique, pour les mêmes raisons qu'en 1959.

2. L'ONU réitère sa condamnation de la violation des droits de l'homme au Tibet.

Il faut attendre août 1965 pour voir une ébauche de résolution introduite par le Salvador, l'Irlande, la Malaisie, Malte et le Nicaragua. Ces pays demandent à nouveau que cesse la violation des droits de l'homme au Tibet. Le débat au sein de l'Assemblée générale évite soigneusement d'aborder la question du statut politique du Tibet. Le représentant de la Thaïlande rappelle par exemple qu'en 1959, une résolution appelant au respect des droits fondamentaux, de la culture et de la religion distincte du peuple tibétain a été votée. Il ajoute qu'en 1961, une deuxième résolution appelant à la cessation des pratiques visant à priver le peuple tibétain de ses droits humains fondamentaux et de ses

¹⁰⁰⁶ *Bulletin of the International Commission of Jurists* n° 21, décembre 1964, p. 42.

¹⁰⁰⁷ UN Doc. A/6081, 23 septembre 1963.

libertés, incluant le droit à l'autodétermination a également été votée. Cependant, poursuit le délégué de la Thaïlande, plusieurs rapports montrent que l'oppression chinoise est toujours en cours. Les lieux de culte ont été défigurés ou transformés en arsenaux en mesure de répression et d'oppression. Des réfugiés ont été forcés de fuir vers les pays voisins pour échapper à une « persécution inhumaine. » L'ambassadeur thaïlandais conclut en affirmant que ceci démontre clairement une détérioration lamentable de la situation au Tibet décrite comme « la pire forme de colonialisme » par la Commission internationale de Juristes.¹⁰⁰⁸

Notons une tentative inhabituelle des Philippines de glisser sur le terrain politique. Le représentant de ce pays s'interroge sur la « libération nationale » chinoise au Tibet. Il n'hésite pas à parler de l'« occupation chinoise » et, conclut, conscient que l'aspect juridique du problème tibétain est essentielle à sa résolution : « (...) si le peuple du Tibet fait partie des membres de la famille humaine qui rentre dans le cadre de la protection de notre Charte de l'ONU et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il n'y a pas de raisons d'en lui refuser la protection à laquelle il a doublement le droit de par son statut de Nation indépendante. »¹⁰⁰⁹ L'Irlande se place également sur le plan politique en déclarant que ce n'est pas parce que le Tibet a été placé jadis dans l'orbite politique de Pékin que cela doit signifier qu'il doit accepter sa domination éternellement. Le délégué irlandais souligne que de nombreux pays ont par le passé été sous domination étrangère mais qu'ils sont aujourd'hui libres.¹⁰¹⁰

Mais le changement d'attitude le plus spectaculaire vient de l'Inde. Le conflit frontalier de 1962 avec Pékin, que nous évoquerons plus loin, n'y est bien entendu pas étranger. Le successeur de Nehru, Lâl Bahâdur Shâstrî, adopte une politique beaucoup plus ferme à l'égard de la République populaire de Chine et décide de soutenir une résolution sur l'autodétermination du Tibet. Le délégué indien déclare ainsi devant l'Assemblée générale que Pékin s'est servi du Tibet comme une base d'agression contre l'Inde. Par conséquent, tout espoir de négociations pacifiques ne saurait être mis en péril par une résolution de l'ONU comme le gouvernement indien a pu le croire en 1950, 1959

¹⁰⁰⁸ United Nations Archives, 20ème session de l'Assemblée générale, 14 décembre 1965, A/PV/1394.

¹⁰⁰⁹ *Ibid.*, p. 4, para1.

¹⁰¹⁰ *Ibid.*

et 1961. La politique chinoise au Tibet est décrite avec des termes très dures. Le délégué indien évoque par exemple les « soi-disant réformes (...) utilisées par le gouvernement chinois pour asseoir sa propre politique et enfermer les Tibétains dans un système d'esclavage. »¹⁰¹¹ Son discours ne laisse aucun doute sur la volonté de New-Delhi de ne plus passer sous silence « l'oppression terrible » dont est victime le peuple tibétain :

« La vérité toute nue, que nous devons tous regarder en face, c'est que le gouvernement chinois est déterminé à faire disparaître le peuple tibétain. Mais aucun peuple ne saurait demeurer longtemps opprimé. J'ai foi en la communauté mondiale, je crois qu'elle sera capable d'aider les Tibétains à restaurer toute la liberté que nous avons inscrite avec tant de constance dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. De notre côté, nous assurons les Nations unies que, comme par le passé, nous continuerons à donner toutes les facilités aux réfugiés tibétains et que nous ferons de notre mieux pour alléger leurs souffrances et leurs difficultés. Le dalai-lama vit en Inde depuis quelques années, et il mène ses activités religieuses et humanitaires sans aucune restriction de notre part.(...) C'est pour ces raisons que nous soutenons, pleinement et de grand coeur, la cause du peuple du Tibet. Nous sommes de tout coeur avec eux dans leur situation difficile et l'oppression terrible qu'ils endurent aux mains du gouvernement de la République populaire de Chine. En conséquence, ma délégation vote en faveur du projet de résolution. »¹⁰¹²

Les Tibétains se félicitent de ce changement d'attitude de l'Inde. Mais ils regrettent que ce soutien soit humanitaire. Gyalo Thondup souhaite que la question du statut du Tibet et de sa liberté soit évoquée et demande à Washington d'essayer de faire pression sur l'Inde pour qu'elle aille dans ce sens à l'ONU :

« Prime Minister Shastri and the majority of his ministers as well as the Indian people were for the Tibetan cause. But in their present situation, they were not ready to take a position of leadership. They needed to be urged by the U.S. » (...) Therefore, Mr. Thondup wished to pass on to Mr. Johnson the Dalai Lama's request that the U.S. re-examine its position and encourage India to take a political, rather than a purely

¹⁰¹¹ *Ibid.* p.7, para 35.

¹⁰¹² *Ibid.*

*humanitarian position regarding Tibet. Mr. Thondup went on to say that for Communist China Tibet was a weak spot militarily, spiritually, and morally. He felt that the U.S. had a right to ask for a stronger Indian position and hoped that Ambassador Bowles might take this up with Prime Minister Shastri.»*¹⁰¹³

Mais les Etats-Unis sont très réticents à satisfaire la demande des Tibétains car ils ne veulent pas ajouter de tensions dans leurs relations avec New Delhi. De son côté, la Malaisie rejette « l'excuse de la non-ingérence » dans les affaires intérieures d'un pays en faisant remarquer qu'elle pourrait être donnée à chaque fois qu'il y a un problème de violation des droits de l'homme vu le nombre de peuples qui sont soumis à la juridiction d'un pays. La déclaration de 1948 perdrait alors tout son sens.¹⁰¹⁴ Le Costa Rica décrit la situation sino-tibétaine comme du « néo-impérialisme » de la part de la Chine.¹⁰¹⁵ L'Union soviétique et ses satellites accusent à nouveau les Etats-Unis d'instrumentaliser le Tibet pour raviver les tensions de la guerre froide.¹⁰¹⁶

Les débats sont cloturés par le vote le 18 décembre 1965 par l'Assemblée générale de la Résolution 2079 (XX).¹⁰¹⁷ Quarante trois pays se prononcent pour, 26 contre et 22 font le choix de s'abstenir. L'Assemblée générale après avoir déplorer « la violation persistante des droits et liberté fondamentaux du peuple tibétain », réitère « solennellement sa demande tendant à ce que soit mis fin à toutes les pratiques qui privent le peuple tibétain des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont il a toujours bénéficié. »¹⁰¹⁸ Une fois encore, l'Assemblée vote une résolution prudente qui n'aborde pas la question de fond du problème sino-tibétain qui est celui de son statut politique.

¹⁰¹³ "Memorandum of Conversation, Washington, December 17 1965" in *United States Department of State, Foreign relations of the United States, 1964-1968...*, op. cit.

¹⁰¹⁴ United Nations Archives, 20eme session de l'Assemblée générale, 18 décembre 1965, U.N Doc, A/PV/1403, GAOR, Twentieth Session, New York, United Nations, p.0.

¹⁰¹⁵ United Nations Archives, U.N.Doc A/PV 1403, 18 décembre 1965, para. 64.

¹⁰¹⁶ United Nations Archives, 20eme session de l'Assemblée générale, 17 décembre 1965, U.N Doc, A/PV/1401, GAOR, p.1.

¹⁰¹⁷ Voir la Résolution en Annexes, p. 542.

¹⁰¹⁸ United Nations Archives, 20eme session de l'Assemblée générale, 18 décembre 1965, U.N Doc, A/PV/1403, GAOR, Twentieth Session, New York, United Nations.

Paralysée par la guerre froide, les Nations unies montrent leur impuissance face à l'occupation du Tibet par la République populaire de Chine. Le délégué britannique à l'ONU résume parfaitement les limites de l'organisation, prise en otage par les intérêts contradictoire des nations, dans la réponse qu'il fait à Gyalo Thondup venu lui demander de soutenir son pays :

*« (...) I warned him that (to my regret) the United Nations was not an impartial judicial tribunal from whom the injured could receive redress, but a political body the members of which had various and often conflicting interests. For example, the French Delegation, as he knew, had felt compelled in the General Committee to abstain on inscription of the Tibetan item, not because of any lack of sympathy with Tibet but because of the effect of an affirmative vote on their policy as regards Algeria. »*¹⁰¹⁹



Gyalo Thondup, 1948 ou 1949. Source: http://tibet.prm.ox.ac.uk/photo_2001.59.7.11.1.html

¹⁰¹⁹ NA, Kew, FO 371/141603, FT 1015/311, Telegram n°604 from New York to Foreign Office, October 12, 1959.

IV. La fin de l'amitié sino-indienne : un espoir pour le Tibet ?

A. Le conflit frontalier sino-indien.

1. Le Tibet, un Etat tampon perdu.

Le 17 novembre 1950, alors que Pékin vient de mettre à exécution ses menaces en envahissant le Tibet, Nehru écrit à l'un de ses ministres : « *The developments in Tibet rather suddenly made people realize that China might have a long common frontier with India, and this new China was probably very different from the old. Also the Himalayan barrier was not quite so effective as it used to be. What would happen when China, with its new born strength and dynamism and a certain aggressiveness, came right up to the borders of India ? Would there be peace between the two or tension and conflict ? Even apart from communism, this new question faced us in the future. The addition of communism added to its gravity, because many people feared infiltration of Communist ideas even more than the attack of armed men.* »¹⁰²⁰

L'invasion du Tibet par les troupes de l'Armée populaire de libération remet en cause l'équilibre géostratégique entre l'Inde et la République populaire de Chine. Avec la perte de l'Etat tampon séculaire qu'est le Tibet, New Delhi se retrouve en effet dans une situation inédite : devoir partager une grande partie de sa frontière avec la Chine.

Les Britanniques se sont toujours efforcés de maintenir des Etats tampons entre leur empire et la Chine. Ainsi, le Ladak, le Népal, le Sikkim, le Bhutan, le Tibet ainsi qu'un ensemble de territoires ayant des connexions avec le Tibet appelés NEFA par l'Inde et qui offre une porte d'entrée sur la barrière sud de l'Himalaya, avait pour mission de protéger les possessions britanniques. Nous l'avons vu à plusieurs reprises, nombreux sont les observateurs, indiens ou occidentaux, à avoir mis en garde Nehru du danger que représente pour l'Inde la présence de la Chine au Tibet. En 1950, le bureau de la Guerre britannique évoque la menace que la présence chinoise fait peser sur la frontière indienne :

¹⁰²⁰ NEHRU, Jawaharlal, *Letters to Chief Ministers*, vol. 1, 1947-1949, Oxford, Oxford University Press, 1985, p. 264.

« *Tibet is of little value as a military base. Control of the country by Communist China would not appreciably increase the military threat to neighbouring countries. It would, however, constitute a local threat to the frontier areas and provide an additional channel for subversive activities.* »¹⁰²¹ En 1954, peu avant la signature du traité sino-indien sur le Tibet, l'opposition à travers l'*India Praja Socialist Party* demande que le gouvernement indien fasse preuve de la plus grande fermeté face à la « grave menace » que fait selon lui pesait Pékin en étant au Tibet sur la paix en Asie. Inquiets, les socialistes indiens insistent auprès de Nehru pour qu'il obtienne la reconnaissance de la ligne Mac Mahon comme préalable à toute négociations. L'intégrité territoriale de l'Inde mais aussi la liberté, la sécurité et la paix de toute l'Asie, dépendent de la façon dont l'Inde va gérer la menace chinoise, prévient le *Praja Socialist Party*.¹⁰²²

En acceptant de voir le Tibet disparaître en tant qu'Etat tampon, sans contre-partie réelle sinon celle de l'espoir de préserver la paix avec la Chine, Nehru prend le risque de bouleverser une situation géopolitique jusqu'alors favorable à son pays. Et ce, en toute connaissance de cause. Ces propos de Nehru rapportés par Mullik en témoignent : « *For the first time in history, India and China were looking at each other across the frontier angrily. (...) This frontier was never a live frontier; it was, broadly speaking, a dead frontier. But now a big historical development of far reaching significance had taken place converting this vast frontier across the Himalayas in the north and north-east into a very live and dangerous frontier.* »¹⁰²³ Mais, nous l'avons vu, Nehru fait en 1950 un pari sur la République populaire de Chine et sa bonne volonté à vouloir préserver la paix entre les deux pays. La liberté du Tibet lui semble à ce moment là le prix à payer pour parvenir à cet objectif.

¹⁰²¹ Military implications of Chinese Communist Control of Tibet, The War Office, MO2/DO/1040, 2 November, 1950, FT 10310/49, FO 371/ 84457, NA, Kew.

¹⁰²² NA, Kew, DO 35/6710, India-China Agreement.

¹⁰²³ Mullik, B. N, *My years with Nehru...*, op. cit., p. 168.

2. La ligne Mac Mahon en question

La question de la frontière entre la Chine et l'Inde est ancienne. La Chine a toujours revendiqué certains territoires que l'Inde considère en 1950 comme siens. Mais la révolte tibétaine de mars 1959 et la fuite du dalaï-lama en Inde accroissent considérablement les tensions entre New Delhi et Pékin. La question de la délimitation de la frontière sino-indienne, jusque là plus ou moins évitée par l'Inde et la Chine qui s'en tenaient au *statu quo*, devient alors un sujet brûlant entre les deux pays.

La perception de leur frontière commune est très différente selon que l'on se place du point de vue de Pékin ou de celui de New Delhi. Pour Nehru, la frontière entre la Chine et l'Inde, héritée de l'empire britannique, est définitivement établie. La convention de Simla, signée en 1914 entre les Tibétains et les Britanniques, formalise la frontière du nord-est du Tibet entre l'Inde et la Chine de façon précise et incontestable. Notons que l'acceptation de la ligne Mac Mahon par le Tibet est à ce moment là conditionnée à l'acceptation officielle de la Chine de la convention de Simla, ce que les Britanniques n'ont jamais pu obtenir d'elle. Cette démarcation est donc considérée comme invalide par les Tibétains en 1914.¹⁰²⁴ Les Britanniques ne l'ont de leur côté jamais représentée sur leurs cartes. Pourtant, si Nehru renonce à la convention de Simla en reconnaissant la souveraineté de la Chine sur le Tibet en 1954, il tient pour acquise la délimitation de la frontière sino-indienne, telle que définie dans cette convention par la ligne Mac Mahon : «*So far as we are concerned, the McMahon Line is the frontier –firm by treaty, firm by usage and right and firm by geography* » affirme Nehru devant le Parlement.¹⁰²⁵

Nombreux sont les observateurs, à commencer par le dalaï-lama lui même, à avoir fait remarquer qu'il est incompatible de reconnaître la souveraineté de la Chine sur le Tibet, et donc l'invalidité de la convention de Simla, tout en se basant sur cette même

¹⁰²⁴LAMB, Alastair, *Tibet, China and India 1914-1950. A History of Imperial Diplomacy*, Roxford Books, 1989, p. 469.

¹⁰²⁵Nehru protests Peiping insults, *The New York Times*, August 14 1959.

convention pour définir la frontière entre l'Inde et la Chine : « (...) *It is abundantly clear that if you deny sovereign status to Tibet you deny the validity of the MacMahon Line.*»¹⁰²⁶

Pour le Premier ministre indien, si une frontière est acceptée dans la pratique par les deux pays depuis un certain temps, alors celle-ci est valable. De plus, le traité de 1954 sur le Tibet signé entre les deux pays stipule avec le *panchsheel* que l'intégrité territoriale de chacune des parties sera respectée. Nehru est donc persuadé que Pékin reconnaît la frontière en usage.

Toute autre est la position des communistes chinois qui voient dans la convention de Simla un produit de l'impérialisme britannique. Elle est considérée par la République populaire de Chine comme illégale, le Tibet n'ayant pas de personnalité juridique lui ayant permis de signer un tel accord. Pour Pékin, une frontière n'est valable que lorsque les deux pays concernés se sont mis d'accord en signant un traité et que celle-ci est matérialisée par des bornes et indiquée sur des cartes reconnues par les deux parties. Dès 1950, Pékin montre sur ses cartes une partie du territoire que l'Inde considère comme sien comme étant chinois, avant de faire des incursions dans le secteur de l'Aksai Chin situé à l'ouest de la frontière, là où se rejoignent le Tibet, le Xinjiang et le Cachemire.

Nehru se contente alors de rappeler fermement que la frontière sino-indienne est calquée sur la ligne Mac Mahon : « *Our maps show the Mac Mahon Line, that is our frontier. Map or no map and we will not allow anybody to cross it.*»¹⁰²⁷ Il se laisse pourtant convaincre de la bonne foi du gouvernement chinois et accepte son explication comme quoi il s'agit de vieilles cartes élaborées par les nationalistes et qu'elles seront bientôt remises à jour. Le 31 octobre 1950, Nehru répondait encore confiant à un journaliste, qu'il ne pensait pas que les événements du Tibet auraient une répercussion sur le Ladakh.¹⁰²⁸

Le 17 juillet 1954 la Chine émet officiellement des doutes sur la conception indienne de la frontière sino-indienne. Quelques mois après la signature du traité de 1954, Nehru

¹⁰²⁶ *The Times*, 8 septembre 1959.

¹⁰²⁷ India will not allow frontier crossing, *The Scotsman*, 21st November 1950.

¹⁰²⁸ *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, volume 15, Part 2, 26 October 1950-28 February 1951, Oxford University Press, 1993, p. 335.

apprend ainsi que Pékin proteste contre la présence de soldats indiens à Barahoti dans l'Uttar Pradesh. Les Chinois affirment que le poste de Wu-Je est sur leur territoire. New Delhi tente d'excuser Pékin en affirmant qu'il s'agit d'une erreur géographique. Mais la Chine persiste et coupe une route au Ladakh dans la province du Cachemire pour relier la province chinoise du Sinkiang au Tibet. En 1957, un incident éclate à la frontière indo-tibétaine. Des Chinois traversent la frontière par la passe Shipki Pass. Le territoire est par la suite dessiné sur les cartes chinoises comme étant chinois.¹⁰²⁹

Nehru, inquiet de voir la tournure prise par les relations sino-indiennes, écrit au premier ministre chinois à de nombreuses reprises. En octobre 1958, l'Inde envoie une note de protestation à Pékin lorsqu'elle découvre qu'une route a été construite à travers le Ladakh, « une région indienne depuis des siècles. »¹⁰³⁰ Le 14 décembre 1958, le Premier ministre indien écrit à nouveau à Pékin à propos de la question de la frontière sino-indienne. La réponse de Premier ministre chinois ne se fait pas attendre : « *As you are aware, the « MacMahon Line » was a product of the British policy of aggression against the Tibet Region of China and aroused the great indignation of the Chinese people. Juridically, too, it cannot be considered legal. I have told you that it has never been recognized by the Chinese Central Government.* »¹⁰³¹ Mais cherchant à rassurer Nehru, à l'endormir, dirait ses détracteurs indiens, Chou En-laï affirme que la frontière sino-indienne n'est pas encore délimitée de façon précise, et qu'il est par conséquent normal qu'il y ait des incidents, mais que cela ne saurait remettre en question l'amitié entre les deux pays.

Nehru rappelle dans une lettre datée du 22 mars 1959 que la ligne Mac Mahon a été acceptée au cours de la conférence tripartite de Simla. Le représentant tibétain l'a acceptée (Nehru reconnaît implicitement ici que le Tibet était bien un Etat) tout comme le représentant chinois. Ses seules réserves portaient sur la frontière entre la Chine et le Tibet mais pas sur celle existant entre l'Inde et le Tibet. Nehru rappelle l'amitié sino-indienne et

¹⁰²⁹ NA, Kew, DO 35/6710, Pol. 104/3, R.A.R., Barltrop, Office of the High Commissioner for the United Kingdom, New Delhi, 26th July 1956.

¹⁰³⁰ *White Paper: Tibet-Its Ownership and Human Rights Situation*, issued by the State Council of People's Republic of China, 1993, p. 27-33, 34-52.

¹⁰³¹ Letter from the Prime Minister of China to the Prime Minister of India, Peking, 23 January 1959, *Notes, Memoranda and Letters exchanged and agreements signed between the governments of India and China, 1954-1959*, White Paper, Ministry of External Affairs, Government of India, p. 53.

demande que la Chine arrête de publier des cartes montant de larges portions du territoire indien comme étant chinois.¹⁰³² Le 23 janvier 1959 la Chine refuse cette fois publiquement la frontière traditionnelle établie entre l'Inde et la Chine et réclame un morceau du Ladakh et de la NEFA. Le gouvernement chinois rappelle que la ligne Mac Mahon est un produit de l'impérialisme britannique contre le Tibet. N'ayant jamais été délimitée de façon consensuelle, elle ne peut être acceptée comme la frontière sino-indienne.¹⁰³³

Avec la répression de la révolte tibétaine, l'Inde voit non sans une certaine inquiétude le nombre de soldats chinois dangereusement augmenter sur sa frontière. De son côté, Pékin voit dans la présence du dalaï-lama en Inde la preuve des desseins expansionnistes de Nehru. Les conséquences de la présence chinoise sur la frontière nord de l'Inde ne se font pas attendre.

3. De la multiplication des incidents à la guerre ouverte.

En effet, rapidement, plusieurs incidents plus ou moins graves éclatent sur la frontière en août 1959. La région contestée entre les deux pays est située au niveau du plateau du Ladakh adjacent à la vallée du Cachemire qui comprend l'Aksai Chin au nord de l'Inde et de la NEFA. Le 7 août 1959, l'Armée populaire de libération pénètre au Ladakh et construit une route reliant l'Aksai Chin à la province chinoise du Sinkiang. Nehru accuse Pékin d'avoir violé le traité de 1954. Cinq jours plus tard le gouvernement indien annonce que cinq marchands indiens ont été arrêtés au Tibet et que des centaines d'autres ont été empêchés de retourner en Inde.¹⁰³⁴ L'Inde accuse la Chine d'établir des camps dans la région du Cachemire au Ladakh mais aussi de construire des routes bloquant une partie du territoire indien. Une autre source de friction apparaît rapidement

¹⁰³² Letter from the Prime Minister of India to the Prime Minister of China, New Delhi, 22 march 1959, *Notes, Memoranda and Letters exchanged...*, op. cit., p. 57.

¹⁰³³ Nara, RG 84 Records of the Foreign Service posts of the Department of State. US Mission to the United Nations Central Subject Files, 1946-1963, Technical assistance to Tibet. Box 114, Communist China, National Affairs, October 15, 1959.

¹⁰³⁴ India's relations with China cool, *The New York Times*, August 29, 1959.

lorsque Pékin obstrue les routes transhimalayennes et viole les accords financiers concluent avec New Delhi à propos de cette région.¹⁰³⁵

Le 25 août 1959, 300 soldats chinois venant de Migytun au Tibet pénètrent à Longju dans la division de Kameng de la NEFA et tire sur un détachement de onze policiers indiens frontaliers. C'est la première fois que les incidents deviennent aussi sérieux. Pékin n'a pas hésité à franchir la frontière et à tirer sur les policiers indiens. Si la Chine affirme que les Indiens ont tiré en premier, Nehru n'en croit rien et est très inquiet de ce qu'il considère comme un incident majeur. En tout trois incursions, sont à signaler : dans les divisions de la NEFA de Subansiri et Kameng, et au Ladakh.¹⁰³⁶ Le 28 août 1959, Nehru accuse clairement Pékin d'avoir agressé l'Inde et sait qu'un conflit est difficilement évitable entre les deux pays. Si ce n'est pas la première fois que Nehru pouvait douter des intentions de la Chine, les incidents de la dernière semaine d'août ne laissent plus de doutes.

Après de nouveaux incidents le 22 septembre 1959, le Premier Ministre indien déclare ainsi lors d'une conférence de presse en France où il était de passage : « *We realize that a conflict with China would be a disaster for the two countries, but when we are attacked we must defend ourselves.* »¹⁰³⁷ Et Nehru ne dit pas autre chose devant le parlement indien en novembre 1959 : « *If war is thrust upon us, we shall fight with all our strength (...) there are some things no nation can tolerate-any attacks on his honor, on the integrity of its territory.* »¹⁰³⁸

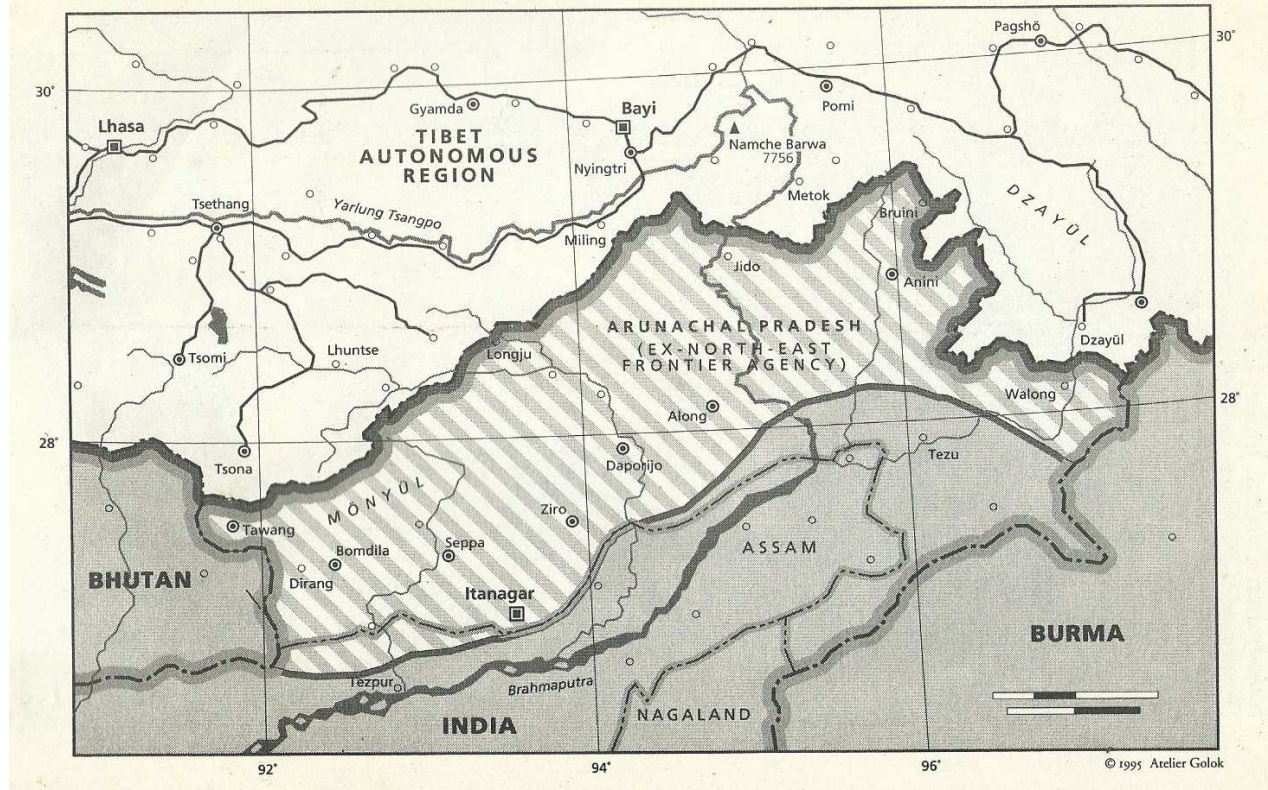
¹⁰³⁵ *Ibid.*

¹⁰³⁶ "Nehru accuses Peiping of Raids" ; sees aggression, *The New York Times*, August 29, 1959.

¹⁰³⁷ "New fight erupts on Tibet border", *The New York Times*, September 23, 1959.

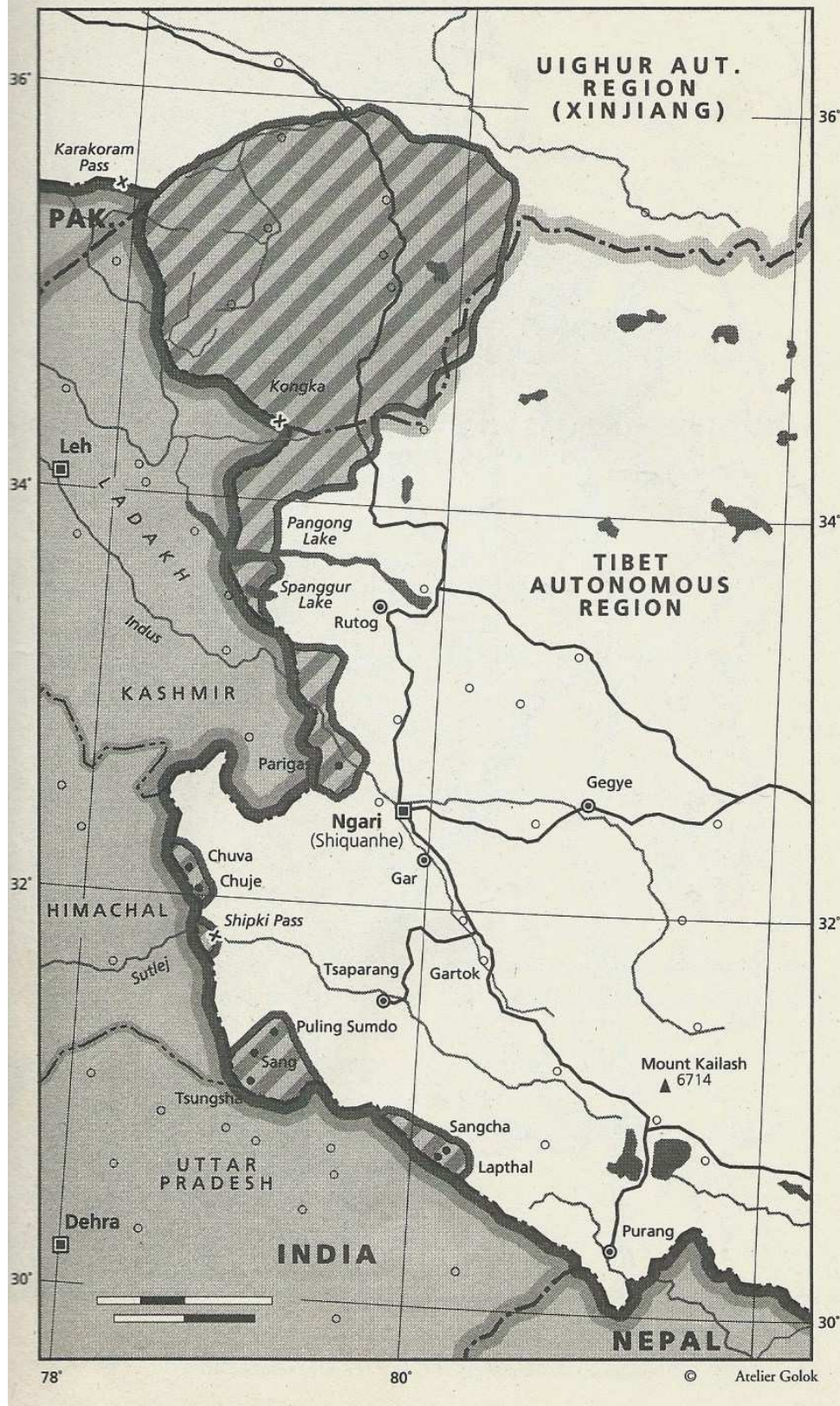
¹⁰³⁸ India ready to resist, *The New York Times*, November 27, 1959.

Sino-Indian Conflict: Chinese Claims
(Eastern Sector, under India's control)



Territoires revendiqués par la République populaire de Chine. Source : SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000.

Sino-Indian Conflict: Indian Claims (Western and Middle Sectors, under PRC's control)



Territoires revendiqués par l'Inde. Source : SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snow. A history of modern Tibet since 1947*, Penguin Books, 2000.

B. La fin des espoirs de Nehru.

1. L'échec de la politique d'amitié avec Pékin.

Nehru constate avec inquiétude les violations répétées de la République populaire de Chine du territoire indien. Déterminé à défendre, avec les frontières indiennes, celles du Sikkim et du Bouthan si nécessaire, il sait que les Chinois ont un avantage stratégique en étant au Tibet. Le Pandit ne s'est jamais fait d'illusions sur le régime de Pékin, contrairement à ce que le camp de l'Ouest a pu dire à ce sujet. Déjà le 26 octobre 1950, le Pandit évoquait la nature expansionniste de la Chine communiste :

*« Their thinking, in spite of or because of their communism, has reverted to the old imperial days of China when they considered themselves the “Middle Kingdom”, the center of culture and enlightenment and the other nations on their fringes were to be treated in a superior and patronising way, provided they recognized the broad fact of China’s superiority. In the old days, even when Ambassadors went to the Chinese imperial Capital and made formal presentations or gifts, these were considered as tribute from other countries (...). We have in fact to face a powerful country bent on spreading out to what they consider their old frontiers, and possibly beyond. The Chinese have always, in their past history, had the notion that any territory which they had one occupied in the past necessarily belonged to them subsequently. If they were weak, then they could not enforce their claim, but they did not give it up. If they were strong, then they tried to enforce that claim and seize territory with the firm conviction that they were in the right and they were only taking back what belonged to them. (...) That past view has now been perhaps confirmed by the present Communist Government there and a sense of growing strength has given them an additional measure of arrogance.»*¹⁰³⁹

Et lorsque Mullik lui fait part de l'éventualité un conflit très prochain entre l'Inde et la Chine, en dépit des proclamations de part et d'autre d'amitié, le Premier ministre indien se range sans hésitations derrière l'opinion de son chef des Services secrets : « *He said that*

¹⁰³⁹ New Delhi, 26 October, 1959, NEHRU, Jawaharlal, *Letters to Chief Ministers, 1947-1964*, volume 5, 1958-1964, Oxford, London, Delhi, Bombay, Calcutta, Madras, Oxford University Press, 1989, p. 309.

all though histoy China had been an aggressive country. (...) China did not believe in treating other countries on equal terms. » Et d'ajouter qu'une fois réaliser sa stabilité économique et politique, elle n'hésitera pas à étendre son influence et son leadership voir même sa suzeraineté politique sur l'Asie.

Mais Nehru a cru qu'il serait possible grâce au *panshcheel* de nouer des liens d'amitié avec Pékin, ce qui permettrait d'éloigner le sceptre de la guerre. Voyant la situation avec la Chine se dégrader, Nehru avoue le 4 novembre 1959 ne pas avoir pensé que la crise entre les deux pays arriverait avec une telle rapidité.¹⁰⁴⁰ Sans remettre en cause le non alignement, le Premier ministre indien durcit son discours sur la République populaire de Chine. Il accuse désormais Pékin, qui fait preuve d'une « mentalité agressive », d'avoir violer les principes de la coexistence pacifique et de la non-interference.¹⁰⁴¹

Faisant le point sur ses efforts pour préserver la paix entre son pays et la Chine, le Pandit constate avec regret que si les deux géants de la guerre froide, l'URSS et les Etats-Unis souhaitent aboutir à la paix et cherchent à éviter à tout prix un conflit armé, la République populaire de Chine n'est absolument pas dans cet état d'esprit : « *But to this desire for peace and co-existence there is one major exception, and this exception is China. China has repudiated the doctrine of peaceful co-existence, even though sometimes it repeats it. It believes in the inevitability of war and, therefore, does not want the tensions in the world to lessen. It dislikes non-alignment and it would much rather have a clear polarization of the different countries in the world. It is not afraid even of a nuclear war because as it is often said, they can afford to lose a few hundred million people and yet have enough numbers left.* »¹⁰⁴²

La lune de miel entre les deux pays, la période du *Hindi-Chini Bhai-Bhai* est désormais terminée. L'opinion indienne est en effet particulièrement irritée contre la Chine, et ce dès le moment où Pékin a commencé à montrer sur ses cartes des portions du territoire indien comme lui appartenant. Les griefs contre la Chine communiste se

¹⁰⁴⁰ New Delhi, 4 November 1959, NEHRU, Jawaharlal, *Letters to Chief Ministers, 1947-1964*, volume 5, 1958-1964, Oxford, London, Delhi, Bombay, Calcutta, Madras, Oxford University Press, 1989, p. 326-327.

¹⁰⁴¹ "Nehru criticizes Red China again", *The New York Times*, September 29, 1959.

¹⁰⁴² New Delhi, 22nd December 1959 in NEHRU, Jawaharlal, *Letters to Chief Ministers...*, *op. cit.*, p. 549.

multiplient au sein de la classe politique indienne. Plusieurs ministres indiens se plaignent notamment du fait que Pékin cherche à étouffer le commerce indien notamment en rendant la roupie invalide. Mais se sont surtout les cartes publiées à Pékin montrant des parties du territoire indien comme appartenant à la Chine ainsi que les nombreux incidents frontaliers qui l'inquiète. Et ce ne sont pas les propos du chef de la mission chinoise de Lhassa rapportés par le journaliste free-lance Patterson dans le *Daily Telegraph* le 17 juillet 1959 qui est fait pour rassurer l'opinion indienne. Celui-ci aurait en effet déclaré que le Bouthan, le Sikkim et le Laddak ont été sujets du Tibet, et donc de la Chine, et qu'ils doivent par conséquent être à nouveau unis et se voir enseigner la doctrine communiste. Face à ses déclarations, les partis non-communistes de la *Lok Sabha*, à l'exception du Parti du Congrès, décident de porter la question en motion d'ajournement. Les parlementaires demandent que des mesures soient prises pour faire face à l'afflux de soldats sur la frontière sino-indienne. Ils souhaitent en outre que le territoire indien soit sécurisé face aux incursions de la République populaire de Chine.¹⁰⁴³ Nehru répond que s'il n'est pas en mesure de confirmer ou d'infirmer les propos du chef de la mission chinoise au Tibet, il est clair qu'à ses yeux la ligne Mac Mahon est « la frontière établie, établie par les traités, établie par le droit, établie par l'usage, établie par la géographie. » Il ajoute que l'intégrité de l'Inde doit être sauvegardée à tout prix et que le gouvernement reste vigilant sur la question de la défense des frontières nord.¹⁰⁴⁴

Les observateurs occidentaux se réjouissent des tensions qui existent entre Pékin et New Delhi. Lorsque les relations entre les deux pays s'enveniment, ce n'est pas sans une certaine satisfaction qu'ils notent le contraste entre l'attitude conciliante de New Delhi, toujours soucieuse d'apaiser Pékin et de rester neutre, voir même de jouer le rôle d'arbitre, comme durant la guerre de Corée, et celle de Pékin. Ils se gaussent de la zone de « l'éternelle amitié ».¹⁰⁴⁵ Les diplomates américains se demandent comment Nehru et l'opinion publique indienne vont réagir face au comportement de Pékin, si peu de temps après le clash du Tibet.

¹⁰⁴³ Mullik, B. N, *My years with Nehru...*, op. cit., p. 168.

¹⁰⁴⁴ C.M Anderson, High Commissioner for the United Kingdom, New Delhi, 21 st August 1959.

¹⁰⁴⁵ "Nehru view of China undergoes a change", *The New York Times*, August 30, 1959.

Le conflit sino-indien est interprété par l'administration de Kennedy comme une douche froide qui peut lui permettre d'atteindre ses objectifs en Inde. Les Américains voient en effet dans un conflit entre l'Inde et la Chine un moyen de consolider les liens avec New Delhi et une façon d'intensifier le conflit sino-russe. En effet, la neutralité de l'URSS, qui ne veut contrarier ni son alliée communiste chinoise ni son amie indienne, irritera forcément Pékin. Quant à Nehru, obligé de demander l'aide de Washington pour contrer la menace chinoise, il devra abandonner le non alignement et enfin se placer dans l'orbite des Etats-Unis. Washington aimerait également que la question des incidents frontaliers soit débattue à l'ONU. Mais Nehru s'y refuse.¹⁰⁴⁶

2. La guerre est déclarée.

La situation entre la Chine et l'Inde continue de se dégrader. En 1960, lorsque Chou En-laï vient à New Delhi pour rencontrer Nehru, il propose un compromis. Si l'Inde accepte de reconnaître l'Aksai Chin comme étant une partie du territoire chinois, la Chine accepte en échange de reconnaître la ligne Mac Mahon comme étant la frontière *de jure* entre les deux pays.¹⁰⁴⁷ Nehru refuse, tandis que Pékin déploie un grand nombre de soldats le long de la frontière. Il s'agit officiellement pour les Chinois de mater la révolte tibétaine mais aussi de renforcer son contrôle sur une frontière peu gardée qui laisse transiter relativement facilement les réfugiés tibétains vers l'Inde. L'Inde, de son côté, établit le long de la ligne Mac Mahon 24 nouveaux postes, tandis que la Chine renforce sa présence au niveau du secteur ouest en établissant trente nouveaux postes frontaliers.¹⁰⁴⁸

Cependant, le gouvernement indien, et plus particulièrement Mullik, ne croient pas en une attaque d'envergure de la part de Pékin. Ainsi, la défense de la frontière indienne

¹⁰⁴⁶MULLIK, B. N, *My years with Nehru...*, *op. cit.*, p. 79-80.

¹⁰⁴⁷GOPAL, Sarvepalli, *op. cit.*, p. 218.

¹⁰⁴⁸"Tension in the Himalayas", *The New York Times*, May 1 1962.

n'est pas confiée à l'armée mais à la police, Nehru préférant se concentrer sur celui qui lui semble être son véritable ennemi, le Pakistan.

En 1962, les négociations sont au point mort, chacune des parties restant sur sa position. La pression chinoise s'alourdit sur le Népal, le Sikkim et le Bouthan, chassée de l'Inde. Pékin établit notamment un nouveau poste militaire au Ladakh sur la frontière nord-est de l'Inde. En septembre 1962 éclatent plusieurs incidents entre les deux armées. En effet, le 8 septembre 1962, les troupes chinoises pénètrent dans la Namkhachu valley, dans la NEFA et au Ladakh, et occupent une vaste partie de ces régions. Mais c'est le 20 octobre 1962 que la guerre entre les deux pays éclate officiellement. La Chine attaque les postes indiens du secteur ouest au moment même où l'attention internationale est concentrée sur la crise des missiles cubains, éloignant ainsi pour Pékin le risque d'une intervention de la Russie ou des Etats-Unis. Les garnisons indiennes, en sous-effectifs et pas préparées pour résister à une telle attaque battent en retraite. Les combats entre la Chine et l'Inde se prolongent durant un mois jusqu'à ce que la Chine, début décembre, ne se retire et ne rende aux Indiens les armes abandonnées. Pékin déclare un cessez-le-feu unilatéral le 20 novembre 1962. Les troupes de l'Armée populaire se retirent des territoires occupés, sauf de l'Aksai Chin.¹⁰⁴⁹

Nehru et Krishna Menon, qui est accusé d'être responsable de la mauvaise préparation de l'armée et sera renvoyé, sont surpris. Ils ne pensaient pas que Pékin passerait à l'action. Le problème de la frontière, et particulièrement de l'Aksai Chin, est une question de prestige pour l'Inde qui sort humiliée de sa confrontation avec la République populaire de Chine.

Chacune des deux parties rejette sur l'autre l'initiative des combats et invoque la légitime défense. Le ministère des Affaires étrangères de la Chine adresse au gouvernement indien une note le 21 octobre 1962 dans laquelle il fait mention « des attaques générales de grande envergure lancées simultanément par les troupes indiennes contre les gardes-frontières chinois dans les secteurs est et ouest de la frontière

¹⁰⁴⁹ « The sino-indian Boundary Question », *Foreign Languages Press*, Pékin, p. 39.

indienne. »¹⁰⁵⁰ Nehru au contraire parle le 26 octobre 1962 dans un message adressé aux chefs de gouvernement de la « très sérieuse situation à la frontière par suite de l'agression armée des forces chinoises sur notre territoire. »¹⁰⁵¹

De nombreux observateurs se sont interrogés sur les raisons de l'attaque, puis du retrait de l'Armée populaire de libération, alors qu'elle avait remporté des victoires décisives. Est-ce une façon de détourner l'attention du peuple chinois de l'échec du communisme et des problèmes qu'il rencontre ?¹⁰⁵² Ou s'agit-il pour Mao Zedong de montrer la faiblesse de l'Inde en rappelant qui est la véritable puissance en Asie ? Certains observateurs indiens y voient une façon pour Pékin de consolider son contrôle sur le Tibet ainsi que sur le nord-est du Ladakh. Le gouvernement chinois considère en effet cette région comme vitale pour la défense de ses frontières. D'autres voient dans l'action de la Chine la preuve, s'il en fallait, de son caractère expansionniste et de sa volonté de détacher le Népal, le Sikkim et le Bouthan de l'influence de l'Inde afin d'en faire ses satellites.¹⁰⁵³ Y. B. Daven, ministre indien de la Défense, pense quant à lui que Pékin a d'abord cherché à éloigner l'Inde de sa politique du non alignement et à ainsi l'obliger à choisir un camp. Il soupçonne également Pékin de vouloir utiliser le Tibet comme une future base pour lancer des roquettes.¹⁰⁵⁴

Quelques soient les raisons profondes de Pékin, le différent frontalier entre les deux pays ne trouve pas de solution. Les propositions de Colombo formulées par certains pays afro-asiatiques, pour amener l'Inde et la Chine à la table des négociations sont rejetées par Pékin qui déclare que l'Inde n'arrivera pas à profiter de cette conférence pour lui retirer une partie de son territoire qu'elle a toujours contrôlée. Pékin ajoute que la ligne de contrôle actuelle existe depuis toujours. Pour l'Inde elle résulte au contraire de l'agression de Pékin. La République populaire de Chine refuse également la proposition de l'Inde de faire trancher la dispute à la Cour internationale de Justice ou de demander l'arbitrage de trois pays non-alignés. La guerre à propos de leur frontière commune ainsi que l'attitude

¹⁰⁵⁰ JFK Library, Countries File, Box 1180, POF, *Kennedy to Nehru*, 28 October 1962.

¹⁰⁵¹ "Chinese aggression in war and peace", *Letters of the Prime Minister of India...*, *op. cit.*, p. 31.

¹⁰⁵² "India -China dispute : leadership of Asia", *The New York Times*, October 28 1962.

¹⁰⁵³ JFK Library 198-222, *Roger Hilsman Papers*, Box 1, *Roger Hilsman to Rusk*, "The Five-Fold Dilemma: The Implications of the Sino-Indian conflict", 17 November 1962, Sino-Indian Border Clash Folder.

¹⁰⁵⁴ "Chinese game not over", *The Hindu weekly review*, January 25 1965.

inconciliante de Pékin remettent en cause de façon radicale l'attitude de Nehru vis-à-vis de son ancienne alliée.

3. New Delhi se rapproche de Washington.

L'une des premières conséquences du conflit sino-indien est le rapprochement de l'Inde avec les Etats-Unis. Les années Kennedy voient en effet les relations entre Washington et New Delhi se rechauffer. Les Américains acceptent notamment durant cette période d'apporter aux Indiens une aide économique en dépit de leur politique du non alignement et de leur choix d'une économie mixte. Certains partis de droite comme le *Swatantra Party* ont même été jusqu'à demander une révision de la politique du non alignement pour se rapprocher encore plus de Washington.

Humilié, le Premier ministre indien n'a d'autre choix, après la cuisante défaite des troupes indiennes face à la Chine, que de se tourner vers les Etats-Unis. Il décide ainsi d'écrire au président Kennedy afin de lui demander personnellement son aide. L'ambassadeur américain à New Delhi, Galbraith, confie à Nehru deux lettres personnelles de Kennedy le 29 octobre 1962 dans lesquelles il accepte de lui apporter une aide militaire d'urgence, en évitant soigneusement de parler d'alliance militaire pour ne pas le froisser : « *Our sympathy in the situation is wholeheartedly with you. You have displayed an impressive degree of forbearance and patience in dealing with the Chinese. You have put into practice what all great religious leaders have preached and so few of their followers have been able to do.* »¹⁰⁵⁵ Nehru se voit entre autre proposer qu'une mission américaine soit envoyée en Inde pour faire le point sur ses besoins ainsi que des armes et des munitions. Les incidents frontaliers avec la Chine, puis le rapprochement indo-américain implique pour le Tibet un changement d'attitude de l'Inde à son égard.

¹⁰⁵⁵ JFK Library, Countries File, Box 1180, POF, *Kennedy to Nehru*, 28 October 1962.

4. L'Inde, un nouveau soutien pour le Tibet ?

L'Inde poursuit son soutien matériel donné au Tibet. De nombreux réfugiés tibétains, qui sont près de 1600 en 1960, sont employés à la construction de routes sur la frontière nord de l'Inde. Plusieurs Etats indiens fournissent également des terres aux Tibétains pour leur installation.¹⁰⁵⁶ A côté de cette aide matérielle, l'Inde donne sa caution au gouvernement tibétain en exil établi à Dharamsla. Et lorsque le dalaï-lama promulgue une nouvelle constitution pour un Tibet indépendant à l'occasion du quatrième anniversaire de la révolte de mars 1959, le gouvernement indien ne fait rien pour l'en empêcher. New Delhi ne craint plus de soutenir ouvertement le peuple tibétain face à Pékin. Ainsi, lorsque le gouvernement chinois déclare que cinq ans auparavant les Indiens ont « organisé et encouragé les activités rebelles de la clique réactionnaire des classes supérieures au Tibet », le ministre des Affaires extérieures indien rejette ses allégations « fausses and malveillantes », en ajoutant que la révolte tibétaine est la réaction « spontanée and inévitable » d'un peuple opprimé.¹⁰⁵⁷

Tandis qu'en mai 1964, Nehru meurt en ayant vu l'échec de sa politique chinoise que beaucoup d'observateurs ont jugé être une politique fondée « sur des illusions et des rêves »¹⁰⁵⁸, Gyalo Thondup ouvre un bureau du Tibet financé par Washington, chargé de promouvoir la cause du Toit du monde, à New York et à Genève. Un troisième bureau est également ouvert à Londres. Le 26 octobre 1965, Indira Gandhi et M.C Chagla, alors ministre de l'Education, ouvrent une maison du Tibet. Ce dernier déclare au même moment à propos de la reconnaissance par l'Inde de la suzeraineté de la Chine sur le Tibet : « *We recognize how wrong we were. Tibet's autonomy no longer exists. Its culture has been given out (...) the conditions under which we recognized China's suzerainty no longer exist.* »¹⁰⁵⁹

¹⁰⁵⁶ NA, Kew, FO 371/153693, UN 18220/3, Statement by Mr. Menzies in the Australian Parliament, 23rd March, 1960.

¹⁰⁵⁷ NARA, RG 59, box 2741, US embassy, New Delhi, dispatch A-1113, May 7, 1964.

¹⁰⁵⁸ *International studies*, Special issue on Tibet, vol. 10, n° 4, April 1969, Asia Publishing House, New Delhi, 1969, p. 461.

¹⁰⁵⁹ NARA, RG 59, box 2741, US. embassy, New Delhi, telegram 1143, October 29, 1965.

Avant 1962, l'Inde ignore les activités de la CIA au Tibet. En 1960, New Delhi envoie à Pékin un Livre blanc dans lequel elle l'accuse de violer son espace aérien. La Chine nie en être l'auteur et pointe du doigt Washington qui enverrait depuis Taiwan des munitions et des hommes au Tibet. Le secrétaire des Affaires étrangères indien, Subimal Dutt, décide d'attirer l'attention de l'ambassadeur américain à New Delhi, Bunker, que si ces faits se révèlent être exactes, l'Inde ne tolérera pas la violation de son espace aérien. Les avions pris en faute, prévient le secrétaire des Affaires étrangères, se verront tirer dessus. A cette date, les autorités indiennes souhaitent encore éviter de permettre à Pékin d'affirmer que l'Inde est à l'origine des troubles du Tibet. C'est en tout cas de cette façon que l'ambassadeur américain analyse la mise en garde de Subimal Dutt: « *(It would greatly weaken the Indian position vis-a-vis the Chinese Communists, lend color to Chinese assertions that the rebellion was instigated by the U.S, pull the ug from under severe critics of the Chinese in the Indian press and parliament, and turn public opinion against the U.S, all things the Nehru Government was anxious to avoid.* »¹⁰⁶⁰

Après la guerre d'octobre 1962, Nehru apprend de Washington l'existence d'une base secrète au Mustang et du soutien apporté par la CIA à la guerilla des Khampas. Son attitude change alors radicalement. Le frère du dalaï-lama, Gyalo Thondup, explique qu'avant 1962, les Indiens ont toujours rejeté sa requête pour que des Tibétains soient entraînés en Inde aux différentes méthodes de combats. Le rapprochement indo-américain permet au Tibet de voir l'Inde s'impliquer dans les opérations secrètes menées par la CIA.

En premier lieu, l'Inde et la CIA coopère pour assurer la sécurité de la frontière indienne. Mullik crée le 14 novembre 1962 un groupe paramilitaire, le « Special Frontier Force (SFF) », connue également sous le nom d' « Etablissement 22 » dont le commandement est exercé seulement par les Indiens. Washington lui apporte un soutien financier et logistique.¹⁰⁶¹ Dans un deuxième temps, un accord est passé entre Gyalo Thondup, Mullik et Mehta, du ministère des Affaires étrangères indien, afin d'encourager les Tibétains à rejoindre le SFF.¹⁰⁶² Composé de Khampas, ce groupe est destiné à assurer des opérations secrètes sur la frontière sino-indienne dans l'éventualité d'un deuxième

¹⁰⁶⁰ NARA, RG 59, box 2741, US. embassy, New Delhi.

¹⁰⁶¹ John Kenneth Knaus, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 276.

¹⁰⁶² CONBOY, Ken, *Elite Forces of India and Pakistan*, Londres, Osprey Press, 1992, p. 23.

conflit avec la Chine.¹⁰⁶³ Les forces tibétaines du Mustang sont ainsi utilisées pour mener des opérations de guérilla afin de déstabiliser les communistes chinois sur la frontière et conduire des opérations de reconnaissance pour reconnaître d'éventuels tests nucléaires ou de missiles et intercepter les communications chinoises.

L'Inde participe donc désormais activement aux côtés de la CIA à l'entraînement des Tibétains dans un camp situé à Chakrata, à 100 kilomètres de Dhera Dun. Un centre de coopération des opérations, dirigé conjointement par la CIA et le gouvernement indien, est également créé à New Delhi pour prendre en charge la direction des 133 Tibétains entraînés au Camp Hale, dans le Colorado, et les opérations menées dans le Mustang.¹⁰⁶⁴ Ainsi, lorsqu'en 1963 une douzaine de Tibétains arrivent du Colorado, ils sont directement déposés dans une base aérienne indienne et accueillis par l'armée. Les soldats khampas recrutés reçoivent six mois d'entraînement, comme celui de l'armée indienne, complété par un entraînement supplémentaire de la CIA et d'instructeurs indiens pour le maniement des explosifs et des techniques de sabotage dans le cadre d'opérations de guérilla. Organisés en compagnies de 123 hommes, et commandés par des officiers tibétains, ils opèrent à partir de bases établies le long de la frontière du Cachemire.

Les Tibétains accueillent dans un premier temps avec optimisme la nouvelle de l'implication de l'Inde, persuadés de préparer une guerre de libération du Tibet. L'accord signé entre Gyalo Thondup et les autorités indiennes prévoit que les Khampas ne soient envoyés qu'au Tibet et qu'ils ne soient pas cantonnés à garder la frontière indienne. En réalité, cet objectif n'a jamais été prioritaire. Les troupes tibétaines ne sont en effet autorisées qu'à manœuvrer seulement du côté indien, même si parfois les manœuvres nécessitent des incursions en territoire ennemi. Une fois de plus, les Tibétains se retrouvent pris au milieu d'enjeux politiques et stratégiques qui les dépassent. Pour le gouvernement indien, l'entraînement des Tibétains permet d'abord de renforcer la sécurité de sa frontière. Pour les États-Unis, il s'agit d'abord d'harcéler Pékin par tous les moyens tout en se rapprochant de l'Inde, même si la volonté sincère de permettre au Tibet d'accéder à son autonomie est également importante, ne serait-ce que pour des raisons idéologiques, pour les autorités américaines.

¹⁰⁶³ John Kenneth Knaus, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 271.

¹⁰⁶⁴ *Ibid.*, p. 272-273.

La République populaire de Chine est rapidement mise au courant de la « complicité » de l'Inde avec les Etats-Unis au sujet du Tibet. Une note émanant du gouvernement chinois datée du 28 décembre 1963 accuse notamment l'Inde de « diriger les rebelles tibétains fugitifs en Inde à s'engager dans toutes sortes d'activités subversives contre le Tibet chinois ». New Delhi répond que les troubles au Tibet ne sont dus qu'aux politiques répressives menées par Pékin contre l'autonomie traditionnelle du Tibet et les droits élémentaires des droits de l'homme.¹⁰⁶⁵

V. Le Tibet bientôt seul face à Pékin.

A. L'intégration du Tibet à la Chine.

1. L'établissement de la Région autonome du Tibet.

Après la guerre avec l'Inde, la Chine décide d'intégrer politiquement et administrativement le Tibet sans plus attendre. La politique consistant à introduire progressivement les réformes en s'appuyant sur les Tibétains est définitivement abandonnée. Au début des années 1960, de nombreux changements sont opérés dans la société tibétaine. La politique de Pékin menée au Tibet cherche à faire disparaître les caractéristiques économiques et sociales particulières du peuple tibétain. L'objectif avoué est que celui-ci s'identifie à la mère-patrie et prenne de lui-même la « voie glorieuse du socialisme. » Le modèle de la commune, qui reste entre les mains des cadres chinois, est ainsi généralisé pour permettre d'accroître la productivité et faire disparaître les inégalités entre riches et pauvres. En 1963, les autorités chinoises annoncent que les groupes d'aides mutuelles agricoles représentent 82,3% du système de production au Tibet.¹⁰⁶⁶ La propagande chinoise affirme que des progrès importants ont été réalisés dans le domaine agricole, avec notamment une hausse spectaculaire des rendements. Pourtant, de nombreux témoignages montrent qu'entre 1959 et 1965, les épisodes de famine se

¹⁰⁶⁵ « Indo-Chinese dispute », *The Hindu weekly review*, February 22 1965.

¹⁰⁶⁶ *Tibet, 1950-1967...*, op. cit., p. 449.

succèdent. Par exemple, en septembre 1965, une crise alimentaire pousse de nombreux réfugiés à quitter le pays comme l'explique le dalaï-lama dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU.¹⁰⁶⁷

Si la pratique individuelle de la religion est tolérée, les bonzes et les monastères, dont les privilèges matériels ont été supprimés, sont attaqués. Rapidement, les autorités chinoises essayent de réduire, voire d'éliminer le rôle du bouddhisme, pourtant central dans la vie des Tibétains, à un simple rituel domestique. Le représentant du dalaï-lama, Thubten Tharpa Liushar, envoie le 10 février 1965 au secrétaire général de l'ONU, U Thant, le témoignage du bonze Ngawang Thubdob du monastère de Tashi Lhunpo. Récemment échappé du Tibet, il arrive le 7 janvier 1965 à Delhi après un voyage de 109 jours. Il explique que la culture tibétaine et sa religion sont en danger. Leur destruction totale est imminente. Les portraits du dalaï-lama sont confisqués et la pratique religieuse interdite. Le bonze met également en garde contre le danger militaire que représente la Chine pour l'Inde car elle possède au Tibet plus de 300 000 soldats bien équipés. Il fait également état des destructions de monastères, des objets religieux, des manuscrits, et de la persécution des moines. Selon lui, ils étaient deux mille avant 1959 dans les trois grands monastères de Sera, Drepung et Ganden. Ils ne seraient plus que trois cents encore sur place. Quant au monastère de Tashi Lumpo, les moines étaient environ quatre mille. Deux-cents ont été autorisés à rester, les autres ont été envoyés dans des camps de travail à la suite de la révolte de mars 1959.¹⁰⁶⁸ En 1965, les cadres chinois lancent un programme visant à accélérer le développement économique du Toit du monde. Car une fois les particularités économiques et sociales du Tibet éliminées, Pékin espère que les Tibétains prendront facilement la voie du socialisme et s'identifieront à la mère-patrie.

En juillet 1965, le conseil d'Etat, l'un des organes législatifs les plus importants de la République populaire de Chine, donne son accord pour que soit tenue le 1^{er} septembre la première session du congrès du peuple de la Région autonome du Tibet. Dans les régions où les groupes minoritaires constituent un pourcentage substantiel de la population, la Constitution de la République populaire de Chine, adoptée le 20 septembre 1954, prévoit

1067 United Nations Archives, S-0442-0367-04, A/6081, 28 October 1965.

1068 United Nations Archives, S-0442-0367-04, The Office of Tibet, Current conditions in Tibet. Statement by the Reverend Nawang Thubdob. Released.

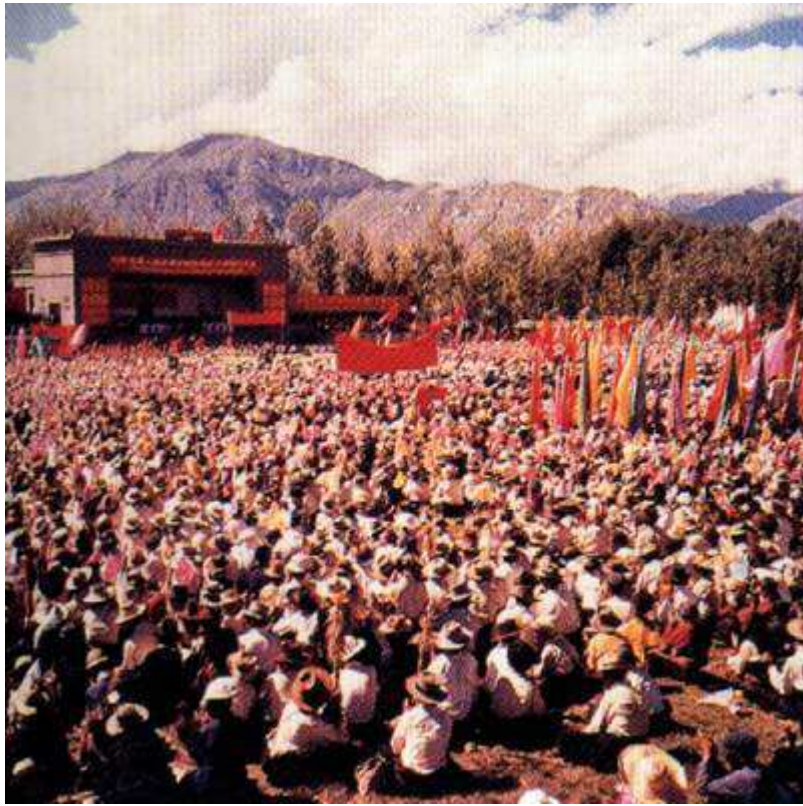
la mise en place de régions autonomes.¹⁰⁶⁹ L'article 3 de l'Accord en 17 points promettait également au peuple tibétain d'exercer son autonomie nationale sous le commandement de Pékin.

En 1950, les autorités chinoises n'étaient pas en mesure d'imposer la création de la Région autonome du Tibet. En 1965, toute opposition a été éliminée au Tibet. La Chine est par ailleurs plus que jamais confiante de sa position dans le monde. Son développement économique décolle tandis que la première bombe atomique est mise au point en 1964. Les conditions sont donc favorables à l'établissement le 1^{er} septembre 1965 de cette nouvelle structure administrative qui est l'étape ultime de l'intégration du Tibet à la Chine.¹⁰⁷⁰ Contrairement à ce que son nom pourrait laisser présager, la Région autonome du Tibet n'est pas autonome à proprement parlé. Son degré d'autonomie est étroitement lié au pouvoir central. Le pouvoir politique reste entre les mains du Parti communiste chinois qui est au plus haut niveau sous le contrôle de Chinois et non pas de Tibétains. L'un des porte-parole du dalaï-lama, Thubten Tharpa Liushar, explique comment l'administration tibétaine est étroitement encadrée. Tous les membres de la structure administrative sont nommés par les autorités chinoises, et les postes les plus importants sont aux mains des Chinois.¹⁰⁷¹

1069 L'article 3 de la constitution de la République populaire de Chine déclare : « *The People's Republic of China is a unitary multinational state. All the nationalities are equal. Discrimination against, or oppression of, any nationality, or any act undermining the unity of the nationalities is prohibited. All the nationalities have freedom to use and foster the growth of their spoken and written languages, and to preserve or reform their own customs or ways. Regional autonomy shall be exercised in areas entirely or largely inhabited by minority nationalities. Such autonomous areas are inalienable parts of the People's Republic of China.* »

1070 *Tibet, 1950-1967...*, op. cit. p. 426.

¹⁰⁷¹ United Nations Archives, S-0442-0367-04, The Office of Tibet, Current conditions in Tibet. Statement by the Reverend Nawang Thubdob. Released.



Inauguration de la Région autonome du Tibet. Source : *New Chine News Agency*.

2. Le Tibet dans la tourmente de la révolution culturelle.

L'histoire du Tibet pendant la révolution culturelle n'est que peu documentée et reste confuse. C'est pourquoi nous ne l'évoquerons ici que de façon rapide. En 1966, Mao Zedong lance la révolution culturelle afin de consolider son pouvoir. Il souhaite purger le Parti communiste chinois de ses éléments « révisionnistes » en s'appuyant sur les gardes rouges, des groupes de jeunes qui remettent en cause toute hiérarchie. En juin 1966, le comité du Parti communiste de la Région autonome du Tibet décide d'étendre la révolution culturelle au Tibet. Mais c'est dès le mois de février que les autorités chinoises interdisent la célébration du *Mönlam*, perçu comme un vestige féodal. De mai à décembre 1966, est lancée la campagne des quatre vieilles (vieilles idées, vieille culture, vieilles coutumes, vieilles habitudes.)¹⁰⁷² Les gardes rouges commencent à parcourir le Tibet pour faire table rase du passé. Selon Tsering Shakya, une partie des gardes rouges étaient des Tibétains provenant de Pékin, où ils avaient été envoyés très jeunes.¹⁰⁷³ Les effets de la révolution culturelle sont dévastateurs. Dans chaque village, le peuple est mobilisé pour détruire tout ce qui a trait à la culture et à la religion tibétaine. Les familles sont obligées de jeter hors de chez elle les objets religieux tandis que les figures religieuses comme les lamas doivent défiler dans les rues. Les grands monastères de Sera, Drepung et Gaden sont pillés. La statue sacrée du temple de Tsuglakhang à Lhassa, le Jo Atisha, est détruite. Prés de 80% des monastères sont détruits en 1965.¹⁰⁷⁴

¹⁰⁷² *Tibet, 1950-1967...*, op. cit., p.604.

¹⁰⁷³ SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snows. A History of Modern Tibet since 1947*, New York, Colombia University press, 1999.

¹⁰⁷⁴ *Ibid.*, p. 322 .

B. Le soutien américain en question.

1. La CIA poursuit ses activités au Tibet.

Lorsque Kennedy arrive au pouvoir, la politique des Etats-Unis à l'égard de Pékin ne change pas. Le nouveau secrétaire d'Etat, Dean Rusk, est favorable à un soutien de la CIA au Tibet. Le 14 février 1961, le programme d'opérations couvertes au Tibet est officiellement poursuivi.¹⁰⁷⁵

La *Far East Section* du Département d'Etat américain a pour objectif de déstabiliser la Chine en soutenant la guérilla tibétaine. Tout autre est l'objectif des officiels américains présents en Inde, pour lesquels le plus important est d'amener l'Inde dans le camp de l'Ouest. Parmi les détracteurs de l'intervention américaine aux Etats-Unis, Kenneth Galbraith, l'ambassadeur américain en Inde, et H. Rositzke le chef de la CIA à New Delhi, en sont les plus fervents. Il craignent notamment que cela n'envenime les relations des Etats-Unis avec New Delhi et l'éloigne ainsi du camp occidental.¹⁰⁷⁶ Tous deux adressent un *memorandum* au Département d'Etat demandant que soit mis un terme au soutien américain à la guérilla des Khampas.¹⁰⁷⁷ Galbraith est opposé aux opérations au Tibet qu'il qualifie d'entreprise particulièrement incensée : « (...) *planes dropped weapons, ammunition and other supplies for dissident and deeply unhygienic tribesmen who had once roamed over the neighboring Tibetan countryside and who now relieve their boredom with raids back into the territory from which they had been extuded.* »¹⁰⁷⁸ Galbraith souligne le fait que les opérations menées au Tibet couvrent une vaste zone mais que cela n'a pas empêché Pékin de renforcer son contrôle sur le Tibet. Dans un message du 30 novembre 1961 au secrétaire d'Etat George Ball, l'ambassadeur souligne que le monde n'a que peu ou pas du tout porté d'intérêt aux efforts déployés pour maintenir une

¹⁰⁷⁵ Document 37, "Memorandum for the special group" in United States Department of State, *Foreign relations of the United States, 1964-1968*, volume XXX. China, Washington D.C.

¹⁰⁷⁶ GALBRAITH, John, Kenneth, *A life of Our Times, Memoirs*, André Deutsch, London, 1981, p. 394-397.

¹⁰⁷⁷ *Ibid.*

¹⁰⁷⁸ GALBRAITH, John Kenneth, *A Life in Our Times*, Boston, Houghton Mifflin, 1981, p. 395.

résistance active au Tibet. Et de conclure : « (...) *the truth is that the operation continues because it got started* .»¹⁰⁷⁹

Malgré l'opposition de Galbraith, la nouvelle équipe gouvernementale décide de poursuivre les opérations au Tibet. Seize compagnies de cent volontaires tibétains chacune sont créées et sept d'entre elles se voient donner des armes pour établir de nouvelles bases à travers la frontière. Le 15 mars 1961, des avions décollent de leur base en Thaïlande pour larguer au sud du Bramapoutre des recrues spécialistes de la radio et des armes. Les unités opèrent deux à trois semaines, puis reviennent au Mustang pour se réapprovisionner et être remplacées. Cette opération de harcèlement est suffisamment efficace pour forcer les Chinois à poster une division dans cette zone et détourner le trafic de l'ouest du Tibet vers le chemin de fer du Qinghai-Xinjiang, 300 kilomètres au nord.¹⁰⁸⁰

Cependant, en 1962, un débat au sein du gouvernement américain sur la pertinence de continuer les opérations au Tibet ou non se fait jour. Le successeur de Allen Dulles, John A. McCone, déclare ainsi le 10 novembre 1962 à Rusk qu'il a des doutes sur la réelle volonté du gouvernement de poursuivre l'objectif définie en 1958 de libérer le Tibet de l'occupation chinoise.¹⁰⁸¹ Pourtant, les opérations de la CIA au Tibet sont reconduites le 13 décembre 1962 avec l'approbation d'un programme d'entraînement des forces composant la guérilla tibétaine.¹⁰⁸²

Le 20 février 1964, la CIA renouvelle officiellement son implication dans les opérations menées au Tibet.¹⁰⁸³ Elle poursuit ainsi ses opérations sur le Toit du monde en encourageant les mouvements tibétains tel que celui développé autour de la communauté tibétaine en exil avec Gyalo Thondup. La guérilla des Khampas ainsi que l'organisation d'opérations de renseignement à l'intérieur du Tibet sont également soutenues. Vingt agents secrets sont ainsi envoyés dans le cadre d'un programme de maintien du concept d'un Tibet autonome. Le 9 janvier 1964, la CIA définit les objectifs suivants : « (...) *the*

1079 Ambassador to India (Galbraith) to the Undersecretary of State for Economic Affairs (Ball), memorandum, November 30, 1961 in *Foreign relations of the United States...*, *op. cit.*, vol. XXII, p. 170-171.

1080 John Kenneth Knaus, *Orphans of the Cold War...*, *op. cit.*, p. 246-247.

1081 Editorial note 155 in *Foreign Relations of the United States...*, *op. cit.*, p. 321.

1082 Document 37, "Memorandum for the special group" in *Foreign relations of the United States...*, *op. cit.*, volume XXX.

1083 *Ibid.*

*Agency began a more broadly based political program with the exiled Tibetans. This included bringing 133 Tibetans to the United States for training in political, propaganda and paramilitary techniques; continuing the support subsidy to the Dalai Lama's entourage at Dharmasala, India; continuing support to the Nepal based Tibetan guerrillas; the reassignment of a part of the unarmed guerrillas to India for further training (...).*¹⁰⁸⁴

Nous l'avons vu, plusieurs « maisons du Tibet » sont également créées avec l'appui de la CIA. Celles-ci font office de représentation diplomatique non-officielles du dalaï-lama. Par exemple la maison du Tibet de New York a pour objectif principal de permettre de travailler avec les différentes délégations de l'ONU soutenant le Tibet. Un investissement de 1735 000 dollars est alloué au Tibet en 1964. Il se compose comme suit :

« a. Support of 2100 Tibetan guerrillas based in Nepal--\$ 500,000

b. Subsidy to the Dalai Lama--\$ 180,000

c. [Non déclassifié] (equipment, transportation, installation, and operator training costs)--\$ 225,000

d. Expenses of covert training site in Colorado--\$ 400,000

e. Tibet Houses in New York, Geneva, and [Non déclassifié] (1/2 year)--\$ 75,000

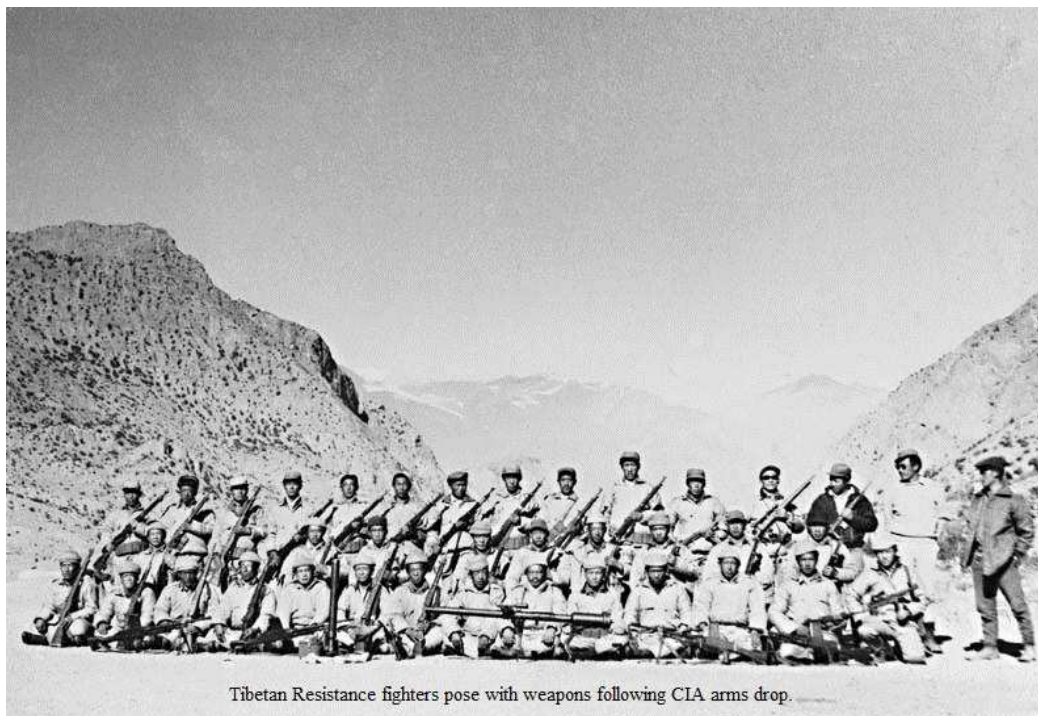
f. Black air transportation of Tibetan trainees from Colorado to India--\$ 185,000

g. Miscellaneous (operating expenses of [non déclassifié] equipment and supplies to reconnaissance teams, caching program, air resupply--not overflights, preparation stages for agent network in Tibet, agent salaries, etc.)--\$ 125,000

h. Educational program for 20 selected junior Tibetan officers-- \$ 45,000

¹⁰⁸⁴ *Ibid.*

Total--\$ 1,735,000¹⁰⁸⁵



Combattants tibétains entraînés par la CIA. Source : <http://www.merabsarpa.com/politics/a-curse-of-the-cold-war>

¹⁰⁸⁵ *Ibid.*

La CIA fait un bilan des actions menées en faveur du Tibet en 1964. Les maisons du Tibet continuent leur action, vingt jeunes Tibétains sont instruits à l'université de Cornell pour trois ans. Ce programme, qui a commencé en juillet 1957 continue. En revanche en 1964, un programme d'entraînement initié les années précédentes de 250 tibétains prend fin. Le parti politique fondé en Inde en avril 1964 par Gyalo Thondup, le *Cho Kha Sum*, qui vise à restaurer l'indépendance de toutes les régions de culture tibétaine, bénéficie d'une large publicité dans la presse. La CIA souhaite développer un programme politique tibétain et surtout un sentiment d'unité parmi les réfugiés pour contrer les communistes chinois. Le 9 Avril 1965, le redéploiement des forces paramilitaires tibétaines est approuvé et les 8 juillet et 25 novembre 1966, le programme d'opérations secrètes au Tibet est également reconduit, en dépit des voix de plus en plus nombreuses remettant en question au sein du gouvernement américain l'intérêt de soutenir le Tibet.¹⁰⁸⁶

2. La fin du soutien américain.

a. Le rapprochement sino-américain.

La cohésion apparente du bloc communiste se fissure avec la rupture sino-soviétique. S'affrontant sur le terrain idéologique et diplomatique, les relations entre Moscou et Pékin se dégradent entre 1959 et 1965. En 1959, les Soviétiques, désireux de réduire les tensions avec le bloc de l'Ouest s'inquiète du Grand bond en avant engagé par les Chinois et reviennent sur leur promesse d'aider la Chine à développer l'arme nucléaire. Après l'échec du Grand Bond en avant, Mao Zedong, victime d'un complot visant à le destituer, dépeint les conjurés comme des agents au service de l'Union soviétique. Lorsque Krouchtchev change sa politique diplomatique en prônant la coexistence pacifique avec l'impérialisme et se pose comme l'arbitre du monde avec les Etats-Unis, Mao réagit très

¹⁰⁸⁶ *Ibid.*

mal. La neutralité de l'URSS pendant la guerre sino-indienne, qui ne souhaite pas miner le processus de coexistence pacifique, ajoute encore des tensions entre les deux pays.

En 1960, l'Union soviétique reprend ses conseillers techniques et économiques. En 1964, les relations entre le Parti communiste chinois et le Parti communiste de l'Union soviétique sont rompues. Pendant la révolution culturelle, la République populaire de Chine est isolée sur le plan diplomatique. Lors du conflit frontalier sino-soviétique de 1969, le risque d'une guerre entre les deux pays est prise très au sérieux. Conscient que la Chine ne peut se permettre un affrontement simultané avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, choisit de se rapprocher de Washington.

Les divergences entre les deux pays communistes amènent de leur côté les Etats-Unis à revoir leur jugement sur un bloc communiste monolithique. Nixon souhaite malgré les divergences entre les deux pays des relations apaisées. C'est ce qu'il indique secrètement aux Chinois en 1969.

Dans les années 1950, le *containment* vise le communisme partout où il se trouve. Le système capitaliste et le système communiste sont deux systèmes irréconciliables. Aux yeux de Washington, le conflit se terminera par la victoire de l'un ou de l'autre. Nixon adopte une nouvelle vision de la guerre froide. Il ne croit pas en la victoire de l'un des deux camps. Le président américain décide de s'engouffrer dans la rupture sino-soviétique pour se rapprocher de Pékin afin d'isoler l'URSS en Asie. Lorsque Mao Zedong invite une équipe de pongistes à venir visiter la Chine, Nixon saisit l'opportunité. Il envoie son conseiller à la Sécurité nationale et futur secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Henry Kissinger, rencontrer secrètement les officiels chinois. Enthousiaste, Kissinger déclare à propos du rapprochement sino-américain : « *We are now in the extraordinary situation that, with the exception of the United Kingdom, the People's Republic of China might well be closest to us in its global perceptions.* »¹⁰⁸⁷

¹⁰⁸⁷ KNAUS, John Kenneth, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 309.



US Secretary of State Henry Kissinger opened China's door to the US in 1971.

Henry Kissinger rencontre Chou En-lai. Source : <http://www.merabsarpa.com/politics/a-curse-of-the-cold-war>.

Le conseiller choisit le président pakistanais, Agha Yahya Khan, alors en bon termes à la fois avec les Etats-Unis et la Chine, comme un intermédiaire pour normaliser les relations des Etats-Unis avec Pékin. Depuis la guerre frontalière entre l'Inde et la Chine, le Pakistan est en effet devenu un allié important de la Chine populaire. En juillet 1971, Henri Kissinger effectue son premier voyage en Chine pour préparer celui de Nixon en février 1972. Le voyage de Nixon débouche sur la normalisation des relations entre les deux pays. « *What is important is not a nation's international political philosophy* », déclare Nixon à Mao Zedong, « *what is important is its policy toward the rest of the world and toward us.* »¹⁰⁸⁸ En 1971, la Chine est admise au conseil de sécurité de l'ONU.

Les conséquences s'avèrent dramatiques du point de vue de l'Inde qui se retrouve désormais encerclée par la Chine au nord, le Pakistan à l'ouest et à l'est, et les Etats-Unis dans l'Océan Indien. Indira Gandhi craint que le rapprochement sino-américain ne mène à la formation d'un nouvel axe Pékin-Washington-Pakistan dirigé contre elle. New Delhi

¹⁰⁸⁸ HARDING, Harry, *A Fragile Relationship. The United States and China Since 1972*, Washington D.C, Brookings Institution, 1992, p. 198.

décide en réponse à cette nouvelle configuration géostratégique et sous la pression du troisième conflit indo-pakistanaï, de se rapprocher de l'Union soviétique. Ainsi, en août 1972, Andreï Gromyko, le ministre des Affaires étrangères soviétique effectue un voyage à New Delhi et signe avec le gouvernement indien un traité de paix, d'amitié et de coopération pour vingt ans. Il s'agit en réalité d'un pacte de défense mutuelle assurant à l'Inde un allié capable de contenir la Chine et capable de lui fournir des armes dans le cas d'un conflit avec le Pakistan. Mais ce pacte de non-agression n'est pas contraignant car il ne promet pas l'assistance mutuelle en cas de conflit.

Le bloc occidental pense que l'Inde est sortie du non alignement. Ainsi, en août 1971, Le journal centriste *L'Express* écrit à propos du rapprochement indo-pakistanaï : « Pourquoi la Chine soutient-elle la dictature militaire du Pakistan, alors que les seuls « maoïstes » sont au Bengale ? Parce que le Pakistan contrôle les accès occidentaux du Tibet, province chinoise, et que la Chine redoute la puissance de l'Inde. La Chine n'a pas hésité à masser ses troupes à ses frontières himalayennes, en 1965, pour empêcher l'Inde d'écraser le Pakistan. Et l'Inde, déçue par les Américains, s'est jetée dans les bras des Russes. (...) Lundi, elle a balayé d'une signature une politique neutraliste de près d'un quart de siècle en concluant (...) un traité sans précédent pour elle. Ce n'est pas exactement une alliance militaire : l'URSS se réserve le choix d'intervenir. Mais l'Inde pourra désormais compter sur l'appui russe, diplomatique et matériel. A quel prix ? Pour l'Inde, celui d'une certaine dépendance. Pour l'URSS, celui d'une renonciation. »¹⁰⁸⁹

Indira Gandhi dément être sortie du non alignement. Dans une interview accordée au *New York Times* le 17 février 1972, soit après la signature du traité avec l'URSS, elle rappelle que le non alignement n'est pas du neutralisme comme l'ont souvent interprété les observateurs étrangers : « *For us, non-alignment only means that we don't belong to any military bloc. We started this policy of ours when there were two military blocs in the world. Things have changed since then, but our policy remains the same. We reserve the right to make our own judgments and to take our own decisions despite what other countries may wish.* »¹⁰⁹⁰

¹⁰⁸⁹ « La prochaine guerre », *L'Express*, 16 au 22 août 1971, « La prochaine guerre. »

¹⁰⁹⁰ "Excerpts from interview with Prime Minister Gandhi on Indian Foreign policy", *The New York Times*, February 17, 1972.

Si la politique pro-pakistanaise de Nixon contrarie et inquiète l'Inde, celle menée par New Delhi ne plaît guère plus aux Etats-Unis. Kissinger déclare ainsi à propos du traité conclut entre l'Inde et l'U.R.S.S : « *(it) gave(s) India a Soviet guarantee against Chinese intervention if India went to war with Pakistan. By this action the Soviet Union deliberately opened the door to war on the subcontinent.* »¹⁰⁹¹ Indira Gandhi se dit pourtant être prête à ouvrir un dialogue et rappelle que les relations ont changé entre les Etats-Unis et l'Inde quand les relations sino-américaines ont changés. Gandhi reproche aux Etats-Unis d'être aveuglé par la guerre froide et de ne plus penser le monde qu'en terme de communisme ou non-communisme sans prendre en compte ce que les pays font, qu'ils soient communistes ou non. Par exemple, tandis que les Etats-Unis veulent aider l'Inde, ils fournissent dans le même temps des armes au Pakistan. Au contraire, la Première ministre indienne dit juger les personnes et les nations en dehors de tout carcan idéologique : « *I don't want Communism for my country But if someone calls himself a Communist and at the same time really behaves like a democrat I don't have anything against him.* »¹⁰⁹²

b. Washington se retire du Tibet.

Le rapprochement des Etats-Unis avec la Chine a de lourdes conséquences pour le Tibet et les activités de la communauté tibétaine en exil. De plus en plus de voix s'élèvent au sein du gouvernement américain pour mettre un terme au soutien financier et logistique apporté aux combattants du Mustang. Déjà au début des années 1960, au sein de la CIA et du Département d'Etat, certains souhaitent que l'aide apportée aux Tibétains soit indirecte et qu'elle ne se fasse plus que par l'intermédiaire de l'Inde. C'est pourquoi presque tous les Tibétains entraînés au camp Hale dans le Colorado rejoignent à ce moment là des unités sous le contrôle de l'armée indienne. Une base armée secrète est même établie à côté de Dehra Dun à Chakrata, connue sous le nom de « l'unité vingt-

¹⁰⁹¹ Kissinger, *White House Years*, Little, Brown and Company, 1979, p. 878-181.

¹⁰⁹² Excerpts from interview with Prime Minister Gandhi on Indian Foreign policy", *The New York Times*, February 17, 1972.

deux. » De plus, des divergences se font jour entre les Américains et les Indiens sur la meilleure stratégie à adopter à propos du Tibet. Tandis que New Delhi est favorable au maintien des opérations de guérilla, les Américains ne voient plus la Chine comme la principale menace de leurs intérêts en Asie depuis que les différends entre les Soviétiques et les Chinois se sont transformés en confrontation ouverte.

Rapidement, ils demandent que le nombre d'hommes au Mustang soit réduit et qu'il n'y ait plus d'attaque, afin de laisser la Chine concentrer ses forces armées sur sa frontière avec l'Union soviétique. Cette nouvelle laisse les combattants tibétains, qui auraient souhaité au contraire augmenter le nombre d'hommes au Mustang, désemparés. En outre, des dissensions sectaires mais aussi dues à ce qui semble être une mauvaise gestion des finances allouées par Washington, existent parmi les guérilleros. Gyalo Thondup nomme à la tête du groupe présent au Mustang, Gyatho Wangdu, une ancienne recrue de la CIA parachutée en 1959 au Kham, qui essaye pourtant de redonner son unité au groupe. Sans succès. En 1965, la CIA informe les Tibétains de son intention de réduire progressivement les fonds alloués à la guérilla avant de définitivement les arrêter.¹⁰⁹³ Gyatho Wangdu décide de ne pas en informer les combattants tibétains pour préserver leur moral. Les opérations menées au Tibet apparaissent de plus en plus pour le gouvernement américain comme une étape de la guerre froide maintenant dépassée. Concrètement, les forces du Mustang n'ont pas été capables d'établir des bases solides au Tibet à partir desquelles harceler les Chinois. Leur manque d'efficacité ajoutée aux dissensions qui existent entre leurs chefs font qu'il est désormais difficile de justifier auprès de Washington leur maintien.

De plus en plus d'hommes rejoignent l'Inde où ils sont placés sous le commandement de l'armée indienne, contrairement au souhait des Tibétains. Ils auraient en effet souhaité constituer un groupe sous un commandement tibétain unique, mais l'Inde s'y est tout de suite opposée. Rapidement, le *SFF* reçoit l'essentiel du matériel et du support politique à la fois de l'Inde et des États-Unis et supprime le groupe du Mustang. Il est de plus très clair que c'est surtout Desmond Fitzgerald qui a porté le projet de soutenir le Tibet contre les communistes chinois. Or en 1969, il meurt.

1093 SHAKYA Tsering, *The Dragon in the Land of Snows...*, op. cit.

Déjà sous Johnson, le gouvernement américain décide de se retirer du Mustang, avant même l'arrivée de Nixon.¹⁰⁹⁴ John Kenneth Knaus confirme que la décision d'arrêter de soutenir le Tibet est intervenue avant le voyage de Nixon : il ne semble pas que le Tibet ait été un élément dans les négociations avec Pékin qui commençaient tout juste, pas plus que le gouvernement américain n' a abandonné le Tibet pour la Chine.¹⁰⁹⁵ En outre, la dégradation des relations entre l'Inde et les Etats-Unis ne contribuent pas à une coopération entre les deux pays à propos du Tibet. Nixon et Indira Gandhi se vouent en effet une animosité réciproque et la politique américaine basée sur le soutien du Pakistan entraîne de l'incompréhension de la part de l'Inde à l'égard des Américains.¹⁰⁹⁶

L'indépendance du Bangladesh finit de sonner le glas de la fin de l'aide apporté au Tibet par la CIA. Rapellons qu'en 1971, la bataille pour l'indépendance des Bengalis dans le Pakistan de l'Est atteint son paroxysme. La Chine et les Etats-Unis font le choix de soutenir le régime pakistanais. Il apparaît très vite que dans le cas où l'Inde déciderait d'intervenir, Pékin soutiendrait le Pakistan. C'est en tout cas ce que Chou En-laï laisse entendre à Kissinger lors de son premier voyage en Chine.¹⁰⁹⁷ Lors de la guerre du Bangladesh, l'Inde envoie un contingent secret de soldats tibétains constitué d'environ 10 000 hommes qui rencontre de nombreux succès.¹⁰⁹⁸ La capacité de l'Inde à libérer le Bangladesh augmente les craintes de Pékin de voir la présence militaire de l'Inde renforcée le long de l'Himalaya. Le gouvernement chinois prévient les Etats-Unis qui si l'Inde est autorisée à démembrer le Pakistan, cela pourrait créer un précédent par lequel « d'autres pays pourraient être démembrés par la collusion indo-soviétique. »¹⁰⁹⁹ Clairement, les Chinois voient l'existence d'un groupe de résistance au Mustang comme un danger potentiel qui doit être détruit. La normalisation des relations entre les deux pays ne pouvait que passer par l'arrêt du soutien de la CIA au Tibet.

¹⁰⁹⁴ Memorandum for the 300 Committee on March 1968, in *Foreign relations of the United States...*, op. cit., vol. XXX document 342.

¹⁰⁹⁵ KENNETH, John, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 296.

¹⁰⁹⁶ KISSINGER Henri, *White House...*, op. cit., p. 848-881.

¹⁰⁹⁷ *Ibid.*, p. 862.

¹⁰⁹⁸ AVEDON J., *In Exile from the Land of Snows*, Harper Perennial, 1984, p. 165.

¹⁰⁹⁹ KISSINGER, Henri, *White House...*, op. cit., p. 906.

Dépité, Gyalo Thondup se retire en 1969 des affaires publiques.¹¹⁰⁰ John Kenneth Knaus raconte qu'il a un jour entendu FitzGerald qui l'admirait beaucoup dire au frère du dalaï-lama de s'arranger la prochaine fois pour se réincarner dans la peau du premier ministre d'un pays où les Etats-Unis pourront plus faire pour lui.¹¹⁰¹

En 1972, le roi Mahendra meurt. Son successeur, le prince Birendra, souhaite rapproché son pays de la Chine. En février 1970, il effectue un voyage officiel à Pékin tandis que ses relations avec l'Inde sont au plus bas. Dans son discours de bienvenu, Chou En-laï déclare que la Chine soutiendra fermement le Népal dans sa lutte contre les interférences étrangères en défense de son indépendance nationale.¹¹⁰² Contrairement à son père qui a toujours fermé les yeux sur les activités des Tibétains, le prince Birendra décide donc de mettre un terme à la présence de la guérilla sur son territoire. Ainsi, il demande en 1973 que les Tibétains rendent leurs armes et démantèlent la base du Mustang.

Pour le dalaï-lama, la résistance armée du Mustang est un motif d'embarras. Elle ne colle pas à l'image de non violence qu'il a toujours souhaité véhiculer à propos du Tibet. Inspiré par les principes du bouddhisme tibétain, le dalaï-lama a toujours développé dans ses discours l'idée qu'il pouvait être possible d'arriver à une solution pacifique et équitable pour les deux parties.¹¹⁰³ Il demande personnellement aux hommes du Mustang de se rendre, ce que la plupart d'entre eux acceptent. Le démantèlement de la base du Mustang signe la fin de la résistance armée clandestine des Tibétains. Certes, l'armée indienne continue quelques temps à recruter et entraîner des Tibétains pour son armée. Mais ceux-ci sont sous le commandement direct de l'armée indienne et un soin

¹¹⁰⁰ A propos de l'intervention de la CIA au Tibet, il déclare amère en 2009: « *America didn't want to help Tibet. It just wanted to make trouble for China. It had no far-sighted policy for Tibet[...]The Americans promised to help make Tibet an independent country. All those promises were broken...I can't say the CIA help was useful...it really provoked the Chinese [and] led to reprisals. I feel very sorry for this.* » *Wall Street Journal*, February 20, 2009. Il faut attendre 1978 pour qu'il revienne sur la scène lorsqu'il est invité par Deng Xiaoping pour négocier sur le statut du Dalai Lama, ce qu'il continua de faire activement par la suite.

¹¹⁰¹ John Kenneth Knaus, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 297.

¹¹⁰² *Summary of World Broadcasts*, 1970, N° FE/3328/A3/1.

¹¹⁰³ L'image de victimes passives généralement donnée aux Tibétains est abusive. Il s'agit plus d'un mythe destiné à entretenir l'idée d'un Tibet havre de paix et de spiritualité, que de la réalité. La résistance armée fait bel et bien partie de l'histoire tibétaine. Mais cet aspect de l'histoire tibétaine est généralement esquivé car il ne correspond pas à l'image que le dalaï-lama a voulu construire du Tibet. La non-violence est en effet devenue véritablement le cœur de la stratégie tibétaine à l'égard de la communauté internationale.

particulier est pris pour éviter qu'ils ne soient déployés du côté de la frontière avec la Chine afin d'éviter toute provocation. Peu à peu les forces du Mustang sont démantelées par Lhamo Tsering, le successeur de Gyalo Thondup, qui essaye de reconvertir les guerilleros en leur trouvant de l'emploi.

En 1974, les Etats-Unis coupent définitivement les subsides financières apportées au dalaï-ama. L'argent n'est plus nécessaire, affirme Washington, car le cas du Tibet est suffisamment connu pour attirer l'attention de l'Inde et de l'étranger. Le gouvernement demande même à Gyalo Thondup de fermer le *Tibet Office* à New York, ce qu'il refuse.¹¹⁰⁴ Ainsi s'achève le dernier soutien sur lequel le Tibet pouvait compter.

¹¹⁰⁴KNAUS, John Kenneth, *Orphans of the Cold War...*, op. cit., p. 310.

Conclusion

Dans son éditorial du 31 mars 1959, le journal *Hong Kong Standard* regrette le silence des gouvernements sur le dossier tibétain, alors même qu'ils se font les champions de la liberté et des droits de l'homme.¹¹⁰⁵ Le *Hong Kong Standard* n'est pas le seul à accuser les gouvernements de ne pas intervenir pour le Tibet. Entre 1950 et 1959, une large partie de l'opinion mondiale condamne l'annexion du Toit du monde par Pékin qui est à leur yeux indéfendable du point de vue moral.

En effet, à une époque où les relations internationales sont véritablement mondialisées et où une interdépendance de plus en plus grande existe entre ses acteurs qui cherchent à développer la paix par le respect du Droit international et la Sécurité collective, l'inaction des nations dans le dossier tibétain interpelle. Car le Tibet, quoi que puisse en dire Pékin, n'est pas chinois. Le peuple tibétain a toutes les caractéristiques d'une nation et le Tibet, celles d'un Etat souverain. L'invasion de l'Armée populaire de libération en octobre 1950 constitue bel et bien l'agression d'un pays par un autre. Mais à l'heure de la guerre froide et de la *realpolitik* que Kissinger définit comme la politique étrangère fondée sur l'estimation des rapports de forces et l'intérêt national »¹¹⁰⁶, les considérations morales n'ont pas leur place. L'échec de l'ONU, paralysée par les enjeux de guerre froide, à résoudre le conflit sino-tibétain en est la parfaite démonstration.

Dès le XIX^e siècle, le Tibet est un pion dans le jeu des nations. Il se retrouve malgré lui au cœur des rivalités qui existent entre ses voisins russes, britanniques et chinois. La Grande-Bretagne, par opportunisme politique choisit de ne pas reconnaître officiellement l'indépendance du Tibet. L'invasion de Pékin en novembre 1950 internationalise le conflit sino-tibétain qui se retrouve cette fois au cœur des enjeux de la guerre froide et des intérêts particuliers des nations.

¹¹⁰⁵ NARA, RG 84 Records of the Foreign Service Posts of the Department of State. India, U.S Embassy, New Delhi, 1959-1963, Telegram from Hong Kong, n° 23 march 31, 1959, Foreign Service of the United States of America, Box 78.

¹¹⁰⁶ KISSINGER, Henry, *Diplomacy*, Simon & Schuster, New York, 1994.

Lorsque la question du statut politique du Tibet est à nouveau posée, Londres, qui est la seule à pouvoir véritablement dire que ce pays est un Etat, choisit de se taire. Outre le fait qu'elle n'a plus d'intérêts politiques ou stratégiques au Tibet, la Grande-Bretagne ne veut pas s'opposer à l'Inde, un pays qu'elle considère comme le « pivot de l'Asie non communiste » et qu'elle espère, avec les Etats-Unis, faire basculer dans le camp de l'Ouest. Or, avant même son invasion par l'Armée populaire de libération, Nehru fait le choix de laisser le champ libre à Pékin au Tibet. Guidé par le non alignement et les cinq principes de la coexistence pacifique, le Premier ministre indien pense que les intérêts et la sécurité de l'Inde passe par l'amitié sino-indienne. A tort. La guerre qui éclate en octobre 1962 entre New Delhi et Pékin au sujet de la frontière héritée de la convention de Simla se charge alors de lui démontrer.

L'espoir aurait pu venir des Etats-Unis. Tandis que la Chine communiste renforce peu à peu son contrôle sur le Tibet, Washington tente en effet à de nombreuses reprises de lui apporter son soutien au nom de la lutte mondiale contre le communisme. Mais les objectifs des Américains et du gouvernement tibétain ne s'accordent pas, au moins jusqu'en 1959. Les Tibétains sont en effet divisés sur la conduite à tenir face à Pékin. Beaucoup d'entre eux font clairement le choix de collaborer ou tout du moins de s'accomoder de la présence chinoise, ratant ainsi l'opportunité qui leur était offerte de tenter de retrouver leur indépendance. Le choix du dalaï-lama de signer l'Accord en 17 points est en cela exemplaire. Les Etats-Unis étaient prêts à apporter un soutien plus actif aux Tibétains, voire à reconnaître son indépendance, à condition que le dalaï-lama accepte de dénoncer publiquement l'accord signé à Pékin par ses délégués. Mais les autorités tibétaines ont majoritairement préféré faire le choix de l'apaisement avec la Chine communiste, jusqu'à ce que n'éclate la révolte populaire de mars 1959.

En 1956, le gouvernement américain décide cependant d'aller plus loin en appuyant secrètement la guérilla des Khampas. Mais En 1971, le Toit du monde perd son dernier soutien. Les Etats-Unis opèrent en effet un revirement de leur politique étrangère en décidant de se rapprocher de Pékin. Le Tibet, jusqu'alors considéré comme un moyen de déstabiliser la Chine communiste, perd son intérêt aux yeux de Washington. Encore une

fois, le Tibet se retrouve victime d'enjeux politiques qui le dépassent et qui ne lui auront au final pas permis de sauver son indépendance.

Avec la décision des Etats-Unis de se retirer du conflit sino-tibétain en 1971, le sort du Tibet semble être définitivement scellé. Mais c'était sans compter la détermination des Tibétains à ne pas se faire absorber par la République populaire de Chine. De la même façon qu'ils ont cherché au début du XX^e siècle à s'appuyer sur la Grande-Bretagne et la Russie pour préserver leur pays des ambitions chinoises, les Tibétains tentent au début des années 1980 d'obtenir le soutien de l'Occident. La « question tibétaine » devient ainsi la « cause tibétaine », qui peut être définie de la façon suivante : la lutte de la communauté tibétaine en exil, soutenue par l'opinion occidentale et une partie de l'opinion indienne, pour obtenir, non pas l'indépendance, le dalaï-lama y a renoncé dans son célèbre Plan de paix en cinq points prononcé le 21 septembre 1987 devant le Congrès américain, mais surtout dans sa proposition de Strasbourg adressée en 1988 au parlement européen, mais une association avec la République populaire de Chine dans laquelle le Tibet jouirait d'une véritable autonomie.

L'autonomie désirée par le dalaï-lama doit permettre l'autodétermination du peuple tibétain dans la gestion de ses affaires intérieures, qu'il s'agisse de la culture, du commerce, de la santé, de l'écologie ou encore de l'éducation. Seules les relations étrangères dans le domaine politique et la défense du Tibet, qui serait déclaré zone de paix mais où la Chine pourrait maintenir « un nombre restreint d'installations militaires », resteraient entre les mains de Pékin.¹¹⁰⁷ Le gouvernement tibétain en exil a compris que la communauté internationale ne soutiendrait pas une revendication d'indépendance pour le Tibet. Or, le chef spirituel et politique des Tibétains l'a répété à plusieurs reprises, l'urgence est d'abord de sauver la culture et l'identité de son peuple menacées par une sinisation accrue depuis que Pékin a déclaré le Tibet en 1992 « zone économique ouverte. »

Et en effet, suite à la modernisation de l'économie chinoise entreprise par Deng Xiaoping au début des années 1980, le développement économique de la Région

¹¹⁰⁷ « Discours du Dalaï-Lama au parlement européen », Strasbourg, 15 juin 1988 » in DONNET, Pierre-Antoine, *Tibet, mort ou vif*, Paris, Gallimard, 1990, p. 339.

autonome du Tibet s'est fortement accéléré, et tout particulièrement à partir des années 1990. Dans le cadre du dixième plan quinquennal (2001-2005), un vaste programme de développement des provinces de l'ouest du pays a été lancé pour rééquilibrer le décalage économique existant avec les provinces côtières. Tandis que les investissements étrangers sont de plus en plus nombreux, le succès du tourisme, « secteur le plus prometteur du Tibet », ¹¹⁰⁸ se confirme d'année en année. La politique d'intégration du Tibet par l'économie est particulièrement visible dans le paysage totalement remodelé des centres urbains.

Les « maisons pareilles à des donjons massifs » décrites par Jacques Bacot, lorsqu'elles n'ont pas été restaurées à la hâte pour offrir aux touristes occidentaux et chinois toujours plus nombreux ¹¹⁰⁹ un Tibet folklorisé, ont été remplacées par des barres d'immeubles et des hôtels. En septembre 2001, un journaliste du mensuel *La Chine au quotidien* se félicitait du changement opéré au Tibet depuis sa « libération pacifique » en 1950, preuve éclatante des bienfaits de la présence chinoise sur le Toit du monde, et donc de sa légitimité : « [...] 50 plus tard, les touristes s'empressent de réclamer ce paysage du Moyen-Âge dans le monde moderne, dès leur sortie de l'aéroport Konggar à Lhasa, chef-lieu du Tibet. Mais ce qui s'offre devant leurs yeux est plus étonnant ! Beaucoup d'hôtels confortables, des supermarchés, des bars, des cafés Internet, des restaurants ouverts par des gens du Sichuan, province voisine du Tibet, et même des marchés des titres animés... » ¹¹¹⁰

Mais le symbole le plus récent de la volonté de Pékin d'intégrer définitivement le Tibet à la Chine réside dans l'approbation en 2001 du conseil des Affaires d'Etat du projet de construction du « plus haut chemin de fer du monde », le chemin de fer Qinghai-

1108 « Le Tourisme, secteur le plus prometteur du Tibet », *Le Quotidien du Peuple*, 24 mai 2001. En ligne sur : <http://french.people.com.cn>

1109 Déclaré zone ouverte aux touristes en 1981, le Tibet aurait reçu en 1987 43 000 touristes, in DONNET, Pierre-Antoine, *Tibet, mort ou vif*, Paris, Gallimard, 1990, p. 162. En 2004, cette proportion a été multipliée par près de 24 fois : la RAT aurait en effet reçu 1,22 millions de visiteurs, dont 95 800 étrangers, le reste des effectifs étant constitué de Chinois de l'intérieur. « China draws up Tibet tourism development plan », *People's Daily Online*, 3 mars 2005. En ligne sur : <http://english.people.com.cn/> et « Le Tibet aux yeux de deux touristes étrangers. » En ligne sur : <http://fr.chinabroadcast.cn/>

1110 ZHANG HUA, « De la fermeture à l'ouverture » *La Chine au présent*, septembre 2001.

Tibet, dont la mise en service définitive en 2007 doit amener, le maire de Lhassa n'en doute pas, «la civilisation moderne et un grand développement au Tibet.»¹¹¹¹

C'est en fait suite à la médiatisation des manifestations indépendantistes de Lhassa, à la fin des années 1980, que le Tibet fait son retour sur la scène internationale. La «révolte safran»,¹¹¹² la première manifestation indépendantiste de Lhassa en 1987, attire en effet à nouveau l'attention du monde sur le Tibet. Le 27 septembre 1987, vingt et un moines du monastère de Drepung se dirigent vers le centre de Lhassa, et, munis du drapeau tibétain, se mettent à scander des slogans indépendantistes¹¹¹³ sous les yeux médusés de plusieurs journalistes et touristes occidentaux, qui sont depuis 1981 autorisés par Pékin à venir séjourner au Tibet. La manifestation des bonzes de Drepung allaient bientôt être suivies par de nombreuses autres, en 1987, 1988 et en 1989, jusqu' à ce que Pékin n'impose le 8 mars 1989 la loi martiale à Lhassa.

La présence de touristes occidentaux sur place au moment des manifestations tibétaines permet à ces événements, racontés parfois de façon peu fiable, le sensationnalisme l'emportant souvent sur la transmission d'une information objective, de faire le tour du monde. L'opinion, choquée, à l'image de ce voyageur britannique, qui juste avant les manifestations déclarait que sans la Chine « le Tibet serait resté sous-développé pendant des siècles »¹¹¹⁴, prend brutalement conscience que le Tibet vit depuis 1950 sous l'occupation de la Chine et que les slogans de Pékin sur la joie des Tibétains de vivre au sein de la « mère patrie » ne correspondaient peut-être pas à la réalité ; au contraire les Tibétains n'ont visiblement pas renoncé à leur indépendance. L'Occident sort alors de son long silence pour dénoncer les graves atteintes aux droits de l'homme dont sont victimes les Tibétains. Pour la première fois, le Tibet reçoit l'appui de la communauté internationale, lorsque la Chambre des Représentants du Congrès des Etats-Unis adopte le 18 juin 1987 une résolution condamnant la violation des droits de

¹¹¹¹ *Ibid.*

¹¹¹² « Débats du parlement européen », Séance du 15 octobre 1987, *Journal Officiel des Communautés européennes*, p. 233.

¹¹¹³ « Demonstrations Disrupt peace in Lhasa », *Beijing Review*, 12 octobre 1987.

¹¹¹⁴ KERR, Black, *Sky Burial. An eyewitness Account of China's Brutal Crackdown in Tibet*, New York, Snow Lion Publications, 1997, p. 31.

l'homme au Tibet.¹¹¹⁵ Mais deux évènements allaient accélérer l'internationalisation de la question tibétaine.

Dans la nuit du 3 au 4 juin, Pékin donne l'ordre à l'armée de réprimer les manifestations de la place Tienanmen. L'événement, très médiatisé, a l'effet d'un électrochoc sur l'opinion. L'Occident comprend que la libéralisation économique opérée depuis le début des années 1980 par Deng Xiaoping, jadis loué comme l'homme de la modernité, n'est pas accompagnée de la démocratisation du pays. Par ailleurs, l'effondrement de l'ex-URSS et la fin de la guerre froide semblent ouvrir pour le Tibet un nouveau chapitre de son histoire avec la communauté internationale, caractérisé par l'implication, bien plus que dans les années 1950, de l'opinion publique dans la question tibétaine. Le jeu traditionnel des alliances est en effet totalement remis en cause. La Chine n'est plus cette alliée indispensable à l'encerclement du bloc soviétique ; il n'apparaît donc plus nécessaire, de passer plus longtemps sous silence ses abus, ses valeurs ne correspondant pas à celles que les diplomaties américaines et occidentales se vantent encore aujourd'hui de défendre. En outre, avec l'effondrement du bloc communiste, les valeurs de l'Occident semblent être les grandes gagnantes de la bataille. La question des droits de l'homme dans les relations entre les nations n'est bien sûr pas récente, mais avec la fin de la guerre froide, le souci de moraliser les relations internationales et d'accorder aux droits de l'homme une place prépondérante dans les relations entre Etats ressurgit avec force.

Le regard porté par l'opinion internationale sur la Chine, dernier grand Etat communiste, change donc au début des années 1990 de façon radicale. La remise du prix Nobel de la paix au dalaï-lama, qui contribue à populariser la cause tibétaine, intervient dans ce contexte. Le Tibet devient un symbole de la violation des droits de l'homme dans le monde. Et d'une question qui est d'abord politique, la revendication d'indépendance d'un peuple, la question tibétaine est réduite à une simple question de non respect des droits de l'homme dont le Tibet est devenu un symbole. C'est en effet généralement sur le plan moral que les partisans de la cause tibétaine développent leurs arguments.

¹¹¹⁵ « United States Foreign Relations Authorization Act, Fiscal Years 1988 and 1989, Washington D.C. » in *Government Resolutions and International Documents on Tibet*, Dharamsala, Office of Information and International Relations, 1989, p. 23.

A la condamnation morale des défenseurs du Tibet, vient s'ajouter la puissance du mythe attaché à ce pays. Si le Tibet bénéficie du soutien de l'opinion publique, beaucoup plus que d'autres régions du globe pourtant tout aussi opprimées, c'est en raison de la fascination qu'il continue à exercer sur les Occidentaux, particulièrement sensibles au message du bouddhisme tibétain. Le Tibet de l'imagination, le Tibet « virtuel » dirait Orville Schell¹¹¹⁶, prend bien souvent le pas sur le Tibet réel. L'image d'un Tibet spirituel, pacifique et innocent est en effet une image profondément enracinée dans les consciences. Popularisé par la nouvelle de James Hilton *Lost Horizon*, publiée en 1933 avant d'être adaptée pour le cinéma, l'utopique royaume de Shangri-La continue à faire rêver l'Occident. au cœur du fantastique tombeau du Potala à Lhassa. »¹¹¹⁷ Au matérialisme occidental, s'opposerait la spiritualité du Toit du monde, perçu comme le dernier refuge du pur et du sacré. Le problème sino-tibétain est ainsi généralement perçu de façon manichéenne. Le Tibet, volontiers décrit comme une contrée hors du commun, une zone sacrée unique, est vu comme un sanctuaire profané par la République populaire de Chine. L'agression de la Chine communiste apparaît d'autant plus inacceptable qu'elle s'exerce sur un peuple pacifique, « jamais agressif au cours de l'histoire. »¹¹¹⁸

La cause tibétaine devient alors un symbole, celui des populations opprimées, de la lutte pour les droits de l'homme et de la démocratie. Robert Thurman, l'un des fondateurs de la *Tibet House US* qui œuvre depuis 1987 pour la préservation de la culture tibétaine décrit ainsi les Tibétains comme « les bébés phoques du mouvement pour les droits de l'homme. »¹¹¹⁹ On aurait tort de sous-estimer l'impact de ces représentations sur l'opinion occidentale, mais aussi indienne, bien qu'en Inde la question du Tibet soit restée un problème d'abord politique.

En 1986, un article du quotidien *Libération* décrit le Tibet avant l'invasion des communistes comme « un îlot médiéval dans un monde technico-scientifique qui se

¹¹¹⁶ SCHELL, Orville, *Virtual Tibet: searching for Shangri-la from the Himalayas to Hollywood*, New York, Metropolitan Books, Henry Holt, 2000.

¹¹¹⁷ « Dans les montagnes magiques du Dieu-roi », *Libération*, 22 décembre 1986.

¹¹¹⁸ « Allocution de M. Antony (DR), Débats du parlement européen », Séance du 15 octobre 1987, *Journal Officiel des Communautés européennes*, p. 233.

¹¹¹⁹ « Tibet makes the big time as the Dalai Lama tours America (AT), *Asia Times*, 11 juin 1997. En ligne sur <http://www.tibet.ca/en/>

moquait de ses hallebardes et de ses pétoires. Mais sur ce plateau retranché du monde, le peuple vivait en paix sa foi bouddhiste [...] et son incomparable amour pour le Dalai Lama, réincarnation du Bouddha de Compassion, prêtre-roi, maître-absolu qui siégeait En 1986, un article du quotidien *Libération* décrivait le Tibet avant l'invasion des communistes comme « un îlot médiéval dans un monde technico-scientifique qui se moquait de ses hallebardes et de ses pétoires. Mais sur ce plateau retranché du monde, le peuple vivait en paix sa foi bouddhiste [...] et son incomparable amour pour le Dalai Lama, réincarnation du Bouddha de Compassion, prêtre-roi, maître-absolu qui siégeait au cœur du fantastique tombeau du Potala à Lhassa. »¹¹²⁰

En 1994, le Tibétain Jamyang Norbu, l'un des fondateurs du *Tibetan Youth Congress* déclare quelque peu désabusé dans une interview : « *Now, there is sympathy for Tibet [...] but it is sympathy for a fantasy, not for a hard, ugly political situation. It has a dreamlike quality.* »¹¹²¹ Cette réflexion est parfaitement juste. Mais il faut dire que la communauté tibétaine en exil elle-même, à commencer par le dalaï-lama, a fait de cette sympathie pour le Tibet et sa culture une véritable stratégie de communication. L'image d'un Tibet pacifique et harmonieux est en effet largement utilisée par les dirigeants tibétains. Ainsi, en 1991, le Lama Dagpo Rimpoche, moine exilé en France depuis trente ans, déclarait dans le journal *La Croix* : « Les Tibétains ont besoin d'amis. Pas d'armement. Votre sympathie représente une source d'espoir pour notre peuple qui désire vivre libre et heureux dans son pays. »¹¹²²

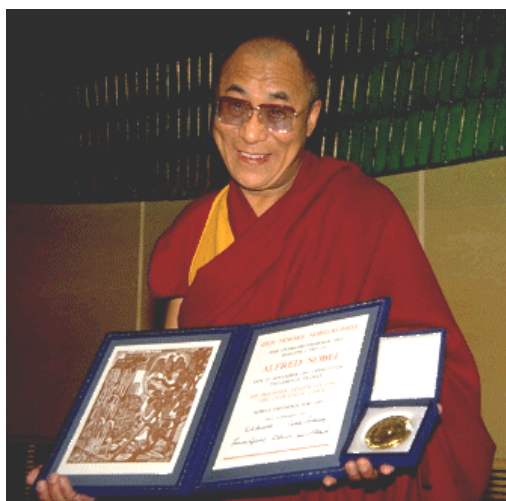
De nombreuses associations de soutien à la cause tibétaine sont ainsi créées un peu partout dans le monde. Elles sont aujourd'hui plus de trois cent, réparties sur les cinq continents, mais surtout en Europe, en Inde et aux Etats-Unis, comme l'*International Campaign for Tibet* fondée en 1988, et qui forte de ses 30 000 membres est un véritable groupe de *lobbying* qui cherche à faire pression sur le gouvernement américain pour qu'il fasse du Tibet un élément essentiel de ses relations avec Pékin.

¹¹²⁰ « Dans les montagnes magiques du Dieu-roi », *Libération*, 22 décembre 1986.

¹¹²¹ « Maintenant, il y a de la sympathie pour le Tibet [...] mais c'est de la sympathie pour un fantasme, pas pour une situation politique difficile, pénible. Elle n'a comme qualité que de faire rêver. » HILTON, Isabelle, « In the hills of holy sadness », *The Independent*, 16 mars 1994.

¹¹²² « Tibet-Chine. Une ébauche de dialogue », *La Croix*, 12 juin 1991.

Autre témoignage de l'engouement de l'opinion publique pour le Tibet : une véritable diplomatie parlementaire se développe en sa faveur à la fin années 1980 dans le monde entier, à la fois en Occident et en Asie, plus particulièrement en Inde, et débouche parfois sur le vote de résolutions condamnant la Chine. Dès 1985, un groupe de 91 sénateurs américains avait pris l'initiative d'écrire à Li Xiannian pour lui demander de continuer les pourparlers avec le Dalai Lama.¹¹²³ Mais c'est surtout à partir de 1989 que l'on voit les groupes parlementaires¹¹²⁴ de soutien à la cause tibétaine, qui tentent d'infléchir la politique étrangère de leur gouvernement, se multiplier.



Le dalaï-lama reçoit le prix Nobel de la paix le 5 octobre 1989.

Source : <http://www.consapevolezza.it/tibet/tibet/nobel.asp>

Des coopérations à l'échelle mondiale finissent même par s'établir. Ainsi, en 1994, le député George Fernandes, président du *All Party Indian Parliamentary Forum for Tibet* lance une conférence mondiale sur le Tibet à New Delhi à laquelle soixante-cinq parlementaires de vingt-quatre pays participent. Un texte demandant une inscription à

¹¹²³ DUMBAUGH, Kerry, « Tibet, China, and the 107th Congress : Issues for US policy », *Report for Congress*, Updated March 12, 2002

¹¹²⁴ On peut par exemple citer l'Inter groupe Tibet au parlement européen, créé en 1989, ou bien encore l'Inter groupe Tibet au sein du parlement fédéral belge.

l'ordre du jour du Comité spécial des Nations unies sur la torture et décrivant le Tibet comme « une colonie chinoise et un pays occupé » est adopté.¹¹²⁵

Pourtant, Si l'opinion s'est emparée de la question tibétaine, moins sur son aspect politique que sur son aspect « humanitaire », et si la mobilisation parlementaire peut sembler être une évolution spectaculaire de l'attitude de la communauté internationale à l'égard du Tibet, la position des gouvernements n'a pas changé depuis que ces derniers ont accepté l'incorporation du Tibet à la République populaire de Chine comme un fait accompli.

Interrogé au sujet d'une polémique créée par Pékin lors de la tournée aux Etats-Unis d'une troupe de danse tibétaine, le gouvernement américain affirme en 1977 ne pas reconnaître le gouvernement tibétain en exil et déclare : « *We respect the territorial integrity of China, and none of our policies or action is based on the premise that Tibet is not part of China.* »¹¹²⁶ En 1987, le secrétaire d'Etat assistant J. Stapleton Ron rappelle après l'audition du dalaï-lama devant le Congrès que ce dernier n'a pas l'autorisation de venir aux Etats-Unis pour développer un programme politique. Si le soutien de Washington pour le respect des droits de l'homme en Chine est « constant », ce n'est pas le cas pour l'aspect politique de la question tibétaine : « *But when [the Dalai Lama] assumes a political status and advances a political program for Tibet, which we consider to be part of China, the U.S Government cannot support him. [...] We do not believe it is in the interest of the United States, or of the Tibetan people, to link the issue of human rights in Tibet to a political program that is contrary to U.S policy.* »¹¹²⁷ Et en juillet 2011, le président Barak Obama déclare lors d'une rencontre avec le dalaï-lama que le gouvernement américain ne soutient pas l'indépendance du Tibet, tout en soulignant l'importance de la préservation de sa culture, de ses pratiques religieuses et de sa langue.¹¹²⁸

¹¹²⁵ « World Parliamentarians Convention on Tibet, New Delhi, 20 mars 1994. New Delhi Statement on Tibetan freedom. », *International Resolutions and Recognitions on Tibet, (1959 to 1997)*, Dharamsala, DIIR, 1997, p. 137.

¹¹²⁶ NA, Kew, FCO 21/1556, Department of State, DCP 174, Pol 18, Tibet.

¹¹²⁷ *Hearing before the Subcommittees on Human Rights and International Organizations, and on Asian and Pacific Affairs on the Committee on Foreign Affairs*, House of Representatives, 14 octobre 1987, p. 24.

¹¹²⁸ <http://leblogamericano.wordpress.com/2011/07/17/obama-us-contre-independance-tibetaine/>

La Grande-Bretagne s'en est longtemps tenue à sa position officielle : le Tibet est un territoire placé sous la suzeraineté de la Chine, à condition que celle-ci respecte son autonomie. Le 29 octobre 2008, elle finit par s'aligner sur les autres pays. Une « communication écrite ministérielle sur le Tibet » publiée sur le site du ministère britannique des Affaires étrangères, qualifie l'ancienne position du gouvernement britannique d'anachronique et de legs de l'époque coloniale :

*«Our ability to get our points across has sometimes been clouded by the position the UK took at the start of the 20th century on the status of Tibet, a position based on the geo-politics of the time. Our recognition of China's "special position" in Tibet developed from the outdated concept of suzerainty. Some have used this to cast doubt on the aims we are pursuing and to claim that we are denying Chinese sovereignty over a large part of its own territory. We have made clear to the Chinese Government, and publicly, that we do not support Tibetan independence. Like every other EU member state, and the United States, we regard Tibet as part of the People's Republic of China. Our interest is in long term stability, which can only be achieved through respect for human rights and greater autonomy for the Tibetans.»*¹¹²⁹

David Milliband, le ministre britannique des Affaires étrangères s'excuse même que son pays n'ait pas fait cette démarche plus tôt.¹¹³⁰ Avec cette décision, Londres enterre le dernier argument en faveur de l'indépendance du Tibet.

Malgré les vives tensions qui persistent avec Pékin au sujet de leur frontière commune, la position de l'Inde sur le statut du Tibet n'a bien entendu pas changé depuis 1954. En novembre 2006, le gouvernement indien déclare ainsi dans un communiqué conjoint avec la République populaire de Chine : « *The Indian side reiterates that it has recognized the Tibet Autonomous Region as part of the territory of the People's Republic*

¹¹²⁹ David Miliband, Written Ministerial Statement on Tibet, (29/10/2008), <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://www.fco.gov.uk/en/newsroom/latest-news/?view=PressS%26id=8299838&title=Written%20Ministerial%20Statement%20on%20Tibet%20%2829%2F10%2F2008%29>

¹¹³⁰ Robert Barnett, Did Britain Just Sell Tibet? *The New York Times*, 24 th november 2008.

*of China, and that it does not allow Tibetans to engage in anti-China political activities in India. »*¹¹³¹

Les autres gouvernements, comme la France ou les membres de l'Union européenne, ne reconnaissent pas plus le droit à l'indépendance du Tibet. Suivant la position du Général de Gaulle, qui en 1964 reconnaît la République populaire de Chine, et avec elle sa souveraineté sur le Tibet, Nicolas Sarkozy déclare ainsi en avril 2009 : «La France mesure pleinement l'importance et la sensibilité de la question du Tibet et réaffirme qu'elle s'en tient à la politique d'une seule Chine et à sa position selon laquelle le Tibet fait partie intégrante du territoire chinois, conformément à la décision prise par le Général de Gaulle qui n'a pas changé et ne changera pas. Dans cet esprit et dans le respect du principe de non-ingérence, la France récusé tout soutien à l'indépendance du Tibet sous quelque forme que ce soit

En 1997, la Commission internationale de Juristes demande à nouveau que le peuple tibétain puisse exercer son droit à l'autodétermination et qu'un référendum soit organisé dans ce but.¹¹³² Malgré le vote des résolutions de 1961 et 1965 accordant au peuple tibétain son droit à l'autodétermination à l'ONU, celui-ci n'a jamais pu s'exprimer. Si le Tibet est bien reconnu en tant que peuple, l'article 6 de la Résolution 1514 des Nations unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux du 14 décembre 1960, affirme que « toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. » Or, le Tibet est reconnu par l'ensemble des nations comme une partie du territoire de la République populaire de Chine. »¹¹³³

Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera »¹¹³⁴ prédisait Alain Peyrefitte en 1973. Au XIX^e siècle, les puissances coloniales rêvaient déjà de conquérir le fabuleux marché chinois. Depuis l'ouverture économique du pays initiée par Deng Xiaoping, la

¹¹³¹ Joint Declaration by the Republic of India and the People's Republic of China, 21 st november 2006, New Delhi. En ligne : http://www.pmindia.gov.in/content_print.php?nodeid=513&nodetype=1

¹¹³² *Tibet : Human Rights and the Rule of Law*, Commission Internationale de Juristes, Genève, 1997.

¹¹³³ « La France et la Chine se réconcilient sur le dos du Tibet. », *Liberation*, 2 avril 2009.

¹¹³⁴ PEYREFITTE, Alain, « *Quand la Chine s'éveillera...le monde tremblera* » : *regards sur la voie chinoise*, Paris, Fayard, 1973.

perspective pour l'Occident de s'implanter sur un marché des plus prometteur semble avoir mis définitivement un terme à l'espoir des Tibétains de recevoir l'appui des gouvernements occidentaux. Mais la crainte de voir disparaître de fructueux contrats n'explique pas tout. Les gouvernements, écartelés entre les impératifs de la *realpolitik* et la volonté de ne pas trahir les valeurs dont ils se font le porte-parole, n'ont pour l'instant aucuns intérêts à appuyer de façon trop manifeste les revendications tibétaines et particulièrement celles qui réclament l'indépendance pour le Tibet. Mais si le soutien apporté par l'Occident au Tibet est plus symbolique que réel, il a au moins le mérite d'exister et d'entretenir l'espoir auprès de la diaspora tibétaine, qui continue pour sa part à espérer une autre « révolution » en Chine, à l'image de Khenchi Dawala, ce dignitaire tibétain qui en 1950, confiait à Robert Ford :

« Nous avons perdu contre les Chinois en 1910, et ils ont occupé la totalité de notre pays. J'étais jeune, et l'avenir paraissait sans espoir. Le Tibet, disait-on, ne serait plus jamais libre. Il faudrait un miracle. L'année suivante, nous l'avons eu, ce miracle : la révolution chinoise. Nous avons saisi la chance et chassé les Chinois, et quarante années durant nous avons été libres. Maintenant, les Chinois ont eu une autre révolution, et ils nous ont de nouveau attaqués. Eh bien, les Chinois n'en ont peut-être pas fini avec les guerres civiles.

[...]

Si nous ne nous battions pas maintenant, ce serait la fin du Tibet. Nous aurons peut-être plus longtemps à attendre que la dernière fois, qui sait, dix, quinze, vingt, cinquante ans, ou plus ; mais tant que nous nous rappellerons qu'ils nous ont asservis par la force, notre volonté d'être libres ne mourra pas. Nous reviendrons libres, parce que les dieux sont avec nous. »¹¹³⁵

¹¹³⁵ FORD, Robert, *Tibet rouge, l'invasion*, Paris, Hachette, 1958, p. 146-147.

Sources

Sources primaires :

Archives de Londres. *British Public Record Office* (Kew).

Foreign Office (FO)

FO 371/99659

FO 371/93002

FO 371/165105

FO 371/141602

FO 371/141605

FO 371/141593

FO 371/92996

FO 371/ 41587

FT 10310/72

FO 371/ 141599

FO 371/92997

FO 371/127278

FO 371/ 141589

FO 371/141592

FO 371/84463

FO 371/ 76314

FO 371/84450

FO 371/84456

FO 371/84465

FO 371/70042

FO 371/ 84457

FO 371/ 84458

FO 371/ 84451

FO 371/ 76317
FT 10310/50
FO 371/ 53615
FO 371/76316
FO 371/84468
FO 371/84470
FO 371/53613
FO 371/84469
FO 371/ 35755
FO 371/35756
FO 371/41585
FCO 21/1556

Prime Minister (PREM)

PREM 11/4008

Dominion Office (DO)

DO 35/8981
DO 35/ 3097
DO 35/8983
DO 35/6710
DO 35/8980
DO 35/3096.
DO 35/8982
DO 35/3980
DO 35/8981
DO 33/40
DO 35/2931
DO 35/8981
Divers :
LO2/ 566.
CO531/5742

Archives des Etats-Unis : *National Archives and Records Administration (College Park).*

RG 59 General Records of the Department of State, 1955-1959, Central Decimal Files, 793B.00/4-159 to 793B.00/4-159, box 3950.

RG 59 General Records of the Department of State, 1955-1959, Central Decimal Files, Box 3951.

RG 59 General Records of the Department of State, Central Foreign Policy Files, 1964-1966, Box 2741.

RG 59, General Records of the Department of State, Bureau of Intelligence and research, Box 26.

RG 59, General Records of the Department of State, Bureau of Far Eastern Affairs, Central Files, 1947-1964, Box 17.

RG 59, Central Decimal Files, Box 2864.

RG 59, Central Decimal Files, China 1950, 1950-54, Box 4220, 4226.

RG 59 General Records of the Department of State, 1955, Central Foreign Policy Files, 1964-1966, Political et Defense, Box 2741.

RG 59 Department of State, Decimal File, 1950-1954, 642.00/ 8-2252, 643.93B 8-2250, Box 3003.

RG 59 Department of State, Decimal File, 1950-1954, Bo 2864.

RG 59 General Records of the Department of State, 1956-1959, 692.00/11-755 to 693 B.00/ 12-1059, Box 2718.

RG 59 General Records of the Department of State, 1956-1959, 793.562/ 1-1555 to 793B.00/3-3159, Central Decimal File, Box 3949.

RG 59 *General Records of the Department of State*, 1956-1959, 793B.00 6-159 to 793C.02/8-659, Central Decimal File.

RG 59, *General Records of the Department of State*, Central Decimal File, 1960-1963, 691.93/1-1563, 693.94/1-860, Box 1400.

Nixon Presidential Material Staff, National Security Study Memorandums, NSSM 106 to 108.

RG 84, *Records of the Foreign Service Posts of the Department of State*, India, US Embassy, New Delhi, 1942-1963, Box 82, 87, 96, 97.

RG 84, *Records of the Foreign Service Posts of the Department of State*, India, US Embassy, General Records, New Delhi Embassy, 1953-1955, box 63, 65.

RG 84, *Records of the Foreign Service Posts of the Department of State*, India, US Embassy, New Delhi, General Records, 1941-1963, Box 76, 78.

RG 84, *Records of the Foreign Service Posts of the Department of State*, US Mission to the United Nations Central Subject Files, 1946-1963, Technical Assistance to Tibet, Box 114.

RG 84, *Foreign Service Posts of the Department of State*, India, Calcutta Consulate General, 1950-55.

RG 319, *Records of the Army Staff*, Reports and message, 1918-1951, Office of Strategic Service, Box 120, 165, 533.

Nixon Presidential Materials Project, National Security Council Files, Henry A. Kissinger Office, Country Files, Far East, Box 98, 100.

CIA, (National Archives and Records Administration)

Central Intelligence Agency, DCI (Dulles), Files: Job 80 M 01009 A, box 9.
CREST, WK S01.

Eisenhower Presidential Library (Abilene)

Whitman File, NSC Records, (Box 6.)

Whitman File, International File.

Staff Secretary Records, Subject Series, Alpha Sub-series, Intelligence Briefing note, vol. 1.

JF. Kennedy Presidential Library (Boston)

Countries File, Box 1180, POF.

Archives du Ministère des Affaires étrangères de Paris.

Asie-Océanie 1944-...

Chine 363, 638, 639, 641.

Archives ONU (New York)

United Nations Archives, S-0884-0021-10

United Nations Archives, S-0442-0367.02

United Nations Archives, S-0291-0013-14

United Nations Archives, Documents A/PV.1084 et 1085.

UN Doc. A/6081

U.N Doc, A/PV/1394

U.N Doc, A/PV/1401

U.N Doc, A/PV/1403

Archives indiennes : *National Archives of India* (NewDelhi)

Public Records : Foreign Miscellaneous Records (1630-1953) Classifié

Military Department (1756-1969) Classifié

Ministry of Home Affairs (1947-1981) Classifié

Prime's Minister's Office (1948-1973)

Sources imprimées :

Sources parlementaires et gouvernementales:

-Congrès des Etats-Unis :

The US Statutes at Large: source officielle pour les résolutions et les lois passées par le Congrès. Depuis 1948 : proclamation présidentielle, traités avec les nations étrangères...

Fiscal year 1988-1989, signé le 22 décembre 1987 par le président. Section 1243 : *Human rights violations in Tibet by the PRC*.

Fiscal Year 1992-1993, signé le 28 octobre 1991 par le president. Section 335 : China's illegal control of Tibet. 1991(Le Tibet est ici déclaré pays occupé par la RPC)

Résolutions:

-16 septembre 1988, S. CON. RES. 129

-15 mars 1989, S. RES. 82

-16 mai 1989, H. CON. RES. 63

-8 septembre 1995, S. Res. 169.

Public Law :

Public Law 100-204, 22 décembre 1987.

Public Law 101-246, 16 février 1990.

Public Law 101-513, 5 novembre 1990.

American Foreign Policy. Current Documents, State Department, 1956-67, 1981...

Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, U.S. Government Printing Office.

Public papers Of the President, Washington, US Government Printing Office.

102nd Congress, US and Chinese Policies Toward Occupied Tibet: Hearing before the Committee on Foreign Relations, Washington, DC, juin 1992.

U. S and Chinese Policies Toward Occupied Tibet: Hearing before the Committee on Foreign Relations, Washington D.C, 1992.

Congressional Ceremony to Welcome His Holiness the Dalai Lama of Tibet, Washington D.C, U.S. Government Print Office, 1992.

Relations of the United States with Tibet, Washington, D.C., State Department of the United States, 1995.

Tibet and China : recent developments and implications for U.S policy/ Kerry Dumbaugh, Washington D. C., Congressional Research Service, Library of Congress, 1996.

Sino-American Relations. One year after the Massacre at Tiananmen Square. Hearing before the Subcommittee on East Asian and Pacific Affairs, Congress, Senate, Committee on Foreign Relations.

-Les documents déclassifiés imprimés :

La série *Foreign relations of the United States* (FRUS), publiée par le service historique du Département d'Etat américain, regroupe les différentes publications de documents officiels déclassifiés du Département d'Etat en matière de politique étrangère depuis 1861. Plusieurs documents reproduits concernent le Tibet notamment :

United States, Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1949, The Far East: *China*, U.S. Government Printing Office, 1949, vol.IX,

United States Department of State, *Foreign relations of the United States*, 1950. *The Near East, South Asia, and Africa*, 1950, vol. VI

United States Department of State. Aandahl, Fredrick, Editor, *Foreign relations of the United States*, 1951. *Korea and China*, vol VII, part 2., U.S Government Printing Office, 1951,

United States, Department of State, Glennon, John P., Editor, *Foreign relations of the United States*, 1952-1954, *China and Japan*, vol. XIV, Part .

United States, Department of State, LaFantasie, Glenn W., Editor, *Foreign relations of the United States*, 1958-1960, *China*, U.S. Government Printing Office, 1958-1960, vol.XIX.

Une sélection de documents diplomatiques britanniques confidentiels (lettres, proclamations, circulaires etc.) classés en 13 séries par zone géographique/sujet. Voir notamment : - Part I : mid-19th Century to 1914. Série E

-Part II: 1914-1939: Série E : Asia.

-Part III : 1940-1945 : Série E : Asia.

-Part IV : 1946-1950 : Série E Asia.

-Part V : 1951-en cours. Série E Asia.

British Documents on Foreign Affairs. Reports and Papers from the Foreign Office Confidential Print.

Documents de l'Union Européenne:

Bulletin de la Communauté économique européenne

Bulletin de l'Union européenne.

Journal Officiel des Communautés européennes

Documents ONU

Tibet in the United Nations, 1950-1961, Bureau of His Holiness the Dalai Lama, New Delhi.

Débats parlementaires :

Parlement britannique :

House of Lord' Debates (Chambre des Lords)

British Year Book of International Law

Inde : *Lok Sabha Debates* (

British Parliamentary Papers

British and Foreign State papers, publié par le *Foreign and Commonwealth Office*.

Documents on British Foreign Policy 1919-1939.

Documents on British Policy Overseas (1945-)

Sources chinoises :

La République populaire de Chine a publié de nombreux documents soigneusement sélectionnés sur l'histoire du Tibet et les événements qui s'y sont déroulés depuis 1950. Depuis le début des années 1980 et surtout à partir des années 1990, conscientes de l'importance de la pression que peut exercer les opinions publiques dans les relations internationales, les autorités chinoises essaient de donner une légitimité scientifique à leurs déclarations en mobilisant leurs tibétologues pour faire taire la critique quant à leur politique au Tibet. Si ces publications ne se distinguent pas par leur originalité- l'argumentation de Pékin n'a pas changé depuis plus de cinquante ans- ni, on s'en doute, par leur impartialité, confrontées à la version des Tibétains en exil, elles n'en constituent

pas moins une source précieuse sur la position de Pékin sur la question tibétaine et sur la façon dont elle perçoit ce problème dans ses relations avec la communauté internationale. Voici, parmi un grand nombre de documents, quelques exemples :

-Recueil de documents officiels chinois :

A collection of historical archives of Tibet, compiled by the Archives of the Tibet Autonomous Region, Pékin, Cultural Relics Pub. House, 1995. (En tibétain, chinois, anglais)

LING, Nai-min, *Tibet, 1950-1967*, Hong-Kong, Union Research Institute, 1968. Première édition: 1964, sous le titre *Tibetan sourcebook*.

-Mao Zedong :

Mao Zedong, *Selected Works*, 5 vol., Pékin, Foreign Language Press, 1975.

-Ecrits choisis en trois volumes, Paris, Maspero, 1976.

-Le Grand livre rouge : écrits, discours et entretiens, 1949-1971, Paris, Club français du livre, 1975.

SHARPE, M. E., *The writings of Mao Zedong, 1949-1976*, Volume 1, septembre 1949, décembre 1955, Inc. Armonk, New York, Londres.

STRONG, Anna Louise, *Entretien avec la journaliste américaine Anna Louise Strong*, Pékin, Editions en Langues Etrangères, 1961.

-Livres blancs, ouvrages divers :

An Outline History of China, Beijing, Foreign Languages Press, 1958.

Atlas of the People's Republic of China, Beijing, Foreign Languages Press, 1988.

China's White Paper on Tibet, Pékin, Xinhua News Agency, 1992.

Coll., *The Boundary Question between China and Tibet. A Valuable Record*, Pékin, Foreign Language Press, 1960.

Concerning the Question of Tibet, Foreign Language Press, Pékin, 1959. *La question du Tibet : documents*, Pékin, Edition en langues étrangères, 1959.

EPSTEIN, Israel, *Tibet transformed*, Beijing, New World Press, 1983.

Great changes in Tibet, Peking, Foreign Languages Press, 1972.

His Chang-hao, Kao Yuan-mei, *Tibet leaps forward*, Pékin, Foreign Languages Press, 1977.

Histoire de la société au Tibet, Chine, Pékin, China Continental Press, 1995.

JIAWEI, Wang, GYALTSAN, Nyima, *The Historical Status of China's Tibet*, Beijing, China Intercontinental Press, September 1997.

« Les Tibétains à propos du Tibet », *La Chine en construction*, Beijing, 1988.

QI, Yan, *Tibet. Aperçu général*, Beijing, Nouvelle Etoile, 1991.

Tibet—mythe et réalités, Beijing Information, 1988.

WEI, Jing, *Le Tibet, 100 questions et réponses*, Beijing Information, 1988.

White Paper: Tibet-Its Ownership and Human Rights Situation, issued by the State Council of People's Republic of China, 1993,

YIN, Ma (ed.), *Questions and Answers about China's National Minorities*, Beijing, New World Press, 1985.

ZHU LI & JIN ZHOU, *Le Tibet en transformation*, Editions en Langues étrangères, Pékin, 1981.

Témoignage de la dernière mission diplomatique chinoise à Lhassa, qui part en 1948 : SHEN, Tsung-lian, LIU, Sheng-Chi, *Tibet and the Tibetans*, California, Stanford University Press, 1953.

-Presse officielle traduite en anglais ou en français :

La Chine en construction

La Chine

China News New Agency

China Spring Digest.

Pékin Information

Le Quotidien du peuple. En ligne sur : <http://french1.people.com.cn/french/home.html>

New China Daily ; People's daily

Beijing Review. En ligne sur : <http://www.bjreview.com.cn/>

China Quaterly.

China Daily. En ligne sur : <http://www.chinadaily.com.cn/home/index.html>

Sources tibétaines :

Documents publiés par le gouvernement tibétain en exil :

Closing the Door. Religious Repression in Tibet, Dharamsala, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, n.d.

Coll., *The International Position of Tibet*, Government of His Holiness the Dalai Lama, 1959.

Coll., *1959 Tibet Documents*, Dharamsala, DIIR, 1987.

Coll., *The Legal Status of Tibet*, Dharamsala, DIIR, 1989.

Dharamsala and Beijing : initiatives and correspondence, 1981-1993, Dharamsala, gouvernement tibétain en exil. Central Tibetan Administration, Department of Information and International Relations, 1996.

Indian leaders on Tibet, gouvernement tibétain en exil, Central Tibetan Administration, Department of Information and International Relations, Dharamsala, 1998.

Official Tibetan and Chinese Positions on the Issue of Tibet, DIIR, 1994.

Tibet: Crackdown on Humanity, Dharamsala, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, 1999.

Resistance Movement in Tibet, Dharamsala, India, Information and Publicity Office of His Holiness the Dalai Lama, 1973.

Tibetans in Exile, 1959-1969: a report on ten years of rehabilitation in India, Dharamsala, India Office of His Holiness the Dalai Lama, 1969.

Tibet Under Chinese Communist Rule, a compilation of Refugee Statements, 1958-1975, Information Office & Publicity Office of His Holiness the Dalai Lama, Dharamsala, 1975 (TUCCR).

Tibet under Communist China : 50 years, Dharamsala, Department of Information and International Relations, Central Tibetan Administration, 2001.

Tibet: Proving Truth From Fact, Department of Information and International Relations, Central Tibetan Administration of H. H. the Dalai Lama, 1993.

Tibet 2000: environment and development issues, Dharamsala, Environment and Development Desk, DIIR, Central Tibetan Administration, 2000.

Témoignages/ récits de la communauté tibétaine en exil :

L'invasion de leur pays par la République populaire de Chine a suscité auprès de nombreux Tibétains en exil, le besoin de raconter leurs souvenirs personnels. D'anciens membres de la noblesse tibétaine, mais aussi des religieux ou des soldats de la guérilla contre les communistes chinois ont consigné leur expérience dans de nombreux récits.

ANDRUG, Gonpo Tashi, *Four Rivers, Six Ranges, Reminiscences of the Resistance Movement in Tibet*, Dharamsala, The Information and Publicity Office of H. H. the Dalai Lama, 1973.

CHOEDON, Dhondub, *Life in the Red Flag People's Commune*, Dharamsala, Information Office of H.H. the Dalai Lama, 1978.

CHÖGYAM, Trungpa, *Né au Tibet*, Paris, Buchet-Chastel, 1968.

Coll., *Indian Public on Tibet*, Dharamsala, Tibetan Youth Congress, 1997.

DEWATSHANG Samten Kunga, *Flight at the Cuckoo's Behest*, New Delhi, Paljor Publications, 1997.

DORJE GASHI, Tsering, *New Tibet. Memoirs of a Graduate of the Peking of Institute of National Minorities*, Dharamsala, Information Office of His Holiness the Dalai Lama, 1980.

GOMPO Tashi Andrugtang, *Four Rivers, Six Ranges*, Dharamsala, Information Office of the H.H. Dalai Lama, 1973.

INGRAM, Paul O., *Tibet, the facts*, Dharamsala, H. P., Tibetan Young Buddhist Association, 1990. Première édition : 1984.

JAMYANG SAKYA, *Princess in the Land of Snow*, Boston & Shaftesbury, Shambala Publications, 1990.

KUNSANG, Paljor, *Tibet. The Undying Flame*, Dharamsala, Information and Publicity Office of H.H. the Dalai Lama, 1977.

LAZAR, Edward, Tibet, the issue is independence: Tibetans in exil address, *Delhi, Full circle*, 1998. (Tibet, la solution: l'indépendance : des exilés tibétains s'expriment sur la question cruciale que le monde évite de poser, *Genève, Edition Olizane*, 1995.)

NORBU, Dawa, *Red Star over Tibet*, Oriental University Press, 1987.

NORBU, Jamyang, *Horseman in the Snow. The story of Aten and the Khampas' Fight for the Freedom of their Country*, Londres, Wisdom Books, 1987; *Un cavalier dans la neige*, Adrien Maisonneuve, Paris, 1981.

-, *Warriors of Tibet*, Londres, Wisdom Publications, 1986.

NORBU, Thupten, *Tibet is My Country*, Londres, Dutton & Co, 1961.

NORBOU, Thoubten Jigme, TURNBULL, Colin, *Le Tibet*, Stock, Paris, 1969.

PALDEN, Gyatso, *Le Feu sous la neige*, Arles, Actes Sud, coll. « Babel », 1998.

PEMA Jetsun, *Tibet, mon histoire*, Paris, Librairie, Librairie Générale française, 1997.

PEMBA, Tsewang, *Tibet, ma patrie*, Paris, Editions Pierre Horay, 1958.

-, *Tibet, l'an du dragon*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1975.

RAGHU, Vira (Prof.), *Tibet, a souvenir*, New Delhi, Preparatory Bureau, Afro-Asian Convention on Tibet and against Colonialism in Asia and Africa, 1960.

RINCHEN, Dolma Taring, *Daughter of Tibet*, Londres, Murray, 1970; Londres, Wisdom Publications, 1986.

SHAKABPA, Tsepon W., D., *Tibet. A Political History*, New Haven, Yale University Press, 1967. Réédition 1984 et 1988.

TASHI KEDRUP, *Mémoires de Tashi Khedrup, moine aventurier tibétain*, Genève, Olizane, 1991. (Mémoires recueillies par Hugh Richardson)

THUBTEN, Jigme Norbu, *Tibet : its history, religion and people*, Londres, Chatto & Windus, 1969 ; *Le Tibet*, Paris, Stock, 1970.

TSARONG, Dundul, Namgyal, *Le Tibet tel qu'il était*, Fontenay-sous-Bois, Anako, 1995.

TSETEN, Norbu, *La reconquête du Tibet*, Montpellier, Editions Indigène, 1999.

YUTHOK, Dorje Yudon, *House of the Turquoise Roof*, Ithaca, Snow Lion Publications, 1990.

Récits/ discours / interviews du dalaï-lama :

AVEDON, John, *Entretiens avec le Dalaï-Lama*, Ed. Dharma, 1982.

Dalai Lama, *My Land et my People*, New York, Potala Corporation, 1985.

Dalaï Lama, *Freedom in exile. The autobiography of the Dalai Lama of Tibet*, HarperCollins, New York, 1990 ; *Au loin la liberté*, Paris, Fayard, 1990.

Dalaï Lama, Tenzin Gyatso, XIVe, *Communauté globale et responsabilité universelle*, Genève, Olizane, 1992-1998.

- , *Collected Statements, Interviews and Articles*, Dharamsala, The Information Office of His Holiness the Dalai Lama, 1987. Nouvelle édition : *Speeches, statements, articles, interviews, 1987 to June 1995*, Dharamsala, Department of Information and International Relations, Central Tibetan Administration, 1995

-, *Tibet, China and the World*, Dharamsala, Narthang Publications, 1989.

Sa Sainteté le Dalaï-Lama (propos recueillis par Gilles Van Grasdorff), *Terre des Dieux, malheur des hommes*, Editions Jean-Claude Lattès, 1995. (Le Livre de poche, 1996.)

GYATSO, Tenzin, quatorzième Dalaï Lama, *Mon pays et mon peuple. Mémoires*, Genève, Olizane, 1988. Publication originale : *My Land et My People*, New York, The McGraw-Hill Book Company, 1962.

LEVENSON, Claude B., *Ainsi parle le Dalaï-Lama*, Balland, Paris, 1991.

Publications périodiques de la communauté tibétaine en exil :

-*Tibetan Review* : Fondée en 1968, cette revue mensuelle de la communauté tibétaine en exil fait suite à *The Voice of Tibet*, revue créée par Lodi Gyaltsen Gyari en 1967. Elle publie des articles et opinions sur la situation du Tibet et s'intéresse à la vie sociale et culturelle des Tibétains.

-*Tibetan Bulletin* : Journal officiel de l'administration tibétaine en exil. En ligne depuis 2000.

-*Tibet Journal*, trimestriel depuis 1975. Publication de la *Library of Tibetan Works and Archives*.

- The Bulletin of Tibetology*.
- Tibetan Community in Britain* (à partir de 1978.)
- News Tibet*.

Sources internet :

-Sites officiels tibétains :

- Tibet.net*. Site de l'Administration centrale tibétaine en exil.
- Tibet.com*. Site du gouvernement tibétain en exil.

-Quelques sites de Tibétains exilés:

- Tibetan Youth Congress*: <http://www.tibetanyouthcongress.org>
- Tibetan Women's Association*: <http://www.tibetanwomen.org>
- Tibetan Centre for Human Rights & Democracy*: <http://www.tchrd.org> Publie un rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Tibet.
- Tibetan Community in Switzerland & Liechtenstein*: www.tibetswiss.com
- Tibetan Association of North California*, Etats-Unis: www.tanc.org
- Tibetan Association of Chicago*, Etats-Unis: www.tibetan-alliance.org
- Northwest Tibetan Cultural Association*, Portland, Etats-Unis: www.nwtca.org
- Utah Tibetan Association*, Etats-Unis: www.holt.org/tibet/uta.html
- Canadian Tibetan Association of Ontario*, Canada: www.ctao.org

Sources indiennes :

-Recueil de documents diplomatiques, parlementaires, et issus de la presse:

AITCHISON, C.U., *A Collection of Treaties, Engagements and Sunuds relating to India and neighbouring countries*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1892-1931, 13 vol.

APPADORAI A. (ed.), *Select Documents on India's Foreign Relations, 1947-1972*, Delhi, Oxford University Press, 1985.

China, Aggression in War and Peace, New Delhi, Ministry of Information and Broadcasting, Publications Division, 1962.

China's Betrayal of India, New Delhi, Publication Division, 1962.

Chopra (éd.), *Collected Works of Sardar Vallabhbhai Patel*, Delhi, Konark Publishers (12 vol.)

Coll., *Indian Public on Tibet*, Dharamsala, Tibetan Youth Congress, 1997.

Coll., *Tibet-84, 25 years of Struggle and Reconstruction*, Dharamsala, Organizing Committee Tibet-84, 1984.

Constituent Assembly of India, *Legislative Debates*, 1949, New Delhi: Ministry of Information and Publication Division, 1949.

DESAI, B. K., *India, Tibet and China*, Bombay, Democratic Research Service, 1959.

Foreign Affairs Record, Delhi, Ministry of external Affairs.

HUTHEESING, Raja (Ed.), *Tibet Fights for freedom. The story of the March 1959 Uprising as recorded in documents despatches. Eye-witness accounts and world-wide reactions. A white Book*, Bombay, Orient Longmans, 1960.

India-China Border Problem, New Delhi, Bureau of Parliamentary Research, Congress Party, 1960.

India-China relations. Speech delivered in Lok Sabha on November 27, 1959, The Publications Division, Government of India.

International studies, Special issue on Tibet; vol. 10, n° 4, April 1969, Asia Publishing House, New Delhi, 1969.

KUMAR, Anand, *Tibet : a Source Book*, New Delhi, Radiant Publishers, 1995.

Notes, Memoranda and Letters Exchanged and Agreements Signed Between the Governments of India and China, White Paper, 1959-1963, Ministry of External Affairs, Government of India.

Notes, Memoranda and Letters exchanged and agreements signed between the governments of India and China, 1954-1959, White Paper, Ministry of External Affairs, Government of India, p. 70.

SHARMA, S. K., Usha, *Encyclopaedia of Tibet*, New Delhi, Anmol Publications Pvt Ltd, 1996, vol. 1, «History and geography of Tibet» ; vol. 2 «Travel and memoirs of Tibet» ;

vol. 3, «Society and culture of Tibet» ; vol. 4, «Religious heritage of Tibet» ; vol. 5, «Dalai Lama and Tibet» ; vol. 6 «India and Tibet.»

SEN, Chanakya, *Tibet disappears, documentary history of Tibet's international status, the great rebellion and its aftermath*, London, Asia publishing house, 1960.

Tibet, a few facts, Committee for Solidarity with Tibet, Bombay, 1951.

Tibet Fights for Freedom. The Story of the March 1959 Uprising as Recorded in Documents, Despatches, Eye-Witness Accounts and World- wide Reactions, New Delhi, Orient Longmans, 1960.

-Mémoires/Témoignages/Essais:

DUTT, Subimal, *With Nehru in the Foreign Office*, Minerva, 1977.

MENON, V. K. Krishna, *India and the Chinese Invasion*, Bombay, India, Contemporary Publishers, 1963.

MITTER, Jyoti Prakash, *Betrayal of Tibet*, Bombay, New York, Allied Publishers Private, 1964.

MULLIK, B. N., *My years with Nehru. The Chinese Betrayal*, Bombay, Allied Publishers, 1971.

NEHRU, Jawaharlal, *India-China relations*, The Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India,

-India's Foreign Policy, New Delhi, Publication Division, 1961.

-Selected Works, Series II, New Delhi, J. Nehru Memorial Fund (25 vol.)

PANIKKAR, K. M., *In Two Chinas. Memoirs of a diplomat*, Londres, George Allen & Unwin, 1955.

-, *Asia and Western Dominance*, New York, The John Day Company, 1943.

-, *Geographical Factors in Indian History*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1955.

PARTHASARATHI, G. (ed.), *Jawaharlal Nehru. Letters to Chief Ministers, 1947-1964*, New Delhi, Oxford University Press, 1989.

PARTHASARATHI, G., *Jawaharlal Nehru's letters to Chief Ministers, 1958-1964*, Oxford University Press, India, 1989.

RAJKUMAR, V., *The Background of India's Foreign Policy*, New Delhi: All India Congress Committee, 1954.

-Publication des groupes de soutien/ Bulletins d'informations :

Parmi les groupes de soutien à la cause tibétaine, certains, tel le *Tibet Information Network* basé à Londres effectuent un véritable travail de recherche sur le Tibet contemporain et mettent à disposition du public de nombreux documents inédits sur la situation du Tibet : témoignages, documents internes du Parti communiste etc. Signalons aussi le travail du *Tibet Justice Center*, fondé en 1989 aux Etats-Unis par un groupe de juristes. Cette association, qui conseille notamment le gouvernement tibétain en exil sur les questions juridiques, tente de faire pression sur les Nations Unies pour qu'une résolution en faveur du Tibet soit adoptée. Le *Tibet Justice Center* publie régulièrement des rapports juridiques sur la situation du Tibet, mais aussi des documents gouvernementaux, et plus particulièrement des Etats-Unis.

Quelques exemples des publications proposées par ces associations :

ACKERLY, John, *Nuclear Tibet*, Washington D.C, International Campaign for Tibet, 1993.

A poisoned Arrow. The Secret report of the 10th Panchen Lama, Londres, TIN, 1997.

China's Public Relations Strategy on Tibet, International Campaign for Tibet, 1993.

China's Great Leap West, Londres, Tibet Information Network, 2000.

CONNER, Victoria, BARNETT, Robert, *Leaders in Tibet*, Londres, TIN, 1997.

Defying the Dragon. China and Human Rights in Tibet, a report issued by The Law Association for Asia and the Pacific Human Rights Standing Committee (LAWASIA) and the Tibet Information Network (TIN), 1991.

Delivery and deficiency: health and health care in Tibet, Londres, Tibet Information Network, 2002.

Forbidden Freedoms. Beijing's Control of Religion in Tibet, Washington DC, International Campaign for Tibet, 1990.

HERZER, Eva, *Options for Tibet's future political status: Self-governance though an Autonomous arrangement*, Tibet Justice Center, [s.d.]

MARSHALL, Steven D., *Hostile elements: a study of political emprisonment in Tibet, 1987-1998*, Londres, Tibet Information Network, 1999.

News Review: Reports from Tibet, 1997, TIN, Londres, 1999.

New Majority: Chinese Population Transfer, Tibet Support Group, Londres, 1995.

Political prisoners in Tibet, New York, Asia Watch and London, Tibet Information Network, 1992.

Security Policy in the TAR, 1992-1994: analysis of a speech, Londres, Tibet Information Network, 1995.

The Long March. Chinese Settlers and Chinese Policies in Eastern Tibet, Washington D.C, International Campaign for Tibet, 1991.

Commission Internationale de Juristes

-*La question du Tibet et la primauté du droit*, Genève, 1959.

- *Le Tibet et la République populaire de Chine*, Genève, 1960 ; *Tibet and the Chinese People's Republic : a report to the International Commission of Jurists by its legal inquiry committee on Tibet*, Genève, IJC, 1960.

-*Tibet : Human rights and the rule of law*, Genève, International Commission of Jurists, 1997.

Bulletin of the International Commission of Jurists.

Presse internationale :

Presse française : *Le Monde* ; *Le Monde diplomatique* ; *Le Figaro* ; *Le Point* ; *L'Express*, *Paris Journal*, *Liberation*.

Presse britannique : *The Economist* ; *The Independent* ; *The Daily Telegraph* ; *The Guardian*, *The Scotsman*.

Presse américaine : *The Observer* ; *The New York Times* ; *US News and World Report* ; *The Wall Street Journal* ; *Chicago Tribune*.

Presse indienne : *The Times of India* ; *The Hindustan Times* ; *The Hindu* ; *Outlook* ; *The Indian Express*, *Daily Pratap*, *Ambala*, *National Herald*, *Amrita Bazar*, *A.I.C.C. Economic Review*, *A.I.C.C. Economic Review*.

Presse soviétique : *New Age*.

Par ailleurs, le *Summary of World Broadcasts* (service de la BBC) propose une traduction en anglais de la presse mondiale de 1939 à 1997, tout comme le *Foreign Broadcast Information Service*, un service de la CIA et le *Joint Publication Research Services*, publié par le gouvernement américain, qui offrent la traduction anglaise des émissions de radio, de télévision, mais aussi de la presse non américaine du monde entier. Le Consulat américain à Hong Kong publie par ailleurs une sélection d'articles de magazines chinois traduits en anglais (*Selections from China Mainland Magazines*) ainsi qu'un résumé de la presse chinoise à partir de 1950 (*Survey of China Mainland Press*.)

La Documentation française propose en outre dans les *Notes et Etudes documentaires* ainsi que dans les dossiers *Articles et Documents*, une sélection de documents et d'articles de la presse internationale sur le Tibet.

Récits journalistiques/ Essais :

Les journalistes ont été parmi les premiers à s'intéresser au Tibet à la fin des années 1980. La façon dont ils abordent la question tibétaine dans leurs travaux est en elle-même un témoignage de l'engouement de l'opinion publique pour le Tibet.

COLLARD Gilbert, VAN GRASDORFF Gilles, *Cent milles éclair dans la nuit*, Paris, Presses de la Renaissance, 1999.

DONNET Pierre-Antoine, *Tibet mort ou vif*, Paris, Gallimard, 1990.

DONNET Pierre-Antoine, Ribes Jean-Paul, Privat Guy, *Tibet, des journalistes témoignent*, Paris, L'Harmattan, La Maison du Tibet, 1992.

GRAIG, Mary, *Tears of blood. A cry for Tibet*, Washington D.C., Counterpoint, 1999.

LEVENSON Claude B., *La Chine envahit le Tibet, 1949-1959*, Bruxelles, Editions Complexe, 1995.

-, *Tibet, otage de la Chine*, Arles, Picquier, 2002.

NETEROWICZ, Eva M., *The Tragedy of Tibet*, Washington D.C., Council for Social and Economic Studies, 1989.

VAN GRASDORFF Gilles, *Panchen-Lama otage de Pékin*, avec la collaboration d'Edgar Tag, préface de Louis de Broissia et Claude Huriet, Paris, Ramsay, 1998.

Témoignages/ récits de voyages :

Témoignages occidentaux et indiens :

Plusieurs Occidentaux, tel l'opérateur-radio Robert Ford étaient présents au Tibet peu avant l'invasion des communistes chinois et ont souvent raconté leur expérience dans un récit. Nous disposons aussi du témoignage de plusieurs journalistes pour les années 1950 et 1960. Par exemple, en 1949, deux journalistes américains, Thomas Lowell et son fils sont invités par les autorités tibétaines à venir séjourner à Lhassa afin qu'ils puissent témoigner de retour aux Etats-Unis que le Tibet était un pays indépendant. Grâce aux nombreuses photographies et aux film qu'ils tournèrent sur place, les deux reporters ont beaucoup contribué à faire connaître le Tibet aux Etats Unis. Mais c'est en 1959, avec la

fuite du Dalai Lama que le Tibet fait la une de la presse mondiale. Parmi les journalistes dépêchés en Inde à Kalimpong pour couvrir l'événement, certains ont consigné leur expérience par écrit, tel le missionnaire britannique George Patterson, correspondant au nord de l'Inde pour le *Daily Telegraph* ou l'anti-communiste Noël Barber, correspondant de guerre au *Veteran Daily Mail* qui raconte en détail la répression chinoise de 1959 à partir des témoignages des Tibétains exilés.

Nous disposons également, avec les récits des soldats tibétains ayant participé à la guérilla contre les communistes chinois à partir de 1956, du témoignage d'anciens membres de la CIA sur la question. Quant aux témoignages occidentaux sur les manifestations indépendantistes de Lhassa, ils sont très nombreux, mais ont été essentiellement publiés dans la presse.

-Témoignages sur le Tibet avant 1949 :

JAN, Michel, *Le Voyage en Asie centrale et au Tibet. Anthologie des voyageurs occidentaux du Moyen Age à la première moitié du XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont, 1992. (Une anthologie des récits de voyageurs du XVII^e siècle à 1950)

BACOT, Jacques, *Le Tibet révolté : vers Népémakö la terre promise des Tibétains*, Paris, R. Chabaud, Peuples du Monde, 1988. Première édition : 1912.

BELL, Charles, *Tibet. Past and present*, Oxford, University Press, 1927.

BYRON, Robert, *De la Russie au Tibet*, Paris, UGE, 1993. Première édition :

CHAPMAN, Frederick Spencer, *Lhasa The Holy City*, New York and London, Harper and Brothers, 1939.

DAS, Sarat Chandra, *Voyage à Lhassa et au Tibet central*, Genève, Olizane, 1994

DAVID-NEEL, Alexandra, *Au pays des brigands-gentilhommes*, Plon, 1928.

-, *Voyage d'une Parisienne à Lhassa*, Plon, 1972. (1926)

-, *Au Tibet*, Paris, J. Susse, 1950.

-, *Le vieux Tibet face à la Chine nouvelle*, Paris, Plon, 1953.

-, *Quarante siècles d'expansion chinoise*, Paris, La Palatine, 1964.

FOSCO, Maraini, *Tibet secret*, Paris, B. Arthaud, 1952. Nouvelle édition : Arthaud, 1990.

HEDIN, Sven Anders, *A conquest of Tibet*, Garden City, Halcyon House, 1941.

MACDONALD, David W., *Twenty years in Tibet*, Delhi, Cosmo Publications, 1932.

McGOVERN, William Montgomery, *Mon Voyage secret à Lhassa*, Paris, Plon, 1926.

OLLONE, Henri (d'), *Les derniers Barbares, Chine, Tibet, Mongolie*, Mission d'Ollone, 1906-1909, Paris, You-Feng, 1988. (1911)

PALLIS, Marco, *Peaks and Lamas*, Londres, Cassell, 1942; *Cimes et Lamas*, Paris, Albin Michel, 1955.

PRANAVANANDA, Swami, *Exploration in Tibet*, Calcutta, University of Calcutta, 1950.

SAINCLAIR, William Boyd, *Jump to the Land of God. The Adventures of a United States Air Force Crew in Tibet*, Caldwell, Ohio, Caxton Printers, 1965.

YOUNGHUSBAND, Francis, *India and Tibet. A History of the Relations which have Subsisted between the Two Countries from the time of Warren Hastings to 1910 with a Particular Account of the Mission to Lhasa of 1904*, Londres, John Murray, 1910.

-Récits de voyage, témoignages à partir de 1950:

AVEDON, John F., *In Exile in the Land of Snows*, New York, Knopf, 1984.

-, *Tibet today. Current Conditions and Prospects*, Londres, Wisdom Publications, 1988.

BAILEY, F. M., *No passport to Tibet*, Londres, Rupert Hart-Davis, 1957.

BARBER, Noel, *From the land of lost content: the Dalai Lama's fight for Tibet*, London, Collins, 1969 ; Boston, Houghton Mifflin, 1970.

BASS, Catriona, *Inside the Treasure House. A time in Tibet*, Londres, Victor Gollancz Ltd, 1990.

BULL, Geoffrey, *When Iron Gates Yield*, Londres, Hodder and Stoughton, 1955.

-*Tibetan Tales*, Londres, 1966.

-*Forbidden Land. A saga of Tibet*, Chicago, Moody Press, 1967.

FORD Robert, *Captured in Tibet*, Londres, George G. Harrap, 1957; *Tibet rouge. Capturé par l'armée chinoise au Kham*, Genève, Olizane, Objectifs Terre, 1999.

GELDER, Stuart & Roma, *The timely rain: travels in new Tibet*, Londres, Hutchinson, 1964.

- GEEM, Isabelle Van, *Crier avant de mourir. La tragédie du Tibet*, Paris, Editions Robert Laffont, 1976.
- HADFIELD, Charles & Gill, *A Winter in Tibet*, Londres, Impact Books, 1988.
- HARRER, Heinrich, *Sept ans d'aventures au Tibet*, Paris, Arthaud, 1953.
- , *Retour au Tibet*, Arthaud, Paris, 1985.
- LOWELL, Thomas, *The Silent war in Tibet*, Garden City, New York, Doubleday, 1959.
- LOWELL, Thomas Jr., *Out of this world. Across the Himalayas to Forbidden Tibet*, New York, Garden City, 1950.
- , *The Dalai Lama*, New York, Duell, Sloan and Pearce, 1961.
- McCARTHY, Roger E., *Tears of the Lotus: accounts of Tibetan resistance to the Chinese invasion, 1950-1962*, Jefferson, N. C, Mc Farland & Co, 1997.
- MIGOT, André, *Caravane vers Bouddha : un Français à travers la Haute-Asie mystique*, Paris, Amiot-Dumont, 1954.
- NEBESKY-Wojkowitz, René, *Where the gods are mountains: three years among the people of the Himalayas*, Londres, Weindenfeld and Nicolson, 1956. Première publication en allemand.
- PATTERSON, George, N., *Requiem for Tibet*, Londres, Aurum Press, 1990. Reprend en les développant ses souvenirs publiés sous le nom de : *Tibetan Journey*, Londres, Faber & Faber, 1954.
- , *Tragic Destiny*, Londres, Faber and Faber, 1959.
- , *Tibet in revolt*, London, Faber, 1960.
- , «China and Tibet. Background to the Revolt », *China Quaterly*, janvier-mars 1960.
- «Reported Demonstrations in Tibet, 1992-1993», *TIN News Compilation*, Londres, TIN, octobre 1993.
- RIENCOURT, A., (de), *Roof of the World*, New York, Rinehart, 1950 ; *Le Toit du monde*, Paris, France Empire, 1955.
- SNOW, Edgar, *Red star over China*, New York, Grove P., 1961; *Etoile rouge sur la Chine*, Paris, Stock, 1965.
- , *La Chine en marche*, Paris, Stock, 1962.
- STRONG, Anna Louise, *Tibetan interviews*, Pékin, New World Press, 1959.
- , *When serfs stood up in Tibet*, Pékin, New World Press, 1960.

SCHWARTZ, Ronald D., «Travelers Under Fire. Tourists in the Tibetan Uprising » in *Annals of Tourism Research*, 18-4, p. 588-604.

THEROUX, Paul, *Riding the iron rooster: by train through China*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1988.

« Reported demonstrations in Tibet, 1987-1992 », *Background Papers on Tibet*, Londres, TIN, septembre 1992.

TUCCI, Giuseppe, *A Lhasa e oltre*, 1950; *To Lhasa and Beyond*, 1956.

-, *Tibet, pays des neiges*, Paris, Albin Michel, 1969.

WIGNALL, Sydney, *Prisonniers au Tibet rouge*, Paris, Editions Flammarion, 1959.

WINNINGTON, Alan, *Tibet. Record of a journey*, Londres, Lawrence and Wishart, 1957; *Visa pour le Tibet*, Paris, Gallimard, 1958.

-Le Tibet et la CIA:

CONBOY, Kenneth J., MORRISON, James, *The CIA's secret war in Tibet*, Lawrence, University Press of Kansas, 2002.

DUNHAM, MiKel, *Buddha's warriors: the story of the CIA-backed Tibetan Freedom Fighters , the Chinese invasion , and the ultimate fall of Tibet*, New York, Jeremy P. Tarcher/Penguin, 2004.

FLETCHER PROUTY,L., *The Secret Team. The CIA and its Allies in Control of the United States and the World*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973.

KNAUS KENNETH John, *Orphans of the Cold War. America and the Tibetan struggle for survival*, New York, PublicAffairs, 1999.

LAIRD, Thomas, *Into Tibet : the CIA's first atomic spy and his secret expedition to Lhasa*, New York, Grove Press, 2002.

LEARY, William M., «Secret Mission to Tibet »in *Air and Space Magazine*, decembre 1997-janvier 1998, p. 62-71.

MARCHETTI,Victor, Marks, John D., *The CIA and the cult of Intelligence*, New York, Knopf, 1974.

MULLIN, Chris, «Tibetan Conspiracy », *Far Eastern Economic Review*, septembre 1975.

PEISSEL, Michel, *Cavaliers of Kham. The Secret war in Tibet*, Londres, Heinemann, 1972.

-, *Le Mustang: royaume tibétain dans les cimes*, Paris, 1972.

PROUTY, Fletcher L., *The Secret Team: The CIA and Its Allies in Control of the United States and the World*, New York, Ballantine Books, 1974.

-Mémoires diplomates, hommes politiques :

ACHESON, Dean, *Present at the Creation. My years in the State Department*, New York, Norton, 1969.

CLUBB, O. E., *20th century China*, New York, Columbia University Press, 1964.

GALBRAITH, John Kenneth, *A life in our times: memoirs*, Boston, Houghton Mifflin, 1981; *Une vie dans son siècle*, Paris, Gallimard, 1983.

-*Ambassador's journal*, Boston, Houghton Mifflin, 1969 ; *Journal d'un ambassadeur*, Paris, Denoël, 1970.

GOULD, Sir Basil J., *The Jewel in the Lotus. Recollections of an Indian Political*, Londres, Chatto and Windus, 1957.

KISSINGER, Henry A., *The White House Years*, Londres, Weidenfeld, Nicolson, Michael Joseph, 1979; *A la Maison Blanche*, Fayard, 1979.

-*American foreign policy*, New York, Norton, 1969.

-THATCHER, Margaret, *Statecraft. Strategies for a changing world*, Londres, HarperCollins, 2002.

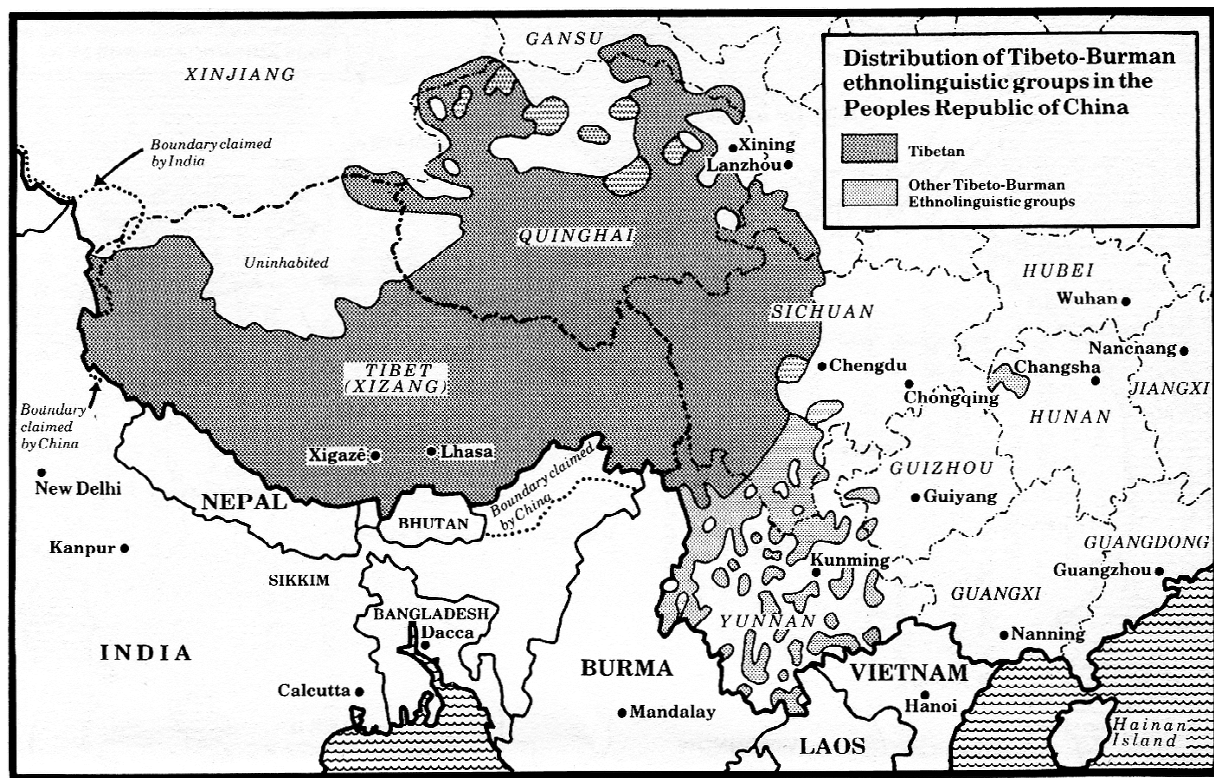
-TEICHMAN, Eric, *Travels of a Consular Officer in Eastern Tibet*, Cambridge, Cambridge University Press, 1922.

Annexes

République Populaire de Chine (RPC)
Divisions Administrative



Source : Carte de l'auteur à partir de LARIVIERE, J.P., MARCHAND, J.P.,
Géographie de la Chine, Paris, A. Colin, 1999.



Distribution des groupes ethnolinguistiques tibéto-birmans dans la République populaire de Chine. Source: GRUNFELD, Tom, A., The Making of Modern Tibet, London, Zed Books, Armonk, N.Y., M.E. Sharpe, 1987, p. XVI.

Convention

between Great Britain and Tibet - Signed at Lhasa, September 7, 1904

Whereas doubts and difficulties have arisen as to the meaning and validity of the Anglo-Chinese Convention of 1890, and the Trade Regulations of 1893, and as to the liabilities of the Tibetan Government under these agreements; and whereas recent occurrences have tended towards a disturbance of the relations of friendship and good understanding which have existed between the British Government and the government of Tibet; and whereas it is desirable to restore peace and amicable relations, and to resolve and determine the doubts and difficulties as aforesaid, the said governments have resolved to conclude a Convention with these objects, and the following Articles have been agreed upon by Colonel F.E. Younghusband, C.I.E. , in virtue of full powers vested in him by His Britannic Majesty's Government, and on behalf of that said government, and Lo-Sang Gyal-Tsen, the Ga-den Ti-Rimpoche, and the representatives of the Council, of the three monasteries Se-ra, Dre-pung, and Ga-den, and of the ecclesiastical and lay officials of the National Assembly on behalf of the government of Tibet:

Art. I. The government of Tibet engages to respect the Anglo-Chinese Convention of 1890, and to recognize the frontier between Sikkim and Tibet, as defined in Article 1 of the said Convention, and to erect boundary pillars accordingly.

II. The Tibetan Government undertakes to open forthwith trade marts to which all British and Tibetan subjects shall have free right of access at Gyantse and Gartok, as well as at Yatung.

The Regulations applicable to the trade mart at Yatung, under the Anglo-Chinese Agreement of 1893, shall, subject to such amendments as may hereafter be agreed upon by common consent between the British and Tibetan Governments, apply to the marts

Jalpaiguri, in seventy-five annual instalments of one lakh of rupees each on 1st January in each year, beginning from 1st January, 1906.

VII. As security for the payment of the above-mentioned indemnity, and for the fulfilment of the provisions relative to trade marts specified in Articles II, III, IV and V, the British Government shall continue to occupy the Chumbi Valley until the indemnity has been paid, and until the trade marts have been effectively opened for three years, whichever date may be the later.

VIII. The Tibetan Government agrees to raise all forts and fortifications and remove all armaments which might impede the course of free communication between the British frontier and the towns of Gyantse and Lhasa.

IX. The government of Tibet engages that, without the previous consent of the British Government -

- (a) No portion of Tibetan territory shall be ceded, sold, leased, mortgaged or otherwise given for occupation, to any foreign Power;
- (b) No such Power shall be permitted to intervene in Tibetan affairs;
- (c) No Representations or Agents of any foreign Power shall be admitted to Tibet;
- (d) No concessions for railways, roads, telegraphs, mining, or other rights, shall be granted to any foreign Power, or the subject of any foreign Power. In the event of consent to such Concessions being granted, similar to equivalent Concessions shall be granted to the British Government;
- (e) No Tibetan revenues, whether in kind or in cash, shall be pledged or assigned to any foreign Power, or to the subject of any foreign Power.

X. In witness whereof the Negotiators have signed the same, and affixed thereunto the seals of their arms.

Done in quintuplicate at Lhasa, this 7th day of September, in the year of our Lord, 1904, corresponding with the Tibetan date, the 27th of the seventh month of the Wood Dragon year.

F. E. YOUNGHUSBAND,
Colonel,
British Commissioner.

(Tibet Frontier
Commission)

(Seal of Dalai Lama
affixed by the
Ga-den Ti-Rimpoche)

(Seal of British
Commissioner)

(Seal of
Council)

(Seal of
Dre-pung
Monastery)

(Seal of
Sera
Monastery)

(Seal of
Ga-den
Monastery)

(Seal of
National
Assembly)

In proceedings to the signature of the Convention, dated this day the Representatives of Great Britain and Tibet declare that the English text shall be binding.

AMPTHILL,
Viceroy and Governor-General of India

This Convention was ratified by the Viceroy and Governor-General of India in Council at Simla on the 11th day of November, 1904. (See document 3a, *post*).

S. M. FRASER,
Secretary to the Government of India,
Foreign Department.

Source :BERKIN, Martyn, *The Great Tibetan Stonewall of China*, Barry Rose Law Publishers Limited Chichester, West Sussex, England, 2000.

Convention

between Great Britain and China respecting Tibet - Signed at Peking, April, 27 1906

(Ratifications exchanged at London July 23, 1906)

Whereas His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the Emperor of China are sincerely desirous to maintain and perpetuate the relations of friendship and good understanding which now exist between their respective Empires;

And whereas the refusal of Tibet to recognize the validity of or to carry into full effect the provisions of the Anglo-Chinese Conventions of March 17, 1890 and Regulations of December 5, 1893 placed the British Government under the necessity of taking steps to secure their rights and interests under the said Convention and Regulations;

And whereas a Convention of ten Articles was signed at Lhasa on September 7, 1904 on behalf of Great Britain and Tibet, and was ratified by the Viceroy and Governor-General of India on behalf of Great Britain on November 11, 1904, a declaration on behalf of Great Britain modifying its terms under certain conditions being appended thereto;

His Britannic Majesty and His Majesty the Emperor of China have resolved to conclude a Convention on this subject and have for this purpose named Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty and the King of Great Britain and Ireland:

Sir Ernest Mason Satow, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, His said Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of China;

And His Majesty the Emperor of China:

His Excellency Tong Shoa-yi, His said Majesty's High

Commissioner Plenipotentiary and a Vice-President of the Board of Foreign Affairs; who having communicated to each other their respective full powers and finding them to be in good and true form have agreed upon and concluded the following Convention in six Articles:

Art. I. The Convention concluded on September 7, 1904 by Great Britain and Tibet, the texts of which in English and Chinese are attached to the present Convention as an annex, is hereby confirmed, subject to the modification stated in the declaration appended thereto, and both of the High Contracting Parties engage to take at all times such steps as may be necessary to secure the due fulfilment of the terms specified therein.

II. The government of Great Britain engages not to annex Tibetan territory or to interfere in the administration of Tibet. The government of China also undertakes not to permit any other foreign state to interfere with the territory or internal administration of Tibet.

III. The Concessions which are mentioned in Articles IX (d) of the Convention concluded on September 7, 1904 by Great Britain and Tibet are denied to any state or to the subject of any state other than China, but it has been arranged with China that at the trade marts specified in Article II of the aforesaid Convention Great Britain shall be entitled to lay down telegraph lines connecting with India.

IV. The provisions of the Anglo-Chinese Convention of 1890 and Regulations of 1893 shall, subject to the terms of this present Convention and annex thereto, remain in full force.

V. The English and Chinese texts of the present Convention have been carefully compared and found to correspond but in the event of there being any difference of meaning between them the English text shall be authoritative.

VI. This Convention shall be ratified by the Sovereigns of both countries and ratifications shall be exchanged at London within three months after the date of signature by the Plenipotentiaries of

both Powers.

In token whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed this Convention, four copies in English and four in Chinese.

Done at Peking this twenty-seventh day of April, one thousand nine hundred and six, being the fourth day of the fourth month of the thirty-second year of the reign of Kuang Hsü.

(L. S.) ERNEST SATOW
(Signature and Seal of the Chinese
Plenipotentiary)

ANNEX

Convention between the governments of Great Britain and Tibet signed at Lhasa on the 7th September, 1904.

Declaration signed by His Excellency the Viceroy and Governor-General of India on behalf of the British Government and appended to the ratified Convention of the 7th September, 1904.

Exchange of Notes between Great Britain and China respecting the Non-employment of Foreigners in Tibet.

Peking, April 27, 1906.

(1.) - Tong Shoa-yi to Sir E. Satow.

April 27, 1906

Your Excellency,

With reference to the Convention relating to Tibet which was signed today by your Excellency and myself on behalf of our respective governments, I have the honour to declare formally that the government of China undertakes not to employ any one not a

Chinese subject and not of Chinese nationality in any capacity whatsoever in Tibet.

I avail, &c.

TONG SHOA-YI

(2.) - Sir E. Satow to Tong Shoa-yi.

Peking, April 27, 1906

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of this day's date, in which you declare formally, with reference to the Convention relating to Tibet which was signed today by your Excellency and myself on behalf of our respective governments, that the government of China undertakes not to employ any one not a Chinese subject and not of Chinese nationality in any capacity whatsoever in Tibet.

I avail, &c.

ERNEST SATOW

Source :BERKIN, Martyn, *The Great Tibetan Stonewall of China*, Barry Rose Law Publishers Limited Chichester, West Sussex, England, 2000.

Tibetan Declaration of Independence 1913

I, The Dalai Lama, most omniscient possessor of the Buddhist faith, whose title was conferred by the Lord Buddha's command from the glorious land of India, speaks to you as follows:

I am speaking to all classes of Tibetan people. Lord Buddha, from the glorious country of India, prophesied that the reincarnations of Avalokiteśvara, through successive rulers from the early religious kings to the present day, would look after the welfare of Tibet.

During the time of Genghis Khan and Altan Khan of the Mongols, the Ming dynasty of the Chinese, and the Ch'ing dynasty of the Manchus, Tibet and China co-operated on the basis of benefactor and priest relationship. A few years ago, the Chinese authorities in Szechuan and Yunnan endeavoured to colonize our territory. They brought large numbers of troops into central Tibet on the pretext of policing the trade marts. I therefore, left Lhasa with my ministers for the Indo-Tibetan border, hoping to clarify to the Manchu Emperor by wire that the existing relationship between Tibet and China had been that of patron and priest and had not been based on the subordination of one to the other. There was no other choice for me but to cross the border, because Chinese troops were following with the intention of taking me alive or dead.

On my arrival in India, I dispatched several telegrams to the Emperor; but his reply to my demands was delayed by corrupt officials at Peking. Meanwhile, the Manchu Empire collapsed. The Tibetans were encouraged to expel the Chinese from central Tibet. I, too, returned safely to my rightful and sacred country, and I am now in the course of driving out the remnants of Chinese troops from Do Kham in eastern Tibet. Now, the Chinese intention of colonizing Tibet under the patron-priest relationship has faded like a rainbow in the sky. Having once again achieved for ourselves a period of happiness and peace, I have now allotted to all of you the following duties to be carried out without negligence;

(1) Peace and happiness in this world can only be maintained by preserving the faith of Buddhism. It is, therefore, essential to preserve all Buddhist institutions in Tibet, such as the Jokhang temple and Ramoche in Lhasa, Samye, and Traduk in southern Tibet, and the three great monasteries, etc.

(2) The various Buddhist sects in Tibet should be kept in a distinct and pure form. Buddhism should be taught, learned, and meditated upon properly. Except for special persons, the administrators of monasteries are forbidden to trade, loan money, deal in any kind of livestock, and/or subjugate another's subjects.

(3) The Tibetan Government's civil and military officials, when collecting taxes or dealing with their subject citizens, should carry out their duties with fair and honest judgment so as to benefit the government without hurting the interests of the subject citizens. Some of the central government officials posted at Ngari Korsum in western Tibet, and Do Kham in eastern Tibet, are coercing their subject citizens to purchase commercial goods at high prices and have imposed transportation rights exceeding the limit permitted by the government. Houses, properties, and lands belonging to subject citizens have been confiscated on the pretext of minor breaches of the law. Furthermore, the amputation of citizens' limbs has been carried out as a form of punishment. Henceforth, such severe punishments are forbidden.

(4) Tibet is a country with rich natural resources; but it is not scientifically advanced like other lands. We are a small, religious, and independent nation. To keep up with the rest of the world, we must defend our country. In view of past invasions by foreigners, our people may have to face certain difficulties, which they must disregard. To safeguard and maintain the independence of our country, one and all should voluntarily work hard. Our subject citizens residing near the borders should be alert and keep the government informed by special messenger of any suspicious developments. Our subjects must not create major clashes between two nations because of minor incidents.

(5) Tibet, although thinly populated, is an extensive country. Some local officials and landholders are jealously obstructing other people from developing vacant lands, even though they are not doing so themselves. People with such intentions are enemies of the state and our progress. From now on, no one is allowed to obstruct anyone else from cultivating whatever vacant lands are available. Land taxes will not be collected until three years have passed; after that the land cultivator will have to pay taxes to the government and to the landlord every year, proportionate to the rent. The land will belong to the cultivator.

Your duties to the government and to the people will have been achieved when you have executed all that I have said here. This letter must be posted and proclaimed in every district of Tibet, and a copy kept in the records of the offices in every district.

From the Potala Palace. (Seal of the Dalai Lama)
(8th day of the month of the Water ox year (1913))

Source :BERKIN, Martyn, *The GreatTibetan Stonwall of China*, Barry Rose Law Publishers Limited Chichester, West Sussex, England, 2000.

**Simla Convention between Great Britain, China and
Tibet - 1914 (N.B. not ratified by China)**

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, His Excellency the President of the Republic of China, and His Holiness the Dalai Lama of Tibet, being sincerely desirous to settle by mutual agreement various questions concerning the interests of their several states on the Continent of Asia, and further to regulate the relations of their several governments, have resolved to conclude a Convention on this subject and have nominated for this purpose their respective Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, Sir Arthur Henry McMahon, Knight Grand Cross of the Royal Victorian Order, Knight Commander of the Most Eminent Order of the Indian Empire, Companion of the Most Exalted Order of the Star of India, Secretary to the government of India, Foreign and Political Department;

His Excellency the President of the Republic of China, Monsieur Ivan Chen, Officer of the Order of the China HO;

His Holiness the Dalai Lama of Tibet, Lonchen Ga-den Shatra Pal-jor Dorje; who having communicated to each other their respective full powers and finding them to be in good and due form have agreed upon and concluded the following Convention in eleven Articles:

Article 1

The Conventions specified in the Schedule to the present Conventions shall, except in so far as they may have been modified by, or may be inconsistent with or repugnant to, any of the provisions of the present Convention, continue to be binding upon the High Contracting Parties.

Article 2

The governments of Great Britain and China recognizing that Tibet is under the suzerainty of China, and recognizing also the autonomy of Outer Tibet, engage to respect the territorial integrity of the country, and to abstain from interference in the administration of Outer Tibet (including the selection and installation of the Dalai Lama), which shall remain in the hands of the Tibetan Government at Lhasa.

The government of China engages not to convert Tibet into a Chinese province. The government of Great Britain engages not to annex Tibet or any portion of it.

Article 3

Recognizing the special interest of Great Britain, in virtue of the geographical position of Tibet, in the existence of an effective Tibetan Government, and in the maintenance of peace and order in the neighbourhood of the frontiers of India and adjoining states, the government of China engages, except as provided in Articles 4 of this Convention, not to send troops into Outer Tibet, nor to station civil or military officers, not to establish Chinese colonies in the country. Should any such troops or officials remain in Outer Tibet at the date of the signature of this Convention, they shall be withdrawn within a period not exceeding three months.

The government of Great Britain engages not to station military or civil officers in Tibet (except as provided in the Convention of September 7, 1904, between Great Britain and Tibet) nor troops (except the Agents' escorts), nor to establish colonies in that country.

Article 4

The foregoing Article shall not be held to preclude the continuance

of the arrangement by which, in the past, a Chinese high official with suitable escort has been maintained at Lhasa, but it is hereby provided that the said escort shall in no circumstances exceed 300 men.

Article 5

The governments of China and Tibet engage that they will not enter into any negotiations or agreements regarding Tibet with one another, or with any other Power, excepting such negotiations and agreements between Great Britain and Tibet as are provided for by the Convention of September 7, 1904, between Great Britain and Tibet and the Convention of April 27, 1906, between Great Britain and China.

Article 6

Article III of the Convention of April 27, 1906, between Great Britain and China is hereby cancelled, and it is understood that in Article IX(d) of the Convention of September 7, 1904, between Great Britain and Tibet the term "Foreign Power" does not include China.

Not less favourable treatment shall be accorded to British commerce than to the commerce of China or the most favoured nation.

Article 7

- (a) The Tibet Trade Regulations of 1893 and 1908 are hereby cancelled.
- (b) The Tibetan Government engages to negotiate with the British Government new Trade Regulations for Outer Tibet to give effect to Articles II, IV and V of the Convention of September

7, 1904, between Great Britain and Tibet without delay; provided always that such Regulations shall in no way modify the present Convention except with the consent of the Chinese Government.

Article 8

The British Agent who resides at Gyantse may visit Lhasa with his escort whenever it is necessary to consult with the Tibetan Government regarding matters arising out of the Convention of September 7, 1904, between Great Britain and Tibet, which it has been found impossible to settle at Gyantse by correspondence or otherwise.

Article 9

For the purpose of the present Convention the borders of Tibet, and the boundary between Outer and Inner Tibet, shall be as shown in red and blue respectively on the map attached hereto.

Nothing in the present Convention shall be held to prejudice the existing rights of the Tibetan Government in Inner Tibet, which include the power to select and appoint the high priests of monasteries and to retain full control in all matters affecting religious institutions.

Article 10

The English, Chinese and Tibetan texts of the present Convention have been carefully examined and found to correspond, but in the event of there being any difference of meaning between them the English text shall be authoritative.

The present Convention will take effect from the date of signature.

In token whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed this Convention, three copies in English, three in Chinese and three in Tibetan.

Done at Simla this third day of July A. D. , one thousand nine hundred and fourteen, corresponding with the Chinese date, the third day of the seventh month of the third year of the Republic, and the Tibetan date, the tenth day of the fifth month of the Wood Tiger year.

Initial of the Lonchen Shatra.

Seal of the
Lonchen Shatra.

(Initialed) A. H. M.

Seal of the
British Plenipotentiary

Schedule

1. Convention between Great Britain and China relating to Sikkim and Tibet, signed at Calcutta the 17th March 1890.
2. Convention between Great Britain and Tibet, signed at Lhasa the 7th September 1904.
3. Convention between Great Britain and China respecting Tibet, signed at Peking the 27th April 1906.

The notes exchanged are to the following effect -

1. It is understood by the High Contracting Parties that Tibet forms part of Chinese territory.
2. After the selection and installation of the Dalai Lama by the Tibetan Government, the latter will notify the installation to the Chinese Government whose representative at Lhasa will then formally communicate to His Holiness the titles consistent with his

dignity, which have been conferred by the Chinese Government.

3. It is also understood that the selection and appointment of all offices in Outer Tibet will rest with the Tibetan Government.

4. Outer Tibet shall not be represented in the Chinese Parliament or in any other similar body.

5. It is understood that the escorts attached to the British Trade Agencies in Tibet shall not exceed seventy-five per centum of the escort of the Chinese Representative at Lhasa.

6. The government of China is hereby released from its engagements under Article III of the Convention of March 17, 1890, between Great Britain and China to prevent acts of aggression from the Tibetan side of the Tibet-Sikkim frontier.

7. The Chinese high official referred to in Article 4 will be free to enter Tibet as soon as the terms of Article 3 have been fulfilled to the satisfaction of representatives of the three signatories to this Convention, who will investigate and report without delay.

Initial + of Lonchen Shatra.
Seal of the
Lonchen Shatra.

(Initialled) A. H. M.
Seal of the
British Plenipotentiary

Source :BERKIN, Martyn, *The GreatTibetan Stonwall of China*, Barry Rose Law Publishers Limited Chichester, West Sussex, England, 2000.

**Agreement on Measures for the
Peaceful Liberation of Tibet
(17-point Agreement of May 23, 1951)
(N.B. Repudiated by His Holiness, the Dalai Lama 20 June 1959)**

The Tibetan nationality is one of the nationalities with a long history within the boundaries of China and, like many other nationalities, it has done its glorious duty in the course of the creation and development of the great Motherland. But, over the last 100 years or more, imperialist forces penetrated into China and in consequence also penetrated into the Tibetan region and carried out all kinds of deceptions and provocations. Like previous reactionary governments, the Kuomintang reactionary government continued to carry out a policy of oppression and sowing dissension among the nationalities, causing division and disunity among the Tibetan people. The local government of Tibet did not oppose the imperialist deception and provocation and adopted an unpatriotic attitude towards the great Motherland. Under such conditions the Tibetan nationality and people were plunged into the depths of enslavement and sufferings. In 1949 basic victory was achieved on a nation-wide scale in the Chinese people's war of liberation; the common domestic enemy of all nationalities - the Kuomintang reactionary government - was overthrown and the common foreign enemy of all nationalities - the aggressive imperialist forces - was given out. On this basis the founding of the People's Republic of China (CPR) and of the CPG was announced.

In accordance with the Common Programme passed by the Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC), the CPG declared that all nationalities within the boundaries of the CPR are equal and that they shall establish unity and mutual aid and oppose imperialism and their own public enemies, so that the CPR will become a big family of fraternity and co-operation, composed of all its nationalities. Whithin the big family of all nationalities of the CPR, national regional autonomy shall be exercised in areas where national minorities are concentrated and

all national minorities shall have freedom to develop their spoken and written languages and to preserve or reform their customs, habits and religious beliefs, and the CPG shall assist all national minorities to develop their political, economic, cultural, and educational construction work. Since then, all nationalities within the country - with the exception of those in the areas of Tibet and Taiwan - have gained liberation. Under the unified leadership of the CPG and the direct leadership of higher levels of people's governments, all national minorities have fully enjoyed the right of national equality and have exercised, or are exercising, national regional autonomy.

In order that the influences of aggressive imperialist forces in Tibet might be successfully eliminated, the unification of the territory and sovereignty of the CPR accomplished, and national defence safeguarded; in order that the Tibetan nationality and people might be freed and return to the big family of the CPR to enjoy the same rights of national equality as all other nationalities in the country and develop their political, economic, cultural and educational work, the CPG, when it ordered the People's Liberation Army (PLA) to march into Tibet, notified the local government of Tibet to send delegates to the central authorities to conduct talks for the conclusion of an agreement on measures for the peaceful liberation of Tibet. At the latter part of April 1951 the delegates with full powers of the local government of Tibet arrived in Peking. The CPG appointed representatives with full powers to conduct talks on a friendly basis with the delegates with full powers of the local government of Tibet. As a result of the talks both parties agreed to establish this agreement and ensure that it be carried into effect.

(1) The Tibetan people shall unite and drive out imperialist aggressive forces from Tibet; the Tibetan people shall return to the big family of the Motherland - the People's Republic of China.

(2) The local government of Tibet shall actively assist the PLA to enter the Tibet and consolidate the national defences.

(3) In accordance with the policy towards nationalities laid down in the Common Programme of the CPPCC, the Tibetan people have the right of exercising national regional autonomy under the unified leadership of the CPG.

(4) The central authorities will not alter the existing political system in Tibet. The central authorities also will not alter the established status, functions and powers of the Dalai Lama. Officials of various ranks shall hold office as usual.

(5) The established status, functions and powers of the Panchen Ngoerhtehni (Lama) shall be maintained.

(6) By the established status, functions and powers of the Dalai Lama and of the Panchen Ngoerhtehni are meant the status, functions and powers of the thirteenth Dalai Lama and of the ninth Panchen Ngoerhtehni when they were in friendly and amicable relations with each other.

(7) The policy of freedom of religious belief laid down in the Common Programme of the CPPCC shall be carried out. The religious beliefs, customs and habits of the Tibetan people shall be respected and lama monasteries shall be protected. The central authorities will not effect a change in the income of the monasteries.

(8) Tibetan troops shall be reorganized step by step into the PLA and become a part of the national defence forces of the CPR.

(9) The spoken and written language and school education of the Tibetan nationality shall be developed step by step in accordance with the actual condition of Tibet.

(10) Tibetan agriculture, livestock-raising, industry and commerce shall be developed step by step and the people's livelihood shall be improved step by step in accordance with the actual condition in Tibet.

(11) In matters related to various reforms in Tibet, there will be no compulsion on the part of the central authorities. The local government of Tibet should carry out reforms of its own accord, and, when the people raise demands for reform, they shall be

settled by means of consultation with the leading personnel of Tibet.

(12) In so far as former pro-imperialist and pro-Kuomintang officials resolutely sever relations with imperialism and the Kuomintang and do not engage in sabotage or resistance, they may continue to hold office irrespective of their past.

(13) The PLA entering Tibet shall abide by all the above mentioned policies and shall also be fair in all buying and selling and shall not arbitrarily take a needle or thread from the people.

(14) The CPG shall have centralized handling of all external affairs of the area of Tibet; and there will be peaceful co-existence with neighbouring countries and establishment and development of fair commercial and trading relations with them on the basis of equality, mutual benefit and mutual respect for territory and sovereignty.

(15) In order to ensure the implementation of this agreement, the CPG shall set up a Military and Administrative Committee and a Military Area HQ in Tibet and - apart from the personnel sent there by the CPG - shall absorb as many local Tibetan personnel as possible to take part in the work. Local Tibetan personnel taking part in the Military and Administrative Committee may include patriotic elements from the local government of Tibet, various districts and various principal monasteries; the name-list shall be set forth after consultation between the representatives designated by the CPG and various quarters concerned and shall be submitted to the CPG for appointment.

(16) Funds needed by the Military and Administrative Committee, the Military Area HQ and the PLA entering Tibet shall be provided by the CPG. The local government of Tibet should assist the PLA in the purchase and transport of food, fodder and other daily necessities.

(17) This agreement shall come into force immediately after signatures and seals are affixed to it.

Signed and sealed by delegates of the CPG with full powers: Chief Delegate - Li Wei-Han (Chairman of the Commission of Nationalities Affairs); Delegates - Chang Ching-wu, Chang Kuo-hua, Sun Chih-yuan. Delegates with full powers of the local government of Tibet: Chief Delegate - Kaloon Ngabou Ngawang Jigme (Ngabo Shape); Delegates - Dzasak Khemey Sonam Wangdi, Khentrung Thupten Tenthar, Khenchung Thupten Lekmuun, Rimshi Samposey Tenzin Thundup.

Beijing, 23rd May, 1951

Source :BERKIN, Martyn, *The Great Tibetan Stonewall of China*, Barry Rose Law Publishers Limited Chichester, West Sussex, England, 2000.

Sino-Indian Agreement on Tibet Signed on 29 April, 1954

Preamble

Agreement between the Republic of India and the People's Republic of China on Trade and Intercourse between the Tibet Region of China and India.

The Government of the Republic of India and the Central People's Government of the People's Republic of China, being desirous of promoting trade and cultural intercourse between the Tibet Region of China and India and of facilitating pilgrimage and travel by the peoples of China and India, have resolved to enter into the present agreement based on the following principles:

- (1) Mutual respect for each other's territorial integrity and sovereignty;
- (2) Mutual non-aggression;
- (3) Mutual non-interference in each other's internal affairs;
- (4) Equality and mutual benefit; and
- (5) Peaceful co-existence.

Article 1

The high contracting parties mutually agree to establish trade agencies:

1. The Government of India agree that the Government of China may establish trade agencies at New Delhi, Calcutta and Kalimpong.
2. The Government of China agree that the Government of India may establish trade agencies at Yatung, Gyantse and Gartok.

The trade agencies of both parties shall be accorded the same status and same treatment. The trade agents of both parties shall enjoy freedom from arrest while exercising their functions and shall enjoy in respect of themselves, their wives and children who are dependent on them for livelihood, freedom from search.

The trade agencies of both parties shall enjoy the privileges and immunities for couriers mail bags and communications in code.

Article 2

The high contracting parties agree that traders of both countries known to be customarily and specifically engaged in trade between the Tibet Region of China and India may trade at the following places:

1. The Government of China agree to specify (1) Yatung, (2) Gyantse, and (3) Phari as markets for trade. The Government of India agree that trade may be carried on in India, including places like (1) Kalimpong; (2) Siliguri, and (3) Calcutta according to customary practice.
2. The Government of China agree to specify (1) Gartok, (2) Pulanchung (Taklakot), (3) Gyanimakhargo, (4) Gyantmachakra, (5) Ramura, (6) Dongbra, (7) Pulingsumdo, (8) Nabra, (9) Shangtse, and (10) Tashigong as markets for trade.

The Government of India agree that in future, when in accordance with the development and need of trade between the Ari district of the Tibet Region of China and India, it has become necessary to specify markets for trade in the corresponding district India adjacent to the Ari district of the Tibet Region of China, they will be prepared to consider on the basis of equality and reciprocity to do so.

Article 3

The high contracting parties agree that pilgrimages by religious believers of the two countries shall be carried on in accordance with the following provisions:

1. Pilgrims from India of Lamaist, Hindu and Buddhist faiths may visit Kang Rimpoche (Kailas) and Mavam Tso (Manasarovar) in the Tibet Region of China in accordance with custom.
2. Pilgrims from the Tibet Region of China of Lamaist and Buddhist faiths may visit Banaras, Sarnath, Gaya, and Sanchi in India in accordance with custom.
3. Pilgrims customarily visiting Lhasa may continue to do so in accordance with custom.

Article 4

Traders and pilgrims of both countries may travel by the following passes and route: (1) Shipki La, (2) Mana pass, (3) Niti pass, (4) Kungri Bingri pass, (5) Dharma pass, and (6) Lipu Laku pass. Also, the customary route leading to Tashigong along the valley of the Shangatsangpu (Indus) River may continue to be traversed in accordance with custom.

Article 5

For travelling across the border, the high contracting parties agree that diplomatic personnel, officials and nationals of the two countries shall hold passports issued by their own respective countries and visaed by the other party except as provided in paragraphs 1, 2, 3 and 4 of this Article.

1. Traders of both countries known to be customarily and specifically engaged in trade between the Tibet Region of China and India, their wives and children, who are dependent on them for livelihood and their attendants will be allowed entry for purposes of trade into India or the Tibet Region of China, as the case may be, in accordance with custom on the production of certificates duly issued by the local government of their own country or by its duly authorised agents and examined by the border checkpoints of the other party.
2. Inhabitants of the border districts of the two countries, who cross borders to carry on petty trade or to visit friends and relatives, may proceed to the border districts of the other party as they have customarily done heretofore and need not be restricted to the passes and route specified in Article 4 above and shall not be required to hold passports, visas or permits.
3. Porters and mule-team drivers of the two countries who cross the border to perform necessary transportation service need not hold passports issued by their own country, but shall only hold certificates good for a definite period of time (three months, half a year or one year) duly issued by the local government of their own country or by its duly authorised agents and produce them for registration at the border checkpoints of the other party.
4. Pilgrims of both countries need not carry documents of certification but shall register at the border checkpoints of the other party and receive a permit for pilgrimage.
5. Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraphs of this Article, either Government may refuse entry to any particular person.

**Text of Resolution adopted by
The General Assembly at the 14th Session on the
Question of Tibet**

21 October, 1959

The General Assembly,

Recalling the principles regarding fundamental human rights and freedoms set out in the Charter of the United Nations and in the Universal Declaration of Human Rights adopted by the General Assembly on 10 December 1948,

Considering that the fundamental human rights and freedoms to which the Tibetan people, like all others, are entitled include the right to civil and religious liberty for all without distinction.

Mindful also of the distinctive cultural and religious heritage of the people of Tibet and of the autonomy which they have traditionally enjoyed,

Gravely concerned at reports, including the official statements of his Holiness the Dalai Lama, to the effect that the fundamental human rights and freedoms of the people of Tibet have been forcibly denied them,

Deploring the effect of these events in increasing international tension and in embittering the relations between peoples at a time when earnest and positive efforts are being made by responsible leaders to reduce tension and improve international relations,

1. Affirms its belief that respect for the principles of the Charter of the United Nations and of the Universal Declaration of Human Rights is essential for the evolution of a peaceful world order based on the rule of Law ;

2. Calls for respect for the fundamental human rights of the Tibetan people and for their distinctive cultural and religious life.

Source : *Tibet in the United Nations, 1950-1961*, Bureau of His Holiness the Dalai Lama, New Delhi.

Text of the Resolution

Question of Tibet

Resolution of the General Assembly

Sixteenth Session (1961)

Recalling its resolution 1353 (XIV) of 21 October 1959 on the question of Tibet,

Gravely concerned at the continuation of events in Tibet including the violation of fundamental human rights of the Tibetan people, suppression of their distinctive cultural and religious life which they have traditionally enjoyed,

Noting with deep anxiety the severe hardships which these events have inflicted on the Tibetan people as evidenced by the large-scale exodus of Tibetan refugees to the neighbouring countries,

Considering that these events violate fundamental human rights and freedoms set out in the Charter of the United Nations and the Universal Declaration of Human Rights, including the principle of self-determination of the peoples and nations, and have the deplorable effect of increasing international tension and embittering relations between peoples,

1. Reaffirms its conviction that respect for the principles of the Charter and of the Universal Declaration of Human Rights is essential for the evolution of a peaceful world order based on the rule of law ;

2. Solemnly renews its call for the cessation of practices which deprive the Tibetan people of their fundamental human rights and freedoms including their right to self-determination ;

3. Expresses the hope that member States will make all possible efforts as appropriate toward achieving the purpose of the present resolution.



Source : *Tibet in the United Nations, 1950-1961*, Bureau of His Holiness the Dalai Lama, New Delhi.

2079 (XX). Question of Tibet

The General Assembly,

Bearing in mind the principles relating to human rights and fundamental freedoms set forth in the Charter of the United Nations and proclaimed in the Universal Declaration of Human Rights,

Reaffirming its resolutions 1353 (XIV) of 21 October 1959 and 1723 (XVI) of 20 December 1961 on the question of Tibet,

Gravely concerned at the continued violation of the fundamental rights and freedoms of the people of Tibet and the continued suppression of their distinctive cultural and religious life, as evidenced by the exodus of refugees to the neighbouring countries,

1. *Deplores* the continued violation of the fundamental rights and freedoms of the people of Tibet;

2. *Reaffirms* that respect for the principles of the Charter of the United Nations and of the Universal Declaration of Human Rights is essential for the evolution of a peaceful world order based on the rule of law;

3. *Declares its conviction* that the violation of human rights and fundamental freedoms in Tibet and the suppression of the distinctive cultural and religious life of its people increase international tension and embitter relations between peoples;

4. *Solemnly renews* its call for the cessation of all practices which deprive the Tibetan people of the human rights and fundamental freedoms which they have always enjoyed;

5. *Appeals* to all States to use their best endeavours to achieve the purposes of the present resolution.

*1403rd plenary meeting,
18 December 1965.*

Source : <http://www.un.org/documents/ga/res/20/ares20.htm>

Appel du Tibet à l'ONU, novembre 1950.

The attention of the world is riveted on Korea where aggression is being resisted by an international force. Similar happenings in remote Tibet are passing without notice. It is in the belief that aggression will not go unchecked and freedom unprotected in any part of the world that we have assumed the responsibility of reporting to the United Nations Organization, through you, recent happenings in the border area of Tibet.

As you are aware, the problem of Tibet has taken on proportions in recent times. This problem is not of Tibet's own making but is largely the outcome of unthwarted Chinese ambition to bring weaker nations on its periphery under its active domination. Tibetans have for long lived a cloistered life in their mountain fastnesses, remote and aloof from the rest of the world, except in so far as His Holiness the Dalai Lama, as the acknowledged head of the Buddhist Church, confers benediction and receives homage from followers in many countries.

In the years preceding 1912, there were indeed close friendly relations of a personal nature between the Emperor of China and His Holiness the Dalai Lama. The connection was essentially born of belief in a common faith and may correctly be described as the relationship between a spiritual guide and his lay followers; it had no political implications. As a people devoted to the tenets of Buddhism, Tibetans had long eschewed the art of warfare, practiced peace and tolerance, and for the defense of their country relied on its geographical configuration and on noninvolvement in the affairs of other nations. There were times when Tibet sought but seldom received the protection of the Chinese Emperor. The Chinese, however, in their natural urge for expansion, have wholly misconstrued the significance of the ties of friendship and interdependence that existed between China and Tibet as between neighbors. To them China was suzerain and Tibet a vassal State. It is this which first aroused legitimate apprehension in the mind of Tibet regarding China's designs on its independent status.

The conduct of the Chinese during their expedition of 1910 completed the rupture between the two countries. In 1911-1912, Tibet, under the Thirteenth Dalai Lama, declared its complete independence--even Nepal simultaneously broke away from allegiance to China--while the Chinese revolution of 1911, which dethroned the last Manchurian Emperor, snapped the last of the sentimental and religious bonds that Tibet had with China. Tibet thereafter depended entirely on its isolation, its faith in the wisdom of the Lord Buddha, and occasionally on the support of the British in India for its protection. No doubt in these circumstances the latter could also claim suzerainty over Tibet. Tibet, notwithstanding Anglo-Chinese influence from time to time, maintained its separate existence, in justification of which it may be pointed out that it has been able to keep peace and order within the country and remain at peace with the world. It continued to maintain neighborly good will and friendship with the people of China, but never acceded to the Chinese claim of suzerainty in 1914.

It was British persuasion which led Tibet to sign a treaty which superimposed on it the nominal (noninterfering) suzerainty of China and by which China was accorded the right to maintain a mission in Lhasa, though it was strictly forbidden to meddle in the internal affairs of Tibet. Apart from that fact, even the nominal suzerainty which Tibet conceded to China is not enforceable because of the nonsignature of the treaty of 1914 by the Chinese. It will be seen that Tibet maintained independent relations with other neighboring countries, such as India and Nepal. Furthermore, despite friendly British overtures, it did not compromise its position by throwing in its forces in the Second World War on the side of China. Thus it asserted and maintained its complete independence. The treaty of 1914 still guides relations between Tibet and India, and China not being a party to it may be taken to have renounced the benefits that would have otherwise accrued to it from the treaty. Tibet's independence thereby reassumed de jure status.

The slender tie that Tibet maintained with China after the 1911 revolution became less justifiable when China underwent a further revolution and turned into a full-fledged Communist State. There can be no kinship or sympathy between such divergent creeds as those espoused by China and Tibet. Foreseeing future complications, the Tibetan Government broke off diplomatic relations with China and made a Chinese representative

in Lhasa depart from Tibet in July, 1949. Since then, Tibet has not even maintained formal relations with the Chinese Government and people. It desires to live apart, uncontaminated by the germ of a highly materialistic creed, but China is bent on not allowing Tibet to live in peace. Since the establishment of the People's Republic of China, the Chinese have hurled threats of liberating Tibet and have used devious methods to intimidate and undermine the Government of Tibet. Tibet recognizes that it is in no position to resist. It is thus that it agreed to negotiate on friendly terms with the Chinese Government.

It is unfortunate that the Tibetan mission to China was unable to leave India through no fault of its own, but for want of British visas, which were required for transit through Hong Kong. At the kind intervention of the Government of India, the Chinese People's Republic condescended to allow the Tibetan mission to have preliminary negotiations with the Chinese Ambassador to India, who arrived in New Delhi only in September. While these negotiations were proceeding in Delhi, Chinese troops, without warning or provocation, crossed the Di Chu river, which has for long been the boundary of Tibetan territory, at a number of places on October 7, 1950. In quick succession, places of strategic importance such as Demar, Kamto, Tunga, Tshame, Rimohegotyu, Yakalo, and Markham, fell to the Chinese. Tibetan frontier garrisons in Kham, which were maintained not with any aggressive design, but as a nominal protective measure, were all wiped out. Communist troops converged in great force from five directions on Chamdo, the capital of Kham, which fell soon after. Nothing is known of the fate of a minister of the Tibetan Government posted there.

Little is known in the outside world of this sneak invasion. Long after the invasion had taken place, China announced to the world that it had asked its armies to march into Tibet. This unwarranted act of aggression has not only disturbed the peace of Tibet, but it is also in complete disregard of a solemn assurance given by China to the Government of India, and it has created a grave situation in Tibet and may eventually deprive Tibet of its long-cherished independence. We can assure you, Mr. Secretary-General, that Tibet will not go down without a fight, though there is little hope that a nation dedicated to peace

will be able to resist the brutal effort of men trained to war, but we understand that the United Nations has decided to stop aggression whenever it takes place.

The armed invasion of Tibet for the incorporation of Tibet in Communist China through sheer physical force is a clear case of aggression. As long as the people of Tibet are compelled by force to become a part of China against their will and consent, the present invasion of Tibet will be the grossest instance of the violation of the weak by the strong. We therefore appeal through you to the nations of the world to intercede in our behalf and restrain Chinese aggression.

The problem is simple. The Chinese claim Tibet as a part of China. Tibetans feel that racially, culturally, and geographically they are far apart from the Chinese. If the Chinese find the reactions of the Tibetans to their unnatural claim not acceptable, there are other civilized methods by which they could ascertain the views of the people of Tibet; or, should the issue be surely juridical, they are open to seek redress in an international court of law. The conquest of Tibet by China will only enlarge the area of conflict and increase the threat to the independence and stability of other Asian countries.

We Ministers, with the approval of His Holiness the Dalai Lama, entrust the problem of Tibet in this emergency to the ultimate decision of the United Nations, hoping that the conscience of the world will not allow the disruption of our State by methods reminiscent of the jungle.

The Kashag (Cabinet) and National Assembly of Tibet, Tibetan delegation, Shakabpa House, Kalimpong.

Dated Lhasa, the twenty-seventh day of the ninth Tibetan month of The Iron Tiger Year (November 7, 1950).

Source : U.N Document, A11549-11, november 1950, Kalimpong in Tibet in the United Nations, 1950-1961, Bureau of His Holiness the Dalai Lama, New Delhi.

Bibliographie

- Instruments de travail :

AUBIN, Françoise, *Ecrits récents sur le Tibet et les Tibétains : bibliographie commentée*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales, Les Cahiers du CERI, 1993.

CHAND, A., *Tibet. Past and Present, a Select Bibliography with Chronology of Historical Events (1660-1981)*, New Delhi, Sterling Publications, 1982.

HOPKIRK, Peter, *Trepassers on the Roof of the World, the Race for Lhasa*, Oxford, Oxford University Press, 1986.

PINFOLD, John, *Tibet*, Oxford, Santa Barbara, Clio Press, 1991, World bibliographical series, V. 128.

TEMPLE, E., *Bibliographie du Tibet*, T. I, Saintes, Tibet Diffusion, 1992.

- Histoire des relations internationales :

- Ouvrages généraux :

BONIFACE, Pascal, *Atlas des relations internationales*, Paris, Hatier, 1997.

COLARD, Daniel, *Les Relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Barcelone, Milan, Bonn, Masson, 1993. Première édition : 1977.

DUROSELLE, Jean-Baptiste, KASPI, André, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, A. Colin, 2001, 2 vol.

DUROSELLE, Jean-Baptiste, RENOUVIN Pierre, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Colin, 1991.

GERBET, Pierre, GEHBALI, Victor-Yves, MOUTON, Marie-Renée, *Le rêve d'un ordre mondiale de la SDN à l'ONU*, Paris, Imprimerie Nationale, 1996.

MOREAU DEFARGES, Philippe, *L'ordre mondial*, Paris, Armand Colin, 2003.

RENOUVIN, Pierre, *Histoire des relations internationales*, Paris, Hachette, 1953-1958, plusieurs rééditions.

VAÏSSE, Maurice, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, A. Colin, 10 éd., 2005.

ZORGBIBE, Charles, *Histoire des relations internationales*, Paris, Hachette, 1994, 4 vol.

-*Les organisations internationales*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1986.

➤ Histoire de la guerre froide :

-Ouvrages généraux :

FONTAINE, André, *Histoire de la guerre froide. I. De la révolution d'Octobre à la guerre de Corée (1917-1950), II. De la guerre de Corée à la crise des alliances (1950-1963)*, Paris, Fayard, 1965-1967, réédition Points Seuil 1983.

-, *La guerre froide, 1917-1991*, Paris, Seuil, 2006.

GROSSER, P., *Les Temps de la guerre froide*, Bruxelles, Editions Complexe, 1995.

JEANNESSON, Stanislas, *La guerre froide*, Paris, La Découverte, 2002.

SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.

-La guerre froide en Asie.

ALI, Mahmud S., *Cold war in the high Himalayas : the USA, China and South Asia in the 1950's*, New York, St. Martin's Press, 1999.

BERG, Eugène, *Non-alignement et nouvel ordre mondial*, Paris, PUF, 1980.

BRAILLARD, Philippe, *Mythe et réalité du Non-alignement*, Paris, PUF, 1987.

BRANDA, H. W., *The Cold Peace. India and the United States*, Boston, Twayne Publishers, 1990.

DELCORDE, Raoul, *Le jeu des grandes puissances dans l'océan Indien*, Paris, L'Harmattan, 1993.

LOWE, Peter, *The Korean War*, Basingstoke, Macmillan, 2000.

SOUTY, Patrick, *La guerre de Corée, 1950-1953 : guerre froide en Asie orientale*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2002.

➤ Le monde après la guerre froide :

COLARD, Daniel, *La Société internationale après la guerre froide*, Paris, A. Colin, 1996.

DELDIQUE, Pierre-Edouard, *Le mythe des Nations Unies. L'ONU après la guerre froide*, Paris, Hachette, 1994.

JOYAUX, François, *Les relations internationales en Extrême-Orient depuis la fin de la guerre froide*, Première et deuxième partie, Asie du Nord-Est et Asie du Sud-Est, Paris, INALCO, 1996.

ZORGBIBE, Charles, *L'après-guerre froide dans le Monde*, Paris, PUF, Que Sais-je?

- Relations internationales et droits de l'homme :

BADIE, Bertrand, *La diplomatie des droits de l'Homme entre éthique et volonté de puissance*, Paris, Fayard, 2002.

BUHRER, Jean-Claude, LEVENSON, Claude B., *L'ONU contre les droits de l'homme*, Paris, Mille et une nuits, 2003.

BETTATI, M., KOUCHNER, B., *Le devoir d'ingérence*, Editions Denoël, Paris, 1987.

DUPUY, René-Jean, "Le dédoublement du monde" in *Revue Générale de Droit International*, Paris, Editions A. Pedone, 1996, vol. 2.

Droits de l'homme et relations internationales, Actes du colloque organisé à Paris, les 11 et 12 janvier 1988, Paris, Milan, Barcelone, Mexico, Masson, Collection Enjeux internationaux, Travaux et recherches de l'IFRI, 1989.

HANNUM, Hurst, *Autonomy, Sovereignty, and Self-determination*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1990.

KOUCHNER, B., *Le malheur des autres*, D. Jacob, 1991.

ZORGBIBE, Charles, *Le droit d'ingérence*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1994.

- L'Inde dans les relations internationales :

- Ouvrages généraux:

BERNARD, Jean-Alphonse, *De l'empire des Indes à la République indienne. De 1935 à nos jours*, Paris, Imprimerie Nationale, 1994.

JAFFRELOT, Christian, *L'Inde contemporaine, de la partition à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 1996.

MARKOVITS, C., (Dir), *Histoire de l'Inde moderne, 1480-1950*, Paris, Fayard, 1994.

- Politique étrangère :

BRADNOCK, Robert, *India's Foreign Policy Since 1971*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1990.

BRANDYOPADHYAYA, J., *The making of India's foreign policy*, New Delhi, 1980.

JAIN, S.B., *India's foreign policy and non-alignment*, New Delhi, Anamika Publishers & Distributors, 2000.

PATIL, V. T., *India in a turbulent world: perspectives on foreign and security policies*, New Delhi, South Asian Publishers, 2003.

SAINT-MEZARD, Isabelle, *La Look East Policy indienne ou la politique régionaliste de l'Inde à l'égard de l'Asie orientale*, Thèse de science politique, IEP de Paris, 2001.

- Relations sino-indiennes :

FRANKEL, Francine R., HARDING, Harry, *The India-China relationship : rivalry and engagement*, New Delhi, Oxford University Press, 2004.

MAXWELL, Neville, *India's China War*, Londres, J. Cape, 1970.

SHARMA, Shri Ram, *India-China relations, 1947-1971: friendship goes with power*, New Delhi, Discovery, 1999.

-*India-China relations 1972-91*, New Delhi, Discovery, 2003.

SINGH SIDHU, Waheguru Pal, YUAN, Jing Dong, *China and India. Cooperation or conflict ?*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2003.

Varma, S.P., *Struggle for the Himalayas*, New Delhi, Sterling Publishers, 1971.

- Les Etats-Unis dans les relations internationales :

- Politique étrangère américaine :

AMBROSE, Stephen E., *Rise to Globalism : American Foreign Policy Since 1938*, Londres, Penguin Books, 1983.

-Eisenhower. *The President. Vols. 1&2*, Londres, George Allen & Unwin, 1984.

BLUM, Willaim, *The C.I.A. A Forgotten History*, Londres, Zed Books Ltd, 1986.

DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis, VAÏSSE, Justin, *La politique étrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Presses de Sciences Po, 2003.

HASSNER, Pierre Hassner, VAÏSSE, Justin, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Paris, CERI/Autrement, 2003.

MATLOCK, Jack F., *Reagan and Gorbachev: How the Cold War Ended*, New York, Random House, 2004

MELANDRI, Pierre, VAÏSSE, Justin, *La politique extérieure des Etats-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, 1982.

-L'Empire du Milieu ? *Les Etats-Unis et le monde après la guerre Froide*, Paris, Odile Jacob, 2001.

NOUAILHAT, Yves-Henri, *Les Etats-Unis et le Monde au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2001.

PRADOS, John, *Presidents' Secret Wars: CIA and Pentagon Covert Operations from World War II Through Iranscam*, New York, William Morrow (Quill), 1988.

ROSITZKE, Harry A., *The CIA's Secret Operation*, New York, Reader's Digest Press, 1977.

The CIA Under Harry Truman, Warner, Michael editor, CIA History Staff, Washington D.C., 1994.

➤ Relations sino-américaines :

CHANG, Gordon H., *Friends and Enemies. The United States, China, and the Soviet Union, 1948-1972*, Stanford University Press, 1990.

FAIRBANK, John King, *The United States and China*, Cambridge, Harvard University Press, 1972. (3^e édition)

GODEMENT, François, *Chine-Etats-Unis: entre méfiance et pragmatisme*, Paris, La Documentation française, 2001.

GOH, Evelyn, *Constructing the US rapprochement with China, 1961-1974. From "Red Menace" to "Tacit Ally"*, New York, Cambridge University Press, 2005.

HARDING, Henry, *A Fragile Relationship. The United States and China since 1972*, Washington, D. C., The Brookings Institution, 1992.

MACFARQUHAR, Roderick, *Sino-American relations, 1949-1971*, Newton Abbot, David and Charles, 1972.

MARSH, Christopher, DREYER, June, Teufel, *US-China relations in the twenty-first century: policies, prospects and possibilities*, Lanham, Lexington Books, 2003.

SCHALLER Michael, *The United States and China into the 21st century*, New York, Oxford University Press, 2002, 3^e edition.

➤ Relations Union européenne-RPC :

-Ouvrages généraux :

BALMOND, Louis, *Les relations extérieures de l'Union européenne*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1995.

BITSCH, Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne*, Bruxelles, Complexe, 1997.

REAU, E. (du), *L'Europe en mutation. De la Guerre froide à nos jours*, Paris, Hachette, 2001.

ZORGBIBE, Charles Zorgbibe, *Histoire de l'Union européenne*, Paris, Albin Michel, 2005.

-Relations sino-communautaires :

CHATELLIER, Maxime, *Les relations sino-communautaires de 1975 à 1997, d'après des sources occidentales*, mémoire de Maîtrise d'Histoire contemporaine sous la direction de Jacques Weber, Université de Nantes, 1998.

-*Les aspects économiques des relations Union européenne- République populaire de Chine, de 1975 à 2001*, mémoire de DEA d' Histoire contemporaine sous la direction de Jacques Weber, Université de Nantes, 2002.

- La France dans les relations internationales :

- Politique étrangère :

BOZO, Frédéric, *La politique étrangère de la France depuis 1945*, Paris, Edition la Découverte, 1997.

DOISE, Jean, VAÏSSE, Maurice, *Diplomatie et outil militaire, 1871-1991, Politique étrangère de la France*, Paris, Imprimerie nationale, 1992.

GROSSER, Alfred, *Affaires extérieures. La politique de la France de 1945 à 1989*, Paris, Flammarion, 1989.

VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur : politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998.

- Relations franco-chinoises

BOUDANT, Mélina, *La diplomatie française des droits de l'homme en Chine de 1989 à nos jours*, mémoire IEP, Grenoble 2, 1998.

CLAISSE, Alain, *Les relations franco-chinoises (1945-1973)*, Paris, La Documentation française, 1973.

DERMONT, Odile, *Les relations franco-chinoises durant la guerre froide et la guerre d'Indo-Chine*, mémoire de Maîtrise d'Histoire contemporaine sous la direction de René Girault, Université Paris 10, 1993.

KROUCK, Bernard, *De Gaulle et la Chine : la politique française à l'égard de la République populaire de Chine, 1958-1969*, thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaïsse, I.E.P Paris, 2005.

KUEN-HUEI, Wu, *La France et ses relations avec la Chine populaire et Taïwan, 1964-1992*, Thèse de Doctorat de Sciences politiques sous la direction de Bui-Xuân Quang, Paris 10, 1993.

MENGIN F., « La politique chinoise de la France. Du mythe de la relation privilégiée au syndrome de la normalisation » in *Critique internationale*, n°12, juillet 2001.

ZAO, Sihui, *Les relations économiques et commerciales entre la France et la Chine*, Thèse de Doctorat de Sciences politiques, Université Paris I, 1992.

- La Grande Bretagne dans les relations internationales :

BARTLETT, *British foreign policy in the twentieth century*, Basingstoke, Macmillan, 1992.

CHASSAIGNE, Philippe, *La Grande-Bretagne et le monde: de 1815 à nos jours*, Paris, A. Colin, 2003.

GOLDSTEIN, Erik (ed.), *Power and stability: British Foreign policy, 1865-1965*, Londres, Frank Cass, 2003.

GREENWOOD, Sean, *Britain and the Cold War, 1945-1991*, New York, St. Martin's Press London, Macmillan, 2000.

MARX, Roland, *La Grande-Bretagne et le monde au XX^e siècle*, Paris, Masson, 1986.

YOUNG, John W., *The Labours Governments 1964-70: international policy*, Manchester, Manchester University Press, 2003.

-, *Britain and the World in the Twentieth Century*, Londres, Arnold, 1997.

- La Chine

- Ouvrages généraux :

CHESNEAUX, J., *L'Asie orientale au XIX^e et XX^e siècles*, Paris, PUF, 1966.

FAIRBANK, John K., *Cambridge History of China*, Cambridge, University of Cambridge Press, 1978-1994.

GERNET, J., *A History of Chinese Civilization*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

- *Le Monde chinois*, Paris, Armand Colin, 1972.

➤ La Chine communiste

AUBERT, Claude, BIANCO, Lucien, CADART, Claude, DOMENACH, Jean-Luc, *Regards froids sur la Chine*, Paris, Editions du Seuil, 1976.

AUBERT, C., CHEVRIER, Y., DOMENACH, J.-L., HUA, C. M., LEW, R., ZAFANOLLI, W., *La société chinoise après Mao*, Paris, Fayard, 1986.

BARNETT, A. Doak, *Communist China. The Early Years, 1949-1955*, New York, Praeger, 1968.

BERGERE, M-C, BIANCO, L., DOMES, J., (dir.), *La Chine au XX^e siècle. De 1949 à nos jours*, Paris, Fayard, 1990.

BISHOP, Robert, L., *Qi Lai! Mobilizing One Billion Chinese. The Chinese Communication System*, Ames, Iowa State University Press, 1989.

BOUTEILLER, Eric, *Les Nouveaux Empereurs, l'épopée du capitalisme chinois*, Paris, Calmann-Lévy, 1997.

BRANDT, Conrad, SCHWARZ, Benjamin, FAIRBANK, John K., *A Documentary History of Chinese Communism*, New York, Atheneum, 1973.

CABESTAN, Jean-Pierre, *L'Administration chinoises après Mao, les réformes de l'ère Deng Xiaoping et leurs limites*, Paris, Editions du CNRS, 1992.

-, *Le système politique de la Chine populaire*, Paris, PUF, 1994.

CHEVRIER, Yves, *Mao et la Révolution chinoise*, Paris, Casterman, Giunti, 1993.

DIKOTTER, Frank, *The Discourse of Race in Modern China*, Stanford, Stanford University Press, 1992.

EBERHARD, Wolfram, *China's Minorities : Yesterday and Today*, Belmont, Wadsworth Publishing Comp., 1982.

DOMENACH J.-L., RICHER P., *La Chine, 1945-1985*, Paris, Imprimerie nationale, 1987, 2 vol.

DOMENACH, J.L, *Répression et enfermement en Chine populaire*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 1992.

DOMENACH, Jean-Luc, *Chine, l'archipel oublié*, Paris, Fayard, 1992.

- , *Ou va la Chine ?*, Paris, Fayard, 2002.

EYRAUD, Henri, *Chine, la réforme autoritaire : Jiang Zemin et Zhu Rongji*, Paris, Bleu de Chine, 2001.

FAIRBANK, J. K., *La Grande Révolution chinoise (1800-1989)*, Paris, Flammarion, 1989.

GOLDMAN, Merle, *Sowing the Seeds of Democracy in China. Political Reform in the Deng Xiaoping Era*, Cambridge, Harvard University Press, 1994.

GOLFIN, Jean, *La pensée de Mao-Tsé-Tong*, Paris, Privat, 1971.

GUILLERMAZ, JQ., *Le Parti Communiste Chinois au pouvoir*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1979, 2 vol., troisième édition.

HAN, Suyin, *Le siècle de Zhou Enlai : le mandarin révolutionnaire : 1898-1998*, Paris, Stock, 1993. (Traduction française)

JOYAUX, François, (dir.) *Mao Tse-toung*, Paris, L'Herne, Fayard, 1999.

LADHANY, Laszlo, *The Communist Party of China and Marxism, 1921-1985*, Stanford, Hoover Institution Press, 1988.

LYNCH, Michael, *Mao*, Londres, New York, Routledge, 2004.

MacInnis, D. E., *Religion in China Today : Policy and Practice*, Maryknoll, Orbis Books, 1989.

MANDELBAUM, Jean, HABER, Daniel, *La Victoire de la Chine*, Paris, Descartes et C^{ie}, 2001.

MASSONNET, Philippe, RIBOUD, Marc, *La Chine en folie : l'héritage de Deng Xiaoping*, Arles, P. Picquier, 1997.

NORBU, Dawa, *Marxism, Nationalism and Revolution. The Rise of Neo-Nationalism in Communist Countries*, Ph. D. diss, University of California, Berkeley, 1982.

PERRY, Elizabeth J., SELDEN, Mark, *Chinese Society, Change, Conflict and Resistance*, Londres, New York, Routledge, 2000.

ROUX, Alain, *La Chine populaire. Les fondations du socialisme chinois, 1949-1966*, Paris, Editions Sociales, Tome I.

-, *Du chaos à la voie chinoise vers le socialisme (1966-1984)*, Paris, Editions sociales, 1984, Tome II.

-*La Chine au XX^e siècle*, Paris, Sedes, 1998.

The Secret Speeches of Chairman Mao : From the Hundred Flowers to the Great Leap Forward, Cambridge, Mass, Council on East Asian Studies, Harvard University, 1989.

➤ La Chine dans les relations internationales

BARNETT, A. Doak, *The Making of Foreign Policy in China*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1985.

BERGERE, Marie-Claire, « La Chine : une diplomatie de l'ambiguïté. Le poids des facteurs économiques dans les relations internationales de la Chine », *Politique étrangère*, n° 4, 1982, p. 903-913.

BETTATI, Mario, DUPUY, René-Jean, *Le conflit sino-soviétique, I. Le conflit entre partis, II. Le conflit entre Etats*, Paris, Armand Colin, 1971.

BOARDMAN, Robert, *Post-socialist World orders : Russia, China and the UN system*, New York, Saint Martin's Press, 1994.

Coll. *La Chine et les droits de l'homme*, Colloque du 19 juin 1990 organisé à Paris par Amnesty International, Paris, L'Harmattan, 1991.

COPPER, John Franklin, *China's Foreign Aid*, Mass, Lexington Books, 1976.

DENG, Yong, WANG, Fei-Ling, *In the eyes of the dragon: China views the world*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 1999.

DUFOUR, Jean-François, *Géopolitique de la Chine*, Paris, Editions Complexe, 1999.

FAIRBANK, John King, *The Chinese World Order. Traditional China's Foreign Relations*, Cambridge, Harvard University Press, 1976.

FREYMOND, Jacques, *Politique étrangère de la Chine (1971-1978)*, Genève, Ruhei, 1979.

JOYAUX, François, *La politique extérieure de la Chine populaire*, Paris, PUF, collection « Que Sais-je ? », 1983.

-, *La Tentation impériale : politique extérieure de la Chine depuis 1949*, Paris, Imprimerie Nationale, 1994.

-, *La nouvelle question d'Extrême-Orient. L'ère du conflit sino-soviétique (1959-1978). Le réaménagement des équilibres (1969-1978)*, Paris, Inalco, 1985.

KENT, Ann, *China the United Nations, and Human rights*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1999.

KIM, Samuel S., *China, the United Nations and World Order*, Princeton, University Press, 1979.

LALL, Arthur, *How communist China negociates*, Columbia University Press, 1968.

LIN, Bizhao, MYERS, James T., *Contemporary China in the Post Cold-War Era*, Columbia, University of South Carolina Press, 1996.

MACFARQUHAR, Roderick, *The politics of China, 1949-1989*, Cambridge, University Press, 1993.

SEGAL, Gerald, *Le dialogue Moscou-Pékin depuis Mao*, Paris, Bosquet, 1987.

WAN, Ming, *Human rights in Chinese foreign relations: defining and defending national interests*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2001.

- Le Tibet.

- Civilisation tibétaine

-Bouddhisme tibétain :

BELL, Charles, *The Religion of Tibet*, Oxford, Oxford University Press, réédition, 1968.

BLOFELD, John, *Le bouddhisme tantrique au Tibet*, Paris, Le Seuil, 1976.

BLONDEAU, A-M., "Les religions du Tibet", in *Histoire des religions*, Tome III, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1970.

DESHAYES, Laurent, *Lexique du bouddhisme tibétain*, Paris, Editions Dzambala, 1999.

GOLDSTEIN, Melvyn C., *Buddhism in contemporary Tibet. Religious Revival and Cultural Identity*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1998.

HAVNEVIK, Hanna, *Tibetan Buddhist Nuns. History, Cultural Norms and Local Reality*, Oslo, Norwegian University Press, 1990.

KALOU, Rinpoché, *Enseignements bouddhiques tibétains*, Paris, Kagyu Dzong, 1975.
-, *Le Dharma*, Huy, Kunchab, 1990.

KARMAY, Samten G., *The Great Perfection. A Philosophical and Meditative Teaching of Tibetan Buddhism*, Leyde, E. J. Brill, 1988.

SALEN, M., *Quel bouddhisme pour le Tibet ?*, Paris, A. Maisonneuve, 1986.

SAMUEL, Geoffrey, *Civilized Shamans. Buddhism in Tibetan Society*, Washington D.C, Smithsonian Institution Press, 1993.

SNELLGROVE, David L., *Indo-Tibetan Buddhism. Indian Buddhists and their Tibetan Successors*, Londres, Serindia Publications, 1987. Un ouvrage complet sur le bouddhisme tantrique tibétain.

VANDERMEERSCH, L., *Bouddhisme et politique en Asie orientale*, Paris, La Documentation française, n° 603, 1989.

WELCH, Holmes, *Buddhism under Mao*, Harvard, University Press, 1972.

-Société tibétaine: tradition et évolution.

ARIS, Michael, Aung San Sui Kyi, *Tibetan Studies in Honour of H. E. Richardson*, Warminster, Aris and Phillips, 1979.

BELL, Charles, *The People of Tibet*, Oxford, Oxford University Press, 1928.

CARRASCO, P., *Land and Policy in Tibet*, Seattle, University of Washington Press, 1959.

CHAYET, A., *La Femme au temps des dalaï-lamas*, Paris, Stock, 1993.

CLARKE, Graham E., *China's Reform of Tibet and their Effects on Pastoralism*, Brighton, Institute of Development Studies, 1987.

COLEMAN, William M., *Writing Tibetan History. The Discourses of Feudalism and Serfdom in Chinese and Western Historiography*, Ann Harbor, UNI, 1999.

Coll., *Tibet. Civilisation et Société*, colloque, Paris, Fondation Singer-Polignac et Maison des sciences de l'homme, 1990.

DARGYAY, Eva K., *Tibetan village communities: structure and change*, New Delhi, Vikas, 1982.

GOLDSTEIN, Melvyn C., *An anthropological Study of the Tibetan Political System*, Ph. D. diss, University of Washington, 1968.

-, «Re-examining Choice. Dependency and Command in the Tibetan Social System. “Tax Appendages” and Other Landless Serfs », *The Tibet Journal*, vol. XI, n°4, 1986, p. 79-112.

-, «On the Nature of Tibetan Peasantry », *The Tibet Journal*, vol. XIII, n°1, 1988, p. 61-65.

-, «Freedom, Servitude and the “Servant Serf” Nyima », *The Tibet Journal*, vol. XIV, n°2, 1989, p. 56-60.

GOLDSTEIN, Melvyn C., BEALL Cynthia M., *Nomads of Western Tibet. The Survival of a Way of Life*, Berkeley, University of California Press, 1990.

-, «The Impact of China’s Reform Policy on the Nomads of Western Tibet», *Asia Survey* XXI, n°6, 1989.

MILLER, B., «A response to Goldstein’s “Re-examining Choice. Dependency and Command in the Tibetan Social System...», *The Tibet journal*, vol. XII, n°2, 1987-1988, p. 65-67, vol. XIII, n°3, p. 64-66.

RICHARDSON, Hugh Edward, *A cultural history of Tibet*, Boston, Londres, Shambhala, 1980. Première édition: 1968.

-, *Ceremonies of the Lhasa year*, Londres, Serindia publications, 1993.

-, *High peaks, pure earth: collected writings on Tibetan history and culture*, Londres, Serindia Publications, 1998.

SAKLANI, G., «The Hierarchical Pattern of Tibetan Society », *The Tibet Journal*, vol. III, n° 4, 1978, p. 27-33.

STEIN, Rolf A., *La civilisation tibétaine*, Paris, L’Asiathèque-Le Sycomore, 1981. Première édition : 1962.

Tibet : civilisation et société, Actes du colloque organisé par la Fondation Singer-Polignac en avril 1987, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l’homme, 1989.

➤ Communauté tibétaine en exil:

ARDLEY, Jane, *The Tibetan independence movement : political, religious and Gandhian perspectives*, Londres, Routledge, 2002.

BARNETT, Robert (ed.), *Resistance and Reform in Tibet*, Londres, Hurst & Company, 1994.

BERNSTORFF, Dagmar, WELCK, Hubertus Von, *Exile as Challenge. The Tibetan diaspora*, Hyderabad, Orient Longman, 2004.

BOYD, Helen R., *The future of Tibet: the government-in-exile meets the challenge of democratisation*, New York, Pay Lang, 2004.

FORBES, Ann Armbrecht, *Settlements of hope. An account of Tibetan Refugees in Nepal*, Cambridge, Cultural Survival, 1989.

FÜRER-HAIMENDORF, Christophe Von, *The Renaissance of Tibetan Civilization*, Delhi, Oxford University Press, 1990.

GOLDSTEIN, Melvyn C., «Ethnogenesis and ressource competition among Tibetan refugees in South Asia. A new face to the Indo-Tibetan Interface », James Fisher ed., *Himalayan Anthropology, The Indo-tibetan Interface*, Paris, La Haye, Mouton, 1978.

KLIEGER, P. Christiaan (ed.), *Tibet, self and the Tibetan diaspora: voices of difference*, International Association for Tibetan Studies, Leiden, Brill, 2000.

KOROM, Frank J., *Constructing Tibetan Culture. Contemporary Perspectives*, St-Hyacinthe, Québec, World Heritage Press, 1997.

MICHAEL, F., "Tibetan Traditional Polity and its Potential for Modernisation", *The Tibet Journal*, vol. XI, n°4, 1986, p.70-78.

NOWAK, Margaret, *Tibetan refugees. Youth and the New Generation of Meaning*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1984.

PALAKSHAPPA, T.C., *Tibetans in India: a case study of Mundgod Tibetans*, New Delhi, Sterling Publishers, 1978.

SAKLANI, Girija, *The Uprooted Tibetans in India. A Sociological Study of Continuity and Change*, New Delhi, Cosmo Publications, 1984.

WOLFGANG Von Erffa, *Uncompromising Tibet. Culture, religion, politics*, New Delhi, Paljor Publications, 1996.

➤ Histoire du Tibet:

BACOT, Jacques, *Introduction à l'histoire du Tibet*, Paris, Société asiatique, 1962.

BECKWITH, C. I., *The Tibetan Empire in Central Asia. A History of the Struggle for Great Power Among the Tibetans, Turks, Arabs, and Chinese During The Early Middle Ages*, Princeton, Princeton University Press, 1987.

DESHAYES, Laurent, *Histoire du Tibet*, Paris, Fayard, 1997.

GOLDSTEIN, Melvyn C., *A History of Modern Tibet, 1913-1951. The Demise of the Lamas State*, Berkeley, Los Angeles, Londres, University of California Press, 1989.

JAGOU, F., *Le VI^e [IX^e] Panchen-Lama : traître ou visionnaire ?* Thèse de doctorat, sous la direction de Pierre Etienne Will, EHESS, 1999.

MacKay, Alex (ed.), *The History of Tibet. The Modern Period, 1895-1959. The Encounter with Modernity*, Londres, New York, RoutledgeCurzon, 2003.

PELLIOT, P., *Histoire ancienne du Tibet*, Paris, A. Maisonneuve, 1961.

➤ Le Tibet sous occupation chinoise :

Coll., *Tibet l'envers du décor*, Genève, Olizane, 1993.

DAWA, Norbu, *China's Tibet policy*, Richmond, Surrey, Curzon, 2001.

DREYER, June, Teufel, «Economic development in Tibet under the People' s Republic of China », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, n° 36, p. 411-430.

GINSBURG, George, MATHOS, Michael, *Communist China and Tibet : the First dozen years*, The Hague, Martinus Nijhoff, 1964.

GOLDSTEIN, Melvyn C., BEALL Cynthia M., «China's birth control policy in the Tibet autonomous region : myths and realities », in *Asian survey*, mars 1991, p. 285-303.

GOLDSTEIN, Melvyn C., *The Snow Lion and the Dragon. China, Tibet and the Dalai Lama*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1997.

GRUNFELD, Tom, A., *The Making of Modern Tibet*, London, Zed Books, Armonk, N.Y., M.E. Sharpe, 1987.

MORVAN Soizic, *La question tibétaine vue par la presse française de 1951 à 1989*, mémoire de Maîtrise sous la direction de Jacques Weber, Université de Nantes, 1995.

SAUTMAN, Barry, DREYER, Teufel June, (ed.), *Contemporary Tibet : politics, development, and society in a disputed region*, Armonk, M.E. Sharpe, 2006.

SCHARWARTZ, Ronald D., *Circle of protest . Politcal Ritual in the Tibetan Uprising*, New York, Columbia University Press, 1994.

SMITH, W. W., Jr., *The Tibetan Nation. A history of Tibetan Nationalism and Sino-Tibetan Relations*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1996.

TSERING SHAKYA, *The Dragon in the Land of Snows. A History of Modern Tibet since 1947*, New York, Colombia University press, 1999.

-, "The Genesis of the Sino-Tibetan Agreement of 1951", in P. Kvaerne (éd.), *Tibetan Studies* (Proceedings of the 6th Seminar of the International Association for Tibetan Studies), Oslo, The Institute for Comparative Research in Human Culture, 1994, vol. 2, p. 739-754.

➤ Histoire des relations sino-tibétaines

AHMAD, Zahiruddin, *China and Tibet, 1708-1959. A Resume of Facts*, Oxford, Oxford University Press, 1960.

-, *Sino-Tibetan Relations in the Seventeenth Century*, Rome, Ismeo, 1970.

BERNSTORFF, Dagmar, WELCK, *China and Tibet in the early 18th century : history of the establishment of Chinese protectorate in Tibet*, LEIDEN, E. J. Brill, 1950.

BLONDEAU Anne-Marie, BUFFETRILLE Katia (dir.), *Le Tibet est-il chinois ? Réponses à 100 questions chinoises*, Paris, Albin Michel, Sciences des religions, 2002.

CHANG, Jiunn Yih, *A study of the relationship Between the Mongol Yuan Dynasty and the Tibetan Sa-skye Sect*, Ph. D. diss. Indiana University, 1984.

JAGOU, Fabienne, « Le contrôle des marches sino-tibétaines à l'époque de la Chine républicaine », *Géographie et cultures*, n°34, *Les Marges culturelles du territoire chinois*, Paris, L'Harmattan, 2000.

KOLMA, Josef, *Tibet and imperial China. A survey of Sino-tibetan relations up to the End of the Manchu Dynasty in 1912*, Canberra, Centre of Oriental Studies, Australian National University, 1967.

NORBU, Dawa, «An analysis of sino-tibetan Relations, 1245-1911» in *Soudings in Tibetan civilization*, eds. Aziz and Kapstein , New Delhi, Manahor Publications, 1985.

PETECH, L., *Central Tibet and the Mongols. The Yüan-Sa-kya Period of Tibetan History*, Rome, Ismeo, 1990.

-, *China and Tibet in the Early XVIII^e Century : history of the establishment of Chinese protectorate in Tibet*, Leyde, E. J. Brill, 1950.

RUEGG D. S., *Ordre spirituel et ordre temporel dans la pensée bouddhique de l'Inde et du Tibet*, Paris, de Boccard, 1995. (Sur la relation chöyön)

SAVIOZ, Alphonse, *Les Marches tibétaines de l'ouest chinois : aperçu historique et géographique sur les marches tibétaines du Gansu-Qinghai et Yunnan –Sichuan*, Taïwan, Tienshiang, 1990.

SPERLING, E., *Early Ming Policy Toward Tibet*, Ph. Diss, Indiana University, 1983.

-, « Did the Early Ming Emperors Attempt to Implement a "Divide and Rule" Policy in Tibet ? », in Ernst Steinkellner (éd.), *Contributions on Tibetan Language, History and Culture* [Wiener Studien zur Tibetologie und Buddhismuskunde, Heft, 10], Arbeitskreis für Tibetische und Buddhistische Studien, Vienne, 1983.

WAKEMAN Jr. F., *The Great Enterprise. The Manchu Reconstruction of Imperial Order in Seventeenth-Century China*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2 vol., 1985.

- Le Tibet dans le « Grand Jeu » : Histoire des relations du Tibet avec l'Angleterre, la Russie et la Chine.

ADDY, P., *Tibet in the Imperial Chessboard. The Makings of British Policy Toward Lhasa, 1899-1925*, Calcutta, Academic Publishers, 1984.

ANDREEV, Aleksandr, *Soviet Russia and Tibet : the debacle of secret diplomacy, 1918-1930's*, Leiden, Boston, Brill, 2003.

DESHAYES, Laurent, *Le Tibet de la fin du XIX^e siècle à 1914. Enjeux et rivalités entre Tibétains, Anglais, Russes, Chinois et Français*, mémoire de Maîtrise sous la direction de Jacques Weber, Université de Nantes, 1992.

-, *La question tibétaine, 1914-1935*, DEA sous la direction de Jacques Weber, Université de Nantes, octobre 1993.

JASBIR SINGH, Amar Kaur, *Himalayan Triangle : a historical survey of British India's relations with Tibet, Sikkim, and Buthan, 1765-1950*, Londres, The British Library, 1988.

KHAN, Kanta Chandra, *Transhimalayan Politics – China, Britain and Tibet 1842-1914*, Agra, YK Publishers, 1987.

LAMB, Alastair, *Britain and Chinese Central Asia : the road to Lhasa, 1767 to 1905*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1960.

- *The McMahon Line. A study in the Relations between India, China and Tibet, 1904-1914*, Londres, Routledge, Kegan and Paul, 1966.

-, *British India and Tibet*, Londres, Routledge and New York, Routledge, 1986.

-, *Tibet, China and India, 1914-1950 : a history of imperial diplomacy*, Hertingfordbury, Roxford Books, 1989.

MacKay, Alex, *Tibet and the British Raj. The Frontier Cadre, 1904-1947*, Richmond, Curzon Press, 1997.

Marshall, Julie G., *Britain and Tibet: a select annotated bibliography of British relations with Tibet and the Himalayan states including Nepal, Sikkim and Bhutan*, Londres, New York, RoutledgeCurzon, 2005. (Première édition : 1977.)

PALACE, Wendy, *The British Empire and Tibet, 1900-1902*, Londres, New York, RoutledgeCurzon, 2005.

RICHARDSON, Hugh E., *Tibet and its History*, Oxford University Press, Londres, 1962.

SHAUMIAN, Tatiana, *Tibet, the great game and Tsarist Russia*, New Delhi, New York, Oxford University Press, 2000.

VERRIER, A., *Francis Younghusband and the Great Game*, Londres, Jonathan Cape, 1991.

WALLER, Derek, *The Pundits. British Exploration of Tibet and Central Asia*, Lexington, University Press of Kentucky, 1990.

WOODMAN, Dorothy, *Himalayan frontiers. A Political View of the British, Chinese, Indian and Russian Rivalries*, Londres, Barrie & Rockliff the Cresset P., 1969.

➤ L'Inde indépendante et le Tibet :

AGRAWAL, Ajay Bansidhar, *India Tibet and China : the role Nehru played*, Mumbai, N. A. Books International, 2003.

ARPI, Claude, *The Fate of Tibet. When Big Insects Eat Small Insects*, New Delhi, Har-Anand Publications, 1999 ; *Tibet, le pays sacrifié*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.

DESHAYES, Laurent, « La question tibétaine dans les relations sino-indiennes (1947-1960), *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 195, septembre 1999.

GOPAL, Ram, *India, China, Tibet triangle*, Lucknow, Pustak Kendra, 1964.

KADIAN, R., *Tibet, India and China*, New Delhi, Vision Books, 1999.

NIRMAL, C. S., *How Chinese was China's Tibet Region ?*, Calcutta, Firma KLM Private Ltd, 1981.

RAJESH, Kadian, *Tibet, India and China: critical choices, uncertain future*, New Delhi, Vision Books, 1999.

TEWARI, U. N., *Resurgent Tibet, a Cause for the Non-Aligned Movement*, Selectbook Service, New Delhi, 1983.

➤ Les missionnaires au Tibet:

BIELLMANN, Aude, *La mission du Tibet sous le vicariat apostolique de Monseigneur Giraudeau (1901-1936)*, mémoire de Maîtrise sous la direction de Jacques Weber, Université de Nantes, 1995.

DESHAYES, Laurent, *La Mission du Tibet (1846-1952). Des pionniers, des prêtres, des Français entre Chine et Tibet*, Thèse sous la direction de Jacques Weber, Université de Nantes, 2001.

- Tibet mythique :

BISHOP, Peter, *The Myth of Shangri-La. Tibet, Travel Writing and the Western Creation of Sacred Landscape*, Berkeley, University of California Press, 1989.

Cet ouvrage passe en revue, essentiellement à partir de la littérature anglaise, les mythes attachés au Tibet par l'Occident.

BRAUEN, Martin, *Dreamworld Tibet. Westerns Illusions*, Bangkok, Orchid Press, 2004.

COLEMAN, W. M., *Writing Tibetan History. The Discourses of Feudalism and Serfdom in Chinese and Western Historiography*, Ann Harbor, UMI, 1999.

DODIN, Thierry, *Imagining Tibet : perceptions, projections and fantasies*, Boston, Wisdom Publications, 2001.

FEIGON, L., *Demystifying Tibet*, Chicago, Ivan R. Dee, 1996.

HOVELL, Laurie L., *Horizons lost and found : travel, writing, and Tibet in the age of imperialism*, Thèse, Syracuse University, 1993.

LOPEZ, D. S. Jr, *Prisoners of Shangri-La. Tibetan Buddhism and the West*, Chicago-Londres, University of Chicago Press, 1998.

MATTHIEUSSENT, Brice, *Le Tibet. Fiction de l'Occident-Fiction des Tibétains*, Thèse de Philosophie, sous la direction de Olivier Revault d'Allonnes, Paris I, 1976.

SHELL, Orville, *Virtual Tibet: searching for Shangri-la from the Himalayas to Hollywood*, New York, Metropolitan Books, Henry Holt, 2000.

- Réflexions sur le statut juridique du Tibet :

ALEXANDROWITZ-ALEXANDER, Charles Henry, « The Legal Position of Tibet » in *American Journal of International Law*, 1954.

AMORIM, Teresa, *La question tibétaine et le droit international*, Mémoire de DEA Droits de l'Homme et Libertés publiques, Université Paris X, 1997.

ANAND, R.P., «The Status of Tibet in International Law » in *International Studies*, Vol. 10, n°4, 1969.

CHIU, Hungdah, DREYER, June Teufel, *Tibet: past and present*, Baltimore, Occasional Papers, Reprints Series in Contemporary Asian Studies, 1989.

GUILLAUME, Stéphane, *La question sino-tibétaine en droit international*, Thèse de droit public sous la direction de Albert Bourgi, Reims, 2000.

JULIEN, Agnès, *Le statut international du Tibet : évolutions ou permanence ?* Thèse de Droit public sous la direction de Pierre Bringuier, Université de Montpellier, 2002.

Mc CORQUODALE, Robert, Orosz Nicholas, *Tibet : the position in International Law*, Report of the Conference of International Lawyers on Issues relating to Self-Determination and Independence for Tibet, London, Serindia, 1994.

MOLTO, José Elias Esteve, *El Tíbet: la frustración de un estado. El Genocidio de un pueblo*, 2004.

RUBIN, Alfred P., «The Position of Tibet in International Law » in *The China Quaterly*, juillet-septembre 1968.

SHARMA, Swarn Lata, *Tibet. Self Determination In Politics Among Nations*, New Delhi, Criterion Publications, 1988.

TCHEOU, Mei Li, *Le Tibet et ses relations internationales (depuis le 7^{ème} siècle à nos jours)*, Thèse de Droit Public, Paris, 1950.

TIEH-TSENG, Li, *The Historical Status of Tibet*, New York, 1956 ; *Tibet today and yesterday*, New York, Bookman associates, 1960.(Edition révisée.)

TU, Heng-Tse, *La question du Tibet et les Nations Unies*, Thèse de droit, Université de Paris, 1964.

VAN WALT VAN PRAAG, Michaël, *The Status of Tibet : history, rights and prospects in International law*, Londres, Wisdom Publications, 1987.

- Biographies de Tenzin Gyatso, XIV^e dalai-lama :

BANCAUD, Henri, *Le Dalai-Lama. Tibet en exil*, Genève, Olizane, 1993. Première édition :1984.

BARREAUX, Roland, *Histoire des Dalai-Lamas. Quatorze reflets sur le Lac des visions*, Albin Michel, Paris, 1993.

GOODMAN, Michael Harris, *The Last Dalai Lama. A biography*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1986 ;*Le dernier Dalai Lama ?* Vernègues, Editions Claire Lumière, 1993.

GRAIG, Mary, *Kundun. Une biographie du Dalai Lama et de sa famille*, Paris, Presses du Châtelet, 1998.

HICKS, Rogers, NGAKPA, Chogyam, *Great Ocean. An Authorized Biography of the Buddhist Monk Tenzin Gyatso, His Holiness the Fourteenth Dalai Lama*, Longmead, Element Books, 1984.

LEVENSON, Claude B., *Le seigneur du Lotus Blanc*, Lieu Commun, Paris, 1987.

MARCELLO, Patricia Cronin, *The Dalai Lama : a biography*, Westport, Greenwood Press, 2003.

.

- Autres ouvrages :

CAMROUX, David, DOMENACH, Jean-Luc, *L'Asie retrouvée*, Paris, Le Seuil, 1997.

DONNET, Pierre-Antoine, *Le choc Europe-Asie*, Paris, Le Seuil, 1998.

GODEMENT, François, *La Renaissance de l'Asie*, Paris, Odile Jacob, 1993.

Table des matières

INTRODUCTION	4
PREMIERE PARTIE : LA FIN D'UN ETAT (1950-1951).....	27
I. DE L'INDEPENDANCE A L'INVASION CHINOISE.....	28
A. <i>Le Tibet est-il chinois ?</i>	28
B. <i>La Chine et le Tibet, « une guerre de Cent Ans. »</i>	29
1. Une relation ancienne particulière, le <i>choeyön</i>	29
2. Un contrôle politique de la Chine sur le Tibet très variable.....	31
a. Le Tibet, une zone d'influence chinoise au XVIIIe siècle.	31
b. L'effondrement de l'influence des Qing au Tibet au XIXe siècle.	33
C. <i>Le triangle Chine, Tibet, Indes britanniques</i>	34
1. La Grande-Bretagne entre en scène	34
a. Le Tibet, un Etat-tampon pour les Indes britanniques.	34
b. Le Tibet proclame son indépendance.	36
c. La convention de Simla, « une voie médiane. ».....	37
2. Le Tibet, Etat indépendant ou simple vassal de Pékin ?	46
a. Le Tibet est un Etat.	46
b. Le concept de suzeraineté selon les Britanniques.	51
3. La Chine est-elle légitime au Tibet ?.....	57
a. L'invasion de Pékin en 1950 : un acte illégitime.	57
b. ...mais un statut légal du Tibet flou ?	60
D. <i>Le Dragon chinois à l'assaut du Tibet</i>	63
1. La Chine devient communiste.....	63
2. Le Tibet se prépare à l'invasion.....	67
3. Faut-il aider le Tibet ?	74
a. Les Britanniques refusent d'intervenir.	77
b. L'attentisme des Etats-Unis	81
4. Le Tibet au bord de l'invasion.	88
a. L'échec de la mission Shakabpa.	88
b. Le Tibet sera-t-il envahi ?	91
c. La Chine communiste « libère » le Tibet.	94
E. <i>Pourquoi envahir le Tibet ?</i>	103
1. « Le Tibet, partie intégrante de la Chine » ?	104
2. Les Tibétains victimes de l'impérialisme étranger ?.....	106
3. « Le régime obscurantiste, arriéré et cruel du servage au Tibet. ».....	110
4. « Qui tient le Tibet tient toute l'Asie ! »	118
5. Le Tibet, la « maison des trésors de la mère patrie. »	123
6. Un rôle joué par l'URSS ?.....	125
II. LES REGARDS SE TOURNENT VERS L'INDE.	126
A. <i>C'est à l'Inde qu'il revient d'agir.</i>	127
B. <i>L'Inde, « pivot » de l'Asie non communiste</i>	132
C. <i>Encourager le Tibet en encourageant l'Inde.</i>	140

D.	<i>New-Delhi se « lave les mains » du Tibet.</i>	141
1.	Quelques armes pour un soutien de principe.	143
2.	Un Tibet autonome mais pas souverain.	146
3.	L'Inde ne peut rien pour le Tibet.	149
a.	Les défis de l'Inde indépendante et le choix du non-alignement.	149
b.	Le Tibet à l'épreuve de l'amitié sino-indienne.	151
E.	<i>Une invasion « déplorable. »</i>	154
1.	Nehru choqué par l'action de Pékin au Tibet.	154
2.	L'Inde fataliste et impuissante face aux événements tibétains.	163
3.	Le choc de l'opinion indienne face à l'invasion du Tibet.	165
III.	L'IMPUISSANCE DE L'ONU.	168
A.	<i>L'appel des Tibétains à l'ONU.</i>	168
1.	Le Tibet se tourne vers ses alliés.	171
2.	Le Salvador vient à la rescousse du Tibet.	173
3.	L'appel des Tibétains est-il légitime ?	174
B.	<i>Le Tibet abandonné de ses alliés.</i>	177
1.	L'ONU concentrée sur la Corée.	182
2.	Le Tibet, pays au statut légal incertain.	184
C.	<i>La question du Tibet ajournée sine die.</i>	186
IV.	L'ACCORD EN 17 POINTS, UN ACCORD SIGNE « A LA POINTE DES BAÏONETTES. »	189
A.	<i>La Chine et le Tibet négocient.</i>	189
B.	<i>Un accord sous la contrainte ?</i>	197
C.	<i>Les Etats-Unis entrent en scène.</i>	199
1.	La nécessité d'aider le Tibet, victime du communisme.	199
2.	Le gouvernement tibétain va-t-il répudier l'Accord en 17 points ?	201
D.	<i>Le Tibet est-il toujours un Etat ?</i>	210
DEUXIEME PARTIE : DE LA COHABITATION SINO-TIBETAINE AU TIBET DE L'EXIL (OCTOBRE 1951-MARS 1959)		218
I.	LES PREMIERS PAS DE PEKIN AU TIBET.	219
A.	<i>Le Tibet rejoint « la grande famille chinoise. »</i>	219
1.	Un contrôle du Tibet encore fragile...	221
2.	...qui impose la prudence à Pékin.	222
B.	<i>Une opposition timide</i>	226
1.	La résistance de Lukhangwa et Lobsang Tashi.	226
2.	Premiers mécontentements populaire : les « Représentants du peuple. »	229
C.	<i>Le Tibet sous contrôle.</i>	233
1.	Coopérer plutôt que résister	233
2.	Le dalaï-lama à Pékin	235
II.	L'INDE SACRIFIE LE TIBET.	237
A.	<i>La présence de l'Inde au Tibet, un obstacle à l'amitié sino-indienne</i>	237
1.	Rien ne doit venir troubler les relations sino-indiennes.	237
2.	L'encombrant héritage britannique au Tibet.	238
B.	<i>L'« accord sur le commerce et les relations entre le Tibet chinois et l'Inde. »</i>	239
1.	L'Inde quitte définitivement le Tibet.	240
2.	Le Tibet, « région de la Chine. »	241
3.	Le <i>panchsheel</i> .	244
III.	DE LA COOPERATION A LA REVOLTE OUVERTE.	251
A.	<i>Pékin resserre son étau sur le Tibet</i>	251
1.	Le comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet.	251

2.	La société tibétaine divisée face à Pékin.....	255
a.	Coopérer ou résister ?.....	255
b.	Un renforcement du contrôle du Tibet de moins en moins toléré par le peuple tibétain.....	256
3.	La révolte du Kham et de l'Amdo.....	260
a.	Pékin impose les réformes à l'est.....	260
b.	L'embrasement du Tibet de l'est.....	261
c.	« Il n'y a pas de rébellion au Tibet. ».....	263
IV.	UNE COEXISTENCE DE PLUS EN PLUS DIFFICILE.....	266
A.	<i>La présence chinoise ouvertement contestée.</i>	266
1.	Le <i>Mimang Tsondu</i>	266
2.	La contestation étudiante.....	267
3.	Les « réformes démocratiques » à nouveau suspendues.....	268
4.	Lhassa embarrassée par la révolte des Khampas.....	269
B.	<i>Le Tibet central se révolte.</i>	273
1.	Le soulèvement du peuple de Lhassa.....	273
2.	La fuite du dalaï-lama et la répression de Pékin.....	277
C.	<i>La CIA entre en jeu.</i>	285
1.	Le Tibet, un pion dans la stratégie de la guerre froide.....	285
2.	La CIA s'implique dans la résistance des Khampas.....	286
3.	Le dalaï-lama, symbole de l'oppression communiste.....	289
V.	LA REVOLTE DE MARS 1959, UN TOURNANT DANS LES RELATIONS SINO-INDIENNES... 295	
A.	<i>Lhassa et Pékin : le divorce est consommé</i>	295
1.	La révolte du Tibet : « Un crime monstrueux en collision avec l'impérialisme » ?.....	295
2.	...ou une révolte populaire ?.....	296
3.	Les réformes ne sauraient attendre davantage.....	298
4.	Mobiliser les masses pour achever la transformation communiste du Tibet.	301
B.	<i>Le Tibet , une épine dans les relations sino-indiennes.</i>	304
1.	Le dalaï-lama accueilli par Nehru.....	304
2.	Un hôte embarrassant.....	306
3.	Le dalaï-lama doit retourner au Tibet.....	311
4.	L'Inde mise en accusation par Pékin.....	315
a.	Le dalaï-lama enlevé par la « clique impérialiste. ».....	315
b.	Le dalaï-lama répond à Pékin.....	316
c.	Pékin accuse l'Inde.....	320
d.	L'Inde entre indignation et résignation.....	322
(1)	Le gouvernement indien choqué par les accusations de Pékin... ..	322
(2)	Concilier l'amitié pour le Tibet et celle avec Pékin : un objectif impossible à atteindre ?.....	324
C.	<i>La révolte du Tibet : un tournant de la politique étrangère de l'Inde?</i>	327
1.	Le non alignement et la coexistence pacifique remis en cause ?.....	327
2.	La désillusion de Nehru ?.....	329
3.	Nehru maintient son cap politique, malgré des relations difficiles avec Pékin..	333

TROISIEME PARTIE : L'IMPUISSANCE DES NATIONS : LE TIBET SEUL FACE A PEKIN (AVRIL 1959-1971) 340

I.	L'OPINION MONDIALE DENONCE LA REPRESSION CHINOISE AU TIBET.....	341
A.	<i>La répression de Pékin, symbole de l'oppression communiste.</i>	341
B.	<i>L'Asie condamne l'action de Pékin au Tibet.</i>	346

1.	L'Inde condamne Pékin.	346
a.	Des liens étroits entre l'Inde et le Tibet.	346
b.	La colère du Parlement.	348
c.	La mobilisation des groupes politiques indiens pour le Tibet.	351
d.	Le Parti communiste indien solidaire de Pékin.	356
e.	La presse indienne et la révolte du Tibet.	359
2.	Une condamnation unanime de la répression chinoise.	370
C.	<i>L'URSS et ses satellites solidaires de la République populaire de Chine.</i>	381
II.	LE STATUT DU TIBET EN 1959.	383
A.	<i>Le Tibet, une colonie de la République populaire de Chine ?</i>	383
B.	<i>Un pays vassal sous la suzeraineté de la Chine</i>	391
C.	<i>...mais qui doit pouvoir jouir de son droit à l'autodétermination.</i>	393
III.	LE NOUVEL ECHEC DE L'ONU.	399
A.	<i>Le Tibet se tourne vers les Nations unies</i>	399
1.	L'opinion indienne et occidentale en faveur d'un débat sur le Tibet.	399
2.	L'appel du dalaï-lama.	403
B.	<i>Washington favorable à une résolution sur le Tibet.</i>	405
C.	<i>L'initiative doit venir de l'Asie.</i>	407
D.	<i>La Grande-Bretagne et la France réticentes à un débat sur le Tibet.</i>	410
E.	<i>Un débat centré sur la violation des droits de l'homme.</i>	417
1.	L'Irlande et la Malaisie prennent l'initiative.	417
2.	La Résolution 1353 (XIV) : l'autodétermination du Tibet reconnue.	419
F.	<i>La question du Tibet à nouveau débattue en 1960 et 1965.</i>	424
1.	La Résolution 1723 (XVI)	424
a.	Le cas du Tibet à nouveau débattu.	424
b.	Les débats préliminaires.	427
c.	L'autodétermination pour le peuple tibétain affirmée.	429
G.	<i>La Résolution 2079 (XX).</i>	433
1.	Le cas du Tibet toujours en suspend.	433
2.	L'ONU réitère sa condamnation de la violation des droits de l'homme au Tibet.	434
IV.	LA FIN DE L'AMITIE SINO-INDIENNE : UN ESPOIR POUR LE TIBET ?	439
A.	<i>Le conflit frontalier sino-indien.</i>	439
1.	Le Tibet, un Etat tampon perdu.	439
2.	La ligne Mac Mahon en question	441
3.	De la multiplication des incidents à la guerre ouverte.	444
B.	<i>La fin des espoirs de Nehru.</i>	448
1.	L'échec de la politique d'amitié avec Pékin.	448
2.	La guerre est déclarée.	451
3.	New Delhi se rapproche de Washington.	454
4.	L'Inde, un nouveau soutien pour le Tibet ?	455
V.	LE TIBET BIENTOT SEUL FACE A PEKIN.	458
A.	<i>L'intégration du Tibet à la Chine.</i>	458
1.	L'établissement de la Région autonome du Tibet.	458
2.	Le Tibet dans la tourmente de la révolution culturelle.	462
B.	<i>Le soutien américain en question.</i>	463
1.	La CIA poursuit ses activités au Tibet.	463
2.	La fin du soutien américain.	467
a.	Le rapprochement sino-américain.	467
b.	Washington se retire du Tibet.	471

CONCLUSION.....	476
SOURCES.....	489
ANNEXES.....	515
BIBLIOGRAPHIE	547
TABLE DES MATIERES	570

Thèse de Doctorat

Marion Fromentin Libouthet

Le Tibet dans les relations internationales (1950-1971)

Tibet in international relations (1950-1971)

Résumé

Lorsqu'en 1950 la République populaire de Chine envahit le Tibet, pays indépendant *de facto* depuis 1911, la communauté internationale n'émet que de timides protestations. Quel est son rôle et son action, bien souvent caractérisés par l'ambiguïté, dans un conflit qui plonge ses racines au cœur du XIX^e siècle ? Peut-on affirmer que le Tibet, au nom d'intérêts politiques et stratégiques qui le dépassent est un pays sacrifié par la communauté internationale ? Victime du jeu des puissances, le Pays des neiges se retrouve isolé en 1950 face à la République populaire de Chine. L'Inde, la Grande-Bretagne, et les Etats-Unis assistent en toute connaissance de cause à la disparition d'un Etat souverain. La cohabitation entre la Chine communiste et le Tibet prend brutalement fin en 1959 avec la fuite du dalaï-lama en Inde. Bien que celle-ci soit devenue le refuge de milliers de Tibétains fuyant leur pays, Nehru fait le choix de sacrifier le Tibet au nom de l'amitié sino-indienne. Le Toit du monde se retrouve alors au cœur de la grande croisade menée par Washington et ses alliées contre le communisme. Cette période, caractérisée par le double langage et l'ambiguïté, prend fin en 1971, lorsque l'administration de Nixon décide de se rapprocher de Pékin. La fermeture du pays pendant la révolution culturelle aidant, l'opinion, d'abord émue par le sort du Pays des neiges, finit par se désintéresser de son sort et le laisse sombrer dans l'oubli.

Mots clés

Tibet, relations internationales, République populaire de Chine, guerre froide, Nehru, Etats-Unis, ONU, Grande-Bretagne, dalaï-lama.

Abstract

In 1950, the People's Republic of China invades Tibet which has been an independent country *de facto* since 1911. The international community emits only shy protests. What is its role and its action, very often characterized by ambiguity, in a conflict which plunges its roots at the heart of the XIXth century? Can we assert that Tibet, in the name of political and strategic interests which are beyond it, is a country sacrificed by the international community? Victim of the interplay between the nations, the Land of snows finds itself isolated in 1950 in front of the People's Republic of China. India, Great Britain, and the United States, in full knowledge of the facts let a sovereign State disappear. The cohabitation between communist China and Tibet brutally comes to an end in 1959 with the flight of the Dalai Lama to India. Although this country becomes the refuge of thousand Tibetans fleeing their country, Nehru chooses to sacrifice Tibet in the name of the Sino-Indian friendship. The Roof of the world finds itself, then, at the heart of the great crusade led by Washington and its allies against communism. This period, characterized by double language and ambiguity, comes to an end in 1971, when the administration of Nixon decides to get closer to Beijing.

Key Words

Tibet, international relations, People's Republic of China, cold war, United States, Nehru, UNO, Great Britain, Dalai Lama.